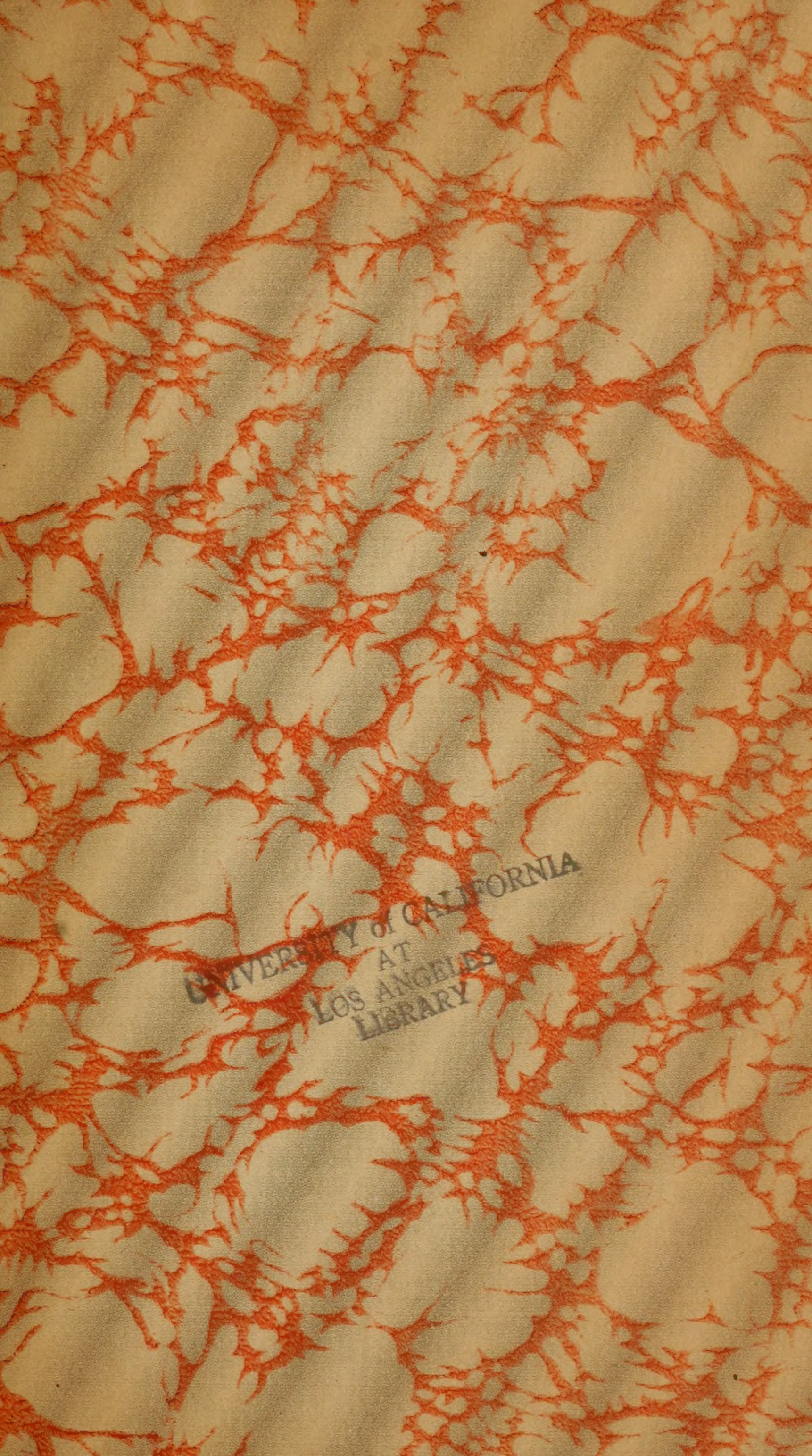






GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

PARIS. — IMPRIMERIE Vve P. LAROUSSE ET Cie
49, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

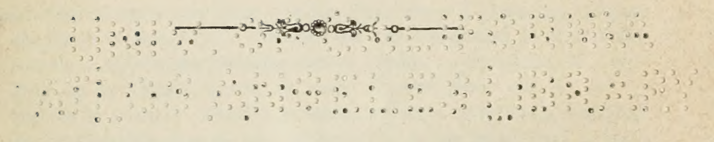
PAR UNE

SOCIETÉ D'ECRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

---

TOME III



PARIS

ABEL PILON, ÉDITEUR

33, RUE DE FLEURUS, 33

1876

GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE XIII.

FIN DE L'ANNÉE 1795.

Opérations de l'armée du Rhin; passage de ce fleuve à Mannheim. Affaires des lignes de Mayence. — Combats du col d'Argentera et de la vallée d'Oulx. — Reprise des hostilités dans la Vendée. — Occupation de l'Isle-Dieu par les Anglais; arrivée du comte d'Artois dans cette île, etc. — Bataille de Loano. — Combat de Saint-Cyr; prise de Belleville; situation du parti royaliste dans les pays insurgés à la fin de l'année 1795. — Suite des opérations sur le Rhin. Évacuation de Mannheim, combats sur la Pfrim, dans le Hundsrück, etc. — Armistice conclu entre la France et l'Autriche.

Nous terminerons dans ce chapitre le récit des événements 1796—an militaires de l'année 1795. Ce ne sera pas sans éprouver un sentiment bien pénible que les amis de la patrie liront les nouveaux détails de la conduite d'un général dont les titres de

1795 — an IV. gloire ont été effacés tout à coup par une trahison inutile à la cause qu'il voulait servir, si fatale aux soldats qui défendaient alors l'indépendance nationale. La victoire de Loano, en rétablissant l'éclat des armes françaises obscurci par des revers dont Pichegru seul fut l'auteur, ne dédommagea point la France de la perte de ses guerriers sur le Rhin. On verra que ces derniers furent sacrifiés à l'ambition irrésolue d'un homme qui, sous l'apparence d'une simplicité antique, avec des dehors austères, préféra les fastueuses décorations dont on flattait sa vanité à la couronne civique que la reconnaissance de ses compatriotes allait placer sur sa tête victorieuse.

Les événements de la Vendée appelleront aussi l'attention des lecteurs curieux de connaître les causes cachées des faits dont ils ne peuvent se rendre qu'un compte inexact quand ces documents indispensables leur manquent. Ils sauront comment furent paralysés et le long dévouement des Vendéens et les efforts généreux du plus actif de leurs chefs.

29 octobre. (7 brum.) Allemagne. *Opérations de l'armée du Rhin. Passage de ce fleuve à Mannheim. Affaires des lignes de Mayence.* — Tandis que le général Jourdan et sa brave armée continuaient à servir leur patrie avec autant d'activité que de dévouement, le général de l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru, semblait avoir oublié les lauriers qu'il avait cueillis dans la Flandre et en Hollande. L'inaction dans laquelle il restait fut longtemps une énigme pour les observateurs attentifs de sa mystérieuse conduite. On cherchait vainement à pénétrer les motifs de cette inaction, qui pouvait devenir si préjudiciable à la France, en livrant l'entrée de ses frontières à l'ennemi, après les revers qu'allait éprouver bientôt l'armée de Sambre-et-Meuse. Les conjectures formées à cet égard étaient si étranges que longtemps on refusa de s'y arrêter; mais le temps, qui découvre tout, a fait connaître enfin les replis de la conscience de Pichegru; et il est permis de dire aujourd'hui que si, à cette époque de la vie militaire et politique du général, il fut blâmable, aux yeux de bien des gens c'est pour avoir mis dans ses projets moins d'audace et d'activité qu'il ne montra de lenteur et de timidité. Tranchons le mot, il n'avait pas le génie nécessaire pour atteindre le but qu'il se proposait. Formé pour les armes, il ne possédait pas l'expérience

et l'esprit d'intrigue qui conviennent au rôle qu'il voulut jouer[1]. 1795 — an IV. Allemagne.
Dans son dessein de remettre la France sous le gouvernement de ses anciens souverains, il n'avait pas calculé qu'en rallumant, par l'espérance, le feu des haines à moitié éteint il courait la chance presque certaine de rendre à l'anarchie une force qu'elle commençait à perdre, et qu'il ouvrait aux guerriers ses égaux cette carrière d'ambition que l'un d'eux devait parcourir avec tant d'éclat et si malheureusement pour la patrie....

Nous avons déjà indiqué que le général Pichegru, excité par les mécontents de tous les partis, qui cherchaient en lui une dernière espérance et un appui, avait tout à coup dédaigné la gloire républicaine pour essayer de renouveler parmi les Français le rôle de Monck, si célèbre dans l'histoire anglaise. Nous avons dit que, devenu royaliste par haine, bien plus peut-être que par opinion, il n'avait été prendre le commandement de l'armée du Rhin que pour travailler à l'exécution du plan qu'il avait conçu. Il reçut bientôt, à son quartier général, les agents envoyés par l'Autriche, l'Angleterre et surtout par les princes français, qui commençaient à ne plus désespérer de leurs destinées depuis qu'un des premiers généraux de la république avait laissé entrevoir qu'il pouvait être pour eux le restaurateur de la monarchie. Longtemps retenu par la crainte de devenir suspect au gouvernement républicain, dont il possédait toute la confiance, Pichegru ne découvrit que lentement, et comme par degrés, le secret de ses pensées. Cependant nous avons dit qu'une correspondance suivie s'était ouverte entre lui et le prince de Condé, agissant au nom des princes français; mais, toujours prudent, Pichegru ne se compromit jamais en écrivant directement au prince. Un affidé du général, le colonel Badouville, transmettait pour lui toutes ses réponses, ou allait les porter lui-même au prince de Condé[2].

[1] Quoi qu'en dise l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, qui prétend *que le rôle de Monck allait parfaitement à sa taille.*

[2] Le 2 floréal (21 avril 1797), l'armée de Rhin-et-Moselle s'empara d'Offenburg et y prit les équipages du général autrichien Klinglin, dans lesquels on trouva des papiers dont on chargea un fourgon que le général Moreau fit conduire le lendemain à Strasbourg. Plus de quatre mois après, ce général écrivit au Directoire qu'il possédait des pièces prouvant que Pichegru

1795 — an IV. Allemagne. Le résultat de cette intrigue fut donc l'inaction complète de l'armée de Rhin-et-Moselle et l'espèce de refus constant de Pichegru de coopérer d'une manière utile aux mouvements du général Jourdan. Nous verrons plus tard quels furent les effets de cette haine envers Jourdan, sentiment injuste et hon-

était en intelligence avec le prince de Condé. Cette première lettre est datée du 14 fructidor (31 août 1797). Le 19 du même mois (5 septembre), Moreau écrivit de Strasbourg au directeur Barthélemy, alors ambassadeur de la république en Suisse, pour l'instruire de la prise de la correspondance du général Klinglin, laquelle renfermait des pièces prouvant que Pichegru travaillait à mettre le prétendant sur le trône, ses relations avec le prince de Condé et autres agents des Bourbons ne laissant plus aucun doute à cet égard. Le général Klinglin était un émigré français employé dans l'armée autrichienne. Il était chargé de la correspondance secrète de l'armée et plus particulièrement de celle que les Autrichiens entretenaient depuis longtemps avec Pichegru et ses agents Fauche-Borel, Demougé et autres. Après s'être emparé de cette correspondance, le devoir de Moreau était de l'envoyer sur-le-champ au gouvernement; il n'en fit rien et se contenta de la communiquer à Desaix et à Régnier, ce qui lui fit perdre la confiance du Directoire et plus tard son commandement en chef. Il avait aussi compromis sans nécessité ces deux généraux, en déclarant qu'il n'avait parlé qu'à eux seuls de cette correspondance; le gouvernement, mécontent, avait voulu les destituer.

« On a peine à comprendre, dit le maréchal Gouvion Saint-Cyr dans ses « Mémoires, comment Pichegru, qui, depuis longtemps, devait être instruit « de la prise du fourgon de Klinglin (fait notoire dans l'armée), et qui de- « vait se regarder comme perdu sitôt qu'on aurait déchiffré une lettre de la « correspondance, n'a pas pris tout de suite le parti de sortir de France, « mais au contraire a continué de rester à la tête des intrigues tramées con- « tre le gouvernement. On ne peut expliquer cette singulière sécurité que « par une confiance sans bornes dans Moreau et la certitude qu'il aurait eue « de ne pas être dénoncé par lui. »

Quoi qu'il en soit, comme on fait souvent mention de Moreau dans la correspondance de Klinglin, c'était pour lui un motif de ne pas la garder entre ses mains, afin de ne pas faire croire à ses liaisons intimes avec Pichegru. Son avis parut un peu tardif au Directoire, qui n'admit pas comme suffisantes les raisons qu'il donna pour s'excuser de n'avoir pas fait connaître plus tôt cette correspondance, qui dénonçait la trahison de son ancien compagnon d'armes, dont, dit-il dans sa lettre du 24 fructidor (10 septembre) au Directoire exécutif, on le croyait l'ami et que, depuis longtemps, il n'estimait plus. Les lettres de Moreau donnaient au gouvernement tous les renseignements qui pouvaient amener et qui amenèrent en effet la perte de Pichegru. Elles surprennent d'autant plus encore aujourd'hui qu'on peut être fondé à croire que Moreau n'était pas éloigné de partager, de cœur et d'opinion, les projets de Pichegru.

teux, qui flétrit encore aujourd'hui la mémoire de Pichegru. 1795 — an IV. Allemagne.

Convaincu des difficultés qu'il rencontrerait à faire entrer dans ses vues son armée, toute républicaine, le général Pichegru redoubla de précautions pour cacher son secret sous les ombres du plus profond mystère. Le rival dont les succès continuels blessaient si amèrement sa jalouse ambition avait passé le Rhin comme autrefois Louis XIV, et s'avançait en vainqueur dans l'Allemagne. En voyant Jourdan travailler sans relâche à justifier par des services la confiance des républicains, Pichegru sentit que l'inaction dans laquelle il enchaînait son armée allait devenir par trop extraordinaire, et fixerait sur lui tous les regards. Il reconnut donc la nécessité d'agir, pour donner au moins le change sur sa conduite et persuader qu'il était toujours fidèle. C'était en même temps se conserver les moyens de suivre plus sûrement son plan, dans le cas où il verrait jour à l'exécuter. En conséquence, il se détermina à faire agir ses troupes, et à imiter le mouvement de Jourdan sur Mayence. La partie de son armée cantonnée sur le haut Rhin eut ordre de le descendre et de se rapprocher de Mannheim. On se rappelle que Pichegru était déjà maître de la tête de pont, en avant de cette ville. Le 20 septembre, il fit sommer le gouverneur, le baron de Beldenbusch, de lui remettre la place, avec menace, en cas de refus, de faire incendier la ville. Le comte d'Oberndorf, ministre d'État de l'électeur palatin, qui avait eu connaissance des intrigues de Pichegru, ne vit dans cette menace qu'un moyen employé par le général français pour se mettre à couvert aux yeux de son gouvernement; et, s'imaginant que l'occupation de Mannheim était sans doute nécessaire à l'exécution des plans dont toute l'armée autrichienne s'entretenait publiquement, il rendit la place sur la seule sommation de Pichegru, et la garnison se hâta de l'évacuer après une capitulation consentie par son Altesse Électorale. Cette explication est d'autant plus naturelle que Mannheim renfermait des forces plus que suffisantes pour sa défense, et qu'autrement la reddition, sans coup férir, de cette place eût été une lâcheté insigne de la part du gouverneur.

L'occupation de cette clef du Rhin donnait à Pichegru toutes les facilités qu'il pouvait désirer pour passer le fleuve s'il eût

1795 — an IV. Allemagne. été sincère. Il était à même de se porter de là rapidement sur Mayence, et de s'entendre avec Jourdan pour achever l'investissement de cette place sur la rive droite. Mais, au lieu de faire traverser le fleuve aux principales forces de son armée, il se borna à faire jeter sur la rive droite une division de 10,000 hommes, qui prirent position en avant de Mannheim; bientôt il s'avança du côté de Mayence, et opéra sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette conduite extraordinaire aurait dû ouvrir les yeux du gouvernement; cependant telle était encore à cette époque la confiance absolue inspirée par Pichegru que le Comité de salut public prit un arrêté qui subordonnait de nouveau à ce général son rival, le général Jourdan. Cette dernière détermination allait encore devenir fatale aux succès des armes républicaines autour de Mayence.

L'armée de Sambre-et-Meuse, au moment où elle se trouvait sur le Mayn, pouvait compter 60,000 combattants. Le surplus était répandu sur les deux rives du Rhin, et devait en défendre les approches. Jourdan se trouvait donc à la tête de forces imposantes, propres à lui faire obtenir de grands succès. Mais, par l'effet de la confiance que ce gouvernement accordait à Pichegru, Jourdan se voyait alors privé des seuls moyens qui mettent un général à même de tirer d'une armée tout le parti possible. Pichegru, dans le dessein de causer du mécontentement aux soldats de la république, avait insinué au ministre de la guerre que, les deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étant destinées à agir sur le territoire ennemi, il était peu nécessaire de former les magasins et les approvisionnements ordinaires pour soutenir des troupes en campagne. Il donnait à entendre qu'en frappant les pays conquis de réquisitions et de contributions il serait facile de faire la guerre sans qu'il en coûtât rien à la république. Ce conseil perfide avait été suivi à la lettre par un gouvernement qui se croyait heureux d'être débarrassé du soin de subvenir à l'entretien de ses défenseurs. Depuis l'entrée en campagne, les deux armées avaient subsisté des réquisitions faites sur les lieux qu'elles occupaient. Cet abus avait cependant été supporté par les soldats de Jourdan tant qu'ils campèrent sur les terres fertiles de la rive gauche du Rhin. Nous avons vu d'ailleurs que Jourdan et tous ses

généraux de division s'étaient réunis pour remédier, par leurs soins, leur zèle et leur dévouement, à cette coupable insouciance du Comité de salut public. L'économie, la discipline et le généreux abandon de leurs propres appointements avaient surtout été les moyens employés par eux pour faire vivre leurs soldats, et les empêcher de se livrer aux excès du pillage. Mais quand, une fois parvenue sur la rive droite du Rhin, l'armée de Sambre-et-Meuse se trouva resserrée dans un étroit espace, que bornait d'un côté l'armée des Autrichiens, et de l'autre la ligne de neutralité, il ne fut plus possible de mettre en usage les mêmes moyens, et de retenir le soldat pressé par la faim et les besoins de toute espèce. Jourdan, qui jusqu'alors s'était appliqué à garder dans ses camps la discipline romaine, allait voir, malgré lui, s'y introduire l'indiscipline des barbares.

Le pays sur lequel l'armée de Sambre-et-Meuse avait manœuvré pour se rapprocher de Mayence et investir cette ville sur la rive droite du Rhin était entièrement dépourvu de ressources alimentaires. Les Autrichiens, en fuyant, avaient emmené tous leurs magasins, et les habitants s'étaient hâtés de soustraire tous les objets susceptibles d'être requis. Les Prussiens, qui entretenaient un cordon de troupes pour faire respecter la ligne de neutralité, s'opposaient à ce que les généraux français frappassent des réquisitions sur les pays neutres. Jourdan avait du moins espéré qu'il lui serait possible de faire venir des denrées de cette rive gauche du Rhin qui avait si longtemps nourri son armée. Mais, par une autre imprévoyance des agents du gouvernement, les chevaux que le général en chef avait fait demander n'arrivaient pas. Il en manquait trente mille, nécessaires aux charrois; et les convois, qu'on eût pu faire préparer, restaient sur l'autre rive faute de moyens de transports. Le pain et les autres aliments étaient devenus plus rares dans l'armée française que dans la place assiégée. Comment aurait-on pu conserver l'espoir que les soldats resteraient fidèles aux lois de la discipline?

Aussi bientôt l'insubordination parmi les différents corps de l'armée se trouva à son comble : il devint impossible aux généraux d'arrêter le pillage et de contenir dans les bornes de l'honneur et du devoir des soldats que pressait toute l'hor-

1795 — an IV. Allemagne.

reur de la faim. Les lois militaires subsistantes étaient insuffisantes ; il eût fallu pouvoir exercer des actes d'autorité arbitraires et vigoureux, pour mettre un frein à ce désordre universel ; mais les généraux n'osaient sévir de cette manière, dans la crainte d'attirer sur eux la haine que l'on portait aux anciens partisans du régime de la terreur et de mériter les qualifications de *jacobins* et de *buveurs de sang*. Jourdan adressa de vaines plaintes au gouvernement républicain, pour obtenir les moyens de remédier à ces abus. « Faites exécuter les lois, » fut la réponse du Comité de salut public ; et les soldats ne se faisaient aucun scrupule de les enfreindre. Plusieurs émeutes eurent lieu, et l'on vit ces guerriers, exaspérés par la misère, oublier le respect qu'ils portaient à leurs chefs, et tourner leurs armes contre ces derniers.

Telle était cependant la déplorable situation où les fausses mesures du gouvernement républicain, trompé par un général perfide, avaient mis une armée auparavant célèbre par sa bonne discipline autant que par sa bravoure. Celle du Rhin était elle-même dans un état à peu près semblable ; mais Pichegru, loin de s'en affliger, semblait s'en applaudir, parce qu'il espérait que le mécontentement des soldats leur ferait haïr la république, et les rendrait plus dociles à l'impulsion qu'il voulait leur donner ; mais, n'ayant pu réussir dans ses projets, il vit lui-même que le plus grand fléau des armées est l'indiscipline : de là les revers qui en furent la suite ; de là les désastres qui faillirent ouvrir la France à l'invasion étrangère, et la replonger dans le chaos où elle se trouvait au commencement de 1793.

Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse était toujours sur le Mayn, attendant que le général Pichegru, auquel elle était subordonnée, fît connaître ses intentions, et agît lui-même d'une manière plus efficace pour continuer le siége de Mayence. Mais non-seulement ce général ne donnait aucun ordre au général Jourdan, il se tenait encore dans la même inaction qu'auparavant, et refusait opiniâtrément de faire passer au delà du Rhin d'autres troupes que les 10,000 hommes qui y étaient déjà. Les commissaires de la Convention, qui jugèrent que cette inaction pouvait avoir les plus funestes ré-

sultats, invitèrent les généraux en chef à se réunir avec eux pour conférer sur les opérations des deux armées. Cette conférence eut lieu en effet au quartier général d'Ober-Ingelheim, le 4 octobre, en présence de Rewbell, Joubert, Rivaud et Merlin de Thionville, commissaires de la Convention. Ces quatre délégués du gouvernement républicain, voyant que Pichegru persistait à ne pas vouloir porter plus de 10,000 hommes de son armée sur la rive droite du Rhin, jugèrent avec raison que l'armée de Sambre-et-Meuse serait compromise si elle tentait le passage du Mayn, ou si elle pénétrait en Allemagne par le haut Mayn avec 40,000 hommes, dont Jourdan pouvait seulement diposer[1]; et ils prirent un arrêté d'après lequel il fut ordonné à ce général de rester dans sa position sur le Mayn, et ils le chargèrent en même temps du siége de Mayence. Ce même arrêté prescrivait à Pichegru de maintenir et d'inquiéter l'ennemi dans les environs de Mannheim, en même temps qu'il ferait des tentatives sur le haut Rhin.

1795—an IV. Allemagne.

L'investissement de Mayence sur la rive droite fut donc enfin commencé, et Jourdan en confia le commandement au général Kléber. Mais, toujours par suite de l'incurie du Comité de gouvernement, on reconnut bien vite l'impossibilité de pousser le siége avec la vigueur nécessaire pour attaquer une place d'un développement aussi considérable. Un nombreux parc d'artillerie était nécessaire : trente-cinq pièces de canon seulement se trouvèrent disponibles. On manqua même des moyens les plus urgents pour tracer les lignes, ouvrir les tranchées, et se mettre à couvert de l'artillerie ennemie, dont les forts de la place et les camps retranchés étaient comme hérissés. Malgré tous les efforts de Jourdan et de Kléber, on ne put ramasser assez d'outils pour armer les travailleurs. Il est aisé de conjecturer les suites d'une détresse aussi désespérante.

[1] L'armée de Sambre-et-Meuse, réunie sur le Mayn, comptait, ainsi que nous l'avons dit, soixante mille combattants. En s'éloignant de Mayence, Jourdan aurait dû laisser vingt mille hommes pour former l'investissement de cette place sur la rive droite; il ne lui serait donc plus resté que quarante mille hommes.

1795—an IV. Allemagne.

Il en était presque de même pour la forteresse d'Ehrenbreitstein, assiégée par la division du général Marceau. Les travaux pour cette attaque avaient été achevés avec l'intelligence et l'activité ordinaires à ce général; mais, faute de moyens de transports, l'artillerie et les munitions n'arrivaient pas. Il était impossible de continuer avantageusement les opérations du siége.

C'est dans ces circonstances affligeantes pour la gloire nationale que les généraux ennemis semblèrent redoubler d'efforts pour accabler les Français. Leur audace s'accrut tout à coup à l'aspect de l'état de faiblesse et d'inertie où se trouvaient réduites les armées républicaines. Le général Clairfait, après la prise de Mannheim, s'était hâté de quitter la position de la Lahn, et d'occuper celle du Mayn, afin de ne point perdre ses positions sur le haut Rhin. Il avait repassé le Mayn les 22 et 23 septembre, pour prendre position, la droite vers Aschaffenburg, la gauche vers Francfort. Clairfait, voulant opérer concentriquement avec Wurmser (général en chef de l'armée autrichienne du haut Rhin), marcha le 24 à Heppenheim. Wurmser, qui lui-même était accouru à marches forcées, afin de coopérer à cette jonction importante, avait eu déjà un engagement avec les 10,000 hommes de l'armée du Rhin postés en avant de Mannheim. En effet, la division du général Dufour, qui faisait partie de ce corps d'armée, s'était avancée le 24 sur Heidelberg, et avait attaqué le général autrichien Quasdanowich dans une position avantageuse près de Schriesheim et Wiebligen. Après une affaire très-vive, les Français furent forcés de se replier sur Mannheim, avec une perte de 1,200 hommes, et laissant le général Dufour entre les mains de l'ennemi. Cet engagement eut pour résultat le rétablissement de la communication entre les deux armées autrichiennes, par la grande route du Rhin.

Les renforts détachés de l'armée de Wurmser étaient arrivés, et pouvaient monter à 25,000 hommes. Alors la position transversale de l'armée de Sambre-et-Meuse devenait hasardée; son aile gauche était en l'air, au milieu d'un pays ennemi, n'ayant pour appui que la ligne de neutralité que les Autrichiens, prétextant la conduite des Français à Eichelcamp,

allaient bientôt violer. En effet Clairfait, méditant sur cet état de choses, libre de ses mouvements par les nouveaux ordres de sa cour, renforcé par 15,000 grenadiers hongrois, déroba la marche de plusieurs corps séparés, qu'il réunit à son aile droite, en forçant la ligne de neutralité, dont il fit retirer les postes prussiens : il conçut et exécuta avec précision et rapidité le projet de tourner la gauche de l'armée française, et de la contraindre, par sa seule position, à se replier à la hâte, pour lui présenter un front qui ne pouvait guère se former que sur le Rhin. 1795 — an IV. Allemagne.

Déterminé à reprendre l'offensive, Clairfait mit promptement en mouvement son armée. Dans la nuit du 10 au 11 octobre, les Autrichiens passèrent le Mayn à Seligenstadt, et les troupes légères se portèrent le lendemain sur la Nidda, tandis que les colonnes s'avançaient sur Wetzlar, afin d'envelopper l'armée française. Alors Jourdan, craignant de s'engager avec des chances défavorables, vit qu'il n'avait d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite. Les ordres furent aussitôt donnés pour que l'armée se mît en mouvement, et levât ce blocus de Mayence sur la rive droite commencé avec tant d'enthousiasme, et que devaient suivre de si tristes événements. Cette retraite que la force des choses, la perfidie de Pichegru et la criminelle apathie du Comité de salut public ordonnaient impérieusement, quand avec plus d'ensemble dans les opérations des deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, et surtout une assistance plus puissante de la part du gouvernement, on eût pu se promettre des succès éclatants ; cette retraite, disons-nous, se fit dans le meilleur ordre possible, et doit faire encore aujourd'hui le plus grand honneur au général Jourdan, qui la dirigea. Tandis que le centre de l'armée se repliait sur le Rhin, que l'aile gauche rétrogradait sur Dusseldorf, l'aile droite, commandée par Kléber, repassait le Rhin par le pont de Neuwied, et se fortifiait sur la rive gauche. Les Autrichiens n'osèrent troubler que faiblement cette retraite d'une armée qu'ils craignaient encore, même dans ses revers. Leurs tirailleurs eurent, il est vrai, quelques engagements avec l'arrière-garde française ; mais ces engagements furent presque toujours sans résultats, et ne portèrent aucun

1795 — an IV. Allemagne. empêchement au grand mouvement de l'armée. La retraite de l'aile gauche par le pont de Neuwied faillit seulement être troublée par un accident provenant de l'inadvertance d'un officier français, et non par l'intervention des Autrichiens.

Le général Kléber, qui commandait cette aile, avait donné au général Marceau, commandant l'arrière-garde, l'ordre de faire mettre le feu à tous les bateaux qui étaient sur la Lahn au moment où il jugerait que le gros du corps d'armée aurait passé le pont de Neuwied. Le capitaine du génie Souhait, que Marceau chargea de l'exécution de cet ordre, calcula mal les instants, et se hâta trop d'effectuer sa commission. Les bateaux en feu, entraînés dans le Rhin par le courant de la rivière, arrivent au moment où les premières colonnes françaises allaient passer le pont, et l'embrasent. L'armée, poursuivie par les Autrichiens, se trouvait ainsi acculée au Rhin, sans moyens de passage. Cette position était embarrassante. A la vue du danger que courent les Français, Marceau, désespéré d'un événement qu'il se reproche, veut se punir de ce qu'il appelle son crime, et porte ses pistolets sur son front. Il allait se brûler la cervelle lorsque son aide-de-camp et ami Maugars se saisit de l'arme fatale, et conserve ainsi à l'armée l'un de ses plus chers et plus braves officiers [1]. Cependant le danger était pressant : les Autrichiens, arrivés sur les bords de la Lahn, se préparaient à la traverser sur les derrières des Français. Kléber alors fait appeler le chef des pontonniers, et lui demande combien il lui faut de temps pour jeter un nouveau pont. Vingt-quatre heures, répond le pontonnier. — Je vous en donne trente, réplique l'intrépide général, et vous m'en répondez sur votre tête. » Déjà l'arrière-garde faisait face aux Autrichiens ; déjà l'artillerie, disposée sur les bords de la Lahn, foudroyait leurs colonnes, et s'opposait vigoureusement à leur passage. Le jour et la nuit s'écoulent dans une vive et continuelle canonnade. Au bout des trente heures accordées par

[1] Nous avons suivi, pour notre récit, les renseignements fournis par la sœur du général Marceau dans une réclamation adressée, le 11 juillet 1817, au journal le Constitutionnel, et dans laquelle elle dément entièrement les détails que l'on rencontre chez les historiens du temps et dans le Dictionnaire des siéges et batailles.

Kléber, le pont de Neuwied était réparé. Les Français passent le fleuve sans obstacles, et le vaillant général met le dernier le pied sur ce pont qui vient de s'élever comme par miracle. 1795 — an IV. Allemagne.

Jourdan désirait beaucoup qu'on pût garder la tête du pont de Neuwied; mais, les travaux n'étant pas assez avancés pour qu'on se défendît avec avantage, Kléber la fit évacuer. Il conserva seulement l'île de Neuwied, dans laquelle, ainsi que nous l'avons rapporté ailleurs, les Français avaient établi plusieurs batteries formidables. Le général en chef fit en outre mettre Dusseldorf en état de défense et couvrir cette place par un camp retranché; il en fut même construit un second dans l'anse de Hamm, dont les deux ailes étaient appuyées au Rhin et protégeaient le pont de bateaux.

Cependant Clairfait, voyant qu'il serait inutile de suivre Jourdan sur Neuwied et sur Dusseldorf, où il avait une retraite assurée, jugea assez habilement qu'il pouvait profiter de l'avantage que lui donnait l'excellente place de Mayence pour déboucher sur la rive gauche du Rhin, et forcer l'armée française à évacuer entièrement la rive droite pour venir défendre son propre territoire. Le général autrichien laissa un tiers de ses forces en observation sur la Lahn, et revint avec le gros de son armée, le 27 octobre, à Flersheim. Dans la nuit du 28 au 29, il arriva à Mayence, et attaqua le 29 au matin la division du général Schall, qui gardait les approches des fameuses lignes.

Ces lignes, dont nous avons parlé précédemment, étaient toujours occupées par les divisions de Rhin-et-Moselle aux ordres du général Pichegru. Soit en effet trahison, soit ignorance, ce général n'avait paru faire aucune attention à la retraite du général Jourdan. Il semblait jouir de la plus grande sécurité, et avait réussi à l'inspirer à ses soldats, toujours pleins de confiance en lui, quand déjà les dangers les environnaient de toutes parts. En effet, la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse ôtait à celle de Rhin-et-Moselle son principal appui, et la mettait entièrement à découvert. Vainement elle se croyait en sûreté dans ses camps retranchés et dans les lignes élevées depuis un an et avec des peines incroyables sur la rive gauche du Rhin; l'armée autrichienne pouvait l'attaquer, la repousser, la dé-

1795 — an IV. Allemagne.

truire, depuis que, supérieure en nombre par la retraite de Jourdan, elle n'avait plus à craindre d'être troublée dans ses opérations. Une déroute épouvantable allait apprendre aux Français le péril d'une trop grande sécurité.

Clairfait, en s'approchant de Mayence, avait compris que le succès de son entreprise dépendait de celui des premières attaques, et qu'en cachant parfaitement ses dispositions préalables et en débouchant vivement il surprendrait des troupes habituées depuis longtemps à rester paisibles dans leurs retranchements. La nuit fut orageuse et favorable aux assaillants. Le 29 octobre, à six heures du matin, le corps de réserve des Autrichiens passa le Rhin sur deux fortes colonnes, l'une au-dessous de Mayence, pour tourner les batteries des postes de circonvallation à Monbach; l'autre au-dessus de Mayence, vers la chaussée de Mannheim, pour en couper la retraite. La garnison sortit de la place sur trois colonnes, dont l'une se dirigea sur les retranchements français, vers le village de Hechtsheim, l'autre sur le centre des lignes, et la troisième droit à Monbach.

Le secret de la marche des Autrichiens avait été si bien gardé que les Français n'en furent instruits qu'en voyant leurs bataillons se déployer majestueusement entre la ville et les retranchements. Le général Schall, attaqué le premier, écrivit vainement à Pichegru pour l'instruire de la position de l'armée, sa dépêche resta sans réponse, et, ne recevant point d'ordre, Schall fit lui-même les dispositions qu'il jugea nécessaires. Mais les Français avaient été tellement surpris que tous ses efforts furent superflus. En un moment la première ligne, défendue par les soldats de sa division, fut forcée et se mit à fuir en désordre sur la seconde. Cette seconde ligne voulut se défendre. L'engagement resta même assez vif jusqu'à ce que les Français, apercevant la colonne autrichienne qui avait passé le Rhin au-dessous de Mayence et qui s'avançait pour les tourner, s'effrayèrent et se retirèrent vers la redoute la plus proche de leur droite; mais elle-même était déjà forcée. Alors la confusion se mit dans les troupes françaises; elles se jetèrent en désordre dans le bois de Monbach, ou, ralliées, elles tentèrent encore un moment de faire résistance.

Cependant la colonne autrichienne de gauche avait attaqué

la droite des lignes : la défense y fut d'abord opiniâtre, et le combat sanglant; mais, de même qu'à Monbach, la colonne qui avait passé le Rhin au-dessus de Mayence arrivant pour tourner les redoutes, et une flottille de sept chaloupes, conduite par le major anglais Williams, ayant remonté le Rhin et débarqué un corps de 1,000 Autrichiens à dos des Français, ces mouvements décidèrent la débandade. Les soldats, les généraux, la cavalerie, l'infanterie fuyaient pêle-mêle et sans ordre, n'ayant tous qu'un seul but, celui d'échapper à une destruction complète. 14 escadrons ennemis furent détachés par Clairfait sur cette masse de fuyards et en firent un grand carnage. On dit que dans cette circonstance un seul homme, le jeune capitaine Marmont[1], sut garder le sang-froid nécessaire à tout militaire dans une déroute. Intrépide à la tête de sa compagnie, il tint ferme contre les escadrons ennemis, et ne céda que lorsque, menacé d'être enveloppé, il fut obligé de suivre le torrent, et de partager une fuite dont les Français républicains avaient jusqu'ici donné bien peu d'exemples. L'armée du Rhin perdit dans cette déroute soixante canons et plus de 3,000 hommes; les Autrichiens en eurent 1,500 hors de combat.

Ainsi, par la faute d'un seul homme, la France perdait, pour ainsi dire en un moment, le but des efforts de toute une année; et l'armée du Rhin, cette armée dont une partie des troupes avait conquis la Hollande, voyait tout à coup flétrir ses lauriers par ce même général qui lui avait donné une si grande illustration. En effet, si Pichegru, au lieu d'entreprendre des projets au-dessus de ses forces, eût agi franchement durant cette fatale campagne de 1795, des triomphes éclatants recommanderaient aujourd'hui son nom à la postérité, au lieu que les défaites essuyées par son armée, retombant tout entières sur lui, obscurciront sa gloire dans les siècles à venir. En refusant de porter sur la rive droite du Rhin des forces plus considérables, il compromit essentiellement la position de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il fut cause que les deux armées de Wurmser purent opérer leur jonction, agir de concert contre le général

[1] Depuis duc de Raguse, maréchal et pair de France, major général de la garde royale, etc.

1795 — an IV. Allemagne. Jourdan, et le forcer à faire cette retraite, qui ôtait à la France tout espoir de succès pendant le reste de la campagne. Il nous semble que rien ne démontre mieux les dangers d'une trahison que cette fin mémorable d'une campagne qui avait eu les plus beaux commencements. Pichegru, en paraissant travailler dans l'intérêt des puissances ennemies, espérait sans doute que son armée du moins serait épargnée. Mais les traîtres ont-ils donc en effet le droit d'inspirer quelque confiance? Du moment où l'Autriche se vit en mesure d'obtenir par elle-même les résultats que le général Pichegru lui faisait lentement espérer, on devait s'attendre qu'elle oublierait ses promesses, et ne se ferait point de scrupule de battre et d'exterminer l'armée d'un général qui pouvait trahir ses complices comme il trahissait son pays. La conduite de Pichegru dans cette circonstance nous paraît d'autant plus blâmable que le désir de changer le gouvernement de sa patrie ne fut pas le seul qui l'ait fait agir. La jalousie qu'il portait à Jourdan se joignait, d'une manière trop visible, à l'amour que lui inspiraient les Bourbons pour que les royalistes même puissent lui savoir gré de ses efforts. Elle est prouvée cette jalousie par son entêtement à ne point seconder les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse au delà du Rhin; et des historiens dignes de foi l'accusent même d'avoir lâchement découvert à Clairfait les postes faibles de l'armée de Jourdan, et de lui avoir indiqué ce plan d'attaque qui contraignit en effet le général de l'armée de Sambre-et-Meuse d'abandonner ses conquêtes pour se retirer sur le Rhin. Cependant quel fruit Pichegru a-t-il retiré d'une conduite aussi contraire aux lois de l'honneur? Jourdan, en faisant une retraite honorable devant un ennemi supérieur en nombre, n'a point cessé de mériter la reconnaissance de la patrie; Pichegru, au contraire, battu en ligne, s'est vu réduit à faire devant l'ennemi une retraite honteuse, qui le fût devenue davantage encore s'il ne l'eût point assurée par de nouvelles concessions aussi déshonorantes que les premières.

Nous n'avons pas cru devoir garder le silence sur ces traits flétrissants de la vie d'un général qui pouvait agir plus dignement pour l'exécution du noble projet qu'il avait osé concevoir : l'impartialité que nous professons nous le commandait.

Qu'espérait-il donc celui qui, pour servir la cause de la royauté, livrait ainsi les soldats de la patrie au fer de l'étranger? Il nous semble que, pour servir honorablement cette royauté, il convenait de la faire proclamer à la tête de l'armée française; si les circonstances rendaient ce grand projet impraticable, alors il fallait encore dissimuler, et se dessaisir plutôt du commandement des troupes que de devenir pour elles une cause de désastres et de revers aussi funestes.

1795 — an IV. Allemagne.

Combat du col d'Argentera et de la vallée d'Oulx. — Le général Kellermann était arrivé à l'armée des Alpes, et avait employé ses premiers moments à faire une exacte reconnaissance de toutes les positions occupées par ses troupes. Ne voulant point que l'armée des Alpes entrât en quartiers d'hiver avant que celle d'Italie eût achevé la campagne, il s'empressa de contribuer, par tous ses moyens, aux succès des opérations de cette dernière, et, pour cet effet, il ordonna à tous ses détachements de harceler continuellement l'ennemi, et de le tenir en haleine sur tous les points que la neige et les glaces n'avaient pas rendus absolument impraticables. Cette utile diversion devait tenir occupés les Piémontais, et les empêcher de porter eux-mêmes des secours aux corps ennemis que le général Schérer avait en tête.

14 novembr. (23 brum.) Piémont.

En conséquence de ces dispositions, le général Vaubois reçut l'ordre de porter un fort détachement sur les Clapières, par le col de Mer, dans la vallée de Maurienne, pour enlever un camp ennemi qui y était posté. Ce mouvement eut lieu vers le milieu d'octobre. A la vue des colonnes françaises, les Piémontais abandonnèrent leur camp, et ne songèrent pas même à engager de fusillade. Quatre-vingts d'entre eux allaient cependant être faits prisonniers lorsqu'ils se précipitèrent par un col escarpé, où l'on jugea qu'il était impossible de les suivre.

Il se passa, vers le même temps, un trait qui honore l'humanité autant que le courage des Français. Nous le rapportons, pour prouver aux nombreux détracteurs des soldats de cette époque que les Français, dans les armées, étaient loin de se livrer à cet esprit de pillage et de brigandage qu'on leur a reproché avec tant d'amertume. Un détachement avait été envoyé, par le général Vaubois, à Fours, pour en remplacer un

1795 — an IV. Piémont.

autre, parti depuis deux jours. A leur arrivée, les républicains tournèrent le village. Il était occupé par une troupe de Barbets, dont la plupart s'étaient répandus dans les pâturages pour en enlever les bestiaux et piller les malheureux paysans qui les gardaient. Les Français réussirent facilement à chasser les Barbets de Fours. Fatigués d'une marche longue et pénible, ils avaient le plus grand besoin de repos; cependant, ayant appris que les Barbets dévastaient la campagne d'alentour, ils oublient aussitôt leurs fatigues, volent sur les traces de ces pillards, et les atteignent au bout d'une heure et demie de course. Les Barbets voulurent résister; mais, bientôt effrayés de la valeur régulière des Français, ils s'enfuirent, abondonnant, pour échapper plus vite, tous les bestiaux dont ils s'étaient emparés. Le détachement prit soin de les rassembler, les ramena à Fours pendant la nuit, et, le lendemain, le commandant fit annoncer aux paysans que chacun d'entre eux n'avait qu'à se rendre au camp pour reconnaître et emmener ce qui lui appartenait. Ces bonnes gens, en recevant des mains des Français les objets qui faisaient leur unique richesse et leurs moyens de subsistance, repandaient des larmes de reconnaissance, et s'étonnaient de trouver plus d'humanité chez des hommes qu'on s'efforçait de leur représenter comme des ennemis que parmi des compatriotes.

Cependant les mouvements ordonnés par le général Kellermann s'exécutaient avec promptitude et activité. Le 21 octobre, le général Vaubois, commandant la droite de l'armée des Alpes, sans être intimidé par l'extrême rigueur du temps et l'abondance des neiges qui obstruaient tous les cols des montagnes, disposa une attaque contre les postes avancés de l'ennemi dans la vallée de la Stura et dans celle de la Maira. Trois détachements partirent du camp de Malamort et de celui de l'Arche, tandis que trois autres, d'égale force, se dirigerent par les cols de Jantrons, de Monge, et par Laronay, pour forcer les postes de Sarrela, du pont de Maira et des Selettes.

A la vue de ces forces s'avançant contre eux, les Piémontais prirent la fuite; mais les cols s'etant trouvés impraticables, et une forte tourmente étant survenue, les Français ne purent

les poursuivre. En même temps trois autres colonnes avaient été dirigées sur la vallée de la Stura, avec ordre d'attaquer les postes ennemis, et de faire une reconnaissance dans cette même vallée, afin de s'assurer si elle avait des ressources en fourrages. Les postes piémontais d'Argentera, quoique fortement retranchés et gardés par les régiments suisses de Meyerhoff et de Millius, furent forcés et emportés à la baïonnette. L'ennemi, rallié au village d'Argentera, essaya de s'y soutenir en opposant aux efforts des Français une résistance opiniâtre : il fut obligé d'évacuer sa position; et, si les détachements de droite et de gauche n'avaient pas été retardés par les neiges et les glaces, tout ce qui était à Argentera aurait été fait prisonnier. Poursuivis la baïonnette aux reins jusqu'à Bersezia, les Piémontais y furent de nouveau forcés, ainsi qu'à Demonte, à quatre lieues plus loin, et bientôt après aux Barricades. L'ardeur des troupes les eût même emportées jusqu'à Vinadio ; mais, instruit que l'ennemi venait d'en garnir les retranchements avec les régiments suisses de Strenq et de Meyerhoff, et dans l'impossibilité de les emporter avec 800 hommes, le général Vaubois ordonna la retraite des troupes, qui avaient d'ailleurs parfaitement rempli l'objet de leur reconnaissance et qui, se trouvant éloignées de six lieues de leurs postes, pouvaient être compromises.

Pour compléter la diversion en faveur de l'offensive de l'armée d'Italie, le général Kellermann avait également ordonné au général de brigade Valette, commandant le centre de l'armée des Alpes, de faire une attaque générale sur tous les avant-postes de l'ennemi placés en face de ses positions. Suivant ces ordres, trois colonnes furent mises en mouvement, dans la nuit du 13 au 14 octobre. La première, partie de la Chaux, se dirigea sur les villages de Bousson et de Champsac, que les postes de l'ennemi évacuèrent pour prendre une position sur la montagne, près de Suse. Un autre poste, placé sur le Marquisat, fut tourné, et on brûla tout ce qui fut trouvé appartenant à l'ennemi : une forte redoute, placée dans la gorge de Champsac, fut aussi tournée par la colonne que commandait le général Sandoz, et tous les hommes qui la défendaient furent tués ou faits prisonniers.

795 — an IV. Piémont. Pendant ces différentes expéditions, l'ennemi avait rassemblé ses forces à Sestrières; mais il n'avait pu s'opposer à la retraite de la colonne du général Sandoz, qui rentra dans son camp après avoir exécuté ponctuellement les ordres du général Valette. Une seconde colonne, commandée par ce dernier général, se porta à Cezanne, que l'ennemi s'empressa d'évacuer à son approche. Valette poussa alors jusqu'à Feuille et à Donart, d'où il envoya un fort détachement sur le chemin d'Oulx. Deux postes ennemis qui se trouvaient sur sa route furent enlevés et occupés. Les Piémontais, s'étant réunis en nombre supérieur, essayèrent de tourner la colonne du centre; mais toutes les hauteurs étaient occupées par la marche combinée des troupes sur la droite et sur la gauche : les Piémontais furent obligés, par cette occupation, de se tenir à une très-grande distance et hors de la portée du fusil. La troisième colonne, partie de Plampinet, se porta sur Pierre-Menoud, où elle eut à vaincre les plus grandes difficultés, à cause de l'énorme quantité de neige qu'elle trouva amoncelée sur son passage. Il faisait un froid si vif et si piquant que deux volontaires eurent les pieds gelés en marchant. Cependant l'ardeur des troupes semblait s'accroître avec les obstacles : elles arrivèrent à la chapelle Saint-Charles, qui domine le village d'Oulx, et en chassèrent la garnison ennemie qui y était cantonnée; mais, ne pouvant pénétrer plus avant à cause de la chute du jour, la troisième colonne rentra dans ses positions.

Les troupes françaises de la vallée de Queyras avaient voulu attaquer l'ennemi de leur côté; mais les neiges étaient si considérables et avaient tellement obstrué tous les passages qu'elles ne purent pénétrer jusqu'aux avant-postes. Enfin, toujours dans le dessein de favoriser les opérations de l'armée d'Italie, le général Kellermann se rendit lui-même à Barcelonnette et à Briançon, pour y ordonner et diriger les différentes attaques projetées de ces points importants, les plus rapprochés de la ligne offensive du général Schérer; et, au moyen de l'ensemble et de la multiplicité des différentes attaques faites sur tout le front de l'armée des Alpes, il réussit parfaitement à empêcher les Piémontais de dégarnir aucun de leurs points de défense pour renforcer les Autrichiens. Mais la neige, dont la chute

augmentait progressivement, à mesure que la mauvaise saison avançait, empêcha bientôt l'armée des Alpes de continuer ses opérations, et le froid devint si insupportable que Kellermann se vit forcé de faire prendre à ses troupes leurs cantonnements d'hiver. L'armée des Alpes prit alors les positions suivantes. 1795—an IV. Piémont.

Le quartier-général fut porté d'Embrun à Chambéry. Cinq bataillons d'infanterie furent placés à l'Arche, Barcelonnette, au fort Queyras, à Mont-Dauphin et Guillestre; quatre autres bataillons à Briançon et dans ses forts, dans la vallée de Neuvache et le village de Mont-Genèvre: sept bataillons furent employés dans la Maurienne, et occupèrent les cantonnements de Saint-Jean, Termignon, Saint-Michel, Bramant et Lans-le-Bourg; ils étaient chargés de fournir les postes nécessaires à la garde du Mont-Cenis; six bataillons occupèrent la Tarentaise, et furent cantonnés à Moustiers, Conflans, Beaufort, Ayme et Scez; ils fournirent les postes nécessaires à la garde des monts Valaisain et Saint-Bernard. L'impossibilité reconnue de conserver au col du Mont-des-Liquides des cantonnements pendant l'hiver et des difficultés de communications de la Tarentaise à ce poste forcèrent le général à abandonner une position si importante. Deux bataillons prirent leurs quartiers d'hiver à Chambéry, Annecy, Carouge et Bonneville; trois bataillons furent cantonnés à Grenoble, Valence et Montelimart; le reste des troupes, infanterie et cavalerie, fut distribué dans les départements de la Drôme, du Rhône, du Puy-de-Dôme et de la Loire, où leur présence parut nécessaire pour le maintien de la tranquillité publique, incessamment menacée par les partis qui s'agitaient de toutes parts dans ces contrées[1].

Reprise des hostilités dans la Vendée. Occupation de l'Ile-Dieu par les Anglais; arrivée du comte d'Artois dans cette 18 novemb. (27 brum.) Vendée.

[1] Nous sommes entré dans tous les détails de guerre de poste renfermés dans cet article et dans plusieurs de ceux qui le précèdent, moins pour l'importance des faits que pour l'instruction de ceux de nos lecteurs qui peuvent se trouver à même de faire ce genre de guerre sur le même théâtre. Notre intention étant de rendre notre narration aussi utile qu'elle peut être attachante, on nous saura sans doute quelque gré d'avoir fait connaître une partie des Mémoires manuscrits de M. le maréchal duc de Valmy, ce digne et respectable vétéran de l'armée française.

1795—an IV. Vendée. *île, etc. etc.* — En rendant compte de la fatale expédition de Quiberon, nous avons annoncé que les efforts tentés par l'Angleterre pour favoriser enfin, d'une manière solide, les projets des royalistes en France avaient été, pour tous les pays compris dans les trois pacifications de la Jaunais, de Saint-Florent, et de la Mabillais, le signal d'une nouvelle insurrection générale. En effet, Charette, qui entretenait une correspondance active avec l'Angleterre, n'avait pas plus tôt reçu la nouvelle que l'expédition projetée contre la république était préparée qu'il s'empressa de déchirer le traité conclu avec la Convention, et de rappeler aux armes cette population de la basse Vendée qui ne les avait posées qu'à regret. L'ambitieux Charette, dont la réputation, enflée par la renommée, volait de bouche en bouche en Europe, osait se flatter que l'expédition préparée par l'Angleterre aurait lieu sur son territoire, et qu'il pourrait en profiter pour accroître et sa gloire et son autorité sur le reste des pays royalistes. La contrée occupée par ce chef était en effet celle qui offrait les points de débarquement les plus avantageux. Au premier signal, Charette eût pu rassembler son armée et se porter à l'endroit qui eût été désigné d'avance pour leur débarquement. Ses soldats, aguerris par une longue guerre, étaient bien plus à même de secourir les émigrés que ces chouans de la Bretagne qui s'étaient à peine encore mesurés contre les phalanges républicaines. Mais les intrigues du comte de Puisaye, conformes d'ailleurs aux vues secrètes de l'Angleterre, l'avaient emporté dans les conseils du cabinet britannique, et nous avons vu quelles furent les suites de cette détermination.

Le dessein d'opérer le débarquement sur les côtes de la Bretagne avait profondément affligé Charette. Il voyait avec raison dans cette fausse démarche la ruine prochaine du parti royal en France et la dispersion inévitable de tous les secours accordés par l'Angleterre. Il crut de son devoir de sujet et de chef vendéen d'adresser en conséquence quelques observations respectueuses au comte d'Artois; mais ce prince lui ayant répondu qu'il n'était pas dans son pouvoir de changer les plans de l'Angleterre, et lui ayant donné l'ordre de concourir au moins au succès de l'entreprise en faisant sur son territoire une diver-

sion puissante, Charette n'insista plus, et, soumis aux volontés du lieutenant général du royaume, il ne pensa plus qu'aux moyens de s'acquitter dignement de la commission qu'on lui assignait. 1795 – an IV Vendée.

Le marquis de Rivière, aide de camp du comte d'Artois, avait été chargé par le prince de rendre cette réponse à Charette et d'employer tous les moyens qu'il croirait propres à le consoler d'une préférence qu'on sentait lui être due. Rivière n'eut point de peine à s'apercevoir que le fond du caractère du chef vendéen était une ambition démesurée, et dès lors il lui promit, au nom du prince, une des premières places dans le gouvernement du royaume; des richesses proportionnées aux services déjà rendus et à ceux qu'on attendait encore de lui; des grâces, des honneurs pour toute sa famille, et enfin tout ce qui pouvait flatter l'orgueil et les hautes prétentions de ce guerrier farouche, qui se regardait presque comme un souverain sur son territoire. Ébloui par ces promesses séduisantes et par l'éclat des honneurs qui pouvaient un jour s'accumuler sur sa personne, Charette sentit s'accroître son zèle; et si les Vendéens eussent pu partager son enthousiasme, il eût sans doute rallumé la guerre avec plus de fureur que jamais.

Décidé à relever l'étendard blanc pour le conduire de nouveau contre le drapeau tricolore, Charette donna ordre à tous ses chefs de division de rassembler leurs soldats et de se rendre à son quartier général de Belleville. Aussitôt qu'ils furent réunis, il convoqua tous les officiers pour leur annoncer la résolution qu'il avait prise de recommencer la guerre. Les infractions du Comité de salut public au traité de la Jaunais, la mort subite du jeune Louis XVII dans la prison du Temple, les troupes républicaines cantonnées de toutes parts sur le territoire vendéen, la condamnation à mort de plusieurs chefs royalistes arrêtés dans les environs de Machecoul, l'enlèvement d'Alard [1] dans son camp des Sables, les ordres donnés, les mesures prises pour l'enlever lui-même à son quartier général, les secours promis par l'Angleterre, qui, dans le moment actuel, préparait une

[1] Un des lieutenants de Charette.

1795 — an IV. Vendée.

expédition de la plus haute importance, le soulèvement universel de la Bretagne, enfin les ordres précis qu'il avait reçus des princes, tels furent les motifs que Charette fit valoir pour démontrer la nécessité de reprendre les armes et de faire une guerre à mort aux républicains.

Charette, en parlant à ses anciens Vendéens, s'attendait à exciter dans leurs cœurs le bouillant enthousiasme dont lui-même était pénétré ; mais, après qu'il eut parlé, la consternation et la terreur parurent dans l'assemblée ; un morne silence avait succédé à la voix forte et animée du chef vendéen. La rupture d'un traité que la plupart des officiers avaient cru conclu légitimement étonnait tout le monde. Un grand nombre de Vendéens s'étaient accoutumés aux douceurs de la paix ; il n'y avait plus de fureur de parti, et l'esprit insurrecteur avait cessé d'enflammer les âmes ; la vue des ruines dont tout le pays était couvert, le souvenir des fatigues de la guerre, des privations de tout genre qu'elle avait occasionnées, des malheurs dont chaque parti s'était trouvé victime et surtout l'espérance de profiter de la paix pour réparer tant de désastres avaient affaibli les haines et rapproché les cœurs en faisant taire l'opinion. Les Vendéens préféraient maintenant le repos obscur sous des toits charbonnés et dans des masures à la gloire acquise au prix des dangers d'une guerre toujours malheureuse. Quelques voix seulement se firent entendre dans l'assemblée, et répondirent à l'appel que Charette venait de faire à l'ancienne bravoure, à la fidélité constante des Vendéens.

Ce témoignage du peu d'empressement des royalistes à reprendre les armes surprit Charette, mais n'abattit point son courage ; il reprit la parole, et aux motifs de la persuasion il fit succéder ceux de l'obéissance : l'ordre impératif de s'armer pour la cause sacrée des Bourbons sortit de sa bouche, et tel fut l'ascendant que ce chef superbe exerçait sur ceux que le hasard de la guerre civile avait soumis à son autorité que personne n'osa le contredire, et que chacun se détermina à obéir. Charette alors fit renouveler le serment de fidélité au roi Louis XVIII, et chercha à ranimer l'ardeur des Vendéens en vantant surtout avec adresse la bravoure et la gloire des soldats qui devaient bientôt rétablir la religion et la monarchie sur des bases

inébranlables. C'est à la suite de cette assemblée qu'il adresse à la nation française une proclamation, dans laquelle il rendait compte des motifs qui l'avaient conduit à une pacification momentanée avec la république et de ceux qui le forçaient à recommencer la guerre : « O Français qui méritez encore ce nom, disait-il, jugez de notre conduite et de nos sentiments ; ralliez-vous à nous, ou plutôt imitez-nous ; sortez enfin de cette lâche apathie dans laquelle vous languissez depuis si longtemps. Ralliez-vous au centre commun de l'honneur et de la gloire des Français ; cessez d'être en apparence les coupables adhérents de nos ennemis, et de servir vos bourreaux ; que l'expérience vous instruise, et préférez une mort glorieuse à une vie à jamais flétrie par le crime ! » Mais l'enthousiasme produit par cette proclamation et par les moyens de rigueur employés par Charette n'était que factice, et nous en verrons la preuve dans les faibles résultats qui suivirent cette levée de boucliers.

1795—an IV. Vendée.

Au moment où Charette s'empressait ainsi de mettre à exécution les ordres que le marquis de Rivière lui avait transmis de la part du comte d'Artois, les républicains avaient établi un camp aux Essards, position importante qui tenait séparée l'armée royaliste du centre du quartier général de Belleville. Charette sentit qu'avant de commencer les hostilités il était nécessaire de se débarrasser de ces dangereux voisins, et de profiter de leur sécurité pour les détruire. Il part de Belleville à la tête de l'élite de ses troupes, dérobe sa marche à la faveur d'une nuit profonde, s'avance à une demi-lieue du camp, fait faire halte à ses soldats et envoie dix cavaliers pour sommer le commandant républicain de se retirer.

Charette, en faisant cette singulière sommation, au lieu d'attaquer brusquement, voulait encore garder les apparences. Le camp des Essards était en partie situé sur le territoire particulier accordé aux royalistes par le traité de la Jaunais, et le chef vendéen, feignant de regarder l'établissement de ce camp comme une contravention expresse au traité, semblait n'agir qu'en vertu de ses droits, et la sommation ne pouvait être considérée comme un acte de guerre ; mais le commandant républicain ne fut point la dupe de cet artifice, et il répondit qu'oc-

1795 — an IV. Vendée. cupant cette position par ordre de son gouvernement il saurait la défendre.

Charette alors fit avancer le gros de sa troupe, lui donna l'ordre d'essuyer le premier feu des républicains sans riposter, de foncer dans le camp à la baïonnette, et de s'en emparer. Cette manœuvre est promptement exécutée. Charette lui-même s'élance valeureusement à la tête de ses soldats. Les républicains le reçoivent par une vive fusillade : mais déjà le camp était cerné de toutes parts; il fut bientôt emporté. De 500 hommes qui s'y trouvaient, plus de 300 restèrent prisonniers. Charette écrivit le lendemain aux Sables, où se trouvait le commissaire de la Convention Gaudin, pour le prier de les recevoir en échange de pareil nombre de prisonniers royalistes; mais le représentant du peuple dédaigna de lui répondre. Le chef vendéen Dumoutier avait eu, dans le combat des Essards, la mâchoire fracassée d'une balle, et l'un de ses officiers, Pajot, fut grièvement blessé à la cuisse droite.

A son retour au quartier général de Belleville, Charette faillit voir la division se mettre dans son armée, et se trouver abandonné d'une partie des siens. Depuis la pacification de la Jaunais il était abordé dans la Vendée un grand nombre d'émigrés, qui s'étaient empressés de se rendre auprès de Charette pour lui demander de l'emploi dans son armée. Mais, s'il faut en croire un historien, apologiste outré de Charette [1], ces Français émigrés étaient bien plus ambitieux que braves. Fiers de leur noblesse, dit-il, fiers de leurs titres souvent imaginaires, et de leurs faits d'armes vrais ou faux chez les puissances coalisées, ils croyaient que le seul nom d'émigré devait leur tenir lieu de recommandation, et les élever aux premiers grades. Avec des prétentions exagérées, des airs de hauteur, une morgue insultante, et surtout un mépris choquant pour ces guerriers de naissance commune, souvent de profession vulgaire, qui, sous des vêtements grossiers, portaient des cœurs courageux et fiers du sang qu'ils avaient perdu au champ d'honneur, les émigrés aliénèrent les esprits, firent bande à part, et refusèrent de marcher sous leurs ordres. *Qu'ils fassent comme nous*, disaient

[1] Le Bouvier-Desmortiers.

les Vendéens, *qu'ils courent sur l'ennemi tête baissée, et qu'aux yeux des plus braves ils se montrent dignes de nous commander.* La division entre les émigrés et les Vendéens était devenue telle que Charette n'avait jamais pu décider ces premiers à l'accompagner dans son expédition des Essards. Cette conduite lui avait inspiré pour eux plus que de l'éloignement. Il disait, en marchant contre les républicains : « Je vois beaucoup de chevaliers, de comtes, de marquis au quartier général; mais ici je ne vois que mes anciens et braves camarades : je me sens plus à mon aise. » Ces témoignages d'affection donnés par Charette aux Vendéens, en les enorgueillissant, augmenterent leur défaveur pour les émigrés. Ils prirent occasion de la victoire remportée aux Essards pour accabler de sarcasmes leurs rivaux. La dissension élevée entre ces deux classes de royalistes devint si forte que les émigrés, pour se soustraire aux railleries des Vendéens, prirent le parti de demander à Charette la permission de se retirer, pour se rendre au quartier général de Stofflet. Le chef de la basse Vendée la leur donna avec plaisir, et ne fut pas fâché que cette occasion le débarrassât de gens dont les prétentions et la morgue lui étaient également odieuses. Mais ces divisions entre des hommes qui servaient la même cause affaiblissaient journellement le parti royaliste; et les plus clairvoyants ne pouvaient s'empêcher de gémir en se convaincant qu'elles en entraineraient la ruine.

1795 – an IV.
Vendée.

Une autre rivalité plus fatale encore aux royalistes que toutes ces divisions partielles était celle qui continuait à régner entre Charette et Stofflet. Le marquis de Rivière, qui s'était rendu auprès de Stofflet pour lui ordonner de reprendre les armes conjointement avec Charette, avait eu également la mission d'amener ces deux rivaux à une réconciliation sincère. Il leur avait ménagé une entrevue chez le chef Sapineau à Beaurepaire, et leur avait fait promettre d'oublier tout le passé, et d'agir de concert pour les opérations qu'ils pourraient méditer. N'osant point, en présence de l'envoyé du lieutenant général du royaume, montrer toute l'étendue de leur haine, ils promirent tout ce que l'on voulut; mais ils ne furent pas plus tôt de retour à leurs quartiers généraux qu'ils foulèrent aux pieds leurs promesses, et ne pensèrent plus qu'à donner un libre cours

1795 — an IV. Vendée.

à la mutuelle jalousie qui les dévorait. Encore plus ennemi des nobles que Charette, Stofflet avait d'abord reçu les émigrés avec une protection insultante, et les avait même forcés de signer un acte par lequel ils renonçaient à rien prétendre sur le pays soumis à son commandement, le reconnaissaient pour leur général en chef, et promettaient de lui obéir. Ces démarches humiliantes, d'autant plus flatteuses pour Stofflet qu'il voyait en eux des personnages qui, naguère encore, auraient pu le retenir à leurs gages[1], avaient déjà adouci son humeur farouche en l'enflant d'un vain orgueil, lorsque, apprenant que Charette avait évincé de son armée les émigrés, il leur offrit un refuge en haine de son rival, croyant par là grossir et augmenter beaucoup les forces de son parti. Les émigrés affluèrent alors à son quartier général, et l'enivrèrent tellement de louanges exagérées qu'il en perdit la tête, oublia les droits que les anciens Vendéens avaient à ses bonnes grâces, accabla les nouveau-venus de préférences, et leur prodigua les distinctions les plus offensantes pour ses premiers officiers.

Une semblable conduite était peu propre à entretenir l'union dans l'armée de Stofflet. L'envie contre les émigrés devint aussi violente qu'au quartier général de Charette, et les reproches les plus amers furent de toutes parts adressés à Stofflet[2].

[1] On se rappellera, sans doute, que ce chef vendéen était, avant la guerre, garde-chasse de M. de Maulevrier.

[2] Dans l'une de ces plaintes, le chef Charles lui disait, au nom d'un grand nombre de ses camarades : « Je me crois obligé de vous prévenir que tous vos anciens officiers sont mécontents de la manière dont on les traite, du mépris qu'on affecte à leur égard et des préférences marquées qu'on donne à des gens qui se disent nobles émigrés, et qui étaient de grands noms sans les avoir peut-être mérités. On n'appelle plus aujourd'hui au conseil que des émigrés qui n'ont jamais fait le coup de fusil dans la Vendée..... Il paraît des proclamations au nom du conseil militaire; elles sont signées d'officiers qui n'en ont aucune connaissance, par les émigrés et les domestiques du lavoir. Pourquoi affecte-t-on de placer à la fin de ces prétendus signataires les *Cadi*, les *Nicolas*, les *Châlon*, les *Forestier*, les *Cétréton*, les *Soyer*, les *Fougeray?* Où sont donc les grades? Sont-ce les officiers qui signent aujourd'hui au nom du conseil qui ont défait les républicains à Coron, à Châtillon, à Vihiers, à Dol, à Pontorson, à Gesté, à Chemillé?..... Général! si on éloigne de vous les officiers dont on méprise la

1795—an IV. Vendée.

Stofflet, aveuglé par ses préventions, ne fit aucun droit à ces plaintes, dont la dernière finissait par une prédiction devenue si frappante par son terrible accomplissement. Il négligea même d'obéir aux ordres du comte d'Artois, que lui avait transmis le marquis de Rivière; et, au lieu de se réunir franchement à Charette, pour commencer de concert les hostilités, il s'obstina à rester en paix, malgré les agressions sans cesse renouvelées par les républicains sur son territoire. Il s'offrit même avec son ami et son conseil l'abbé Bernier pour conciliateur entre la république et Charette, dont il connaissait trop bien les sentiments pour se flatter de quelque succès; mais il espérait par là pouvoir contrarier son rival. C'étaient lettres sur lettres, intrigues sur intrigues, difficultés sur difficultés. Les républicains se prêtaient à cette comédie, en attendant le moment favorable pour tomber sur les négociateurs, qu'enivrait la funeste ambition d'asseoir leur fortune sur la ruine de Charette, et, comme on le verra par la suite, sur la ruine entière du parti vendéen.

Tandis que les royalistes de la haute et de la basse Vendée consumaient ainsi leurs forces par de vaines divisions, ceux du Poitou et de l'Anjou, commandés par le vicomte de Scépeaux et par Sapineau, formant ensemble l'armée dite du centre, suivaient avec plus de dévouement les ordres du comte d'Artois, et s'étaient préparés à faire de leur côté une diversion en faveur de la grande expédition de Quiberon. Leurs colonnes réunies s'étaient retranchées dans les communes de Clément, de la Place, de Becon et de Leroux-Beconnais. Non

naissance, malgré leur bravoure et l'élévation de leurs sentiments, prenez garde au sort qui vous est réservé. Pour la même raison, vos officiers protesteront contre ces proclamations, tant à cause de l'injustice qu'on leur fait que de leur contenu. Il y en a une qui renferme des personnalités contre Charette; il peut les mériter; mais, quand il est nécessaire de se réunir, il faut éviter tout ce qui fomente la division. Les émigrés viennent en foule à votre quartier général parce que vous êtes en paix : ferez-vous la guerre, ils fuiront tous. Aucun d'eux ne se procure d'armes, et ne se dispose à agir..... Les émigrés devraient cacher leurs noms et leurs qualités; s'abstenir de prendre leurs titres, jusqu'à ce que les circonstances le leur permettent. Lorsque les républicains auront asservi le pays de Charette et de Sapineau, soyez persuadé qu'ils vous reprocheront d'avoir donné asile à ces messieurs, et qu'ils agiront en conséquence..... Que ferons-nous alors? »

1795 — an IV. Vendée. loin d'eux était un poste républicain, dont le commandant, nommé Lebled, résolut de former contre eux une entreprise. Instruit par ses espions que les royalistes, forts de leur nombre, ne sont point sur leurs gardes, il part la nuit, et prend si bien ses précautions qu'il arrive au camp de la Place, où commandait le chevalier Turpin, sans avoir été découvert : il tombe sur le poste, la baïonnette en avant, avec la rapidité de l'éclair. Les royalistes, surpris, effrayés par les cris de leurs camarades qu'on égorge, ne songent pas même à se défendre; ils fuient en désordre et se replient sur le camp de Becon. Ils y répandent tellement l'alarme que le vicomte de Scépeaux, qui y commandait, craignant l'impression d'un moment de terreur, crut devoir donner l'ordre de lever le camp, et courut se réunir à celui de Leroux. Arrivé aux Landes-Margueries, qui l'entouraient, il fait ranger ses troupes en bataille, et attend de pied ferme les républicains. Lebled aurait dû prudemment se contenter des deux succès obtenus dans cette journée, et se retirer après avoir pillé les deux camps; mais, encouragé par ces succès mêmes et emporté par l'exemple de la valeur qui animait ses soldats, il s'était jeté à la poursuite des royalistes, et parvint à les joindre à l'entrée de la nuit. Scépeaux s'était posté sur une hauteur qui dominait un chemin creux par lequel les républicains devaient passer, et s'était retranché derrière des haies impénétrables. Lebled arrive avec sa troupe haletante de fatigue, et cependant n'hésite pas à attaquer les royalistes. Les républicains sont reçus dans leur attaque par un feu roulant d'artillerie qui fait voler la mort dans leurs rangs. Les troupes de Lebled, qui combattaient avec peine, pendant l'obscurité de la nuit, sur un terrain difficile et désavantageux, font d'héroïques, mais inutiles efforts, pour avancer et pour atteindre les royalistes. Elles retournent plusieurs fois à la charge. A chacune de leurs attaques, elles sont foudroyées par une grêle de boulets et de balles tirés presque à bout portant, et prennent enfin le parti de fuir, pour échapper à ce carnage. A peine ont-elles lâché pied que les royalistes les poursuivent l'épée dans les reins. Heureusement l'épaisseur des ténèbres les empêchait de pouvoir porter des coups bien assu-

rés. Les républicains réussirent à se jeter dans Angers, après avoir perdu plus de la moitié de leur monde. Scépeaux les avait poursuivis jusqu'aux portes de la ville, et ses troupes victorieuses reprirent leurs premières positions. 1795—an IV. Vendée.

Telle était la situation des affaires des royalistes sur le théâtre de la première insurrection au moment où la nouvelle de la grande catastrophe commença à se répandre parmi eux. Elle eut sur l'esprit des troupes, en général, la plus funeste influence, et jeta la plupart des royalistes dans l'abattement. Toutes les espérances du parti royal s'étaient rattachées à la grande expédition préparée par l'Angleterre. On comptait recevoir des secours d'hommes, d'armes, de munitions de toute espèce; on se flattait de voir bientôt un prince de la maison de Bourbon porter enfin ses pas sur la terre vendéenne, et ranimer, par sa présence, le feu de l'héroïsme et de la fidélité. Le désastre de Quiberon dissipa toute illusion, attrista tous les cœurs et glaça tous les courages. On sentit que les temps étaient passés où les royalistes pouvaient encore se promettre de lutter avec avantage contre la république. L'intention de se soumettre à la destinée s'empara de tous les esprits, et les républicains n'eurent plus désormais à combattre que des ennemis à moitié vaincus d'avance.

L'armée de Charette fut celle où l'impression du malheur de Quiberon resta la plus profonde. Cette nouvelle affreuse fit naître dans le cœur du général vendéen des sentiments de rage et de fureur. Il ne fut pas plus tôt instruit du sort funeste des prisonniers faits dans la presqu'île que, n'écoutant que son désespoir, il jura de les venger par la plus horrible des représailles. Il se fit amener tous les prisonniers républicains qui étaient détenus à Belleville, et commanda qu'ils fussent tous fusillés; cet ordre féroce fut aussitôt exécuté que donné. Les prisonniers de Quiberon avaient été jugés et fusillés par des soldats étrangers [1], les Français républicains furent condamnés sans jugement et massacrés de sang-froid par des Français royalistes.

[1] On se rappelle que les guerriers français qui avaient vaincu les émigrés à Quiberon n'avaient pas voulu faire partie de la commission militaire assemblée pour juger les prisonniers, et qu'il fallut choisir des officiers étrangers pour la composer. *Voir* tome II, p. 410.

1795 — an IV. Vendée.

Vengeance atroce, inutile et qui prouve, plus que tout ce qu'on pourrait écrire, de quels épouvantables excès tous les partis se souillent dans les guerres civiles. Ainsi, pour venger d'innocentes victimes, Charette envoyait d'autres victimes au supplice. C'est à regret que nous avons rapporté ce trait odieux d'une cruauté superflue ; mais il peint l'espèce de dégénération dans laquelle était tombée cette guerre de la Vendée, entreprise d'abord avec loyauté. Ce n'était pas ainsi que le noble Bonchamp vengeait sa propre mort et son parti; mais Bonchamp et la plupart des chefs de la première Vendée étaient des guerriers généreux; Charette n'était plus qu'un partisan farouche, qui semblait agir d'après le code de guerre des sauvages de l'Amérique plutôt que d'après les droits reconnus et les lois en vigueur parmi les peuples civilisés. De ces malheureuses victimes, immolées à une stupide vengeance, deux soldats seulement furent épargnés. L'un deux fut envoyé aux autorités républicaines militaires, et l'autre aux autorités civiles. « Allez, leur dit Charette en les congédiant, allez rapporter à vos tyrans que, d'après le traitement que l'on a fait éprouver aux prisonniers de Quiberon, pas un de vos camarades n'existera demain, et que le même sort attend tous ceux qui tomberont désormais entre mes mains. » Sans doute il fallait détester le crime de Quiberon; mais, pour le venger, fallait-il l'imiter?

Le coup porté au parti royaliste par le général Hoche avait donc retenti dans tous les pays attachés à la royauté, et pendant longtemps les chefs de ce parti, consternés, contents de se tenir sur leurs gardes, n'osèrent tenter d'entreprises jusqu'au moment où l'Angleterre, en préparant une seconde expédition, vint rendre à leurs âmes quelque énergie, en leur donnant l'espoir de se venger d'une manière plus noble qu'à Belleville. En effet, l'Angleterre, fidèle à son système d'armer les Français contre les Français, afin de profiter de leurs divisions, en les faisant tourner à l'avantage de la coalition, s'était déterminée à faire dans ses ports un nouvel armement, non moins formidable que le premier. Le comte d'Artois avait pu espérer enfin de prendre part à l'expédition, et on préparait le vaisseau de ligne *le Jason*, pour le transporter d'une manière digne de

son rang et du rôle important qu'il était appelé à jouer en France. Pendant qu'on faisait cet armement, l'amiral Bridport et lord Cornwallis menaçaient Lorient et Belle-Ile, avec une flotte de vingt-cinq vaisseaux de haut bord. Des escadres particulières étaient chargées d'inquiéter le Havre, Cherbourg, Granville et Saint-Malo. 1795 – an IV. Vendée.

Le 25 septembre, le comte d'Artois s'embarqua à Portsmouth et mit à la voile. Son expédition, préparée à grands frais et avec tout le luxe britannique, à Southampton, était composée de cent quarante bâtiments de transport, sur lesquels se trouvaient les troupes, commandées en chef par le même lord Moira si vainement attendu à Quiberon. L'amiral Waren était chargé du commandement de l'escorte. L'armée expéditionnaire était divisée en deux corps, dont le premier, composé de 4,000 Anglais, était aux ordres particuliers du major-général Doyle, chargé spécialement de débarquer le comte d'Artois sur les côtes de France, et d'entretenir la communication des postes avancés des royalistes de l'intérieur et de la mer. Lord Moira devait soutenir le major-général Doyle avec plusieurs régiments anglais et différents corps d'émigrés, tels que les *Hulans-Britanniques*, le régiment de *Choiseul*, les cadres *d'Allonville* et de *Williamson*, *Royal-Cavalerie*, les chasseurs *d'York* et les régiments de *Castres* et de *Mortemar*. Ces cadres, qui pouvaient contenir de 4 à 500 officiers, devaient être remplis sur le continent avec les royalistes de la Vendée. Une quarantaine d'officiers supérieurs se trouvaient en outre à bord de l'expédition, et formaient comme la suite et le cortége de *Monsieur*. Artillerie, chevaux, armes de toute espèce, munitions, provisions, habillements, argent, rien n'avait été épargné pour rendre imposant et redoutable ce nouvel armement.

Dès qu'on fut arrivé en pleine mer, on tint conseil pour savoir sur quel endroit des côtes on effectuerait le débarquement. C'était un point qui aurait dû être décidé d'avance. Charette insistait depuis longtemps pour qu'on choisît son territoire, et rappelait la faute qu'on avait commise en préférant la falaise stérile et peu commode de Quiberon. Il est juste de dire que maintenant, comme alors, le territoire de Charette était celui

1795 — an IV. Vendée.

qui présentait le plus d'avantages, par les secours de toute espèce que sa présence pouvait procurer à l'armée expéditionnaire; mais, dans cette seconde circonstance, on allait de nouveau se convaincre que les Anglais s'embarrassaient peu du succès réel de l'entreprise. Étrange contradiction qu'on ne peut encore expliquer d'une manière satisfaisante! Ce gouvernement insulaire faisait des sacrifices énormes pour préparer une expédition, et semblait ensuite prendre toutes les mesures qui pouvaient la faire échouer. Les Anglais n'étaient-ils donc pas satisfaits du sang répandu à Quiberon, et voulaient-ils achever la perte de ceux qu'ils paraissaient servir? Il serait à désirer, pour l'honneur du cabinet britannique, que l'histoire de cette nouvelle expedition présentât moins de circonstances propres à accréditer ces soupçons!

Le plan adressé par Charette fut éloigné après une courte discussion que ferma l'avis des commissaires anglais. On agita ensuite dans le conseil si on tenterait de s'emparer de l'île de Noirmoutiers pour effectuer le débarquement. Ce nouveau plan offrait quelques avantages, en ce qu'il procurait également le voisinage de l'armée de Charette; mais, outre qu'il était douteux qu'on pût s'emparer de Noirmoutiers de vive force, on courait le risque de s'y trouver encore cerné comme à Quiberon. Cette considération, toute-puissante auprès du grand nombre d'Anglais qui composaient l'armée de débarquement, fit écarter ce nouveau plan, et, après avoir longtemps discuté, on prit la résolution de s'établir à l'Ile-Dieu, sous le prétexte presque ridicule d'attendre d'Angleterre des renforts qui n'étaient pas prêts.

En conséquence de cette détermination, les Anglais débarquèrent, le 29 septembre, à l'Ile-Dieu, 7 à 800 émigrés et les 4,000 Anglais formant la première division de l'armée. L'Ile-Dieu, située à trois lieues au sud-est de la côte de Saint-Jean-de-Mont, n'est qu'un rocher de granit d'une lieue et demie de superficie; son port offre un abri peu sûr, et son abord est périlleux. Une légère couche de terre végétale y produit à peine de quoi nourrir ses habitants un tiers de l'année. Les hommes y sont tous pêcheurs, les femmes seules s'occupent de la culture. On n'y trouve ni eau de source, ni pâturages, ni bestiaux.

Était-ce dans un semblable mouillage et dans une telle position qu'il fallait rendre stationnaire une armée dont la présence aurait été si utile sur les côtes de la France? Les résultats les plus funestes furent bientôt la suite de cette mesure désastreuse. La mortalité se mit promptement parmi les chevaux, dépourvus d'eau pure et salubre ; les hommes eux-mêmes furent affectés de cette privation, et le découragement ne tarda pas à s'emparer de cette armée, qu'on aurait dû conduire sans délai à l'ennemi. 1795—an IV. Vendée.

Cependant la nouvelle des nouveaux efforts tentés par l'Angleterre pour soutenir la cause de la royauté et surtout l'annonce positive de la prochaine arrivée de *Monsieur*, lieutenant général du royaume, avaient effacé l'impression profonde qu'avait laissée dans tous les esprits le désastre de Quiberon. Les royalistes avaient couru aux armes. Charette, dans la basse Vendée; Scépeaux et Sapineau, dans l'Anjou et le Poitou; Le Mercier et Georges Cadoudal, dans le Morbihan, avaient fait les plus grands efforts pour rassembler des forces propres à soutenir les efforts particuliers du prince. Stofflet lui-même semblait être sorti de son apathie, et paraissait être honteux de se trouver le dernier à donner des preuves de son zèle et de son dévouement. On eût dit que l'enthousiasme d'une nouvelle insurrection eût échauffé toutes les têtes ; et les républicains, témoins de tant de remuements, étaient avertis que le moment du danger approchait, et se tenaient sur leurs gardes. Le général Hoche surveillait avec son activité ordinaire tous les mouvements des royalistes, et se disposait à leur porter, au premier signal, de nouveaux coups.

Le comte d'Artois n'avait pas été plus tôt débarqué à l'Ile-Dieu qu'il avait dépêché le marquis de Rivière auprès de Charette et de Stofflet. L'envoyé du prince portait au premier le cordon rouge et le brevet de lieutenant général signé de la main de Louis XVIII [1]. Il remit à Stofflet le brevet de maréchal de

[1] Ce brevet de lieutenant général était destiné à Charette depuis le mois de juillet 1794; mais le défaut de communications avait jusque-là empêché de le lui envoyer. Les honneurs accordés à Charette ne doivent pas paraître surprenants. Il était presque le seul chef vendéen qui eût acquis ce qu'on appelle de la gloire. Sa réputation, que les républicains avaient en quelque

1795 — an IV. Vendée camp, et fit aux deux chefs vendéens de nouvelles instances pour les engager à une entière réconciliation ; mais la distinction accordée à Charette et le grade supérieur qu'il venait de recevoir avaient blessé profondément l'orgueil de Stofflet, et redoublèrent ses accès de haine et de jalousie. On ne tarda pas à s'en apercevoir par le peu d'empressement qu'il mit à seconder les efforts des royalistes. Stofflet croyait avoir des droits plus légitimes que ceux de Charette aux faveurs du prince ; il prétendait que le général de la basse Vendée avait servi sous lui dans

sorte fondée par l'affectation singulière avec laquelle ils ne parlaient presque jamais que de lui dans leurs actes publics, était immense en Europe, et ses talents paraissaient dignes d'exciter l'envie des plus célèbres généraux du siècle. Nous en offrirons une preuve bien convaincante dans cette lettre bizarre et extraordinaire, comme toutes les actions de celui qui l'a écrite. Elle est du général Suwarof, et datée de Varsovie, le 1er octobre 1795. La voici :

Le général Suwarof à M. de Charette, généralissime des troupes du roi de France, à son quartier général.

« Héros de la Vendée ! illustre défenseur de la foi de tes pères et du trône de tes rois ! salut.

« Que le Dieu des armées veille à jamais sur toi ; qu'il guide ton bras à travers les bataillons de tes nombreux ennemis, qui, marqués du doigt de ce Dieu vengeur, tomberont dispersés comme la feuille qu'un vent du nord a frappée.

« Et vous, immortels Vendéens, fidèles conservateurs de l'honneur des Français, dignes compagnons d'armes d'un héros ! guidés par lui, relevez le temple du Seigneur et le trône de vos rois. Que le méchant périsse, que sa trace s'efface. Alors que la paix bienfaisante renaisse, et que la tige antique des lis, que la tempête avait courbée, se relève du milieu de vous plus brillante et plus majestueuse !

« Brave Charette ! honneur des chevaliers français, l'univers est plein de ton nom ! L'Europe étonnée te contemple, et moi je t'admire et te félicite. Dieu te choisit, comme autrefois David, pour punir le Philistin. Adore ses décrets ; vole, attaque, frappe, et la victoire suivra tes pas.

« Tels sont les vœux d'un soldat qui, blanchi au champ d'honneur, vit constamment la victoire couronner la confiance qu'il avait placée dans le Dieu des combats. Gloire à lui, car il est la source de toute gloire ; gloire à toi, car il te chérit ! »

Il faut avouer que cette lettre emphatique d'un personnage qui jouissait déjà d'une réputation si extraordinaire dut donner à Charette une haute opinion de lui-même, et augmenter son orgueil. De la part de tout autre homme que Suwarof, elle aurait produit moins d'effet.

la première guerre; et, à ce titre, il se plaignait hautement de l'injustice du roi à son égard. Ce nouveau sujet de haine devait encore devenir fatal à la cause de la royauté.

Charette, au contraire, fier de la distinction qu'il venait de recevoir, et voyant enfin son ambition satisfaite, sembla redoubler de zèle pour mériter de nouveaux honneurs : il avait fait de nombreux rassemblements à Palluau. Aussitôt qu'il eut appris que le comte d'Artois s'était décidé, ou plutôt avait été forcé (car on se refuse à croire que de lui-même le prince eût consenti à cette détermination), de relâcher à l'Ile-Dieu, il résolut d'essayer de se rapprocher de la côte, afin de pouvoir communiquer plus facilement avec lui. Il détacha en conséquence les divisions de Machecoul et d'Aizenay, et les dirigea vers la côte de Saint-Jean-de-Mont, qu'il avait désignée de nouveau comme étant propre au débarquement. Chemin faisant, 400 républicains du 110e régiment, qui était en garnison à Saint-Gilles-sur-Vic, sortirent pour s'opposer à la marche des royalistes; mais ceux-ci les repoussèrent vigoureusement, et, dans la crainte que la garnison de Challans ne les inquiétât encore dans leur mouvement, une partie du détachement resta dans la plaine de Soulans pour la contenir. Charette eut lieu de s'applaudir de cette mesure; car le lendemain divers détachements républicains, formant environ 1,200 hommes se réunirent à ceux de la veille, et vinrent se jeter sur les royalistes; mais ils furent reçus avec tant de valeur, et se trouvèrent tellement incommodés par l'artillerie de deux lougres anglais qu'ils furent obligés de prendre la fuite, abandonnant une centaine des leurs, tués, blessés ou prisonniers.

Nul obstacle ne s'opposait alors à l'entier débarquement de l'armée expéditionnaire. Cependant, sans qu'on en puisse savoir le motif, lord Moira ne donna les ordres que pour un débarquement partiel des munitions et d'autres effets militaires. Il consistait en quarante milliers de poudre, deux pièces de canon de 8, six mille fusils, des sabres, des pistolets, des uniformes rouges, des chemises, des bas, des souliers et une foule d'autres objets de ce genre; plus de soixante chariots en furent chargés et les transportèrent à Belleville; mais, par un accident imprévu, les quarante milliers de poudre sautèrent dans la nuit

1795 — an IV. Vendée. même et faillirent par cette horrible explosion détruire le bourg et tous ceux qu'il renfermait.

Tous les pays royalistes étaient dans l'attente des événements qu'ils croyaient devoir avoir lieu ; chacun se demandait quand enfin le comte d'Artois se déciderait à quitter l'Ile-Dieu, et à débarquer avec l'armée qui l'accompagnait. Jusqu'ici les retards avaient été occasionnés par de vaines discussions prolongées pendant plus d'un mois, sur le point le plus favorable à ce débarquement si désiré, attendu avec tant d'impatience. D'un côté, les agents de Puisaye, qui, malgré sa lâche conduite à Quiberon, n'avait pas encore perdu tout son crédit auprès du comte et surtout des commissaires anglais ; de l'autre, les envoyés de Charette, plaidant puissamment en faveur de leur général, tenaient le prince et son conseil dans la plus déplorable indécision. Pendant ce temps, l'armée expéditionnaire se consumait à l'Ile-Dieu ; tous les chevaux avaient péri ; les vaisseaux anglais et l'île même étaient remplis de malades et de mourants. Enfin, malgré les intrigues de Puisaye et les instances de son agent auprès du prince, *Monsieur* parut se décider en faveur de Charette ; il écrivit au chef vendéen une lettre pour l'instruire de sa détermination, et dans laquelle il lui disait : « Je vous demande, je vous ordonne même de me marquer un point quelconque sur la côte, depuis Bourgneuf jusqu'à la pointe d'Aiguillon, où vous puissiez porter à jour nommé un corps de quelques centaines de chevaux ; je m'y trouverai sans faute avec un petit nombre de personnes, je m'y réunirai à votre intrépide armée, et nous conviendrons ensuite du lieu où nous pourrons donner la main aux Anglais et établir une communication solide avec eux. Tous les retards que j'éprouve m'affectent sensiblement ; mais ils n'affaibliront point ma constance ni la fermeté de ma résolution. »

Encouragé par cette lettre flatteuse, Charette croyait enfin toucher au but de tous ses vœux, et posséder bientôt dans son armée le lieutenant général du royaume. Deux fois il se mit en marche pour protéger la descente du prince, et deux fois des difficultés réelles ou supposées de la part des Anglais en empêchèrent l'exécution. Enfin, le jour pris pour une troisième tentative, il part de Belleville, rassemble toutes ses divisions, et

marche sur plusieurs colonnes vers le lieu du débarquement. 1795 – an IV. Vendée.
Jamais l'armée royale de la basse Vendée n'avait été plus nombreuse ; elle s'élevait à 14 ou 15,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie ; jamais, non plus, elle n'avait été animée d'un meilleur esprit, et jamais l'espérance de relever l'antique trône des Bourbons ne fut plus exaltée. L'ambition de paraître des premiers à la vue du prince, de s'en faire remarquer pour avoir droit de lui demander des grâces avait attiré auprès de Charette beaucoup de gens qui n'avaient jamais fait la guerre ; et cette armée présentait l'aspect d'un peuple qui se rend au-devant de son souverain plutôt qu'une réunion de guerriers.

On touchait au moment que l'imagination s'empressait de devancer. L'armée était à Nesme ; elle n'avait plus qu'une marche à faire pour arriver à la Tranche, sur le bord de la mer, lorsque Grignon de Pouzanges, envoyé par le comte d'Artois, joignant Charette, lui annonça que le conseil de l'armée expéditionnaire avait décidé qu'elle resterait en observation devant l'Ile-Dieu, et que le débarquement se ferait dans un temps plus opportun. Ce message accabla Charette : vainement Pouzanges lui présenta, de la part du comte d'Artois, un sabre magnifique, portant, incrustée sur la lame, cette devise : *Je ne cède jamais.* « Allez dire au prince, répondit Charette, qu'il m'envoie l'arrêt de ma mort ; il m'ôte tout moyen de le servir. Vous me voyez aujourd'hui avec 15,000 hommes, demain je n'en pourrai pas rassembler 1,500. Je n'ai plus qu'à fuir ou à chercher une mort glorieuse. Mon choix est fait ; je périrai les armes à la main. » Cette réponse, que tous les historiens mettent dans la bouche de Charette, était comme le pressentiment du sort funeste qui devait l'atteindre peu de temps après. Il prévoyait avec raison qu'en perdant l'espoir de posséder le comte d'Artois son parti tombait de lui-même, et que son armée allait se dissoudre.

Tous les écrivains qui ont parlé de l'expédition de l'Ile-Dieu (et il y en a un grand nombre) se sont perdus en vaines conjectures pour expliquer cet étrange événement. L'esprit de parti, qui croit pouvoir rendre raison de tout dans son intérêt, est venu encore rendre plus obscure une question qui ne nous paraît pas avoir été résolue jusqu'ici d'une manière satisfaisante. Les uns ont prétendu que le débarquement n'avait pas eu lieu

1795 — an IV. Vendée.

par la faute des Anglais; les autres en ont accusé ceux mêmes qui avaient le plus d'intérêt à l'opérer. Déjà nous avons annoncé notre embarras pour expliquer le même événement lorsque nous avons parlé de l'expédition de Quiberon. Dans l'impossibilité de pouvoir satisfaire la curiosité de nos lecteurs en les aidant à se former eux-mêmes une opinion sur ce point d'histoire, qui restera probablement longtemps encore obscur, nous nous bornerons à citer un passage d'un auteur qui a aussi écrit sur cette guerre malheureuse de la Vendée, et qui seul nous paraît avoir envisagé la question encore en litige avec quelque impartialité. « Est-ce la perfidie des Anglais ou la volonté du comte d'Artois, dit l'auteur que nous citons [1], qui a toujours empêché la descente ? On dit, dans le temps, que le prince avait assemblé son conseil pour décider s'il devait se mettre à terre, et que la plupart de ceux qui le composaient, trouvant auprès de sa personne une existence agréable, qu'ils couraient risque de perdre à la guerre, l'en avaient détourné. L'héritier de tant de rois célèbres par leur bravoure, le petit-fils de Henri IV eut-il en effet la faiblesse de se rendre à ce lâche conseil? Cela n'est pas vraisemblable, d'après la mission du marquis de Rivière dans la Vendée et les ordres du prince à Charette de venir sur la côte le recevoir. D'autres ont prétendu, et cela n'est pas plus vraisemblable, que le comte d'Artois avait demandé plusieurs fois au commandant de la flotte pourquoi il différait de le débarquer, et qu'à la fin ce commandant lui avait répondu : *Faites-moi votre demande par écrit, et je vous répondrai de même.*

« Sans s'arrêter à des *on dit*, que l'histoire rejette, parce qu'ils n'ont aucune authenticité, il faut chercher dans les grands intérêts qui faisaient mouvoir les parties les motifs d'une conduite si contraire au but qu'elles semblaient se proposer. Du côté des Anglais, des armements de flottes considérables, des dépenses énormes dont aucune nation n'était en état de faire le sacrifice en pure perte, des honneurs fastueux rendus à un roi détrôné dans la personne de son frère, l'arrivée solennelle de ce prince en vue de la terre promise à sa valeur; de la part

[1] M. Le Bouvier-Desmortiers.

BATAILLE DE LOANO.



Infanterie Française. — *Infanterie Ennemie.* — *Batteries de Campagne.*

Cavalerie Française. — *Cavalerie Ennemie.* — *Batterie de Siège (Canons).*

Leurs Lignes de Marches. — *Leurs Lignes de Marches.* — *Batterie de Siège (Mortiers).*

de ce dernier, un royaume à conquérir, une armée prête à le recevoir, un peuple épuisé par la plus sanglante tyrannie, et n'aspirant qu'au retour de l'autorité légitime sous ses anciens souverains, quels garants plus sûrs, en apparence, d'une association sincère dans l'entreprise qui devait rétablir un grand empire, et rendre le repos à l'Europe? Mais ces mêmes Anglais, dira-t-on, éternels ennemis de la France, avaient fomenté les troubles de la révolution, alimenté la guerre civile, bouleversé l'Europe. Des intérêts plus grands que toutes leurs dépenses s'opposaient au rétablissement de l'ordre, et derrière leurs démonstrations en faveur du gouvernement des Bourbons se cachaient peut-être les instruments qui l'avaient détruit, et qui servaient à en empêcher le retour. Illustres prisonniers dans leur capitale (des Anglais) et sur leurs vaisseaux, les princes français étaient gardés à vue. Il y avait ordre de couler bas les embarcations qui se seraient éloignées de la flotte ou de la côte de l'Ile-Dieu, et rien ne pouvait échapper à la vigilance des postes placés sur les différents points.... D'après le système politique du gouvernement anglais, si connu aujourd'hui, en voilà peut-être assez pour fixer l'opinion sur les motifs qui ont empêché la descente du comte d'Artois; peut-être aussi les préventions subsisteront encore longtemps : nous voyons les choses de si pres ; la postérité verra mieux que nous..... » 1795 — an IV. Vendée.

Quoi qu'il en soit des motifs qui déterminèrent cette étrange et funeste résolution, le comte d'Artois remonta sur *le Jason*, qui appareilla le 28 novembre pour retourner en Angleterre. La flotte de l'amiral Waren croisa encore quelque temps aux environs de l'Ile-Dieu, et finit par retourner à Portsmouth sans même avoir débarqué entièrement les secours d'armes, de munitions et d'habillements que l'on avait promis avec tant d'emphase aux royalistes de la Vendée.

Bataille de Loano. — Au moment où la rigueur de la saison forçait l'armée des Alpes de cesser son état d'activité, et d'entrer en quartiers d'hiver, l'armée d'Italie, qui se trouvait placée sous un ciel moins défavorable, livrait une grande bataille, et remportait une victoire qui allait signaler la fin de la campagne et ouvrir le chemin de cette terre classique dont elle fera la conquête dans les années qui vont suivre. Mais, 23-24 nov. (2-3 frimair.) Piémont.

1795 — an IV. Piémont. avant d'entrer dans le détail de la bataille de Loano, il est nécessaire de reprendre les choses d'un peu plus haut.

Kellermann, en allant à Nice attendre l'arrivée de son successeur, avait donné aux généraux de division commandant les différents corps de l'armée, l'ordre de continuer à tenir en haleine les ennemis, et de les harceler dans toutes les occasions; il voulait par là laisser aux troupes françaises leur activité habituelle, et donner au général Schérer la facilité de suivre ses plans d'offensive contre l'ennemi, s'il voulait les adopter. D'après ces ordres, plusieurs mouvements eurent lieu sur toute la ligne française, après le combat du Petit-Gibraltar.

Ainsi, le 25 septembre, le général de brigade Miolis, après avoir chassé de leur camp à Garessio les Piémontais et les Autrichiens, l'avait brûlé et s'était emparé d'un magasin de poudre. Le 2 octobre, l'avant-garde des ennemis, s'étant placée sur un mamelon en face de Borghetto, avait commencé à s'y retrancher, pour y élever des batteries de gros calibre : le général Masséna, qui s'en était aperçu, avait ordonné au général Victor de chasser l'ennemi de ses positions, et d'y détruire ses fortifications. En conséquence, dans la nuit du 2 au 3, deux colonnes avaient entouré le mamelon, tandis que 200 grenadiers et 200 chasseurs empêchaient l'ennemi d'y porter du secours. Arrivés au pied des retranchements, les Français étaient sautés dedans, y avaient tué tout ce qui n'avait pu s'échapper à la faveur de la nuit, et les avaient ensuite détruits.

C'est après ces deux affaires que les renforts amenés d'Espagne par Schérer commencèrent à opérer leur jonction avec l'armée d'Italie. Le général en chef se rendit bientôt lui-même au quartier général, et cette fusion de deux armées, également braves, dans une seule inspira à l'une et à l'autre une telle confiance qu'on pouvait en attendre les plus grands succès. Familiarisés également aux mêmes genres de fatigues et de périls, les soldats des Alpes et des Pyrénées se lièrent par une espèce de confraternité, qui, tout en laissant subsister entre eux le puissant mobile de l'émulation, devait les rendre plus forts en les tenant unis.

Cependant, à mesure que les Français paraissaient les menacer davantage, les Autrichiens se fortifiaient de plus en plus

à Campo di Pietri et à Loano : les maladies leur avaient, à la vérité, emporté beaucoup de monde à Vado ; mais ils étaient encore infiniment supérieurs en nombre, en positions et en artillerie. Ils avaient des vivres et des approvisionnements de tout genre en abondance, tandis que les Français, privés de toute communication avec la ville de Gênes, manquaient également de pain, d'habillements et de munitions. L'armée ennemie, forte de 55,000 hommes, tenait une ligne de positions fortifiées et liées les unes aux autres par des retranchements : sa gauche, appuyée à la mer à Loano, occupait, avec de l'artillerie, Finale et Brescia ; son centre était placé sur des positions fortement unies à Rocca-Barbena, Melogno et Settepani. Ces positions étaient liées, à la droite, par les troupes piémontaises qui occupaient les places de Ceva, Mondovi et Coni. L'armée sarde occupait en arrière les montagnes de San-Bernardo et de la Planète, et étendait sa droite jusqu'à Garessio sur le Tanaro, où se trouvaient placées des forces supérieures. Ces différentes positions, que nous avons déjà dit avoir été fortifiées avec soin, étaient défendues par cent pièces d'artillerie, depuis le plus petit jusqu'au plus gros calibre. Un vallon étroit et profond de près de huit cents toises, escarpé sur presque tout son front, séparait les deux armées, excepté sur le point du village de Loano, occupé par l'ennemi, et en avant duquel il avait établi trois fortes et grandes redoutes sur trois mamelons qui dominaient entièrement cette petite plaine, d'une lieue d'étendue en tous sens.

1795 — an IV.
Piémont.

La ligne de défense de l'armée française, forte d'environ 32,000 hommes, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la Méditerranée, jusque sur la cime des montagnes parallèles aux monts de la Planète et de San-Bernardo Deux divisions de l'ancienne armée d'Italie, réunies sous le commandement du général Masséna, formaient le centre et occupaient les positions de Sucarello, de Castel-Vecchio, et s'étendaient, par une chaîne de montagnes, jusque sur les défilés de Garessio et du Tanaro. Une troisième division de la même armée, sous les ordres du général Serrurier, formait la gauche, tandis que la droite, commandée par le général Augereau, était composée de 12,000 hommes arrivés des Pyrénées.

1795 — an IV. Piémont.

La seule comparaison du nombre et de la position des ennemis suffit pour démontrer combien leur armée était supérieure à celle que commandait le général Schérer. Cependant, malgré leur infériorité, les soldats français, sans pain, sans souliers et manquant de tout, demandaient à grands cris qu'on les conduisît à l'ennemi. Le général Schérer était d'autant plus flatté de les voir animés de cette ardeur belliqueuse qu'il avait, ainsi que nous l'avons déjà dit, adopté le projet du général Kellermann, de reprendre l'offensive, et il résolut de tout tenter pour rétablir ses communications avec Gênes, la véritable et seule mère nourricière de l'armée. Il se détermina donc à prendre promptement toutes les dispositions qui pouvaient préparer le succès de l'attaque prochaine qu'il méditait.

Placé sur un théâtre difficile, qu'il n'avait pas encore eu le temps d'étudier, le général Schérer eut le bon esprit de se méfier de lui-même, et chercha à s'entourer des lumieres de tous les généraux de l'ancienne armée d'Italie. Le général Masséna, qui, dans cette campagne, avait pris une grande connaissance du pays, et que ses camarades se plaisaient eux-mêmes à proclamer le plus habile d'entre eux à cause de la grande expérience qu'il avait acquise dans la guerre de montagnes, réunit tous les suffrages, et obtint toute la confiance du général en chef. Schérer le chargea, en conséquence, de former lui-même le plan d'attaque. Masséna, avant de rien entreprendre, voulut qu'on fît une reconnaissance générale de toutes les positions de l'ennemi. En conséquence, le 17 novembre, un fort détachement de troupes françaises se porta sur Campo di Pietri. Le général Charlet, chargé de cette expédition, détruisit les retranchements de cette position, et prit à l'ennemi trois canons, quatre cents fusils et 500 hommes : c'est le seul obstacle qu'il rencontra sur tout le front de la ligne ennemie, qu'il parcourut avec autant de bonheur que d'habileté.

A son retour, le général Masséna s'occupa de rédiger son plan. Suivant ses premières vues, la droite des Austro-Sardes, composée en grande partie de troupes piémontaises, pouvait être facilement tournée. On devait entreprendre, à l'aide des nouvelles troupes que l'aile gauche et le centre des Français avaient reçues, de prolonger succesivement, à revers, la ligne

ennemie, de sa droite à sa gauche, en la plaçant entre deux feux. On comptait, pour l'exécution de ce plan, sur l'ardeur et l'impétuosité des Français; mais des contrariétés de climat et de saison, des brouillards et des neiges abondantes empêchèrent qu'il ne fût effectué. Masséna proposa alors d'opérer sur le centre de l'ennemi le mouvement que l'on aurait dû diriger sur son aile droite; de s'emparer des positions qui le couvraient à Banco, à Rocca-Barbena et à Bardinetto; de les dépasser, et d'en prendre aussitôt en arrière de sa ligne. Masséna, qui proposait ce projet hardi, demanda et obtint d'en diriger l'exécution. Les troupes qui avaient reçu ordre de renforcer la gauche redescendirent vers le centre; et, pour donner le change à l'ennemi et aux habitants, en motivant cette démarche, on fit courir le bruit que l'armée allait prendre ses cantonnements d'hiver. Par un hasard qui allait concourir au succès de l'entreprise, un petit bâtiment, étant parvenu à tromper les croisières ennemies, apporta un approvisionnement de souliers, qui furent bientôt distribués aux soldats, et accueillis d'autant mieux, qu'étant décidés à attaquer, quoique sans chaussures, ils se préparaient à s'envelopper les pieds avec des lanières tirées de leurs sacs de peau. Cet événement, qui augmenta la gaieté des Français, les anima aussi d'une nouvelle ardeur.

D'après le plan arrêté définitivement entre le général en chef et Masséna, on se décida à former trois attaques, une fausse et deux véritables : le corps de gauche, aux ordres du général Serrurier, devait masquer les camps de San-Bernardo et de la Planète, et, en présentant plusieurs têtes de colonnes d'attaque, menacer les troupes piémontaises, les tenir en échec, et les empêcher surtout de porter aucun secours au centre de l'ennemi, contre lequel, ainsi que nous venons de le dire, le général Masséna devait lui-même diriger la principale attaque. Schérer s'était réservé le commandement particulier de la droite de l'armée : il devait agir avec vigueur au commencement de l'action, afin de donner le change à l'ennemi, et lui faire croire que cette attaque était la véritable. Masséna partit des environs de Castel-Vecchio à la tête de ses deux divisions, le 22 novembre, à la nuit tombante; il combina deux attaques, l'une sur la droite et l'autre sur la gauche du centre de

1795—an IV. Piémont. l'ennemi, commandé par le général autrichien Argenteau.

Ces deux attaques exigeaient non-seulement une grande audace et une valeur héroïque de la part des troupes, mais encore une savante combinaison de la part du général qui les commandait. Il ne suffisait pas de battre un ennemi supérieur en nombre à peu près du double, dans une position escarpée, défendue par des retranchements, et garnie d'une artillerie formidable ; mais il fallait encore exécuter ce qu'on avait annoncé, c'est-à-dire couper la communication du corps d'Argenteau avec celui qui était placé à Loano, et, après l'avoir battu, le gagner de vitesse sur les positions non moins importantes de Melogno et de Settepani, où il devait, en cas d'échec, naturellement se replier. Nous allons voir avec quelle audace et quelle précision le géneral Masséna sut exécuter ces différentes opérations délicates.

L'attaque commence à la pointe du jour, et, à l'exemple des grands capitaines de l'antiquité, sur les traces desquels il s'était déjà élancé avec tant de gloire, le général Masséna harangua ses troupes : les paroles qui sortent de cette bouche guerrière sont l'annonce de la victoire plutôt encore qu'une invitation à la remporter. A peine a-t-il fini que ses colonnes s'ébranlent, commandées par les généraux Laharpe, Charlet, Cervoni, Saint-Hilaire, Mercier, Chabran, Bizanet et Joubert, que Kellermann avait conservé à l'armée malgré une destitution du Comité de salut public, et qui acquerra une grande gloire dans les campagnes suivantes.

Les généraux Laharpe et Charlet attaquèrent l'ennemi sur ses deux flancs, à Rocca-Barbena, et le culbutèrent sur tous les points, malgré sa vive résistance. Le général Masséna se porta en même temps sur les deux positions de Malsabeno et de Banco, et s'en empara; réunissant alors ses deux divisions, il poursuivit jusqu'à Bardinetto l'ennemi, qui s'y rallia, et parut vouloir s'y défendre avec la dernière opiniâtreté. Voyant que cette attaque, sur la rapidité de laquelle reposait tout le succès de l'entreprise, traînait en longueur, Masséna se porte lui-même contre l'ennemi avec sa réserve. Le combat recommence avec une nouvelle fureur. Mais enfin, animés par l'exemple de leur général et par la vue des dangers qu'il par-

tage avec eux, les Français se précipitent dans les retranchements, la baïonnette en avant. Des cris de terreur s'élèvent du milieu des rangs ennemis et redoublent encore la fureur des assaillants. En un moment, le poste de Bardinetto est emporté, les ennemis sont en pleine déroute. Ils fuient, abandonnant au pouvoir des vainqueurs toute leur artillerie. Ce qui n'avait pas été tué ou pris se sauva en désordre, du côté de Bagnasco, sur la rive gauche de la Bormida, où le général Argenteau chercha à rassembler ses fuyards. 1795 — an IV. Piémont.

A l'instant où l'attaque commençait à Bardinetto, le général Masséna avait donné ordre au général Cervoni d'aller, avec 1,500 hommes, s'emparer des hauteurs de cette partie et de celle de Melogno, point le plus élevé de la contrée, et sur lequel il présumait que se retirerait toute la ligne ennemie, en cas d'échec; mais les ennemis avaient tellement été effrayés par les combats précédents et par l'acharnement que mettaient à les poursuivre les divisions victorieuses de Masséna qu'ils avaient fait leur retraite dans le plus grand désordre, du côté de Ceva.

Tandis que l'armée austro-sarde était ainsi menacée sur sa droite, culbutée et percée sur son centre, elle était attaquée avec succès, par le général Schérer, sur tout le front de son aile gauche, depuis la mer jusqu'aux hauteurs occupées par le général Argenteau. A la pointe du jour, neuf chaloupes canonnières, armées de pièces de gros calibre, prirent poste à portée du flanc gauche de la ligne ennemie entre Borghetto et la Pietra, afin de l'inquiéter par les décharges de leur artillerie. A peine, au signal convenu de deux fusées parties du mont Saint-Esprit, les chaloupes canonnières avaient-elles lâché leurs premières bordées que déjà l'adjudant général Rusca se portait, au pas de charge, à la tête de 1700 hommes, sur les trois mamelons retranchés qui formaient les avant-postes de l'ennemi, en avant de Loano. Deux des redoutes furent emportées d'assaut en moins de vingt minutes : la troisième, qui était aussi la principale, voulut se défendre avec acharnement, malgré le feu très-meurtrier d'une pièce de 36 et d'un obusier placé à mi-côte de la montagne du Saint-Esprit. Cette résistance décida le général Schérer à la faire envelopper par

1795—an IV. Piémont. la brigade du général Victor ; mais, au moment où cette mesure allait recevoir son exécution, l'ennemi, épouvanté des mouvements des Français et désespérant de se maintenir, sauta par-dessus les retranchements, vers le centre de la ligne autrichienne placée en arrière de Loano.

Pendant cette attaque des redoutes, en avant de Loano, le général Barnel, à la tête de 2,500 hommes de la droite de l'armée, avait emporté, avec la plus grande valeur, le village de Tuirano, et gagné sur-le-champ les hauteurs escarpées auxquelles appuyait la droite de l'aile gauche de l'ennemi. Au milieu de cette action, que l'opiniâtreté de l'ennemi à se défendre rendait très-animée, le général Barnel, combattant lui-même à la tête des braves qu'il commandait, fut renversé d'un coup de feu : le chef de brigade Lannes prit aussitôt sa place, et, secondé par l'adjudant général Rusca, il emporta successivement cinq positions retranchées, garnies de canons, placées les unes derrière les autres. Les ennemis tentèrent vainement de se défendre. Les Français, sur tous les points, montraient une valeur si indomptable qu'il était impossible de leur résister.

Cependant le feu meurtrier qui partait des bâtiments d'une chartreuse, placée dans la gorge et sur le flanc de Tuirano, ayant fait soupçonner que les troupes chassées de ce village s'étaient réfugiées dans cette position ; le général Schérer ordonna au général Dammartin de s'y porter avec une réserve de trois bataillons, et y fit diriger en même temps un obusier, pour faire taire le feu de l'ennemi sur ce point. Mais celui-ci, intimidé par les préparatifs qu'il voyait faire d'un assaut, se hâta d'échapper à ce nouveau danger en capitulant. Un général et un colonel, cinquante officiers et plus de 800 soldats mirent bas les armes, et furent faits prisonniers dans cette action.

Ces différentes attaques contre la gauche de l'armée ennemie avaient duré depuis la pointe du jour jusqu'à trois heures après midi ; les Austro-Sardes avaient été forcés d'évacuer la petite place de Loano ; et cependant, après s'être réfugiés d'abord à mi-côte du mont Carmelo, ils parurent vouloir se rallier à quelque distance, et revenir à la charge. Schérer, témoin de

ce mouvement, et sentant de quelle importance il était pour le succès de l'attaque générale d'empêcher l'ennemi de réorganiser une offensive sérieuse sur un point aussi essentiel, se décide à marcher contre lui à la tête de son aile droite, tandis que le chef de bataillon Suchet[1], qui venait de s'emparer avec un courage héroïque des hauteurs presque inaccessibles du mont Calvo, descendrait de cette montagne pour prendre à revers la droite de l'aile gauche des Autrichiens. Cependant, incertain des événemens qui s'étaient passés à l'aile gauche de l'armée française, ainsi qu'au centre, vers Rocca-Barbena et Bardinetto, le général en chef Schérer hésita dans ce mouvement, et se borna d'abord à serrer de près l'ennemi, afin de l'empêcher d'échapper, si le centre avait réussi dans ses attaques. Enfin, à quatre heures et demie du soir, différents signaux convenus avec le général Masséna apprirent à Schérer les glorieux succès du centre, et l'instruisirent que les deux divisions victorieuses se rapprochaient de son aile droite, et déjà menaçaient de s'emparer des hauteurs de l'Apennin, et de se placer entre les États du roi de Sardaigne et l'armée des alliés. Schérer ordonna alors à trois bataillons de la gauche de son aile droite de se réunir au chef de bataillon Suchet, pour envelopper et cerner la droite de l'aile gauche de l'ennemi; lui-même s'avança en même temps à la tête de sa ligne tout entière sur le front de celle des Autrichiens.

1795 — an IV. Piémont.

Mais à ce moment un orage affreux, mêlé de grêlons, vint couvrir d'une nuit obscure les deux armées : les Français, malgré la vive ardeur qui les avait animés pendant toute cette journée, furent obligés de s'arrêter et de bivouaquer à un quart de lieue des postes occupés par l'ennemi. Cet obstacle avait redoublé leur envie de vaincre, et ils se préparaient à faire pour le lendemain une attaque vigoureuse, lorsque, à la pointe du jour, ils s'aperçurent que les Autrichiens avaient profité de l'obscurité de cette nuit orageuse pour se replier sur Finale, où était le quartier général, en abandonnant toute leur artillerie et leurs tentes. Voulant du moins troubler leur retraite, le général Schérer détacha à leur poursuite le général Augereau. Celui-ci

[1] Depuis maréchal et pair de France, duc d'Albufera, etc.

1795 – an IV. Piémont.

se mit à la tête de quelques troupes légères, gravit promptement la montagne de Finale, atteignit l'arrière-garde de l'ennemi, l'attaqua avec impétuosité, et la força de faire volte-face pour se défendre : déjà même il commençait à lui faire un grand nombre de prisonniers lorsque le général Masséna, en paraissant tout à coup, vint encore augmenter le danger des Autrichiens.

Nous avons vu que dès la veille Masséna s'était rapproché de la droite, commandée par Schérer ; il avait attaqué l'ennemi au poste de San-Pietro-del-Monte, qui dominait toute la droite des alliés, et celui de Castelare. L'occupation de ces deux postes avait achevé la déroute entière du centre de l'ennemi, et mettait à découvert toute son aile gauche. Masséna, prêt à fondre sur cette aile et à seconder les efforts de Schérer, était déjà parvenu sur les hauteurs de Cora et de San-Pantaleone, qui dominaient toute cette gauche, lorsque, surpris par le même orage qui avait obligé le général Schérer de suspendre son attaque, il arrêta lui-même l'ardeur de ses braves bataillons, et bivouaqua sur ces deux hauteurs.

Plus habile et plus prévoyant que Schérer, Masséna devina que, si l'ennemi opérait sa retraite, il la ferait par la gorge de San-Giacomo ; il eut soin, malgré l'orage et la grêle, d'envoyer quatre bataillons s'emparer de la montagne. Ce qu'il avait prévu arriva. Les Autrichens, pour se retirer, enfilèrent les gorges de San-Giacomo ; mais leur avant-garde, arrêtée par les bataillons de Masséna, se vit forcée de combattre pour s'ouvrir un passage. C'est pendant ce temps qu'Augereau lui-même s'était mis à leur poursuite. Masséna en même temps faisait descendre rapidement son avant-garde des hauteurs où elle avait bivouaqué, et vint, à sa tête, se jeter dans la gorge de San-Giacomo.

Cette manœuvre savante du général Masséna eut tout le succès qu'il pouvait en attendre. Pressés par derrière, sur leur front et sur leurs flancs, les Autrichiens se trouvaient désormais dans l'impossibilité de se défendre. Tout ce qui restait de cette partie de l'armée austro-sarde se débanda entièrement, et se dispersa par tous les défilés et les sentiers qui se trouvent en si grand nombre dans les montagnes. Cependant le

gros de cette armée vaincue faisait dans le plus grand désordre sa retraite sur Vado; mais, poursuivis vivement par 4,000 hommes qui se furent bientôt emparés de Vado et des hauteurs de Savone, les débris de cette armée fugitive furent définitiment obligés de se retirer, d'abord sur Acqui et sur Dego, et de là encore vers Alexandrie, où ils se répandirent dans la vallée de la Bormida. 1795 — an IV. Piémont.

Pendant que le centre et la droite de l'armée française forçaient ainsi les Austro-Sardes de leur céder le champ de bataille de Loano, la gauche, aux ordres du général Serrurier, avait elle-même concouru de tout son pouvoir à cette victoire décisive. Chargé de faire une fausse attaque pour contenir les forces de l'ennemi et les empêcher de se porter à l'appui de son centre et à celui de sa droite, le général Serrurier avait divisé son corps d'armée en trois colonnes, de l'une desquelles il avait gardé le commandement, et avait confié celui des deux autres aux généraux Miolis et Pigeon. Il avait ensuite disposé différentes attaques, menaçant tout le front et surtout la gauche de l'armée piémontaise aux ordres du général Colli. Le combat fut engagé successivement sur toute la ligne ennemie; et, se repliant toujours à propos, revenant sans cesse à la charge, faisant soutenir ses têtes de colonne lorsqu'elles étaient trop pressées, et renouvelant ainsi continuellement ses attaques, il avait contenu les troupes piémontaises et leur avait fait même beaucoup de prisonniers. L'attaque du centre et de la droite ayant été les véritables points de combat dans les journées des 23 et 24 novembre, le général en chef Schérer s'empressa, dès le lendemain, de faire passer, sous les ordres des adjudants généraux Joubert et Ménard, 5,000 hommes au général Serrurier, afin de forcer l'ennemi de suivre le mouvement de retraite imprimé à l'aile gauche et au centre de l'armée austro-sarde. Serrurier, fort de ce secours, et qui jusqu'alors s'était arrêté à contenir l'armée piémontaise, l'attaqua à son tour avec impétuosité, et, après l'avoir rejetée le 25 novembre sur le Tanaro, après s'être emparé le 26 d'Intrapa et de Garessio, avoir forcé le 27 les ennemis sur les hauteurs de Spinardo, il les obligea, dans la nuit du 27 au 28, d'abandonner toute leur artillerie et leurs positions, et de se retirer dans le camp retranché de Ceva, pour s'y réunir

1795 — an IV. Piémont.

aux débris des corps du général Argenteau échappés aux baïonnettes des troupes commandées par le général Masséna.

Ainsi, dans cette circonstance mémorable, 32,000 Français, sans cavalerie, sans pain, sans souliers pour la plupart et sans habits, avaient vaincu 50 à 60,000 Autrichiens et Piémontais fournis de toutes les choses nécessaires à la vie et à la guerre, postés sur des montagnes escarpées, derrière des retranchements défendus par cent pièces de canon. Les résultats de cette brillante journée, dont Masséna pouvait, avec raison, revendiquer toute la gloire, furent immenses pour les Français. En effet, les ennemis, obligés d'abandonner aux vainqueurs toutes leurs positions et la plus grande partie de leur artillerie, laissèrent en outre, sur le champ de bataille, 4,000 morts ou blessés, et 5,000 prisonniers, parmi lesquels on remarquait plus de 200 officiers de tous grades. Les Français obtenaient encore l'avantage de se trouver maîtres de tout le pays occupé auparavant par les Austro-Sardes, et surtout de Finale, de Vado et de Savone, lesquelles villes renfermaient tous les approvisionnements de guerre et de bouche de l'ennemi. La victoire de Loano ouvrait enfin aux Français le Milanais, et quand, l'année suivante, le général Schérer remit au jeune Bonaparte le commandement de cette brave armée, il put dire qu'il lui remettait aussi la clef de l'Italie en le rendant l'héritier des avantages remportés à Loano.

Cependant le général Schérer, malgré l'éclat de sa victoire et le service qu'il rendit à cette époque à la république française, a été blâmé par plusieurs historiens pour n'avoir pas su en tirer tout le parti désirable[1]. Mais il nous semble que, dans ces

[1] « Cette bataille, telle qu'elle fut engagée, dit Jomini, aurait pu néanmoins avoir des suites plus brillantes si on en avait profité pour déboucher par la vallée du Tanaro, et isoler pour toujours les débris des deux armées battues, comme Napoléon le fit quelques mois plus tard après la bataille de Millesimo : au lieu d'en tirer un parti semblable, on se contenta de posséder tranquillement la rivière de Gênes et les sommités des monts jusques aux sources de l'Orba.....

« Le même principe qui aurait dû engager les Autrichiens à ne pas manœuvrer par leur gauche sur Vado, le long de la mer, aurait aussi dû engager Schérer à ne faire que de faibles démonstrations sur le même point, et à porter sa masse supérieure dans la position centrale de Bardinetto et de

reproches adressés au vainqueur de Loano, on n'a point fait assez attention aux circonstances dans lesquelles se trouvait le général Schérer. Arrivé la veille, pour ainsi dire, ce général n'avait pas encore eu le temps de prendre une exacte connaissance du pays et des obstacles qu'il présente à chaque pas; il était privé de l'immensité des objets dont il aurait fallu être pourvu pour les surmonter tous; l'impossibilité d'avoir des vivres et des fourrages l'avait forcé de laisser sa cavalerie sur les bords du Rhône : manquant de tous moyens de transport, il ne pouvait s'éloigner des points qu'il venait de conquérir, et où il avait eu le bonheur de trouver des subsistances. Toutes ces causes réunies nous semblent justifier pleinement le général Schérer, et démontrent que, dans cette circonstance, il fut forcé de se borner à établir l'armée française sur la côte du territoire de Gênes qui s'étend depuis Savone jusqu'à Voltri, pour y attendre l'occasion favorable et les moyens de se remettre en mouvement. C'est donc à tort qu'on l'accuse encore de l'inaction forcée dans laquelle il resta, et qui donna le temps à l'empereur de renforcer son armée, sous le commandement du général Beaulieu. Quand on vient à comparer, comme l'a fait le général Jomini, la conduite du général Schérer à la conduite postérieure de Bonaparte, on ne fait pas assez attention que chaque général a sa méthode de faire la guerre, et que celle de Napoléon, justifiée par le succès, n'a pas toujours, sous certains rapports, paru la meilleure aux yeux de la raison et de l'humanité. Si, après avoir montré les champs fertiles du Milanais aux soldats

1795 – an IV. Piémont.

Garessio. Une semblable combinaison eût été la meilleure, non-seulement parce que le centre dégarni d'une ligne trop étendue et divisée en est toujours la clef et le point important, mais parce que la possession des Apennins aurait rendu cette manœuvre encore bien plus décisive, en isolant, sans doute pour toujours, Colli sur Ceva, et Wallis sur Loano. Il ne serait resté alors aucune retraite à ce dernier, pour peu qu'on l'eût prévenu par les hauteurs des sources de la Bormida, et qu'on fût descendu par Sucarello sur Finale ou sur Noli. Napoléon prouva, dès son début dans la campagne suivante, qu'il était un grand capitaine, et l'application qu'il fit des principes de l'art, dans sa première victoire de Millesimo, fut aussi brillante qu'elle put l'être dans les victoires qui l'ont suivie. La comparaison des dispositions de ces deux batailles suffit pour faire ressortir la faute que l'on commit à celle de Loano. »

1795.—an IV. Piémont.

qui lui demandaient du pain et des habits, le général Bonaparte eût été vaincu à Montenotte et à Millesimo, on trouverait peut-être le général Schérer plus excusable de s'être arrêté après sa victoire pour former ses magasins et ses approvisionnements de tout genre. Le succès peut quelquefois légitimer l'audace; mais la prudence et la sollicitude d'un général pour ses soldats, bien loin d'être blâmées, doivent toujours exciter l'éloge de l'écrivain qui n'oublie pas que des guerriers sont aussi des hommes, et que celui qui les commande au nom de la patrie ne doit pas s'en servir comme de simples machines.

Nous aimons à croire que ce furent les principes que nous venons d'exposer qui décidèrent le général Schérer, quelque temps après sa victoire, à faire entrer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver. Plusieurs maladies d'un fâcheux caractère, suites inévitables d'une campagne où les subsistances et les habillements avaient presque toujours manqué, venaient de se déclarer parmi elles : l'armée d'Italie, forte de 32,000 hommes au moment où Schérer en prit le commandement, se trouvait réduite à 25,000; et l'ennemi, malgré sa défaite à Loano, était encore de beaucoup supérieur en nombre aux Français. La mesure prise par Schérer, et qui fut imitée par les Austro-Sardes, fit établir entre les deux partis une espèce de suspension d'armes tacite, et sans qu'il y eût, à cet égard, aucune convention apparente. L'armée française prit donc ses cantonnements d'hiver dans les villes de Saluces, Oneglia, Savone, sur le territoire de Gênes, dans les environs d'Alexandrie, et dans tout le Montferrat. Les Autrichiens, du côté des Alpes, s'étendaient sur les montagnes, depuis le col de Suse jusqu'à Aoste. Les Piémontais occupaient l'espace qui se trouve entre Laccani et Ivrée. La ville de Pavie fut destinée pour être le lieu de rassemblement des troupes qui devaient venir du Rhin renforcer l'armée autrichienne, tandis que celle de Finale fut indiquée pour rendez-vous à tous les secours d'hommes que le gouvernement républicain se disposait à envoyer à l'armée d'Italie.

Nous ne finirons point l'historique des courtes opérations du général Schérer sans rapporter différents traits de bravoure individuelle qui ajoutent encore à la victoire de Loano un

nouvel éclat. Pendant que le général Masséna réussissait, par ses savantes manœuvres, à détruire le corps d'armée du général Argenteau, l'adjudant-major du quatrième bataillon de l'Yonne, nommé Jérôme, avait reçu ordre de son chef de bataillon de se rendre, avec vingt-cinq hommes, dans la vallée de Turiano, près de la Chartreuse, pour protéger la gauche d'une colonne qui défilait. Jérôme exécuta cet ordre avec intelligence, et soutint, avec ses 25 hommes, une fusillade très-vive contre plus de 300 Austro-Sardes. Blessé à la tête, il rejoignit son chef de bataillon, refusa de se faire panser, et, la figure couverte de sang, marcha avec le bataillon, et gravit un des premiers une hauteur qui dominait la position des ennemis. Arrivé sur le plateau de la colline, il aperçoit un peloton de 150 Autrichiens qui dépouillaient plusieurs Français faits prisonniers : aussitôt il s'élance à la tête de quelques braves, fond avec intrépidité sur les ennemis, délivre les soldats français, et force les 150 Autrichiens de mettre bas les armes, et de rester eux-mêmes ses prisonniers. Jérôme les confie à la garde des soldats délivrés; et, toujours actif, il parcourt, suivant les ordres qu'il a reçus, les crêtes les plus élevées, pour s'assurer des positions. Bientôt attaqué par des forces supérieures, dans cette expédition hardie, il se défend longtemps avec son sabre, qui se brise entre ses mains : il s'arme alors de pierres, et renverse encore plusieurs ennemis. Enfin, atteint d'une balle qui lui fracasse le bras, il allait tomber au pouvoir des Autrichiens lorsqu'il fut secouru par un détachement qui mit en fuite l'ennemi, et ramena le brave Jérôme au camp.

Le même quatrième bataillon de l'Yonne fournissait en même temps un autre exemple d'un courage et d'une intrépidité presque semblables. Tendic, sergent-major dans une compagnie de ce bataillon, chargé aussi d'explorer les hauteurs de Tuirano, vit un poste d'Autrichiens qui protégeaient la garde d'un drapeau : à l'instant, ne consultant que son zèle, il se précipite, avec un second, au milieu du poste ennemi, tue celui qui portait le drapeau autrichien, s'en empare, fait prisonnier un capitaine et plusieurs soldats, et revient modestement reprendre sa place dans les rangs de ses camarades.

Un autre sergent-major du 2e bataillon de la 16e demi-

1795 — an IV. Piémont. brigade d'infanterie, nommé Siméon, donna également des preuves d'une valeur héroïque dans cette même bataille. Sa demi-brigade, ayant reçu l'ordre d'attaquer le poste de la montagne de Banco, fut repoussée après plusieurs tentatives infructueuses, et se retira à quelque distance pour se reformer. Siméon s'obstina à rester seul avec quelques braves : à l'approche de l'ennemi, il contrefit le blessé. Enfin, serré de près par deux grenadiers hongrois, il tue l'un d'un coup de fusil, et plonge sa baïonnette dans le sein de l'autre en criant aux siens de seconder ses efforts. En même temps, sans attendre la demi-brigade, qui revenait à la charge, le brave sergent-major, animé par un courage intrépide, s'élance sur deux pièces de canon, se saisit d'un sous-officier de canonniers, qui avait la main sur la pièce, et le fait prisonnier. Dans ce moment, les troupes de la demi-brigade arrivent, l'attaque recommence, et le poste est enlevé. Siméon s'était déjà distingué par sa conduite courageuse lors de l'attaque du rocher dit le *Petit-Gibraltar*, le 19 septembre, où seul il fit, en deux fois, quinze prisonniers.

Enfin, dans la journée de Loano, le désintéressement fut joint à la valeur. Parmi plusieurs traits qui ne diffèrent entre eux que par quelques légères circonstances, nous citerons celui-ci. Un éclaireur de la 56e demi-brigade, ayant fait prisonnier le major du régiment d'Acqui, fut assailli par un officier du même régiment, qui se porta sur lui avec son sabre. L'éclaireur l'abat d'un coup de baïonnette, reprend son prisonnier et l'amène au camp sans toucher à ses bijoux et à une bourse de quarante pièces d'or, qui lui fut offerte. Son capitaine veut le récompenser en lui donnant une partie de cet or; mais l'éclaireur refuse, et retourne au combat donner de nouvelles preuves de sa bravoure.

Fin décemb. (frim.-niv.) Vendée. *Combat de Saint-Cyr; prise de Belleville; situation du parti royaliste dans les pays insurgés, à la fin de* 1795. — Le départ inattendu du comte d'Artois de l'Ile-Dieu, après y être resté près de deux mois, quoique suivi de moins de désastres que la sanglante expédition de Quiberon, devait peut-être devenir plus fatal encore au parti royaliste. La première catastrophe avait eu lieu sur un rivage où les partisans de la

royauté étaient beaucoup moins nombreux, et surtout moins capables de faire de grands efforts pour le rétablissement du trône. Quel qu'eût été le découragement que la destruction de l'armée de d'Hervilly et de Sombreuil répandit dans tous les pays où régnait encore un attachement sincère à la cause royale, les esprits s'étaient promptement ranimés à la première nouvelle que l'Angleterre préparait une seconde expédition. Elle avait eu lieu, cette expédition. L'armée de secours, guidée par un prince attendu avec toute l'ardeur de l'espérance, avait paru en vue de la terre de la fidélité. On pouvait croire que, la distance de l'Ile-Dieu aux rivages de la Vendée n'étant que de trois lieues, le débarquement s'opérerait enfin sur le sol qui le premier avait levé l'étendard de l'insurrection contre la Convention, et avait juré de venger le renversement de la monarchie. Des hommes sûrs, des hommes pénétrés du plus pur royalisme étaient là en armes, tout prêts à se porter sur le point que le prince daignerait désigner pour sa descente. Les bataillons de Charette devaient faire au frère du roi légitime un rempart de leurs corps, et, dans leur joie de posséder bientôt dans leurs rangs la seconde personne du royaume, ils se promettaient de le conduire en triomphe jusqu'à Paris. Quel beau moment pour les royalistes! Nous avons vu l'ivresse qu'il avait répandue dans tous les cœurs. Jamais occasion plus favorable ne s'était présentée de porter enfin un coup décisif en faveur de la royauté. L'enthousiasme aurait pu gagner de proche en proche; le peuple français, fatigué des luttes de son nouveau gouvernement avec tant de partis, se serait levé pour accueillir son prince et le placer sur le trône de ses pères. On pouvait hardiment présager les plus grands succès.

1795 — an IV. Vendée.

La politique anglaise avait tout à coup dissipé ces illusions. L'Ile-Dieu, naguère remplie des défenseurs du royalisme, n'était plus qu'un rocher désert comme auparavant. Il n'y avait plus d'espérance pour les Vendéens de voir un prince à leur tête. Le départ du comte d'Artois devenait l'arrêt de leur prochaine destruction. Tous le sentaient; le découragement allait hâter ce moment fatal.

Charette, accablé de noirs pressentiments, se laissa, dit-on,

1795 — an IV. Vendée.

emporter aux accès d'une sombre colère ; mais, bientôt revenu à des idées plus saines, et pour accomplir son serment de mourir en combattant, il assembla son conseil, afin de délibérer sur le parti qu'il y avait à prendre. Congédierait-on cette armée qui la veille se flattait encore de protéger le débarquement? Attaquerait-on les républicains, pour assouvir sur eux toute la rage du désespoir? Tels furent les deux points à discuter dans le conseil. Charette se déclara pour le dernier parti, et l'attaque fut résolue. Mais, contre son avis, on décida de se porter sur Saint-Cyr, bourg situé entre les Sables et Luçon. Ce projet d'attaque, dont Guérin, intime ami de Charette, était l'auteur, semblait d'autant plus contraire aux véritables intérêts de l'armée qu'il l'éloignait beaucoup du quartier général, et que Saint-Cyr n'était défendu que par 400 hommes, qui ne valaient pas la peine qu'on déployât contre eux la masse entière des Vendéens. Ce village, d'ailleurs, n'étant qu'à une très-faible distance de Luçon et des Sables, il était à craindre que les fortes garnisons de ces deux villes ne marchassent au secours du poste menacé. Enfin, pour arriver à Saint-Cyr il fallait traverser des marais dans lesquels l'artillerie pouvait à peine être traînée, ce qui fit décider qu'on n'en mènerait pas. Tous ces motifs étaient autant de causes qui annonçaient une mauvaise réussite ; mais Charette ne voulut point contrarier son ami Guérin ; on se mit en marche.

L'armée vendéenne traversa la plaine dans un ordre imposant, présage trompeur de la victoire, devant une bicoque qui devait, disait Guérin, être emportée au premier feu. Charette envoya un détachement au pont de la Claye, pour empêcher l'arrivée des secours de Luçon ; lui-même se plaça du côté opposé, sur la route des Sables ; et Guérin, secondé par Lemoelle, attaqua avec l'avant-garde. Tous les habitants, effrayés de l'arrivée des Vendéens, avaient pris la fuite, et la garnison s'était retranchée dans l'église, où elle avait pratiqué des meurtrières. Ces 400 républicains renfermés dans Saint-Cyr allaient donner l'exemple d'une valeur et d'une constance dignes des temps antiques, en sortant victorieux de la lutte inégale où ils se trouvaient engagés contre une armée de près de 10,000

combattants. Sommée de se rendre, la garnison répondit par une décharge si bien nourrie qu'elle renversa un grand nombre d'assaillants. Ceux-ci ripostèrent, et le feu le plus vif s'engagea de part et d'autre. 1795 — an IV. Vendée.

Furieux de voir que 400 hommes osent concevoir l'espérance de résister à leurs efforts, les Vendéens jurent de les brûler tous dans leur retranchement. Engagés par le commandant Guérin, les uns s'avancent avec des bottes de foin sur la tête et des tisons enflammés à la main, pour incendier les portes de l'église; d'autres mettent le feu aux maisons voisines dans l'espoir de propager l'incendie, et de venir ainsi à bout de leur projet. Inutiles efforts! les républicains continuaient leur feu meurtrier, et ne pouvaient pas être atteints par les tourbillons de flammes et de fumée dont on cherchait à les environner. Après deux heures d'attaque, les Vendéens, désespérant de vaincre des hommes qui bravaient également le fer et la flamme, furent obligés de se retirer avec une perte de plus de 300 des leurs et un grand nombre de blessés, sans qu'il manquât aux assiégés aucun homme. S'étant bientôt aperçus du mouvement rétrograde des Vendéens, les audacieux républicains ouvrent les portes de l'église, se mettent à la poursuite des vaincus, et les attaquent à leur tour avec la même valeur qu'ils avaient montrée dans la défense. L'arrière-garde vendéenne voulut inutilement résister; les républicains en firent un grand carnage. Guérin, qui déjà avait eu son chapeau percé de deux balles et deux chevaux tués sous lui, s'étant avancé pour dégager un de ses officiers blessé, fut frappé dans la poitrine de deux balles qui l'étendirent sans vie. Cet officier, qui périssait ainsi victime de son dévouement pour un de ses amis, était adoré dans l'armée vendéenne. Sa perte y répandit la consternation et le découragement, des cris lamentables se firent entendre, et, suivant l'expression d'un officier de Charette, « ceux qui accompagnèrent son corps représentaient plutôt des enfants qui venaient de perdre leur père qu'un rassemblement d'hommes accoutumés à mépriser la mort. »

Cependant les dangers des royalistes allaient encore augmenter. Dans ce moment d'alarme, le général Delaage, qui commandait à Luçon, tomba tout à coup, avec 900 hommes

1795 — an IV. Vendée. d'infanterie et 100 hommes de cavalerie, sur le détachement qui gardait le pont de la Claye : l'artillerie légère eut bientôt dispersé ce détachement, malgré les efforts de la cavalerie vendéenne pour soutenir la retraite. Les Vendéens se mirent à fuir, et leur retraite devint une déroute complète. Poursuivis ardemment par les républicains, ils firent une perte immense, et ne parvinrent qu'avec une grande peine à se rendre au quartier général de Belleville, où Charette eut le chagrin de se voir abandonner par une grande partie de ceux qui l'avaient accompagné jusque-là, et où il resta longtemps, ne sachant plus quel parti prendre et plongé dans le désespoir que lui causaient tous les maux qu'il entrevoyait.

En effet, depuis la victoire remportée à Quiberon, le général Hoche travaillait sans relâche au projet de mettre enfin un terme à la guerre qui désolait depuis si longtemps les contrées où il commandait. Doué d'un génie supérieur et d'une activité qui ne fut jamais surpassée, il était, par les grandes qualités de son esprit et de son cœur, plus à même que tout autre d'obtenir un résultat conforme à ses vifs désirs [1]. Aidé des conseils de son ami le général Chérin, son chef d'état-major, et dont les connaissances dans l'art d'administrer une armée lui devenaient chaque jour plus précieuses dans un pays où il fallait entretenir une multitude de détachements épars, il conçut un nouveau système de pacification, qui, rappelant celui des colonnes mobiles adopté en 1794 par le général Kléber, était en effet le seul qui pût procurer un succès certain. Par le désir de terminer promptement la seconde guerre de la Vendée, bien plus que par ambition, il désira avoir seul la direction de toutes les forces militaires employées par la république dans les pays royalistes, et il chargea le général Chérin de rédiger un mémoire adressé au Directoire exécutif, dans lequel son plan, ses moyens, ses vues seraient expliqués.

Ce mémoire, dont la rédaction fait honneur à Chérin, en faisait davantage encore au général Hoche, en ce qu'il portait

[1] Nous avons vu que déjà il avait contribué puissamment à ramener le gouvernement vers des idées plus modérées, et qu'on pouvait le regarder comme l'auteur de la première pacification de la Vendée.

l'empreinte de ses vertus, de sa bienveillance pour tout ce qui portait le nom de Français, et de son ardent amour pour sa patrie. A chaque page, il témoigne qu'il regarde les Vendéens comme des hommes égarés, et non comme des hommes coupables. La rigueur des mesures qu'il propose doit seule être employée contre les chefs, qui soufflent dans leurs cœurs le fanatisme de la rébellion. Les voies de douceur et de protection, voilà surtout les moyens dont Hoche veut faire usage pour amener à la soumission des Français que la persécution a seule irrités. Hoche était un franc et loyal républicain, il devait tenir ce langage. Mais quelle différence des actions de ce capitaine vertueux avec celles des hommes qui l'avaient précédé dans la Vendée! Ceux-là semblaient des bourreaux envoyés pour tout immoler; Hoche semblait un conciliateur bienfaisant, qui venait pour éteindre toutes les haines et réconcilier tous les cœurs. Le ciel, qui sourit aux projets des hommes de bien, devait donner à Hoche la satisfaction de voir ses efforts couronnés du succès; et nous verrons qu'en effet le héros ne quittera pas les champs de la Vendée sans leur avoir laissé la paix, noble ambition de son cœur généreux.

1795 — an IV
Vendée.

Dans ce mémoire, adressé au Directoire exécutif, Chérin, interprète des volontés et des désirs de son ami, proposait donc d'embrasser dans un seul système de pacification tous les départements compris dans l'arrondissement des trois armées des *Côtes de Cherbourg*, de *Brest* et de l'*Ouest*. Il demandait, entre autres mesures, la réunion de ces trois armées en une seule, qui serait appelée l'*Armée des côtes de l'Océan*, et confiée aux ordres du général Hoche. Les autres mesures indiquées étaient l'établissement du régime militaire dans ces contrées; la mise en état de siége des villes les plus exposées aux troubles; l'institution des commissions militaires permanentes, pour juger les rebelles pris les armes à la main, etc.; mais à côté de ces mesures sévères, indiquées pour répandre la terreur, on trouvait toutes celles qui en faisaient disparaître l'odieux, en montrant qu'on n'aurait recours aux premières qu'à la dernière extrémité. Ainsi, par exemple, Chérin demandait, pour le général Hoche, la faculté de composer avec les chefs des royalistes qui se décideraient à quitter leur parti,

1795 — an IV Vendée. et de leur donner des passeports pour l'etranger. Ce projet fut accueilli favorablement par le Directoire exécutif. Chérin, ayant fait part au général Hoche de ce premier succès auprès du gouvernement, en reçut cette réponse : « Votre plan devait être adopté ; la guerre civile sera donc enfin terminée ! Il faut revenir avec moi, vous êtes le chef de l'état-major de la grande armée. »

Dans l'impatience de se voir revêtu du pouvoir nécessaire pour mettre à exécution ses projets de conciliation, Hoche se rendit à Paris, apportant avec lui tous les développements du plan proposé. L'étude approfondie qu'il avait faite de tous les caractères de cette affreuse guerre de la Vendée le rendait capable de donner sur elle les renseignements les plus étendus et les plus précieux. Le but de tant d'efforts honorables fut atteint : le Directoire, sentant le besoin de réunir dans une seule main la dictature de la pacification, se détermina à prendre un arrêté qui donnait à Hoche toute la latitude du pouvoir qu'il pouvait désirer. Muni de ce titre important, Hoche repart, non moins glorieux que s'il venait de remporter une victoire, et va prendre le commandement des trois armées réunies définitivement sous le nom d'armée des côtes de l'Océan. Chérin devait rester momentanément près du ministre de la guerre pour soutenir à Paris les mesures que Hoche prendrait à l'armée. Le général Hédouville le remplaçait dans la place de chef de l'état-major de l'armée : l'esprit conciliant et les talents militaires de ce général le mettaient en état de seconder dignement les vues du général en chef, et nous verrons plus tard ce même Hédouville avoir aussi la gloire d'effectuer la troisème et dernière pacification de la Vendée.

Hoche arriva à son quartier général dans le moment qu'atterrés par le départ du comte d'Artois de l'Ile-Dieu les royalistes ne savaient plus quels moyens employer pour soutenir un parti qui tombait en ruine de tous côtés. Le prince, après son embarquement, leur avait fait dire qu'il ne retournait en Angleterre que pour solliciter des secours plus puissants, et revenir se mettre à leur tête aussitôt que la saison paraîtrait plus favorable. Mais les chefs eux-mêmes avaient perdu toute confiance dans le secours des Anglais : comment les soldats, les

simples Vendéens auraient-ils pu conserver cet espoir après avoir été témoins des derniers événements de l'Ile-Dieu ? Aussi, de toutes parts et dans toutes les armées royales, la désertion était effrayante. Menacés d'être entièrement abandonnés, les chefs sentaient s'affaiblir leur constance, et la plupart ne gardaient encore leurs armes que pour obtenir plus facilement la possibilité de traiter avec la république. De ce nombre était Stofflet, dont la coopération à cette seconde insurrection ne paraît pas avoir été bien franche, et tous les chefs de l'armée dite du centre, qui, trop faibles pour opposer une résistance suffisante aux mesures que les républicains prenaient pour les soumettre, n'aspiraient plus qu'au moment de se retirer de cette lice difficile. Depuis la catastrophe de Quiberon, les chouans, qui avaient fait alors un effort extraordinaire, s'étaient rejetés dans leurs bois, et avaient recommencé à faire la guerre de partisans. Parmi eux, deux hommes seulement, Lemercier et Georges Cadoudal, auquel sa fin tragique a donné plus de renommée que ses actions militaires, avaient paru chercher à favoriser utilement le débarquement projeté du comte d'Artois pendant le temps que ce prince était à l'Ile-Dieu. Ces deux chefs du Morbihan osèrent même se mesurer, dans plusieurs rencontres, avec les républicains [1]. Mais bientôt vaincus par les sol-

179; — an IV
Vendée.

[1] Dans l'une de ces expéditions, qui ont tant de rapport avec celles des guérillas en Espagne, et que nous ne mentionnerons pas, dans la crainte de devenir fastidieux en répétant sans cesse les mêmes scènes de dévastation, Georges Cadoudal était à la tête de trois mille chouans. Il apprend que le bourg d'Elven n'est défendu que par trois cents grenadiers républicains. Aussitôt, fort de son nombre, il prend la résolution de l'attaquer, et de s'en emparer. A l'approche des royalistes, les trois cents grenadiers s'enferment, les uns dans l'église du bourg, les autres dans une maison qui leur sert de corps-de-garde ou de quartier, résolus d'y périr tous plutôt que de se rendre. Georges alors donne l'ordre à son avant-garde de se porter contre ces deux postes, et de les emporter d'assaut. Après un combat meurtrier, l'église est forcée, et ceux des républicains qui ont pu échapper au carnage vont se joindre à leurs camarades enfermés dans le corps-de-garde. Cette poignée de braves fait de là un feu si vif que les royalistes, épouvantés, n'osent les attaquer. Irrité de cette irrésolution de la part de ses chouans, Cadoudal arrive sur les lieux, et, tout bouillant de colère, il pousse vers la caserne son avant-garde, et la force, à coups de sabre, de commencer l'attaque. A la vue du danger qui les menace, les républicains redoublent leur

1795 — an IV. Vendée.

dats de Hoche et obligés de se cacher pour ne pas tomber entre leurs mains, ils furent, ainsi que nous le verrons, dans la nécessité d'adhérer à la seconde pacification, pour sauver leurs jours sans cesse menacés.

Charette seul pouvait donc encore donner de l'inquiétude aux républicains. Aigri par le malheur et trop fier pour demander grâce une seconde fois à ceux qu'il regardait comme ses plus mortels ennemis, il songeait à tenir le serment qu'il avait fait à l'envoyé du comte d'Artois, le marquis de Rivière, et sa mort en effet devait signaler la fin de la seconde guerre de la Vendée. Mais Charette, aussi entreprenant qu'obstiné dans ses décisions, n'était point homme à attendre tranquillement le sort qu'il prévoyait. Si déjà chez lui l'ambition commençait à perdre de ses illusions, le désir de la vengeance le dévorait et occupait en entier son cœur. C'est en massacrant des républicains, en faisant à tous ceux qu'il soupçonnait être fauteurs des ideés révolutionnaires tout le mal qui était en son pouvoir qu'il résolut de marcher au terme de sa carrière.

Pour parvenir à ce but, et convaincu que la force ne convenait plus à son état précaire, il cessa de tenir la campagne, et reprit cette tactique qui lui avait si bien réussi dans ses premières

feu. Les royalistes, dont les rangs s'éclaircissent d'une manière effrayante, font un mouvement en arrière, et songent un moment à prendre la fuite.

Mais, animés par Georges, dont la fureur s'accroît à mesure que les républicains bravent ses efforts, ils retournent en avant, et recommencent l'attaque. Au milieu du tumulte, un officier émigré, nommé Dandlar, croyant faire feu sur un républicain, couche en joue Dubois-Berthellot, et casse le bras droit de cet officier, qui combattait à côté de Georges. Presque au même instant, le frère de ce même Dandlar, atteint d'une balle, tombe percé d'un coup mortel. Ces deux événements fâcheux augmentent l'irrésolution des royalistes. Le trouble et la confusion se mettent parmi eux. La voix de Georges lui-même est impuissante pour les rallier. Dans ce moment, les républicains, qui s'aperçoivent de l'état de fluctuation de leurs ennemis et qui craignent de se voir enfin forcés dans leur quartier, essayent si, par un trait d'audace, ils ne pourront point se soustraire à la mort qui les menace. Tout à coup les portes du quartier s'ouvrent : les grenadiers tombent avec furie sur les royalistes, qui commençaient à se remettre de leur trouble, les culbutent, se font jour à travers leurs rangs, et parviennent à s'échapper sans que les chouans, étonnés d'une si rare intrépidité, osent même se porter à leur poursuite.

campagnes, et qui consistait à harceler l'ennemi plutôt qu'à le combattre. Mais ce qui lui avait procuré alors de nombreux succès devait nécessairement échouer, depuis que les républicains, accoutumés eux-mêmes à ce genre de guerre, avaient proportionné leurs moyens de défense aux espèces de dangers dont ils étaient menacés. Les courses vagabondes de Charette au milieu des bois, des marais et des bruyères n'eurent donc pour lui et pour la cause qu'il servait, aucun résultat satisfaisant, et n'aboutirent qu'à renouveler et à accroître les massacres, les pillages, les vexations de tous genres. La Vendée, exposée une seconde fois à tous les ravages d'une guerre à mort, devait bientôt soupirer après l'instant heureux où la paix, incessamment promise et présentée par le général Hoche, viendrait enfin faire succéder un calme réparateur aux fureurs de l'esprit de parti.

1795 — an IV. Vendée.

En effet, depuis son arrivée sur le théâtre de la guerre civile, Hoche n'avait pas perdu de vue un seul instant qu'il était venu pour pacifier et non pour ravager. Terrible envers les hommes qui repoussaient, les armes à la main, ses propositions pacifiques, il était plein d'indulgence pour ceux qui montraient de la confiance dans ses promesses, et de la soumission aux lois et aux usages de la république. Dans toutes ses proclamations, il invitait les Français, divisés d'opinions, à la paix et à la concorde : « Ne fuyez plus, disait-il aux paysans insurgés; rétablissez vos chaumières ; priez Dieu et labourez vos champs. » Mais, en même temps que par les voies de douceur il préparait les esprits au grand changement qu'il voulait opérer, il suivait avec ardeur son projet de ne plus pardonner aux hommes qu'il regardait comme les auteurs et les instigateurs de la guerre civile. Plus il désirait voir arriver le moment où la république ne compterait plus d'ennemis dans la Vendée, et plus il portait de haine aux chefs royalistes qui continuaient à vouloir lui opposer de la résistance. Ses colonnes mobiles, continuellement en mouvement, parcouraient les campagnes, dissipaient les rassemblements, arrêtaient les insurgés, enlevaient les grains et les bestiaux, et ne laissaient plus de répit aux partisans de la guerre. Les grains et les bestiaux n'étaient rendus qu'à ceux

1795—an IV. Vendée.

qui venaient les réclamer, et qui prouvaient la sincérité de leur soumission, en apportant leurs armes et en indiquant les rassemblements.

Il est douloureux de le dire, tous les hommes que le général Hoche était obligé d'employer sous ses ordres n'imitaient pas également sa généreuse bienveillance, et cette justice sévère qui le rendait inexorable pour les républicains coupables d'indiscipline, autant qu'envers les Vendéens pris les armes à la main. Plusieurs de ceux qui avaient sous lui des commandements secondaires, et qui avaient servi dans la première guerre de la Vendée, perdaient difficilement l'habitude de voir dans tous les Vendéens des hommes dévoués à la vengeance de la république et à la mort. Aussi, malgré la surveillance du général en chef, les colonnes mobiles commirent encore de nombreux excès bien propres à retarder l'instant de la pacification générale. Le meurtre, le pillage, dont les royalistes réduits au désespoir donnaient, il est vrai, l'exemple, furent souvent employés par ces républicains fanatiques, et démontrèrent combien il est difficile de se tenir dans de justes bornes quand on est entraîné par l'esprit de parti. Hoche gémissait de ces terribles représailles que semblait autoriser la guerre civile; souvent il punissait, mais trop souvent aussi les crimes échappaient à son infatigable vigilance; et plus il avançait sur la route qu'il s'était tracée, plus il reconnaissait les obstacles sans nombre que rencontre l'homme de bien quand il veut sincèrement le bonheur de sa patrie.

Afin d'agir en même temps sur tous les points à la fois, le général républicain avait partagé son armée en plusieurs grandes divisions, dont il avait confié le commandement aux généraux qui, par leur conduite, pouvaient avoir mérité sa confiance. A ces généraux appartenait la direction particulière des colonnes mobiles destinées à agir hostilement sur le territoire insurgé. Ils avaient ordre de publier dans leurs arrondissements que l'intention du Directoire exécutif était de fournir à tous les rebelles les moyens de faire connaître leur repentir; que son désir le plus ardent était d'éteindre les torches de la discorde, trop longtemps allumées dans ces fatales contrées, et qu'enfin le général Hoche, déjà connu avanta-

geusement de tous les insurgés par ses vertus bienveillantes et son ardent amour du bien public, n'avait été envoyé dans les départements de l'Ouest que pour travailler à opérer une réconciliation entière et générale ; mais, d'après les mêmes instructions, les généraux divisionnaires devaient déployer les mesures les plus sévères contre les habitants encore armés, et surtout contre les émigrés qu'ils trouvaient à la tête des rassemblements. Pour ceux-là seulement, la république refusait d'entrer en aucune espèce d'accommodement; au lieu que les chefs royalistes qui n'avaient point quitté le sol de la patrie à l'époque de l'émigration, pouvaient se flatter d'obtenir un pardon que le gouvernement accorderait à leur soumission. Hoche avait habilement séparé la cause des royalistes émigrés d'avec celle des royalistes qui étaient restés en France. Il n'ignorait pas que les premiers étaient détestés des seconds, qui continuaient de voir avec jalousie les nobles, réfugiés depuis peu dans la Vendée, obtenir, à la faveur de leurs titres, les honneurs et les distinctions qu'on leur refusait; et le général espérait qu'en paraissant lui-même adopter en cela leur préjugé, il les engagerait plus facilement à recevoir ses propositions pour la paix.

Hoche avait disposé ses lignes de manière qu'il tenait comme cerné tout le pays royaliste. Du grand cercle commun à toute l'armée, partaient sans cesse les détachements chargés d'en parcourir l'étendue. La première des divisions républicaines, et la plus importante parce qu'elle avait à agir contre Charette, le seul homme qui inspirât encore quelque inquiétude, était sous le commandement du général Canuel. Il était chargé de garder les côtes, depuis Bourgneuf jusqu'au delà de Saint-Gilles-sur-Vic, et devait resserrer de ce côté le général vendéen, tandis que d'autres divisions le pousseraient en avant. La division du centre, aux ordres du général Bonneau, occupait, vers le nord, Breilherbeau, Palluau, Legé, le Luc, Montaigu et Tiffauges. Elle était spécialement chargée d'observer l'armée royaliste commandée par Sapineau, et le territoire affecté à Stofflet, dont, jusqu'alors, l'attitude et les intentions paraissaient peu inquiétantes. Des détachements de cette division, répandus à l'est vers Saint-Fulgent, Saint-

1795 an IV. Vendée. Vincent et le pont Charon, communiquaient avec la division du général Delaage, qui campait sur la rive gauche du Lay.

Les opérations des lieutenants de Hoche furent si rapides, qu'en peu de jours le territoire royaliste fut envahi presque en entier, et que des garnisons furent placées dans toutes les villes dont on suspectait la fidélité à la cause républicaine. L'armée de Sapineau, forcée dans toutes ses positions, fut obligée de se séparer pour éviter une entière dissolution. Cette dispersion des royalistes de l'armée dite *du Centre* mettait à découvert le territoire occupé par Charette; les républicains en profitèrent : les généraux Canuel et Bonneau se jetèrent dans la basse Vendée. Beaurepaire et les Herbiers, deux postes où Charette avait accumulé ses principaux moyens de défense, furent surpris, malgré la résistance des royalistes commis à leur garde. Le général vendéen comptait vainement sur une diversion de la part des chouans de la Bretagne. Menacés eux-mêmes par les troupes républicaines, et poursuivis sans relâche, ils se voyaient, au lieu d'attaquer, dans la nécessité de défendre leurs propres foyers. En quelques jours, Charette, réduit à ses propres forces, prodigieusement diminuées par la désertion, se trouva resserré dans un cercle étroit de quelques lieues, entre la Roche-sur-Yon, Bournezeau et le Vouhis. Heureusement pour lui, ce pays était couvert de bois, de broussailles, de bruyères, coupé de fossés, de ravins, qui en rendaient l'accès presque impossible dans une saison où les communications sont généralement impraticables. Canuel et Bonneau furent obligés d'arrêter leurs colonnes victorieuses. Charette put respirer, et se réfugia dans la forêt d'Aizenay, comme dans une forteresse, où il tenta encore de braver les efforts de ses ennemis.

Pendant que Charette luttait ainsi presque seul contre toutes les forces républicaines, son rival Stofflet, qui, dans la première guerre de la Vendée, avait donné tant de preuves de son dévouement à la cause royale, et montré des talents qui lui avaient mérité le titre de major-général de la grande armée royaliste, s'abandonnait à toutes les fureurs et à tous les égarements de la jalousie. Nous avons dit que la haine naturelle qu'il portait à Charette s'était encore accrue par les honneurs

que celui-ci avait reçus du comte d'Artois : elle fut à son comble lorsque, quelque temps après le départ du prince, Charette fut encore honoré du titre de généralissime de toutes les armées royales dans les pays insurgés. Stofflet, qui, jusqu'alors, avait du moins promis de reprendre les armes, et avait même paru agir en conséquence, jura, dès ce moment, de nuire à Charette par tous les moyens qui seraient en lui, et refusa constamment de secourir ses frères d'armes menacés de toutes parts. Peu touché des dangers qu'ils couraient, il était tranquille sur son territoire, qu'il appelait insolemment *son royaume*, et s'occupait à négocier avec les républicains, au lieu de les combattre. Il était aidé et soutenu dans cette résolution par son ami et son conseil l'abbé Bernier, qui lui-même partageait tous ses sentiments de haine contre Charette. Ces deux hommes, réunis par les mêmes passions, osaient se flatter qu'en temporisant ils causeraient la ruine de l'homme qu'ils détestaient, et qu'après lui il leur serait facile de saisir l'autorité qu'ils ambitionnaient. Ce projet déloyal, et qui fut si funeste au parti vendéen, prouve d'ailleurs que Stofflet et Bernier étaient loin de penser à se soumettre à la république. En négociant avec ses agents, ils ne voulaient que gagner du temps : égarés ainsi par une haine déplacée, ils s'y prirent d'ailleurs si adroitement, qu'ils parvinrent à en imposer au général Hoche lui-même. Dans une conférence qui eut lieu le 12 décembre, dans la commune du May, aux environs de Chollet, entre ce général et Stofflet, accompagné de l'abbé Bernier, ces deux derniers montrèrent au premier des dispositions si pacifiques, que le général républicain crut pouvoir écrire au ministre de la guerre que Stofflet désirait sincèrement la paix, et qu'en lui promettant de l'emploi et des honneurs on l'amènerait facilement à déposer les armes.

1795 — an IV.
Vendée.

Cette duplicité de Stofflet était d'autant plus coupable que, dans le même temps et par des promesses toutes contraires, il trompait également les agents du comte d'Artois. Un nouveau plan d'expédition venait d'être adopté par le conseil du prince et par le cabinet britannique : l'Angleterre devait fournir les frais d'un troisième armement; Stofflet et Charette devaient passer la Loire avec chacun 6,000 hommes qui se réuniraient à Condé-

1795 — an IV. Vendée. sur-Noireau à un pareil nombre de l'armée du vicomte de Scépeaux. Ces 18,000 hommes devaient faire ensuite leur jonction avec les chouans de Puisaye dans les environs de Rennes, pour se porter au lieu indiqué par le gouvernement britannique. Les promesses les plus séduisantes, les plus propres à agir fortement sur l'esprit des vrais royalistes, étaient prodiguées par le comte d'Artois : « Non-seulement, disait le prince, le résultat de cette opération sera de me voir à la tête des armées royales et catholiques ; mais je suis chargé de leur annoncer la présence prochaine de leur souverain, et je n'aurai que l'honneur d'être son prédécesseur. » Deux ans plus tôt, cette annonce aurait fait autant de héros de tous les Vendéens, enchantés de l'espoir de voir le roi de France confier à leurs bras sa fortune. Dans ce moment, elle pouvait à peine émouvoir leur apathique insensibilité. Stofflet, auquel les envoyés du prince, d'Autichamp et de Bourmont, apportaient un cadeau de quarante-huit mille francs, et la promesse de lui donner, ainsi qu'à Charette, le brevet de lieutenant général et le cordon rouge, à condition qu'il reprendrait sur-le-champ les armes, répondit en protestant de son zèle et de son obéissance aux ordres du prince ; mais, résolu à ne rien faire tant que Charette serait son supérieur, il ne fit aucun mouvement, et sa non-intervention empêcha que la troisième expédition, projetée par l'Angleterre, pût avoir lieu. Nous verrons, dans l'année qui va suivre, comment Stofflet se décida enfin à reprendre les armes quand il ne pouvait plus se flatter d'obtenir aucun succès.

Charette, voyant qu'il n'y avait plus d'espoir de tenter le passage de la Loire, suivant les dernières vues du comte d'Artois, et sachant que les colonnes républicaines, en se retirant, avaient laissé plus de liberté à ses mouvements, se hasarda à sortir de la forêt d'Aizenay, pour retourner à son quartier général de Belleville, où il comptait pouvoir faire quelques recrutements ; mais le général Hoche ne le perdait point de vue, et Charette était à peine à Belleville, qu'il se vit attaqué par trois colonnes républicaines, commandées par les généraux Gratien, Bonneau et Canuel[1]. Charette n'avait guère que 11 à 1,200

[1] Depuis lieutenant général.

hommes. La partie n'étant pas égale, il ordonna sur-le-champ la retraite, après avoir fait enterrer les deux seules pièces de canon qui lui restaient, et se réfugia de nouveau dans l'inaccessible forêt d'Aizenay. 1795—an IV. Ven

Ce dernier échec acheva de jeter dans le désespoir le faible nombre de royalistes que Charette conservait encore sous ses drapeaux. Le besoin de la paix se fit sentir plus que jamais dans sa petite armée, et plusieurs officiers, parmi lesquels étaient l'Épinay, Badereau, La Roberie et Le Monnier, s'assemblèrent à la Roche-Servières, et dressèrent un mémoire, dans lequel, entre autres motifs pour demander la paix, ils disaient qu'il était impossible de continuer la guerre, parce que les soldats ne voulaient plus se rendre aux lieux de rassemblement indiqués par les chefs de division, et qu'on manquait de subsistances. Ce mémoire, qui fut signé par les chefs de division Savin, d'Argens, Cailleau et Rezeau, fut apporté par le jeune La Roberie, commandant de la cavalerie vendéenne, à Charette, qui, après en avoir entendu la lecture, dit avec colère au commissaire général Rezeau, qui l'avait faite : « Est-ce tout? — Oui, général, répondit le commissaire. — Eh bien? reprit-il, jetez au feu tout ce fatras. » Puis, s'adressant aux officiers présents au conseil : « Se peut-il, messieurs, leur dit-il, que des militaires qui ont soutenu jusqu'ici une guerre honorable pour le rétablissement de la religion et du trône me fassent une proposition aussi lâche que déshonorante? Et vous surtout, La Roberie, qui vous êtes couvert de gloire en tant de combats, perdrez-vous en un instant le prix de votre courage et de vos exploits? — Général, répond La Roberie profondément affecté de cette apostrophe, si je vous ai fait cette proposition conjointement avec beaucoup d'officiers de l'armée, c'est que j'ai cru, comme eux, qu'il n'y avait ni lâcheté ni déshonneur à la faire. Au surplus je vous prouverai, à la première occasion, que je n'ai pas changé. » Cette occasion ne tarda pas à se rencontrer.

En effet, Charette, témoin du découragement des siens, avait résolu de chercher à ramener leur confiance par quelque action d'éclat ; il apprend bientôt qu'un détachement républicain de 500 hommes seulement est campé à Mormaison pour défendre le passage de la Boulogne; il rassemble ses soldats et marche

1795 — an IV. Vendée. sur ce point. Le jeune et vaillant La Roberie se faisait remarquer en tête des Vendéens. Frappé d'une sorte d'égarement où se peignaient à la fois la fureur et la joie, il allait et venait à grands pas, agitant son sabre, et s'écriant : « Voici mon dernier jour ! » A peine a-t-il traversé la rivière, qu'il fond sur les républicains, se précipite dans leurs rangs, frappe en désespéré, renverse tout ce qui se présente devant lui, et bientôt accablé par le nombre, il tombe percé de coups mortels; mais son exemple avait rendu aux Vendéens leur ancienne ardeur. Le détachement républicain, attaqué vivement à la baïonnette, eut à peine le temps de se défendre. Il fut en un moment culbuté, mis en fuite, et obligé de se retirer avec une perte considérable.

Ce succès inattendu fut promptement suivi d'un second obtenu contre un autre détachement envoyé pour remplacer le premier. Attaqué avec autant de furie, il fut dissipé de la même manière. Mais ces avantages momentanés ne rendaient pas meilleure la situation des royalistes. De nouveaux ennemis succédaient chaque jour à ceux qui n'étaient plus, et Charette, au contraire, voyait continuellement diminuer le nombre de ses soldats, sans pouvoir réparer leur perte. Il n'y avait presque pas d'action qui ne lui enlevât quelque chef. La mort de Pajot, commandant de la division des Marais, suivit de près celle de La Roberie; il fut tué au Grand-Luc, dans une rencontre avec les républicains, au moment où l'armée se rendait au château de Gonthier, pour y chercher des subsistances. Pajot, né paysan, avait été valet d'écurie ; mais il était l'un des plus braves dans une troupe qui comptait peu de lâches. Charette regretta cet officier ; il dit à ceux qui lui apprirent sa mort : « Vous m'avez laissé tuer un brave ! » Pajot fut remplacé par Thouzeau de la Garnache, aide de camp de Charette, et La Roberie, par Beaumel.

Cependant la dernière action militaire qui ait eu lieu à la fin de 1795 fut encore une victoire pour les Vendéens. Une colonne républicaine était campée aux Quatre-Chemins ; Charette, réuni au divisionnaire Caillau, l'attaque à l'entrée de la nuit, pénètre dans son camp, y fait un affreux carnage et la met en fuite. Les vaincus se réfugièrent au camp de Loie et furent également forcés. De 2,000 républicains, 600 restèrent sur la place, sans

compter un grand nombre de blessés qui se battirent courageusement dans leur retraite. Cette dernière victoire avait coûté également cher aux royalistes. La Longerie, neveu du célèbre et malheureux Laroche-Jacquelein, reçut dans la bouche une balle qui lui sortit par l'oreille; Beaumel l'aîné en reçut deux dans la poitrine. D'autres bons officiers furent tués ou mis hors de combat. 1795—an IV. Vendée.

C'est après cette dernière affaire que les officiers de Charette se déterminèrent à parler une seconde fois de la nécessité de faire la paix. Le chef de division Coëtus lui proposa d'en conférer avec le général Gratien. La situation de Charette était devenue si déplorable, qu'il consentit enfin à cette entrevue, mais toutefois en se réservant de ne ratifier que suivant les circonstances, ce qui serait arrêté. La conférence eut lieu, et le général Gratien, satisfait de voir que Charette devenait plus traitable, promit à Coëtus qu'il allait promptement faire part de sa proposition au général Hoche, et lui promit qu'en attendant sa réponse il ne ferait aucun acte d'hostilité contre lui. Coëtus se retira en conséquence au château d'Épinay, en ayant soin d'écrire au commandant républicain de Challans ce qui s'était passé entre lui et le général Gratien. Mais ce commandant, encore imbu de ces principes féroces de la politique révolutionnaire, qui faisait regarder l'assassinat d'un Vendéen comme un service rendu à la république, ne fut pas plus tôt instruit du lieu où Coëtus s'était retiré, que, prétextant n'avoir pas été instruit par le général Gratien, il fit investir le château d'Épinay, s'empara de l'infortuné Coëtus, et le fit fusiller comme ayant été pris les armes à la main. Cette action atroce eut les suites les plus funestes : elle exaspéra Charette, qui ne voulut plus entendre à aucune proposition, et prit la résolution de combattre jusqu'à la mort.

Suite des opérations des deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle; évacuation de Mannheim; combat sur la Pfrim, dans le Hundsrück, etc.; armistice conclu entre les deux puissances belligérantes[1]. — Le même jour que les lignes de Mayence avaient été forcées d'une manière si fatale à 21 décembr. (29 frim.) Allemagne.

[1] *Voyez* la carte du cours du Rhin, tome II, page 171.

1795 – an IV. Allemagne.

la gloire de Pichegru et aux succès des armées françaises, tous les points de la ligne depuis Coblentz jusqu'à Mannheim avaient été attaqués par les Autrichiens. Clairfait et Wurmser s'étaient concertés, et ils se servirent de ce système de tactique dont les généraux républicains leur avaient donné l'exemple dans les campagnes précédentes. Ainsi, le 29 octobre, une île du Rhin, située à une lieue au-dessous de Coblentz, fortifiée par les Français, fut attaquée et prise par les troupes électorales de Trèves et par un corps autrichien : ce même jour encore Wurmser essaya de forcer l'évacuation de Mannheim. Les troupes françaises firent cette fois bonne contenance; mais bientôt l'ensemble des opérations nécessita cette retraite. Déjà Wurmser s'était avancé sur les deux rives du Necker jusqu'auprès de Mannheim, avec les principales forces de son armée. Une grande redoute que les Français avaient élevée sur la rive droite, et qui couvrait le pont du Necker, fut attaquée et enlevée; les Autrichiens pénétrèrent jusqu'à ce pont. Arrêtés là par le feu de la place, ils furent contraints de rétrograder; mais ils restèrent maîtres des hauteurs et des retranchements, dont ils tournèrent aussitôt les batteries sur la place. Mannheim se trouvait ainsi cerné sur la rive droite et menacé d'un bombardement.

Il était désormais imprudent aux Français de rester sur la rive droite du Rhin, et pour le moins inutile de songer à défendre une place qui offrait peu de moyens de résistance du côté de l'Allemagne. C'était le devoir de Pichegru, comme général et comme Français, de faire sortir de Mannheim les 10,000 hommes qui s'y étaient renfermés à la première approche de Wurmser; mais alors Pichegru ne semblait travailler qu'à diminuer le nombre des défenseurs de la patrie. Sorti de la place avec 1,000 hommes seulement, il alla joindre et rassembler les débris de son armée vaincue à Mayence, « et, dit Lacretelle, commit de sang-froid le crime horrible de laisser dans Mannheim un corps de 9,000 Français destinés à être massacrés. » En effet, les Français investis dans une ville mal fortifiée, par toute une armée victorieuse, jurèrent cependant de ne la rendre qu'à la dernière extrémité; et les Autrichiens, qui espéraient qu'en se montrant ils feraient capituler ce corps d'armée, furent obligés de bombarder la ville pour les soumettre.

On va voir bientôt quel fut le résultat de la résolution énergique de ces vieux soldats de l'ancienne armée du Nord. Pendant qu'ils se préparaient ainsi à se couvrir d'une nouvelle gloire par une héroïque défense, Pichegru, sorti le 8 novembre de Mannheim, avait rassemblé son armée derrière la ligne de la Pfrim, ayant sa droite appuyée au Rhin, et sa gauche au Mont-Tonnerre. 1795—an IV. Allemagne.

Cependant Jourdan allait donner une noble marque de son patriotisme et de la générosité de son caractère. Pichegru n'avait pas même eu le soin de lui faire connaître l'évacuation des lignes de Mayence : le hasard seul le lui apprit. Oubliant tout ressentiment et les justes motifs de plainte que lui a donnés Pichegru, oubliant combien sa propre situation est encore précaire, Jourdan ne voit que les dangers de la patrie et ceux de l'armée. Les effets suivent bientôt ce généreux mouvement. Le général Marceau reçoit de lui sur-le-champ l'ordre positif de se porter sans délai sur le Hundsrück avec 15,000 hommes, afin de faire une diversion puissante en faveur de l'armée du Rhin. Honneur au héros français, qui sut, dans cette circonstance, séparer l'armée de son général, et éloigner de son cœur le sentiment de la vengeance, si naturel au commun des hommes!

Marceau, qu'animait un égal patriotisme, s'empressa d'obéir aux ordres de Jourdan. Le 10 novembre, il attaqua les gorges de Stromberg, occupées par plusieurs détachements de l'armée de Clairfait. Déposter les Autrichiens de cette position était une chose d'autant plus difficile, que, munis d'une nombreuse et formidable artillerie, ils étaient encore défendus par les escarpements et les hauteurs des gorges; mais le général français avait animé ses soldats d'une telle ardeur, que les Autrichiens sentirent bientôt la nécessité de leur céder. Attaqués vigoureusement à la baïonnette par des hommes qui semblaient braver impunément l'atteinte des boulets et de la mitraille, les bataillons campés dans les gorges de Stromberg prirent la fuite après une heure d'un combat meurtrier, et laissèrent aux vainqueurs le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Le général français, parvenu sur les bords de la Nahe, s'applaudissait de son succès, lorsque, le lendemain, il fut lui-même attaqué par les Autrichiens. C'étaient les mêmes hommes

1795 — an IV. Allemagne. que la veille : il ne fut pas difficile de les repousser. L'ennemi s'enfuit jusque par delà Creutznach, avec une perte de plus de 400 hommes tués ; 200 chevaux et quelques centaines de prisonniers, dont sept officiers faisaient partie, et la possession de Creutznach étaient les fruits de ce nouvel avantage. Mais le soir, l'ennemi reçut un renfort de dix-huit bataillons et de trente escadrons ; ce qui portait son nombre à peu près au double de celui des troupes de Marceau. Ce général vit alors qu'il lui était impossible de résister ; et plutôt que d'exposer ses troupes au danger d'un combat trop inégal, il reprit sa première position, dans les gorges du Sohn-Wald.

Le but de cette diversion n'en était pas moins rempli. Clairfait, résolu d'attaquer Pichegru, ne put pas le faire avec des forces si peu considérables. Cependant, ayant reçu un nouveau secours d'hommes et de chevaux que lui amenait le général Latour de l'armée de Wurmser, il s'était porté sur la Pfrim, dans le dessein de forcer Pichegru de continuer sa retraite. Le général Wartensleben, avec l'aile droite, marcha d'Alsey sur Kirchheim, emporta ce poste, et pénétra jusqu'à Masbach, tandis que le général Nauendorf poussait les Français jusqu'à Göllheim. Le général Kray, avec l'avant-garde, contenait le centre et la droite des Français, pour favoriser ces attaques jusqu'au moment où il serait temps d'engager le gros de l'armée conduit par Clairfait en personne. La première ligne se forma enfin près de Nieder-Flörsheim ; et sous la protection d'une artillerie de beaucoup supérieure à celle des Français, elle emporta Pfeddersheim, et tout le centre des positions. Alors Pichegru qui se voyait mené rudement par ceux que naguère il avait tant ménagés, sentit qu'une autre retraite devenait nécessaire, et se retira pendant la nuit sur l'Elsbach, d'où il prit ensuite la ligne du canal de Frankenthal.

Cette affaire coûta beaucoup de monde aux deux partis ; cependant elle eût pu devenir bien plus fatale à l'armée française, si Clairfait, profitant de sa supériorité, avait contenu le centre et la droite des Français, par des démonstrations et des canonnades, au lieu de les attaquer franchement ; et qu'en réunissant les deux tiers de ses forces vers Göllheim, il eût accablé l'aile gauche ennemie, gagné les positions dominantes des

Vosges, et prévenu la droite de l'armée française par Dürkheim et Grünstadt sur Lambsheim. Il est probable que l'aile gauche étant repoussée sur Landau, et la droite isolée sur le Rhin, sans artillerie, au milieu de forces disproportionnées, la défaite de l'armée de Rhin-et-Moselle eût été totale.

1795 — an IV. Allemagne.

Quoi qu'il en soit, c'est alors que Clairfait, ne craignant plus les tentatives d'une armée continuellement battue, résolut de pousser avec vigueur le bombardement de Mannheim, en continuant ses attaques contre le général Pichegru, dont les troupes étaient, comme nous l'avons dit, au canal de Frankenthal, la droite appuyée au Rhin, la gauche à Dürkheim, le front couvert par le bois de Friesenheim, et par les rives marécageuses du canal et des ruisseaux de Flosbach et de Fuchsbach. D'après le détail de ces positions, on voit que le général Pichegru, n'espérant plus être ménagé par les Autrichiens, prenait, le plus qu'il pouvait, des précautions pour se mettre à l'abri des revers qui auraient pu rendre sa conduite suspecte aux yeux du parti républicain en France.

A mesure que l'armée du général Pichegru perdait ainsi du terrain, l'audace des Autrichiens augmentait avec leur enthousiasme. On sait que, dans les chances de la guerre, la résolution et le découragement sont toujours en proportion avec les avantages et les revers. Les troupes germaniques, enorgueillies par les succès, se flattaient du louable espoir d'être les libérateurs de l'empire ; elles étaient animées de cette même ardeur qui avait rendu les Français invincibles en 1793 et 1794, alors qu'eux-mêmes avaient à défendre leur territoire et chassaient loin du sol de la patrie les bataillons étrangers qui l'avaient envahi. Le général Clairfait sut habilement mettre à profit sa supériorité du moment. En s'acharnant à la poursuite de Pichegru, il isolait son armée de celle de Sambre-et-Meuse, reportait le fléau de la guerre sur le territoire français et privait l'armée du Rhin de sa principale force, sa confiance, en lui prouvant qu'elle n'était point invincible. Le 13 novembre, il donna ordre au général Kray de se porter en avant, et d'inquiéter la gauche des Français vers Dürkheim, afin d'attirer leur attention sur ce point; et le général Nauendorf fut chargé en même temps de courir dans les montagnes jusque vers Tripp-

1795—an IV. Allemagne. stadt. Clairfait lui-même se porta vers le centre et la gauche des Français, vers Lambsheim et Frankental, à l'effet d'y diriger ses principales attaques.

Le 14 novembre au matin, le centre des Autrichiens marcha contre Lambsheim ; la division du général Baillet emporta ce poste retranché, pendant qu'une plus forte colonne, que commandait le général Clairfait en personne, tournait la ville en jetant des ponts sur le Fuchsbach. Le général Latour, qui commandait l'aile gauche, forma à lui seul trois attaques : la première à l'extrême gauche, aux ordres du général Ott, marcha sur Dickeim et Friesenheim ; la seconde, conduite par le général Latour lui-même, se porta, par la chaussée, directement sur Oggersheim et Studernheim ; la troisième, plus à droite, aux ordres du général Lilien, attaqua Epstein de concert avec une brigade du centre du général Clairfait. Ces attaques, exécutées par des forces supérieures, réussirent assez bien ; le général Ott poussa même un parti jusqu'à la tête du pont de Mannheim ; il était évacué, et les Autrichiens s'en emparèrent.

Cette nouvelle affaire compromettait encore l'armée de Rhin-et-Moselle. Pichegru traversa alors le canal de Frankenthal, marcha toute la nuit vers Mutterstadt, et étendit ses lignes sur le Speyerbach ; mais le corps de Nauendorf s'étant porté sur Kaiserslautern, le 16 novembre, cette ligne se trouva menacée sur sa gauche ; et Pichegru, chassé de position en position, s'arrêta définitivement sur la Queich, ayant sa gauche appuyée à Landau. Les Autrichiens gardèrent la ligne du Speyerbach. Ainsi les deux puissances belligérantes se trouvaient encore une fois en présence sur ce même théâtre où si souvent elles s'étaient disputé la victoire pendant les deux années précédentes.

En s'enfonçant de cette manière en Alsace, le général Pichegru avait entièrement perdu ses communications avec Mannheim. C'est alors surtout qu'il dut se repentir d'avoir laissé inutilement dans cette place 9,000 hommes de son armée, qui lui auraient été d'un si grand secours dans ses retraites multipliées. Les Autrichiens avaient poussé vigoureusement le siége et le bombardement de cette malheureuse ville : ils étaient

furieux de voir que le général Montaigu, qui commandait la 1795 — an IV.
garnison française, refusait opiniâtrement toute proposition de Allemagne.
capitulation. Ils lancèrent sur les maisons un si grand nombre de projectiles enflammés, que des quartiers entiers devinrent la proie de l'incendie allumé de toutes parts. Enfin le général Montaigu, n'espérant plus être secouru, n'ayant plus de munitions, et se voyant totalement isolé de l'armée de Rhin-et-Moselle, fut obligé de subir la loi de la nécessité, et se rendit prisonnier avec ses braves compagnons d'armes; mais plus de la moitié étaient morts avec le désespoir de n'avoir pu rendre leur bravoure utile à leur patrie.

Tandis que Pichegru se retirait en toute hâte dans l'Alsace, Jourdan, comme nous l'avons vu, s'était vainement efforcé d'attirer sur lui une partie de l'armée victorieuse pour dégager celle de son rival. Clairfait s'était contenté de faire contenir le corps d'armée du général Marceau, et s'était porté à la poursuite de Pichegru, certain qu'après la dispersion des Français sur ce point il lui serait bien plus facile de tenir tête à Jourdan et de le forcer à rétrograder. Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse s'était promptement aperçu de l'intention du général autrichien, et s'était hâté de faire tous ses préparatifs de défense dans le Hundsrück, où il avait dessein d'établir sa défensive. Après avoir fait jeter des ponts sur la Moselle à Mühlheim et à Trarbach, afin qu'au besoin l'armée pût se retirer sur la rive gauche de cette rivière, il fixa son quartier général à Simmern, le 14 novembre; mais les troupes arrivèrent lentement dans le Hundsrück, parce qu'à défaut de magasins et de moyens de transport, on était obligé de les faire voyager par bataillon et de les faire nourrir par les habitants. Les chemins de communication entre Coblentz étaient, pour surcroît d'obstacles, impraticables à l'artillerie : il fallait la faire passer par Wittlich et Trarbach; ce ne fut que vers le 20 novembre que l'armée de Sambre-et-Meuse put enfin se trouver réunie. Jourdan la répartit ainsi qu'il suit :

Neuf bataillons et sept escadrons, que le général en chef de l'armée du Nord, Moreau, avait reçu l'ordre d'envoyer à Jourdan, réunis à trois bataillons et à deux régiments de chasseurs de l'armée de Sambre-et-Meuse, furent chargés de la

1795— an IV. Allemagne.

garde de Dusseldorf, de celle du camp retranché, et de contenir les habitants du duché de Berg ; quatre bataillons et deux escadrons de chasseurs étaient en garnison à Cologne; cinq bataillons et deux escadrons gardaient le Rhin depuis Cologne jusqu'à Andernach. Ces diverses troupes, qui formaient un corps de vingt et un bataillons et de quatre régiments de troupes à cheval, étaient sous les ordres du général Hatry, particulièrement chargé de la défense de Dusseldorf.

Un second corps de vingt-cinq bataillons et de quatre régiments de cavalerie, sous les ordres du général Kléber, était campé entre Coblentz et Andernach.

Soixante bataillons et douze régiments de cavalerie, présentant un effectif de 35,000 hommes [1], étaient réunis, sous les ordres du général en chef Jourdan, dans le Hundsrück.

L'armée de Sambre-et-Meuse prenait ces nouvelles positions dans le moment où Pichegru, forcé de fuir, s'arrêtait enfin sur la Speyerbach, et que les Autrichiens pressaient vigoureusement le bombardement de Mannheim; cependant le Directoire exécutif, sans calculer que l'armée de Rhin-et-Moselle, rejetée derrière la Queich, ne pouvait plus former aucune entreprise contre l'armée autrichienne; sans calculer que Jourdan, étant obligé de laisser une partie de ses forces vers Dusseldorf et vers Coblentz, ne pouvait tout au plus disposer que de la moitié de l'armée de Sambre-et-Meuse; le Directoire exécutif, disons-nous, voulait que ce général marchât au secours de Mannheim, et qu'il allât ainsi attaquer toutes les forces autrichiennes réunies sur la rive gauche du Rhin, entre Mannheim et Mayence. Personne n'était plus à même que le général Jourdan de reconnaître l'impossibilité de suivre un projet aussi mal conçu, sans compromettre essentiellement le salut de l'armée confiée

[1] Il paraîtra peut-être étonnant qu'une armée qui, deux mois auparavant, se montait à plus de soixante mille hommes, qui n'avait point essuyé de déroute meurtrière, eût éprouvé en si peu de temps une si forte réduction. Mais la désertion, à cette époque désastreuse, était portée à son comble. Elle provenait de l'épouvantable misère dans laquelle l'armée entière était plongée depuis le premier passage du Rhin, et surtout de ce que les soldats étaient excités à abandonner leurs drapeaux par leurs parents, qui leur mandaient que les déserteurs n'étaient plus recherchés dans l'intérieur, et qu'ils pouvaient sans crainte regagner leurs foyers.

à son commandement : aussi était-il bien résolu de ne faire aucune tentative sérieuse pour l'exécution de ce plan ; mais, afin de ne point s'attirer le courroux du nouveau gouvernement, et éviter en même temps toute responsabilité, il eut l'air de se porter en avant, et fit même quelques mouvements peu importants sur la Nahe. Heureusement pour lui, pendant qu'il temporisait de cette manière, la garnison de Mannheim capitula, et dès lors le général Jourdan se trouva délivré de la nécessité de marcher au secours de cette place. 1795 an IV. Allemagne.

Alors il prit la résolution de porter entièrement son armée sur la Nahe. Il se mit en marche le 30 novembre, força d'abord tous les postes que les Autrichiens avaient dans le Sohn-Wald, et rencontra une forte division à Stromberg. Après un combat où les deux partis disputèrent longtemps la victoire sans résultat positif, les Autrichiens, pressés vivement par les Français, quittèrent enfin le champ de bataille, ayant perdu environ 200 hommes tués ou blessés et 150 prisonniers ; mais, malgré cet avantage, l'armée, à cause des mauvais chemins et de la neige qui couvrait tout le pays, ne put arriver que le lendemain, 1er décembre, sur la Nahe.

Le général Bernadotte fit alors attaquer Creutznach, que défendaient les généraux autrichiens Kray et Nauendorf. Creutznach, pris et repris plusieurs fois par les deux partis, resta enfin au pouvoir des Français, qui l'avaient enlevé à la baïonnette. L'ennemi perdit, dans cette affaire, 2 ou 300 hommes, et laissa 500 prisonniers au pouvoir des Français.

Cependant le général Jourdan devait bientôt se repentir de son trop de condescendance aux ordres du Directoire exécutif. Dans le temps qu'il lui était enjoint de marcher au secours de Mannheim, il avait fait porter la division du général Marceau sur la Glann, à Meissenheim et à Lauterecken. Marceau y était encore lorsque la nouvelle de la prise de Mannheim parvint au quartier général, et alors Jourdan eût dû se hâter de rappeler Marceau sur la rive gauche de la Nahe. Mais, toujours dans la crainte d'irriter le Directoire, ce général n'avait point osé ordonner ce mouvement rétrograde. Marceau se trouvait donc éloigné du gros de l'armée, et exposé à être attaqué, sans espoir d'être secouru assez vite.

1795 — an IV. Allemagne.

Les généraux autrichiens ne tardèrent pas à s'apercevoir de cette fausse position du général français, et le 8 décembre, Marceau se trouva tout à coup attaqué par des forces doubles des siennes. Après un combat où cet intrépide général déploya toute sa valeur ordinaire, les troupes françaises furent obligées de se reployer sur Kirn. La perte de Marceau fut d'environ 7 ou 800 hommes tués, blessés ou prisonniers; celle de l'ennemi, malgré sa victoire, fut au moins égale à celle des Français : trois pièces de canon et quelques caissons restèrent au pouvoir des Autrichiens. Les hussards ennemis qui avaient pénétré sur les derrières de la division de Marceau, dès le commencement de l'action, enlevèrent aussi quelques équipages.

Le général Clairfait, profitant de l'avantage qu'il avait remporté sur la Glann, dirigea un corps nombreux de troupes sur Baumholder, et parut vouloir intercepter les communications de l'armée française avec Trarbach.

Différentes manœuvres des Autrichiens ayant fait connaître à Jourdan que telle était en effet l'intention du général Clairfait, il jugea que la position de l'armée de Sambre-et-Meuse devenait équivoque, et résolut d'abandonner une seconde fois les bords de la Nahe, pour venir étendre sa ligne en arrière du Sohn-Wald, en plongeant sa droite vers Mühlheim et Trarbach, afin de couvrir ses ponts sur la Moselle. Le 13 décembre, ce mouvement de retraite fut exécuté par tous les corps de l'armée, dans le plus grand ordre, et sans avoir éprouvé aucune perte.

Clairfait, voyant ainsi les Français lui échapper par les soins de leur général, fit alors diriger sur leur droite un corps destiné à l'intercepter. Mais Jourdan posta lui-même un fort détachement de troupes à Morbach, pour observer les mouvements de l'ennemi dans cette partie, et pour couvrir les ponts de la Moselle. Ce corps arrêta pendant deux jours les partis ennemis qui cherchaient à se porter sur Mühlheim. Pendant ce temps, Clairfait, qui s'était aperçu que le nombre seul pouvait lui donner l'avantage, avait appelé de ce côté des renforts considérables, et, le 16 décembre, il fit attaquer les Français. Ceux-ci opposèrent à cette agression une résistance longtemps opiniâtre. Le chef de bataillon Chauchard, qui commandait la 24e demi-brigade, se couvrit de gloire dans cette circonstance, en fai-

sant, à la tête des siens, des prodiges de valeur. Enfin, se voyant près d'être enveloppés, les Français cédèrent la victoire aux Autrichiens, et se retirèrent, sans confusion, sur Muntzefelden. 1795 — an IV. Allemagne.

Aussitôt que Jourdan fut instruit de cet événement, il fit opérer un mouvement sur sa droite pour tâcher de couper le corps qui s'était avancé sur Morbach, et pour s'emparer des débouchés de Stipshausen et Scheffweiler. Le but de cette manœuvre était d'assurer à l'armée des moyens de retraite si elle se trouvait obligée de rétrograder.

Le 17 décembre, le général Marceau attaqua les Autrichiens à Sultzbach, en même temps qu'une colonne, sous les ordres du général de brigade Nalèche, marchait sur Stipshausen. L'ennemi voulut vainement opposer de la résistance. Marceau le chassa de Sultzbach, et fit aussitôt avancer un corps de troupes sur la route de Kirn, tandis que le général Nalèche forçait lui-même les Autrichiens d'évacuer Scheffweiler. Dans le but de favoriser cette attaque, la division du général Poncet, qui était campée en avant de Rohrbach, se porta elle-même sur la route de Kirn, et repoussa les Autrichiens jusqu'au delà de Bronscheid. Dans ces différentes attaques, l'ennemi éprouva une perte considérable, et laissa au pouvoir des Français deux pièces de canon et 400 prisonniers, dont dix officiers, parmi lesquels se trouvaient deux majors. La perte des troupes françaises ne s'éleva qu'à 31 hommes tués et 200 blessés.

Tandis que le général Jourdan épuisait ainsi toutes les combinaisons de l'art militaire pour se soutenir avec honneur dans le Hundsrück, et empêcher l'ennemi de penétrer plus avant, les Autrichiens faisaient des préparatifs immenses pour effectuer le passage du Rhin au-dessous de Coblentz. Le général Kléber, qui commandait toujours cette partie de l'armée de Sambre-et-Meuse, dont la retraite avait eu lieu si glorieusement à Neuwied, écrivit à Jourdan pour le prévenir de ces mouvements hostiles, et les deux généraux s'attendaient à être attaqués chaudement, lorsque, à leur grande surprise, on reçut au quartier général, le 21 décembre, un parlementaire autrichien, envoyé par Clairfait et chargé de proposer un armistice.

Cette proposition d'un armistice dans un moment où la

1795—an IV. Allemagne. victoire donnait tant d'avantage aux Autrichiens, devait en effet surprendre les généraux français. « Mais, dit un historien, l'Autriche, fatiguée de supporter presque seule le poids d'une guerre continuelle qu'elle avait commencée avec de si nombreux alliés, avait besoin de se préparer à un second effort. La victoire de Clairfait sur le général Jourdan avait été trop aidée par la fraude pour communiquer longtemps cette impétuosité qui fait d'un combat heureux une suite de triomphes. L'expérience faite sur Dumouriez avait appris aux Autrichiens que la perfidie isolait tout général de son armée... »

Au surplus, quels que fussent les motifs qui déterminèrent les Autrichiens à faire d'eux-mêmes cette proposition, elle était trop avantageuse aux armées françaises pour ne pas être acceptée sur-le-champ par un général ami sincère du bonheur et de la gloire de sa patrie. L'armistice était offert par les Autrichiens à la seule armée de Sambre-et-Meuse ; mais Jourdan, toujours généreux, ne voulut rien conclure avant d'être assuré que l'armistice serait commun à l'armée de Pichegru comme à la sienne. Les Autrichiens, qui voyaient l'armée de Rhin-et-Moselle peu dans le cas de leur résister, firent d'abord quelque difficulté d'accorder ces conditions. On vit alors tout ce que pouvait sur l'âme haineuse de Pichegru la jalousie qu'il portait en toute occasion à Jourdan. Quoique l'armistice fût surtout avantageux à son armée ; quoique, ayant été vaincu dans toutes les rencontres, depuis le désastre de Mayence, il eût bien moins que Jourdan encore le moyen de résister à des armées victorieuses, cependant il refusa d'abord cette proposition d'armistice qui lui fut communiquée par le général de l'armée de Sambre-et-Meuse. Mais enfin, pressé par sa conscience, et surtout par les officiers de son armée, il accepta les offres des Autrichiens, et détermina la ligne qui serait occupée par ses avant-postes et ceux de l'armée ennemie qui était devant lui.

C'était peut-être la première fois qu'on voyait des armées en retraite dicter des conditions à leurs vainqueurs ; mais telle était toujours la terreur que la France républicaine inspirait à l'Europe, que les Autrichiens accordèrent tout ce qui fut demandé. Jourdan exigea donc et obtint que les troupes du général Clairfait se retirassent au delà de la Nahe, et que tout

le terrain compris à une distance de deux lieues des bords de cette rivière, tant sur la rive gauche que sur la rive droite, fût considéré comme pays neutre. 1795 — an IV. Allemagne.

Il manquait, pour rendre extraordinaire cette fin de la campagne de 1795, de voir Jourdan blâmé par son gouvernement. C'est cependant ce qui arriva. Ce général qui se flattait, avec raison, d'avoir rendu à sa patrie un service signalé, en faisant un arrangement qui lui permettait de faire prendre à son armée des quartiers d'hiver, et qui terminait des opérations militaires dont la continuation pouvait devenir fatale à la république, vit tout à coup sa conduite désapprouvée par le Directoire, sous le prétexte illusoire que les généraux français ne pouvaient conclure d'armistice sans violer la constitution. Dans un autre temps, Jourdan eût peut-être payé de sa tête cette chicane du gouvernement. Mais, aux formes dures et acerbes de la Convention le Directoire avait fait succéder une manière d'agir opposée, et quand l'avantage de l'armistice fut mieux connu, Jourdan eut la satisfaction d'apprendre que toutes les mesures prises par lui étaient trouvées bonnes. Les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle entrèrent alors dans leurs quartiers d'hiver.

Il est difficile de concevoir encore aujourd'hui les motifs qui ont pu engager l'Autriche à proposer au général Jourdan un armistice, quand les avantages remportés jusqu'alors, et la connaissance des troubles qui agitaient l'intérieur de la république devaient, mieux que jamais, donner à cette puissance l'espoir de réussir enfin dans une guerre soutenue avec tant de persévérance. Tous les historiens se sont étonnés comme nous de cette conduite singulière, et Lacretelle que nous avons cité est le seul qui ait prétendu l'expliquer ; mais les motifs qu'il allègue sont loin de paraître satisfaisants aux yeux de la raison et de la saine critique. Le *besoin de se préparer à un second effort*, et l'*expérience faite sur Dumouriez*, qui lui faisait craindre les mêmes résultats de la part de l'armée du général Pichegru, ne devaient pas l'engager à renoncer à tous les succès que lui promettaient ses dernières victoires. Disons donc que l'Autriche, trompée par le général Clairfait, commit une faute grossière, qui eut la plus grande influence sur la campagne suivante, et don-

1795 — an IV. Allemagne.

nons, au nom de la patrie, au général Jourdan les éloges qu'il mérite pour avoir su tirer parti de cette faute, en s'empressant d'accepter l'armistice. Il avait sauvé la France en 1794, à la bataille de Fleurus; il la sauva encore, en 1795, en saisissant le moyen de salut que lui offrait l'impéritie de ses ennemis victorieux.

« Cette campagne de 1795, dit le général Jomini dont nous croyons devoir emprunter les réflexions judicieuses, fit honneur aux troupes autrichiennes; elles prouvèrent ce qu'on aurait pu attendre d'elles si on avait su les employer dans les premières campagnes. Les armées françaises luttèrent avec courage contre la désorganisation (ajoutons contre la trahison) et contre les privations de toute espèce qui devaient naturellement suivre les dissensions affreuses qui agitaient le gouvernement.

« Le pouvoir exécutif, confié alors à de tristes comités qui avaient plus à faire dans les faubourgs de Paris et dans les tribunes de la Convention qu'aux armées, ne pouvait apporter aucun remède aux maux qui les accablaient.

« En relisant les séances épouvantables de cette période, et tout ce qui se passait alors dans le Midi, on sera étonné qu'une nation en proie à de telles convulsions, menacée à Quiberon et dans la Vendée, attaquée par 170,000 Autrichiens et 60,000 alliés conduits par Clairfait, Wurmser et Devins, ait pu encore trouver une armée qui protégeât ses frontières, et qui lui conservât des conquêtes. Pour réussir contre une nation semblable, il fallait un Alexandre, un César, un Napoléon. Clairfait fut un général brave et un peu au-dessus du commun, mais il n'était point ce que l'on appelle un grand capitaine. »

CHAPITRE XIV.

ANNÉE 1796.

Arrestation et mort des deux chefs vendéens Stofflet et Charette. Fin de la guerre civile dans la Vendée proprement dite. — Révolte dans le Berri; occupation de Sancerre par les royalistes; combats de Sens-Beaujeu et de Palluau, etc. — Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte. — Bataille de Millesimo et combat de Dego. — Combat de Vico; bataille de Mondovi; armistice conclu entre l'armée française et l'armée sarde. — Passage du Pô, combat de Fombio. — Armistice conclu avec l'infant duc de Parme. — Passage du pont de Lodi, prise de Milan, etc. — Armistice conclu avec le duc de Modène; conspiration de Pavie; reprise de cette ville. — Passage du Mincio; combat de Borghetto; prise de Peschiera, de Vérone; commencement du siége de Mantoue. — Relation des principaux événements maritimes, depuis le mois de juin 1794 jusques au même mois de l'année 1796. — Événements remarquables arrivés dans les colonies françaises, depuis la fin de 1794 jusque vers le milieu de 1796, etc., etc., etc.

L'ordre chronologique nous force à commencer le récit des événements militaires de l'année 1796 par ceux qui se sont passés dans la Vendée. Nous aurions désiré qu'il nous eût été possible de rejeter à la fin de ce volume le récit des scènes affligeantes qui ont signalé les derniers efforts d'un parti près de se dissoudre, pour ne nous occuper que du soin de retracer les faits presque miraculeux qui assignent à l'année 1796 la place la plus remarquable dans les annales militaires de la France, et peut-être dans celles de tous les peuples guerriers. Mais, ne voulant rien changer à la marche que nous avons suivie jusqu'ici, nous nous voyons dans la nécessité de conduire encore nos lecteurs à travers le sol sanglant de la Vendée, où l'un des guerriers, dont la patrie doit s'honorer à jamais, va, du moins pour quelque temps, éteindre les torches de la guerre civile. Bientôt, descendant avec un autre Annibal du sommet glacé des Alpes et des Apennins dans les champs de la belle Italie, nous essayerons d'imiter, par la rapidité de nos récits, l'impétueux élan des guer-

1796—an IV. riers qui ont rendu cette terre classique des grands hommes et des beaux-arts tributaire des descendants des Gaulois et des Francs de la Germanie.

Sur ce nouveau théâtre, tout sera glorieux pour le nom français. Là, presque tous les acteurs de cette grande scène historique seront loyaux, généreux, intrépides; là aussi, nous verrons l'olivier de la paix remplacer le laurier sanglant de la victoire. Un général, presque inconnu jusqu'alors, dont le nom ne s'est point encore attaché à aucun exploit mémorable, développera tout à coup les combinaisons les plus savantes, la plus brillante énergie, et ira, dans une première campagne, comme général en chef, se placer, avec le vol de l'aigle, au rang des plus fameux capitaines des temps anciens et modernes.

Nos premières victoires en Italie deviendront comme le signal d'un triomphe général. A peine l'armistice, conclu sur le Rhin, à la fin de 1795, entre la France et l'Autriche, sera-t-il rompu, que Jourdan et Kléber auront déjà battu l'ennemi.

Formé par l'expérience des trois campagnes précédentes, le successeur de Pichegru à l'armée de Rhin-et-Moselle, Moreau, dont l'illustration remonte, comme on a pu le remarquer, à nos succès en 1793, jugé digne, dès 1794, de commander l'armée du Nord pendant l'indisposition du même Pichegru, avant la conquête de la Hollande; Moreau justifiera les espérances de la nation et de l'armée. Nous le verrons asseoir sa haute réputation militaire, non-seulement sur des victoires et des succès, mais encore sur le développement de cette partie de la science des armes qui a été souvent l'écueil des guerriers les plus habiles et les plus expérimentés, l'art si difficile des retraites.

29 mars. (9 germinal.) Vendée.

Arrestation et mort des deux chefs vendéens Stofflet et Charette. Fin de la guerre civile dans la Vendée proprement dite. — La guerre civile allumée dans la Vendée touchait à sa fin. Les débris des armées royalistes dans cette malheureuse contrée, poursuivis sans relâche par les colonnes mobiles du général Hoche, ne trouvaient plus d'asile pour se rallier, et étaient menacés d'une entière destruction. La plupart des officiers et des soldats, pour éviter le sort qui leur était réservé, abandonnaient une cause qu'ils n'espéraient plus voir triompher. Devenus, par

tant de revers essuyés, plus accessibles aux propositions pacifiques du vainqueur de Quiberon, ils venaient en foule solliciter cette amnistie, dont la promesse leur était si souvent renouvelée dans les proclamations du général républicain. A l'époque où l'infortuné Coëtus fut si lâchement assassiné par le perfide commandant de Challans, Charette était déjà délaissé par le plus grand nombre de ses anciens officiers; et, sans l'événement funeste dont nous parlons, ce chef lui-même eût peut-être consenti à entrer en accommodement avec le gouvernement républicain; mais la mort de Coëtus, arrivée au mépris de la foi jurée, avait, comme nous l'avons déjà dit, rappelé dans le cœur des Vendéens les sentiments de vengeance qui étaient près de s'en éloigner. 1796—an IV. Vendée.

Persuadés que cette trahison avait eu lieu d'après les ordres du Directoire, quand elle avait été réellement effectuée contre le gré du général Hoche, les Vendéens pensèrent qu'ils étaient tous destinés à périr de la même manière; et cette crainte, leur enlevant tout espoir de rentrer en grâce, vint un moment fortifier le parti de Charette. Ceux d'entre les royalistes qui se proposaient de quitter l'armée de ce chef y restèrent, et ceux qui s'étaient déjà retirés accoururent de nouveau sous ses drapeaux. Les paysans ne voulurent plus déposer leurs armes, et chacun garda son fusil pour sa propre défense. Ainsi la criminelle imprudence d'un seul homme pouvait encore renouveler une guerre parricide, et faire perdre au général Hoche tout le fruit de ses soins et de ses nobles desseins.

Cependant Charette ne cessait de faire auprès de Stofflet de pressantes démarches pour engager ce chef à reprendre les armes. Stofflet, aveuglé par sa haine, temporisait toujours, et semblait attendre la destruction totale de son rival pour éclater. Il s'excusait sur le manque de munitions, et alléguait qu'il lui était impossible de se mettre en campagne tant qu'il en serait dépourvu. Alors Charette prit une résolution hardie, et qui aurait pu avoir les résultats les plus favorables à son parti, si les esprits n'avaient pas été aussi fatigués de la guerre civile. Pressé et menacé par toutes les forces républicaines, et n'ayant plus aucun espoir de se soutenir dans son pays, Charette se détermina tout à coup à passer lui-même sur le territoire de Stofflet,

1796— an IV. Vendée. afin d'attirer les républicains, et de réduire ainsi les habitants à la nécessité de se défendre. En conséquence, il rassembla environ 3,000 hommes, et se mit en marche au commencement du mois de février.

Mais déjà le général Hoche, qui avait l'œil sur tous ses mouvements, était instruit de cette nouvelle détermination, et avait pris les dispositions nécessaires pour la faire échouer. Afin de décider plus promptement Stofflet à se déclarer, et lui ôter désormais tout prétexte, Charette conduisait avec lui les munitions et les vivres, dont le premier se plaignait de manquer. En traversant la grande route d'Aigrefeuille à Montaigu, son avant-garde rencontra une colonne républicaine qu'elle attaqua, se croyant en force; mais, après une assez vive fusillade, il fallut, au contraire, céder au nombre. Les volontaires royalistes protégèrent heureusement la retraite. L'armée parvint à se rallier à la Bruffière, et, fatiguée d'une longue route, persuadée que la colonne républicaine était trop faible pour oser l'attaquer tout entière, elle se livra à un repos perfide qui ne tarda pas à lui devenir funeste. En effet, les républicains avaient à la hâte réuni trois colonnes, et s'avancèrent pendant la nuit, afin de cerner le bourg. Pas un royaliste n'eût échappé, si la colonne partie de Legé fût arrivée assez tôt pour agir de concert avec celles que le général Travot avait amenées du Poiré. Les avant-postes vendéens ayant cependant été surpris, les royalistes eurent à peine le temps de se saisir de leurs armes, et de se sauver du côté qui était encore libre; mais, en se repliant sur les landes de Génusson, ils tombèrent dans une embuscade où il fallut se faire jour l'épée à la main. Dans le désordre de ces deux surprises nocturnes, il devint impossible à Charette de rallier sa troupe, et d'opposer aux efforts des républicains une résistance régulière. La déroute fut telle, que la cavalerie vendéenne ne se sauva qu'en franchissant les haies et les fossés, et que l'infanterie, dispersée, mise en fuite, erra pendant quatre jours avant de pouvoir se rassembler à Chavagne et à Boulogne.

Cette défaite était peu propre à encourager les Vendéens; aussi le ressentiment de l'assassinat de Coëtus commençait-il à s'affaiblir dans leur cœur. La division se mit plus que jamais

parmi les émigrés restés fidèles au parti de Charette et les anciens Vendéens. Les uns et les autres s'accusaient mutuellement d'avoir été cause du dernier désastre, et cette opinion, envenimant les haines, enleva à Charette ses derniers partisans. Les républicains, pour engager davantage les royalistes à se soumettre, offraient à chacun une paix particulière. Cette mesure acheva la dissolution de l'armée. On vit tous ces chefs, naguère encore si fiers, et qui avaient juré de mourir les armes à la main, abandonner leur général, et recevoir un pardon humiliant de la part de leurs plus cruels ennemis. Cette désertion presque universelle rendit Charette ombrageux et féroce; il accueillait et encourageait les délations. L'espionnage prit alors le voile de l'amitié, « et, dit l'historien des Vendéens, les anciens officiers royalistes furent en butte aux plus odieux soupçons. Bientôt la terreur régna dans le parti royaliste comme elle avait régné dans le parti contraire : un seul mot, le moindre soupçon, coûtaient la vie. Les déserteurs se virent plus particulièrement exposés à de sanglantes proscriptions. Déjà l'on ne jugeait plus; c'était à coups de sabre et dans le mystère que se commettaient les assassinats. Les moyens affreux, qui toujours ont précédé la chute des tyrans, accélérèrent celle de Charette ; il devait néanmoins survivre à Stofflet, dont la perte fut presque aussi prompte qu'inattendue. »

Stofflet, qui, depuis un an, résistait aux invitations de Charette, à celles des princes français, et même à leurs ordres, avait enfin cédé aux instances de Puisaye. Ce dernier chef, qui, au lieu de se cacher après sa conduite honteuse à Quiberon, avait osé reparaître sur le théâtre d'un désastre dont il avait été l'une des causes, était alors sérieusement menacé par les républicains, et se flattait de trouver un moyen de salut dans une diversion faite par Stofflet. Ainsi l'ancien garde-chasse de Maulevrier était tour à tour la dernière espérance du comte de Puisaye et de Charette. Comment l'amour-propre de ce chef, déjà si vain et si présomptueux, ne devait-il pas être exalté? Puisaye, que nous avons dépeint comme possédant au dernier degré tous les ressorts de l'intrigue, en fit usage pour décider enfin Stofflet, et réussit dans une démarche où jusqu'alors avaient échoué tous ceux qui s'en étaient mêlés. Stofflet promit la diversion

1796 — an IV. Vendée. demandée, et, sous prétexte de former une garde territoriale, il ordonna des rassemblements. Ayant en même temps proposé d'être médiateur entre les chouans et les républicains pour la paix offerte par ces derniers, il députa vers Puisaye un de ses officiers, afin de s'entendre avec lui pour les opérations ultérieures. Mais le général Caffin, ayant eu des indices de ce qui se passait, fit arrêter l'officier, et les instructions trouvées sur cet officier justifièrent ses soupçons. Stofflet ayant réclamé son officier, le général Willot, qui commandait en l'absence de Hoche, lui fit cette réponse :

« Je n'ai reçu qu'aujourd'hui, Monsieur, la lettre du général Caffin, qui m'instruit de la prise de M. Duplanti et de la réclamation que vous en faites, comme négociateur de la paix avec les chouans. Le général Hoche m'a dit, en me remettant le commandement, que je pouvais compter sur votre bonne foi; mais il ne m'a pas appris que vous fussiez chargé de traiter avec les ennemis de la république.

« J'ai reçu beaucoup de détails qui vous concernent, et qui, s'ils étaient approfondis, pourraient faire douter de la loyauté de vos promesses. Je les adresse au gouvernement, qui, désirant sincèrement la paix, sait pardonner à des Français égarés, mais qui saura punir tous ceux qui, l'ayant jurée, oseraient l'enfreindre.

« Vous faites de grands rassemblements pour former la garde territoriale. Je ne connais pas le traité qui peut vous donner cette autorité. Il me semble pourtant que, pour éviter tout soupçon, vous auriez dû instruire le général Caffin de cette mesure. Charette, chassé du pays qu'il occupait, s'approche de vous. La conduite que vous tiendrez à son égard découvrira, aux yeux de la France et de l'Europe, vos véritables intentions.

« En attendant, Monsieur, je vous observe : vous n'aurez point à vous plaindre d'aucune de mes mesures; mais si vous en preniez de ce genre, vous pourriez vous en repentir.... »

Intimidé par le ton fier et menaçant de cette lettre, Stofflet n'osait poursuivre ses manœuvres hostiles, et songeait plus à se défendre qu'à attaquer, lorsque le véritable moteur de toutes ces trames, le curé de Saint-Laud, qui le paralysait ou le faisait agir à son gré, le força de reprendre les armes. « En gardant

plus longtemps la défensive, lui écrivait-il, nous fatiguerons nos gardes, nous montrerons de la faiblesse, et l'on croira que nous ne pouvons plus faire de rassemblements. » En même temps, il lui envoya des billets de convocation pour toutes les communes; il lui traça jusqu'aux noms des capitaines par qui il fallait les faire signer, et la manière dont on devait les envoyer, pour ne pas faire un double emploi de cavaliers. Ces instructions étaient accompagnées d'une proclamation, où Bernier cherchait à ranimer l'esprit belliqueux des partisans de la royauté. 1796 — an IV. Vendée.

Stofflet, enfin décidé à lever le masque, fit publier cette proclamation. Elle était ainsi conçue :

« Braves amis! le moment est venu de nous montrer : Dieu, le roi, le cri de la conscience, celui de l'honneur et la voix de vos chefs vous appellent au combat. Plus de paix, ni de trêve avec la république; elle a conspiré la ruine entière du pays que vous habitez. Vous enchaîner sous ses lois barbares, vous associer à ses crimes, arracher de vos mains le fruit de vos travaux, vos grains, vos subsistances, vos dernières ressources, tels sont ses projets; vous abandonner pendant quelques jours, pour écraser par la masse entière de ses forces vos compagnons d'armes, et revenir ensuite vous subjuguer, vexer, affamer, désarmer vos contrées, tel est son but. Mais le souffrirez-vous? non. Les braves soldats que, pendant deux années, j'ai conduits au combat ne deviendront jamais républicains. Jamais le déshonneur ne flétrira les lauriers qu'ils ont moissonnés. Ressaisissez donc, avec l'énergie dont vous êtes capables, ces armes terribles que vous ne déposâtes qu'en frémissant. Volez au combat, je vous précéderai. Vous m'y distinguerez aux couleurs qui décoraient Henri IV à Ivry. Puissent-elles, pour nous comme pour lui, être le signal de la victoire! Vive Louis XVIII! »

Cependant, tout en se comparant ainsi modestement à Henri IV, le garde-chasse Stofflet, fidèle à son système de fausseté à l'égard de la république, écrivait au général Hoche pour protester de sa bonne foi, et, afin de le tromper plus facilement, sollicitait une conférence avec lui et de l'emploi dans les armées républicaines : « Accélérons, disait-il à ce général, accélérons, s'il est possible, le moment d'une paix durable; il vous offrira des hommes aussi longtemps calomniés

1796 – an IV. Vendée.

que peu dignes de l'être. » Puis, s'offrant encore pour médiateur entre les républicains et les royalistes, il ajoutait : « Nous aurons bientôt la consolation de voir la trop malheureuse Vendée adopter définitivement un système de paix et de soumission dont elle n'aurait jamais dû se départir. » Ces promesses, aussi déshonorantes qu'elles étaient fausses, auraient pu tenir en effet tout autre que le général Hoche dans une perfide sécurité. Mais, instruit depuis longtemps des menées secrètes du général angevin, Hoche le gardait pour ainsi dire à vue, se disposant à le frapper au moment où l'insurrection éclaterait de nouveau.

Déjà le parti royaliste s'agitait dans la haute Vendée. Certain du prochain renouvellement des hostilités, le chevalier de Colbert partit aussitôt pour rejoindre le comte d'Artois à Édimbourg. Il était porteur de la lettre suivante, adressée au prince par Stofflet et le curé de Saint-Laud :

« Vos vues sont remplies, vos intentions satisfaites. L'armée d'Anjou, que des considérations politiques et majeures avaient jusqu'ici conservée en état de paix, vient de se déclarer. Fidèle à ses principes, elle n'a pas cru devoir hésiter plus longtemps...... En vous priant d'être le généralissime des armées françaises qui soutiennent la cause de l'autel et du trône, nous jurons de ne déposer les armes que quand un succès complet et l'entier accomplissement de nos vœux auront couronné nos efforts.... Votre presence, Monseigneur, est indispensable pour le soutien de la cause. Sans elle, les efforts seront vains, les succès balancés et le découragement inévitable; avec elle, l'union se consolide, les cœurs s'enflamment, l'esprit public se vivifie, et la cause triomphe. »

Le chevalier de Colbert était aussi porteur des mêmes protestations de dévouement et de zèle de la part de Sapineau, qui venait de se concerter avec l'abbé Bernier et Stofflet. « J'ai tout fait, écrivait-il au comte d'Artois, pour la cause de l'autel et du trône ; uni de cœur et d'intention avec Stofflet et ses autres frères d'armes, je vais rentrer de nouveau dans la glorieuse carrière. »

Ce fut vers la fin de janvier 1796 que Stofflet reprit les armes; il profitait du moment où l'armée républicaine allait

opérer un mouvement général contre les chouans. Mais le général vendéen ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait trop différé à suivre les intentions des princes, et qu'il est toujours dangereux à des chefs de parti de séparer leurs intérêts dans une cause commune. Une longue paix avait affaibli l'esprit guerrier des habitants du territoire occupé par Stofflet. Ils voyaient avec terreur approcher le moment où leurs propriétés et leurs personnes allaient de nouveau se trouver exposées à tous les ravages et à toutes les vexations des troupes républicaines. Ainsi, malgré son appel aux soldats, et la peine de mort décernée contre ceux qui refusaient d'y répondre, Stofflet réussit à peine à rassembler 3 à 400 hommes. Il se vit même abandonné de la plupart des émigrés auxquels il avait donné asile. 1796 — an IV. Vendée.

Que pouvaient 3 ou 400 royalistes contre les forces qui s'avançaient pour les écraser? Hoche, en apprenant la proclamation publiée par Stofflet, y répondit par celle-ci : « Que signifient ces cris de mort, de rage et de vengeance? Le Ciel ne punit donc plus les parjures? A quel dieu appartiennent ces prêtres qui, rugissant comme des tigres, prêchent le carnage, le vol et l'assassinat?....... Je punirai une aussi noire trahison; je saurai arracher les habitants des campagnes à la plus odieuse tyrannie; j'avance à la tête de 30,000 hommes pour occuper le pays d'Anjou et du haut Poitou, jusqu'à ce qu'il soit entièrement désarmé et soumis aux lois. » Le général républicain écrivait en même temps au Directoire : « Stofflet payera cher sa sottise; je crois que cette guerre pourra durer quinze jours. Je dois vous dire que je regarde l'incartade de ce mannequin comme une ruse des émigrés, qui ne voudraient pas que nous portassions de grandes forces contre les chouans. »

Les effets ne tardèrent point à suivre ces menaces et ces promesses. Hoche donna l'ordre à son armée de se mettre en marche afin d'arrêter promptement l'insurrection, et de priver Stofflet du temps nécessaire pour organiser ses moyens de résistance. Désirant en même temps ôter aux habitants tout prétexte de plaintes, il prit des mesures telles, que le pillage des troupes était devenu presque impossible. Il s'était depuis

1796 – an IV. Vendée.

longtemps convaincu que les voies de douceur étaient plus efficaces, contre ces esprits fiers et irascibles, que l'effroi et la terreur même qu'il aurait pu leur inspirer.

Après une marche de douze heures dans des chemins affreux, Hoche arriva, le 18 janvier, à Chemillié, avec les 107e et 71e demi-brigades et un bataillon du 62e régiment. Sa marche, souvent interrompue par des débordements, ne fut point inquiétée par les royalistes; ses soldats passèrent plusieurs rivières à la nage.

Le général de brigade Spithal avait ordre de s'attacher aux traces de Stofflet, et de ne plus le quitter qu'il ne fût tombé entre ses mains. D'autres généraux étaient chargés de poursuivre sans relâche les officiers de ce chef, et surtout ceux qui se montreraient rebelles à toute proposition d'accommodement.

Les colonnes républicaines parcouraient le pays en tous sens; mais les royalistes, trop peu nombreux pour oser paraître en campagne, se cachaient dans les bois, et se dérobaient ainsi à toutes les recherches de leurs ennemis. Enfin, le 24 février, l'adjudant général Crublier atteignit Guichard et Nicolas, deux des plus anciens divisionnaires de Stofflet. Les ordres étaient précis à l'égard de tous les chefs qui seraient pris les armes à la main: Crublier fit saisir et fusiller à l'instant ces deux lieutenants du général angevin.

Le lendemain, Stofflet lui-même fut trahi par les siens et livré de la manière suivante. Sa position critique l'ayant forcé à se repentir de sa brusque levée de boucliers, il avait cherché à renouer un raccommodement, et avait eu, à cet effet, une entrevue la veille avec le général Caffin. Elle avait été rompue, parce que, demandant pour son commissaire général, l'abbé Bernier, les mêmes conditions que pour lui, il n'avait pu rien obtenir. Hoche attachait le plus grand prix à la capture du curé de Saint-Laud, qu'il regardait comme l'artisan de cette nouvelle guerre, et qui lui semblait bien plus dangereux que Stofflet lui-même, par l'influence qu'il exerçait sur l'esprit de ce chef et de tous les habitants de la haute Vendée. Un paysan royaliste promit de le livrer. Le général Ménage, qui commandait à Chemillié, apprit de ce transfuge que le curé de Saint-Laud devait conférer dans

la nuit avec plusieurs officiers vendéens, au château de Soucheran près de la Poitevinière; il fit partir aussitôt 200 hommes d'infanterie et 25 cavaliers pour le surprendre et l'arrêter. Cette troupe fouille le château, mais sans succès. Le paysan qui servait de guide assure que le curé de Saint-Laud vient de se retirer dans une métairie; on y court, on la cerne : douze grenadiers s'y présentent. Le chef de bataillon Loutil, qui demande à s'introduire, répond *royaliste* à la première question, et dit se nommer *Forestier*. Au même moment, l'aide de camp Liégeard, qui s'était emparé d'une autre issue, s'annonce sous le nom de *Schetou*, autre chef vendéen. Les portes s'ouvrent, et les républicains étonnés aperçoivent, non pas le commissaire général de Stofflet, mais Stofflet lui-même, avec deux aides de camp et trois domestiques. Ils sont aussitôt sommés de mettre bas les armes; huit soldats les tiennent couchés en joue. Le chef de bataillon Loutil, un sergent et deux grenadiers s'élancent pour saisir Stofflet, qui, résistant seul, se jette sur Audious, grenadier au 3e régiment, et cherche à le tuer, voulant périr lui-même sur la place; mais on lui arrache Audious, et, à l'instant même, il est désarmé et garrotté, ainsi que ses deux aides de camp, Devaraines et Charles Lichtenheim. Ce dernier était un jeune officier allemand, fait prisonnier aux frontières, et qui, ayant joint les royalistes, s'était attaché à Stofflet. Il aurait pu se sauver par une fenêtre au moment où les républicains pénétrèrent dans la métairie; mais il se livra lui-même, aimant mieux partager le sort de Stofflet que d'abandonner celui qui lui avait offert un asile. Traduits tous deux à Angers devant une commission militaire, et condamnés l'un et l'autre à mort, comme ayant été pris les armes à la main, ces deux amis se bandèrent mutuellement les yeux, s'embrassèrent, et subirent leur jugement avec courage et intrépidité. Le cri *Vive le roi!* fut le dernier vœu de Stofflet, et précéda son dernier soupir. Sa chute allait préparer celle de son rival Charette.

1796 — ouest. Vendée

Harcelé, poursuivi avec une infatigable persévérance, Charette fuyait, et parvenait sans cesse à s'échapper avec un bonheur qui tient du prodige. Hoche avait défendu de le tuer, et voulait qu'on le lui amenât vivant. Le supplice de Stofflet n'était rien sans celui de Charette, sur qui la France et l'Eu-

1796—an IV. Vendée.

rope avaient toujours les yeux ouverts. Aux destinées de ce chef semblaient attachées celles du parti royaliste tout entier. Telle était alors la puissance de l'opinion, que Hoche lui-même n'espérait dompter la Vendée que lorsqu'il aurait Charette en son pouvoir; mais à ces difficultés, sans cesse renaissantes, vint se joindre une nouvelle opposition, dirigée personnellement contre Hoche. Elle avait pris sa source dans le parti républicain lui-même. Des hommes qui remplissaient des fonctions importantes avaient formé, dans le Corps législatif et dans les administrations des départements de l'Ouest, une ligue pour s'opposer à l'établissement du régime militaire dans ces contrées. Ennemis de toute mesure décisive et tranchante, ils s'étaient ouvertement déclarés contre le désarmement, l'enlèvement des grains et des bestiaux. Ils s'opposèrent, sous de vains prétextes, à l'exécution de l'arrêté du Directoire, qui conférait à Hoche la dictature de la guerre. Aux administrateurs de la Vendée se joignirent plus particulièrement les ex-conventionnels Goupilleau, de *Montaigu* et de *Fontenay*, le législateur Talot, et un grand nombre de réfugiés patriotes. Au moment de son entrée dans la Vendée, Hoche avait fait à ces derniers un appel énergique. Quelques-uns, réunis aux troupes, guidèrent leur marche, donnèrent des renseignements utiles, et secondèrent le désarmement; d'autres s'obstinèrent à rester dans les villes voisines pour y former un parti d'opposition. Telles étaient leur indocilité et leur impatience de secouer le joug militaire, qu'ils se liguèrent étroitement contre le seul général qui pût assurer à chacun sa rentrée dans ses droits et ses propriétés. Poursuivis depuis quatre ans par l'infortune, aigris par le malheur, égarés par les suggestions, les réfugiés vendéens signèrent un mémoire contre Hoche. Ils l'accusaient de vouloir rallumer la guerre par la terreur, de laisser commettre des assassinats, de s'être laissé entraîner dans de fausses pacifications, de n'obtenir qu'un désarmement simulé, et de ne point terminer cette guerre, toujours prolongée, malgré toutes ses promesses.

Hoche repoussa publiquement ces traits de ses ennemis, et prouva que, loin d'avoir cherché à prolonger la guerre, il avait au contraire employé les moyens les plus propres à la terminer,

et que, loin de croire à des pacifications simulées, il venait de continuer les hostilités malgré la feinte soumission que les chefs de l'armée royaliste du centre avaient faite pendant son absence. « L'opération du désarmement, ajoutait-il, se poursuit avec autant de vigueur que de succès, et déjà six mille fusils vendéens de différents calibres ont été déposés dans les arsenaux. Au reste, qui pourrait croire possible de désarmer pendant l'hiver un peuple entier aguerri par trois ans de combats? Quant aux assassinats partiels, aucune puissance humaine ne saurait aujourd'hui les empêcher. Peut-on se flatter en effet que, après une guerre aussi longue, aussi cruelle, des hommes habitués au sang et au carnage y renoncent tout à coup? Que d'autres fassent vivre, pendant les rigueurs de l'hiver, dans un pays ravagé, une armée entière sans magasins! Aurai-je donc toujours à lutter contre les clameurs de la malveillance? 600,000 Français n'ont-ils pas déjà péri dans la Vendée? Veut-on encore du sang? Il est temps enfin de fermer cette plaie profonde; je déclare donc que je saurai marcher entre la rigueur extrême et la faiblesse; que je soumettrai les insurgés en les désarmant, et que j'épargnerai le sang humain en poursuivant leurs chefs à outrance. »

1796 — an IV. Vendée.

Rien ne put faire taire l'envie : Hoche vit bientôt grossir le nombre de ses ennemis, et fut menacé par ces hommes qui craignaient de voir terminer les troubles civils, à la faveur desquels ils espéraient jouer un rôle politique plus ou moins important. Le Directoire exécutif était sans cesse assailli de leurs plaintes : tous s'entendaient comme de concert pour demander le rappel du vainqueur de Quiberon : « Je puis, écrivait Hoche aux directeurs, je puis braver les boulets, mais non l'intrigue. Je demande à me retirer, et vous prie de me donner promptement un successeur. »

Si ce vœu arraché à Hoche par la persécution eût été exaucé, la Vendée, peut-être, eût vu la guerre civile se rallumer avec plus de fureur que jamais dans son sein; mais toutes les trames des ennemis du héros républicain échouèrent devant la volonté fortement manifestée du Directoire, qui sut maintenir son général malgré tous les efforts d'une ligue acharnée à sa perte. Hoche, vengé de l'injustice de ses ennemis par les encourage-

1796—an IV. Vendée. ments et l'appui du gouvernement, put enfin couronner ses premiers succès en soumettant entièrement la Vendée.

Il touchait à ce but, et, pour consommer la désorganisation du parti vendéen, il avait fait publier que les chefs royalistes, et même les émigrés, seraient libres de sortir de France et de passer dans l'île de Jersey. Il annonça également que les réquisitionnaires de la Vendée pourraient déposer les armes sans craindre d'être incorporés dans les armées de la république. Bientôt la confiance fut telle, que plusieurs jeunes Vendéens amenèrent devant les généraux républicains des royalistes qui refusaient de se soumettre. Les ecclésiastiques eux-mêmes donnèrent l'exemple, et bientôt on les entendit prêcher la soumission et vanter les avantages de la paix, de cette même bouche qui avait excité les peuples à la guerre civile.

La plupart des chefs vendéens avaient disparu; Charette restait presque seul en armes, et ne paraissait nullement disposé à imiter ceux de son parti qui abandonnaient chaque jour la cause royale. Le général Hoche, qui savait de quelle importance était la prise ou la soumission de ce chef, voyant que toutes ses poursuites étaient sans succès pour s'en emparer, essaya de l'amener à un accommodement, par la douceur et les promesses flatteuses. Il répugnait d'ailleurs à l'idée de voir périr un homme dont il ne pouvait s'empêcher d'estimer la rare valeur et l'entier dévouement à la cause royale. Il écrivit donc au général Willot, chargé de le poursuivre, « Que Charette et tous les émigrés qu'il pouvait avoir avec lui étaient libres de sortir de France; que, s'ils voulaient aller en Angleterre, il les ferait déposer à Jersey; que, s'ils voulaient passer en Suisse, il ferait accompagner jusqu'à la frontière non-seulement Charette et tous les émigrés, mais tous ceux qui voudraient sortir de France. »

Le curé de la Rabatellière, nommé Guesdon, qui, dans les commencements avait prêché l'insurrection, et depuis peu la reprise des armes, s'était rangé du côté des républicains. Gagné par les promesses de Hoche, il était en outre guidé par le désir de ménager sa paroisse et lui-même. Ce fut lui que le général Gratien, agissant au nom de Willot, choisit pour entamer cette négociation avec Charette. Guesdon écrivit au chef vendéen « qu'après l'avoir cherché pendant trois jours sans pouvoir le

rencontrer, il se déterminait à lui transmettre par écrit les propositions du général Gratien pour l'engager à conclure la paix aux conditions suivantes : 1° de le faire passer en Angleterre avec tous ceux de sa famille et de sa suite qui voudraient l'accompagner ; 2° qu'à cet effet, on le conduirait à Saint-Gilles, où il s'embarquerait à bord d'un parlementaire ; 3° que, s'il l'aimait mieux, il se retirerait en Suisse en évitant de passer par Paris ; que l'adjudant général Travot [1] l'accompagnerait jusqu'à Bâle avec un détachement de cavalerie ; 4° qu'à l'égard de ses biens, on lui en ferait passer les revenus tous les trois mois. »

Charette, qui avait envoyé depuis peu de nouveaux émissaires au comte d'Artois, cherchait à gagner du temps ; il répondit au curé « qu'il ne pouvait s'expliquer sur de pareilles propositions, sans une garantie formelle du général Gratien. » Ces négociations employèrent une quinzaine de jours, pendant lesquels le général Gratien en référa au général Hoche. Sur la réponse de ce dernier, Gratien écrivit à Charette les mêmes propositions que lui avait faites le curé de la Rabatellière. Il ajouta que « si dans quarante-huit heures il ne les acceptait pas, il le poursuivrait à outrance et ceux qui lui donneraient asile ; qu'il ferait enlever hommes, femmes, enfants, bestiaux, subsistances, et généralement tout ce qui pourrait leur appartenir. »

Au moment où Charette recevait ces propositions, il se flattait d'obtenir quelques secours de la part de l'Angleterre. Ses émissaires, de retour de ce pays, lui en apportaient la promesse. Le chef vendéen crut devoir répondre au général Gratien : « Je saurai périr les armes à la main ; mais fuir, abandonner les braves que je commande, non, jamais. Tous les vaisseaux de la république ne suffiraient pas pour les transporter en Angleterre, ni ses armées pour les escorter. Loin de craindre vos menaces, j'irai vous attaquer dans votre camp. » Ces fières paroles auraient pu convenir à d'Elbée ou à Bonchamp, quand, à la tête de leurs armées victorieuses, ils faisaient trembler la Convention dans la capitale ; mais dans la bouche d'un chef

[1] Depuis lieutenant général. Condamné à mort, en 1816, par une commission militaire, sa peine a été commuée en une détention de vingt années, au château de Ham.

1796— an IV. Vendée.

qui n'avait plus que son nom pour soutien, et que suivaient à peine 2 ou 300 hommes errants comme lui dans les forêts, ce n'était plus que de ridicules rodomontades, plus dignes d'exciter la pitié que la crainte.

Les Vendéens restés fidèles à la fortune de Charette étaient bien éloignés de partager la confiance de leur général. Ils s'assemblèrent au village de la Bégaudière, commune de Saint-Denis-en-Chevasse, et tous ensemble conjurèrent Charette de subir le joug de la nécessité, et d'accepter la proposition de passer en Angleterre : « Le parti royaliste, lui dirent-ils, tient à votre nom ; si vous périssez, il périt avec vous. En ce moment, tout vous abandonne ; la plupart des paroisses ont mis bas les armes ; vous n'avez presque plus de soldats ; des traîtres dénoncent vos magasins d'armes, de munitions, vous allez en manquer ; vous ne pourrez vous dérober aux poursuites continuelles des républicains, et vous ferez périr beaucoup de braves gens dont la mort sera inutile. Si vous passez en Angleterre, vous obtiendrez facilement les nouveaux secours qu'on vous promet ; vous reviendrez au printemps, accompagné des princes, des émigrés, et le pays qui, pendant votre absence, aura été vexé par la république, vous recevra comme son libérateur et le sauveur de la monarchie. »

Il nous semble que les motifs allégués par les Vendéens étaient, en effet, péremptoires. Le moyen que Charette pût continuer la guerre avec quelque espoir de succès, quand il était dépourvu également de soldats et de munitions, et que, menacé par 30,000 républicains, il n'échappait à leurs recherches qu'en employant des ruses qui rappellent celles des chefs de bandes ou de voleurs ! La paix seule pouvait donner aux royalistes le temps et la facilité de réorganiser leur parti ; et si Charette eût en effet accepté la proposition d'être conduit en Angleterre, on l'eût vu, trois ans plus tard, rendre à la cause royale régénérée son énergie. Mais ce chef était dominé par un orgueil inflexible. Il avait juré de mourir les armes à la main, et une fatalité plus puissante encore que son orgueil semblait l'entraîner à tenir ce serment. Charette répondit à ceux des siens qui voulaient la paix : « Ne songez point à déposer les armes ; j'ai les ordres du roi, je les exécuterai, et vous aussi ! » En

même temps il donna l'ordre à tous ses lieutenants consternés de faire un rassemblement général. 1796— an IV. Vendée.

Rezeau, qui commandait la division de Montaigu, et que des liens secrets attachaient au parti de la république, se hâta de prouver cet attachement en informant de ce qui venait de se passer le général Gratien, alors présent à Saligné. Le lendemain, sur les huit heures, Charette, qui n'avait que 200 cavaliers et une quarantaine de soldats déserteurs, en sortant du village de la Bégaudière, fut attaqué par l'adjudant général Travot. Cet officier avait mis tant de promptitude à se jeter à la poursuite de Charette, qu'il n'avait avec lui que 80 chevaux; aussi fut-il d'abord repoussé : mais, ayant été rejoint par 400 grenadiers, Travot attaqua de nouveau les royalistes, les chargea lui-même à la tête de ses 80 cavaliers, en fit un horrible carnage et les poursuivit jusqu'au bourg de l'Herbergement.

Charette perdit dans cette rencontre l'élite de ses officiers; son frère aîné, que ses mœurs douces éloignaient de la guerre, et que l'honneur faisait marcher aux combats; un de ses cousins, Charette de la Colinière; Laporte, et le jeune Beaumel, qui avait remplacé l'aîné des La Roberie dans le commandement de la cavalerie. Bérie, jeune homme d'une grande bravoure, reçut dix-neuf coups de sabre et survécut à cette mutilation. Ceux qui purent échapper se sauvèrent dans les bois de Gromenon.

Des traîtres, compagnons du commandant de Montaigu Rezeau, engagèrent Charette à passer la nuit dans l'endroit où ils étaient convenus de le faire prendre. Par la plus insigne félonie, les anciens compagnons de Charette essayaient maintenant de capter la bienveillance et le pardon de la république. Guérin le jeune, commandant de Vieillevigne, qui servait de guide au général vendéen, le ramena trois fois vers l'endroit où devait se trouver l'embuscade républicaine. Charette reconnut sa perfidie, et lui fit des menaces, auxquelles le traître eut l'adresse de se soustraire. Il se retira avec La Roberie jeune chez Jolet, à la Buzardière, commune de Saint-Christophe-la-Chartreuse. Le lendemain, Jolet alla de leur part demander, au commandant républicain de Vieillevigne, s'il voudrait recevoir le dépôt de leurs armes et leur soumission aux lois de la république.

1796— an IV. Vendée.

« Le 2 ventôse (21 février), disait à ce sujet le général Hoche au Directoire, ils étaient armés contre la république, et le 5 ils sont venus implorer la clémence nationale. Ils sont accueillis par le commandant de Vieillevigne, qui me les amène. Je leur donne la permission de rester sous la surveillance du commandant auquel ils ont promis de faire prendre Charette. »

Hoche, républicain enthousiaste, accueillait la trahison qui pouvait être utile à son parti; mais il avait trop de loyauté dans le caractère pour aimer les traîtres. Il reçut Guérin et La Roberie, prit tous les renseignements que ces chefs indignes du nom de royalistes lui fournirent sur Charette, accepta l'offre que fit La Roberie d'être lui-même le conducteur de la colonne de l'adjudant général Travot; mais, se défiant en même temps du traître, il donna l'ordre à l'adjudant général Simon[1] de le surveiller et même de l'arrêter ainsi que Guérin, aussitôt que Charette serait pris, et de les envoyer au château de Saumur. « Cette punition, disait-il, est douce; ils ne pourront s'en plaindre. »

Depuis cette défection, Charette eut plus de peine que jamais à se dérober aux poursuites des républicains, informés à point nommé de toutes ses démarches par les traîtres qui le suivaient avec toute l'apparence du zèle le plus brûlant, afin de le mieux tromper. De négociateur qu'il avait été pour la paix, le curé Guesdon se fit un espion infâme, un lâche dénonciateur. Il engageait les paysans vendéens à livrer leurs chefs; il envoyait ses domestiques épier toutes les actions de Charette, et allait ensuite en rendre compte aux commandants républicains. Le chef vendéen eut enfin des soupçons sur la sincérité de Guesdon. Par son ordre, deux de ses chasseurs se déguisèrent en soldats républicains, et allèrent trouver le curé, lui demandant de la part du général Gratien s'il savait où était Charette, et dans quel lieu il se retirait le plus habituellement. Guesdon leur donna tous les renseignements qu'il pouvait avoir, et sur leur prière il écrivit au général Gratien pour l'instruire de tout ce qu'il savait.

Munis de cette preuve convaincante, les soldats royalistes

[1] Depuis maréchal de camp.

retournèrent vers Charette. A la vue de l'écriture de Guesdon, qui lui était bien connue, il entra dans un tel excès de fureur, que, suivant le rapport du général Travot, il partit lui-même, arriva de nuit chez le curé, et le tua de sa propre main avec ses deux domestiques[1]. 1796— an IV. Ventôse

Resté seul avec un petit nombre de volontaires et d'amis fidèles, Charette leur dit : « Nous sommes trahis, vendus : vous n'avez plus d'espoir qu'en vous confondant dans la foule; qu'aucune considération ne vous arrête donc. Pour moi, lié par serment à mon roi, je ne puis quitter mon poste sans son ordre; et ma religion me prescrit d'attendre ma destinée. Résigné aux décrets de la Providence, je me défendrai en soldat, et mourrai en chrétien. » Tous jurèrent de ne pas l'abandonner; mais il ne pouvait plus cacher sa marche. Un jour qu'il arrivait sur la lande de la Grestière, commune de Saint-Christophe-du-Ligneron, une femme alla le dénoncer à l'adjudant général Travot, qui se mit à sa poursuite et l'atteignit au village de la Chauvière, dans la commune de Froidefond. De 200 hommes qu'il avait avec lui, 50 furent tués, le reste fut dispersé et la cavalerie entièrement détruite, à l'exception de son cheval de bataille et de celui d'un officier. Le chevalier Lajaille et le divisionnaire Caillau furent tués dans cette rencontre. Depuis ce moment, Charette ne fit plus la guerre qu'à pied. Il avait aussi perdu, dans ce combat, son porte-manteau, dans lequel était toute sa correspondance avec le comte d'Artois.

Le chef de la Vendée, qui n'avait déjà plus d'asile, errait de ferme en ferme, accompagné de quelques déserteurs. Poursuivi sans relâche, il échappait encore à ses ennemis par son incroyable activité; mais dans les rencontres partielles qui avaient lieu journellement, il perdait sans cesse quelques-uns des siens; il ne lui en restait plus que trente-deux lorsque le 23 mars étant à la Prenillière, commune de Saint-Sulpice, on vint l'avertir vers les huit heures du matin que quatre colonnes marchaient

[1] L'historien de Charette, Le Bouvier-Desmortiers, veut justifier son héros de cette imputation, et prétend que Guesdon fut tué par les mêmes soldats qui avaient été chez lui pour l'éprouver. Mais les raisonnements de ce biographe ne nous paraissent pas suffisants pour démentir l'assertion du général Travot.

1796 — an IV. Vendée.

sur lui. La première était partie du Luc, la seconde de Saint-Philibert, la troisième du Poiré, commandée par Travot, et la quatrième de Montaigu. Charette se trouva environné avant d'avoir pu prendre la fuite. Il était assailli par des forces trop supérieures pour ne pas succomber. « C'est ici, dit-il, qu'il faut se battre jusqu'à la mort et vendre chèrement sa vie. » L'adjudant général Valentin fondit sur lui avec 100 grenadiers, le chargea pendant deux heures et demie, et lui tua 10 soldats. Charette, blessé lui-même d'un coup de feu, s'enfonce dans le taillis de la Chabotrie, près de Saint-Sulpice : cerné de toutes parts, il ne pouvait plus échapper. Harassé de fatigue, blessé à la main et à la tête, il fuyait soutenu par quelques braves déterminés à partager son sort : les grenadiers républicains font feu sur lui, malgré les officiers qui leur crient : « Prenez-le, mais ne le tuez pas ! » Plusieurs coups de fusil ont bientôt dissipé la petite troupe de Charette. Le jeune Laroche Davo est tué à ses côtés, ainsi qu'un déserteur allemand qui, l'instant d'auparavant, avait eu le sublime dévouement de lui donner son chapeau et de prendre le sien garni d'un panache blanc qui le distinguait, en disant : « Ils me prendront pour vous : ils me tueront et vous vous sauverez. » Le lâche La Roberie, qui avait suivi les républicains et leur servait de guide, arrivait à ce moment, et n'eut pas de peine à reconnaître la méprise. « Ce n'est pas celui-là, s'écria-t-il, c'est l'autre, qui a le pantalon gris. » Le déserteur allemand tomba mort percé de plusieurs balles.

Enfin, après quatre heures de poursuite et d'un feu continuel dirigé sur lui et sa petite troupe, Charette, baigné dans son sang, tomba de lassitude et d'épuisement. Son domestique nommé Bossard, voulant le relever, reçut un coup de feu et tomba mort sur lui. Un dernier Vendéen, qui restait auprès de lui, voulut le charger sur son dos et l'emporter à travers le bois; mais déjà les grenadiers républicains s'étaient élancés sur ses traces. Charette, saisi par eux, fut conduit au général Travot, auquel, suivant l'historien Beauchamp, il voulut offrir sa ceinture remplie de pièces d'or. « Gardez votre or, répondit Travot : je vous ai arrêté, je suis satisfait. — Brave homme, répliqua Charette, je voudrais vous offrir le sabre monté en or que m'a

envoyé l'Angleterre; mais je compromettrais la personne à qui je l'ai confié[1]. » 1796—an IV. Vendée.

Le général Travot fit transporter le général vendéen au château de Pont-de-Vic, et le traita avec tous les égards dus au malheur. C'est un hommage que les relations royalistes même se sont plu à rendre au général Travot. Charette fut conduit le lendemain à Angers.

La mort de Stofflet n'avait pas produit une grande sensation. La prise de Charette causa une espèce de délire et répandit partout une joie universelle. Le général Grigny écrivit à Hoche : « Charette est entre nos mains!... Je te félicite, mon cher général. En vérité, nous sommes comme des fous depuis cette bonne nouvelle. » Le général Hédouville mandait au Directoire : « Vous ne pouviez conférer plus à propos le grade de général de brigade à l'adjudant général Travot; je lui remettrai ses lettres de service lorsqu'il amènera Charette. » — « Ce jour de triomphe pour la république est aussi celui de la reconnaissance nationale envers ses défenseurs, » disait le Directoire, en félicitant Travot de sa victoire.

Ceux qui conduisirent Charette à Angers n'eurent pas pour lui autant d'égards que le général Travot. Traîné de ville en ville avec une insultante barbarie, maltraité par la soldatesque qui l'entourait, offert à l'avide curiosité du peuple, affaibli par la quantité de sang qui sortait de ses blessures, il ne put s'empêcher d'être sensible à cet état d'ignominie. « Si vous étiez tombé en mon pouvoir, je vous aurais fait fusiller sur-le-champ, » dit-il au général qui commandait son escorte. Mais celui-ci obéissait à des ordres supérieurs. Après quelques heures de repos à Angers, Charette fut embarqué de nuit sur un bateau, pour être conduit à Nantes. Il y avait tout le long de la Loire, et de lieue en lieue, des chaloupes canonnières qui tiraient lors de son passage. « Voilà, dit-il, qui est bien impolitique. » En effet, il s'était flatté que les royalistes, cantonnés sur les rivages du fleuve, feraient une tentative pour le délivrer; son attente

[1] Le Bouvier-Desmortiers prétend encore, mais sans en fournir de preuves suffisantes, que ces derniers détails sont apocryphes. Nous ne pouvons, au surplus, prendre sur nous d'en garantir l'authenticité.

1796— an IV. Vendée. fut trompée : le vicomte de Scépeaux, qui les commandait, n'eut pas, dit-on, connaissance de son passage. D'ailleurs, les coups de canon tirés par les chaloupes étaient autant de signaux pour avertir les colonnes républicaines qui pouvaient se trouver à portée de venir au secours ; et, en cas d'attaque, il y avait ordre de le tuer.

Charette arriva à Nantes le 27 mars, vers les onze heures du soir. Il paraissait si important de bien convaincre les habitants des départements de l'Ouest de la prise du généralissime de l'armée royale et catholique, que, quoique cette mesure répugnât d'ailleurs au cœur magnanime de Hoche, ce général crut devoir ordonner que Charette serait montré, avec appareil, dans tous les quartiers de la ville de Nantes. Le 28 mars, les grenadiers, les chasseurs, la cavalerie de la garde nationale et quatre compagnies d'infanterie étaient sous les armes à huit heures du matin. Placé au milieu de cette escorte, que précédaient une demi-douzaine de généraux, ayant à leur tête le commandant de Nantes, Duthil, Charette parcourut lentement, et au son d'une musique lugubre et guerrière, les rues et les places les plus fréquentées de la ville. La fatigue d'une promenade aussi humiliante était encore augmentée par les injures dont un peuple ivre de républicanisme couvrait sur son passage le héros royaliste. La blessure qu'il avait à la tête était si grave, elle lui causait, à chaque pas, des douleurs si aiguës, qu'en passant sur la place de la Fosse, Charette, malgré son courage, se sentit défaillir, et fut obligé d'entrer dans la boutique d'un épicier pour prendre un verre d'eau. Cependant on lui fit continuer sa marche, après lui avoir permis de prendre un instant de repos. Il fut ainsi, pendant près de trois heures, offert à la curiosité des passants, dans cette même ville où, un an auparavant [1], il était entré presque en triomphe, et comme chef respecté d'un parti redoutable : contraste frappant et digne de méditation !

Traduit ensuite devant la commission militaire qui devait le juger, ou plutôt le condamner, il ne démentit point son caractère altier ; toutes ses réponses furent fermes et fières. Il acca-

[1] A l'époque de la pacification de la Jaunais.

blait, par son dédain, les hommes chargés de l'interroger. Les débats durèrent cinq heures sans désemparer. Charette entendit sans trouble et sans émotion l'arrêt de sa mort, auquel il était résigné depuis longtemps. Son dernier désir, à son dernier moment, fut de voir sa sœur mademoiselle Charette de la Gascherie et une autre de ses parentes. Le général Duthil eut la barbarie de lui refuser cette grâce suprême. Alors il se rejeta dans le sein de la religion, dernière et sublime consolation que l'homme ne peut point enlever à l'homme. Charette témoigna le besoin de se confesser à un prêtre non assermenté. « Choisissez-le, lui dit-on. » Mais la crainte de compromettre celui qu'il aurait nommé, l'en empêcha. Il se décida à faire appeler le curé de la paroisse de Sainte-Croix, nommé Guibert, qui déjà avait exercé le même ministère auprès du chevalier de la Colinière, son parent.

17_G — an IV. Vendée

En entrant dans sa prison, le 29 mars, le curé Guibert lui dit : « Je viens, monsieur, dans le moment cruel où vous vous trouvez, vous offrir les consolations de la religion. — C'est pour cela que je vous ai fait demander, répondit Charette. » Alors, à l'exemple des anciens preux dont il avait cherché à suivre les traces, le chef vendéen se mit à genoux, et se confessa près de deux heures dans cette situation. « Vous devez être fatigué, lui dit le ministre de l'Évangile, asseyez-vous. » De temps en temps, agité par l'inquiétante idée que dans un moment l'éternité allait s'ouvrir pour lui, Charette se levait précipitamment, marchait à grands pas, et revenait auprès du prêtre avec le calme d'une douce espérance dans la miséricorde divine.

Cependant le moment fatal approchait; les tambours battaient. Les généraux, les états-majors, les troupes de ligne, la garde nationale, tout était sous les armes. Un peuple immense composé de citadins et d'une foule prodigieuse d'étrangers, accourue pour assister à l'affreux spectacle de la mort d'un homme célèbre, bordait les rues, garnissait les fenêtres, et remplissait les places par où il devait passer. Enfin on le vit descendre du palais, accompagné de son confesseur et récitant ensemble et à haute voix le psaume *Miserere*. Il s'avança dans l'attitude du calme et de la résignation.

Rendue sur la place des Agriculteurs, ou devait se faire l'exe-

1796 - an IV. Vendée. cution, la troupe qui escortait Charette se forma en vaste bataillon carré, au milieu duquel se placèrent tous les généraux à cheval. Un profond silence régnait dans la foule des spectateurs, et le général vendéen allait en profiter pour finir sa vie par une belle action, par un acte de justice préférable à toutes les victoires qu'il avait remportées. Il venait d'apprendre que le général républicain Jacob était incarcéré, sous prétexte d'avoir trahi la patrie en fuyant devant lui. Charette fit appeler le commandant Duthil. « J'apprends, lui dit-il, que le général Jacob est accusé d'avoir fui devant moi; je dois à la vérité, et à l'honneur de ce général, de déclarer publiquement que c'est une calomnie: il n'a pas fui; je l'ai vaincu parce que j'avais des soldats aguerris, et que les siens étaient de nouvelle réquisition. » En achevant ces mots, il s'avança vers le lieu marqué pour son supplice.

Le confesseur crut devoir soutenir son courage par l'exemple de plusieurs royalistes qu'il avait déjà assistés. « J'ai été cent fois à la mort sans crainte, répondit Charette, et j'y vais pour la dernière fois sans effroi. » On lui offrait un mouchoir pour se couvrir la vue, il n'en voulut point. Il se présenta debout devant le piquet qui allait le fusiller, et de l'air dont il commandait à ses soldats, il vit faire les différents temps des armes, et marqua lui-même le dernier. Il tira sa main blessée de l'écharpe qui la soutenait, la plaça de côté le long de sa cuisse, et découvrant sa poitrine, il reçut le coup mortel en poussant le cri chéri des Vendéens, *Vive le roi!* Ainsi périt l'un des plus intrépides défenseurs de la monarchie.

On n'entendait ni approbation, ni murmure; la pâleur couvrait tous les visages. Ceux qui le fusillèrent ne purent lui refuser des larmes [1]. Son corps fut enterré dans un des cimetières de la ville de Nantes, parmi ceux des soldats qui mouraient dans les prisons et dans les hôpitaux. Sa cendre repose mêlée et confondue avec celle de ses ennemis, dont les noms, perdus comme eux dans la poussière, sont déjà condamnés à l'oubli,

[1] Le jour de sa mort, des hommes de tous les partis étant dans une auberge, plusieurs se répandirent en invectives et en imprécations contre lui. Des volontaires républicains leur imposèrent silence par ces paroles : « Citoyens, Charette est mort : c'était un brave; n'en dites pas de mal. »

tandis que le sien restera célèbre dans l'histoire de nos troubles civils. 1796— an IV. Vendée.

Charette, avec de grands talents, eut aussi des défauts remarquables, qui se balançaient continuellement, et faisaient de lui comme deux hommes distincts l'un de l'autre. Ses qualités, développées chez lui avec excès, l'emportèrent trop souvent au delà des bornes de la prudence, et furent trop de fois funestes à son parti, pour qu'on ne le blâme pas de n'avoir point su maîtriser lui-même la fougue de son caractère. Intrépide et brave dans les combats, il fut cruel et féroce dans la victoire. C'est lui qui, le premier, après la prise de Machecoul, donna le signal de ces massacres et de ces terribles représailles auxquelles, malgré nous, nous avons été forcés de faire allusion dans nos récits. Fier et superbe, il sacrifia trop à l'orgueil et à l'ambition dont son âme était dévorée. La mort de l'infortuné Marigny et le supplice de son lieutenant Joly; son obstination à séparer ses intérêts de ceux de la grande armée vendéenne dans la première période de la guerre; la haine qu'il porta à tous les généraux royalistes et en dernier lieu à Stofflet, qui la lui rendaient bien, sont des taches dans une vie dont le cours eût peut-être toujours été glorieux, si les circonstances n'eussent pas laissé à son caractère, naturellement impérieux et dominateur, la facilité de paraître dans toute son énergie. Quoi qu'il en soit, Charette, par sa bravoure et ses talents dans le genre de guerre adopté dans la Vendée, par son invariable attachement à la cause qu'il avait embrassée, par ses succès remportés sur les républicains avec des poignées de soldats, par sa ténacité à ne jamais s'écarter de la route qu'il s'était tracée, et surtout par sa mort, aura un nom célèbre dans la postérité, et on le citera en exemple à tous ceux qui, comme lui, voudront s'armer contre les tyrans de leur patrie.

Ce fut au reste pour les deux partis un grand événement que la mort de Charette, regardée comme la ruine de l'un et le triomphe complet de l'autre; les républicains, non contents de l'avoir tué, s'acharnèrent apres sa mémoire et s'efforcèrent, en le peignant sous de fausses couleurs, de le faire mourir tout entier. On voulut déshonorer jusqu'à sa fin si glorieuse, et on poussa la haine jusqu'à lui reprocher de n'avoir pas osé se donner

1796—an IV. Vendée. la mort pour éviter l'infamie du supplice. Ces reproches ridicules ont été prodigués dans tous les temps aux hommes assez généreux pour se croire au-dessus du malheur. Que ne va pas chercher la haine, quand elle poursuit la célébrité! Si Charette se fût lui-même arraché la vie, on eût dit qu'il n'avait point le courage nécessaire pour lutter contre l'adversité. Mais si les républicains se vengèrent sur la mémoire du héros vendéen des maux qu'il leur avait causés dans sa vie, les royalistes, de leur côté, l'exaltèrent outre mesure, et lui donnèrent une réputation colossale [1].

9 avril. (20 germin.) Berri *Nouveau plan d'insurrection organisé par le comte de Rochecotte; révolte dans le Berri; occupation de Sancerre par*

[1] A cette époque, où la presse était libre, on vit des écrivains faire publiquement à Paris l'éloge d'un homme qui avait été le plus fier ennemi de la république. Pour donner à nos lecteurs une idée de ces panégyriques, nous finirons cet épisode de la guerre de la Vendée, par la citation d'un passage que nous puisons dans le *Bulletin politique de Paris et des départements:*

« Charette est mort, disait le rédacteur du Journal, quelque temps après le supplice du guerrier vendéen; Charette est mort, et, suivant l'usage, la tourbe impure des écrivailleurs vendus ou à vendre s'empresse de charger sa mémoire des plus odieuses imputations. A les entendre, ce n'était qu'un scélérat, qu'un brigand, qu'un tyran ombrageux et farouche, toujours prêt à immoler ses propres partisans à sa sombre inquiétude; qu'un lâche qui n'a pas su se servir du glaive de Caton, pour ne pas tomber entre les mains d'un ennemi vainqueur. Que peut contre la gloire de cet homme célèbre l'acharnement de ces pygmées de la littérature? Qu'auront de commun leurs déclamations achetées avec le jugement impartial de la postérité? Plus désintéressée, elle mettra le nom de Charette à côté de celui de Sertorius, et peut-être un jour que quelque nouveau Corneille honorera son génie en célébrant les travaux et la gloire du dernier des chevaliers français.

« En effet, il est vrai de dire qu'en détruisant Charette on a détruit la Vendée, et qu'en détruisant la Vendée on a porté le dernier coup à la monarchie; car depuis longtemps Charette avait droit de dire :

Rome n'est plus dans Rome; elle est toute où je suis.

« J'ai dédaigné de répondre à toutes les injures prodiguées à la mémoire de ce grand homme; il en est une cependant qui mérite une réponse : c'est celle de n'avoir pas pu se soustraire au supplice par une mort volontaire. Hommes légers, inconséquents, vous auriez donc voulu que le chef de l'armée catholique eût démenti toute sa vie par une action que condamne la religion dont il fut le défenseur? »


NORD
BLOIS
DEPT DE LOIR
Riv
Loire
VIENNE
E LYONNE
Amand
ENTRAYS
Contres
DEPT D'ANDRE ET LOIRE
MONTRICHARD
Cher R.
SELLES
PART
ST AGNAN
Vallencay
CHARITE
DE LA
MONTRESOR
Indre R.
DEPART
LEVR
NEVERS
Loire R.
Chatillon sur Indre
Palluau
Argy
BUZANCOIS
D
NIEVRE
Martizay
Mezier
Bourg
CHATEAURO
Pierre le Moutier
le Langeron
L
I
N
D
le Blanc
en Berri
Creuse R.
ARGENTON
Allier R.
Belabre
ibault
MENT
MOULIN
la Tremouille
S. Benoit
Montmarault
Creuse
DEPT DE LA HAUTE VIENNE
DÉPT DE
LIER
St Pourcain

PROVINCE DE BERRI.



les royalistes; combats de Sens-Beaujeu et de Palluau, etc. 1796 — an IV. Berri.
— Nous venons de retracer la mort de Charette, et d'annoncer qu'avec lui allait presque cesser la guerre civile en France, et voilà que notre sujet nous amène sur un autre théâtre de troubles et de discordes. C'est à regret que nous allons encore parler des divisions intestines qui régnaient, à cette époque, entre des citoyens qui auraient dû se réunir pour le bien général de la patrie. Mais l'effet ordinaire des révolutions est de causer des tempêtes continuelles ; heureux le vaisseau de l'État quand il sait les surmonter toutes et surgir enfin au port !

Depuis la chute de Stofflet et la décadence graduelle du parti de Charette dans la Vendée, les agents des princes français s'étaient convaincus de l'impossibilité de rallumer la guerre civile dans cette contrée, tant qu'un général actif et entreprenant, tel que Hoche, y dirigerait les opérations militaires; leurs vues, ou plutôt leurs vœux, se tournèrent donc d'un autre côté. Des démarches avaient eu lieu pour rendre quelque énergie aux chouans de la Normandie, du Morbihan et des autres départements de la Bretagne ; mais déjà Hoche menaçait de porter dans ces provinces ses troupes victorieuses, et la terreur qu'inspirait le général républicain faisait craindre que ces efforts fussent encore inutiles.

Au lieu donc de s'occuper du soin d'organiser, dans les pays occupés par les chouans, une résistance capable d'arrêter le général Hoche, les agents du roi avaient résolu, dans la vue des intérêts de ce monarque, de chercher à insurger des provinces où l'absence des forces républicaines leur donnait l'espoir de quelques chances de succès. A leur tête était, dans ce moment, le comte Rochecotte[1], gentilhomme de la Touraine, qui, après avoir émigré, était rentré en France et brûlait du désir de se venger des hommes qui l'avaient forcé de quitter sa patrie. Jeune, actif, plein d'énergie, et royaliste enthousiaste, il avait formé le plan d'une vaste insurrection qui devait embrasser le centre de la France, et se rattacher aux forces chouannes de la Bretagne et de la Normandie. Commençant par le Maine, cette insurrection devait ensuite s'étendre dans la Tou-

[1] Condamné à mort et fusillé à Paris, vers la fin de 1798.

1796 — an IV. Berri raine, l'Orléanais et le Berri, remonter ensuite par le Bourbonnais et l'Auvergne, et s'avancer jusqu'à Besançon, dans la Franche-Comté. Là le prince de Condé, s'avançant tout à coup de la frontière avec son corps d'armée, devait opérer sa jonction avec un chef, nommé le comte de Besignan, qui, ayant un grand nombre de partisans dans cette ville, promettait de livrer au prince la citadelle.

Ce plan gigantesque, et d'une exécution si difficile, avait cependant été présenté aux princes français, qui l'avaient approuvé. C'était a l'époque ou les intrigues ourdies avec le général Pichegru donnaient aux royalistes l'espoir d'avoir enfin a leur disposition une armée républicaine; et cette circonstance, en flattant leurs vœux les plus chers, les portait à se dissimuler tous les obstacles qui pouvaient rendre nulle une aussi immense entreprise. Vainement même les promesses du général Pichegru étaient restées sans effet; on s'était si bien habitué à l'espérance de réussir, que les événements de la fin de l'année 1795 n'avaient pu apporter aucun changement à un plan dont l'exécution semblait désormais le seul moyen de ranger la France sous l'autorité des Bourbons. Le comte de Rochecotte s'était rendu à Paris, et c'est dans cette ville qu'il s'était principalement occupé de l'organisation de ce grand plan d'insurrection. Des chefs avaient été nommés, et Rochecotte les envoya dans les provinces qui leur avaient été assignées. Les mois d'hiver devaient être employés à faire les préparatifs nécessaires, à gagner des partisans de la royauté, et à trouver des hommes capables de commander en second. Au printemps, l'insurrection devait éclater, et le signal devait être la nouvelle apparition du comte d'Artois sur les côtes de l'Ouest.

Des effets ne tardèrent pas à suivre la conception de ce nouveau plan de soulèvement. Au grand étonnement de toute la France, on vit la province la mieux connue par le caractere paisible de ses habitants donner le signal de l'insurrection projetée. Les paysans du Berri, excités par leurs prêtres et leurs anciens seigneurs, fatigués de voir leurs enfants et leurs proches incessamment requis pour marcher aux frontieres, recueillir une gloire dont ils étaient peu soucieux, se liguerent en grande partie, et s'organisèrent sous la conduite de quelques royalistes du

pays, et de six émigrés envoyés par Rochecotte et les autres agents des princes. Le soulèvement général devait commencer aux environs de Châteauroux et de Sancerre, se propager ensuite jusqu'à Vendôme, pour tendre la main aux royalistes de l'Ouest, et se communiquer depuis Orléans jusqu'aux montagnes de l'Auvergne, en remontant la rive gauche de la Loire. La jonction des armées insurrectionnelles une fois opérée, toutes les forces royales se seraient portées sans obstacles aux portes de la capitale; mais ce vaste plan échoua par l'un de ces hasards qui renversent si souvent les projets les mieux conçus.

1796 — an IV. Berri.

Un émigré, nommé Phélippeaux, qui se disait parent de l'archevêque de Bourges de ce même nom, et par conséquent de la famille de l'ancien duc de la Vrillière [1], et qu'une relation manuscrite, que nous avons sous les yeux, qualifie de lieutenant général du prince de Condé, avait été envoyé par le comte de Rochecotte pour régler et organiser cette insurrection du Berri. Phélippeaux s'était adjoint un jeune homme du département de la Nièvre, que sa haine profonde pour toutes les institutions républicaines et son dévouement aux anciens principes de la monarchie avaient fait connaître avantageusement de tous les royalistes du Nivernais et du Berri. Ce jeune homme était Hyde de Neuville [2], qui, depuis, devait prouver par l'exil son amour

[1] C'est le même Phélippeaux qui tira le commodore sir Smith de la prison du Temple, et qui, après avoir suivi cet officier anglais en Syrie, mourut à Saint-Jean d'Acre, après le siége de cette place, en 1799.

[2] Hyde de Neuville était né à la Charité-sur-Loire, où son père, Anglais d'origine, avait établi une manufacture de boutons que l'on voit encore dans cette ville. Le sang britannique qui coulait dans ses veines ne lui avait point inspiré de tendance vers ces idées de liberté qui alors étaient générales en France. Après avoir montré une opposition constante au gouvernement républicain, après avoir pris part à presque tous les complots formés pour le renverser, il fut enfin forcé de quitter la France, en 1805, et se retira aux États-Unis d'Amérique, où il resta jusqu'en 1814. Son séjour sur la terre de l'indépendance fut encore impuissant pour affaiblir l'exagération de ses principes monarchiques. Nommé membre de la Chambre des députés, en 1815, il s'y distingua par des sorties violentes contre les hommes et les institutions de la révolution. Orateur plus fougueux qu'éloquent, il appuya successivement toutes les mesures de rigueur proposées à la Chambre, et mit son ambition à briller par son exaltation parmi les membres de cette partie de l'assemblée désignée par l'épithète d'*ultra-royaliste*. Cependant

1796 — an IV. Berri. pour la famille des Bourbons. Les deux agents du comte de Rochecotte s'étaient particulièrement réservé le soin de diriger la rébellion dans cette partie du Berri qui s'étend depuis Bourges jusqu'à la Loire; tandis qu'un autre émigré, nommé Dupin, et connu parmi les siens sous le sobriquet de *Fauconnet*, devait présider l'insurrection dans cette autre partie du Berri qui composait alors, comme aujourd'hui, le département de l'Indre.

Aux paysans berrichons, les chefs du soulèvement avaient eu soin d'adjoindre les déserteurs des troupes républicaines qui venaient se réfugier dans les forêts dont la Loire est bordée, depuis Orléans jusqu'à Nevers. Gagnés par l'espérance de voir bientôt s'établir un gouvernement qui ne les forcerait pas à porter les armes contre leur gré, ces déserteurs s'étaient décidés à servir une cause pour laquelle la plupart d'entre eux avaient d'ailleurs peu d'attachement. Mais les chefs royalistes désiraient beaucoup les voir se fixer sous leurs drapeaux, parce qu'ils trouvaient en eux des hommes déjà instruits dans le service militaire : ils se flattaient d'en tirer un grand secours pour exercer au maniement des armes et aux évolutions militaires les paysans des villages où ils avaient des partisans.

Les deux chefs principaux, Dupin et Phélippeaux, s'occupaient de leur projet de soulèvement. Déjà un grand nombre de communes ou paroisses avaient promis de se lever en masse et d'arborer les couleurs blanches. A un signal convenu, le tocsin devait se faire entendre dans toutes les communes, et les habitants s'armer pour se réunir. Mais en attendant que leur parti eût acquis toute la force et la consistance dont ils le croyaient susceptible, Phélippeaux et Dupin s'empressèrent de choisir les chefs qui devaient commander ces bandes non encore enrégimentées. Les noms des hommes désignés par Dupin ne sont point parvenus jusqu'à nous. Le manuscrit dont nous avons déjà parlé nous met à même de citer ceux des royalistes

il fut nommé, en janvier 1816, ministre plénipotentiaire de France, auprès de la république fédérative des États-Unis d'Amérique. M. Hyde de Neuville à son retour en France fut nommé ambassadeur à Lisbonne, poste que l'influence anglaise lui fit quitter en 1824. Rentré à la Chambre des députés, son opposition et celle de Chateaubriand contribuèrent à la chute du ministère Villèle, et le 5 janvier 1828, il fut nommé ministre de la marine.

qui devaient composer l'état-major du haut Berri. C'était Phélippeaux lui-même, général en chef de l'armée royale et catholique du Berri (tel était le nom qu'il donnait par avance à une réunion de paysans à peine encore instruits de ce qu'ils devaient faire); de Bonnetat, chevalier de Saint-Louis, commandant ou colonel; Derrigaux, commandant; Deboulinard, commandant; Buchet-Martigny, adjudant-major et secrétaire; Rosticelly aîné, Bezard, Desziens, Michel, Bataille, Grangier, Guillomet, Duchalais d'Orléans et Ducorps, ancien garde du corps du roi, avaient rang de capitaines; Rosticelly cadet, Bouin, de Cencière aîné et Desjardins d'Orléans étaient lieutenants; Sémélé devait exercer les fonctions de chirurgien-major, et Dalligny celles de chirurgien en second; enfin, Buchet aîné, curé de village, et le prêtre Godin étaient premier et second aumôniers. 1796—an IV. Berri.

Après avoir arrêté la composition de cet état-major improvisé (tous les noms que nous venons de citer appartenaient à des nobles ou à de bons bourgeois du Berri, dont la plupart n'avaient pas la moindre idée du métier des armes), Phélippeaux fit distribuer à tous les membres une proclamation du roi, afin qu'ils pussent la faire publier dans toutes les communes qui devaient participer à l'insurrection. Cette proclamation, que Phélippeaux avait fait imprimer secrètement, offrait les passages suivants, trop remarquables pour que nous ne nous fassions pas un devoir de les citer :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous nos sujets, salut :

« En nous privant du roi qui n'a régné que dans les fers [1], mais dont l'enfance même vous promettait le digne successeur du meilleur des rois, les impénétrables secrets de la Providence nous ont transmis avec sa couronne la nécessité de l'arracher des mains de la révolte, et le devoir de sauver la patrie, qu'une révolution désastreuse a mise sur le penchant de sa ruine.

« Cette funeste conformité entre les commencements de notre règne et du règne de Henri IV nous est un nouvel engagement de le prendre pour modèle; et, imitant d'abord sa noble franchise, notre âme tout entière va se dévoiler à vos

[1] Le jeune Louis XVII, mort dans la prison du Temple.

1796 — an IV. Berri.

yeux. Assez et trop longtemps nous avons gémi des fatales conjonctures qui tenaient notre voix captive; écoutez-la, lorsque enfin elle peut se faire entendre. Notre amour pour vous est le seul sentiment qui nous inspire; la clémence est pour notre cœur un besoin que nous nous hâtons de satisfaire; et puisque le ciel nous a réservé, à l'exemple du grand Henri, pour rétablir dans notre empire le règne de l'ordre et des lois, comme lui nous remplirons cette sublime destinée, à l'aide de nos fidèles sujets.

..... « Une terrible expérience ne nous a que trop éclairé sur vos malheurs et sur leurs causes. Des hommes impies et factieux, après vous avoir séduits par de mensongeres déclamations et par des promesses trompeuses, vous entraînerent dans l'irréligion et la révolte. Depuis ce moment, un déluge de calamités a fondu sur vous de toutes parts. Vous fûtes infideles au Dieu de vos pères, et ce Dieu, justement irrité, vous a fait sentir tout le poids de sa colère; vous fûtes rebelles à l'autorité qu'il avait établie pour vous gouverner, et un despotisme sanglant, une anarchie non moins cruelle, se succédant tour à tour, vous ont sans cesse déchirés avec une fureur toujours renaissante.....

..... « On a ébranlé, abattu les autels de votre Dieu, le trône de votre roi, et vous avez été malheureux. Ainsi, l'impiété et la révolte ont causé tous vos tourments : pour en terminer le cours, il faut en tarir la source; il faut renoncer à la domination de ces usurpateurs fourbes et cruels qui vous promettaient le bonheur, mais qui ne vous ont donné que la famine et la mort. Nous voulons vous délivrer de leur tyrannie; elle vous a fait assez de mal pour vous inspirer enfin la résolution de vous y soustraire.

« Il faut revenir à cette religion sainte, qui avait attiré sur la France les benédictions du ciel; nous voulons relever ses autels; en recommandant la justice aux souverains, et aux sujets la fidélite, elle maintient le bon ordre et assure le triomphe des lois; elle produit la félicité des empires.

« Il faut retablir ce gouvernement qui fut pendant quatorze siecles la gloire de la France et les delices des Français, qui avait fait de notre patrie le plus florissant des États, et de vous-

mêmes les plus heureux des peuples : nous voulons vous le rendre. Tant de révolutions qui vous déchirent, depuis qu'il est renversé, ne vous ont-elles pas convaincus qu'il est le seul qui vous convienne? 1796 — an IV Berri.

« Et ne croyez pas ces hommes perfides et ambitieux qui, pour vous éloigner de notre personne, vous peignent le fils de vos rois et tous ceux qui l'ont accompagné sur la terre de l'exil comme dévorés de la soif coupable de la vengeance. La clémence des Bourbons n'est-elle pas connue de toute la France? Un père ne saurait se résoudre à châtier trop sévèrement ses enfants, et votre roi répond de tous ceux qu'il ramènera avec lui dans le sein de notre belle patrie. Trop heureux de n'avoir jamais suivi que cette ligne droite indiquée par leur conscience et leur devoir, ils ne sauront que plaindre les hommes qui n'auront pas su les imiter ; et la vertu inaltérable qu'ils ont opposée au torrent de la corruption ne sera pas flétrie par des animosités personnelles.

« Ces ministres d'un Dieu de paix qui ne se sont dérobés aux violences de la persécution que pour vous conserver la foi, remplis du zèle qui éclaire, de la charité qui pardonne, enseigneront, par leurs exemples autant que par leurs discours, l'oubli des injures et le pardon de ses ennemis. Pourriez-vous craindre qu'ils ternissent l'éclat immortel que leur conduite généreuse et le sang de tant de martyrs ont répandu sur l'Église gallicane ! Nos cours de magistrature, qui se sont toujours distinguées par leur intégrité dans l'administration de la justice, donneront l'exemple de la soumission aux lois dont elles sont les ministres : inaccessibles aux passions, que leur devoir les porte à réprimer, elles assureront, par une fermeté impartiale, l'effet des sentiments que la clémence nous inspire.

« Cette noblesse qui n'a quitté sa patrie que pour la mieux défendre; qui n'a tiré l'épée que dans la ferme persuasion qu'elle s'armait pour la France et non contre elle ; qui vous tend une main secourable alors même qu'elle est obligée de vous combattre; qui aux fureurs de la calomnie oppose sa constance dans l'adversité, son intrépidité dans les combats, son humanité dans la victoire, son dévouement à l'honneur; cette noblesse qu'on s'efforce de mettre en butte à votre haine n'ou-

1796 — an IV. Berri. bliera pas que le peuple doit trouver en elle sa lumière, son secours, son appui. Elle mettra sa gloire dans la magnanimité, elle illustrera tant de sacrifices qu'elle a faits par le sacrifice de tous ses ressentiments, et cette classe d'émigrés qui sont ses inférieurs par la naissance, mais ses égaux par la vertu; ces bons Français dont la fidélité est d'autant plus recommandable à nos yeux qu'ils avaient plus de séductions à vaincre, témoins non suspects de ses sentiments généreux, en seraient, s'il était nécessaire, les garants auprès de vous.

« Qui oserait se venger quand votre roi pardonne?

« Mais la clémence qui signalera les premiers jours de notre règne sera inséparable de la fermeté. Notre amour pour nos sujets nous engage à être indulgent, le même motif nous apprend à être juste. Nous pardonnerons donc sans regrets à ces hommes si coupables qui ont égaré le peuple; nous traiterons avec une rigueur inexorable ceux qui désormais tenteraient de le séduire; nous tendrons les bras aux rebelles que la confiance et le repentir ramèneront à nous; s'il en est qui s'obstinent dans la révolte, ils apprendront que notre clémence s'arrête au terme marqué par la justice, et que la force saura réduire ceux que la bonté n'aura pu gagner.

« Le trône que deux fois la révolution a privé du souverain qui l'occupait n'est pas pour nous un objet d'ambition et de jouissance. Hélas! fumant encore du sang de notre famille et tout entouré de ruines, il ne nous promet que des souvenirs douloureux, des travaux et des peines.

« Mais la Providence nous ordonne d'y monter, et nous savons lui obéir : nos droits nous y appellent, et nous saurons les défendre : nous pourrons y travailler au bonheur de la France, et ce motif enflamme notre courage. Si nous sommes réduit à le conquérir, plein de confiance dans la justice de notre cause et dans le zèle des bons Français, nous marcherons à sa conquête avec un zele infatigable et d'un pas intrépide : nous y marcherons, s'il le faut, à travers les cohortes des rebelles et les poignards des assassins. Le Dieu de saint Louis, ce Dieu que nous prenons à témoin de la pureté de nos vues, sera notre guide et notre appui. »

Le reste de cette proclamation vigoureuse de Louis XVIII

était un appel à tous les Français restés fidèles à la cause de l'autel et du trône, pour se réunir franchement et disputer, les armes à la main, la suprême autorité, alors possédée par le Directoire républicain. Le roi de France, afin de les engager plus fortement à se lever en sa faveur, leur citait l'exemple magnanime des généreux Vendéens, et finissait par faire à ceux-ci un hommage public de sa royale reconnaissance. « Et vous, disait-il, invincibles héros, que Dieu a choisis pour être les restaurateurs des autels et du trône, et dont la mission est attestée par une multitude de prodiges; vous dont les mains triomphantes et pures ont entretenu au sein de la France le flambeau de la foi et le feu sacré de l'honneur; vous que notre cœur a constamment suivis, auprès de qui nos vœux nous portaient sans cesse, qui fûtes toujours notre consolation et notre espoir, illustres armées catholiques et royales, dignes modèles de tous les Français, recevez les témoignages de la satisfaction de votre roi. Jamais il n'oubliera vos services, votre courage, l'intégrité de vos principes et votre inébranlable fidélité. »

Cette proclamation, répandue avec une grande profusion, ne tarda pas à engager un grand nombre de partisans secrets de la royauté à prendre parti dans l'insurrection. Le curé de Soesme, petit bourg de la Sologne, se distingua surtout par l'audace avec laquelle il prêchait presque ouvertement le soulèvement dans toutes les campagnes environnantes. Son influence sur l'esprit des habitants de ces contrées presque sauvages était telle, qu'il réussit à réunir, à lui seul, près de 7 à 800 hommes. D'autres émissaires parcouraient en même temps les différentes communes du Berri, visitaient pendant la nuit les habitants qui leur semblaient disposés à les écouter, et les préparaient à la révolte, en colportant les bruits les plus déraisonnables, mais d'autant mieux reçus par ces hommes simples et confiants, qu'ils étaient plus absurdes. L'un de ces émissaires, déserteur allemand, et nommé Michel, se faisait passer pour un prince étranger, et par cette ridicule imposture gagnait plus de partisans qu'il ne l'eût pu faire par les meilleurs motifs possibles.

Les nouvelles annoncées par ces émissaires de Dupin et de Phélippeaux, la hardiesse de leurs discours et de leurs promesses avaient fini par inspirer à leurs fauteurs une confiance

1796 — an IV. Berri.

presque sans bornes, et aux républicains la crainte de les voir réussir. Un grand nombre de ceux-ci commençaient à se persuader que la rentrée des Bourbons n'était ni impossible, ni éloignée. La conduite équivoque du Directoire augmentait encore les craintes des uns et les espérances des autres. Faire entrevoir que la cause de la légitimité était maintenant la seule qui pùt triompher, était déjà une victoire remportée par les royalistes. On se persuade facilement ce que l'on souhaite, et les chefs de l'insurrection berrichonne brûlaient déjà du désir de voir arriver le moment où, le tocsin avertissant toutes les communes, ils pourraient se mettre en campagne, et déclarer hautement leurs projets.

Mais l'insurrection partielle du Berri était subordonnée au mouvement plus général dont le comte de Rochecotte avait arrêté le plan. Les agents des princes dans les autres provinces comprises dans ce plan général avaient été moins heureux que ceux qui étaient employés dans le Berri. Des secours d'hommes et de chevaux que les chefs de l'Orléanais devaient faire filer le long de la Loire n'étaient pas encore arrivés; des lettres du comte de Rochecotte annonçaient, il est vrai, que le marquis de Dujuglard avait déjà une force organisée dans le Vendômois; mais elles demandaient en même temps qu'on reculât la levée de boucliers du Berri jusqu'au commencement de mai. En conséquence, dans une assemblée de tous les chefs berrichons, qui eut lieu à Jars, il fut décidé qu'on attendrait cette époque, et qu'on profiterait de ce délai pour préparer les mesures, de manière que le tocsin pût sonner dans toutes les paroisses à la fois. Cette décision prise, Dupin et Phélippeaux se séparèrent, le premier pour aller du côté de Châteauroux, chef-lieu du département de l'Indre, et le second pour se rendre du côté de Sancerre.

Cependant un incident malheureux allait faire manquer toutes ces mesures qu'indiquait la prudence, et faire échouer toute l'entreprise. Nous avons dit que Phélippeaux s'était adjoint un grand nombre de déserteurs républicains. Ces malheureux, réunis depuis plus de trois mois dans les bois qui couvrent le village de Jars, s'impatientaient de voir que le moment de sortir de leur retraite n'arrivait pas; ils tremblaient d'être découverts par les républicains, car ils savaient que,

dans ce cas, la peine de mort était le sort qui les attendait. Irrités de ce que, dans la dernière assemblée de Jars, il avait été décidé de retarder encore l'insurrection, ils se mutinèrent et députèrent à Phélippeaux leur commandant, nommé Bataille. Ce Bataille, qui avait été capitaine dans un régiment républicain, et qu'une affaire de discipline avait fait déserter ses premiers drapeaux, était un homme dur et farouche. Il éclata en plaintes et en injures contre Phélippeaux : « Que ne nous laissiez-vous, lui dit-il, rejoindre les armées républicaines? Nous aimerions mieux nous battre que d'être réduits à nous cacher dans les bois comme des brigands! Quelle foi ajouter à vos paroles? Vous nous avez promis de nous exempter, au bout de quelques mois, de tout service militaire, et cependant en voilà déjà trois d'écoulés sans avoir obtenu aucun résultat favorable! Vous montrez beaucoup d'activité et de courage dans les courses et les assemblées; mais s'agit-il d'exécuter, votre faiblesse vous fait toujours reculer l'époque où il faudra une valeur à toute épreuve. Ce n'est pas ainsi qu'il faut agir contre les républicains. Mais, nous le voyons bien, loin de vouloir nous sauver, vous êtes un jacobin, un espion de la république; vous voulez nous faire tous prendre, nous saurons y mettre bon ordre. »

1796 — an IV. Berri.

Le cas était pressant; Bataille pouvait se repentir, tout déclarer aux autorités républicaines, et faire prendre Phélippeaux lui-même et les autres chefs des conjurés. Il fallait donc prévenir cette dénonciation, et céder à la volonté des déserteurs, ou être trahi par eux. L'ordre est aussitôt envoyé, aux chefs royalistes voisins de Jars, de rassembler leurs partisans pour venir se joindre aux déserteurs. En moins de six heures, 1,000 hommes se trouvèrent au rendez-vous. Les déserteurs étaient environ 500, et ces 1,500 royalistes s'ébranlèrent, le 2 avril, à six heures du matin, et arrivèrent à Sury-en-Vaux, petite ville proche de Sancerre, avec laquelle ils avaient des intelligences secrètes, dont les principaux habitants s'étaient toujours montrés fermement opposés aux principes de la révolution, et où commandait Buchet-Martigny, l'un des plus audacieux chefs du parti royaliste berrichon.

Cette première troupe se grossit à Sury-en-Vaux de tous ceux que Buchet-Martigny avait d'avance enrôlés sous l'étendard de

1796 — an IV. Berri. la royauté. Armés de piques, de fusils de chasse, de pistolets et même de fourches, de broches et autres instruments hostiles, les insurgés du Berri, après s'être concertés entre eux, prirent la détermination de marcher sur Sancerre et de s'en emparer, s'il était possible. Deux mauvais canons, traînés par des chevaux de labour qui appartenaient à Buchet-Martigny, précédaient les royalistes, et augmentaient leur audace.

Afin de mieux assurer le succès de l'envahissement qu'il méditait, Phélippeaux partagea sa petite armée en plusieurs bandes, qui, prenant des chemins différents, devaient se présenter en même temps aux portes de Sancerre. Cette mesure adroite réussit ainsi qu'il se l'était proposé. Sancerre était entièrement dépourvu de toute espèce de moyens de défense. Un grand nombre des habitants étaient connus pour être secrètement attachés à la cause royale. Au moment donc où les divers détachements des insurgés parurent à la vue des remparts de la ville, les autorités républicaines se trouvèrent dans le plus grand embarras. Mettre sur pied la garde nationale, et s'en servir pour opposer aux assaillants de la résistance, pouvait devenir dangereux pour eux-mêmes et causer le pillage de la ville et peut-être l'incendie de leurs maisons. D'ailleurs, les bruits colportés par les émissaires des insurgés et les nouvelles alarmantes inventées par eux étaient parvenus jusqu'à Sancerre. On doutait si le Directoire ne serait pas renversé, et si Louis XVIII ne remonterait pas sur son trône. Afin donc de mettre à couvert leurs divers intérêts, les autorités républicaines de Sancerre s'arrêtèrent à une mesure mitoyenne : elles résolurent de faire assez de résistance pour se justifier aux yeux de la république, si la république triomphait; et de laisser prendre leur ville, afin de s'en faire un mérite auprès du roi, si la cause de la légitimité l'emportait. En conséquence de cette détermination, les portes de Sancerre furent barricadées, quelques hommes furent placés de distance en distance sur les remparts, et deux canons non moins mauvais que ceux des royalistes furent braqués à l'endroit où leur secours était presque inutile. A la première approche des soldats de Phélippeaux, les Sancerrois firent une décharge de cette misérable artillerie; quelques coups de fusil, trop éloignés pour faire du mal, furent aussi tirés; mais Phélippeaux

ayant fait sommer la ville de se rendre, on vit tout à coup cesser 1796 — an IV. Berri.
ce simulacre de résistance. Les portes de Sancerre furent ouvertes, et les royalistes y firent leur entrée en triomphe, et poussant des cris de joie, qui démontraient combien ils étaient satisfaits de n'avoir pas été obligés d'employer la violence.

Le drapeau blanc fut aussitôt arboré sur tous les lieux élevés de la ville, et les pieux royalistes se rendirent presque tous à l'église pour assister à un *Te Deum* chanté en actions de grâces de la victoire que le Dieu des armées venait de leur procurer. Les caisses de la république furent arrêtées, les papiers des administrations brûlés, les arbres de la liberté coupés, et une forte imposition de guerre fut répartie sur ceux des habitants qu'on savait être attachés au gouvernement subsistant. Ceux-ci se virent en outre dans l'obligation de loger des soldats de l'armée royale et catholique; car Phélippeaux, n'ayant encore ni magasins ni approvisionnements, ne pouvait faire camper ses troupes et les astreindre à aucune discipline.

L'occupation de Sancerre avait eu lieu le 3 avril, et Phélippeaux, qui se doutait bien que les républicains ne le laisseraient pas longtemps tranquille dans sa conquête, s'occupa sans délai du soin de rassembler tous ses partisans et de leur assigner une organisation définitive. Les chefs secondaires firent une telle diligence, que, le 5 avril, 7 à 8,000 hommes se trouvèrent réunis à Sancerre. Phélippeaux en passa la revue sur la place publique, et afin de mettre de l'ordre dans cette cohue de paysans à peine armés, il distribua sa troupe dans les cadres préparés d'avance, et forma des compagnies pour les réunir en bataillons, qui composèrent des régiments. Un règlement, portant les peines les plus sévères contre tout homme qui déserterait les drapeaux de la cause qu'il venait d'embrasser fut en même temps publié et affiché dans Sancerre.

Ce premier succès obtenu par les insurgés royalistes était de la plus haute importance pour leurs projets ultérieurs. Assise sur le sommet assez élevé d'une montagne qui domine tout le cours de la Loire, la ville de Sancerre était la position la plus avantageuse que pussent choisir des hommes qui voulaient organiser la guerre civile dans ces contrées. Elle donnait de grandes facilités pour s'emparer des villes importantes de Ne-

1796 — an IV. Berri.

vers, de la Charité, de Cosne, où se trouvait une magnifique fonderie d'objets d'artillerie; et pour s'étendre dans le Nivernais, le Morvan et la Puisaye, pays fourrés, couverts de bois, entrecoupés de ruisseaux et de marécages, et qui présentaient conséquemment un terrain favorable pour entretenir une guerre de partisans. Une fois possesseurs du pont de la Charité dont Sancerre est voisin, et où Hyde de Neuville travaillait puissamment à former des intelligences, les royalistes se trouvaient maîtres des deux rives de la Loire et pouvaient remonter vers l'Auvergne, et descendre vers Orléans. Ils pouvaient dès lors recevoir plus facilement les secours qu'on leur promettait de cette dernière ville, et lier leurs opérations avec celles de la grande insurrection, dont s'occupait toujours le comte de Rochecotte. En gardant la position de Sancerre et cherchant à s'y fortifier, Phélippeaux aurait donc fait preuve de talents militaires et démontré qu'il était digne de devenir chef de parti. Il allait précisément prouver tout le contraire.

En effet, au lieu d'appliquer tous ses soins à assurer sa conquête, ce chef inhabile se laissa séduire par l'ambition d'en faire une plus éclatante, mais moins solide. Il avait dans Bourges, capitale du Berri, des partisans assez nombreux; trompé par les rapports inexacts qu'ils lui faisaient passer, Phélippeaux osa se flatter qu'il ne lui serait pas difficile de s'emparer de cette ville. Bourges, autrefois retraite des rois de France dans leurs revers, eût été, il est vrai, une possession d'autant plus avantageuse aux royalistes de Phélippeaux, qu'ils trouvaient par là le moyen de se rapprocher de Dupin, occupé lui-même à insurger le département de l'Indre; mais pour s'emparer d'une cité aussi populeuse, chef-lieu d'un département, d'une division militaire, et qui renfermait dans son sein un grand nombre d'hommes dévoués à la république, il eût fallu à Phélippeaux plus de forces disponibles qu'il n'en avait; il fallait en outre supposer que les autorités républicaines qui siégeaient à Bourges resteraient toujours dans l'apathie trompeuse où les royalistes les croyaient plongées. Tel était pourtant l'aveuglement de Phélippeaux, qu'il ne fit attention à aucune de ces considérations, et commit la sottise d'abandonner une conquête certaine, pour chercher à réaliser des espérances illusoires et

chimériques. Le 8 avril, il évacua Sancerre et vint camper à Sens-Beaujeu, bourg situé à trois lieues de cette dernière ville, au milieu d'un pays dont les terres grasses et les chemins mal tracés, à travers des bois épais, rendaient l'approche et la sortie également difficiles. Il devait de là se diriger sur Bourges avec sa troupe, divisée en trois colonnes. 1796 — an IV. Berri.

Mais tandis que Phélippeaux, égaré par son ambition, méditait ainsi l'occupation de la capitale du Berri, et fondait ses espérances sur la prétendue apathie des républicains, ceux-ci faisaient, au contraire, les préparatifs les plus actifs pour renverser des projets dont ils avaient depuis longtemps la connaissance. Au premier bruit des mouvements des paysans berrichons, le Directoire avait donné au général Hoche l'ordre de faire filer des troupes dans le Berri, afin de rétablir promptement la tranquillité, prête à être troublée dans ces contrées. Hoche avait, en conséquence, envoyé 3,000 hommes avec des canons, sous le commandement des deux généraux Canuel[1] et Devaux, qui déjà avaient donné de nombreuses preuves de leur zèle et de leur dévouement pour la cause de la république, dans la guerre de la Vendée. Des grenadiers et des chasseurs à cheval partis d'Orléans, et 1,500 hommes, tant d'infanterie que de cavalerie, envoyés de Paris, étaient déjà parvenus à leur destination. En même temps, l'administration du département de la Nièvre faisait border la Loire de troupes et de canons, et se concertait dans ses mouvements, de la manière la plus énergique, avec les généraux Desenfant, Canuel et Devaux, réunis à Bourges. Les gardes nationales des trois départements du Cher, de la Nièvre et de l'Indre avaient en outre l'ordre de se tenir prêtes au premier signal. Tout était donc disposé pour écraser les royalistes, et les généraux républicains se trouvaient des forces redoutables, dans l'instant même où les insurgés se flattaient de les surprendre.

Tandis que le général Desenfant, qui commandait le département du Cher, envoyait un détachement suffisant pour s'op-

[1] C'est le même qui depuis montra son dévouement à la cause royale dans la Chambre des députés, dont il était membre pendant la session de 1815; le même qui présida le conseil de guerre par lequel fut jugé le général Travot, à la même époque, et qui a commandé ensuite à Lyon.

1796 — an IV. Berri

poser aux efforts de Dupin dans le département de l'Indre, il avait été décidé que le reste des troupes républicaines se mettrait en marche sur Sancerre, dont on ignorait encore l'évacuation. Le 9 avril, deux colonnes partirent de Bourges pour cette expédition. La première, commandée par le général Canuel, se porta sur Sancerre, longeant la route de la Charité à Bourges, et passant par le bourg d'Azy. La seconde, aux ordres du général Desenfant, se dirigea sur Henrichemont, et là se partagea en deux autres corps, dont l'un, commandé par le général Devaux, marcha sur Villegenon, et l'autre sur Sens-Beaujeu, qu'on savait être occupé par les insurgés, mais qu'on ne savait pas être le lieu de campement de toute l'armée royale et catholique. Le général Canuel était arrivé le premier à Sancerre, qu'à son grand étonnement il avait trouvé évacué. Instruit que les paysans berrichons étaient à Sens-Beaujeu, et craignant que le général Desenfant ne fût pas en forces pour les attaquer, il se dirigea sans s'arrêter sur le point indiqué. Les deux colonnes républicaines arrivèrent à Sens-Beaujeu, presque en même temps au milieu de la nuit.

Phélippeaux n'avait pas tardé à se repentir d'avoir abandonné Sancerre; car les hommes mêmes qui l'avaient engagé à se porter sur Bourges l'avaient presque aussitôt instruit des renforts survenus aux républicains, et des vigoureuses mesures que prenaient les autorités départementales pour faire cesser l'insurrection; cependant, au lieu de retourner occuper Sancerre, il s'était obstiné à rester à Sens-Beaujeu. Peut-être qu'ayant négligé de fortifier cette première ville, il craignait d'y voir son parti détruit plus tôt qu'à Sens-Beaujeu, situé, ainsi que nous l'avons dit, dans un pays presque impraticable, où la fuite, en cas d'une défaite, serait pour ceux de son parti beaucoup plus facile. Décidé à attendre les républicains dans sa position actuelle, Phélippeaux aurait dû au moins rassembler ses troupes et les serrer en masse; mais par une imprudence inconcevable, et qui prouve que ce chef était plus propre à ourdir une intrigue qu'à commander une armée, il avait au contraire dispersé ses soldats dans les villages environnants, et n'avait fait aucune disposition pour se défendre. Le désordre le plus absolu régnait dans l'état-major de Sens-Beaujeu. Le jeu et la

table semblaient être la seule occupation de ces hommes qui 1796 an IV. Berri.
voulaient renverser la république et rendre à Louis XVIII le trône de ses pères. A peine même s'ils avaient pris soin de placer autour d'eux quelques sentinelles; ils semblaient être dans la sécurité la plus complète, et la foudre républicaine était prête à les atteindre.

En effet, guidé par les patriotes de Sancerre, le général Canuel avait marché toute la nuit. A onze heures et demie, sa troupe, que l'évacuation de Sancerre par les royalistes avait remplie d'une nouvelle ardeur, arrive à Sens-Beaujeu. Le bruit des chevaux des officiers républicains, le cliquetis des armes des soldats s'avançant à travers les ténèbres d'une nuit obscure, réveillent en sursaut quelques royalistes qui, à demi endormis encore, et à moitié habillés, parviennent seulement alors à se réunir. Au *Qui vive?* demandé par eux les républicains répondent, *Royalistes*, et s'approchent, en trompant ainsi leurs adversaires; mais à peine sont-ils à portée, qu'une violente décharge de mousqueterie vient tirer les royalistes de leur erreur et leur annoncer à quels ennemis ils ont affaire. Les détonations des armes à feu, et les cris de *Vive la liberté! à bas les royalistes!* poussés dans l'obscurité par les républicains, ont achevé de réveiller les chefs des insurgés. Ils courent à leurs armes, ils rassemblent leurs soldats. Rosticelly l'aîné, le plus brave d'entre eux, s'élance à moitié vêtu, renverse plusieurs républicains, et donne à quelques royalistes le temps de venir le secourir.

Sa résistance contenait un peu les assaillants, lorsque, atteint d'une balle au front, il tombe et meurt en criant : *Vive le roi!* Son jeune frère veut au moins le venger, et le remplace à la tête des Berrichons : efforts inutiles. Dans ce moment de trouble et de terreur, encore augmenté par les ténèbres de la nuit, la colonne du général Desenfant venait d'arriver à Sens-Beaujeu, et attaquait en queue les royalistes, tandis que le général Canuel les pressait de front. L'épouvante est à son comble. « Nous sommes coupés! » tel est le cri de détresse que poussent tous les vaincus. La fuite est bientôt la seule ressource qu'ils emploient pour échapper au danger. Tous ces soldats d'un moment, qui n'avaient qu'à jeter leurs armes rouillées et grossières pour re-

1796 — an IV. Berri.

devenir paysans, courent en foule se cacher dans les bois qui entourent Sens-Beaujeu; et, contents de ce premier essai de leur valeur, maudissent dans leur cœur les hommes qui les avaient engagés dans cette fatale échauffourée.

Cependant les républicains avaient cerné le bourg de Sens-Beaujeu, tandis qu'une partie d'entre eux pénétrait dans l'intérieur, afin de se saisir des chefs qui pourraient s'y rencontrer. Dans ce moment était sur la place, monté sur un cheval, et couvert de ses habits sacerdotaux, Buchet-Perrière, frère aîné de Buchet-Martigny, major des insurgés, curé des environs, et premier aumônier de l'armée, il cherchait à rallier quelques royalistes effrayés, lorsque les républicains, qui arrivaient sur la place, l'étendirent mort à leurs pieds. La chute de Buchet fut le signal d'une déroute totale des royalistes; saisis comme d'une espèce de vertige, ils se précipitaient sans armes au milieu des bataillons républicains, qu'ils n'apercevaient point dans l'obscurité, et qu'ils s'efforçaient de traverser pour prendre la fuite: plaignant leur aveuglement, les soldats vainqueurs dédaignaient de les frapper. Enfin, après deux heures d'un combat honteux pour les chefs royalistes surtout, les républicains restèrent maîtres du village de Sens-Beaujeu.

Des patrouilles se répandirent alors dans les maisons, afin de les fouiller et d'arrêter tous ceux des insurgés qui s'y trouvaient; mais la plupart avaient pris la fuite, et bien peu d'entre eux tombèrent au pouvoir des républicains. Cependant le bruit s'étant répandu que le chef de l'insurrection, Phélippeaux, était encore dans le bourg, les républicains redoublèrent d'ardeur pour le découvrir. Un traître leur indique la maison de madame Gressin-Boisgirard, comme étant celle où s'était retiré Phélippeaux; ils s'y rendent aussitôt, la parcourent dans tous les sens, et ne découvrent encore personne: Phélippeaux, nu en chemise, venait d'en sortir, et s'était sauvé par une issue secrète qui conduisait hors du bourg. Les républicains s'apprêtaient à quitter la maison, lorsque, par les soupiraux d'une cave qu'ils n'avaient point aperçue, ils entendent un bruit confus de voix, et se persuadent que c'est le chef qu'ils poursuivent. Furieux d'être déçus dans toutes leurs recherches, et ne trouvant point la porte de la cave, ils déchargent au hasard leurs armes

par le soupirail. Les voix entendues étaient celles de madame Gressin-Boisgirard et de plusieurs personnes de sa famille, auxquelles la frayeur avait fait chercher un asile dans cet endroit. Madame Gressin-Boisgirard, atteinte par le plomb meurtrier, tomba baignée dans son sang, et expira entre les bras des siens. Cette infortunée[1] était, à cette époque, l'une des plus belles femmes du Berri, et sa mort malheureuse fut un sujet de deuil pour les vainqueurs eux-mêmes. 1796 — an IV. Berri.

Au point du jour, les républicains sortirent de Sens-Beaujeu pour se mettre à la poursuite des royalistes, et dissiper ceux qu'ils savaient être cantonnés dans les villages voisins; mais déjà la terreur avait gagné tous les insurgés, et tous, pour éviter la rencontre des républicains, avaient pris la fuite et s'étaient dispersés sans qu'il fût besoin de les combattre. La perte des royalistes dans la surprise de Sens-Beaujeu paraît avoir été considérable[2]; celle des républicains, au contraire, fut presque

[1] Elle laissait plusieurs enfants en bas âge, encore existants, dont l'un est M. Gressin-Desforges, homme d'affaires du maréchal Macdonald, né lui-même à Sancerre, et qui a dans ce pays de grandes propriétés.

[2] L'esprit de parti fait tomber dans d'étranges contradictions! L'auteur anonyme d'une relation qui nous a fourni une partie des détails que nous venons de rapporter prétend que la perte des royalistes ne fut que de quelques hommes. Et cependant il représente les républicains comme assommant sans pitié et avec une atroce volupté les royalistes; il les représente employant jusques à la ruse pour mieux pouvoir savourer cet affreux plaisir, et s'embusquant dans l'ombre de la nuit à la porte des maisons afin de massacrer tous les insurgés qui en sortiraient pour se sauver. En exagérant ainsi les effets de cette cruauté superflue, l'auteur n'a pas seulement oublié qu'il était Français, il a oublié d'être conséquent. Car si les républicains ont commis de sang-froid tant de massacres, les royalistes ont donc perdu plus que *quelques hommes*; et si les royalistes n'ont perdu que *quelques hommes*, les républicains ne se sont donc pas baignés dans leur sang, comme il cherche à le persuader. Mais l'auteur voulait rendre odieux les hommes qu'il combattait; il voulait prouver que les républicains avaient eu tort de se vanter du combat de Beaujeu, comme d'une victoire, et peu lui importait la justesse des raisons alléguées pour atteindre ce double but. C'est ainsi qu'il faut toujours se défier des relations de ceux qui ne cherchent qu'à plaire à un parti, et non à dire la vérité.

Au reste, qu'il soit vrai, ou faux, ou exagéré, nous citerons le fait suivant, que nous fournit une autre relation. Il honore le nom français; il a droit à être consigné dans nos Annales.

Deux tambours de l'armée catholique et royale, Dubriou et Cereau,

1796 – an IV. Berri

nulle; n'ayant affaire qu'à des hommes qui se laissaient massacrer presque sans résistance, ils n'eurent à regretter qu'un petit nombre de morts, parmi lesquels se trouvaient messieurs Bardoulat et Gressin des Averdines, oncle de madame Gressin, dont nous venons de raconter la fin tragique, père de quatre enfants, et laissant une femme enceinte. Ces deux républicains, habitants de Sancerre, et qui avaient guidé la colonne du général Canuel, avaient été tués par des royalistes embusqués à une fenêtre d'une maison de Sens-Beaujeu.

Cependant Dupin, qui s'était retiré dans le département de l'Indre après la grande conférence tenue, le 2 avril, à Jars, avait été promptement averti par Phélippeaux de la violence que lui faisaient les déserteurs républicains, et de l'obligation où le mettait cette circonstance, de commencer les hostilités avant le terme convenu. Convaincu que l'insurrection projetée ne réussirait qu'autant qu'elle éclaterait dans tout le Berri à la fois, il s'était lui-même décidé à précipiter le soulèvement des paysans qu'il devait commander. Un rendez-vous général leur fut assigné à Palluau, village qui se trouve aux environs de Châteauroux, à quelque distance de la rivière d'Indre. Il réussit à en rassembler 3 à 4,000, qu'il enrégimenta, ainsi que l'avait fait Phélippeaux à Sancerre. Dupin avait déjà fait à leur tête plusieurs excursions dans les villages voisins, et grossissait chaque jour le nombre de ses partisans, lorsque le détachement républicain, que le général Desenfant avait envoyé de Bourges dans le département de l'Indre, arriva à Châteauroux, et se mit aussitôt en marche contre les insurgés.

Le chef Dupin n'imita point la confiante sécurité de Phélippeaux. A la première nouvelle de l'arrivée des républicains, il

dit M***, qui cherchaient à rejoindre leurs compagnons d'armes, tombent entre les mains des *bleus* (des républicains), qui les font prisonniers et leur ordonnent, sous peine de mort, de battre sur-le-champ le rappel, pour attirer tous les royalistes qui logeaient aux villages voisins de Sens-Beaujeu dans une embuscade où étaient postés les bleus. Vingt baïonnettes sont prêtes à frapper; mais l'aspect de la mort fait-il trembler le vrai courage? Ces deux braves, nouveaux d'Assas, préfèrent un trépas assuré au rôle qu'on veut leur faire remplir, et refusent sans balancer de faire ce qu'on exige d'eux. »

se hâta de faire replier ses troupes, les concentra toutes dans 1795 — an IV. Berri.
une forte position, qu'en habile officier il avait choisie auprès de Palluau, et employa tous les moyens qui étaient en lui pour les engager à opposer à leurs ennemis une vigoureuse résistance. Les effets prouvèrent bien vite qu'il suffit toujours de savoir bien conduire des Français pour leur inspirer du courage. Les républicains trouvèrent les paysans berrichons rangés en ligne de bataille, et préparés à les bien recevoir. Cependant, méprisant une armée qu'ils regardaient comme un ramas d'hommes encore inhabiles au métier des armes, ils se jetèrent sur eux sans précaution, en s'imaginant qu'ils allaient fuir à la première décharge de leurs fusils; mais ils furent promptement détrompés. Les Berrichons essuyerent le feu des républicains sans se déconcerter, et tombant à leur tour sur eux, ils les surprirent par leur audace, et les forcèrent à se replier pour se rallier. Honteux d'être repoussés par des paysans armés, les soldats républicains revinrent deux fois à la charge, et deux fois ils furent obligés de céder. Dupin parcourait les rangs des siens, et faisait passer dans leur âme toute l'énergie dont la sienne était animée; mais, à la troisième charge, les républicains se précipitèrent avec tant de fureur sur leurs adversaires, que cette fois les royalistes furent enfoncés, et contraints de prendre la fuite, après avoir perdu un grand nombre de leurs camarades. Les vainqueurs avaient eux-mêmes éprouvé une perte considérable.

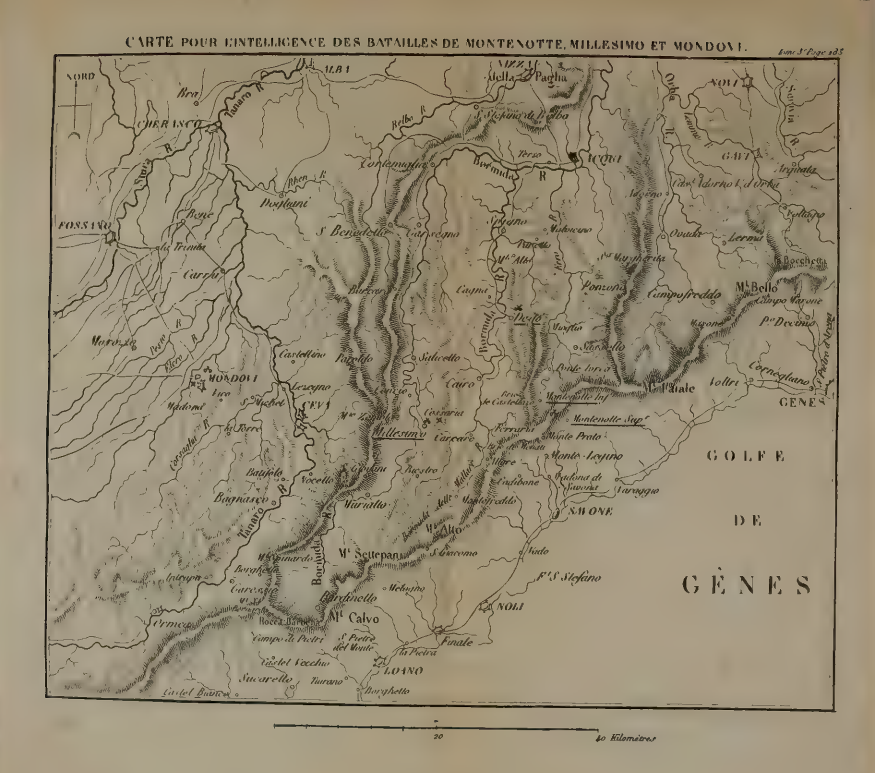
Dupin, cependant, était parvenu à rallier la plupart de ses soldats, un peu par delà Palluau; mais poursuivi par les républicains, il fut acculé par eux sur les bords de l'Indre, et attaqué avec vigueur. Dupin avait devant lui ses ennemis, derrière lui était l'Indre, qu'il ne pouvait espérer de passer, faute de ponts ou de moyens de transport; la victoire était donc le seul moyen de salut qui restât aux malheureux royalistes. Ils le sentaient, et se battirent avec toute la rage du désespoir. Mais que pouvaient désormais les Berrichons affaiblis par le dernier combat, et privés de la position avantageuse qui avait beaucoup contribué à leur valeureuse défense? Après un combat qui fut un carnage presque continuel, les royalistes furent taillés en pièces. Un grand nombre se noyèrent dans l'Indre.

1796 — an IV. Berri. en cherchant à traverser la rivière à la nage; d'autres, plus heureux, réussirent à se sauver par des sentiers qui longeaient l'Indre, et qu'eux seuls connaissaient. Le reste, au nombre de près de 500 et parmi lesquels se trouvait le chef du rassemblement Dupin, tombèrent entre les mains des républicains. Leur trop grand nombre devint pour eux une cause de salut : les vainqueurs les laissèrent échapper presque tous, et ne retinrent que les chefs ou commandants, qui furent conduits à Châteauroux, et remis entre les mains des autorités civiles chargées de faire instruire leur procès.

Les troupes légères des généraux Canuel, Devaux et Desenfant, qui avaient dissipé les rebelles des environs de Sancerre, s'étaient mises à la poursuite des instigateurs de la rébellion immédiatement après leur déroute à Sens-Beaujeu. La plupart d'entre eux s'étaient réfugiés dans des retraites pour ainsi dire impénétrables; mais bientôt ils allaient éprouver l'un des plus grands inconvénients attachés au rôle de chef de parti : la trahison. En effet, dans l'espérance d'être eux-mêmes absous, en montrant, dans la recherche des commandants royalistes, plus de zèle encore que les républicains, un grand nombre de fauteurs de l'insurrection se mirent à la piste de ceux qu'ils avaient juré de servir, et les dénoncèrent à leurs ennemis. De cette manière furent découverts et livrés aux républicains le commandant en chef de l'armée catholique et royale, et les divisionnaires Desziens, Derrigaux, Deboulinard, les deux de Censière, Mercier fils, Bouin, Debonnetat, Buchet-Martigny, etc., etc.

Mais tel était alors le relâchement introduit dans les mesures de sévérité employées contre les auteurs de la guerre civile, que la plupart de ces chefs, conduits à Bourges et renfermés dans les prisons de la ville, réussirent à s'évader, en s'aidant de limes qui leur avaient été fournies par des habitants. Ils scièrent les barreaux de leur prison, descendirent dans les cours, et parvinrent à en escalader les murs, au moyen d'échelles de corde qui leur furent jetées pendant la nuit par leurs amis du dehors. C'est ainsi que Phélippeaux parvint à s'échapper, et à se rendre à Paris sous le nom de *Passaplan*.

Le Directoire usa d'ailleurs d'une grande indulgence envers



CARTE POUR L'INTELLIGENCE DES BATAILLES DE MONTENOTTE, MILLESIMO ET MONDOVI.

tous les prévenus de rébellion. Au plus petit nombre, la peine de la déportation fut infligée ; aucun ne fut condamné à mort ; les autres, mis seulement sous la surveillance des autorités républicaines, eurent la permission de rentrer dans leurs foyers. Une fatale expérience avait appris que la rigueur, bien loin d'être un moyen propre à apaiser la guerre civile, la rendait au contraire presque toujours plus violente et plus dangereuse ; et le Directoire était trop intéressé à la voir enfin cesser d'ensanglanter le sol de la France, pour qu'il oubliât que c'étaient la persécution et les supplices qui avaient envenimé tous les esprits dans la Vendée, et fait durer aussi longtemps l'opiniâtre résistance éprouvée dans cette contrée malheureuse. 1796 — an IV. Berri.

Le gouvernement républicain ne tarda pas à recueillir les fruits de sa modération et de sa clémence. Depuis les deux révoltes de Sancerre et de Palluau, il n'eut plus à se plaindre d'aucun mouvement dans les deux départements du Cher et de l'Indre. Les habitants, soumis sincèrement, et renonçant à tout espoir de faire une révolution, demeurèrent tranquilles et fermèrent l'oreille à toutes les propositions que l'esprit de parti voulut leur faire par la suite.

La prompte destruction des projets royalistes de Sancerre et de Palluau avait en outre porté un coup mortel au plan d'insurrection générale, dont le comte de Rochecotte était l'auteur. Le Berri était le point central des pays que cet agent des princes voulait insurger. Sa rentrée sous l'obéissance des lois de la république ôtait tout espoir de communication entre l'Auvergne, l'Orléanais et le Maine. Le comte de Rochecotte fut donc forcé de reconnaître qu'il était impossible de réussir dans son plan, et il prit le sage parti d'y renoncer et de quitter la France. Nous verrons que la cessation des troubles du Berri eut également une influence marquée sur les événements postérieurs de la chouannerie, et qu'elle servit beaucoup le général Hoche dans ses projets de pacification générale.

Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Montenotte. — La bataille de Loano, gagnée l'année précédente par le général Schérer, avait terminé la campagne en Italie. L'armée victorieuse et les troupes vaincues étaient également entrées en quartiers d'hiver, et les deux partis attendaient le 11 avril. (22 germ.) Italie.

1796 — an IV. Italie.

retour du printemps pour recommencer une lutte à laquelle chacun d'eux se préparait avec une inégale activité. Le gouvernement français, encore effrayé des revers essuyés sur les bords du Rhin, occupé presque exclusivement du soin de les réparer, semblait négliger et laisser dans un coupable oubli les vainqueurs de Loano. Le dénûment affreux dans lequel se trouvait l'armée de Schérer avait empêché ce général de tirer de sa victoire le parti convenable : l'habillement, les vivres, les munitions (sans parler de la solde, qu'on ne connaissait plus depuis longtemps), manquaient a la fois, et il devint nécessaire d'employer les moyens de la discipline la plus sévère pour empêcher les soldats de se livrer à tous les excès qui sont la suite naturelle de la faim et de la misère. Leur séjour dans un pays ennemi, ou chez un peuple que la force seule et la crainte maintenaient dans un état de neutralité apparent, était peu propre à reposer ces mêmes soldats de leurs fatigues. Affaiblie encore par ses derniers succès mêmes, l'armée d'Italie n'avait reçu que de faibles renforts. Au moment où le retour des beaux jours annonçait l'ouverture de la campagne, cette armée, appelée à de si glorieux destins, ne montait pas à plus de 34,000 combattants en ligne [1]. Lorsque le Directoire montrait une telle indifférence pour une armée qui avait vengé les revers éprouvés sur le Rhin en 1795, les Autrichiens, au contraire, venaient de faire de grands efforts pour augmenter leurs troupes dans cette partie du théâtre de la guerre.

En effet, victorieuse de Pichegru et de Jourdan, l'Autriche avait senti qu'il était important de tourner son attention vers l'Italie, menacée par la défaite de ses généraux à Loano. Les trois mois d'hiver avaient été employés par elle à concentrer et

[1] Les historiens varient singulièrement sur le nombre d'hommes qui formaient à cette époque l'effectif de l'armée d'Italie. Les étrangers, et notamment le général Graham, portent ce nombre jusques à 85,000 hommes, ce qui est d'une exagération bien impudente. Le général Jomini, qui aurait été plus que tout autre à portée de vérifier la situation de cette armée, a consulté des documents inexacts, quand il avance que sa force active était d'environ 42,000 hommes, dont il présente le tableau. Nous avons eu sous les yeux une situation, corps par corps, signée A. Berthier, qui ne donne que l'effectif que nous venons d'établir dans notre narration. Cette situation est à la date du 6 avril 1796.

à accroître ses moyens de défense. Tandis qu'elle envoyait dans le Piémont des troupes fraîches, ses agents parcouraient l'Italie pour susciter aux Français de nouveaux ennemis dans les petits États qui divisent cet ancien domaine des vainqueurs du monde. Une nouvelle coalition de tous les souverains d'Italie contre la France fut le résultat des intrigues de ces agents. Le roi de Sardaigne, déjà uni avec l'Autriche, avait promis de doubler son contingent, qui devait être porté à 60,000 combattants, sans compter les milices armées et sur pied, s'élevant à 30,000 hommes. Le roi de Naples, Ferdinand IV, naturellement indolent, parut d'abord peu disposé à seconder les vues et les demandes de l'Autriche; mais ce prince, par l'effet même de son caractère, était entièrement dominé par la reine son épouse; et cette reine, parente de l'empereur d'Allemagne, et sœur de la dernière reine de France, devait naturellement partager tous les sentiments de haine que l'Autriche montrait contre la république française. Animée par le désir de se venger d'un peuple qui avait osé faire tomber la tête de sa sœur sur l'échafaud; fière, impérieuse et dévorée d'ambition, elle n'eut point de peine à décider son mari à une coopération efficace, et Ferdinand, qui déjà avait fourni des troupes et des vaisseaux contre la France, venait de prendre l'engagement de mettre sur pied une armée de 60,000 hommes. Sur ce contingent, plusieurs mille hommes de cavalerie étaient déjà réunis aux troupes autrichiennes en Lombardie, et 40,000 hommes se rassemblaient en deux camps sur les frontières du royaume de Naples, et devaient se mettre en marche au premier signal.

1796 — an IV.
Italie.

Il n'avait pas été difficile aux Autrichiens d'amener le pape à faire partie de la coalition : il semblait naturel que la cour de Rome ne restât pas neutre dans une guerre que tous les princes chrétiens annonçaient n'avoir entreprise que pour venger la mort d'un roi regardé à Rome comme un martyr. Le saint-père s'était même déclaré précédemment en faveur de la coalition d'une manière conforme aux usages de sa cour. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses forces, Pie VI lui avait envoyé une médaille d'or, qui portait l'empreinte de saint Pierre et de saint Paul, en lui recommandant

1796 — an IV. Italie.

de combattre au nom de ces deux vaillants soldats du Christ. Mais le zèle de la cour de Rome s'était accru par l'aspect du danger, le pape, pour détourner le torrent révolutionnaire près d'envahir l'Italie sous la conduite des Français, s'étant décidé, cette année, à servir la coalition autrement que par des prieres et des distributions d'*agnus*. Les envoyés autrichiens lui avaient fait promettre de fournir un contingent de 20 à 30,000 hommes; et quoique la bravoure des soldats du pape ne fût pas aussi renommée que leur piété, les coalisés espéraient que l'exemple du saint-père, armant lui-même pour la cause commune, échaufferait le zèle des autres États italiens, et allumerait le feu du fanatisme religieux contre les Français républicains.

Seul d'entre tous les princes d'Italie, le grand-duc de Toscane, qui, dès l'année précédente, avait fait sa paix avec la France, continuait à montrer la résolution de garder une neutralité absolue; mais les ducs de Parme et de Modène, que leur position rendait trop voisins du théâtre de la guerre, n'osant point s'exposer aux dangers d'une déclaration publique en fournissant des troupes, avaient au moins voulu prouver leur zèle en faveur de la coalition, en venant à son secours par des contingents d'argent et de munitions.

Il en était à peu près de même des gouvernements de Gênes et de Venise. Quoique ces deux États eussent, par leur constitution, quelques rapports avec celle qui régissait la république francaise, cependant les nobles de ces deux pays montraient peut-être, pour les principes révolutionnaires, plus de répugnance que les princes coalisés. D'autant plus attachés à la forme de leur gouvernement, qu'elle leur donnait la facilité de jouer dans leur pays le rôle de souverains, ils craignaient que l'approche des Français, en appelant le peuple à la liberté, ne brisât le joug arbitraire sous lequel ils tenaient leurs concitoyens comprimés. Cependant les nobles de Gênes se trouvaient dans une situation qui leur permettait peu de laisser agir la haine secrète qu'ils portaient aux partisans de la révolution. Placé au milieu des armées belligérantes, le territoire de cette république appartenait, pour ainsi dire, au vainqueur : rien ne pouvait empêcher ce dernier d'occuper la ville elle-même, si cela eût été

à sa convenance. Les Anglais, en 1793 et 1794, avaient déjà pris l'initiative en violant la neutralité du port; l'envoyé de la république française laissait même entrevoir le dessein d'exécuter cette occupation, et proposait au sénat de Gênes de l'éviter, en prêtant trente millions à son gouvernement, et en souffrant des garnisons françaises dans les forts de la côte. Les nobles génois, malgré toute leur envie, ne pouvaient donc témoigner leur attachement à la coalition que par des vœux secrets. Ils savaient d'ailleurs que, parmi le peuple, il se trouvait un grand nombre de citoyens riches, infatués des idées révolutionnaires, et ils redoutaient de les voir s'unir contre eux aux Français, si jamais ceux-ci s'approchaient de leur ville. Toutes ces considérations obligeaient le gouvernement génois à se tenir sur ses gardes, et à montrer au moins toutes les apparences d'une neutralité scrupuleuse. Venise, dont les intérêts étaient les mêmes, mais qui se trouvait plus heureusement située en raison de son éloignement, croyait n'avoir jamais rien à craindre des entreprises de la France. Elle ne cachait donc pas la haine qu'elle portait aux auteurs de la révolution; mais, fidèle au système de conduite qu'elle gardait depuis longtemps avec l'Autriche, elle ne favorisait cette puissance qu'imparfaitement.

1796 — an IV. Italie.

Il résulte de cet état de choses que l'Italie, au moment de l'ouverture de la campagne, offrait une masse de forces considérable à opposer à celles dont les Français pouvaient se servir. Les différents contingents des États italiens pouvaient former un total de 150,000 hommes, qui n'étaient pas, à la vérité, tous préparés à faire une guerre active, mais parmi lesquels il était cependant facile de trouver d'utiles auxiliaires. L'Autriche venait de remplacer le général Dewins, tombé en disgrâce depuis sa défaite à Loano. Beaulieu avait été nommé par elle pour lui succéder et prendre le commandement en chef de toutes les forces destinées à agir pendant la campagne. Ce général, connu avantageusement par de nombreuses preuves de courage, et par quelques actions qui, dans les batailles précédentes, et surtout à la bataille de Fleurus, avaient donné une haute idée de ses talents militaires, se trouvait alors dans sa soixante-seizième année. En le proposant pour être mis à la tête des forces alliées en Italie, le conseil aulique avait pensé

1796 — an IV. Italie.

que l'expérience suppléerait, chez ce général, à ce que l'âge devait lui enlever de vigueur morale et d'activité, et Beaulieu, en venant occuper le poste honorable qui lui était assigné, et qu'il regardait comme la récompense de ses longs et utiles services, se flatta d'obtenir de rapides et éclatants succès.

Le cabinet autrichien faisait tout pour augmenter la confiance du vieux général, en portant l'armée qu'il commandait au plus grand complet possible. Cette armée était composée de 45,000 hommes, et devait être appuyée d'une autre armée de 35,000 formant la réserve de la première. Chargé de réunir sous ses ordres les différents contingents de l'Italie, Beaulieu se croyait déjà à la tête de plus de 200,000 hommes, et dès lors les vues les plus gigantesques exaltèrent son imagination. Chasser les Français des conquêtes qu'ils avaient faites l'année précédente, leur faire repasser les Alpes, lui paraissait l'entreprise la plus facile et la moins digne de ses efforts. Il croyait descendre bientôt à son tour de ces montagnes, traverser le comté de Nice, qu'il supposait ennemi du joug français, et pénétrer en conquérant dans le midi de la France. Telles étaient les espérances du général autrichien. Les troupes françaises, dans cette contrée, étaient si faibles, comparativement à l'armée coalisée ; les soldats chargés de soutenir la gloire de la patrie étaient dans un état de dénùment si complet, que toutes les chances de succès étaient en effet en faveur de Beaulieu. Mais au moment où ce vieux général berçait son gouvernement et les puissances de l'Italie de l'espérance de faire promptement la conquête du midi de la France, un jeune homme, à peine connu parmi les généraux français, venait d'être nommé pour remplacer Schérer.

Il convient de développer ici les causes qui amenèrent ce choix extraordinaire et inattendu de la part du gouvernement républicain. Le député Barras avait recueilli dans sa nomination de membre du Directoire exécutif de la république la récompense de son dévouement à la Convention dans les journées des 13 et 14 vendémiaire (5 et 6 octobre 1795) ; il voulut reconnaître d'une manière éclatante les services que lui avait rendus le jeune Napoléon Bonaparte en cette circonstance mémorable. Barras avait été à même d'apprécier les talents et l'énergie de cet officier général ; et les vues profondes que

celui-ci lui développa, dans quelques entretiens, sur la guerre à faire en Italie, déterminèrent le nouveau directeur à passer par-dessus toutes les considérations qui auraient pu l'arrêter dans son dessein. Il proposa à ses collègues de choisir pour commander l'armée d'Italie celui qui avait contribué d'une manière si efficace et si heureuse au succès obtenu dans la lutte de la Convention avec les sections de Paris.

1796 — an IV. Italie.

Bonaparte avait à cette époque un peu plus de vingt-six ans. Général de brigade depuis 1793, il n'avait servi jusqu'alors que comme officier d'artillerie, arme dans laquelle il était entré à sa sortie de l'École militaire. On a vu qu'il s'était distingué d'une manière particulière au siége de Toulon, et que sa conduite et ses talents lui avaient valu le grade auquel il était parvenu.

La proposition de Barras fut accueillie par le Directoire, et le nouveau général en chef partit de Paris dans les commencements de mars, pour occuper le poste important qu'on lui confiait; il arriva au quartier général de Nice le 20 de ce mois [1].

Nous n'entrerons point ici dans tous les détails et dans toutes les conjectures qui ont été présentés par un grand nombre d'écrivains qui se sont constitués prophètes après les événements; et nous croyons inutile au plan que nous nous sommes tracé de rapporter les opinions émises sur les intentions et les projets particuliers que l'on suppose à l'homme que le Directoire venait d'investir de toute sa confiance. Nous ne donnerons aucun crédit à cette assertion de quelques historiens fort embarrassés d'en administrer les preuves, que *Bonaparte, porteur des instructions précises et positives du Directoire,* prit sur lui de les outrepasser. Selon ces historiens, en allant prendre le commandement des troupes de Schérer, le nouveau général en chef avait ordre de se tenir seulement sur la défensive, d'imiter la prudente circonspection de Kellermann en 1795, et de ne rien entreprendre de sérieux avant que les deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, en opérant sur le Rhin et par suite en Allemagne, se fussent trouvées à même de lui tendre la main et

[1] Nous rappelons cette date à dessein, parce qu'on sait toute l'importance que Napoléon attachait au rapprochement des époques.

1796 — an IV. Italie.

de lui prêter secours. Mais, toujours d'après les mêmes écrivains, Bonaparte, peu propre au rôle de *temporiseur*, se serait promis de ne point s'y astreindre, et de faire tous ses efforts pour étonner son siècle par des succès inouïs et se frayer une route extraordinaire vers le trône, objet de ses désirs et de son ambition. Nous laissons aux lecteurs le soin d'apprécier la justesse de cette assertion, et l'on concevra aisément pour quel motif nous ne chercherons pas même à la réfuter.

Parmi les difficultés que devait naturellement rencontrer le général Bonaparte dès son début dans le rôle de commandant en chef d'une armée républicaine, il faut surtout tenir compte de celle de se rendre agréable à cette même armée, et principalement à ses lieutenants, et de capter leur confiance. En effet, la promotion d'un général de brigade de vingt-six ans à un grade si éminent, au mépris des lois ordinaires sur l'avancement, au mépris des titres que pouvaient faire valoir les autres généraux divisionnaires, notamment ceux de l'armée d'Italie, parmi lesquels Masséna figurait d'une manière déjà si remarquable; cette promotion, disons-nous, était bien propre à éveiller tous les sentiments de jalousie et d'envie haineuse qui se développent trop souvent dans des cas bien moins extraordinaires que celui dont il est question.

Un des premiers soins de Bonaparte, à son arrivée à l'armée, fut donc de chercher à gagner le cœur des soldats, et à s'attirer la confiance et l'estime des généraux employés sous ses ordres. C'est ici qu'il sera facile de remarquer l'ascendant d'un génie qui va prendre bientôt un si brillant essor. Avec les dehors modestes et simples qui convenaient à un général républicain, il entretint les soldats et les officiers de la gloire dont ils s'étaient couverts dans la campagne précédente; il vanta leurs vertus militaires, leur patience à supporter tous les genres de privation; il leur fit entrevoir, dans un avenir très-prochain, la récompense de leur dévouement, de leurs nobles efforts: il s'annonça comme chargé spécialement de mettre un terme à leurs souffrances, et leur parla de l'espoir que la patrie mettait en leur courage déjà si péniblement éprouvé; il leur promit d'employer toutes les ressources de l'expérience qu'il avait acquise au milieu d'eux dans les premières campagnes dans les Alpes,

au siége de Toulon, dans la rivière de Gènes, pour leur ouvrir une carrière plus glorieuse encore, et dans laquelle le dédommagement serait placé à côté du sacrifice. Il déclara aux généraux qu'en acceptant le titre de leur chef, il n'avait prétendu qu'être leur égal en patriotisme, en dévouement; que leur vieille expérience éclairerait les conceptions d'une imagination excitée par les études auxquelles il s'était livré dès son jeune âge sur l'art qu'ils possédaient eux-mêmes à un degré si éminent. Par l'emploi de ces moyens combinés avec adresse, Bonaparte parvint promptement au but qu'il s'était proposé. L'armée entière, animée du brûlant enthousiasme qui paraissait le dévorer lui-même, s'estima heureuse d'être commandée par le général que le Directoire avait choisi; et ce général, certain d'être secondé par des guerriers auxquels l'énergie morale donnait une force décuple, put concevoir dès lors l'espérance d'obtenir les plus grands succès. Les soldats, de leur côté, ne tardèrent pas à se persuader qu'avec un tel chef ils seraient difficilement vaincus.

1796—an IV. Italie.

Dans cet état de choses, assuré qu'il pouvait désormais donner à son génie entreprenant toute l'impulsion convenable, Bonaparte eut bientôt disposé tous ses préparatifs pour ouvrir la campagne. Nous avons dit qu'il n'avait que 34,000 hommes à opposer aux 60,000 que le général Beaulieu réunissait alors sous ses ordres. Ce fut avec cette faible armée qu'il annonça le dessein de reprendre l'offensive et de pousser la guerre avec toute l'activité et l'impétuosité dont les Français étaient susceptibles. Cependant les obstacles se multipliaient chaque jour; les efforts des agents autrichiens, et ceux des gouvernements italiens pour nationaliser la guerre qui se préparait, commençaient à obtenir quelques succès. Une grande partie du peuple de cette belle contrée, courbée sous le joug des préjugés religieux, et attachée à ses souverains, ne voyaient dans la révolution française que des principes subversifs de l'ordre social. Les troupes de la république française leur étaient représentées comme un ramas de sacriléges et d'athées, de brigands sans foi et sans mœurs, accourant pour tout ravager et tout détruire. Les prêtres et les moines avaient tellement accrédité cette opinion, que, dans le plus grand nombre des États d'Italie, le peuple n'était pas éloigné de se lever en masse pour repousser des ennemis

1796 — an IV. Italie. aussi redoutables. Il est même probable que cette levée aurait eu lieu, si, moins effrayés des progrès que pouvaient faire les idées révolutionnaires, les princes d'Italie eussent osé dès lors relâcher quelques anneaux de la chaîne qui tenait attachés leurs sujets à leurs trônes. Cette disposition des esprits rendait encore plus problématique le succès à espérer d'une invasion. On pouvait se rappeler avec un certain effroi les désastres survenus à la suite des expéditions tentées par les Français en Italie sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier, et les défaites plus récentes des généraux de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. L'Italie, appelée si longtemps et avec tant de raison le *tombeau des Français*, pouvait le devenir encore. Cette idée était de nature à ébranler la résolution de ceux qui se voyaient à la veille de courir une chance aussi funeste; mais une pareille considération n'était point capable d'arrêter un homme comme Bonaparte. Il avait su faire partager ses sentiments à son armée, qui ne vit que la gloire à acquérir sans s'arrêter aux périls de l'entreprise. Le destin de la vie de son chef fut fixé, et l'armée d'Italie devait être le premier instrument dont ce général allait se servir pour élever l'édifice de sa fortune.

Bonaparte, après avoir pourvu aux besoins de l'armée les plus indispensables, et pris connaissance de l'état de ses troupes et des positions de l'ennemi, réunit la principale masse de ses forces vers le mont San-Giacomo, depuis Altare jusqu'à Montenotte. Le général piémontais Colli proposa au général Beaulieu de rassembler le gros de l'armée alliée vers les sources de la Bormida, pour attaquer les hauteurs de San-Giacomo et d'Altare, afin de culbuter la gauche des Français et de couper les communications de leur droite. Mais le général Beaulieu, informé qu'une division de l'armée française, aux ordres du général Laharpe, s'avançait de Voltri sur Gênes, dans le dessein présumé d'occuper la ville, et que l'avant-garde de cette division était déjà parvenue à San-Pietro d'Arena, un des faubourgs de Gênes; Beaulieu, disons-nous, rejeta l'avis de Colli, prit la résolution de porter sa gauche, qu'il renforça, à cet effet, sur Gênes, pour communiquer avec l'escadre anglaise qui croisait devant le port, et empêcher les Français de se saisir d'un point aussi important.

Au 5 avril, l'armée de Beaulieu occupait les positions suivantes : le passage de la Bochetta était gardé par six bataillons aux ordres du général Pittony, et cette brigade poussait des patrouilles sur Campo-Marone et Gênes. Le général Sebottendorf, avec une division considérable, était à Adorno, sur la rivière d'Orba. Le général Argenteau, commandant la droite des Autrichiens, était à Sassello, occupant Dego, et communiquant avec la gauche du général Colli, aux ordres du général Provera. Ce dernier général gardait la position intermédiaire de Millesimo et les hauteurs de Cossaria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida. Le reste du corps de Colli gardait les vallées du Belbo et du Tanaro, ayant sa position principale au camp retranché de Ceva. Des postes établis à Bagnasco et à Murialto observaient les sources de la Corsaglia, de l'Erro et de la Sesia. 1796 — an IV. Italie.

Il est facile de remarquer que cette ligne étendue et coupée par des montagnes difficiles, étant occupée à ses deux extrémités par des forces trop considérables, le centre, où se trouvaient les généraux Argenteau et Provera, trop faible et trop disséminé, n'était pas en proportion avec les troupes réunies que commandaient les généraux Laharpe, Masséna et Augereau, entre San-Giacomo, Cadibona et Savone. Ce fut cependant avec une telle disposition de ses troupes que le général Beaulieu se proposa d'attaquer les Français.

Le 10 avril, jour fixé pour commencer les opérations, Beaulieu mit en mouvement son aile gauche, forte de onze bataillons divisés en deux colonnes. Le général Pittony, à la tête de la première, marcha par Cornegliano sur Voltri ; le général Sebottendorf se dirigea sur le même point avec la deuxième colonne partant d'Ovada, par Campo-Freddo et Mascone. Ces troupes pouvaient former un total de 9 à 10,000 hommes.

Le général Cervoni, de la division Laharpe, fut attaqué dans les positions qu'il gardait, à Voltri et dans les environs, avec 3,000 hommes. Il en fut débusqué par des forces trop supérieures aux siennes. Canonné sur sa droite par les chaloupes anglaises et tourné par sa gauche, ce général vint rejoindre le général Laharpe à la Madona de Savone. Deux bataillons, disposés par le général en chef sur les hauteurs de Varaggio, pro-

1796 — an IV. Italie

tégèrent le mouvement de la brigade Cervoni. L'occupation de Voltri donnait au général Beaulieu l'avantage de rétablir ses communications avec la mer, en coupant celles des Français avec Gênes; mais ce succès, prévu par Bonaparte, n'eut pas, pour le général ennemi, le résultat qu'il en espérait.

C'etait sur la gauche des Français, ou sur leur centre par San-Giacomo, que l'armée alliée aurait dû être portée. Tandis que Beaulieu, à la tête de sa gauche, se rapprochait ainsi des bords de la mer, Bonaparte, habile à profiter de cette faute, prit la résolution de diriger vers le centre de l'ennemi la masse de ses forces réunies, ainsi que nous l'avons dit, depuis Altare jusqu'a Montenotte. Le général Beaulieu s'était rendu à Voltri, pour conférer avec l'amiral Nelson sur les opérations ultérieures; mais à peine était-il arrivé, que le canon se fit entendre fortement sur le centre de l'armée alliée. Le général français avait senti la nécessité de frapper un coup décisif, dès l'ouverture de la campagne, et c'était là le motif qui lui avait fait réunir une masse considérable sur le centre de sa ligne. Beaulieu reconnut alors la faute qu'il avait commise en affaiblissant cette partie de l'armée coalisée. Déjà même le peu de forces qu'il avait rencontré à Voltri, en opposition à son attaque, lui avait fait connaître qu'un grand effort aurait lieu, de la part des Français, dans les montagnes, et que le mouvement présumé sur Gènes n'était pas aussi sérieux qu'il l'avait d'abord pensé. Il s'empressa donc de faire marcher des troupes sur le point d'attaque, et de s'y rendre lui-même; mais il était trop tard.

D'après les instructions du général Beaulieu, le général Argenteau, à la tête de 10 à 12,000 hommes, s'était mis en marche le jour même où le général en chef autrichien entrait dans Voltri pour attaquer les positions qu'occupait la gauche de la division Labarpe sur les hauteurs de Montenotte et de Monte-Legino; une partie des troupes alliées resta en réserve dans la vallée et couvrit Dego; le colonel Lezeni eut ordre de rester à Sassello, pour se lier avec l'aile gauche qui avait attaqué Voltri.

Le général Argenteau commença son attaque le 11 avril à quatre heures du matin, et il réussit à enlever assez rapidement les positions d'avant-garde de l'armée française. La brigade du général Rocavina parut, à une heure après midi, devant la re-

doute de Monte-Legino, que commandait le colonel Rampon, 1796 - an IV Italie.
et qui était le dernier retranchement de cette ligne à emporter. Animés par leurs premiers avantages, les Autrichiens s'avancent avec confiance pour franchir cet obstacle opposé à leur marche victorieuse. Le colonel Rampon avait sous ses ordres un bataillon de la 21e demi-brigade de ligne et les trois compagnies de grenadiers de la 117e formant un total d'environ 1,200 hommes. A l'aspect de ses nombreux ennemis et par un de ces élans qui caractérisent une âme forte et créée pour les grandes actions, Rampon fait prêter à ses braves le serment de mourir dans la redoute, avant d'y laisser pénétrer les attaquants. Lorsque, après avoir renversé de longues files d'Autrichiens, ces guerriers, dignes de leur intrépide colonel, voient l'ennemi arriver jusqu'au pied du retranchement, ils s'exaltent alors d'un nouvel enthousiasme, et répètent unanimement, d'une voix éclatante et solennelle : *Mourons tous dans ce poste!*

Déjà le manque de munitions se fait sentir; mais ces munitions ne sont pas un besoin indispensable pour eux : ils s'en aperçoivent avec la résignation du courage personnel. N'ont-ils pas encore leurs baïonnettes? Ils se serrent en masse, et présentent un front menaçant. Le rempart de fer qu'ils opposent devient plus formidable que des retranchements dont les boulets et les balles défendent l'approche. Vainement la brigade Rocavina donne-t-elle successivement tout entière, avec l'avantage d'un feu de mousqueterie incessamment nourri; les rangs des Français se serrent de plus en plus, et le vide que causent les nombreuses files abattues disparaît à l'instant. Que de braves accomplissent leur serment! Le général Argenteau a paru lui-même pour animer, encourager ses soldats; mais les baïonnettes françaises, teintes du sang autrichien, ont repoussé la plus impétueuse agression. L'attaque se prolonge jusque dans la nuit avancée. Convaincu enfin de l'inutilité de ses efforts, effrayé du nombre des soldats qu'il a perdus, Argenteau donne ordre au général Rocavina de cesser une tentative désastreuse, et prend position en arrière de la redoute.

Pendant le reste de la nuit, le général autrichien appela à lui ses réserves, laissées, comme on l'a vu, dans la vallée, et plaça un régiment du côté de Ferraria, afin de couvrir son flanc

1796 – an IV. Italie. droit. Son intention était de recommencer l'attaque de la redoute le lendemain.

Tandis que le colonel Rampon et sa troupe se couvraient ainsi d'une gloire immortelle, pendant la nuit du 11 au 12, Bonaparte prenait des mesures efficaces pour rendre nulles les nouvelles entreprises de l'ennemi. La division Laharpe, quittant sa position de Madona de Savone, vint se placer derrière la redoute de Monte-Legino. Celle d'Argenteau reçut l'ordre de descendre dans la vallée de la Bormida, et de se diriger sur Cairo par Monte-Freddo et Carcare. Le général Masséna dut occuper les hauteurs d'Altare. Le général Laharpe devait attaquer de front les troupes d'Argenteau au point du jour, tandis que Bonaparte, accompagné du général Berthier, son chef d'état-major, marchant avec le centre et une partie de la gauche par Altare et Carcare, chercherait à déborder Argenteau sur sa droite, afin d'accabler ainsi le centre isolé de l'armée alliée, avant que le général Beaulieu pût lui porter secours.

Le 12, une heure avant le lever du soleil, le général Laharpe, ayant à son avant-garde les généreux défenseurs de la redoute de Monte-Legino, attaqua le général Argenteau dans la position qu'il avait prise devant cette même redoute. Le but du général en chef, en ordonnant ce mouvement à Laharpe, était de donner le change au général autrichien, et de le retenir dans sa position, pendant la marche que faisaient le centre et une partie de la gauche de l'armée française, sur le flanc droit de la division alliée. En effet, Argenteau, croyant n'avoir affaire qu'à la seule division Laharpe, se défendit avec d'autant plus de vigueur, qu'il avait à se venger de l'échec essuyé la veille devant la célèbre redoute. Les troupes sous ses ordres, animées du même esprit, se battirent avec une intrépidité égale à celle de leurs adversaires. Le combat se soutenait sur ce point avec des chances balancées, lorsque le général Masséna, qui s'était mis en marche avec les 18e et 75e demi-brigades, par la crête des Apennins, vint attaquer les Autrichiens dans le poste essentiel de Bric de Menau. Le général en chef soutenait ce mouvement avec le reste de la division; la marche de Masséna se fit avec tant de précision, et son attaque fut si impétueuse, que l'ennemi fut culbuté à l'instant sur ce point et à Castellazzo. Traversant

ensuite avec rapidité le vallon de Ferraria, Masséna se porta sur Montenotte *inferiore*, sur les flancs et sur les derrières du corps d'Argenteau. Tous les postes qui les couvraient furent enlevés au pas de charge; la ligne ennemie fut abordée. Pendant ce temps, la division du général Laharpe, formée en colonne, attaquait le Monte-Prato, et celle du général Augereau, qui s'était rabattue de Cairo, où elle s'était trouvée trop isolée, sur Carcare, marchait de ce dernier endroit sur Monte-Freddo. 1796 — an IV. Italie.

Attaqué ainsi sur tant de points à la fois, il devenait impossible au général autrichien de résister à un mouvement aussi bien combiné; sa défaite était infaillible. Cependant ses troupes, qui étaient d'élite, se défendirent avec un grand courage contre les attaques faites sur leur front; mais quand Argenteau fut informé de la position critique où se trouvait le régiment de Terzy, qu'il avait placé (comme nous l'avons dit plus haut) du côté de Ferraria, par la marche que venait de faire sur ce point le général Masséna, il se crut dans la nécessité d'opérer un changement de front, pour secourir ce régiment. Il marcha donc par sa droite, en laissant seulement 2,000 hommes sous les ordres du colonel Nesslinger, sur les hauteurs, pour contenir la division Laharpe, pendant qu'il dégagerait lui-même le régiment de Terzy. Toutefois ce mouvement, exécuté avec toute la rapidité possible, devint inutile. Masséna avait écrasé le régiment autrichien au Bric de Menau et à Castellazzo : le ravin de Ferraria était dépassé par ce général, dont les troupes débouchaient déjà par Montenotte *inferiore*. Les deux généraux se trouvèrent en présence; la lutte ne fut pas longue en raison de l'inégalité des forces, et Masséna culbuta, dès le premier choc, les troupes d'Argenteau, parmi lesquelles le désordre s'introduisit d'abord. Ce dernier général et Rocavina voulurent en vain arrêter les fuyards; ils furent blessés l'un et l'autre, et cet événement acheva la déroute. Masséna les mena l'épée dans les reins jusqu'à Paretto et à Olego. Le colonel Nesslinger, défait de son côté par le général Laharpe, ne put lui-même opérer sa retraite qu'avec la plus grande peine et une perte très-considérable. 1,500 morts, 2,500 prisonniers, dont soixante officiers, furent les résultats de cette journée. Plusieurs drapeaux tombèrent au pouvoir des Français, et de tout le corps d'Argenteau il n'ar-

1796 — an IV. Italie. riva à Ponte-Ivrea qu'environ 8 à 900 hommes, le surplus ayant été tué, pris ou dispersé. Le succès eût été encore bien plus complet, si la cavalerie française eût pris part au combat; mais Bonaparte avait été dans la nécessité de la laisser dans les cantonnements le long de la côte, tant à cause de la pénurie des fourrages que de la nature du terrain, qui permettait bien difficilement l'emploi de cette arme.

La victoire remportée par une partie de l'armée française, à Montenotte, rendait la position de cette dernière beaucoup plus favorable : elle occupait tous les pendants des Alpes qui versent leurs eaux dans la Méditerranée; cependant la crête de ces montagnes était toujours au pouvoir des alliés. Bonaparte avait, il est vrai, défait presque complétement le centre de leur armée; mais il eût perdu le fruit de cet avantage, s'il avait laissé Beaulieu le maître de se lier par sa droite à la gauche de l'armée piémontaise, commandée par Colli. Le succès du combat de Montenotte appelait donc de nouveaux triomphes; et maintenant la tâche du général français était d'isoler les deux parties de l'armée alliée, et de tenir l'une en échec tandis qu'il battrait l'autre : ce fut ce qu'il entreprit.

Il ne fallait point perdre de temps pour ôter au général autrichien le loisir de se reconnaître et de rétablir de l'ensemble dans ses dispositions. Aussi dès le soir même de la journée de Montenotte, le général Laharpe reçut l'ordre de se porter sur Sassello, à l'effet d'y inquiéter les huit bataillons qui gardaient cette position, puis de se rabattre de suite sur la Bormida, afin de se rapprocher de Cairo. Le général en chef se dirigea, toujours avec le centre et la gauche, sur la route de Dego. Le quartier général fut établi à Carcare. Masséna, après avoir gravi les hauteurs qui dominent Cairo et Dego, prit position au-dessus du premier de ces villages avec les 25e légère, 55e et 84e de ligne. La chapelle Sainte-Marguerite fut occupée par la 1re demi-brigade légère, sous les ordres du général Joubert; et le général Ménard, avec les 18e et 75e, garda les hauteurs de Biestro au-dessus de Cossaria. Le général Augereau bivouaqua en avant de Carcare, avec les 69e et 39e demi-brigades. Le général Serrurier se trouvait toujours à Garessio. La cavalerie attendait, dans ses cantonnements sur la côte, le moment où l'armée débouche-

rait des sommets de l'Apennin sur le versant du Piémont, pour prendre part aux succès et les rendre encore plus décisifs. On voit que le mouvement de l'armée française, après l'affaire de Montenotte, plaçait l'armée sur les pendants des Apennins qui versent leurs eaux dans le fleuve du Pô. Ainsi, le passage si difficile des Alpes et les versants de la Méditerranée se trouvaient franchis. 1796 — an IV. Italie.

Bataille de Millesimo et combat de Dego. — Déjà Bonaparte voyait la fortune sourire à sa jeune ambition, et son début dans la carrière du commandement avait été une victoire. En tirant de la journée de Montenotte tous les avantages dont elle était susceptible, il prouvait qu'au défaut d'une longue expérience, il avait fait une étude approfondie de la science militaire; et l'on pouvait dès lors conjecturer qu'après avoir suivi quelque temps les grands modèles, il pourrait bientôt en servir lui-même aux autres capitaines. Ceux des généraux de son armée qui n'avaient point été d'avis de prendre d'abord l'offensive, sentaient maintenant combien l'audace est quelquefois favorable dans les grandes entreprises. L'armée alliée avait perdu ses communications. Un grand espace, occupé maintenant par les Français, séparait la droite du général Beaulieu d'avec sa gauche. Encore une victoire semblable à celle de Montenotte, et les champs de l'Italie allaient s'ouvrir aux républicains, tout prêts à s'y précipiter. Les dernieres mesures prises par le général victorieux assuraient, pour ainsi dire, ce dernier succès; et pour l'obtenir, Bonaparte n'avait plus qu'à combattre. 14 15 avril. (25—26 ger).

Cependant la victoire de Montenotte, en exaltant le courage des soldats français, n'avait point amélioré leur situation physique. Les mêmes besoins se faisaient sentir dans toute l'armée d'une manière effrayante : elle manquait également de vivres et d'habillements. La misère la plus décourageante était le partage universel des compagnons de Bonaparte; et quel que fût l'ascendant que déjà ce général avait su prendre sur les troupes sous ses ordres, il ne put cependant les empêcher de lui adresser des plaintes, et de faire entendre des murmures après qu'il eut vaincu par leur secours. Dans une grande revue que le général en chef passa dans les nouvelles positions occupées par l'armée, les soldats, devenus audacieux par le besoin, de-

1796 — an IV. Italie.

mandèrent impérieusement du pain et des habits, menaçant de cesser de servir, s'ils continuaient à en manquer. Dans l'impossibilité où se trouvait Bonaparte de satisfaire à ces justes besoins, tout autre général que lui eût peut-être été embarrassé pour se délivrer de ces cris et de ces plaintes importunes ; mais cet homme, que l'à-propos sembla si souvent inspirer, au lieu de répondre aux plaintes séditieuses des troupes mutinées, leur montrant, du haut des monts qu'ils occupaient, les plaines du Piémont et du Milanais : « Soldats! voici les champs de la fertile Italie : l'abondance est devant vous, sachez la conquérir; sachez vaincre, et la victoire vous fournira demain tout ce qui vous manque aujourd'hui. » Ces paroles, que nous avons déjà signalées, enflamment d'une nouvelle ardeur tous les soldats républicains; ils ont oublié leurs misères et leurs fatigues; tous ont résolu de vaincre en effet pour retrouver l'abondance; et Bonaparte, en prouvant qu'il connaît le grand principe, le principe autrefois suivi par les Romains, que la guerre doit nourrir la guerre [1], vient de se préparer de nouvelles chances de succès ; il a montré à ses soldats que leur bien-être à la guerre ne dépend que d'eux-mêmes.

Mais, tandis que Bonaparte s'était hâté de mettre à profit ses avantages, et introduisait dans le cœur de ses guerriers un nouveau motif de courage, le général Beaulieu prenait précipitamment les dispositions que l'urgence des dangers qu'il courait lui faisait juger nécessaires. A peine avait-il été instruit des revers éprouvés par le général Argenteau, qu'il s'était rendu au quartier général d'Acqui, où il était arrivé le 12 avril. Convaincu plus que jamais du tort qu'il avait eu de porter sa gauche sur la rivière de Gênes, il la fit replier sur l'Orba. En même temps il donna ordre au général Wukassowich de marcher par le revers de Monte-Faiale avec trois bataillons, pour

[1] « Cette maxime des Romains est juste lorsqu'on en fait l'application à des armées régulières, proportionnées à la population qui les alimente, également proportionnées aux ressources des nations chez qui elles entrent. Mais elle n'est plus si exacte lorsqu'il s'agit de ces levées de peuples entiers, se précipitant les uns sur les autres : alors la guerre détruit tout; les vainqueurs en souffrent presque autant que les vaincus, surtout quand les expéditions sont lointaines. »

JOMINI.

se réunir aux huit bataillons postés vers Sassello, et qu'il savait être tenus en échec par le général Laharpe. Ces onze bataillons, une fois réunis, devaient, conjointement avec lui, se diriger sur Dego. Beaulieu espérait par ce moyen rétablir d'une solide manière ses communications avec la droite de l'armée combinée. En effet, le corps du général Provera, quoique étrangement compromis par le voisinage des Français, se trouvait toujours auprès de Cossaria. Ce corps, qui n'avait point été entamé dans la journée du 11, servait encore à lier les débris du général Argenteau avec l'armée du général Colli, qui, au premier bruit de l'attaque des Français, avait assez habilement fait avancer quelques bataillons sur Monte-Zemoto et Cencio, et avait porté une division sur la gauche vers Paroldo; mais toutes ces mesures précipitées devaient encore être rendues superflues par la brusque attaque que méditait de son côté le général français.

Le 13 avril, à la pointe du jour, la division du général Augereau força les gorges de Millesimo, tandis que les brigades des généraux Joubert et Ménard, après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppaient, par une manœuvre hardie, un corps de 1,500 grenadiers autrichiens, commandé par le général Provera en personne. Dignes émules de leurs vainqueurs, ces braves soldats veulent imiter l'héroïsme des défenseurs de la redoute de Montenotte. Loin de se soumettre à la sommation que les généraux Joubert et Ménard leur font de se rendre, Provera, à la tête de ses grenadiers, se jette sur les Français, s'ouvre à travers leurs rangs un passage avec la baïonnette, se retire en bon ordre sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retranche dans les ruines d'un vieux château, dont la position escarpée était presque inabordable.

Le général Augereau fit avancer son artillerie, afin de battre ce vieux château et de forcer l'ennemi à ne pas songer à se défendre davantage. On se canonna sans résultat pendant plusieurs heures; enfin Bonaparte, ennuyé de voir sa marche arrêtee par une poignée d'hommes, fit sommer le général Provera de se rendre : ce dernier lui fit alors demander une entrevue par un parlementaire; mais une canonnade s'étant fait entendre à la droite de l'armée, du côté de Cencio, elle obligea le général

1796 — an IV. Italie.

en chef à s'y transporter. La négociation entamée par le général autrichien continua avec le général Augereau; mais celui-ci, qui voyait que la nuit s'avançait, et que Provera, en parlementant, ne cherchait qu'à gagner du temps, rompit tout à coup l'entrevue, et se prépara à tenter une seconde attaque contre le château de Cossaria.

Augereau divisa ses troupes en quatre colonnes, et les fit marcher contre les Autrichiens. Le général Joubert, qui conduisait la première, escalada, avec sept hommes, les ruines de Cossaria. Resté seul de ses compagnons, il descendit, reçut à la tête un coup de feu, et tomba au pied des retranchements ennemis. Le faux bruit de sa mort se répandit parmi ses soldats, et ils rétrogradèrent.

Les trois autres colonnes ne furent pas plus heureuses : la seconde marchait en silence vers le point où elle devait attaquer; elle avait même atteint le pied des retranchements lorsque le général Banel, qui la commandait, est tué par la décharge d'un obusier. Le même sort était réservé à l'adjudant général Quénin, qui marchait à la tête de la troisième colonne. Déjà il gravissait avec les siens la colline de Cossaria, quand, atteint d'une balle, il tombe mort. Ces trois funestes événements ébranlèrent le moral du soldat. La nuit approchait, et le général Augereau, n'espérant plus réussir dans son attaque, donna ordre de cesser le combat; mais craignant en même temps que le général Provera ne profitât de cette circonstance pour se faire jour l'épée à la main, il fit réunir ses bataillons, et leur fit établir autour du château de Cossaria des épaulements en tonneaux et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil de son adversaire. La division entière bivouaqua ainsi sur le terrain et passa la nuit du 13 au 14 sur le *qui-vive*.

Cependant Beaulieu, de plus en plus inquiet sur sa position hasardée, s'occupait avec activité du soin de la rendre meilleure. Les dispositions nouvelles qu'il avait ordonnées à son quartier général d'Acqui, où il était toujours, n'avaient pas absolument atteint le but qu'il se proposait, et une bonne partie de sa gauche se trouvait encore disséminée jusque sur l'Orba. Pour diminuer autant qu'il était possible les dangers que lui faisait courir l'active prévoyance de son jeune rival, Beaulieu avait envoyé

des renforts considérables au général Argenteau à Dego, et lui avait prescrit de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité dans cette position importante ; mais les forces autrichiennes, éparpillées confusément sur une ligne trop étendue, étaient toujours dans l'impossibilité d'opposer à la masse des Français une résistance suffisante. Elles occupaient les positions suivantes : quatre bataillons étaient à Dego, quatre à Sassello, deux à Mioglio, trois à Paretto, Malvicino et Acqui, trois en marche avec Wukassowich par le Monte-Faiale sur Sassello ; enfin trois bataillons de la gauche s'approchèrent de Monte-Alto, afin de soutenir le général Argenteau à Dego. Ces trois bataillons avaient ordre de rester en réserve à une forte marche du village qu'ils devaient secourir. Les avant-postes du général Colli étaient toujours sur le Monte-Zemoto, et son corps de bataille, formé en deux divisions, n'avait point quitté ses retranchements sous Ceva et à Paroldo. Toutes ces forces sardes n'avaient à ce moment devant elles que la seule division française du général Serrurier.

1796 – an IV. Italie.

Les mouvements opérés par l'armée d'Italie ayant donné au général Argenteau la crainte de se voir vigoureusement attaqué dans sa position de Dego, les trois bataillons cantonnés à Monte-Alto et un autre bataillon détaché de Paretto reçurent de lui l'ordre de venir le joindre pour le renforcer ; et le général Wukassowich fut chargé de s'avancer avec cinq autres bataillons de Sassello, par Ponte-Ivrea, sur le flanc droit des Français.

Le 14 avril, à la pointe du jour, les troupes sardes qui gardaient la vallée de la Bormida et les hauteurs de Cencio s'avancèrent pour tenter de dégager le général Provera. Plusieurs régiments ennemis, dont faisait partie celui de Belgiojoso, se portèrent de même sur le centre de Bonaparte. Mais cette attaque fut vigoureusement repoussée par les 18e et 75e demi-brigades formant la brigade du général Ménard. Celui-ci reçut alors de Bonaparte l'ordre précis de se replier sur la droite de l'armée, afin de renforcer l'attaque que la division du général Laharpe devait exécuter sur les troupes que le général Argenteau avait rassemblées à Dego.

Tandis que le général Bonaparte faisait ces dispositions pour l'attaque de gauche de l'ennemi, le général Provera, vivement

1796 — an IV. Italie.

pressé par Augereau, ayant épuisé toutes ses munitions et manquant de vivres, se vit enfin forcé de se soumettre à la nécessité, et se rendit prisonnier avec les 1,500 hommes qu'il commandait à Cossaria. Il était une heure après midi, et déjà le général Masséna, chargé d'appuyer les opérations de Laharpe, s'avançait avec rapidité pour déborder la gauche de l'armée ennemie dans le village de Dego. Les troupes légères de Bonaparte poussaient, dans le même moment, des reconnaissances jusqu'au chemin de Dego à Spigno. La division du général Laharpe, qui déjà était parvenue au village de Cagna, après avoir traversé la vallée de la Bormida, reçut l'ordre de se mettre en marche sur trois colonnes serrées en masse : celle de gauche, commandée par le général Causse, passa la Bormida sous un feu meurtrier, ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps, et attaqua l'aile gauche de l'ennemi par la droite, dans le dessein de la séparer du reste de sa ligne; le général Cervoni, à la tête de la seconde colonne, traversa aussi la Bormida sous la protection d'une batterie française, et attaqua de front la même aile gauche de l'ennemi; enfin, la troisième colonne, commandée par l'adjudant général Boyer[1], tourna le ravin qui couvrait la ligne ennemie et dut manœuvrer pour lui couper sa retraite.

Tous ces mouvements, secondés par l'intrépidité des troupes et les talents des différents généraux, atteignirent le but qu'en attendait le général Bonaparte. Les Autrichiens opposèrent néanmoins une vigoureuse résistance aux efforts combinés des Français. Les bataillons que le général Argenteau commandait en personne à Dego, et qui attendaient les renforts appelés par ce général, tinrent ferme dans leur position et ne furent culbutés qu'à l'instant même où les secours paraissaient sur les hauteurs en arrière de la ville. Ce fut en vain que le général Argenteau, après avoir réuni ses fuyards aux troupes fraîches qui lui arrivaient, voulut s'efforcer de rétablir le combat. Dans ce moment même accourait sur son flanc gauche la division du général Masséna. Le corps d'Argenteau, attaqué ainsi de front et de flanc, fut mis dans une déroute complète. Cinq bataillons mirent bas les armes : vingt pièces de canon furent enlevées. La division

[1] Depuis lieutenant général.

Laharpe s'attacha à la poursuite des vaincus, et ce général, se portant lui-même à la tête de quelques escadrons, les sabra pendant plus de trois lieues sur la route de Spigno. Cette ardeur extrême, qui l'emportait ainsi loin du gros de l'armée, fut la cause d'un revers momentané dont nous allons parler plus bas. Les débris des troupes d'Argenteau se dispersèrent jusqu'à Monte-Alto et Acqui. 1796 – an IV. Italie.

Tandis que deux divisions françaises culbutaient de cette manière la gauche de l'armée ennemie, Augereau avait de son côté remporté de précieux avantages. Bonaparte, qui ne négligeait aucun moyen de rendre une victoire décisive, n'avait pas plus tôt appris que la division de ce général devenait disponible par la capitulation de Provera, qu'il lui avait envoyé l'ordre d'appuyer à gauche, et de s'emparer des hauteurs importantes de Monte-Zemoto, afin de déterminer d'autant mieux l'isolement total de l'armée piémontaise, qui se reployait sur le Tanaro et dans son camp retranché de Ceva, d'avec les restes de celle de Beaulieu, qui se retirait par Acqui et la vallée de l'Orba.

Augereau exécuta avec la plus grande ponctualité le mouvement qui lui était prescrit, dans la journée du 15; mais, au moment où la nouvelle en parvenait au général en chef, ce dernier fut également informé d'un événement fâcheux qui venait de se passer à la droite de l'armée. Nous avons dit que, le 14, le général Wukassowich avait eu ordre de se mettre en route avec les trois bataillons qu'il commandait, et de se réunir aux huit qui défendaient Sassello, afin de venir ensuite se lier à la gauche du général Argenteau par Ponte-Ivrea. Wukassowich s'était en effet mis en marche le 16 au matin; mais arrêté par les difficultés qu'offrait sur la route la nature du terrain, il lui fut impossible d'exécuter assez tôt son mouvement; et quand il parut à la vue de Dego, ses tirailleurs lui apprirent que ce village, évacué par les Autrichiens, venait d'être occupé par les Français. Retourner sur ses pas sans avoir combattu parut au général Wukassowich un parti peu honorable, et sur-le-champ il prit celui d'attaquer la division du général Laharpe, qui, s'étant avancée à la poursuite d'Argenteau sur la route de Spigno, était loin de s'attendre à se voir assaillie du côté de Sassello. Cette division, qui avait bivouaqué sur le terrain où

1796 — an IV. Italie.

elle s'était arrêtée, se livrait avec sécurité au repos que ses fatigues de la veille lui rendaient si nécessaire, lorsque les bataillons de Wukassowich se jeterent avec impétuosité et à l'improviste sur ses postes avancés, les culbutèrent et répandirent la terreur dans le gros même de la division. Ce sentiment devint si général, que les soldats de Laharpe ont oublié en un moment qu'ils sont vainqueurs, et ne pensent plus qu'à fuir pour éviter un danger que la peur leur rend encore plus redoutable. Wukassowich profite habilement de ce découragement subit des Français; il vole à leur poursuite, et telle est la rapidité de sa marche, qu'il parvient à Dego et s'en empare avant même que les troupes surprises aient songé à défendre la ville. Mais Bonaparte, instruit promptement de cet événement, fait battre la générale. Le camp tout entier est bientôt sur pied, et le général Masséna, que sa position rapprochait davantage de Dego, marche de suite sur ce village pour en chasser l'ennemi. Les troupes de Wukassowich, animées par leurs succès, opposèrent une forte résistance à l'attaque des Français. Masséna, qui faisait engager ses régiments à mesure qu'ils arrivaient, est repoussé trois fois. Le général Causse, venant de rallier la 99ᵉ demi-brigade, chargeait les ennemis et était près de les atteindre à la baïonnette, lorsqu'il tomba blessé à mort. Quelques instants après, apercevant le général Bonaparte, qui s'efforçait lui-même de rétablir le combat par sa présence, Causse le fait appeler, et lui demande : « Dego est-il pris? — Les positions sont à nous, reprend le général.— Dans ce cas, ajoute le brave Causse, vive la république! je meurs content. »

L'affaire cependant n'était point encore décidée. Mais Bonaparte, habile à saisir le moment pour en tirer parti, avait cherché, par sa réponse affirmative, à inspirer la confiance du succès aux troupes qui l'écoutaient. Il était une heure apres midi, et menant lui-même au combat la 99ᵉ demi-brigade, il fait former en colonne la 89ᵉ commandée par le général Victor, tandis que par ses ordres l'adjudant général Lanusse, ayant réussi à rallier la 8ᵉ légère, se précipite à sa tête sur la gauche de l'ennemi. Un instant la troupe de Lanusse chancelle; mais, témoin du succès de l'attaque dirigée par le général en chef et excitée par l'intrépidité de son commandant, elle fond sur l'ennemi, le culbute

et entre dans Dego en même temps que Bonaparte. Le corps du général Wukassowich, mis en déroute par ce mouvement vigoureux et combiné, se sauva à Acqui. L'adjudant général Vignolles, chargé par le général en chef de poursuivre les fuyards avec un escadron du 25e régiment de chasseurs à cheval, atteignit la colonne ennemie, et parvint jusqu'à sa tête en sabrant de droite et de gauche. Là, il délivra un grand nombre de prisonniers que cette colonne emmenait, notamment le chef de brigade Vauquet, de la 32e demi-brigade de ligne. L'adjudant général Vignolles ramena au quartier général de Cairo 1,800 prisonniers, qui, réunis à ceux déjà faits dans les heures précédentes de la même journée, portèrent leur nombre à 5,000. On reprit aussi dans cette affaire treize pièces de canon qui étaient tombées, au commencement de l'action, au pouvoir des Autrichiens. On ramassa, sur le champ de bataille et dans les montagnes environnantes qui se lient à la position de Dego, une énorme quantité de fusils. Ce même jour, signalé par la prise et la reprise de Dego, et par l'occupation de Monte-Zemoto par le général Augereau, le général Rusca, après un combat valeureusement soutenu, où il avait fait 100 prisonniers et pris deux canons, s'était emparé des hauteurs de San-Giovanni, situées au dessus de Murialto, et qui dominent les vallées du Tanaro et de la Bormida. Ces deux derniers avantages[1] établissaient une communication intermédiaire avec la réserve aux ordres du général Serrurier, laquelle avait elle-même commencé à prendre part aux opérations, en occupant sur la gauche du Tanaro, et presque sous Ceva, les postes de Batifole, Bagnasco et Nocetto, et se trouvait par là en mesure de se lier à la gauche d'Augereau.

1796 -- an IV. Italie.

Les combats de Dego, de Monte-Zemoto et de San-Giovanni avaient occasionné aux vainqueurs une perte très-faible en comparaison de celle des vaincus. Cependant, les Français eurent à regretter le général Causse, dont nous avons déjà parlé, et les chefs de brigade Dupuis et Rondeau : ce dernier avait été surnommé *le Brave* par ses camarades.

Les résultats matériels des deux journées de Millesimo et de Dego furent la prise de vingt-deux pièces de canon, quinze dra-

[1] C'est-à-dire l'occupation de Monte-Zemoto et des hauteurs de San-Giovanni.

1796 — an IV. Italie. peaux, 2,500 hommes tués, 8 à 9,000 prisonniers, parmi lesquels un lieutenant général, environ trente colonels ou lieutenants-colonels, des officiers d'artillerie et du génie, etc.

La reprise de Dego donnait à Bonaparte l'assurance de ne plus avoir de craintes pour sa droite, de la part du général Beaulieu, qui maintenant se retirait sur Tortone, laissant aux Français la libre possession du territoire de Gênes, et l'avantage bien plus précieux encore de le forcer à s'éloigner plus que jamais de l'armée piémontaise. Ce mouvement rétrograde du général Beaulieu, dont l'objet était, suivant ses propres assertions, de faciliter la jonction des troupes pontificales et napolitaines, avait donc l'inconvénient de laisser dans la position la plus critique les troupes du général Colli, dont le camp retranché sous Ceva se trouvait comme borné par le Tanaro, qui n'était pas encore guéable et dont tous les ponts avaient été coupés. L'éloignement précipité de Beaulieu exposait conséquemment le général Colli à se voir bientôt sur les bras l'armée entière d'Italie. En effet, depuis le combat de Dego, Bonaparte parut avoir tout oublié, pour ne plus s'occuper que de l'armée piémontaise. Le soir même de cette journée, il poussa jusque sous Ceva une forte reconnaissance, dont le résultat fut d'enlever à l'ennemi quelques positions qui rendaient moins dangereuse l'attaque projetée du camp piémontais. La conduite de Beaulieu, dans cette circonstance, fut remarquée avec aigreur par le général Colli. Il communiqua son mécontentement au roi de Sardaigne, et quelques auteurs prétendent que ces semences de division entre les cours d'Autriche et de Turin contribuèrent, autant que la défaite de l'armée de Colli, à engager cette dernière puissance à faire la paix avec la république française (1).

[1] En rapportant ces glorieux commencements de la carrière militaire de Bonaparte, nous nous sommes servis des dénominations de *batailles de Montenotte, de Millesimo,* et de *combat de Dego*, employées par ce général lui-même dans ses rapports, et par tous les historiens qui ont écrit depuis cette époque. Cependant le général Jomini nous paraît avoir raison, en ne considérant cette suite d'actions militaires que comme une seule bataille, dont le coup décisif fut en effet porté à Dego ; il hésite même à leur donner le nom de *bataille*. Voici d'ailleurs ce qu'il en dit (il faut remarquer que le passage que nous citons a été écrit en 1816) :

« Cette bataille de six jours, dit-il, livrée sur dix points différents, mais

Les succès obtenus par Bonaparte, dès le début de la campagne, l'auraient été contre les ordres du Directoire, en admettant la supposition que Bonaparte ait emporté pour instruction l'ordre de se tenir d'abord sur une sévère défensive. En ce cas, si l'audacieux général eût échoué dans ses entreprises et eût été vaincu, au lieu de remporter la victoire, sa tête eût peut-être payé le crime d'avoir désobéi aux ordres du gouvernement républicain. Mais à la nouvelle des lauriers cueillis si abondamment par l'armée d'Italie, le Directoire, qui vit facilement combien ces triomphes allaient être favorables à la cause de la république, paraîtrait avoir oublié la transgression de ses ordres, puisqu'il ne songea plus qu'à exalter davantage encore, s'il était possible, l'ardent enthousiasme du général en chef et de ses lieutenants. C'est dans cette intention qu'il écrivit à Bonaparte : 1796 – an IV. Italie.

« Il est satisfaisant pour le Directoire de voir justifier, par les lauriers que vous venez de cueillir, le choix qu'il a fait de vous pour conduire l'armée d'Italie à la victoire. Recevez aujourd'hui, général, le tribut de la reconnaissance nationale; méritez-la de plus en plus, et prouvez à l'Europe que Beaulieu, pour avoir changé de champ de bataille, n'a pas changé d'ennemi; que, battu au nord, il le sera constamment par la brave armée d'I–

toujours par une même masse principale, à des parties morcelées, fut plutôt une série de combats qu'une bataille rangée. Elle a donné lieu à des raisonnements ou à des systèmes également faux : on a prétendu que Bonaparte, *embrassant un vaste champ de bataille, avec des divisions isolées, les faisait combattre par des mouvements coïncidents, et avait ainsi étendu l'échelle des combinaisons.* Il est cependant facile de voir, par l'exposé rapide que nous venons d'en donner, que c'est par un système opposé que Bonaparte a triomphé tant de fois; qu'il a constamment rassemblé ses plus grosses masses dans des positions resserrées et pour frapper les grands coups; sans doute, il les a ensuite étendues, mais c'était toujours dans une position centrale, et afin de séparer de plus en plus les corps ennemis déjà vaincus. Ces engagements multipliés furent le résultat du morcellement des alliés, de la position de leurs corps, et de la nature montagneuse du pays. Il fallait bien aller chercher ces corps où ils étaient, et il eût été bien difficile de livrer une bataille générale, comme celle de Iéna ou de Wagram, à une armée qui couvrait par divisions toutes les crêtes de l'Apennin, et n'avait pas dix mille hommes réunis sur un même point. »

1796 — an IV. Italie. talie; et qu'avec de tels défenseurs, la liberté triomphera des efforts impuissants des ennemis de la république. »

Au général Laharpe :

« L'effroi que vous inspirez aux ennemis de la république peut seul égaler sa reconnaissance et l'estime due à votre courage et à vos talents. »

Au chef de brigade Rampon, défenseur de la redoute de Monte-Legino :

« Intrépide militaire, amant de la liberté, continuez à la servir : que le serment que vous avez fait prêter aux braves soldats que vous commandiez dans la redoute de Montenotte, soit répété dans l'occasion par tous les républicains qui sont dignes de le tenir, et qu'il serve à fortifier chez eux, s'il en était besoin encore, la haine de l'esclavage et le désir de vaincre des ennemis qui n'ont pas renoncé au projet insensé de nous donner des fers. La valeur française les forcera bientôt à demander la paix .... Vous y aurez concouru par le trait héroïque qui vous honore. »

A l'adjudant général Vignolles :

« Le courage et les talents que vous avez développés vous méritent la reconnaissance de la nation. Organe de cette nation que vous défendez si glorieusement, le Directoire vous transmet avec plaisir les éloges dus à votre conduite distinguée. Ils seront sans doute pour vous la plus douce récompense de votre valeur, et la manière la plus sûre de vous commander de nouveaux succès. »

Ces éloges publics, qui tenaient lieu alors des décorations, des titres et des dotations si prodigués par la suite, produisirent l'effet dont se flattait le Directoire en les décernant. L'invincible armée d'Italie poursuivit le cours de ses triomphes, et c'est elle qui eut la gloire de donner à la France républicaine cette première paix générale attendue depuis si longtemps.

28 avril. (9 floréal.) *Combat de Vico; bataille de Mondovi, et armistice conclu entre l'armée sarde et l'armée française.* — Les troupes immédiatement sous les ordres du général Beaulieu, en se retirant précipitamment après les actions précédentes, par les routes d'Acqui et de Gavi, pour se mettre sous la protection des remparts de Tortone, laissaient un libre champ aux opérations

ultérieures de Bonaparte, dans son dessein d'attaquer l'armée 1796 - an IV. Italie.
sarde, que commandait le général Colli, après l'avoir isolée du grand corps d'armée austro-sarde. Le moment était favorable; la terreur inspirée par la rapidité des succès obtenus par les Français s'était répandue jusque dans le camp de l'armée piémontaise. Bonaparte pouvait donc se promettre de vaincre facilement le général Colli, abandonné des Autrichiens; il pouvait espérer qu'en frappant ce coup décisif il épouvanterait la cour de Sardaigne jusque dans Turin, et la forcerait à quitter la cause des alliés. Alors l'armée désorganisée du général autrichien étant désormais le seul obstacle à surmonter, le général français, dont l'imagination ardente s'élançait incessamment vers l'avenir, pouvait se regarder comme le maître de l'Italie. Il n'y avait pas à balancer. La gloire, l'ambition, l'honneur de Bonaparte dépendaient de la destruction de Colli : douze jours suffirent pour obtenir ce grand résultat, et forcer la cour de Sardaigne à refuser désormais son appui aux ennemis de la république française.

Cet appui était cependant motivé, et pouvait être légitimement invoqué par les puissances armées contre la France. La femme du prétendant à la couronne de France, du roi Louis XVIII, celle du lieutenant général du royaume, le comte d'Artois, étaient filles du roi de Sardaigne. Il était naturel que la cour de Turin eût embrassé la cause de ces princes, et eût armé en leur faveur; aussi le roi de Sardaigne avait-il adhéré des premiers à la coalition de Pilnitz. Il avait vu ses troupes dans Toulon, et avait pu, un moment, se flatter de posséder un jour la Provence, qu'on avait promise à son ambition. Mais, tenu longtemps en échec par les deux armées que la république avait eues jusqu'alors en Savoie et dans le comté de Nice; souvent battu par elles, il avait partagé tous les revers de la coalition, à laquelle il était cependant resté fidele. Le comté de Nice et la Savoie lui avaient été enlevés dès 1792, ainsi qu'on l'a vu dans le premier volume de ces Annales. Sans cesse menacé d'une invasion en 1795, il avait perdu l'élite de ses troupes dans une foule de combats restés sans résultat; enfin, au moment même où plus que jamais, et par les promesses fantastiques du général Beaulieu, il avait osé concevoir l'espérance de reprendre

1796 — an IV. Italie.

ce qu'il avait perdu, et de s'emparer de la Provence, la fortune se montrait tout à coup contraire à ses vœux. Abandonnée de son allié, près d'être accablée par un ennemi victorieux, l'armée du roi de Sardaigne pouvait être détruite et laisser aux vainqueurs un passage libre jusqu'à Turin. Que pouvait désormais le roi de Sardaigne pour s'opposer à l'invasion prochaine de ses États? Toutes ses ressources étaient épuisées, et ce monarque, renfermé dans son palais, sollicitait vainement de ses sujets un dévouement dont il ne savait pas donner l'exemple. Toutes les mesures que l'exaltation et l'enthousiasme patriotiques avaient inspirées en France à l'approche de l'invasion ennemie, il les imitait languissamment et sans succès. Une levée en masse, qui comprenait tous les hommes depuis seize jusqu'à trente ans, avait produit autant de révoltés que de soldats. Les Piémontais, las d'une guerre qui durait depuis quatre ans sans qu'aucun avantage en eût été la suite, commençaient à désirer la paix avec autant d'empressement qu'ils l'avaient repoussée auparavant. Ce pays était d'ailleurs dans cette situation critique que tant d'États d'Europe ont connue dans le même temps. Une grande partie de la noblesse et les bourgeois des villes étaient en opposition avec une cour plus dévote qu'éclairée, même sur ses propres intérêts. Une désunion presque générale de toutes les classes de la société avait été produite par la fermentation des têtes. Cette partie de la population que les gouvernements appellent proprement le peuple, qui fait la force des États, parce qu'elle en est le bras ou l'instrument, superstitieuse à l'excès dans le Piémont, avait d'abord embrassé avec ardeur le parti d'une guerre déclarée à des hommes qu'on leur peignait comme les plus cruels ennemis de la religion; mais des intérêts plus directs avaient affaibli cette opinion exagérée. Les Piémontais commençaient à penser que c'était moins la cause des peuples que celle des rois que l'on voulait défendre, et cette idée prit de tels développements, que, devenu suspect à son peuple, le prince eut la douleur de voir échouer les mesures proposées pour pouvoir résister aux Français. Les nouvelles recrues, au lieu de rejoindre, désertaient en foule, et formaient comme une armée ennemie dans l'intérieur de l'État. Afin de défendre cet État menacé,

il fallait donc s'en tenir aux forces déjà rassemblées, et le général Colli eut ordre d'opposer une vigoureuse résistance aux efforts des Français. Une victoire était seule capable de sauver le Piémont d'une invasion; mais Colli pouvait-il se flatter de sortir victorieux de la lutte où il était engagé? Il pressentait qu'il serait vaincu; mais du moins il voulut l'être sans honte. 1796 — an IV. Italie.

Certain que Bonaparte vainqueur de Beaulieu ne tarderait pas à l'attaquer, le général Colli avait concentré ses troupes dans le camp retranché de Ceva, afin d'opposer à son ennemi une masse de résistance plus considérable; deux rivières, dont les bords avaient été hérissés de batteries, protégeaient ses lignes, qui s'étendaient jusqu'à la place de Mondovi. Colli espérait encore pouvoir se défendre pendant quelques jours dans cette position, et donner le temps à la cour de Turin de lui envoyer des secours, ou à Beaulieu d'agir de manière à seconder ses efforts. L'infatigable activité de Bonaparte déjoua sans peine tous ces projets de la prudence, et Colli fut attaqué dans ses positions, avant d'avoir reçu aucun des renforts qu'il attendait.

Le 16 avril, la division du général Augereau, qui avait reçu ordre de se mettre en marche, quitta précipitamment les hauteurs de Monte-Zemoto, et attaqua les redoutes qui protégeaient le camp retranché de Ceva. Elles étaient défendues par 8,000 Piémontais. Les colonnes françaises, commandées par les généraux Bayrand et Joubert, éprouvèrent une vigoureuse résistance, qui fut prolongée pendant toute la journée, malgré la vivacité des attaques successives. Cependant, à la chute du jour, la plupart des redoutes avaient été évacuées, et les troupes françaises s'y étaient postées. Colli sentit qu'il courait risque d'être tourné par Castellino, et, pour éviter ce danger, il donna l'ordre d'évacuer pendant la nuit le camp retranché de Ceva.

Pendant cette même journée, les généraux Serrurier et Rusca s'étaient avancés pour seconder l'attaque du général Augereau, et se trouver, après le succès, à même d'opérer leur jonction avec sa division. En même temps, le général Masséna, qui s'était porté sur les hauteurs de Barcaro, avait poussé ses colonnes jusque sur les bords du Tanaro, afin de le passer entre Ceva et Castellino. C'est cette dernière manœuvre, exécutée avec beaucoup de succès, qui avait fait craindre au général Colli de

1796 – an IV. Italie.

se voir tourné, et l'avait engagé à quitter ses retranchements de Ceva. Sa retraite, opérée avec beaucoup d'ordre, avait eu lieu sur Mondovi, et son corps d'armée prit, pour couvrir cette place importante, une très-bonne position au confluent de la bicoque de Saint-Michel, et sa gauche s'étendant jusque vers Lezegno.

Le lendemain 17, les divisions des généraux Serrurier et Augereau opérèrent leur jonction devant la place de Ceva, et le général Serrurier entra dans la ville, dont la forteresse était toujours occupée par 7 ou 800 Piémontais. Il eût été intéressant de pouvoir s'emparer de cette citadelle; mais l'artillerie de siége n'avait pu suivre la marche rapide des Français dans les montagnes, et le général Serrurier, faute de canons, fut obligé de souffrir auprès de lui cette garnison ennemie.

Le 18, Bonaparte, qui s'était trouvé la veille à Salicetto, transporta son quartier général à Ceva, afin de présider lui-même à l'attaque générale qu'il méditait contre le général Colli. Le 19, la division du général Serrurier attaqua la droite de l'ennemi et la partie de son centre qui était postée à Saint-Michel. Après trois heures d'un combat opiniâtre, Serrurier s'empara du village, renversa les Piémontais chargés de défendre le pont sur la Corsaglia, et traversa lui-même cette rivière avec un fort détachement de ses troupes; mais, le Tanaro n'étant point guéable, les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui devaient attaquer les Piémontais en même temps que Serrurier, ne purent exécuter leur mouvement, et furent obligées de laisser la rivière entre elles et leur ennemi. Le général Colli profita habilement de cet incident, et conduisit lui-même des renforts à sa droite, toujours aux prises avec le général Serrurier. Celui-ci, étonné de se voir attaqué par des troupes fraîches, quand il croyait devoir être secondé par Masséna et Augereau, vit bientôt le désordre s'introduire parmi ses soldats, et, pour éviter un plus grand mal, il prit le parti de se retirer. Ses colonnes, poussées avec vigueur jusque sur la Corsaglia, ne surent point opposer une résistance suffisante, et ce fut avec la plus grande peine, et non sans éprouver une perte considérable, que ce général parvint à passer la rivière. Cet échec faisait perdre à ces troupes tout le terrain qu'elles venaient de gagner : elles se

retirèrent jusque dans Ceva, et de cette manière les deux partis se trouvèrent dans les mêmes positions que la veille. 1796 – an IV. Italie.

Par les manœuvres qu'il avait commandées dans la journée du 19, Bonaparte avait eu le dessein de percer jusqu'à Mondovi, et de forcer le général piémontais à un changement de front qui pût le priver de tout l'avantage de sa position; mais le succès n'ayant point répondu à son attente, Bonaparte passa la journée du 20 à prendre les mesures qui pouvaient donner, à une seconde attaque, une issue plus favorable. Dans la nuit du 21 au 22, le général Masséna vint passer le Tanaro sur le pont de Ceva, et prit possession du village de Lezegno. Les brigades des généraux Guyeux et Fiorella, de la division du général Serrurier, s'emparèrent du pont della Torre; en même temps, le général Augereau descendit la vallée du Tanaro, et marcha sur Alba, afin de menacer les communications de l'ennemi, enlever ses dépôts, et jeter l'épouvante jusque dans Turin.

L'intention de Bonaparte, en ordonnant ces dispositions, était, comme la veille, d'obliger le général Colli à changer de champ de bataille; mais celui-ci, craignant l'issue d'un combat qui eût été décisif sur une ligne aussi étendue, préféra renoncer à tous les avantages de sa position, et se mit, dès deux heures après minuit, en pleine retraite, évacua toute son artillerie et se replia sur Mondovi. Bonaparte, qui s'était promptement aperçu de cette marche rétrograde, envoya aussitôt la division du général Serrurier à la poursuite de l'armée piémontaise. Serrurier mit tant de célérité dans l'exécution de cet ordre, que le 22 avril, à la pointe du jour, il atteignit l'arrière-garde de l'ennemi sur les hauteurs en avant de Vico.

La brigade du général Guyeux se dirigea sur la gauche de l'armée de Colli, tandis que Serrurier, avec les brigades des généraux Fiorella et Dammartin, attaquait les redoutes qui couvraient son centre. Ces mouvements se firent avec tant de précision et de valeur, qu'après avoir vu ses positions emportées à la baïonnette, le général Colli abandonna le champ de bataille, traversa rapidement Mondovi, évacua cette place, et se rabattit sur la Stura et Fossano, en ayant soin de mettre ses bagages et son artillerie derrière les rivières de l'Elero et de Pesio. La cavalerie française se porta à sa poursuite avec beaucoup d'ar-

1796 — an IV. Italie.

deur, et le général Stengel, qui la commandait, fut tué dans une charge. Murat[1], aide de camp de Bonaparte, se distingua particulièrement dans cette poursuite à la tête du 20e régiment de cavalerie, et mérita d'être cité avec éloge dans le rapport du général en chef.

L'ennemi, suivant la relation officielle, perdit dans cette journée huit pièces de canon et quinze caissons, vingt et un drapeaux, dont quatre des gardes-du-corps du roi de Sardaigne; 1,800 hommes, dont 1300 prisonniers; un général piémontais fut tué, et trois furent faits prisonniers : savoir, le lieutenant général comte de Leire, le comte de Flayes, colonel des gardes du roi de Sardaigne, M. Matter, colonel-propriétaire du régiment de son nom, et quatre autres colonels. Le général Despinois fut cité avec éloge dans le rapport du général en chef, ainsi que le général Berthier, chef de l'état-major général, « chez qui, dit Bonaparte, les talents égalent l'activité, le patriotisme et le courage. »

Pendant que, pour dernier fruit de cette victoire, les Français prenaient possession de la place et forteresse de Mondovi, évacuée par les Austro-Sardes, le général Colli se hâtait de passer la Stura, pour ne s'arrêter qu'entre Coni et Cherasco. L'inaction du général Beaulieu, au moment où l'armée piémontaise était ainsi attaquée et poursuivie, contribua puissamment à jeter le découragement parmi les soldats de Colli. Menacé par la seule division du général Laharpe, Beaulieu, qui était resté vers Acqui, n'avait fait aucune tentative pour essayer de se joindre à ses alliés, ou au moins de faire une diversion en leur faveur; il n'avait même fait aucun mouvement, et quand il eût pu concentrer ses forces, il tenait toujours sa ligne trop étendue, puisque sa gauche se prolongeait jusqu'à la rivière d'Orba.

Cette circonstance de la conduite du général autrichien, qui faisait murmurer hautement l'armée piémontaise, vint encore augmenter les inquiétudes de Colli. Menacé d'une destruction complète, sans espoir d'obtenir de renforts de la part de sa cour ou du général en chef autrichien, poursuivi par une armée au-

[1] Depuis beau-frère de Bonaparte, grand-duc de Berg, roi des Deux Siciles, et fusillé en 1815 par ordre du roi de Naples.

dacieuse, infatigable, Colli avait instruit son gouvernement de la position plus que critique où il se trouvait. La nouvelle des derniers succès obtenus par les Français avait plus que jamais répandu la terreur et l'effroi dans Turin. La plupart des grandes familles de cette ville, épouvantées de l'approche des républicains, dont elles redoutaient les principes opposés à la noblesse et aux priviléges, se tenaient déjà préparées à fuir au premier signal. Les appréhensions dont la cour et la ville étaient agitées devinrent telles, que le roi de Sardaigne, perdant lui-même la confiance qu'il avait eue dans ses forces et dans l'appui de ses alliés, envoya au général Colli l'autorisation nécessaire pour demander à Bonaparte une suspension d'armes. Colli écrivit donc au général français pour l'instruire des intentions de sa cour, et lui mandait, le 23 avril, que le roi son maître ayant envoyé à Gênes des plénipotentiaires chargés d'y traiter de la paix avec la république française, sous la médiation de la cour d'Espagne, il croyait que l'intérêt de l'humanité exigeait que les hostilités fussent suspendues de part et d'autre, pendant la durée des négociations. Il finissait par proposer à Bonaparte un armistice, soit illimité, soit à temps fixe, à son choix, dans la vue d'épargner une inutile effusion de sang.

1796 - an IV. Italie.

Mais Bonaparte, qui savait qu'il ne faut jamais donner à son ennemi le temps de se reconnaître, se garda bien de faire à Colli une réponse décisive et satisfaisante. Il lui laissait seulement entrevoir qu'un accommodement n'était point impossible; mais que le droit de traiter de la paix appartenant au Directoire seul, il ne pouvait rien prendre sur lui avant d'avoir reçu ses ordres. Au moyen de cette précaution adroite, Bonaparte, sans nuire à la rapidité de ses opérations militaires, se réservait la faculté de proposer un moyen terme, qui pouvait devenir très-favorable à l'armée française.

En effet, malgré ses triomphes, l'armée française se trouvait encore dans une position incertaine et précaire. Maîtresse d'un pays florissant, elle voyait, il est vrai, l'abondance succéder au dénûment absolu dans lequel elle se trouvait naguère; la victoire venait, suivant la promesse et la prédiction de Bonaparte, d'ouvrir aux Français le chemin de l'Italie. Mais dans ce pays fertile où elle pouvait se dédommager de ses longues

1796 — an IV. Italie.

privations, et faire momentanément trêve à ses fatigues, l'armée n'avait encore d'autre appui que ses armes. Les Piémontais avaient toujours en leur pouvoir des places qui pouvaient inquiéter et arrêter même les opérations d'une armée trop peu nombreuse pour entreprendre des siéges, et dépourvue d'ailleurs de tous les objets nécessaires à de telles entreprises.

Les Autrichiens, revenus de leur terreur, pouvaient se rallier, recevoir les secours promis par le roi de Naples; et Colli lui-même, en marchant par la rive gauche du Pô, avait la possibilité de leur donner la main. Par une suspension d'hostilités, l'armée française gagnait donc l'avantage de se débarrasser des Piémontais, se trouvait libre d'achever la défaite des Autrichiens, rendait nul l'obstacle des forteresses du roi de Sardaigne, et contraignait Beaulieu de chercher un dernier asile sous les murs de Mantoue ou derrière l'Adige.

Par ces considérations, qui ne pouvaient échapper à sa haute sagacité, Bonaparte, dans sa réponse au général Colli, ajoutait donc : « La position militaire des deux armées rend toute suspension d'armes pure et simple impossible. Quoique je sois en particulier bien certain que le gouvernement accordera des conditions de paix raisonnables à votre roi, je ne puis, sur des présomptions vagues, arrêter ma marche. Il est cependant un moyen de parvenir à votre but, conforme aux vrais intérêts de votre cour, et qui épargnerait une effusion de sang inutile, et dès lors contraire à la raison et aux lois de la guerre : c'est de mettre en mon pouvoir deux des trois forteresses de Coni, d'Alexandrie, de Tortone, à votre choix. Nous pourrons alors attendre, sans hostilités, la fin des négociations qui pourraient s'entamer. Cette proposition est très-modérée ; les intérêts mutuels qui doivent exister entre le Piémont et la république française me portent à désirer vivement de voir éloigner de votre pays les malheurs de toute espèce qui le menacent. »

Cette proposition, si elle était acceptée, devenait extrêmement favorable aux succès ultérieurs de la campagne. La possession de deux forteresses dans le Piémont répondait entièrement de la neutralité du roi de Sardaigne, et laissait le général de l'armée française maître d'agir avec vigueur contre les Autrichiens. Mais en attendant la réponse du général Colli,

Bonaparte, qui voulait donner plus de poids à sa demande et profiter en effet de la position où l'avaient placé ses victoires, avait, le même jour, donné ordre à son armée de passer l'Elero, et, après avoir jeté des ponts sur le Pesio, avait porté son avant-garde sur Carru. Le 24, après quelques escarmouches de cavalerie de peu d'importance, les Français occupèrent Bene. 1796 — an IV. Italie.

Cependant Beaulieu, pressé par la cour de Sardaigne, et dans la crainte de déplaire à son gouvernement, en paraissant négliger trop les intérêts de ses alliés, s'était décidé à faire un mouvement concentrique, qui pût le rapprocher un peu de l'armée de Colli. Le 24 il leva son camp d'Acqui, et se mit en marche avec seize bataillons et vingt-deux escadrons, après toutefois avoir eu la précaution de laisser dans Terzo sept bataillons et six escadrons commandés par le général Liptay. Ce mouvement était trop tardif pour opérer une diversion favorable aux Piémontais de Colli.

Celui-ci avait pris une position défensive sur la Stura; son front était couvert par cette rivière; sa droite s'étendait vers la forteresse de Coni, et se tenait en communication avec les troupes qui défendaient le passage du Col-de-Tende; sa gauche s'appuyait à Cherasco. Cette position couvrait les places du Piémont, et défendait les seules routes par lesquelles les Français pouvaient y pénétrer alors.

Le général Serrurier se porta le 25, avec sa division, sur la Trinità, et s'avança jusqu'à portée de canon de la ville de Fossano, où se trouvait le quartier général de Colli. Les Français et les Piémontais, séparés par la Stura, se canonnèrent pendant plusieurs heures sans résultat. Le général Masséna s'était en même temps dirigé sur Cherasco, et s'étant jeté avec impétuosité sur l'ennemi, culbuta d'abord les grand'gardes. Cette ville, forte par sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, l'était aussi par une enceinte bastionnée, très-bien palissadée, fraisée et garnie de vingt-huit pièces de canon. La garnison ayant fait mine de vouloir se défendre, Bonaparte envoya son aide de camp Marmont et le général Dujard, pour reconnaître la place, et placer des batteries d'obusiers, pour couper les palissades. Ces démonstrations suffirent pour épouvanter l'ennemi. N'espérant point pouvoir résister longtemps, il se

1796 — an IV. Italie.

contenta de tirer quelques coups de canon, et profita de la nuit pour évacuer la ville et repasser la Stura. Cette conquête, qui procurait vingt-huit pièces de canon à l'armée, qui en manquait, et où l'on trouva des magasins considérables de munitions et de vivres, était d'autant plus importante aux yeux de Bonaparte, qu'elle appuyait sa droite et lui donnait un poste à l'abri d'un coup de main, où il pouvait établir ses dépôts de première ligne.

Après la prise de Cherasco, le général Colli se retira sur Carignano, afin de mettre à couvert la ville de Turin, dont Bonaparte n'était plus qu'à neuf lieues. Cette retraite, qui privait Fossano de tout moyen de résistance, laissa le général Serrurier maître de passer la Stura et de faire son entrée dans cette ville. Le même jour, la division du général Augereau s'était portée sur Alba, malgré un temps affreux qui avait rendu tous les chemins impraticables. Il suffit aux Français de se présenter devant la place pour s'en rendre maîtres. Le peu de troupes piémontaises qui étaient restées à sa garde s'enfuirent sans avoir brûlé une amorce, et le général Augereau se hâta d'y faire jeter sur-le-champ plusieurs ponts de bateaux, afin de pouvoir passer le Tanaro, qui est dans cet endroit d'une largeur et d'une rapidité considérables.

Le 26, l'armée française d'Italie se trouva entièrement rassemblée en avant de la ville d'Alba. Elle était alors dans un des plus beaux et des plus riches pays de l'Europe, et nageait dans l'abondance. Fiers des victoires remportées au prix de leur sang et de leur courage, les soldats de cette armée étaient animés de l'esprit le plus belliqueux, et n'aspiraient qu'à poursuivre un ennemi qu'ils avaient vaincu avec tant de gloire. Bonaparte, pour exciter davantage encore leur enthousiasme, et en même temps tranquilliser les peuples d'Italie, adressa aux uns et aux autres la proclamation suivante :

« Soldats[1] !

« Vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places

[1] Nous avons déjà fait remarquer cette dénomination de *soldats*, donnée par Bonaparte à ses troupes. Les autres généraux de la république les appelaient *camarades* ou *citoyens ;* mais Bonaparte crut devoir innover, ce qui convenait peut-être à ses desseins ultérieurs.

fortes, conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait 15,000 prisonniers, tué ou blessé 10,000 hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus parmi des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée conquérante de la Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions aussi extraordinaires. Grâces vous en soient rendues, soldats! 1796—an IV. Italie.

« Les deux armées qui naguère vous attaquèrent avec audace fuient devant vous; les hommes pervers qui se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis sont confondus et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont encore à vous; vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous de grandes choses. Vous justifierez son attente; vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français, d'humilier les rois orgueilleux qui méditaient de nous donner des fers, de dicter une paix glorieuse qui indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous voulez tous, en rentrant dans le sein de vos familles, dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie!*

« Amis, je vous la promets cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrerez de leurs fers, c'est de réprimer les pillages auxquels se portent les scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez point les libérateurs des peuples; vous en seriez le fléau. Le peuple français vous désavouerait : vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous

1796 — an IV. Italie. rougirions de commander une armée qui ne connaîtrait de loi que la force ; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds ; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers ; le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux : nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent [1]. »

Dans le moment où Bonaparte cherchait à exalter l'ardeur de ses soldats par cette proclamation, il s'attendait à livrer une dernière bataille, et sans doute elle eût décidé du sort du Piémont. Le roi de Sardaigne, renfermé dans Turin avec les débris de son armée, tremblait sur son trône et commençait à se convaincre qu'une prompte soumission aux volontés du vainqueur pouvait seule le sauver de la ruine certaine dont il etait menacé. Déjà les Français n'étaient qu'à neuf lieues de sa capitale. L'effroi s'était plus que jamais emparé de l'esprit des habitants de Turin. Des murmures, avant-coureurs d'une insurrection, augmentaient encore les inquiétudes et la détresse du roi au milieu de sa cour stupéfaite. Le peuple, qui craignait de voir la ville livrée à toutes les horreurs du pillage, s'attroupait en foule autour du palais, et demandait la paix à grands cris. Toutes

[1] Nous avons cité cette première proclamation d'un homme qui en a tant publié durant sa carrière militaire, afin de présenter une observation qui nous paraît avoir quelque intérêt. On a dit, on répète encore aujourd'hui que ces proclamations de Bonaparte, qui ont si souvent répandu en Europe presque autant de terreur que ses armées, n'avaient jamais été son ouvrage. On a même été jusqu'à citer ses faiseurs. Cependant, si l'on veut comparer toutes ses proclamations, depuis celle que nous venons de citer jusques à la dernière qui précéda le désastre de Mont-Saint-Jean, on restera convaincu avec nous qu'elles sont toutes la production du même homme. Le même style, les mêmes mouvements, les mêmes tournures de phrases, les mêmes exclamations, et ce ton prophétique ou d'inspiré que Bonaparte affectait dans ses actions, se rencontrent dans toutes ces pièces. Quant à nous, nous ne doutons point que les proclamations de Bonaparte n'aient, en effet, été dictées par celui qui sut en tirer tant d'avantages.

ces causes réunies firent enfin sentir au roi qu'il est des circonstances où l'intérêt des peuples demande que les souverains renoncent à leurs plus chères affections. Il avait été l'un des membres les plus zélés de la coalition. Il avait plus qu'aucun prince de l'Europe des raisons fortes et légitimes de haïr la république; mais la fatale issue des événements le contraignit à dissimuler sa haine et à s'humilier devant le gouvernement français, en lui demandant une paix qui lui semblait presque une injure. Le roi de Sardaigne se soumit enfin à cette loi de la nécessité, si dure pour le commun des hommes, plus dure encore pour les rois.

Le 27 avril, le général Colli, autorisé par son souverain, écrivit à Bonaparte pour lui annoncer que le roi allait envoyer des plénipotentiaires à Paris, afin de traiter de la paix définitive, mais qu'en attendant il acceptait les conditions proposées : « Sa Majesté, disait le général Colli dans sa lettre, m'ordonne de vous déclarer qu'elle consentira à mettre en votre pouvoir deux de ses forteresses; savoir, celles de Coni et de Tortone, comme vous l'avez demandé, pendant que dureront les négociations dont on va s'occuper, et suivant le mode dont on conviendra; au moyen de quoi toute hostilité cessera dès à présent, jusqu'à la fin desdites négociations, etc. »

D'après la même lettre, le roi de Sardaigne chargea M. le baron de la Tour, lieutenant général de cavalerie, et le marquis de Costa, colonel chef d'état-major, de traiter avec le général Bonaparte des conditions de la suspension d'armes, qui furent arrêtées au quartier général de Cherasco, le 28 avril, et dont les dispositions portaient une cessation de toutes hostilités entre l'armée française d'Italie et l'armée du roi de Sardaigne, à dater du jour où les conditions seraient remplies jusque cinq jours après la fin des négociations entamées à Paris. Les clauses de ce traité d'armistice furent très-favorables à l'armée française. La place de Coni devait être occupée par elle, ainsi que celle d'Alexandrie, en attendant que Tortone pût être remise en son pouvoir. Les Français restaient en possession de tout le pays conquis qui se trouve au delà de la rive droite de la Stura, jusqu'à son confluent avec le Tanaro, et de là suivant la rive droite de cette rivière jusqu'à son embouchure dans le Pô, pen-

1796 — an IV. Italie.

dant le temps qu'ils occupaient Alexandrie. Après la reddition de cette place, par l'occupation de Tortone, la limite devait continuer au confluent de la Stura avec le Tanaro, jusqu'à la hauteur d'Asti, sur la rive droite de cette dernière rivière. La ligne de démarcation suivait le grand chemin qui conduit à Nizza della Paglia, et de ce dernier lieu à Cassino; de la rive droite de la Bormida jusqu'à son embouchure dans le Tanaro, et enfin de là jusqu'à la jonction de cette rivière avec le Pô.

Les villes et citadelles de Coni, de Tortone ou d'Alexandrie, tant que la seconde ne serait point occupée par les Français, devaient être remises avec l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche, dont il devait être fait inventaire. Les Français s'étaient réservé, par ce traité, le droit de passer le Pô sous Valence, et le passage par les chemins les plus commodes et les plus ouverts était accordé, pour Paris et le retour, aux courriers et aux officiers de l'armée française. La citadelle devait être remise également avec son artillerie et ses vivres ; mais la garnison pouvait se retirer dans le Piémont.

Les plénipotentiaires envoyés par le roi de Sardaigne à Paris avaient ordre de traiter de la paix à quelque prix que ce fût. La cour de Turin ne croyait pas acheter trop cher l'amitié d'un peuple dont la haine était terrible. On mit de part et d'autre une si grande activité dans les négociations, que le traité définitif fut arrêté et signé à Paris le 15 mai suivant.

Ce traité eut une trop grande influence sur les événements ultérieurs de l'Italie, pour ne pas en rapporter ici les clauses principales.

S. M. le roi de Sardaigne renonçait à toute adhésion, consentement ou accession patente ou secrète donnée à la coalition armée contre la république française; elle s'engageait à refuser le passage sur son territoire à aucune troupe ennemie, et à l'accorder, au contraire, à toutes les troupes françaises. S. M. cédait à perpétuité à la république la Savoie, les comtés de Nice, de Beuil et de Tende. Les limites entre les deux États devaient être établies sur une ligne déterminée par les points les plus avancés, du côté du Piémont, des sommets et plateaux des Alpes, savoir, en commençant au point où se réunissent les frontières

du Faucigny, du duché d'Aoste et du Valais, à l'extrémité des 1796 — an IV. Italie.
glaciers ou monts Maudits : 1° les sommets ou plateaux des Alpes, au levant du col Mayor; 2° le petit Saint-Bernard et l'hôpital qui y est situé; 3° les sommets ou plateaux du mont Alban, du col de Crisance et du mont Iseran; 4° en se détournant un peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celst et du gros Caval; 5° le grand mont Cenis, et l'hôpital placé au sud-est du lac qui s'y trouve; 6° le petit mont Cenis; 7° les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Bardonèche du val des Près; 8° le mont Genèvre; 9° les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Grières de celle du Vaudois; 10° le mont de Viso; 11° le col Maurin; 12° le mont de l'Argentière; 13° les sources de l'Ubayette et de la Stura; 14° les montagnes qui sont entre les vallées de la Stura et de Gesso, d'une part, et celles de Saint-Étienne de Tinea, de Saint-Martin ou de Vesubia, de Tende ou de Roya, de l'autre part; 15° la Roche-Barbon, sur les limites de l'État de Gènes. Le pays restitué au roi de Sardaigne demeurait passible de toutes réquisitions de vivres faites par l'armée française; S. M. sarde s'engageait à ne point permettre aux émigrés ou déportés de la république de s'arrêter ou de séjourner dans ses États. Indépendamment des forteresses de Ceva, Coni et Tortone, déjà accordées par l'armistice, l'armée française devait, d'après la teneur du traité, occuper les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suse, de la Brunette, de Château-Dauphin et d'Alexandrie, à laquelle Valence pouvait être substituée, si le général en chef de l'armée française le préférait. Les fortifications d'Exiles, de la Brunette, de Suse, ainsi que les retranchements formés au-dessus de cette ville, devaient être démolis et détruits aux frais de S. M. sarde, à la diligence des commissaires nommés à cet effet par le Directoire exécutif.

Le 29 avril, Coni fut remis entre les mains des Français, ainsi que l'ordre pour occuper Tortone. Le lendemain, la citadelle de Ceva leur fut également rendue. Pendant ce temps, Beaulieu fuyait vers Alexandrie et marqua même quelque envie de s'emparer de cette forteresse; mais le commandant piémontais sut à propos deviner ses intentions, les éluda avec beaucoup d'adresse, et sauva ainsi aux Autrichiens la honte et l'odieux d'une

1796 — an IV. Italie. trahison faite à leur allié. Beaulieu se porta à marches forcées sur le Milanais, afin de le couvrir, et traversa le Pô à Valence, qu'occupait un corps de cavalerie napolitaine.

Bonaparte avait donné ordre aux colonnes de son armée de suivre la marche du général fugitif; Masséna arriva assez tôt à Alexandrie pour s'emparer des magasins que les Autrichiens, ne pouvant les évacuer aussi promptement que les positions qu'ils abandonnaient, avaient vendus à la ville. Le 6 mai, l'armée d'Italie prit possession de Tortone, dont les fortifications nouvelles avaient coûté plus de quinze millions au roi de Sardaigne. On y trouva plus de cent pièces de canon de bronze, des munitions immenses et des casemates pour 3,000 hommes; Ceva et Coni étaient également dans un état de défense respectable et abondamment approvisionnés. Ainsi Bonaparte trouvait dans ses succès mêmes des moyens de s'en procurer de nouveaux [1].

Les avantages que la France retirait du traité conclu avec le roi de Sardaigne étaient immenses. Non-seulement elle acquérait la libre possession de la Savoie et du comté de Nice, conquis en 1792; mais elle reculait ses limites jusque sur les crêtes des Alpes, avec toutes les démarcations en sa faveur; de sorte qu'elle dominait sur les versants du Piémont, et que

[1] Cependant, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, Bonaparte, qui n'ignorait pas combien, surtout pour une petite armée, la discipline est nécessaire, tenait à ce qu'elle fût exercée parmi ses soldats avec sévérité. Il l'avait même affermie par son caractère et par ses manières; et cette discipline, en les rendant plus formidables, leur concilia bientôt l'estime et la confiance des habitants du pays où ils faisaient la guerre. Nous donnerons une preuve convaincante de cette sévérité que Bonaparte apportait alors pour défendre le pillage, et du soin qu'il avait d'épouvanter les malfaiteurs en les faisant juger; et, pour faire connaître l'esprit qui régnait à cette époque dans son armée, nous citerons le fait suivant :

Un sapeur du cinquième bataillon, nommé Latouche, avait été condamné à être fusillé pour crime de maraude. Près d'être conduit au lieu du supplice, il écrivit à ses camarades cette lettre touchante : « Vous voyez, mes camarades, à quel sort je suis réduit! Et toi, commandant du détachement, si tu m'eusses défendu d'aller à la maraude, je ne serais pas exposé à la mort que je vais subir. Adieu, mes camarades, adieu. Latouche, les larmes aux yeux, ne regrette, en quittant la vie, que de ne pas mourir en défendant la patrie, et ne se console que dans l'espoir que sa mort servira d'exemple à ses défenseurs. »

CARTE POUR SERVIR A L'INTELLIGENCE DE LA SUITE DES OPÉRATIONS MILITAIRES EN ITALIE

NORD

Duomo d'Ossola
Locarno
Bellinzone
Lugano
Chiavenne
Sondrio
Como
Lac de Como
Lecco
Bergame
Brescia
Arona
Varese
Milan
Novare
Vercelli
Santhia
Trino
Vigevano
Mortara
Casale
Valence
Pavie
Lodi
Crema
Chiari
Orci Novi
Pizzighettone
Cremone
Plaisance
Po Fl.
Alexandrie
Marengo
Tortone
Voghera
Bobbio
Nizza
Acqui
Novi
Gavi
Genes
Montenotte
Parme
Reggio
Modene
Guastalla
Sabbionetta
Casal Maggiore
Bozzolo
Mantoue
Peschiera
Verone
Salo
Lac de Garda
Riva
Roveredo
Trente
Pontremoli
Correggio
Carpi
Novellara
Rubiera

10 — 20 Kilometres

ce pays jusque-là d'un accès si difficile se trouvait totalement à découvert pour elle. 1796 — an IV. Italie.

Livré à lui-même en signant la paix avec la France, le roi de Sardaigne ne vit, dans l'état présent des choses, que les conséquences, funestes pour son trône, des progrès incalculables des idées révolutionnaires dans les pays soumis à sa domination. Les conditions rigoureuses qui lui étaient imposées par ce traité lui parurent bien moins effrayantes que la continuation d'une guerre qui compromettait ses intérêts directs, et dont les chances ne lui semblaient plus douteuses, d'après les derniers événements. Il osa se flatter de trouver dans sa politique les ressources que ne lui donnaient plus le général Beaulieu[1] et ses propres troupes. Il fallait une résolution dont ce roi faible n'était pas susceptible, pour attendre, en résistant, que des événements ultérieurs, au moins probables, le plaçassent dans une position plus favorable vis-à-vis de ses ennemis. Il fut trompé dans ses espérances, et voilà ce qui doit toujours arriver quand les intérêts des rois ne sont pas ceux des peuples.

Passage du Pô, et combat de Fombio; armistice conclu avec l'infant duc de Parme. — Nous venons de voir qu'à la première nouvelle de l'armistice conclu entre le général Bonaparte et le roi de Sardaigne, le général de l'armée autrichienne s'était hâté d'opérer une retraite devenue indispensable pour couvrir le Milanais, menacé par les Français. Ce vieux général, qui, avant la bataille de Montenotte, avait montré une activité rivale de celle de Bonaparte, qui depuis, par des causes qu'il est difficile d'expliquer autrement que par l'impéritie, était resté tranquille spectateur de la ruine de l'armée sarde, semblait avoir recouvré toute son énergie; pressé par les événements, il avait senti que de la vivacité de ses mouvements 9 mai. (20 floréal.)

[1] Ce général, s'il faut en croire les alliés eux-mêmes, ne possédait pas les qualités nécessaires à un général en chef. On a pu voir que sa réputation d'homme de guerre avait été exagérée, puisqu'il commit tant de fautes. Il lui manquait encore cette sagacité et ces formes conciliatrices indispensables à celui qui réunit sous son commandement des troupes de différentes nations, ou qui doit agir de concert avec elles. Il paraît démontré que l'harmonie et la confiance mutuelles, qui seules peuvent donner de l'ensemble aux opérations, n'existaient point entre le général autrichien et les généraux piémontais.

1796 — an IV. Italie. dépendait le salut des troupes sous ses ordres. Acqui, Terzo, Varraggio, Campo-Freddo, les bords du Tanaro, ceux de l'Orba, et depuis Novi, Pozzolo, Nizza della Paglia, Alexandrie même, avaient été évacués avec une précipitation, indice certain des craintes que lui inspirait l'armée victorieuse de Bonaparte, et du danger que courait toute la Lombardie. Enfin, le 2 mai, il avait traversé le Pô sur le pont de Valence, qu'il coupa, et avait emmené avec lui la cavalerie napolitaine qui occupait cette ville.

Mais si l'imminence du péril et la grandeur des intérêts dont il était chargé avaient fait oublier à Beaulieu son âge avancé, et lui avaient un moment rendu l'ardeur propre à la jeunesse, Bonaparte n'était pas homme à se laisser devancer en mesures promptes et rapides par le général autrichien. Nous avons vu que ses troupes s'étaient portées à marches forcées à la poursuite de Beaulieu, et déjà ses colonnes étaient arrivées sur le Pô.

Ce fleuve, qui prend sa source au mont Viso, près de Saluces, coupe transversalement l'Italie septentrionale jusqu'à Ferrare, et quinze lieues plus loin se jette dans la mer Adriatique par plusieurs bouches. Il offrait aux Autrichiens la meilleure ligne défensive qu'ils pouvaient désirer, et le passage du Pô était désormais le seul obstacle qui pût arrêter la marche accélérée de l'armée française, et ralentir l'accomplissement des projets de son général. Trois endroits, Valence, Plaisance et Crémone paraissaient les seuls où l'on pût espérer d'effectuer ce passage. Mais, depuis Casale et Valence, le fleuve se grossit des eaux du Tanaro, de la Bormida, de l'Orba et de la Scrivia, venant du sud; il reçoit aussi les rivières de la Sesia, de la Gogna, du Terdopio et du Tésin, venant du nord; au-dessous de Pavie, son cours, augmenté par la chute de toutes ces eaux, devient rapide, large, profond et d'un accès fort difficile. En le passant, l'armée trouvait tout à coup son chemin barré par une foule de rivières ou torrents qui coulent transversalement à la direction des routes, et surtout le Tésin, dont le passage présentait de grandes difficultés, augmentées encore par tous les travaux que les Autrichiens avaient faits sur ses bords.

Le coup d'œil rapide de Bonaparte lui avait fait reconnaître les avantages et les inconvénients du terrain sur lequel il avait a manœuvrer. Ce général s'était convaincu que la prudence lui défendait d'exécuter le passage du Pô à Valence, et il résolut de traverser le fleuve à Plaisance. Mais, pour réussir dans cette entreprise, il fallait tourner la gauche de l'armée autrichienne et prendre sa ligne à revers. Cette manœuvre était extrêmement hasardeuse, et elle ne pouvait guère s'exécuter avec succès qu'en donnant le change à Beaulieu et en l'empêchant d'y mettre obstacle. C'est à quoi Bonaparte s'était appliqué avec un soin qui prouve combien son génie militaire était déjà exercé.

On a vu que, dans l'armistice conclu avec les Piémontais, Bonaparte s'était réservé le droit de passer le fleuve à Valence. Cette première présomption de sa volonté fut augmentée par différents préparatifs qu'il eut l'air de faire, et surtout par des mouvements de troupes qui paraissaient toutes se diriger du côté de Valence. Ces moyens employés pour tromper Beaulieu produisirent leur effet, et le général autrichien, persuadé que Bonaparte avait réellement dessein de passer le Pô à Valence, fit camper le gros de son armée à Vallegio et sur la Gogna, détacha le général Rosselmini vers Sommo, porta le général Wukassowich, avec l'avant-garde, sur la Sesia, donna la ville de Buffarola pour position au général Colli [1], et fit occuper la rive gauche du Tésin par le général Liptay. Beaulieu se trouvait fortifié entre le Tésin et la Sesia, le long de la Gogna et du Terdopio. Il reçut dans cette position des renforts qui lui arrivaient du Tyrol, et qui portèrent l'armée qu'il commandait à trente-six bataillons et quarante-quatre escadrons, avec cinquante-trois pièces de canon de réserve, outre l'artillerie des régiments, qui montait à peu près à soixante-dix pièces. Beaulieu résolut d'attendre Bonaparte dans cette position, et pour mieux l'arrêter, il entourait la ville de Pavie de redoutes, et garnissait de retranchements les bords du Tésin.

[1] Après l'armistice conclu entre la république française et la cour de Turin, le général Colli avait demandé et obtenu l'autorisation de prendre du service dans l'armée autrichienne.

1796 – an IV. Italie.

Il ne laissa que peu de troupes pour garnir la rive gauche du Pô jusqu'à la Piave et à l'embouchure du Tésin.

Mais tandis que les Autrichiens se disposaient à arrêter les Français, Bonaparte achevait ses préparatifs pour tourner la gauche de leur armée. Après différents mouvements, exécutés pour faire penser au général Beaulieu que l'intention de l'armée française était toujours de passer le Pô à Valence, Bonaparte se transporta le 6 mai, par une marche forcée, à Castello-San-Giovanni, près des bords du Tidone, après avoir traversé à gué la Scrivia et la Staffora. Il était accompagné de 3,000 grenadiers et de 1,500 chevaux. A onze heures du soir, le chef de bataillon d'artillerie Andréossi et l'adjudant général Frontin parcoururent, avec 100 hommes de cavalerie, la rive droite du Pô jusqu'à Plaisance; ils avaient rencontré et arrêté cinq bateaux chargés de riz, d'officiers, de cinq cents malades et de toute la pharmacie de l'armée autrichienne.

Le 17 mai, à sept heures du matin, les 3,000 grenadiers et les 1,500 chevaux arrivèrent à Plaisance sur les bords du Pô. De l'autre côté du fleuve se trouvaient deux escadrons de hussards, qui faisaient mine de vouloir disputer le passage. Les grenadiers se jetèrent dans les bateaux pour aller attaquer les hussards; le chef de brigade Lannes, officier que sa rare bravoure avait déjà rendu cher à Bonaparte, était à leur tête; il aborda le premier sur la rive opposée. Les hussards furent chargés avec la plus grande vigueur, et bientôt obligés de se replier en toute hâte. Cette action, qui laissait l'armée libre dans ses mouvements, fit le plus grand honneur au chef de brigade Lannes, et lui mérita les éloges publics de son général. Il s'en était rendu d'autant plus digne, que, chargé, après la dispersion des hussards ennemis, de reconnaître la rive gauche du Pô, il s'était acquitté de cette commission avec autant d'intelligence qu'il avait montré de valeur.

Aussitôt que le mouvement de San-Giovanni et Plaisance eut été démasqué, les divisions françaises que Bonaparte avait, d'avance, fait passer par échelons, s'étaient, par son ordre, avancées et marchaient au pas de course. Elles commencèrent à traverser le Pô dans la journée du 7; et le lendemain, celles des généraux Laharpe, Masséna et Augereau se trouvaient sur

l'autre rive ; les deux premiers avaient passé vers Plaisance, et Augereau à Verato. 1796 — an IV.

Beaulieu, instruit de la marche des Français, vit alors que ses fortifications du Tésin et ses redoutes de Pavie lui devenaient inutiles. Il avait peut-être conçu l'espérance de faire subir au général républicain, auprès de cette ville, le sort du roi François Ier, et voilà que Bonaparte se trouvait en mesure de le menacer lui-même, et avait déjoué toute sa vieille expérience. Honteux d'avoir donné dans le piége tendu par son jeune rival, il se mit en marche pour Corte-Olona, avec dix bataillons et deux escadrons, espérant arriver assez tôt pour arrêter les Français et les troubler dans leur débarquement. Il donna ordre en même temps au général Liptay de se porter avec huit bataillons et huit escadrons, entre le Lambro et l'Adda, pour couvrir la communication par Pizzighettone et Mantoue. Ces deux mouvements étaient sagement combinés ; mais Beaulieu semblait condamné à n'employer que des demi-mesures. Au lieu de faire prendre à toute son armée à la fois la même direction, il commit la faute de laisser à Pavie, que rien ne menaçait, le général Sebottendorf avec une réserve de dix bataillons et de dix escadrons, et le général Colli, plus inutilement encore, à Buffarola. Ces deux généraux, trop éloignés du corps d'armée, ne pouvaient lui rendre aucun service.

Le 8 mai, à midi, Bonaparte, qui n'avait point perdu de temps pour s'avancer au delà du Pô, fut instruit par ses tirailleurs que l'ennemi n'était pas éloigné : certain que le succès dépend presque toujours de l'élan imprimé aux troupes, il ordonne à ses soldats de marcher à l'attaque. Le corps autrichien que les tirailleurs français avaient reconnu, était celui du général Liptay, déjà parvenu à Fombio avec ses 3,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux. Liptay avait pris une position très-avantageuse, et Bonaparte, en la faisant reconnaître, se convainquit qu'il était de la dernière importance d'en déloger les Autrichiens, avant que le général Beaulieu eût pu leur envoyer des secours. L'ennemi, retranché vigoureusement dans Fombio, avait vingt pièces de position : il était difficile de le déposter avec des troupes harassées des fatigues d'une marche forcée ; cependant, animés par la présence de leur général, les sol-

1796— an IV. Italie. dats oubliaient ces fatigues, et demandaient à grands cris l'ordre de commencer l'engagement. Il est donné : le général de brigade Dallemagne, avec les grenadiers, attaque sur la droite ; l'adjudant général Lanusse marche au centre, disposé sur la chaussée de Fombio ; enfin, le chef de brigade Lannes, ce même Lannes qui s'était couvert de gloire au passage du Pô, devait tourner par la gauche et attaquer l'ennemi par le flanc. Les Français s'élancèrent sur les retranchements avec impétuosité, malgré le feu de l'artillerie ; le général Liptay, après une défense glorieuse, puisqu'elle arrêta pendant deux heures ses adversaires, fut obligé d'évacuer Fombio. Il voulut s'arrêter à Codogno ; mais poursuivi avec ardeur par la cavalerie française, il continua sa retraite, et se jeta sur Pizzighettone, où il passa l'Adda, ne croyant pas être en sûreté si cette rivière ne le séparait de ses vainqueurs. Les Autrichiens éprouvèrent une perte considérable ; les bagages, une partie de l'artillerie, 300 chevaux et 500 hommes restèrent au pouvoir des Français ; environ 300 avaient été tués. La cavalerie napolitaine avait surtout été maltraitée.

Un autre général eût peut-être profité de cet avantage pour garder les positions conquises et conserver des avant-postes sur l'Adda ; mais Bonaparte jugea fort sagement que Beaulieu, apprenant que Liptay était attaqué, devait nécessairement avoir quitté Ticino pour marcher au secours de ce général. En conséquence il revint sur ses pas, et, présumant que les Autrichiens cherchaient à déboucher par Casal-Pusterlengo, il chargea le général Laharpe, qu'il envoya sur Codogno avec sa division, d'éclairer avec attention la route qui conduit à cette position. Le reste de l'armée devait observer Pizzighettone à droite, et le cours du Lambro à gauche. Les divisions qui avaient passé le Pô en dernier lieu se formaient suivant les dispositions indiquées par le général en chef.

L'événement ne tarda pas à prouver la sagesse du calcul de Bonaparte. Après la défaite de Liptay, Beaulieu, qui accourait au secours de ce général avec neuf bataillons et douze escadrons, arriva à Casal-Pusterlengo sur les cinq heures du soir. Au lieu de marcher en masse contre les Français, le général autrichien, qui tenait encore à la méthode vicieuse des morcel-

ments, divisa ses forces en six détachements : un bataillon fut dirigé sur Senna, un sur Somaglia, deux sur Fombio, deux furent chargés d'aller à la découverte de Liptay, qui avait opéré sa retraite avec tant de précipitation qu'on n'en avait aucune nouvelle dans l'armée autrichienne ; enfin, Beaulieu arriva lui-même à Casal-Pusterlengo avec les trois bataillons restants. De cette manière, le centre des Autrichiens se trouvait éparpillé sur une ligne beaucoup trop étendue, en face de toute l'armée française, tandis que la gauche était derrière Pizzighettone, et la droite sous Pavie.

Beaulieu apprit enfin à Casal-Pusterlengo la défaite éprouvée par le général Liptay, et l'occupation de Codogno par les Français. Il était nuit, et le général autrichien résolut de profiter de cette circonstance pour essayer de surprendre les Français et de réoccuper Codogno. Il part à la tête de ses troupes, arrive à deux heures après minuit en vue de Codogno, et surprend les avant-postes de la division du général Laharpe. Au premier bruit, ce général, qui, depuis l'échauffourée de Dego, aurait dû prendre plus de précautions contre ces sortes de surprises, sauta à cheval pour s'assurer de ce que ce pouvait être ; ses troupes étaient déjà aux prises avec l'ennemi, et lui-même commençait à rétablir le combat, en conduisant contre les Autrichiens une demi-brigade, lorsque, frappé d'une balle à la tête des siens, il tomba mort sur le coup [1]. Laharpe était un des meilleurs généraux de la belle armée d'Italie. Il emporta dans la tombe tous les regrets de tous ses camarades et des soldats, qui l'adoraient pour son intrépidité, quoiqu'ils eussent souvent éprouvé que personne n'était plus sévère que lui pour la discipline.

La mort de Laharpe avait répandu l'alarme parmi les Français, et les Autrichiens avaient profité du désordre qu'elle occasionnait pour redoubler d'efforts. Le général Berthier, averti du danger, accourut à Codogno, rallia la division du général Laharpe, et culbuta les Autrichiens, surpris à leur tour d'une énergie à laquelle ils ne s'attendaient plus. Secondé par la 70e demi-brigade, commandée par le général Ménard, Berthier

[1] On croit assez généralement qu'il fut tué par mégarde, dans l'obscurité qui régnait alors, par le feu de ses propres soldats.

1796 — an IV. Italie. poursuivit les vaincus jusque dans Casal-Pusterlengo, s'empara de cette ville, et força Beaulieu de se replier précipitamment sur Lodi. Le général français, ne voulant point compromettre la sûreté du corps qu'il commandait, laissa Beaulieu achever sa retraite, et s'arrêta à Casal-Pusterlengo.

C'était donc inutilement que le général autrichien avait réussi à surprendre les avant-postes d'une division française; son succès avait été pour lui l'origine d'un nouveau revers. Sa position était très-critique; ignorant encore le sort de sa gauche, il ne pouvait réunir ses troupes disséminées qu'à Lodi, et déjà Bonaparte s'avançait avec la rapidité de la foudre. Il n'y avait pas de moment à perdre; Beaulieu rappela à Lodi le corps du général Sebottendorf. L'ordre fut donné au général Wukassowich de quitter les bords du Tésin, et de marcher sur le même point. Le général Colli avait aussi quitté Buffarola pour se diriger sur Milan : il devait jeter une garnison dans la citadelle, et se replier sur Cassano, afin d'opérer sa jonction avec l'armée sur les bords de l'Adda. Beaulieu faisait enfin ce qu'il eût dû faire depuis le commencement de la campagne : il concentrait ses forces. Mais il n'était plus temps : le destin de l'Italie dépendait désormais de l'armée française, et vainement Beaulieu se disposait à lui disputer le passage de l'Adda; cette rivière devait être franchie avec plus de gloire encore que le Pô.

Tandis que Beaulieu faisait ainsi de tardives dispositions pour s'opposer aux progrès toujours croissants de Bonaparte, ce général recevait dans la ville de Plaisance, illustrée par le passage du Pô, des propositions d'accommodement de la part de l'infant duc de Parme et de Plaisance. Épouvanté par la présence d'une armée dont les rapides exploits surpassaient encore tout ce qu'on avait raconté des phalanges républicaines, ce prince fit demander une suspension d'armes à Bonaparte. Ainsi, un mois s'était à peine écoulé depuis le commencement de la campagne, et déjà deux princes imploraient de Bonaparte la faveur de traiter avec la république. L'habile général reçut favorablement la demande du duc de Parme. Il sentait combien il était utile à l'armée qu'il commandait de se débarrasser des soins de veiller à cette foule de petits États ennemis qui l'entouraient, et aucun

moyen ne pouvait mieux procurer ce résultat qu'un traité. Celui qu'il dicta au duc de Parme était dur; mais la nécessité parlait : il fut accepté. 1796 -- an IV. Italie.

L'armistice conclu au nom du duc de Parme par ses plénipotentiaires, les marquis Antonio Pallavicini et Filippo della Rosa, sous la médiation du comte de Val de Paraiso, ministre d'Espagne à Parme, avec le général Bonaparte, fut signé le 9 mai dans la ville de Plaisance. Il portait qu'il y aurait suspension d'armes entre l'armée de la république française et les troupes du duc de Parme, jusqu'à ce que la paix eût été conclue entre les deux États; qu'à cet effet le duc enverrait des plénipotentiaires à Paris, près du Directoire exécutif; que ce prince payerait une contribution militaire de 2,000,000 de francs, qu'il serait remis 1,200 chevaux de trait harnachés avec des colliers; 400 chevaux de dragons harnachés, et cent de selle pour les officiers supérieurs de l'armée; qu'il serait versé dans les magasins, à Tortone, dix mille quintaux de blé, cinq mille d'avoine, et qu'il serait mis deux mille bœufs à la disposition de l'ordonnateur en chef, pour le service de l'armée. Enfin, par une dernière clause, Bonaparte faisait une autre demande, qui a souvent été renouvelée par lui, qui a excité, dans le temps et depuis, de grandes réclamations, et qui prouvait, au reste, que, dès ce moment, il formait le dessein d'embellir la France, et de rendre Paris la capitale des sciences et des arts. Cette demande était qu'on enlèverait, à son choix, les vingt plus beaux tableaux qui se trouvaient dans les deux duchés de Parme et de Plaisance[1]. Cette mesure, qui rappelait les moyens usités

[1] Parmi les tableaux enlevés par ordre de Bonaparte dans les duchés de Parme et de Plaisance, se trouvait la Communion de saint Jérôme, chef-d'œuvre du Dominiquin. Les peuples et le souverain tenaient tous également à la possession de ce tableau. En le voyant partir, ils témoignèrent les mêmes regrets que les amis des arts firent éclater sur les bords de la Seine lorsque, en 1815, ils virent dépouiller ce Musée qui faisait, depuis dix-neuf ans, leur orgueil et leur plus douce satisfaction. Ces nobles regrets éprouvés par les Parmesans étaient si vifs, que le duc de Parme, interprète de la volonté publique, fit proposer à Bonaparte de lui payer particulièrement deux millions, s'il voulait lui laisser la Communion de saint-Jérôme. Bonaparte, dont l'unique fortune consistait alors dans son traitement de général en chef, refusa fièrement de souscrire à cette proposition. Il répondit : « Honoré de

1796 — an IV. Italie. jadis par les Romains pour orner leur capitale, employée et suivie avec persévérance par Bonaparte, dans tout le cours de sa carrière militaire, avait fini par donner à Paris un Muséum auquel nous ne croyons pas qu'aucune collection d'art ait jamais pu être comparée dans l'univers. Tout le monde sait comment ce monument, unique dans les annales du monde, et que la victoire s'était plu à former, a été dispersé en 1815.

Passage du pont de Lodi; prise de Milan, etc. — Le passage du Pô, la fuite de Beaulieu, et sa retraite précipitée sur l'Adda, avaient frappé de stupéfaction et d'épouvante l'Italie entière. Quels obstacles pouvaient désormais arrêter Bonaparte dans sa marche rapide? Vainement l'armée autrichienne, retirée à Lodi, se retranchait derrière l'Adda : l'Adda n'était point une barrière plus difficile à franchir que le Pô; déjà les peuples se voyaient conquis, comme la Belgique et la Hollande l'avaient été dans les deux années précédentes, et ils songeaient plus à se soumettre au vainqueur, afin d'en obtenir les meilleures conditions possibles, qu'à se défendre d'une invasion que l'armée autrichienne ne paraissait plus en état d'empêcher.

Bonaparte, d'ailleurs, avait préparé les voies par sa conduite politique, autant que par ses exploits militaires. En combattant, pour chasser les Autrichiens de l'Italie, son projet n'était pas de faire une invasion momentanée : soit qu'une ambition prématurée lui fît concevoir des desseins éloignés sur ce beau pays, soit qu'il travaillât à en assurer la possession à la république dont il était le redoutable instrument, Bonaparte avait jugé, avec raison, que le meilleur moyen de conserver cette conquête était d'appeler à de nouvelles et de plus heureuses destinées les peuples de cette antique contrée, qui fut si souvent la proie des barbares, après avoir fait la conquête du monde. Dans toutes ses proclamations, dans ses ordres du jour, dans ses discours, il annonçait déjà le projet d'affranchir l'Italie des

la confiance de la république, je n'ai pas besoin de millions. Tous les trésors des deux duchés ne sauraient valoir à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie un chef-d'œuvre du Dominiquin. » Au reste, quand il dépouillait le duché de Parme, Bonaparte était loin, sans doute, de prévoir que ce même duché serait un jour l'apanage d'une archiduchesse d'Autriche devenue son épouse.

fers qui la tenaient esclave, de rendre aux peuples leur liberté; 1796 — an IV. Italie.
enfin, de les faire participer à tous les avantages obtenus par les Français depuis leur révolution.

La conduite de Bonaparte dans ces premiers temps de sa vie politique répondit à ses promesses; elle contribua à lui faire obtenir ce qu'il souhaitait : l'affection des peuples chez lesquels il était venu combattre. Ennemi des prêtres et des grands, il se montra l'ami du peuple, pour s'en servir contre eux; comme depuis il cajola les prêtres et les grands pour se soutenir contre la haine des peuples. On doit croire que ce fut toujours dans son intérêt personnel que Bonaparte adopta des mesures publiques ou secrètes; mais alors on ne pouvait encore juger cet homme extraordinaire que par ses actions brillantes, qui étonnaient le monde. Habile à feindre, il avait eu soin de leur donner une tournure favorable à ses projets, et les peuples, trompés par ces apparences illusoires, se sentaient portés à lui accorder leur confiance. Aussi ce fut en vain que la noblesse et le clergé d'Italie s'efforcèrent de le représenter comme un guerrier farouche accouru pour tout renverser; seuls, au milieu des pays conquis ou à conquérir, ils conservaient à Bonaparte la haine profonde qu'ils avaient vouée à tous les propagateurs des principes révolutionnaires. Les premières impressions, ces impressions qui auraient armé toute l'Italie contre les Français, si les souverains avaient su les mettre à profit, s'étaient promptement dissipées en voyant Bonaparte favoriser le peuple, et ne frapper que les hommes qui se croyaient en droit d'opprimer. Les Italiens commençaient à croire que les républicains n'étaient pas tels qu'on les avait dépeints, et déjà ces idées de liberté si chères à tous les hommes, idées que Bonaparte prenait soin de fomenter, avaient jeté dans les cœurs des racines vigoureuses, qu'il n'était plus possible d'arracher : sur presque tous les points de l'Italie, la moitié des citoyens élevaient leurs bras vers la liberté qui leur était promise; les grands, menacés, tremblants dans leurs palais, craignaient de voir éclater des insurrections plus terribles encore que les armes républicaines.

Quel changement inopiné l'habileté du général français ne venait-elle pas d'opérer! Au commencement d'avril, l'Italie menaçait de se lever tout entière pour exterminer l'armée de

1796 — an IV. Italie.

la république, et six semaines sont à peine écoulées, que déjà la fermentation d'un grand nombre de têtes italiennes n'a d'autre objet que celui de favoriser l'entreprise du vainqueur. Quel présage pour de nouveaux succès! la conquête d'un pays est assurée lorsqu'on a pour soi la majorité du peuple et que celui-ci ne voit plus que des tyrans dans ceux qui le gouvernent. Bonaparte fera lui-même plus tard la terrible expérience de cette vérité; mais alors il s'appliquait à exciter cette haine des gouvernés contre les gouvernants, avec autant de soin qu'il en donnait à ses préparatifs militaires. La république entretenait des agents dans tous les États de l'Italie, et ces agents prêchaient sourdement le mépris du trône et l'amour du républicanisme. Le républicanisme était, entre les mains des Français, un talisman dont ils se servaient pour asservir les cœurs, et qui rappelait l'influence jadis exercée par la religion dans cette même contrée. Tous les hommes ont une idée dominante qui les régit ou les entraîne. Inspirer cette idée et connaître l'art de la diriger est le moyen le plus sûr de disposer les peuples : Bonaparte, secondant les vues du Directoire, offrait la république aux classes moyennes de l'Italie : l'Italie ne tardera pas à devenir sa conquête.

Cependant la présence de l'armée autrichienne comprimait l'élan des Italiens vers un autre ordre de choses : le nombre de ses troupes était encore égal à celui de l'armée française; elle attendait, elle pouvait à tout instant recevoir des renforts. C'était un grand inconvénient, que Bonaparte n'ait pu exécuter le passage du Pô dans un endroit où il eût été secondé par un pont. Si l'armée eût eu moyen de passer rapidement sur l'autre rive, si son artillerie et sa cavalerie eussent pu la suivre à Fombio, c'en était fait de l'armée de Beaulieu. Prévenue à Casal-Pusterlengo, sur la route directe de Mantoue, et à Lodi sur celle de Brescia, elle ne trouvait plus de retraite : probablement obligée de mettre bas les armes, elle avait cessé d'exister; l'Italie tout entière eût été conquise sans grande effusion de sang; mais cette conquête devait être achetée plus cher.

Nous avons dit que l'armée autrichienne, échappée ainsi au désastre de Fombio, s'était promptement fortifiée sur l'Adda; elle occupait des retranchements prolongés depuis la grande

route de Lodi jusqu'au confluent de l'Adda avec le Pô, au-dessous de Pizzighettone. Maître du cours d'un fleuve aussi rapide que profond, Beaulieu se trouvait à même de faire inquiéter les détachements français répandus dans le bas Milanais; tandis que, recevant ses subsistances du Mantouan, il espérait, comme sur les bords du Pô, pouvoir attendre les renforts que lui promettait la cour de Vienne, et qui, pour lui arriver, devaient traverser les provinces vénitiennes. Dans une telle position, Beaulieu pouvait encore inspirer quelque crainte; Bonaparte n'en eut point, parce qu'il connaissait la valeur de ses troupes et l'hésitation du général autrichien; et pour tâcher d'en finir par un seul coup plus décisif encore que tous ceux qu'il avait portés, il résolut de l'attaquer de front dans cette position où il se croyait inexpugnable. 1796 — an IV Italie.

Ayant réussi une première fois à donner le change sur ses véritables intentions pour le passage du Pô, Bonaparte s'efforça de tromper une seconde fois le général Beaulieu, en lui dérobant l'endroit où il comptait entreprendre le passage de l'Adda. Il eut en conséquence la précaution de tenir ses divisions distribuées sur différents points; mais il en avait tellement disposé la marche, qu'en moins de trois heures il pouvait les rassembler là où il croirait pouvoir engager une affaire. De cette manière, tandis que le général Beaulieu, menacé sur différents points, était obligé de multiplier ceux de sa défense, Bonaparte, après avoir dispersé les derniers détachements autrichiens, faisait faire des reconnaissances pour fixer le lieu où se livrerait l'action qu'il méditait.

Le général Ménard, qui avait provisoirement remplacé le général Laharpe dans le commandement de sa division, avait eu ordre de se diriger sur Pizzighettone, pour observer cette place et la sommer; il avait été en même temps chargé de couvrir la communication de l'armée par Plaisance. Le corps des grenadiers et les divisions des généraux Masséna et Augereau se dirigèrent sur Lodi; celle du général Serrurier se porta sur Pavie, pour y enlever les magasins des Autrichiens, menacer Milan, et couvrir le mouvement du reste de l'armée sur l'Adda.

Bonaparte, qui avait son quartier général à Casal-Pusterlengo le 10 mai, donna ordre à toutes ses divisions de se mettre

1796—an IV. Italie. en mouvement, afin d'engager Beaulieu à livrer une bataille générale; mais le général autrichien s'était déjà retiré du côté de Crema, avec quelques bataillons, et n'avait laissé que 9 à 10,000 hommes, commandés par le général Sebottendorf, pour défendre le pont de Lodi; la brigade du général Nicoletti gardait le passage à Ceredo; un autre corps s'étendait jusque vers Formigara, sur la direction de Pizzighettone; enfin Colli était en retraite sur Brescia par Cassano. Tous ces mouvements prouvaient combien Beaulieu redoutait d'en venir aux mains avec son ennemi; et les Français, en voyant les Autrichiens rétrograder sans cesse devant eux, devenaient par cela même plus audacieux et plus empressés de voler à la victoire.

Trois endroits, Pizzighettone, Cassano et Lodi, paraissaient favorables pour opérer le passage de l'Adda; mais le défaut de bateaux et d'équipages de pont empêchait de songer à l'exécuter à Pizzighettone; et pour parvenir à Cassano, qui présentait, il est vrai, l'avantage d'un pont sur l'Adda, il fallait faire deux jours de marches forcées : Beaulieu pouvait profiter de ce délai pour détruire ce pont et se retirer sur Brescia avant qu'on fût en mesure de le poursuivre; il restait donc à tenter le passage à Lodi, et quoique ce point fût le plus fortifié, et celui où l'on pouvait s'attendre à trouver plus de résistance, Bonaparte résolut de passer l'Adda, en brusquant une attaque dont l'intrépidité de ses soldats lui assurait la réussite.

Ce pont de Lodi, devenu si célèbre par son glorieux passage, avait cent toises de longueur, et était, comme nous l'avons dit, défendu par les 10,000 hommes du général Sebottendorf; une nombreuse artillerie avait été préparée par ce général, afin de balayer le pont, au cas que les Français osassent tenter de le traverser. Il eût été beaucoup plus utile de couper ce pont, après s'en être servi pour mettre l'Adda entre les Autrichiens et les Français; mais non-seulement Sebottendorf n'avait pas cru cette mesure nécessaire, il commit encore la faute de laisser en avant du pont un bataillon de Nadasty et quelques escadrons pour le défendre et occuper une ville que toutes les forces des Français allaient attaquer. Cette faute commise prouvait toute la confiance que le général autrichien avait dans son artillerie; il s'imaginait qu'aucune troupe ne serait assez audacieuse pour

tenter de traverser le pont sous le feu formidable de ses canons. 1796 – an IV. Italie.
L'expérience allait lui démontrer qu'aucun obstacle ne saurait arrêter des Français animés par l'honneur et l'amour de la gloire.

Les divisions des généraux Augereau et Masséna, qui s'étaient mises les premières en mouvement, arrivèrent sans obstacle auprès de la ville de Lodi. Le général de brigade Dallemagne, qui commandait l'avant-garde, attaqua le bataillon de Nadasty, lui fit repasser l'Adda, et s'empara d'un de ses canons. Les autres divisions de l'armée étaient arrivées; Bonaparte se porta à la tête du pont que les Autrichiens venaient de repasser, et voulut en faire lui-même la reconnaissance. Par son ordre, sous ses yeux, malgré une grêle de mitraille épouvantable, une batterie composée des canons de la division Masséna est aussitôt établie, afin de répondre à celle des Autrichiens. En même temps, il ordonne au général Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée en masse, et de la conduire à l'attaque du pont, tandis qu'il la ferait soutenir par le reste de sa division et celle du général Augereau. Les tambours battent la charge, et la redoutable colonne de grenadiers, dont le deuxième bataillon de carabiniers forme la tête, s'élance au débouché du pont, aux cris accoutumés de *Vive la république!* Trente pièces de canon étaient en batterie de l'autre côté ; la mitraille, qui vomit la mort dans les rangs des grenadiers, fait un instant hésiter ces braves : ils s'arrêtent. Un moment d'incertitude de plus, sur un pont extrêmement étroit, allait tout perdre... Mais les généraux français ont reconnu toute l'imminence du danger; Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lannes et le chef de bataillon Dupas[1] ont déjà volé pour se mettre à la tête de leurs soldats, et les rappeler à leur courage habituel. La voix de l'honneur est entendue : les grenadiers s'élancent de nouveau sur les traces de leurs généraux ; ils courent plutôt qu'ils ne marchent au combat. En un moment ils ont traversé le pont, culbuté la première ligne de l'ennemi, enlevé ses pièces et dispersé ses bataillons. Les généraux Augereau, Rusca et Bayrand, qui avaient suivi la colonne, à la tête de leurs divisions, achèvent de décider la victoire. Les Autri-

[1] Depuis lieutenant général.

1796 — an IV. Italie.

chiens fuient de toutes parts, abandonnant leur artillerie, leurs caissons et leurs bagages.

C'en était fait du corps d'armée tout entier du général Sebottendorf, si la cavalerie française avait passé le pont de Lodi en même temps que l'infanterie, pour se mettre sur-le-champ à la poursuite des vaincus; mais comme Bonaparte ne s'attendait pas à réussir aussi promptement dans son entreprise, il avait donné l'ordre au général Beaumont, qui la commandait, d'aller passer l'Adda à un gué près de Mozzanica, pour attaquer en flanc. Le gué était peu praticable, et le général Beaumont, retardé dans son opération beaucoup plus que le général en chef ne l'avait calculé, n'avait pu arriver assez tôt pour qu'on eût la facilité de détruire en entier le corps de Sebottendorf; celui-ci, profitant de cette circonstance, avait eu le temps de rallier son infanterie vers Fontena. Les Français, malgré dix lieues de marches forcées et le combat qui venait d'avoir lieu, se portaient encore sur lui; mais, protégé par ses nombreux escadrons, le général Sebottendorf résista facilement à des troupes harassées de fatigue; malgré tout le zèle et le dévouement de ces dernières, il opéra sa retraite sur la Benzona, avec plus d'ordre et de bonheur qu'il ne pouvait en attendre de la part de soldats ainsi vaincus et culbutés. A l'entrée de la nuit, les Autrichiens continuèrent leur mouvement rétrograde jusqu'à Crema.

L'ennemi perdit vingt pièces de canon et 2 à 3,000 hommes morts, blessés ou prisonniers; les Français eurent 1,000 hommes hors de combat. Le général en chef, dans son rapport au gouvernement, fit la mention la plus honorable du général Berthier, son chef d'état-major, qui fut tour à tour, dans cette journée, suivant les expressions de Bonaparte, canonnier, grenadier et cavalier; le chef de brigade Sugny[1], commandant l'artillerie, le chef de bataillon Marmont et le capitaine Lemarois[2] (tous les deux aides de camp du général en chef), le capitaine Latour, aide de camp du général Masséna, furent également cités avec éloges; et Bonaparte regretta de ne pouvoir nommer tous les généraux, officiers et soldats qui se distinguèrent en cette occasion. Il sollicita l'avancement de plusieurs braves officiers, tels

[1] Depuis lieutenant général. — [2] Depuis lieutenant général.

que Monnier[1], qui n'était point compris sur le tableau d'activité des adjudants généraux; Reille[2], lieutenant, aide de camp de Masséna; et Thoiret[3], adjudant-major du troisième bataillon de grenadiers. 1796 — an IV. Italie.

Pendant la nuit qui suivit le passage et le combat du pont de Lodi[4], les troupes françaises prirent position vers Formo : une partie de la cavalerie fut seulement envoyée en avant du côté de Crema; mais Beaulieu s'était déjà mis en marche pour se retirer derrière le Mincio, et se mettre à l'abri sous la protection des fortifications de Mantoue. La division Augereau et la cavalerie eurent ordre de le poursuivre dans la journée du 11 mai; d'un autre côté, le général Serrurier, qui s'était d'abord dirigé sur Pavie, fut chargé de se rabattre sur Pizzighettone, afin de seconder, sur la rive droite de l'Adda, l'attaque de cette ville, que Masséna devait faire sur la rive gauche. Pizzighettone, investi le même jour, se rendit, le lendemain 12 mai, aux Français, après une canonnade assez vive, qui causa beaucoup de dommage aux Autrichiens. Les vainqueurs firent dans cette place environ 400 prisonniers. Crémone ouvrit ses portes à l'avant-garde du général Beaumont, et n'essaya pas même d'opposer une résistance devenue inutile.

La victoire de Lodi devenait décisive pour la campagne; l'armée autrichienne, désormais trop faible pour résister aux troupes françaises, était obligée d'aller attendre, dans les marais de Mantoue, des renforts qui pussent la mettre à même de résister à une armée qui menaçait d'effectuer la conquête entière de l'Italie. La capitale de la Lombardie, Milan, n'était défendue que par une faible garnison de 1,800 hommes, que le général Colli avait jetée dans le château de cette ville, en s'enfuyant de

[1] Mort en 1816, lieutenant général et pair de France.

[2] Depuis lieutenant général. Il a épousé la fille du maréchal Masséna.

[3] C'est ainsi qu'en citant, à l'exemple des autres généraux en chef, les noms des guerriers qui s'étaient distingués sous ses yeux, et en provoquant leur avancement, Bonaparte cherchait à se concilier l'attachement sincère de ces derniers. Ceux que nous rapportons sont devenus presque tous célèbres.

[4] Bonaparte, devenu tout-puissant en France, voulut immortaliser le souvenir de ce glorieux fait d'armes. Une des rues de Paris, construite pendant son consulat, s'appelle encore aujourd'hui *rue du Pont-de-Lodi*.

1796 — an IV Italie. Buffarola. Bonaparte, qui toute sa vie s'est servi de l'opinion publique comme d'un levier non moins puissant que ses armes, et qui cependant a péri par elle, Bonaparte résolut de ne pas différer l'occupation de Milan, afin de donner au peuple d'Italie la plus haute opinion possible de ses forces et de sa puissance. Il voulait d'ailleurs s'occuper dans cette ville de donner à la Lombardie, qu'il venait de conquérir, une organisation politique, seul moyen d'imprimer à ses conquêtes une consistance durable : les esprits étaient déjà préparés à tous les changements qu'il pouvait vouloir introduire, et Bonaparte, pour se voir accueillir dans Milan, n'avait besoin que de se présenter.

En effet, les premiers succès de l'armée d'Italie avaient répandu dans cette ville la consternation dans tous les cœurs des habitants qui tenaient encore à la cause de l'Autriche par intérêt ou par opinion ; des prières publiques, ordonnées par le gouvernement, avaient eu lieu avec pompe et appareil dans l'église métropolitaine; la même cérémonie avait été ordonnée dans les campagnes. Les dames les plus distinguées par leur nom, leur rang et leur fortune, avaient fait des quêtes nombreuses destinées au soulagement des veuves ou des orphelins des soldats morts en combattant pour la patrie. Aussitôt que la nouvelle du passage du Pô fut parvenue à Milan, le plus grand désordre et la plus grande division y régnèrent; on s'empressa d'en faire sortir les effets les plus précieux ; les émigrations devinrent si nombreuses et si précipitées, qu'on ne trouvait plus de chevaux. Les jeunes princes, enfants de l'archiduc, sous la conduite du bailli Valente Gonzague, leur gouverneur, et l'archiduchesse, avec sa gouvernante, prirent la route de Mantoue, et avec eux tout ce qui tenait à la cour sortit de Milan; ce qui produisit l'effet ordinaire en pareille circonstance. Cette fuite précipitée augmenta les craintes de ceux qui redoutaient l'arrivée des Français, et accrut les espérances de ceux qui la désiraient.

Après le départ de l'archiduc, qui eut lieu par suite de la nouvelle du passage du pont de Lodi, le désordre fut à son comble dans cette ville privée de tout gouvernement. Des groupes nombreux se formèrent dans les rues et sur les places, et les hommes qui les composaient n'osaient point encore manifester hau-

tement, les uns leurs appréhensions, et les autres les vœux qu'ils formaient dans leur cœur. Tout à coup le bruit se répandit que les Français n'étaient plus qu'à quelque distance de la ville. Aussitôt la foule de ceux qui étaient en secret les partisans des principes de la révolution, se dirige en tumulte sur le cours de la porte Romaine, par où l'on croyait que les Français faisaient leur entrée; bientôt même quelques audacieux osèrent arborer les couleurs nationales, et cet exemple fut suivi si rapidement, qu'au bout d'une heure la moitié des spectateurs en fut décorée. Le peuple, cette machine dont les rouages sont les mêmes dans tous les pays, et qui se déclare contre le gouvernement renversé avec autant d'empressement qu'il montre souvent de servilité à lui obéir quand ce dernier est debout, le peuple de Milan chercha à se venger de la maison d'Autriche, en arrachant ou couvrant de boue les armes impériales gravées sur les édifices publics [1].

Cependant le général Masséna, dont la division formait l'avant-garde de l'armée française, était attendu d'un moment à l'autre par cette foule avide de nouveauté. Le 14 mai, ce général fit, sur les onze heures du matin, son entrée publique dans Milan, et fut reçu par la municipalité et les autres corps administratifs qui étaient allés au-devant de lui à la porte Romaine. Le quartier général de l'armée française vint s'y établir le lendemain 15, et les soldats purent enfin se livrer à quelque repos, bien nécessaire, sans doute, après un mois de courses, de combats, de batailles, de victoires et de fatigues.

L'entrée solennelle du général Bonaparte dans Milan fut très-brillante : jamais triomphe ne fut plus complet ni mieux mérité. Une députation était venue, dès l'avant-veille, 13 mai, lui apporter à Marignano les clefs de la ville, et l'un des députés de Milan, le comte Melzi, s'était rendu auprès de lui jusqu'à Melezuolo. Arrivé à la porte Romaine, il y trouva la plus grande partie de l'immense population de cette ville et la garde civique rangée en haie et baissant les armes sur son passage ; il fut complimenté à plusieurs reprises, au milieu des cris de joie de

[1] On afficha en gros caractères, sur les portes du palais de l'archiduc : *Maison à louer, s'adresser au commissaire Salicetti.*

1796 — an IV. Italie. la multitude, par les députés de la ville et de la noblesse, qui étaient allés le recevoir dans des voitures superbes. Précédé d'un gros détachement de ces mêmes grenadiers qui s'étaient immortalisés à Lodi, Bonaparte s'avançait, entouré des officiers de son état-major et de ses guides, et suivi de la garde civique. Il marcha dans cet ordre jusqu'à la place du palais archiducal, où son logement était déjà préparé. Des marches et des symphonies, exécutées par des musiciens français et milanais, se joignirent aux acclamations des citoyens, pendant cette marche triomphale. Un dîner de deux cents couverts fut servi au palais, et cette journée, où Bonaparte faisait l'apprentissage de la grandeur, finit par un bal brillant, où les dames milanaises se firent un honneur d'assister, parées des couleurs nationales françaises.

Toujours actif, Bonaparte ne s'endormit point au sein de son triomphe. Dès le lendemain de son entrée dans Milan, il s'occupa du soin de presser le siége de la citadelle; les habitants, craignant de voir les Autrichiens tirer sur leur ville, firent avec le gouverneur un accommodement par lequel il s'engageait à ne tirer que sur les troupes employées au siége. Le même jour, les scellés furent mis sur toutes les caisses, tant archiducales que de la ville, et il fut arrêté qu'elles seraient versées dans les caisses françaises. Une contribution de 20 millions fut en outre imposée sur la ville; mais, afin de la rendre moins onéreuse pour les habitants, il fut convenu que l'argenterie des églises serait fondue et consacrée à ce nouvel usage. En même temps Bonaparte, auquel le Directoire avait envoyé les artistes qu'il avait demandés, s'occupait de faire faire la recherche de tous les objets d'art ou curieux qui pouvaient se trouver à Milan, afin de les envoyer au Musée national de Paris[1].

[1] Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en donnant ici la liste des principaux objets recueillis dans Milan et dans le duché de Parme; savoir :
Dans la bibliothèque Ambroisienne : 1° Le carton de l'école d'Athènes, par Raphaël;
2° Un tableau de Luigi, représentant une Vierge;
3° *Idem* de Rubens, une Vierge et des fleurs;
4° *Idem* du Giorgion, représentant un concert;
5° *Idem* de Lucas de Hollande, représentant une Vierge;
6° Une tête de femme, par Léonard de Vinci;

Par l'effet de l'un de ces rapprochements singuliers et dus au hasard, que nous aurons souvent occasion de faire remarquer dans l'histoire de Bonaparte, le même jour où ce général faisait son entrée triomphale, le Directoire exécutif signait à Paris le traité de paix avec le roi de Sardaigne, et ordonnait une fête solennelle en l'honneur des victoires remportées par les armées de la république, et a laquelle la présentation de vingt et un drapeaux conquis par l'armée d'Italie avait donné lieu. 1796 — an IV. Italie.

Armistice conclu avec le duc de Modène; conspiration de 25 mai. (16 prairial.)

7° Un soldat et un vieillard, du Calabrèse;
8° Un vase étrusque, représentant diverses figures et ornements;
9° Un manuscrit écrit sur le papyrus d'Égypte, ayant environ onze cents ans d'antiquité, sur les *Antiquités* de Josèphe, par Ruffin;
10° Un Virgile manuscrit, ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main;
11° Un manuscrit très-curieux, sur l'histoire des Papes.
Alle Grazie : 12° Un tableau du Titien, représentant un Couronnement d'épines;
13° *Idem.* Un saint Paul, par Gondenzo Ferrari.
Alla Vittoria : 14° Un tableau de Salvator Rosa, représentant une Assomption.
A l'Académie de Parme : 15° La Communion de saint Jérôme, par le Dominiquin;
16° Un tableau de Schidone;
17° Une Adoration, par Majolla.
Aux Capucins : 18° Un chien, du Guerchin;
19° Une Vierge et plusieurs Saints, par le Carrache.
A Saint-Paul : 20° Jésus-Christ, saint Paul, sainte Catherine, par Raphaël.
A la Stenata : 21° Le Mariage de la Vierge, par Procaccini.
A San-Gio : 22° Une Descente de croix, par le Corrége.
Aux Capucins : 23° La Vierge et saint François, par le Guerchin.
A Saint-Roch : 24° Divers saints, par l'Espagnolet;
25° Un tableau de Paul Véronèse, représentant saint Roch, etc.
Au Saint-Sépulcre : 26° La Madona della Scodella, du Corrége.
A San-Quintino : 27° Un Baptême, par Fraimingo;
28° Une Assomption, par l'Espagnolet.
29° Un saint Benoît, par Lanfranc.
A Saint-André : 30° Un tableau de l'Espagnolet.
A Saint-Michel : 31° Une Vierge, par un élève du Corrége
A Saint-Paul : 32° Une Vierge, d'Augustin Carrache.
Au dôme de Plaisance : 33° et 34° Deux tableaux de Louis Carrache;
35° Un de Procaccini, etc., etc.

1796 — an IV. Italie.

Pavie; reprise de cette ville. — Pendant que Bonaparte s'occupait à Milan de l'organisation administrative de la Lombardie, et travaillait a faire germer dans le cœur des Italiens la semence des principes républicains ou révolutionnaires, dont il espérait tirer le plus grand parti pour la suite de ses opérations, les colonnes de son armée s'étaient déjà avancées dans le Milanais, a la poursuite des debris de l'armée autrichienne. L'une d'elles s'était emparée de la ville de Côme le 17 mai; une autre colonne, en s'approchant de Modène, avait fait prendre la fuite au duc souverain de cette contrée. Son unique héritiere, épouse de l'archiduc de Milan, devait porter ce duché dans la maison d'Autriche. Ce duc, connu par des traits d'une avarice extrême, s'était retiré à Venise, emportant avec lui vingt-trois millions en sequins, quoiqu'il eût déjà placé ailleurs, et avant ce temps, environ vingt millions, somme énorme pour un souverain dont les États étaient si circonscrits, et qui n'avait pu être accumulée que par les exactions les plus préjudiciables au bonheur de ses sujets. Cependant, dans un manifeste publié le lendemain de son départ, il avait promis aux victimes de son avarice de revenir aussitôt que les circonstances le permettraient. Afin de se mettre à même de tenir sa promesse, dont au reste ses sujets paraissaient peu s'embarrasser, il résolut de faire sa paix avec la république française. De son asile de Venise, il envoya au général Bonaparte, son frère le commandeur d'Este [1], en qualité de plénipotentiaire, pour solliciter de lui une suspension d'armes. Bonaparte, qui ne demandait qu'à se débarrasser de ses ennemis faibles, pour mieux accabler les puissants, se montra favorable à la demande du duc de Modène; mais les conditions qu'il lui imposa par l'armistice conclu le 20 mai durent paraître au duc d'autant plus dures, qu'on exigeait de lui une somme considérable.

Ces conditions, dictées par le général français, étaient que le duc de Modène payerait à la république française : 1° 7,500,000 livres, monnaie de France, dont 3 millions seraient payés sur-le-champ, et versés dans la caisse des payeurs de l'armée; 2 millions

[1] On dit que ce frère du duc de Modène était fils d'une Française, ancienne danseuse de l'Opéra de Paris. Il s'appelait Frédéric.

dans le délai de quinze jours, entre les mains de M. Balbi, banquier de la république française à Gênes, et le restant entre les mains du même banquier, dans le délai de ce mois; 2° qu'il serait fourni en outre 2,500,000 livres en denrées, poudres et autres munitions de guerre désignées par le général; 3° que le duc de Modène serait tenu de livrer vingt tableaux, à prendre dans sa galerie ou dans ses États, au choix des commissaires envoyés à cet effet. A ces conditions, Bonaparte promettait qu'en passant dans les États du duc de Modène, ses troupes ne feraient aucune réquisition, et que les vivres dont elles pourraient avoir besoin seraient payés de gré à gré. 1796 — an IV. Italie.

Mais déjà Bonaparte semblait se repentir du peu de jours qu'il avait passés dans l'inaction. Beaulieu, retiré sous les murs de Mantoue, avait reçu des renforts; il pouvait en obtenir encore et reprendre l'offensive. Le général français se déterminait donc à prévenir son adversaire; mais, avant de conduire de nouveau ses phalanges guerrières à la victoire, il leur adressa cette proclamation, plus remarquable encore que celle qui a déjà été citée, et dans laquelle « on trouve empreinte toute l'âme d'un « homme extraordinaire, et qui devait présager à l'Europe ce « qu'elle devait attendre d'un général qui pensait avec tant d'é- « nergie, et qui savait exciter tous les genres d'enthousiasme [1] : »

« Soldats !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré aux sentiments naturels de paix et d'amitié qui l'attachent à la France. Milan est à vous, le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie; les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour; vous avez franchi ces boulevards vantés de l'Italie, aussi rapidement que l'Apennin.

[1] Jomini.

1796 — an IV. Italie.

« Tant de succes ont porté la joie dans le sein de votre patrie; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république. Là, vos peres, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait, mais il vous reste encore beaucoup à faire; dirait-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? .... Non, je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue, les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien, partons! Nous avons des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent... L'heure de la vengeance a sonné; mais que les peuples soient sans inquiétude: nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipions et des grands hommes que nous avons pris po. modèles.

« Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain, engourdi par plusieurs siècles d'esclavage : tel sera le fruit de vos victoires; elles feront époque dans la postérité; vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il fait depuis six ans; vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront, en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie!...* »

Le départ de Bonaparte avait suivi de pres cette proclamation; il avait quitté Milan pour se rendre à Lodi, et donner à ses troupes les ordres nécessaires pour se mettre à la poursuite de l'armée autrichienne. Les mêmes applaudissements, les mêmes signes de joie qui avaient signalé son entrée, l'accom-

pagnèrent à sa sortie des murs d'une ville où la presence de l'armée française s'était à peine fait sentir, et où il s'était efforcé de se concilier l'affection des habitants. Qui eût pu imaginer que ces démonstrations d'allégresse cachaient, en effet, la plus noire perfidie et l'ingratitude la plus coupable? Cependant le général était à peine arrivé à Lodi, que le commandant de Milan, Despinois, lui annonça que, trois heures après son départ, on avait sonné le tocsin dans toute la Lombardie, et que les signes de la plus furieuse insurrection commençaient à se faire apercevoir de toutes parts.

1796 — an IV. Italie.

Nous avons dit que la présence de l'armée de Bonaparte en Italie avait établi entre les habitants de ce beau pays une ligne de démarcation ou plutôt de division bien distincte. Cette partie de la population que ses lumières, sa philosophie et sa haine pour les préjugés font reconnaître dans toutes les contrées de l'Europe, la bourgeoisie, s'était facilement déclarée en faveur des principes de la révolution française, qui favorisaient trop ses prétentions et ses espérances pour qu'elle ne les adoptât pas avec empressement. Les prêtres, les moines, la noblesse, et cette foule d'individus qui tirent leur subsistance ou leur considération de ces deux classes d'hommes, avaient, au contraire, reçu avec horreur des institutions qui venaient renverser tous les usages, et surtout les priviléges. Il était facile de porter à la révolte tout ce qui avait à craindre un changement dans l'ancien ordre des choses. Dès l'instant où Bonaparte eut paru dans Milan, les nobles et les prêtres travaillèrent avec activité à persuader à leurs partisans qu'il était de leur intérêt de prendre les armes. Des ecclésiastiques forcenés, le poignard d'une main et le crucifix de l'autre, visitèrent l'humble asile du pauvre dans les villes, et parcoururent les campagnes pour exciter le peuple à une insurrection générale.

Bonaparte avait demandé vingt millions aux Milanais. Pour faciliter le recouvrement de cette contribution, et la rendre moins onéreuse à la classe moyenne, il avait fait enlever l'argenterie des églises et des couvents, et fait taxer arbitrairement les maisons les plus riches de la ville. Les prêtres et les riches, mettant en jeu ce levier, toujours si funeste, mais si puissant de la superstition, avaient persuadé aux aveugles et crédules

1796 — an IV. Italie.

habitants de Milan que des brigands et des bandits étaient seuls capables de piller ainsi les lieux saints, et que, cette déprédation impie épuisée, ils viendraient ravager leurs propres maisons. La superstition d'une part, et de l'autre l'intérêt particulier, avaient aisément détruit, dans l'esprit des Milanais prévenus, l'impression qu'y avait d'abord laissée la conduite modérée des Français. Pour mieux réussir dans leurs projets de soulèvement, tous les riches propriétaires, et surtout les nobles, avaient pris le parti de renvoyer tous leurs domestiques, dans un pays où la moitié de la population sert l'autre; et cette mesure machiavélique, qui privait en effet de tout moyen d'existence une foule innombrable d'individus jeunes et robustes, était excusée par ceux qui l'employaient, en disant que l'*égalité républicaine* ne permettait pas de les garder. Elle eut un effet prodigieux. Renvoyés de chez leurs maîtres, les laquais et les valets de toute espèce se répandirent dans les campagnes, allèrent semer l'alarme dans leurs familles, et demander partout vengeance des Français. Les paysans lombards, irrités des violences que se permettent presque toujours les subalternes lorsqu'ils sont autorisés à prendre de force les denrées dans les campagnes, avaient reçu vainement de Bonaparte l'assurance que les objets enlevés leur seraient payés sur la contribution de guerre : il ne fut pas difficile aux chefs du soulèvement de les attirer dans leur parti.

Le mouvement insurrectionnel fut, pour ainsi dire, spontané dans toute la Lombardie; ce qui prouve qu'il était le résultat d'un plan de révolte combinée, dont les chefs paraissent avoir été à Pavie. Le bruit se répandit tout à coup que l'armée du prince de Condé débouchait par la Suisse sur le Tésin, que Beaulieu avait reçu le renfort de 60,000 Autrichiens, et que les Anglais avaient débarqué à Nice des forces considérables. Propagées avec toute l'exagération de l'esprit de parti, ces rumeurs, qui parurent d'autant mieux fondées, que la source en était ignorée, achevèrent d'égarer l'opinion des Lombards; tous ressentirent, sans connaître le véritable motif des excitateurs, une haine profonde pour les Français, et ne pensèrent plus qu'à se venger. Les domestiques, les moines et les paysans coururent aux armes : les nobles et les prêtres osèrent se flatter

que de nouvelles vêpres siciliennes allaient sonner sur la totalité des Français ; mais Bonaparte savait agir, et bientôt la tourbe de ces obscurs conspirateurs reçut la punition due à leurs perfides desseins. 1796 — an IV. Italie.

Le général français n'était pas homme à reculer à l'aspect du danger. A peine instruit à Lodi de ce qui se passait à Milan, il rebrousse chemin, le 24 mai, avec 300 chevaux et un bataillon de grenadiers ; sa présence inattendue ramène l'ordre, et le général Despinois reçoit de lui les instructions nécessaires pour qu'il ne soit plus troublé. Aussitôt il marche vers Pavie, foyer central de l'insurrection, où il arrive après avoir fait brûler le village de Binasco par le chef de brigade Lannes. Le général Dammartin, à la tête du sixième bataillon de grenadiers, enfonce les portes de la ville à coups de hache ; la foule des rebelles fuit, se disperse et se cache ; les membres de la municipalité sont fusillés, 200 des principaux habitants sont saisis comme otages et envoyés en France, et cette leçon, qui assure la tranquillité, répand l'effroi parmi les Italiens, et détruit la rébellion jusque dans sa racine[1].

[1] « Dans une position semblable, dit le général Jomini, il n'y avait pas à balancer. Une grande armée peut quelquefois mépriser des soulèvements, qu'il est toujours aisé de réprimer quand on peut faire de grands détachements pour les combattre ; mais la perte d'une petite armée serait le résultat infaillible de la moindre hésitation. Le droit public moderne avait jusques alors tiré une ligne de démarcation positive entre le citoyen paisible et les individus composant les armées, et partout les habitants qui prenaient part aux hostilités étaient traités comme des révoltés. Si jamais ce principe devait être appliqué, c'était indubitablement dans cette occasion, où la plus petite faiblesse aurait amené un soulèvement général. »

Nous transcrirons ici une partie du rapport du général en chef sur ces derniers événements, pour donner une idée encore plus positive de la rapidité de ses mouvements dans l'exécution des mesures qu'il crut devoir prendre.

« Le peuple de Pavie, renforcé de cinq à six mille paysans, investit les trois cents hommes que j'avais laissés dans le château. A Milan, l'on essaye d'abattre l'arbre de la liberté, l'on déchire et foule aux pieds la cocarde tricolore. Le général Despinois, commandant de la place, monte à cheval ; quelques patrouilles mettent en fuite cette populace, aussi lâche qu'effrénée. Cependant la porte qui conduit à Pavie est encore occupée par les rebelles, qui attendent à chaque instant les paysans pour les y introduire ;

1796 -- an IV. Italie.

Bonaparte, pour prevenir efficacement le retour des mouvements qui pouvaient seconder trop bien les Autrichiens, prit un

il fallut, pour les soumettre, battre le terrible pas de charge; mais à la vue de la mort, tout rentra dans l'ordre.

« A peine instruit de ce mouvement, je rebroussai chemin avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers; je fis arrêter à Milan une grande quantité d'otages; j'ordonnai que l'on fusillât ceux qui avaient été pris les armes à la main; je déclarai à l'archevêque, aux chapitres, aux moines et aux nobles que je les rendais responsables de la liberté publique.

« La municipalité taxa les habitants à trois francs d'amende par domestique qui avait été renvoyé. La tranquillité consolidée à Milan, je continuai mon chemin sur Pavie. Le chef de brigade Lannes, commandant la colonne mobile, attaqua Binasco, où sept ou huit cents paysans armés paraissaient vouloir se défendre; il les chargea, en tua une centaine, et éparpilla le reste. Je fis sur-le-champ mettre le feu au village. Quoique nécessaire, ce spectacle n'en était pas moins horrible. J'en fus douloureusement affecté, mais je prévoyais que des malheurs plus grands menaçaient encore la ville de Pavie. Je fis appeler l'archevêque de Milan, et j'envoyai, de ma part, porter au peuple insensé de Pavie la proclamation ci-jointe; mais en vain.

« Je me portai à la pointe du jour sur Pavie; les avant-postes des rebelles furent culbutés. La ville paraissait garnie de beaucoup de monde, en état de défense. Le château avait été pris, et nos troupes faites prisonnières. Je fis avancer l'artillerie, et, après quelques coups de canon, je sommai ces misérables de mettre bas les armes et d'avoir recours à la générosité française. Ils répondirent que, tant que Pavie aurait des murailles, ils ne se rendraient pas. Le général Dammartin fit placer de suite le sixième bataillon de grenadiers, en colonne serrée, la hache à la main, avec deux pièces de 8 en tête. Les portes furent enfoncées; cette foule immense se dispersa, se réfugia dans les caves et sur les toits, essayant en vain, en jetant des tuiles, de nous disputer l'entrée des rues. Trois fois l'ordre de mettre le feu à la ville de Pavie expira sur mes lèvres, lorsque je vis arriver la garnison du château, qui avait brisé ses fers, et venait, avec des cris d'allégresse, embrasser ses libérateurs. Je fis faire l'appel; il se trouva qu'il n'en manquait aucun. Si le sang d'un seul Français eût été versé, je voulais faire élever, des ruines de Pavie, une colonne, sur laquelle j'aurais fait écrire : *Ici était la ville de Pavie.* J'ai fait fusiller la municipalité, arrêter deux cents otages, que j'ai fait passer en France. Tout est aujourd'hui parfaitement tranquille, et je ne doute pas que cette leçon ne serve de règle aux peuples de l'Italie.

« Je vous demande le grade de chef d'escadron d'artillerie légère pour le citoyen Rosey, capitaine, qui s'est particulièrement distingué dans cette journée. »

Proclamation du général en chef de l'armée d'Italie.

« Au quartier général, de Milan, le 6 prairial an IV (25 mai 1796).

« Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux

arrêté portant : 1° que les généraux feraient marcher contre les villages les forces nécessaires pour les réduire, y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouveraient les armes à la main ; tous les prêtres ou nobles restés dans les communes rebelles pouvaient être arrêtés comme otages et envoyés en France; 2° que tous les villages où l'on sonnerait le tocsin seraient brûlés sur-le-champ; 3° que tous les nobles ou riches qui seraient convaincus d'avoir excité le peuple, soit en congédiant leurs domestiques, soit par des vociférations contre les Français, seraient arrêtés comme otages, transférés en France, et la moitié de leurs revenus confisquée. 1796 — an IV. Italie.

Enfin la capitale du Milanais exigeant, par sa nombreuse population et l'influence de ses habitants sur le pays, une surveillance particulière, le général Despinois prit pour cette ville des mesures à peu près semblables, et qui étaient d'autant plus nécessaires, que le château de Milan ne s'était point encore rendu et conservait une garnison qui aurait pu donner la main aux mécontents et aux partisans de l'Autriche. L'arrêté qui contenait ces mesures de police était précédé d'une proclamation dont nous citerons les passages qui suivent :

« Les partisans de la tyrannie, disait Despinois, les apôtres du fanatisme, les ennemis jurés de tout gouvernement libre, ont tenté d'exécuter ouvertement les complots qu'ils méditaient dans l'ombre ; ils voulaient faire de Milan une autre Pavie, un foyer de révolte et de sédition, et, tandis que d'une main ils semaient adroitement les alarmes parmi les esprits trop faibles et trop faciles à s'émouvoir, de l'autre ils soudoyaient, avec l'or de l'Autriche, ces gens sans aveu, ces hommes sans patrie, qui se nourrissent de troubles et d'agitation ; ils ralliaient autour d'eux

derniers excès dans plusieurs communes, méconnaît la république, et brave l'armée triomphante de plusieurs rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié : l'on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés la nation française, qui ne fait point la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir ; mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les armes, n'auront pas prêté de nouveau serment d'obéissance à la république, seront traités comme rebelles ; leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux ! Son sort sera celui de toutes les villes et villages qui s'obstineront à la révolte. »

1796 – an IV. Italie. une partie de ces crédules artisans, de ces habitants des campagnes, qu'ils avaient égarés ou séduits, excitant les uns, corrompant les autres, et versant en tous lieux les poisons dont ils sont infectés..... La trahison la plus insigne, l'hypocrisie la plus profonde, en opposition avec la bonne foi, la haine en retour de la bienveillance et de la fraternité : voilà les sentiments dont ils voulaient payer tous ceux d'une armée triomphante, et toujours généreuse au sein de la victoire. Qu'ils tremblent, ces hommes pervers qui ont aiguisé des poignards contre le sein de leurs bienfaiteurs! Que les ennemis du nom français apprennent à le respecter!..... »

La célérité avec laquelle le général français avait arrêté cet incendie près d'enflammer toute l'Italie rendit aux partisans de la révolution française l'influence marquée qu'ils devaient avoir sur les événements. Réunis en clubs ou assemblées primaires, ils propagèrent avec ardeur les principes de la démocratie, et invitèrent le général en chef à introduire dans la Lombardie le régime de la république française. Soit qu'en effet cette demande eût été inspirée par eux au peuple, soit que l'amour de la nouveauté, toujours attrayant pour les hommes, eût engagé les Lombards à changer d'opinion, cette détermination populaire, adoptée par Bonaparte avec empressement, eut les suites les plus funestes pour la maison d'Autriche. Bientôt le gouvernement républicain fut proclamé depuis les montagnes de Chiavenna jusqu'au confluent du Pô et de l'Oglio : partout le parti populaire s'empara du gouvernement; la noblesse héréditaire fut abolie; une armée nationale fut levée, organisée; la cavalerie montée avec des chevaux appartenant aux nobles, qui fuyaient de toutes parts pour éviter la vue de la ruine de leurs priviléges; et le Piémont, la Lombardie, Parme et Modène furent chargés d'armer et de solder ces nouveaux guerriers, dont Bonaparte allait s'aider pour la suite de ses expéditions. Nous reviendrons sur cette création de la république lombarde ou cisalpine, en parlant, ci-après, des affaires intérieures de l'Italie.

13 juin. (15 prairial.) *Passage du Mincio; combat de Borghetto; prise de Peschiera, de Vérone; commencement du siége de Mantoue.* — Cependant le général autrichien Beaulieu avait profité du peu de

jours que Bonaparte avait consacrés à la consolidation de sa con- 1796 — an IV. Italie.
quête, pour se mettre à l'abri des poursuites de son vainqueur. Persuadé que l'Oglio, sur lequel il s'était retiré après sa dernière défaite à Lodi, ne serait pas un obstacle suffisant pour arrêter cette audace des guerriers français, dont il venait de faire une si terrible expérience, il s'était replié sur le Mincio, qu'il passa, et où il prit position dans le dessein d'y attendre Bonaparte. Beaulieu fortifia cette position, déjà redoutable par elle-même, par tous les moyens que l'art pouvait lui fournir. Sa ligne de défense, soigneusement garnie de batteries, avait sept lieues d'étendue, et suivait le cours du Mincio, depuis le lac de Garda et Peschiera[1], où s'appuyait sa droite, jusqu'à la ville de Mantoue, que sa gauche était en partie chargée de défendre. Il était maître de trois ponts sur le Mincio : le premier à Rivalta, le second à Goito, et le troisième à Borghetto. Mantoue était alors la seule ville qui restât à l'empereur en Italie. Afin de conserver au moins à son maître cette place importante, Beaulieu, qui avait reçu des renforts, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait jeté dans Mantoue vingt bataillons composés des troupes les plus aguerries de son armée, savoir : les brigades des généraux Roccavina, Wukassowich et Roselmini. Cependant jusqu'à ce que les événements rendissent sa présence absolument nécessaire dans la place, la majeure partie de cette garnison continuait à rester en campagne sous les ordres du général Colli, qui commandait la gauche de l'armée à Goito. Le reste des forces autrichiennes était ainsi disposé : le général Liptay à la droite, vers Castel-Nuovo, gardant Peschiera et les défilés du Tyrol, par la Chiusa ; le général Pittony à Valeggio, avec une avant-garde à Borghetto ; le général Sebottendorf, avec trois bataillons et six escadrons, un peu plus à gauche, en intermédiaire du corps du général Colli, à Goito ; le général Mélas, avec la réserve, à Ogliosi, près de Valeggio.

Bonaparte, en sortant de Milan, s'était transporté à Lodi pour se rendre à Brescia. Déjà l'armée française s'était mise en mouvement et s'était avancée jusque sur la Chiese ; le général

[1] Peschiera était une forteresse alors appartenant à la république de Venise. Mais les Vénitiens, par des motifs que nous détaillerons plus bas, l'avaient laissé occuper par les Autrichiens.

1796 — an IV. Italie.

Masséna avait marché par Cassano, Soncino et Chiari sur Brescia, et ensuite sur Monte-Chiaro; celle d'Augereau se porta par Cassano, Fontanella et Brescia sur Ponte-di-San-Marco; le général Serrurier, toujours commandant la réserve, devait se diriger sur Volta. Le dessein de Bonaparte était de forcer le passage du Mincio sur le centre de la ligne. Aussitôt qu'il en eut fait la reconnaissance, ses dispositions furent bientôt arrêtées. « J'ordonnai, dit-il [1], au général de division Kilmaine de se rendre, avec 1,500 hommes de cavalerie et six bataillons de grenadiers à Desenzano; j'ordonnai au général Rusca de se rendre, avec une demi-brigade d'infanterie légère, a Salo. Il s'agissait de faire croire au général Beaulieu que je voulais le tourner par le haut du lac (de Garda) pour lui couper le chemin du Tyrol en passant par Riva. Je tins toutes les divisions de l'armée en arrière, de sorte que la droite, par où je voulais véritablement attaquer, se trouvait à un jour et demi de marche de l'ennemi; je la plaçai derrière la rivière de la Chiese, où elle avait l'air d'être sur la défensive, tandis que le général Kilmaine allait aux portes de Peschiera, et avait tous les jours des escarmouches avec les avant-postes ennemis, dans l'une desquelles fut tué le général autrichien qui les commandait.

« Le 10 prairial (29 mai), la division du général Augereau remplaça à Desenzano celle du général Kilmaine, qui rétrograda à Lonato, et arriva la nuit à Castiglione; le général Masséna se trouvait à Monte-Chiaro, et le général Serrurier à Monza. A deux heures après minuit, toutes les divisions se mirent en mouvement, toutes dirigeant leur marche sur Borghetto, où j'avais résolu de passer le Mincio. L'avant-garde ennemie, forte de 3 à 4,000 hommes et de 1,800 chevaux, défendait l'approche de Borghetto. Notre cavalerie, flanquée par nos carabiniers et nos grenadiers, qui, rangés en bataille, la suivaient au petit trot, chargea avec beaucoup de bravoure,

[1] Toutes les relations que Bonaparte a données de ses opérations sont si claires et si exactes, que nous les citerons souvent textuellement. Tous ceux qui ont écrit sur cette belle campagne d'Italie, les ont également suivies. Le judicieux Jomini, lui-même, prend rarement d'autres guides que ces mêmes rapports, première origine de ces fameux bulletins qui ont si longtemps frappé l'Europe et la France d'étonnement et d'admiration.

mit en déroute la cavalerie ennemie, et lui enleva une pièce de canon. L'ennemi s'empressa de passer le pont et d'en couper une arche; l'artillerie légère engagea aussitôt la canonnade. L'on raccommodait avec peine le pont, sous le feu des batteries autrichiennes, lorsqu'une cinquantaine de grenadiers impatients se jettent à l'eau, tenant leurs fusils sur leurs têtes, ayant de l'eau jusqu'au menton : le général Gardanne, grenadier par la taille comme par le courage, était à leur tête. Les soldats ennemis croyant revoir la terrible colonne du pont de Lodi, les plus avancés lâchent pied. On raccommode alors le pont avec facilité, et nos grenadiers, dans un seul instant, passent le Mincio et s'emparent de Valeggio, quartier général de Beaulieu, qui venait seulement d'en partir. Cependant les Autrichiens ébranlés, en partie en déroute, étaient rangés en bataille, entre Valeggio et Villafranca. Nous nous gardons bien de les suivre : ils paraissent se rallier et prendre confiance, et déjà leurs batteries se multiplient et se rapprochent de nous dans le dessein d'engager une affaire générale. C'était justement ce que je voulais; j'avais peine à contenir la fougue impatiente, ou, pour mieux dire, la fureur des grenadiers. Le général Augereau passa, sur ces entrefaites, avec sa division; il avait ordre de se porter, en suivant le Mincio, droit sur Peschiera, d'envelopper cette place, et de couper aux ennemis les gorges du Tyrol : Beaulieu et les débris de son armée se seraient trouvés sans retraite. Pour empêcher les Autrichiens de s'apercevoir du mouvement d'Augereau, je les fis vivement canonner du village de Valeggio; mais, instruits de cette même manœuvre par leurs patrouilles de cavalerie, ils se mirent aussitôt en route pour gagner le chemin de Castel-Nuovo : un renfort de cavalerie qui leur arriva les mit à même de protéger leur retraite. Notre cavalerie, commandée par le général Murat, fit des prodiges de valeur; ce général dégagea lui-même plusieurs chasseurs que l'ennemi était sur le point de faire prisonniers. Le chef de brigade Leclerc, du 10[e] de chasseurs, s'est également distingué. Le général Augereau, arrivé à Peschiera, trouva la place évacuée [1].

1796 — an IV. Italie.

[1] Quoique la république de Venise, en laissant occuper la ville de Peschiera par les Autrichiens, eût violé la neutralité et invité, pour ainsi dire,

1796 — an IV. Italie.

« Le 12 (13 mai), nous nous portâmes à Rivoli; mais déjà l'ennemi avait passé l'Adige, et enlevé presque tous ses ponts, dont nous ne pûmes prendre qu'une partie. On évalue la perte de l'ennemi, dans cette journée, à 1,500 hommes et 500 chevaux tant tués que prisonniers; parmi ces derniers se trouve le prince Cuto, lieutenant général des armées du roi de Naples, commandant en chef la cavalerie napolitaine. Nous avons pris également cinq pièces de canon, dont deux de 12 et trois de 6, avec sept ou huit caissons chargés de munitions de guerre. Nous avons trouvé à Castel-Nuovo des magasins, dont une partie était déjà consumée par les flammes. Le général de division Kilmaine a eu un cheval blessé sous lui.

« Voilà donc les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie : nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne. Je ne vous citerai pas les hommes qui se sont distingués par des traits de bravoure : il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde; ils jouent et rient avec la mort; ils sont aujourd'hui accoutumés avec la cavalerie, dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec

les Français à la traiter en ennemie; cependant Bonaparte, qui parut toujours dans cette guerre vouloir mettre les apparences de son côté, crut devoir adresser au sénat vénitien une proclamation, avant de diriger la division d'Augereau sur Peschiera. Il disait :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les usages, les propriétés seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude; la plus sévère discipline sera maintenue. Tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en argent..... Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres à faire connaître ses sentiments au peuple, afin que la confiance cimente l'amitié qui depuis longtemps unit les deux nations..... Fidèle dans le chemin de l'honneur, comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement. »

Si le sénat de Venise eût répondu franchement à une amitié aussi noblement exprimée, il ne se serait point exposé à tous les malheurs qui l'ont assailli, et qui ont fini par détruire les antiques institutions de sa patrie.

laquelle ils font les marches les plus forcées ; ils chantent tour à tour la patrie et l'amour. Vous croiriez qu'arrivés à leurs bivouacs, ils doivent au moins dormir? Point du tout, chacun fait son plan d'opération du lendemain, et souvent l'on en rencontre qui voient très-juste. L'autre jour, je voyais défiler une demi-brigade, un chasseur s'approcha de mon cheval : *Général*, me dit-il, *il faut faire cela.* — *Malheureux*, lui répondis-je, *veux-tu bien te taire.* C'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. Je l'ai fait chercher en vain, il avait disparu [1]. »

1796 — an IV. Italie.

L'un des fruits les plus utiles que l'armée française pût retirer de cette nouvelle défaite de Beaulieu était certainement l'occupation de Vérone. Cette grande et belle ville, qui a trois ponts sur l'Adige, et qu'on peut regarder comme la clef de tout le cours de cette rivière, depuis le défilé de la Chiese jusqu'à son embouchure, puisque c'est le seul point de communication avec le haut et le bas Adige, était de la plus haute importance pour les opérations du reste de la campagne. Dans cette excellente position, Bonaparte se trouvait à même d'observer également, et les mouvements que pouvaient faire les Vénitiens, et ceux de l'Autriche dans le Tyrol. Vérone appartenait, il est vrai, à la république de Venise ; mais le noble sénat ayant permis aux Autrichiens d'occuper Peschiera, Bonaparte crut qu'il pouvait user de représailles en s'emparant de Vérone. Le général Masséna eut donc ordre de s'en approcher et de s'en rendre maître. Sa division y fit son entrée le 3 juin.

La ville de Vérone sera célèbre dans l'histoire de la révolution, pour avoir longtemps servi de refuge au roi Louis XVIII. Ce prince s'y trouvait encore quelques jours avant l'occupation de Vérone par les troupes françaises, et la conduite du sénat de Venise, dans cette circonstance, fut loin d'être honorable. Déjà, et longtemps avant l'arrivée de Bonaparte en Italie, le Direc-

[1] Il voulait le faire officier. Bonaparte, dont l'imagination était nourrie de la lecture des vies des grands capitaines, n'avait pas oublié comment Turenne s'était conduit en pareille circonstance. Un soldat avait également deviné un plan d'attaque conçu par ce général fameux. Turenne en fut si enchanté, qu'il le fit sous-lieutenant. En le présentant aux officiers de son armée, il leur dit : « Messieurs, vous ne dédaignerez pas d'admettre dans votre corps un soldat qui a pénétré le plan de son général. »

1796 — an IV. Italie. toire exécutif avait conçu des alarmes du séjour de Louis XVIII à Vérone. Il avait en conséquence fait demander à la république de signifier au prince l'ordre de quitter le territoire des Vénitiens; mais le sénat de Venise, qui ne s'attendait pas à voir bientôt une armée française à ses portes avait méprisé cette demande, et avait même répondu que Louis XVIII, étant noble vénitien, avait, en cette qualité, le droit d'habiter son territoire, sans qu'il fût en son pouvoir de l'en empêcher. Quand enfin la victoire eut rendu les Français tout-puissants en Italie, et que les Vénitiens se virent forcés de céder aux désirs du Directoire exécutif, ils intimèrent à Louis XVIII l'ordre précis de s'éloigner des terres de la république; et comme la terreur ne connaît ni mesure ni ménagements, les sénateurs vénitiens donnèrent cet ordre avec une arrogance dont ils voulaient sans doute se faire un mérite auprès du vainqueur. Louis XVIII, outragé, montra dans son indignation une juste fierté, que ses malheurs précédents rendaient encore plus solennelle. Il déclara qu'il quitterait Vérone aussitôt qu'on lui aurait rendu l'épée dont son aïeul Henri IV avait fait présent à la république, et dès qu'on lui aurait envoyé le livre d'or où sont inscrits les nobles pour y rayer le nom de sa famille. Le sénat vénitien, respectant peu l'infortune et la grandeur passée du prince, augmenta les torts qu'il avait envers ce dernier en répondant « que, quant à la radiation, le sénat, sur sa demande, n'aurait nulle difficulté à l'opérer; mais qu'une somme de douze millions étant encore due à la république par Henri IV qui les lui avait empruntés, son épée serait remise à Louis XVIII si celui-ci voulait les payer. » Réponse plus qu'indécente pour le gouvernement qui osait la faire et digne tout au plus d'un prêteur sur gages.

Bonaparte avait pris une part très-active à l'expulsion de Louis XVIII de Vérone. Le jour même de son entrée dans cette ville (le 3 juin), il écrivait au Directoire cette lettre singulière, où l'on voit la première explosion de la haine qu'il portait aux princes de la maison de Bourbon :

« J'arrive dans cette ville pour en partir demain matin; elle est très-grande et très-belle. J'y laisse une bonne garnison pour me tenir maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige.

« Je n'ai pas caché aux habitants que si le *roi de France* n'eût évacué leur ville avant mon passage du Pô, j'aurais mis le feu à la ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français. 1796 — an IV. Italie.

« Je viens de voir l'amphithéâtre ; ce reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre Champ-de-Mars ; ici 100,000 spectateurs sont assis, et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait.

« Les émigrés fuient de l'Italie ; plus de 1,500 sont partis cinq jours avant notre arrivée : ils courent en Allemagne porter leur misère et leurs remords. »

Nous avons dit que Mantoue était la dernière ville qui restât à l'empereur dans ses États d'Italie. Beaulieu, après le passage du Mincio par les Français, s'était d'abord retiré sur Dolce, et ensuite sur Calliano ; Mantoue lui parut le seul refuge où il pût encore espérer de se défendre contre ses infatigables ennemis. Il sentait d'ailleurs que Bonaparte, pour tirer de ses victoires tout le parti possible, ne tarderait pas à assiéger cette place, et il était instant d'y organiser tous les moyens de résistance, avant que le général français fût parvenu jusque sous ses murs. En effet, jamais encore Bonaparte n'avait montré une activité aussi surprenante ; à peine le général Masséna était-il dans Vérone, qu'il avait reçu l'ordre de pousser Beaulieu jusque dans ses derniers retranchements. Le général en chef voulait assiéger Mantoue avant que l'armée autrichienne, que tant de défaites successives avaient accablée, ne pût recevoir les secours que lui promettait son gouvernement.

Masséna partit donc de Vérone le lendemain de son occupation, et suivit d'abord les restes encore épars de l'armée autrichienne. Il les culbuta et les dispersa, et vint prendre position à Rivoli et à Corona, sa gauche appuyée au lac de Garda, et sa droite à l'Adige et aux rochers escarpés de Monte-Magnone. Le général Augereau, sorti de Peschiera après y avoir laissé garnison française, s'était porté à Castiglione-Mantovado, et avait ensuite passé le Mincio au-dessous du lac. En deux jours, il s'était trouvé en vue de la ville de Mantoue, et le 4 juin il avait déjà pris possession du faubourg de Ceriolo, et enlevé plusieurs postes

1796 — an IV. Italie. extérieurs où l'ennemi s'était retranché; repoussés ou vaincus toutes les fois que les Français les attaquaient, les Autrichiens avaient été forcés de rentrer dans la ville. Un tambour de douze ans s'était particulièrement distingué dans cette circonstance; on le vit avec une audace incroyable grimper pendant le feu au haut d'une tour, en ouvrir la porte et y introduire les Français.

Le même jour la division du général Serrurier, où se trouvait le général en chef en personne, s'était dirigée sur la Favorita, superbe palais des ducs de Mantoue, à une demi-lieue de la forteresse. L'avant-garde aux ordres du général Dallemagne, dont faisait partie le chef de brigade Lannes, se porta sur le faubourg de Saint-Georges. Bonaparte fit avancer une demi-brigade avec le général Serrurier, pour soutenir le général Dallemagne. Celui-ci, ayant bientôt rencontré l'ennemi, l'avait attaqué à la baïonnette dans ses retranchements, et, après un combat très-vif de part et d'autre, s'était rendu maître du faubourg et de la tête de pont. Déjà même, malgré la mitraille de la place, les grenadiers s'avançaient en tirailleurs sur la chaussée. Emportés par un excès d'audace bien naturel à des hommes qui avaient surmonté tant d'obstacles, ils prétendaient se former en colonnes pour enlever Mantoue, et quand on leur montra les batteries dont les remparts étaient hérissés : « A Lodi, disaient-ils, il y en avait bien davantage ! » Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes; on ne prend pas une ville au pas de course comme on traverse un pont. L'artillerie de la place pouvait foudroyer et détruire ces braves, dignes d'un meilleur sort, et le général en chef leur fit donner l'ordre de revenir[1].

[1] « Je ne dois pas, dit Bonaparte, dans son rapport, vous taire un trait qui peint la barbarie qui règne encore dans ces contrées. A Saint-Georges, il y a un couvent de religieuses; elles s'étaient sauvées, car leur couvent était exposé aux coups de canon. Nos soldats y entrent pour s'y réfugier et prendre poste; ils entendent des cris; ils accourent dans une basse-cour, enfoncent une méchante cellule, et trouvent une jeune personne assise sur une mauvaise chaise, les mains garrottées par des chaînes de fer. Cette infortunée demandait la vie; l'on brise ses fers. Elle a sur sa physionomie vingt-deux ans. Elle était depuis quatre ans dans cet état, pour avoir voulu s'échapper et obéir, dans l'âge et le pays de l'amour, à l'impulsion de son

Cependant des événements qui se préparaient dans l'intérieur, et surtout au midi de l'Italie, appelaient toute l'attention de Bonaparte. Des menaces de soulèvements nouveaux avaient eu lieu dans tous les pays conquis. Rome et Naples, quoiqu'elles n'eussent pas agi jusqu'ici d'une manière bien active contre lui, paraissaient disposées à profiter de son éloignement pour inquiéter et contrarier ses opérations. Des troubles sérieux commençaient à s'élever dans les fiefs impériaux qui confinent aux États de Gênes, de Toscane et du Piémont. Les communications de l'armée avec la rivière de Gênes étaient menacées; on attaquait ses convois, on assassinait ses courriers; la politique et le fanatisme s'unissaient pour lui susciter des embarras sur ses derrières; Mantoue d'ailleurs exigeait un siége formel, et les Français avaient peu de moyens de l'entreprendre. Le chemin qu'ils avaient parcouru pour pénétrer en Italie, la rapidité des conquêtes qu'ils y avaient faites, ont assez indiqué qu'ils n'étaient point suivis de ces grands parcs dont les ressources facilitent cette espèce d'opération et contribuent à l'abréger.

1796 — an IV. Italie.

Au lieu donc de former sur-le-champ le siége régulier de la ville de Mantoue, Bonaparte, qui, dans les premiers temps de sa gloire militaire, eut souvent la sagesse d'allier beaucoup de prudence à beaucoup d'audace, résolut de se borner à un simple blocus, et de consacrer quelques semaines au soin non moins important de pacifier les troubles près d'éclater, de châtier les fiefs impériaux révoltés, d'inspirer au roi de Naples une terreur assez forte, et enfin de forcer le pape à renoncer à tous projets d'hostilité contraires à ses principes et au bonheur de l'Église. Il fallait d'ailleurs préparer les équipages de siége, organiser en Lombardie la garde nationale et les légions soldées qu'on commençait à y lever, faire capituler le château de Milan, ou l'on espérait trouver une partie de l'artillerie nécessaire au siége de Mantoue, détruire l'empire que les Anglais s'étaient arrogé en

cœur. Nos grenadiers en eurent un soin particulier. Elle montra beaucoup d'intérêt pour les Français. Elle a été belle et joint à la vivacité du climat la mélancolie de ses malheurs. Toutes les fois qu'il entrait quelqu'un, elle paraissait inquiète; l'on sut bientôt qu'elle craignait de voir revenir ses tyrans. Elle demanda en grâce de respirer l'air pur : on lui fit observer que la mitraille pleuvait autour de la maison : *Ah! dit-elle, mourir, c'est rester ici!* »

1796 — an IV. Italie. Toscane et à Livourne, et, en les chassant de ces ports, rétablir avec la Corse des communications qui rappelassent ce pays, patrie du général en chef, à ses liaisons avec la France. La plus extrême activité pouvait à peine suffire pour tant d'opérations à la fois; mais lorsqu'on n'emploie pas de demi-moyens, et qu'on sait, comme Bonaparte, marcher au but, le temps, malgré son cours rapide, suffit pour opérer des prodiges. On verra bientôt combien le succès de cette activité surpassa même les espérances qu'on pouvait en attendre.

En conséquence de la dernière détermination de bloquer Mantoue au lieu de l'assiéger, la division du général Masséna fut laissée en observation sur l'Adige; on la renforça assez pour qu'elle pût repousser les tentatives de l'armée autrichienne. Les généraux Serrurier et Vaubois furent chargés de l'investissement de Mantoue; la division du général Augereau se dirigea sur Borgoforte pour y passer le Pô, et Bonaparte retourna sur ses pas avec divers détachements de son armée, afin de rétablir l'ordre dans l'intérieur de l'Italie, forcer les puissances qui le menaçaient de lui demander la paix, et se débarrasser de tout ce qui pouvait l'empêcher de poursuivre vigoureusement les avantages déjà obtenus.

France. *Relation des principaux événements maritimes depuis le mois de juin* 1794 *jusqu'au même mois de l'année* 1796. — Nous rapporterons dans un seul et même paragraphe les principaux événements militaires arrivés sur mer depuis le combat du 1er juin 1794 (13 prairial an II) jusque vers le milieu de l'année 1796. Nous avons pensé que cette disposition satisferait mieux nos lecteurs que celle qui a été adoptée pour le récit des opérations de l'armée de terre, et distrairait moins leur attention sur cette partie si intéressante de nos fastes militaires.

Avant d'entamer le récit des actions, à la fois glorieuses et fatales pour la France, qui suivirent le combat naval du 13 prairial, actions qui, tout en faisant briller d'un nouvel éclat la bravoure de nos officiers et de nos matelots, vinrent hâter la destruction d'une marine naguère si florissante, nous nous arrêterons encore un moment sur ce combat célèbre. Nous avons affirmé, dans la relation que nous en avons donnée[1], que l'im-

[1] *Voyez* tome II, page 1 et suivantes.

péritie ou la pusillanimité du conventionnel député auprès de notre armée navale, et la trop facile condescendance de l'amiral aux désirs de cet homme, changèrent un beau triomphe en une défaite signalée. Cette assertion ne trouvera guère de contradicteurs, surtout en France; mais il nous importe de la prouver d'une manière irréfragable. Afin d'atteindre ce but si important pour l'honneur national, nous prendrons nos preuves dans les relations anglaises, et nous en userons fréquemment ainsi, parce qu'on ne sera pas tenté d'accuser ces documents d'exagération et de partialité en faveur des Français.

1794 — an II
France.

« Le combat du 1er juin, dit une des relations insérées dans les journaux anglais du temps [1], fut on ne peut pas plus opiniâtre. La valeur qu'y déployèrent les Français ne saurait être surpassée, et la justice oblige de dire que la victoire ne demeura à nos armes que par la supériorité de connaissance de notre amiral dans la tactique navale. » Qu'est-ce qui, au fait, constitua cette victoire? La prise de six vaisseaux honteusement abandonnés, lorsque, désemparés, mais non encore vaincus, puisque leurs équipages combattaient avec un courage héroïque, ils faisaient briller leurs pavillons tricolores et semblaient, pour ainsi dire, tendre les bras à l'armée et la supplier de les secourir [2]. Quelle supériorité de tactique a, dans ce moment décisif, déployée l'amiral anglais? Il nous l'apprend lui-même dans sa lettre aux lords de l'amirauté :..... « L'amiral français, écrit-il, s'éloigna, suivi de beaucoup de vaisseaux, de son avant-garde et de son corps de bataille encore en état de faire voile, laissant aux prises avec nous dix ou douze vaisseaux désemparés ou rasés de tous mâts. En ce moment, mon vaisseau la *Reine Charlotte* avait déjà perdu son petit mât de hune, et peu d'instants après son grand mât de hune tomba. Le plus grand nombre des autres vaisseaux de la flotte britannique étaient alors si fort désemparés, si dispersés et dans une telle position à l'égard de ceux des vaisseaux français encore en bon état, et dont le feu continuait toujours, que nous ne pûmes empêcher plusieurs des vaisseaux ennemis totalement démâtés de s'échapper et de rejoindre leur armée, à l'aide de leur *civadière* seule ou d'une petite voile établie sur

[1] London Gazette. — [2] Kerguelen, *Précis de la guerre maritime*, page 359.

1794 — an II. France.

un tronçon de mât : six seulement demeurèrent sur le champ de bataille. » Lorsque les vaisseaux d'une armée sont dispersés et désemparés au point de ne pouvoir empêcher ceux de l'ennemi de s'échapper sous la civadière ou sous une voile de *fortune*, il est évident que l'on ne saurait leur faire faire aucune évolution générale, et que toutes les connaissances possibles dans la tactique navale ne servent alors absolument de rien. Ce n'est donc pas la science de l'amiral anglais qui lui a valu le succès, mais la faute inouïe que nous avons commise en quittant le combat avec une masse de vaisseaux en meilleur état que ceux de l'ennemi : *inde mali labes*!.... Le passage suivant prouve, de la manière la plus évidente, qu'il eût été impossible à l'amiral Howe de dégager ceux de ses vaisseaux qui se trouvaient démâtés comme les nôtres : « Le *Brunswick*, ayant perdu son mât d'artimon pendant le combat, dériva sous le vent de la ligne des vaisseaux français qui faisaient retraite; il fut contraint de fuir au large d'eux, en courant au nord. Comme j'ai vu qu'ils ne le chassaient pas, je me flatte qu'il aura pu arriver heureusement à Plymouth. » On voit que c'est uniquement parce que les Français n'ont pas voulu chasser le *Brunswick* que l'amiral anglais suppose qu'il pourra arriver à bon port. Citons encore un passage de sa lettre : « Les vingt-quatre vaisseaux qui me restent[1] se sont ralliés très-tard dans la soirée, et je me dispose à retourner avec eux à Spithead, aussitôt que ceux qui ont été pris sur l'ennemi auront été amarinés. » Qui pourrait douter, d'après cela, que si l'amiral français, avec ses vaisseaux encore en bon état, au lieu de se retirer se fût porté au secours de ceux qui étaient démâtés, nous n'eussions non-seulement conservé ces vaisseaux, mais encore pris les vaisseaux ennemis qui se trouvaient dans le même cas que les nôtres? L'amiral anglais avoue qu'il ne pouvait ni saisir les premiers ni dégager les autres, qu'il lui fallut tout le reste de la journée pour rallier ses vaisseaux dispersés, et qu'il mit douze jours à gagner un port d'Angleterre; tandis

[1] Les deux autres vaisseaux étaient le *Brunswick*, qui nous a échappé parce que nous l'avons bien voulu, et l'*Audacious*, que, dans sa lettre, Howe dit avoir détaché de son armée pour escorter en Angleterre notre vaisseau *le Révolutionnaire*. (Ce vaisseau, comme on sait, ne fut pas pris; il fit route vers Rochefort.)

que notre armée put se retirer en bon ordre, et même dans sa route donner la chasse à une autre escadre anglaise qu'elle rencontra. Soyons justes envers notre ennemi. Croyons que, s'il eût eu la possibilité de faire manœuvrer son armée, il ne se fût pas borné à ramasser les vaisseaux que nous abandonnions sur le champ de bataille où nous avions combattu avec tant de valeur, mais qu'il eût vivement poursuivi ceux que Villaret ramenait tranquillement à Brest. Quels regrets amers n'a pas dû causer à tous les bons Français la funeste issue de ce combat mémorable! Malheureusement nous aurons trop souvent, dans le cours de cet ouvrage, l'occasion de signaler des fautes pareilles, qui rendirent inutile le courage des défenseurs du pavillon national. Toutefois, pour faire trêve aux sentiments pénibles que font naître ces fâcheuses considérations, transportons-nous dans une autre partie du globe pour y voir l'audace de nos braves marins couronnée du plus heureux succès.

Océan ind.

A cette même époque où, malgré les efforts d'un courage exalté par l'amour de la patrie, nos forces navales éprouvaient de si terribles échecs sur nos côtes, elles combattaient avec non moins de gloire, mais avec plus de bonheur, à l'autre extrémité du monde. Nous développerons ailleurs les causes toutes simples de cette différence de fortune. Quoi qu'il en soit, au temps dont nous parlons, quelques-uns de nos bâtiments de guerre, sortant à propos des ports de l'île de France, faisaient des irruptions dans les mers de l'Inde, fondaient à l'improviste sur les convois venant de ce pays ou de la Chine, faisaient leur proie d'une partie des riches navires qui les composaient, et ruinaient ainsi la Compagnie anglaise et le commerce de la Grande-Bretagne. Dans ces expéditions lucratives, notre marine militaire était puissamment secondée par une multitude de corsaires qui amenaient dans les ports de l'île de France leurs nombreuses captures, dont la vente portait au plus haut point la prospérité de la colonie. On évaluait déjà à cent cinquante millions de francs les prises qu'on y avait introduites depuis le commencement de la guerre.

Résolu de mettre un terme à ces calamités, le gouverneur de l'Inde anglaise prépara, vers la fin de 1794, une expédition pour tenter de s'emparer de vive force de l'île de France, ou tout au

1794 — an II
Océan ind.

moins, s'il ne pouvait réussir par ce moyen, de la réduire par la famine, en la tenant rigoureusement bloquée. Dans ce dessein, des vaisseaux avaient été armés à grands frais à Madras et à Bombay, tous les autres préparatifs étaient faits, et le rendez-vous avait été fixé à l'île Rodrigue, où l'on devait se réunir aux forces envoyées d'Europe, sous le commandement du général Meadows, ami du ministre Pitt, qui avait en lui la plus grande confiance. Déjà le commodore Newcome avait été détaché en avant avec une escadre qu'il partagea en deux divisions, dont l'une eut la mission de se porter dans les détroits, au-devant du convoi qui amenait des troupes d'Angleterre, et l'autre, composée des deux vaisseaux de ligne le *Centurion* et le *Diomède*, vint établir sa croisière sur les côtes de l'île de France.

La position de la colonie était assez critique : confiants dans leur courage, les habitants ne craignaient point qu'elle fût prise par l'ennemi; mais ils redoutaient les funestes effets d'un blocus. Les subsistances commençaient à être rares, parce que les bâtiments qui devaient approvisionner la colonie étaient déjà en retard, et l'on appréhendait le coup fatal que porterait au commerce de l'île la perte presque inévitable de tous ses corsaires, alors en croisière, et qui, à leur retour, ne trouveraient plus de refuge pour eux ni pour leurs prises. On tint à ce sujet un conseil, auquel assistèrent toutes les autorités civiles, les commandants des forces de terre et de mer, ainsi que plusieurs des principaux habitants de la colonie, et l'on résolut de tout tenter pour la débloquer. D'une voix unanime, on décida que la division française, composée des deux frégates la *Prudente* et la *Cybèle*, et du brick le *Coureur*, mettrait sur-le-champ à la voile pour aller attaquer les deux vaisseaux de ligne ennemis, et tâcher de les maltraiter au point qu'ils fussent obligés de lever le blocus pour aller réparer leurs avaries; ce qui assurerait la rentrée des bâtiments chargés de farine qu'on attendait, ainsi que celle des corsaires et de leurs prises.

Malgré l'effrayante disproportion entre les forces navales de la république et celles de l'ennemi, l'intrépide Renaud, commandant la division française, reçoit avec joie l'ordre d'aller combattre, et jure de périr ou de forcer les deux vaisseaux à s'éloigner des côtes. Les équipages partagent l'enthousiasme de

leur chef, et le 1er brumaire (22 octobre), on appareille, aux cris mille fois répétés de *Vive la république! mort aux Anglais!* Tout présage en ce moment, sinon un succès complet, au moins une lutte opiniâtre et glorieuse. Bientôt l'on découvre les deux vaisseaux ennemis au vent, à environ huit lieues de la côte, et à trois heures et demie on se trouve à un quart de portée de canon de ces vaisseaux, la *Prudente* par le travers du *Centurion,* et la *Cybèle* par le travers du *Diomède.* Alors commence un combat terrible, où, pour racheter la faiblesse de nos bâtiments, pour atteindre le but proposé de faire aux vaisseaux anglais des avaries telles qu'ils soient contraints de s'éloigner de l'île pour aller se réparer, nos canonniers s'attachent peu à tuer du monde à l'ennemi; ils pointent au contraire tous leurs coups, en rivalisant d'adresse, les uns sur les mâts et les vergues du vaisseau qu'ils ont par le travers, d'autres sur son gouvernail, d'autres enfin sur un même point de sa coque, au-dessous de la flottaison, pour le percer à l'eau. Malgré cette habile manœuvre, le combat était par trop inégal, et après une heure du feu le plus nourri et le mieux dirigé, les frégates se trouvant elles-mêmes un peu maltraitées dans leurs agrès, le commandant, dont le guidon est déployé à bord de la *Prudente,* fait forcer de voiles à cette frégate, en hissant le signal de s'éloigner de l'ennemi, pour s'assurer le temps de se regréer, afin de revirer de bord ensuite, et tâcher de gagner le vent aux vaisseaux. La *Cybèle,* qui a le plus souffert dans son gréement, tente vainement d'obéir à cet ordre; elle ne peut réussir à dépasser le *Centurion.* C'est également en vain que le commandant lui fait alors le signal de *laisser arriver,* en faisant cette manœuvre lui-même; couverte par le feu et la fumée de trois bâtiments, elle ne l'aperçoit pas, et d'ailleurs son capitaine sent bien toute l'imprudence qu'il y aurait à exécuter ce mouvement, qui lui ferait présenter l'arrière à l'ennemi, dont tous les boulets enfileraient sa batterie. Elle se voit donc obligée de continuer seule le combat le plus périlleux, car la retraite de la *Prudente* la laisse aux prises avec les deux vaisseaux, dont l'un la canonne par la hanche, tandis que l'autre la foudroie par le travers. Pendant assez longtemps elle essuie tout leur feu, auquel elle riposte de la manière la plus vigoureuse, soutenue par le petit brick, qui la seconde

1794 — an II.
Océan ind.

1794 — an II. Océan ind.

avec une audace d'autant plus admirable, qu'une seule volée du *Diomède*, qu'il a osé approcher, le coulerait à fond ; mais sa petitesse même le dérobe aux coups, et le bon état de son gréement lui permet de prendre une position avantageuse pour faire du mal à l'ennemi sans courir beaucoup de dangers. Enfin le *Centurion*, démâté de deux de ses mâts, démonté de son gouvernail, et faisant eau de toutes parts, quitte la ligne. La *Cybèle* peut alors effectuer son mouvement d'*arrivée* et force de voiles. En vain le *Diomède* veut lui donner la chasse, en lui tirant quelques volées ; il est trop désemparé pour pouvoir la suivre, et bientôt ses boulets n'arrivent plus à bord. En ce moment, la *Prudente*, qui avait viré pour retourner au feu, rejoint la *Cybèle*, lui donne la remorque, et la division rentre triomphante dans le port, aux acclamations de tous les colons qui couvraient le rivage. Dans l'action la *Cybèle* eut 22 hommes tués et 62 blessés ; la *Prudente*, 15 hommes tués et 28 blessés ; le *Coureur*, un homme tué et 5 blessés. Le brave commandant Renaud fut renversé de son banc de quart, et reçut quelques blessures, heureusement fort légères.

Parmi les nombreux traits de courage auxquels ce beau combat donna lieu, nous citerons ces deux-ci. Lehyr, capitaine en second d'une des frégates, tombe frappé d'un biscaïen au talon ; des matelots veulent l'enlever pour le transporter au lieu où l'on panse les blessés : « Non, leur dit-il, j'ai juré de mourir à mon poste, je ne le quitterai pas ! » Peu d'instants après, il reçoit un boulet dans les reins, et meurt en s'écriant : « Courage ! mes amis, vengez-nous ! » — Le nommé Sixte Brunet, chargeur, a une main emportée au moment où on lui présente le refouloir ; il le saisit de la main qui lui reste, et achève de charger sa pièce avant d'aller se faire panser.

Le résultat de cette brillante affaire fut tel qu'on l'avait eu en vue sans cependant oser trop se flatter de pouvoir l'obtenir ; les vaisseaux anglais disparurent, levant le blocus ; les subsistances attendues arrivèrent ; et tous les corsaires qui étaient en mer firent leur rentrée, amenant dans le port quantité de prises richement chargées. Transportés d'admiration pour le courage héroïque de nos marins, et pleins de reconnaissance pour le service important qu'ils venaient de rendre à la colonie, les

habitants de l'île de France ouvrirent, au profit des familles des glorieuses victimes de ce combat mémorable, une souscription volontaire, dont le produit s'éleva bientôt à la somme de deux cent soixante-cinq mille francs, qu'ils adressèrent au président de la Convention nationale, en le priant de la répartir conformément à leurs intentions. Ainsi le patriotisme enflamme le courage, et le courage à son tour réchauffe le patriotisme. Heureuse cent fois la nation chez laquelle ils se prêtent sans cesse un mutuel secours! 1794 — an II. Océan ind.

Nous allons parler maintenant des désastres éprouvés par la France dans la campagne de mer dite Croisière du grand hiver. Cette campagne a été ainsi appelée par les marins, parce qu'elle eut lieu dans l'hiver rigoureux de 1794 à 1795, qui nous facilita la conquête de la Hollande. Bien que les désastres qui l'ont signalée aient été uniquement causés par la fureur des éléments, leur récit doit néanmoins entrer dans le cadre de cet ouvrage, et d'après son titre, et parce qu'ils furent le fruit des mauvaises combinaisons de ceux qui dirigeaient alors nos expéditions navales du fond de leur comité, avec autant d'ignorance et de folie que déployait de talents et de sagesse celui de leurs collègues qui ordonnait les mouvements de nos armées de terre. La marine manqua d'un homme qui sût *organiser la victoire*. La malheureuse expérience que nous venions de faire dans le grand combat du 13 prairial, aurait dû nous convaincre que, pour assurer la victoire à une armée navale, il ne suffit pas que les marins qui la composent soient braves et habiles, et que les commandants des vaisseaux joignent à la même bravoure que leurs matelots le talent de bien faire manœuvrer un navire isolé, mais qu'ils doivent encore réunir à ces qualités, indispensables d'ailleurs, la connaissance parfaite des évolutions générales d'une escadre; qu'il ne faut surtout pas donner la direction des mouvements de cette armée à un homme qui abandonne la tribune pour venir, la première fois de sa vie, poser le pied sur le gaillard d'arrière d'un vaisseau; enfin que nous devions renoncer, pour le moment, au système de livrer de grandes batailles navales. Cotes de France.

Il restait un excellent moyen de poursuivre la guerre maritime d'une manière aussi honorable qu'avantageuse, et le peu d'of-

1795—an III. Côtes de France.

ficiers expérimentés de l'ancienne marine qui étaient demeurés au service de la république, en réclamaient l'emploi. « Réunissons dans la rade de Brest, disaient-ils, vingt à vingt-cinq vaisseaux de ligne, dans celle de Toulon douze ou quinze, complétement équipés, et qui n'aient plus à embarquer que leurs vivres, tenus toujours prêts dans les magasins; que leurs équipages soient exercés tous les jours à la manœuvre du canon et des voiles, et que l'élite de ces équipages forme ensuite ceux des escadres légères qu'on jugera convenable de détacher, soit pour approvisionner, renforcer et défendre nos colonies, soit pour escorter nos convois, ou attaquer ceux de l'ennemi. Dans leur attitude comminatoire, elles tiendront en échec toutes les forces navales de l'Angleterre, dont une partie sera employée à les bloquer pour les empêcher de sortir, tandis que l'autre sera répartie sur tous les points où elles pourraient se porter, en cas de sortie. L'Angleterre dépensera des sommes immenses pour surveiller ces deux armées, et il viendra une époque où, tous les marins de leurs équipages ayant fait campagne sur les escadres légères, et tous les généraux et capitaines s'étant habitués dans les rades aux évolutions de la tactique navale, elles pourront aller hardiment chercher celles de la Grande-Bretagne et se mesurer avec elles. En même temps, couvrons toutes les mers de frégates, de corvettes et de corsaires, qui coulant, brûlant, rançonnant ou amenant dans nos ports les navires marchands de l'ennemi, porteront un coup mortel à son commerce, et hâteront par là, peut-être, le jour où il sera contraint à demander la paix à la république. »

Ces sages avis furent écoutés, et l'on crut un moment qu'ils allaient être suivis. Déjà l'on avait résolu d'envoyer dans l'Inde une division de trois vaisseaux de ligne armés en guerre, et de quelques autres armés en flûtes; une seconde division devait aller porter des secours à Saint-Domingue; des croisières de frégates et de corvettes étaient ordonnées; il semblait que tout allait changer de face. Mais, par un aveuglement inconcevable, oubliant les conseils de la raison et les leçons de l'expérience, on en revint au système désastreux de mettre de grandes forces en mer. Il en résulta qu'après avoir voulu tenter un effort gigantesque, on n'eut plus même les moyens d'entre-

prendre les petites expéditions projetées, et qu'on se trouva dans la dure nécessité d'abandonner à elles-mêmes les colonies qu'on avait tant d'intérêt à secourir. 1795 — an III. Côtes de France.

Ce fut à la fin de décembre 1794 qu'on imagina de faire sortir toute l'armée navale de Brest, comptant alors environ soixante voiles, vaisseaux, frégates et corvettes. On ne considéra ni la rigueur extraordinaire de la saison, ni le mauvais état des vaisseaux [1]; on n'écouta ni les représentations, ni les prières de quelques officiers de marine, dont l'expérience était bien connue, et qui suppliaient qu'on ne consommât pas la ruine de cette armée navale encore si belle; le sort en était jeté. Six mois auparavant on l'avait livrée à l'ennemi, on la livrait alors aux tempêtes. Elle partit le 30 décembre, sous le commandement du vice-amiral Villaret, et sous la direction d conventionnel Tréhouart [2].

La campagne commença sous les plus sinistres auspices. L'amiral ayant fait imprudemment le signal d'appareiller, au commencement d'un coup de vent, un vaisseau à trois ponts, le *Republicain*, fut jeté sur la roche Mingan, située au milieu du goulet de Brest, et y périt; le *Redoutable* courut aussi de grands dangers, et ne dut son salut qu'au courage et à l'habileté de son commandant, l'intrépide Moncousu [3]. Le naufrage du *Républicain* parut aux marins de l'armée un présage des malheurs qui l'attendaient; il ne s'est que trop réalisé. Chacun, à bord de

[1] La pénurie d'approvisionnements pour les constructions navales avait empêché de les réparer complétement après le combat du 13 prairial; plusieurs avaient encore leurs mâts *jumelés*, et beaucoup faisaient de l'eau.

[2] Quelques semaines avant cette sortie de l'armée entière, une de ses divisions, commandée par le contre-amiral Neilly, était rentrée à Brest avec l'*Alexander*, vaisseau de ligne anglais dont elle s'était emparée. Les équipages de cette division firent don de ce vaisseau à la république. Lorsque l'*Alexander* fut pris, il naviguait de conserve avec un autre vaisseau, qui échappa aux nôtres par sa marche supérieure; il n'eut pas le même bonheur et fut forcé de se rendre. Nous ignorons s'il défendit vaillamment son pavillon avant de l'amener; il ne nous est parvenu aucun détail sur cette affaire.

[3] Tué en l'an IX sur le vaisseau qu'il commandait au combat d'Algésiras, où nous prîmes le vaisseau l'*Annibal*.

1795—an III. Côtes de France

l'armée, s'épuisait en conjectures sur le motif secret de sa sortie dans une saison aussi rigoureuse. Ce qu'on croyait le plus généralement, c'est qu'elle avait pour but de protéger le passage d'une escadre destinée à aller à Toulon renforcer l'armée navale de la Méditerranée, que l'on avait recomposée dans ce port des vaisseaux échappés à la torche des Anglais; personne au moins ne doutait qu'il ne fût question de détacher des vaisseaux pour une expédition quelconque : en effet, neuf des trente-cinq vaisseaux de ligne, dont l'armée était composée, avaient embarqué des vivres pour six mois. Mais, soit que ce fût ou non le but qu'on s'était proposé, il fut impossible de l'atteindre, car ces vaisseaux se trouvèrent obligés de partager leurs vivres avec d'autres qui étaient sortis de Brest, n'en emportant que pour quinze jours. Ainsi l'armée battit la mer pendant plus d'un mois, sans objet, et essuya plusieurs coups de vent violents. Ce n'était rien jusque-là; mais le 28 et le 30 janvier 1795, d'horribles tempêtes l'assaillirent à cent cinquante lieues au large; tous les vaisseaux firent plus ou moins d'avaries, et trois, le *Scipion*, le *Neuf-Thermidor* et le *Superbe*, s'engloutirent. Le dernier eut tout son équipage sauvé; le *Scipion* fut moins heureux : il perdit 21 hommes. A bord du *Neuf-Thermidor*, il arriva des accidents affreux : au moment où l'on s'efforçait d'évacuer son équipage, le vaisseau démâta; le grand mât et le mât d'artimon s'abattirent d'abord sur le gaillard d'arrière, où ils écrasèrent beaucoup de monde, et ensuite retombèrent sur les chaloupes qui recueillaient les pauvres matelots, et en firent périr un grand nombre. On chercha alors à regagner le port, et pour comble de malheur, d'autres vaisseaux se jetèrent à la côte. Le *Fougueux* et le *Téméraire* parvinrent avec une peine infinie à se remettre à flot, et à atteindre, l'un le port de Lorient, l'autre celui de Saint-Malo; le *Neptune* se perdit à Péros.

L'armée enfin rentra à Brest toute délabrée; mais il ne se trouvait plus rien dans les magasins pour la réparer, et l'on se vit exposé au danger de n'en pas avoir une au printemps pour protéger les côtes de la Bretagne contre la descente projetée par les Anglais. Cette affreuse position fit naître des réflexions bien tristes, mais trop tardives; et ce qui dut encore mieux faire sentir l'énormité de la faute qu'on venait de com-

mettre, c'est que les neuf vaisseaux qui avaient pris six mois de vivres reçurent presque aussitôt du gouvernement l'ordre de mettre à la voile sous trois jours, ordre qui ne put recevoir son exécution. On conçoit les funestes conséquences qu'eut pour nos possessions d'outre-mer cette malheureuse croisière. Pendant les trente-quatre jours qu'elle dura, notre armée prit une frégate anglaise (la *Daphné,*) et amarina une centaine de navires marchands ; toutes ces prises donnèrent 12 ou 1,500 prisonniers. On fit sonner bien haut, comme c'était la coutume alors, un succès aussi mince, et qu'on eût pu facilement obtenir avec une seule division de frégates.

1795 — an III. Côtes de France.

Marec, homme intègre, ami de son pays et bon administrateur, venait d'entrer au Comité de salut public, et fut chargé de faire à la tribune le rapport concernant cette catastrophe. Il éprouva un vif regret de ne pouvoir dire hautement tout ce qu'il pensait sur ce triste sujet, et d'être obligé de cacher la vérité à la nation pour couvrir l'ineptie de ceux de ses collègues à la Convention, et ses prédécesseurs au Comité, qui avaient ordonné la croisière. Il sentit au reste qu'il était impossible d'alléguer une seule raison qui pût les justifier d'avoir pris cette résolution ; et il se borna à dire vaguement : « Des motifs avaient déterminé votre Comité de salut public à ordonner la sortie de l'armée navale de l'Océan. » Il raconta ensuite les événements de la campagne avec une fidélité d'autant plus digne d'éloges qu'elle était plus rare dans ce temps, où, avec la dernière impudence, on substituait à la vérité les mensonges les plus grossiers et les plus absurdes ; on pourrait lui reprocher seulement d'avoir, dans ce récit, dépeint les vaisseaux que nous venions de perdre comme de vieilles carcasses qui n'étaient plus bonnes qu'à mettre au feu. Mais ceux qui seraient tentés de lui adresser ce reproche oublieraient qu'il parlait *officiellement*, qu'il n'était là que l'organe d'un Comité composé de plusieurs membres, et qu'il était bien loin d'exprimer son opinion particulière, lorsque, affectant de prendre certains événements pour les résultats de l'expédition, et supposant que la dernière commission de marine avait eu ces résultats en vue lorsqu'elle l'ordonna, il s'exprima à peu près de la sorte : « Ainsi, nous avons réduit à l'impuissance et retenue oisive dans les ports

1795 — an III. Côtes de France.

de l'ennemi cette grande armée de l'amiral Howe, sur laquelle la coalition fondait tant et de si chimériques espérances. Nous avons arrêté le départ de toutes les divisions destinées par l'amirauté de Londres à escorter les convois de troupes et de munitions qu'elle se proposait d'envoyer, tant sur le continent d'Europe qu'aux Antilles et aux Grandes-Indes. Enfin, et ce qui est du plus grand avantage pour la république, nous avons formé des marins. »

Ce député savait très-bien qu'on ne forme pas des marins en trente-quatre jours, et que pour un pareil motif on ne doit pas exposer trente ou quarante vaisseaux de ligne à se perdre corps et biens. Marec avait trop d'expérience pour ignorer qu'il n'était pas à craindre que l'amiral Howe s'exposât à tenir la mer, ni que l'amirauté anglaise fît partir ses expéditions dans le cœur de l'hiver, et d'un hiver dont la rigueur fera époque; mais le mal était fait, il était sans remède. Il put croire nécessaire de parler ainsi pour éviter d'alarmer et d'aigrir les esprits; il y eut, dans tous les cas, beaucoup de générosité de sa part à vouloir pallier une faute qu'il n'avait point contribué à commettre. Il fit plus, il chercha sur-le-champ les moyens de la réparer; il appela auprès de lui des généraux de mer expérimentés, des administrateurs instruits, un habile ingénieur maritime, et aidé de leurs conseils, il s'occupa sans relâche des mesures à prendre pour remédier aux ravages que les éléments, l'inexpérience et l'obstination la plus insensée avaient causés à notre marine. Ce fut en vain : tous ses efforts pour la restaurer ne purent l'empêcher d'avancer rapidement vers sa ruine.

Pendant que l'armée navale s'anéantissait ainsi en détail, notre marine militaire ne prospérait pas davantage dans la Méditerranée, et nous allons y voir les mêmes causes produire les mêmes effets. Là également les tempêtes, l'impéritie et l'insubordination conspirèrent la perte de nos forces maritimes, et parvinrent en peu de temps à diminuer encore le petit nombre des vaisseaux qui nous étaient restés de cette belle armée que nous possédions avant l'insurrection toulonnaise; de ces vaisseaux arrachés aux flammes par la bravoure de nos soldats, qui, pleins de rage à la vue de l'incendie allumé dans le port de Toulon, s'étaient élancés dans la place, et, par leur présence,

avaient empêché le célèbre auteur de cet affreux désastre d'y mettre le comble[1].

1793—an III. Côtes de France.

[1] On frémit en lisant la lettre où le capitaine Sidney Smith rend compte à l'amirauté anglaise de sa terrible mission, et semble encore plus furieux du mal qu'il n'a pu faire que fier du mal qu'il a fait. Cet officier fut, dans cette circonstance, l'exécuteur des ordres du gouvernement britannique, et sans rechercher s'il se borna à une obéissance passive, ou s'il ne fut pas lui-même le provocateur de ces ordres, nous ne pouvons nous empêcher de jeter un coup d'œil rétrograde sur les événements arrivés à Toulon, et de faire quelques observations sur la manière dont s'y comportèrent les Anglais.

Nous ne prétendons pas nier qu'après s'être emparés de vive force, ou par une ruse de guerre, d'un port ennemi, les Anglais ne fussent en droit d'en incendier les vaisseaux et les magasins; et nous pensons que, lorsqu'un célèbre amiral hollandais alla autrefois détruire leurs chantiers et leurs vaisseaux à Chatam, il ne viola pas les lois de la guerre; mais il nous paraît évident que le motif et le but de celle qu'ils déclarèrent à la France républicaine, en 1793, devaient, en morale politique, les détourner d'en user ainsi. Ayant pris les armes dans l'intention avouée de soumettre ce pays à la famille des Bourbons, ils devaient, à ce qu'il semble, tout séquestrer pour elle et s'abstenir de rien dévaster. Appelés à Toulon par les royalistes, et entrés comme amis dans ce port, dont ils prirent possession au nom de Louis XVII, ils eussent dû, d'après notre principe, expédier sur-le-champ pour l'Angleterre, avec leurs équipages français, tous les vaisseaux qui s'y trouvaient, et les considérer là comme formant une escadre royale, comme l'escadre d'un prince ami et allié de l'Angleterre; ils conservaient de la sorte au roi de France une marine de quarante bâtiments, vaisseaux ou frégates, qu'il eût pu opposer à celle des républicains; par la même raison, ils eussent dû aussi se garder de détruire les édifices du port, même dans le cas d'une évacuation, afin de ne pas priver le roi d'établissements qui lui auraient été utiles après la soumission du royaume. Rien ne peut les excuser, sur ce dernier chef, de la perte qu'ils faisaient éprouver à un allié. Quant aux vaisseaux, en vain objecterait-on que, persuadés que l'insurrection de Toulon allait opérer la contre-révolution dans toute la France, il leur parut naturel de laisser la flotte française dans ce port; ce serait à tort, car à cette époque il y eût eu plus que de la folie à compter sur un pareil résultat. On n'alléguera pas non plus qu'ils n'eurent pas le temps de mettre la flotte en état de prendre la mer, en remplaçant par des Anglais les matelots français qui ne voulaient pas suivre leurs vaisseaux en Angleterre; car ils occupèrent Toulon du 27 août au 19 décembre, c'est-à-dire près de quatre mois. Il ne faut donc plus s'étonner si l'on a dit alors que les Anglais avaient l'intention de garder pour eux le port de Toulon et ses vaisseaux. Leur conduite était propre à accréditer cette opinion, et nous avons vu, durant tout le cours des guerres de la révolution, que lorsqu'ils s'étaient emparés d'un poste,

1795 — an III. Côtes de France.

Une des premières choses dont on s'occupa après l'évacuation de ce port, fut d'y recomposer une escadre; et cela fut moins difficile qu'on aurait pu le croire au premier coup d'œil. En peu de temps nous en eûmes une de quinze vaisseaux. Les Anglais en parurent d'abord surpris; mais bientôt cette surprise se changea en indignation, quand ils virent que, sur ces quinze vaisseaux, il y en avait huit que Sidney Smith s'était vanté d'avoir incendiés ou mis tout à fait hors d'état de servir : le *Tonnant*, l'*Heureux*, le *Timoléon* (ci-devant *Commerce de Bordeaux*), le *Ça-ira* (ci-devant la *Couronne*), le *Mercure*, le *Conquérant*, le *Barra* et l'*Alcide*; les journaux de Londres s'élevèrent contre cet excès de jactance.

Malgré toute l'activité avec laquelle on avait formé notre escadre, elle nous fut inutile pour protéger la Corse, qui tomba vers cette époque au pouvoir des Anglais. Elle était au reste trop faible pour secourir Bastia, dont les ennemis couvrirent constamment le siége avec vingt vaisseaux de ligne. On la destina cependant à tenter la reprise de cette île, en profitant de quelque circonstance favorable, et en conséquence on embarqua des troupes sur ces vaisseaux. Le commandement en fut confié au contre-amiral Martin; mais de même que l'armée navale de l'Océan, elle eut le malheur d'être mise sous la direction d'un représentant du peuple. Nous disons que ce fut un malheur;

leurs premières dispositions manifestaient toujours l'intention de s'y établir d'une manière permanente. Une chose, au reste, qui doit paraître assez singulière encore aujourd'hui, c'est que les vaisseaux et frégates qui, sous le commandement du comte de Trogoff, partirent de Toulon avec la flotte anglaise, qui étaient bien certainement la propriété du roi de France, aient figuré sur toutes les listes des forces navales de la Grande-Bretagne au rang des vaisseaux capturés à la république, et qu'on les ait employés aux mêmes usages, comme par exemple de faire du *Commerce de Marseille* un ponton pour enfermer nos prisonniers. Dans le cas où ces vaisseaux existeraient encore, ils sont certainement trop vieux pour être d'aucun service à la mer; mais si, en 1814, les Anglais nous eussent rendu ces carcasses, comme ils rendirent dans le temps aux Russes les vaisseaux de l'amiral Siniavine, séquestrés par eux à Lisbonne en 1808, on aurait une raison de moins d'élever quelque doute sur la bonne foi qu'ils mirent à soutenir la cause pour laquelle ils prétendaient s'être armés. Nous terminerons là cette petite digression, laissant aux lecteurs le soin de tirer telles conséquences qu'il leur plaira de nos remarques.

car, suivant l'auteur d'un bon ouvrage sur la marine [1], « ces législateurs si aguerris à la tribune, et quelquefois si timides dans les périls, ne montaient sur les vaisseaux que pour donner le signal de la retraite, lorsqu'on touchait à la victoire, ou pour proclamer la défaite de l'ennemi, lorsque nous leur devions d'avoir nous-mêmes été vaincus [2]. » La Convention nomma à ce poste Letourneur *de la Manche*, dont le surnom, dit le même auteur, « parut un gage de science dans la direction d'une armée navale, et semble aujourd'hui ne désigner qu'un compatriote du héros de Cervantes. » Moins pusillanime cependant que Jean-Bon-Saint-André, il ne fut ni plus habile ni plus heureux.

1795— an III. Côtes de France.

Le 3 mars 1795, l'armée, composée de quinze vaisseaux, dont un de 120 canons, trois de 80 et onze de 74, de six frégates et trois corvettes, mit à la voile. Si l'on en croit le rapport du représentant du peuple qui la montait, ce fut dans l'intention d'aller chercher la flotte anglaise et de la combattre ; mais il paraît plus probable que le but de la sortie était de tenter un débarquement en Corse; en effet, les vaisseaux portaient 4 ou 5,000 hommes de troupes ; cependant la manière dont on manœuvra pendant quelques jours met dans l'impossibilité d'avoir aucune certitude à cet égard. Peu de temps après le départ, l'amiral et le représentant quittèrent, on ne sait pourquoi, le vaisseau *le Sans-Culotte*, et passèrent sur la frégate *la Friponne*. Le 7, étant en vue des côtes de Corse, on aperçut le *Berwick*, vaisseau anglais de 74, qui sortait du golfe de San-Fiorenzo et paraissait chercher à rejoindre son escadre, qu'on savait à l'ancre devant Livourne. On le fit chasser par trois frégates, et toute l'armée les suivit à une certaine distance; bientôt les frégates le joignirent, et l'*Alceste* l'attaqua la première avec beaucoup d'audace. Au bout d'un quart d'heure de combat, le vaisseau ennemi amena son pavillon. Ce ne fut point parce que l'*Alceste* l'y contraignit (comme on l'a dit dans le rapport à la Convention, d'après la lettre de Letourneur), car cette frégate n'avait eu en tout que 6 hommes de blessés ; et si, par un con-

[1] *Principes organiques de la marine militaire, et causes de sa décadence dans la dernière guerre;* par Pinière.

[2] Allusion à la conduite de Jean-Bon-Saint-André au combat du 13 prairial.

1793 -- an III. Côtes de France.

cours presque miraculeux de bonheur et d'intrépidité, il arrivait à une frégate de prendre un vaisseau de ligne, un tel succès lui coûtait indubitablement plus de monde; les trois frégates même eussent été loin de pouvoir réduire le *Berwick* en quinze minutes; et, s'il amena sitôt, c'est parce que toute l'armée française approchait et eût été bientôt à même de l'y forcer. Un événement, au surplus, qui, joint aux autres circonstances, dut hâter la reddition du *Berwick*, c'est que son capitaine eut, dès les premières volées, la tête emportée par un boulet de canon. Quoi qu'il en soit, le brave Lejoille, commandant de l'*Alceste*, méritait les éloges qui lui furent donnés, si ce n'est pour avoir pris un vaisseau de ligne, au moins pour l'avoir attaqué avec autant de bravoure qu'il le fit. On expédia sur-le-champ le *Berwick* à Toulon.

Ce premier succès remplit de joie et d'espérance les equipages de l'escadre, dont les marins étaient animés de cet enthousiasme commun alors à tous les défenseurs de la patrie, à quelque arme qu'ils appartinssent. Les jours suivants il venta très-fort; et, le vaisseau *le Mercure* ayant démâté, il fut obligé de quitter l'armée. Le *Sans-Culotte* s'en sépara aussi sans qu'on en connût les causes, et cette séparation priva l'armée d'un vaisseau de cent vingt canons, du seul vaisseau a trois ponts qui en fit partie. Elle se trouva par là réduite à treize vaisseaux à deux batteries, portant un total de neuf cent quatre-vingts canons. Le 13, on aperçut l'escadre anglaise à une très-grande distance sous le vent. Elle était composée de quatorze vaisseaux, dont quatre à trois ponts, et portait mille quatre-vingt-dix canons. Elle se trouvait donc plus nombreuse que la nôtre d'un vaisseau, plus forte de cent dix canons, et joignait à ces avantages celui d'avoir quatre vaisseaux à trois ponts quand nous n'en avions aucun[1].

[1] Pour bien comprendre ce qui constitue ce dernier avantage, il faut savoir que la supériorité des vaisseaux à trois ponts sur les autres ne consiste pas uniquement dans le petit nombre de canons qu'ils portent de plus que ces derniers, ni en ce que les canons de leurs deuxième et troisième batteries sont d'un calibre plus fort que ceux de la seconde batterie et des gaillards des vaisseaux d'un rang inférieur : l'adresse des canonniers et la bravoure des équipages sauraient souvent triompher de ces petites différences de force; mais elle est due principalement à ce que les vaisseaux à

1795 — an III. Côtes de France.

Avec des forces aussi inférieures, l'amiral français n'eût probablement pas engagé le combat, si une circonstance imprévue ne fût venue l'y forcer; cependant, à l'approche des ennemis, il fit former la ligne de bataille. Le vaisseau *le Ça-ira,* en manœuvrant, avait abordé la *Victoire,* et dans cet abordage, il avait démâté ses deux mâts de hune; il tomba bientôt sous le vent et en queue de la ligne. L'amiral anglais fit forcer de voiles à son avant-garde, pour le combattre. Le premier bâtiment qui le joignit fut la frégate *l'Inconstant,* qui l'attaqua aussi audacieusement que notre frégate *l'Alceste* avait, six jours auparavant, attaqué le *Berwick*; mais le *Ça-ira* ne pouvait manquer de se mieux défendre en présence d'une armée dont le devoir était de le secourir. La frégate ennemie fut bientôt soutenue par le vaisseau *l'Agamemnon*, commandé par le célèbre Nelson, alors capitaine. Le *Ça-ira* repoussa vigoureusement ces deux bâtiments. L'amiral français ordonna alors à la frégate *la Vestale* d'aller le prendre à la remorque, et fit en même temps signal au *Censeur,* vaisseau le plus voisin, de faciliter cette manœuvre en se portant au feu. Pendant ce temps, l'avant-garde anglaise tout entière s'était approchée, et nos deux vaisseaux ayant à soutenir seuls l'attaque de cette partie de l'escadre ennemie, le *Ça-ira* fut mis hors d'état de manœuvrer, et le *Censeur* se trouva également fort maltraité. Cependant les Anglais les abandonnèrent, et l'affaire se termina ainsi ce jour-là.

Le lendemain 14, à la pointe du jour, malgré l'attention qu'on avait eue de faire peu de voile pendant la nuit, le *Ça-ira* et le *Censeur* se trouvaient encore séparés des autres vaisseaux. Les Anglais s'avancèrent, comme la veille, pour les couper de notre escadre, les entourer et les réduire. Afin de s'y opposer, l'amiral Martin fit signal de virer vent arrière par la contre-

trois ponts, ayant une batterie de plus que les autres, sont plus élevés qu'eux, que le feu de leurs gaillards devient plongeant, et que, de ces parties d'un vaisseau à trois ponts, on découvre tous les gaillards d'un vaisseau de rang inférieur, ce qui permet de mitrailler tout ce qui s'y trouve, les officiers, les hommes employés à la manœuvre, et ceux qui servent l'artillerie et la mousqueterie; d'un autre côté, les vaisseaux à trois ponts, étant plus forts d'*échantillon*, sont moins facilement que les autres percés par les boulets, et peuvent conséquemment leur tuer beaucoup plus d'hommes qu'ils n'en perdent eux-mêmes.

1793 — an III. Côtes de France.

marche, et de former ensuite la ligne de bataille sur le vaisseau *le Duquesne* en passant entre les deux vaisseaux coupés et l'escadre anglaise, que la sienne eût de la sorte prolongée de la tête à la queue. Le peu de vent que recevaient les vaisseaux français ne leur permettait guère de manœuvrer, tandis qu'une légère brise enflait les voiles des vaisseaux anglais [1]. Néanmoins, le mouvement ordonné commença; mais le *Duquesne*, ayant serré le vent trop tôt, passa au vent de l'escadre ennemie, au lieu de doubler par-dessous le vent; la *Victoire* et le *Tonnant* l'imitèrent, et l'évolution fut manquée. En même temps, le calme empêchant le reste de l'armée française d'aller prendre part au combat, les trois vaisseaux qui s'y étaient portés essuyèrent le feu de toute l'escadre anglaise, à laquelle ils firent eux-mêmes beaucoup de mal [2]. Le *Ça-ira* et le *Censeur* n'ayant plus d'espoir d'être secourus, combattirent néanmoins encore assez longtemps avec un courage admirable contre les forces qui les accablaient; ils finirent par succomber, mais ils ne se rendirent qu'après avoir épuisé toutes leurs munitions. Leurs capitaines, Benoist et Coudé, se couvrirent de gloire, ainsi que les officiers et les équipages qui les secondèrent d'une manière si courageuse dans cette noble défense du pavillon français.

Après la prise de ces deux vaisseaux, le vent s'étant élevé, les armées ennemies se séparèrent sans qu'aucune des deux cherchât à poursuivre l'autre. L'armée française, dont plus de la moitié des vaisseaux n'avait pas donné, était néanmoins par trop faible, et n'eût pu le tenter sans imprudence; quant à celle des ennemis, malgré sa supériorité numérique en vaisseaux et en canons et le premier succès qu'elle venait d'obtenir, elle avait été si maltraitée, qu'elle était réduite à l'impossibilité

[1] Ceci arrive fréquemment près des côtes d'Italie, et plus souvent encore sur celles d'Amérique.

[2] Les pertes en hommes ayant été à peu près égales à bord de tous les vaisseaux anglais, à l'exception de l'*Illustrious* et du *Courageux*, que le *Ça-ira* écrasa, on doit en conclure, ou que tous les vaisseaux ennemis combattirent le *Ça-ira* et le *Censeur*, ou bien que nos trois vaisseaux *le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant*, lorsqu'ils prolongèrent la ligne anglaise à contre-bord, ont fait en passant sur tous les vaisseaux un feu aussi vif que bien dirigé.

d'entreprendre cette poursuite. A cet égard, on peut s'en rapporter à l'amiral anglais, qui écrivait aux lords de l'amirauté : « Les vaisseaux de notre avant-garde avaient tant souffert dans l'action, particulièrement l'*Illustrious* et le *Courageux*, qu'il me devint impossible de rien effectuer de plus. » Ces deux vaisseaux, l'*Illustrious* et le *Courageux*, avaient été démâtés de leur grand mât et de leur mât d'artimon par le *Ça-ira* et le *Censeur*, qui leur avaient fait éprouver une perte de plus de 150 hommes tués ou blessés; beaucoup d'autres vaisseaux anglais avaient été maltraités par eux dans leurs agrès, et la résistance opiniâtre et valeureuse qu'ils opposèrent à l'ennemi l'empêcha d'obtenir un succès plus complet sur notre escadre, qu'il ne put inquiéter dans sa route vers Toulon, où elle retourna paisiblement. La perte totale des Anglais, si l'on peut se fier à l'état officiel envoyé à l'amirauté, ne fut que de 75 hommes tués et 280 blessés, tandis qu'ils portent à 3 ou 400 hommes celle qui fut éprouvée par les deux vaisseaux qu'ils nous prirent. Cette dernière perte devient néanmoins croyable, quand on considère avec quel acharnement le *Ça-ira* et le *Censeur* se sont battus, et aussi quand on sait que le premier portait 1,300 hommes, en y comprenant les troupes passagères, et le second 1,000 hommes [1]

Il est difficile de citer un combat plus honorable que celui du *Ça-ira;* cependant, malgré toute la bravoure que nous y déployâmes, il eut un résultat funeste à nos armes. Ce n'est pas sans raison qu'on a prétendu que dans ce combat nos fautes assurèrent la victoire à nos ennemis. Cette fois, comme ils l'avaient fait le 10 prairial an III, au combat du *Révolutionnaire,* ils s'attachèrent à couper des vaisseaux de notre arrière-garde [2].

[1] C'est ici le cas de faire remarquer le vice des équipages trop nombreux; en rassemblant de la sorte un grand nombre d'hommes sur un espace aussi resserré, on multiplie ses pertes. Les Anglais ont toujours eu des équipages beaucoup plus faibles que les nôtres.

[2] Nous verrons souvent les Anglais employer cette manœuvre, qui est fort bonne. En général, de quelque manière qu'une armée navale en attaque une autre, son but doit toujours être de séparer une partie de l'armée ennemie du reste, afin de pouvoir employer plusieurs vaisseaux à en combattre un seul. Tous les efforts de l'armée attaquée doivent tendre, au contraire, à rétablir le combat corps à corps, c'est-à-dire de manière à pouvoir op-

1795 — an III. Côtes de France. La manœuvre ordonnée par l'amiral Martin, si elle eût été ponctuellement exécutée, eût pu rétablir le combat, car, en même temps qu'elle eût dérobé aux coups de l'ennemi nos deux vaisseaux désemparés, elle eût placé son avant-garde entre deux feux ; mais la faute que firent les capitaines du *Duquesne*, du *Tonnant* et de la *Victoire*, de prolonger l'ennemi au vent, au lieu de le doubler par-dessous le vent, produisit le mauvais effet de ne pas couvrir le *Ça-ira* et le *Censeur*, mais, au contraire, de masquer le feu de ceux des vaisseaux français qui, se trouvant à portée, eussent pu tirer sur l'avant-garde ennemie d'un côté, pendant qu'ils l'auraient attaquée de l'autre. On fit encore beaucoup d'autres fautes dans notre escadre ; mais il serait hors de propos d'en parler ici. Nous croyons en avoir dit assez pour prouver que c'est à elles seules qu'il faut imputer ce nouveau revers, et que par leur intrépidité nos marins se montrèrent encore, dans cette triste circonstance, les dignes rivaux de leurs frères d'armes qui combattaient aux frontières.

Trois mois après cet événement, la marine française éprouva encore un échec sur les côtes de Bretagne. Cette affaire est généralement connue sous le nom de *combat de Groaix*, et on en a déjà dit quelques mots dans le deuxième volume, en parlant de la descente de Quiberon. Nous allons la rapporter avec plus de détails. La croisière du grand hiver avait été extrêmement fatale à la France, car indépendamment des vaisseaux qui avaient péri en mer ou sur les côtes, les autres étaient rentrés en si mauvais état, qu'au printemps de l'année 1795 on ne put en armer plus de douze. On semblait, à cette époque, ne plus songer à tenter le sort des grandes batailles : tous les efforts paraissaient se réunir pour accélérer l'équipement des diverses divisions de vaisseaux qu'on avait enfin résolu d'en-

poser vaisseau à vaisseau. Mais comme les évolutions nécessaires pour obtenir ce résultat exigent un temps proportionné à l'espace que les différents vaisseaux ont à parcourir pour se porter au feu, il en résulte presque toujours, surtout si l'armée est très-nombreuse, qu'ils arrivent trop tard, et que les premiers vaisseaux attaqués ont succombé : la partie alors n'est plus égale, et la bataille est perdue. Quand il y a à peu près égalité de forces, il est donc toujours avantageux d'attaquer. C'est une vérité bien reconnue, et cependant nous nous laissons presque constamment prévenir par l'ennemi. En y réfléchissant mûrement, on pourrait trouver là le secret de bien des défaites.

voyer porter des secours à nos malheureuses colonies, que l'insouciance de la métropole avait exposées à toutes les calamités, fruits de la guerre étrangère et de la guerre civile. Mais la fatalité, qui présidait à nos destinées sur mer, vint s'opposer à l'accomplissement de ces sages projets, et, cette fois encore, nos colonies ne purent être efficacement secourues. Tel était l'aveuglement de ceux qui dirigeaient alors la marine, qu'ils n'abandonnaient jamais un mauvais système que lorsqu'il ne leur restait absolument plus de moyens de le mettre en pratique; et l'on verra qu'ils ne renoncèrent enfin à vouloir combattre en ligne les flottes victorieuses de l'Angleterre qu'au moment où la France n'avait plus de quoi former une escadre. Le combat dont nous allons offrir le récit ne contribua pas peu à en avancer l'époque.

1795 — an III. Côtes de France.

Des douze vaisseaux qu'on avait eu tant de peine à équiper à Brest, trois, sortis sous le commandement du contre-amiral Vence, se trouvaient, à ce qu'on disait, bloqués sous Belle-Isle, au commencement de juin, par une division anglaise forte de cinq vaisseaux. Dans un conseil tenu à ce sujet, et auquel assistèrent les représentants Palasne-Champeaux et Topsent, ainsi que l'amiral Villaret, il fut décidé de faire sortir les neuf vaisseaux qui restaient en rade, pour aller débloquer cette division. On commit en cela une imprudence d'autant plus grande que cette sortie était inutile; car toutes les forces de l'Angleterre ne pouvaient tenir notre division bloquée à Belle-Isle, et l'officier général qui la commandait était toujours le maître, en profitant d'une marée de nuit, d'appareiller et de se trouver, au point du jour, à moitié de la marée montante, en face du port de Lorient, avant que l'ennemi pût s'apercevoir de son mouvement. C'était donc exposer mal à propos plusieurs vaisseaux qui avaient des destinations importantes, les uns pour les Indes orientales, d'autres pour Saint-Domingue ou les îles du Vent, et courir le risque de faire manquer ces diverses expéditions. Sans s'arrêter à toutes ces considérations, on voulut sortir, et, qui plus est, sortir avec des vivres pour quinze jours seulement; comme s'il n'était pas possible que l'ennemi, en fermant l'entrée des ports de France, forçât ces vaisseaux à tenir la mer un plus long espace de temps.

1795 — an III. Côtes de France.

Le contre-amiral Kerguelen, qui joignait à de grands talents, comme général de mer, l'avantage de posséder la connaissance parfaite de tous les parties de la côte de Bretagne, fit des représentations sur l'inutilité de cette expédition : on n'en tint aucun compte. On mit à la voile, et l'on se dirigea sur Belle-Isle; mais, comme on eût dû le prévoir, le contre-amiral Vence en était parti : on trouva sa division à quelques lieues de Groaix, et elle rallia l'escadre. Après cette jonction, qui portait nos forces à douze vaisseaux, on fit route pour retourner à Brest. Chemin faisant, on eut connaissance de la division anglaise, composée de cinq vaisseaux, dont un a trois ponts, et de deux frégates. L'amiral Villaret la fit chasser. Lord Cornwallis, qui la commandait, manœuvra de manière à persuader aux moins habiles que son intention était d'attirer au large l'escadre française, et de la conduire du côté où se trouvait le reste de l'armée ennemie. Cependant ses vaisseaux furent bientôt joints et entourés par les nôtres. On commença à se canonner de part et d'autre, et il paraissait ne plus rester aux Anglais d'autre ressource que de faire payer le plus cher possible leur capture, lorsqu'une mauvaise manœuvre de quelques-uns des capitaines français ouvrit un passage aux vaisseaux ennemis, que l'on cessa de poursuivre à l'entrée de la nuit, pour ne pas tomber dans leur armée. Cette retraite presque miraculeuse, attribuée trop légèrement à l'habileté de lord Cornwallis, lui fit beaucoup d'honneur en Angleterre.

Il était cruel de voir échapper de la sorte cinq vaisseaux qu'on avait regardés comme une proie assurée. Cependant, les officiers les plus expérimentés de l'escadre en avaient moins de regret que les autres, parce qu'ils sentaient combien ce succès aurait pu devenir fatal. En effet, les cinq vaisseaux ennemis, avant de se laisser prendre, auraient sans doute combattu jusqu'à la dernière extrémité, et eussent fait aux nôtres beaucoup d'avaries dans leurs mâts, leurs voiles et leur gréement; en les amarinant, il eût fallu diminuer tous nos équipages d'un tiers, pour former les leurs, et charger nos vaisseaux de prisonniers : le gros de l'armée anglaise était dans ces parages; une seule frégate, échappée à notre escadre, l'aurait été chercher pour lui indiquer notre position et la diriger vers nous; le hasard ou le bruit du canon pouvaient également l'y amener, et dix-sept vais-

seaux que l'amiral Villaret aurait eus alors sous son pavillon, faibles d'équipage, désemparés, et par conséquent manœuvrant avec difficulté, eussent fort bien pu être tous pris par douze vaisseaux frais : ainsi donc, dans ce cas, les ennemis n'auraient fait que semer pour recueillir. Cela leur est arrivé quelquefois, et nous aurons plus d'une occasion de voir une frégate française, après s'être emparée d'une frégate anglaise, être prise le lendemain elle-même, ainsi que sa capture, par une autre frégate ennemie, que la veille elle n'aurait pas eu plus de peine à prendre que la première.

On continua de se diriger vers Brest après le petit engagement dont nous venons de parler; mais, arrivé à la hauteur de la pointe de Penmarch, l'escadre française essuya pendant la nuit un coup de vent violent de nord-est qui dispersa les vaisseaux, et les forçant de fuir devant le temps, les ramena malgré eux au sud, dans les eaux de Belle-Isle. Au jour, le vent avait changé, et au bout de quelques heures les vaisseaux se rallièrent, ce qui fut très-heureux, car on ne tarda pas à apercevoir l'escadre ennemie à trois lieues au vent. Elle était forte de quatorze vaisseaux, dont plusieurs à trois ponts, et commandée par l'amiral Bridport. L'escadre française prit chasse devant l'ennemi; mais le vent était faible, et les vaisseaux anglais, qui apportaient la brise avec eux, gagnaient peu à peu les français; au soir (le 4 messidor), ils n'en étaient plus qu'à une lieue. Pendant la nuit, l'amiral français fit forcer les voiles à son escadre, qu'il forma sur une ligne de front. Quelques officiers blâmèrent cet ordre de marche, comme ne permettant pas de passer promptement à la ligne de combat; mais, par cette disposition seule, on voit que Villaret n'avait d'autre projet que d'éviter avec promptitude un ennemi trop supérieur en forces; et que, croyant pouvoir gagner la terre avant d'être joint par lui, il avait jugé inutile de faire former l'ordre de retraite ordinaire, qui, à la vérité, a l'avantage de présenter la moitié de l'escadre déjà rangée sur la ligne qu'elle devrait tenir en combattant, et n'ayant plus qu'à serrer le vent, pendant que l'autre moitié manœuvre pour prendre son poste; l'amiral français pensa qu'évoluer devant l'ennemi, c'était perdre du temps, et qu'il fallait s'éloigner.

1795 — an III. Côtes de France. Enfin parut le 5 messidor (23 juin) : l'escadre française était encore dans le même ordre, tous les vaisseaux courant à pleines voiles vers la terre et rangés sur une ligne de front. Au point du jour, les Anglais, ayant reconnu cette position, se formèrent en deux colonnes pour attaquer les ailes de l'armée, et prendre sa ligne en flanc par les deux extrémités. Forcé, contre son attente, d'accepter le combat, Villaret ordonna différentes manœuvres, entre autres celle de former la ligne de bataille sur le vaisseau *l'Alexandre*, qui marchait le plus mal, et se trouvait en arrière des autres. Ce vaisseau fut attaqué le premier, à cinq heures du matin, et successivement tous ceux qui se trouvaient à cette aile de l'escadre. Le *Tigre* et le *Formidable* se trouvèrent bientôt entourés d'ennemis, comme l'*Alexandre*. L'amiral donna divers ordres, dont le but était de secourir ces vaisseaux ; mais toutes les manœuvres ordonnées furent mal exécutées, et la confusion et le désordre régnèrent bientôt dans l'escadre; chaque vaisseau ne songeait qu'à se couvrir de voiles pour gagner la terre, qui n'était pas éloignée, et n'obéissait plus aux signaux de l'amiral : peut-être ce dernier eut-il tort d'en faire d'autres que celui de *sauve qui peut*, qu'il eût dû hisser dès le point du jour ; car à quoi bon ordonner des manœuvres à une escadre qui fuit en déroute devant un ennemi supérieur en forces, et dont la seule ressource est de gagner la terre? Tous ces mouvements ne pouvaient que ralentir sa marche et compromettre son salut; et il est permis de croire que, si Villaret eût pris de bonne heure le parti, pénible pour lui, nous le sentons, d'abandonner l'*Alexandre*, nos pertes se fussent bornées à un seul vaisseau dans cette malheureuse journée; mais il ne rendit ses vaisseaux libres de leur manœuvre que lorsqu'il en eut plusieurs d'engagés, et par là, au lieu d'un seul, il en laissa trois au milieu des ennemis. Bien qu'ils se vissent abandonnés par le reste de l'escadre qui cherchait son salut dans la fuite, et privés de tout espoir de secours, ces trois vaisseaux, l'*Alexandre*, le *Formidable* et le *Tigre*, ne s'en défendirent pas moins avec un courage opiniâtre, et retardèrent le plus qu'ils purent leur défaite[1]. Les capitaines

[1] Le *Tigre* combattit pendant quelque temps trois vaisseaux à trois ponts ennemis.

qui les commandaient, et les équipages sous leurs ordres, mé- 1795 – an III. Côtes de France.
ritèrent les plus grands éloges pour la manière brillante dont ils soutinrent l'honneur du pavillon national; et malgré la perte de la bataille et la victoire des ennemis, nos marins citent avec orgueil la défense du *Tigre* et des deux autres vaisseaux, comme un des plus beaux faits d'armes de la guerre maritime de la révolution.

Une partie des vaisseaux anglais avait continué de chasser le reste de l'escadre en la canonnant; cependant le combat cessa entièrement à neuf heures. On était alors à une demi-lieue de Groaix, et les ennemis levèrent la chasse, par la double crainte des batteries de la côte et des roches qui l'avoisinent; mais le désordre était devenu si grand parmi nos vaisseaux, que, si les Anglais eussent manœuvré avec plus de hardiesse, ils auraient pu les prendre tous ou les forcer à se perdre à la côte. Les neuf vaisseaux échappés manquèrent d'être compromis par une fausse combinaison de l'amiral. Persistant à retourner à Brest, Villaret avait eu d'abord le dessein de faire embosser l'escadre sous la côte, pour y attendre qu'un changement de vent, éloignant l'ennemi, lui permît de reprendre sa route; s'il eût suivi cette idée, l'escadre était perdue, car le mouillage étant mauvais partout, les câbles s'y seraient coupés sur les rochers, et les vaisseaux auraient été jetés à la côte; d'un autre côté, les Anglais auraient pu les venir canonner tous les jours à un certain moment de la marée, et même leur envoyer des brûlots Heureusement il céda aux avis du contre-amiral Kerguelen, qui commandait une division dans l'escadre, et du major-général Bruix, et il fit entrer l'escadre dans le port de Lorient, où la pénurie des vivres força de congédier la majeure partie des équipages. Telle fut l'issue de ce combat, qui eut les mêmes résultats que ceux du 1er juin et du 14 mars, où l'on se battit aussi bien, et où l'on manœuvra aussi mal, et qui réduisit nos forces navales sur l'Océan à un état de faiblesse effrayant, surtout dans un moment où les Anglais opéraient une descente à Quiberon, et commettaient impunément sur les côtes de Bretagne mille désordres qu'il devenait impossible de réprimer.

Il s'était à peine écoulé trois semaines depuis le combat de Groaix, qu'il s'en donna un autre dans la Méditerranée. Il ne

1795—an III. Côtes de France.

fut pas, à la vérité, très-opiniâtre, mais nous y perdîmes un vaisseau qui devint la proie des flammes, et cette circonstance lui donna de la célébrité. Nous avons vu qu'après le combat du *Ça-ira,* malgré la perte de deux vaisseaux, l'armée de Toulon en comptait encore quatorze, parce que le *Berwick*, qui venait d'être pris, se trouva sur-le-champ en état d'en faire partie. Les six vaisseaux que l'on avait voulu envoyer de Brest, lors de la croisière du grand hiver, pour renforcer cette armée, partirent enfin sous le commandement du contre-amiral Renaudin, l'ancien commandant du *Vengeur,* et arrivèrent à bon port vers la fin du printemps, ce qui fit monter ses forces à vingt vaisseaux. Peu de temps après la venue de ce renfort, il éclata à Toulon une insurrection qui parut avoir quelque liaison avec celle qui eut lieu à Paris à la même époque (celle du premier prairial). Les marins de la flotte ne furent pas tout à fait étrangers à ces troubles; mais on doit dire, à la louange des matelots bretons, qu'à bord des vaisseaux venus de Brest, il n'y eut pas le plus petit désordre, et que tous les hommes qui les montaient demeurèrent à leur poste; le brave Renaudin profita de ces bonnes dispositions de ces équipages, pour faire prendre à sa division une position avantageuse pour défendre l'entrée de la rade aux Anglais, s'ils étaient encore appelés par les insurgés, comme ils le furent en 1793. Heureusement ces précautions devinrent inutiles.

Le représentant Niou était alors embarqué sur l'escadre; ayant été attaché au service de la marine, il était plus propre qu'aucun autre de ses collègues à une mission de cette nature : aussi fit-il moins de bévues; la lecture seule de ses lettres et de ses rapports annonce un homme un peu plus au fait du métier. Dans cette circonstance épineuse, il déploya beaucoup de courage et d'habileté, et contribua puissamment par ses efforts au rétablissement de l'ordre. Lorsque l'orage eut commencé à s'apaiser, il adressa une proclamation énergique aux marins égarés qui avaient abandonné leurs bords pour se joindre aux séditieux; il les invitait à revenir sur les vaisseaux, et à mériter l'entier oubli de leur faute (qu'il consentait à pardonner) en faisant des prodiges de valeur dans la prochaine bataille contre les Anglais, qu'il allait sur-le-champ les mener combattre.

Cette proclamation produisit le meilleur effet; tous les marins ralliérent leurs vaisseaux, en bénissant la clémence du commissaire conventionnel, et jurèrent dans ses mains de laver leur crime dans le sang des ennemis de la république. 1795. — an III. Côtes de France.

Niou ne voulut point laisser refroidir cette ardeur; il fit faire le signal d'appareiller, et l'armée sortit de la rade dans les dispositions morales les plus favorables pour livrer une bataille; cependant l'ennemi ne se présenta pas, et elle fit une croisiere assez longue, mais qui n'offrit rien de remarquable. Enfin le 13 juillet, de grand matin, comme on se trouvait à trois lieues dans le sud des îles d'Hyères, le vaisseau *le Jupiter* donna avis que l'armée anglaise était proche. On fit faire sur-le-champ le *branle-bas général de combat*, et quand le jour commença à paraître, on découvrit en effet les ennemis à un peu plus d'une lieue de distance. Le vent terrible qui avait soufflé la nuit précédente avait forcé les vaisseaux de se tenir éloignés les uns des autres pour ne pas s'aborder; néanmoins ils furent très-promptement rangés en ligne d'après le signal que leur fit l'amiral Martin de la former, en y occupant chacun la place qu'il trouverait en arrivant auprès des premiers établis, sans perdre du temps à vouloir prendre le poste qui leur était assigné dans l'ordre du combat. L'ennemi en fit autant; son armée était composée de vingt-trois vaisseaux, dont cinq à trois ponts, sans compter les frégates et corvettes; celle de la république n'était que de dix-sept vaisseaux et six frégates. La différence de force des deux armées étant trop grande pour songer à livrer bataille, l'amiral français fit donc tout pour éviter un combat aussi inégal; mais nous allons voir que le général ennemi réussit à l'y amener et qu'il s'en fallut peu que l'action ne devînt générale : Dieu sait alors quels en eussent été les résultats! Le seul parti qui restait à prendre, dans cette occurrence, était de chercher un refuge sur quelque partie de la côte où l'on pût s'embosser. Malheureusement l'armée était sous le vent des îles d'Hyères, et ne pouvait aller se mettre à l'abri entre ces îles; il fallut se décider pour la baie de Fréjus. L'armée, en conséquence, eut ordre d'arriver sur une ligne de front, et de courir toutes voiles dehors vers cette partie de la côte; les Anglais lui donnèrent la chasse. A trois lieues de terre, le calme prit les vaisseaux

1795 — an III. Côtes de France.

français; ceux de l'ennemi qui recevaient encore un peu de brise en profitèrent pour s'avancer, et bientôt l'avant-garde ennemie se trouva très-près de notre arrière-garde. Nos vaisseaux, que le manque de vent empêchait de gouverner, se trouvaient naturellement un peu en désordre; les vaisseaux anglais, tombant aussi en calme à leur tour, ne purent se conserver parfaitement en ligne; malgré cela, avec le peu d'air qui leur restait, ils manœuvrèrent de manière à couper notre arrière-garde. Le reste de l'armée ne pouvait se porter à son secours, et le combat s'engagea dans ces circonstances désavantageuses. Les vaisseaux français commencèrent le feu et envoyèrent leurs bordées à l'ennemi avec tant de succès, qu'ils firent des avaries majeures à plusieurs de ses vaisseaux, et notamment à un vaisseau à trois ponts, qu'ils démâtèrent de son grand mât. Ce premier avantage leur permit de profiter d'une légère brise qui vint à souffler, pour se rétablir en ordre. Cependant, dans ce premier engagement, le vaisseau *l'Alcide* avait été si maltraité, qu'il ne put tenir son poste. L'amiral envoya alors les frégates *la Justice* et *l'Alceste* pour lui donner la remorque; il fit également signal aux vaisseaux les plus voisins de se porter à son secours, et, au risque d'engager une action générale, il allait s'y porter lui-même avec l'avant-garde et le corps de bataille, lorsqu'on vit s'embraser tout à la fois le corps du vaisseau, sa mâture et ses voiles. L'incendie fut si prompt et si violent, que tous les bâtiments qui se trouvaient à proximité de l'*Alcide*, amis comme ennemis, s'éloignèrent, et qu'on ne put tenter de lui porter assistance. Une demi-heure après, il sauta en l'air avec une explosion terrible. Après ce funeste accident, la canonnade continua encore quelque temps entre des vaisseaux de l'arrière-garde française et l'avant-garde ennemie, et plusieurs vaisseaux anglais furent assez maltraités pour avoir besoin d'une remorque. Cependant l'ennemi renonça à poursuivre l'armée, qui vint, en bon ordre, jeter l'ancre dans le golfe de Fréjus. Les équipages de nos vaisseaux se conduisirent bien dans cette affaire. Le capitaine de la frégate *l'Alceste* fit preuve d'une grande intrépidité, en allant, sous le feu de l'ennemi, offrir la remorque au vaisseau *l'Alcide*. Le capitaine de la *Justice* mérita aussi de grands éloges pour la manière brillante dont il se

defendit contre un vaisseau ennemi, qui le poursuivit lorsqu'il venait rejoindre l'escadre française, après avoir tenté infructueusement d'approcher l'*Alcide*, qui était en feu. « Si le vent n'avait pas cessé subitement, écrivait le représentant Niou au Comité de salut public, l'armée eût pu gagner le mouillage sans recevoir un seul coup de canon; car nous avions beaucoup mieux manœuvré que l'ennemi. » Ce combat paraît être le dernier qui se soit livré pendant les premières années de la guerre; et, jusqu'au célèbre combat d'Aboukir, on ne vit plus les vaisseaux français se mesurer en ligne avec ceux de la Grande-Bretagne. Cette tactique imprudente avait déjà coûté à la république près de vingt vaisseaux, en moins de trois ans[1]. La nécessité seule put forcer à en changer.

Ainsi se termina l'an III de la république, qui ferma pour quelque temps à la France la carrière des grands combats de mer[2]. L'année suivante ouvrit, pour ainsi dire, une nouvelle

[1] Car il est juste de comprendre dans ce nombre, en outre des vaisseaux que l'ennemi prit alors, ceux qui périrent à la mer ou sur les côtes, après l'avoir été chercher inutilement dans la funeste croisière du grand hiver.

[2] Il arriva, à la fin de l'an III, un événement que nous croyons devoir rapporter, à cause des suites malheureuses qu'il aurait pu avoir, et parce qu'il donna lieu à un beau trait de courage et de dévouement de la part d'un officier de marine. Le 20 fructidor, les bâtiments de guerre qui n'avaient pas suivi l'amiral Villaret au combat de Groaix, et ceux qui, réparés depuis cette époque, étaient sortis du port et occupaient avec eux la rade de Brest, manquèrent, par un accident imprévu, de devenir la proie des flammes. Le navire *le Désiré*, chargé de poudre et d'artifices, prit feu; à la suite d'une violente explosion, on vit sortir de tous les côtés de ce navire des flammes et de la fumée. Toutes les chaloupes des bâtiments en rade se portèrent sur-le-champ vers lui avec des pompes; mais les marins qui les montaient firent de vains efforts pour arrêter les progrès de l'incendie; les bombes et les grenades qui éclataient les unes après les autres à bord du *Désiré* en rendaient l'approche trop périlleuse. Dans cette circonstance effrayante, le chef des mouvements du port, Bouchet, craignant avec raison que, au moment où les câbles qui tenaient à l'ancre le navire embrasé viendraient à brûler, il ne dérivât sur les autres bâtiments et ne leur communiquât le feu, Bouchet, disons-nous, s'élance dans un canot avec quelques matelots intrépides, approche audacieusement le *Désiré*, et l'amarre avec des chaînes, de manière à le contraindre à brûler à la place où il se trouvait : par là toutes les craintes furent dissipées, et le navire, à moitié consumé, coula à fond.

1795 an III. Côtes de France. ère à sa marine militaire; elle ne fut pas toutefois de longue durée. On sait que l'Assemblée nationale avait fait proposer à toutes les puissances faisant le commerce sur mer, de s'interdire réciproquement, dans les guerres à venir, la prise des navires marchands : aucune d'entre elles n'y donna son consentement. Lorsque le gouvernement républicain se vit contraint, en 1793, de déclarer à l'Angleterre une guerre qu'elle-même avait commencé à lui faire sans déclaration, il donna également des preuves manifestes du désir qu'il avait que le commerce fût respecté. L'instruction adressée le 2 février aux commandants des forces navales; les décrets des 5, 7, 11 et 13 du mois, qui lèvent l'embargo mis dans les ports de France sur les navires des puissances ennemies, qui accordent à ces navires des sauf-conduits, pour les empêcher de devenir, en sortant, la proie des corsaires français, et qui permettent à chacun indistinctement de naviguer sous pavillon étranger, attestent la modération politique de ce gouvernement. Mais bientôt la conduite de l'Angleterre le força à se livrer à de justes représailles et à ordonner de saisir, couler ou brûler les navires marchands de l'ennemi. Ce système enfin prévalut sur tout autre, lorsque, après les revers éprouvés par les escadres françaises, on vint à se convaincre qu'en ruinant le commerce de la Grande-Bretagne, on rendait la guerre impopulaire dans ce pays, et que c'était, de tous, le meilleur moyen d'amener son gouvernement à demander la paix. Cette manière de pousser la guerre maritime avait déjà été plusieurs fois adoptée en France, après des combats désastreux, et toujours avec le plus grand succès; il était donc sage d'y revenir : l'événement en offrit la preuve.

S'il faut en croire les Anglais eux-mêmes, les bâtiments de guerre et les corsaires de la république leur avaient pris, depuis le commencement des hostilités jusqu'à la fin de 1795, plus de trois mille navires marchands. Les commerçants étaient au désespoir; la nation demandait à grands cris la fin de la guerre; les habitants des villes et des campagnes se soulevaient; le roi même fut insulté, en se rendant au parlement, par une populace effrénée, qui assaillit sa voiture à coups de pierres, en faisant retentir l'air du cri : *La paix! la paix!* et le gouvernement effrayé se vit presque au moment d'être obligé de la solli-

citer. Nous allons dire quelques mots des principales croisières qui amenèrent ces résultats. 1795 — an III. Côtes de France.

Malgré l'entêtement du gouvernement conventionnel à faire combattre en ligne des escadres nombreuses, il n'avait pas tout à fait négligé de faire courir sur les navires marchands des puissances ennemies ; et si les grands dommages causés au commerce britannique datent seulement du temps où nous n'avions plus de grandes armées à pouvoir mettre en mer, néanmoins, depuis que la guerre avait éclaté, on n'avait pas cessé de lui faire éprouver des pertes considérables. Lors du combat du 13 prairial, les ports de France étaient déjà encombrés de prises qu'on y faisait entrer tous les jours. Nous ne parlerons ici que des expéditions tentées depuis cette époque.

Dans le courant de septembre 1794, une division française, composée du vaisseau rasé *l'Expériment,* de deux fregates, deux bricks et deux bâtiments négriers armés en guerre, parut à l'improviste sur la côte de Guinée, détruisit tous les comptoirs anglais situés le long de cette côte, et ruina complétement le bel établissement de *Sierra-Leone*. Le commandant y trouva, avec beaucoup d'autres navires d'une moindre valeur, le *Harpy,* de 400 tonneaux, richement chargé ; ce fut le seul dont il s'empara ; il brûla tous les autres, ayant eu soin d'en enlever les marchandises à la fois les plus légères et les plus riches, dont il chargea ses propres bâtiments. Il demeura quinze jours dans ces parages ; et, après avoir démoli tous les forts, brisé les canons, et s'être emparé de tous les objets précieux qui se trouvaient dans les magasins de la compagnie africaine, il mit à la voile, et revint en France au bout d'une croisière dans laquelle il fit encore beaucoup de mal à l'ennemi. Cette division brûla ou coula deux cent dix navires anglais, espagnols et portugais. Côtes de Guinée.

A la fin de la même année 1794, le chef de division Perrée fut expédié de Toulon avec quatre frégates et deux corvettes pour aller remplir une mission auprès des puissances barbaresques, et particulièrement du bey de Tunis. Après s'en être acquitté, il croisa dans la Méditerranée, et captura une frégate et deux corvettes faisant partie des bâtiments emmenés de Toulon par les Anglais ; il fit en outre vingt-cinq prises marchandes très-riches ; et, au commencement de janvier 1795, il Méditerran.

1795 — an III. Côtes d'Espagne.

rentra dans le port, où il débarqua 900 prisonniers ennemis [1].

Les succès de Richery furent encore plus grands. Nous avons dit plus haut que, lors de la croisière du grand hiver, on avait jugé nécessaire de renforcer l'escadre de la Méditerranée, en y envoyant six vaisseaux de Brest; après le combat de Groaix, on se crut obligé de faire revenir dans ce dernier port six vaisseaux de Toulon. On choisit, pour composer cette escadre, les vaisseaux la *Victoire*, le *Barra*, le *Jupiter*, le *Berwick*, la *Résolution*, le *Duquesne*, et les frégates la *Friponne*, l'*Embuscade* et la *Félicité;* on en confia le commandement au contre-amiral Richery. Il paraît qu'il ne devait pas se rendre sur-le-champ à Brest, mais qu'il avait à remplir une mission secrète avant de conduire son escadre dans ce port. Elle mit à la voile le 28 fructidor an II (14 septembre 1795), traversa la Méditerranée, et passa le détroit sans qu'il lui arrivât rien de remarquable. Le 7 octobre, étant à environ vingt-cinq lieues dans le N. O. du cap Saint-Vincent, on eut connaissance d'un convoi nombreux : c'était celui du Levant, qui faisait route pour l'Angleterre, après avoir relâché à Livourne, et ensuite à Gibraltar. Trois vaisseaux, le *Bedfort*, le *Censeur*, la *Fortitude* et plusieurs frégates l'escortaient. L'amiral Richery força de voiles avec ses bâtiments pour attaquer les vaisseaux et les frégates ennemis, en même temps qu'il envoyait les frégates de son escadre chasser le convoi, avec ordre de prendre le plus de bâtiments qu'elles pourraient. L'escorte était trop faible pour résister à nos six vaisseaux; elle se couvrit de voiles pour prendre la fuite; mais le vaisseau *le Censeur* [2] ayant été joint, il fut forcé de céder aux forces supérieures qui l'attaquèrent. Les frégates, de leur côté, pénétrèrent au milieu du convoi, et amarinèrent trente navires, tous richement chargés. L'embarras était de conduire à bon port tous ces bâtiments, dont les cargaisons étaient si précieuses, qu'il eût été fâcheux de les brûler. La paix était

[1] On voit figurer parmi les frégates de la division du commandant Perrée la *Courageuse*, que Sidney Smith avait portée dans son rapport au nombre des bâtiments brûlés par lui, à Toulon.

[2] Ce vaisseau était le même que les Anglais avaient pris avec le *Ça-Ira*, au combat du 14 mars. Les équipages français qui le reprirent en firent don à la république.

faite avec l'Espagne. Le contre-amiral se décida en conséquence à aller à Cadix, dont il n'était pas très-éloigné, et où il entra triomphant avec le vaisseau de ligne et les trente prises marchandes qu'il avait enlevées aux ennemis. Il est juste de dire que Richery fit ces prises comme par miracle, et qu'il rencontra le convoi sans s'y attendre, et en faisant route pour aller remplir une tout autre mission que celle de l'épier. On doit ajouter aussi que le long séjour qu'il fit dans le port de Cadix fut doublement préjudiciable à la république : d'abord, il perdit l'occasion de remplir la mission importante pour laquelle il avait été détaché de Toulon avec l'élite de l'armée; ensuite il consomma en fait, pour l'entretien de ses vaisseaux et de leurs équipages, une grande partie du produit immense de ses prises [1]. Nous le verrons plus tard partir de Cadix avec son escadre

1795 — an III. Côtes d'Espagne.

[1] Nous citerons avec plaisir un trait de courage et d'humanité, dont le séjour des vaisseaux français à Cadix fournit l'occasion. Le premier février 1796, au point du jour, on aperçut de l'escadre un navire qui, pendant la nuit, s'était jeté sur des rochers, à l'entrée de la rade. A l'aide de longues vues, on distingua des hommes à bord. Aussitôt on se dispose à leur envoyer porter du secours. L'amiral Richery fait armer une chaloupe, et l'enseigne de vaisseau Verdreau sollicite comme une faveur l'ordre de la commander; il l'obtient. Il part avec l'embarcation; mais, arrivé à peu de distance du bâtiment échoué, il est obligé de s'arrêter; la mer *déferlait* trop fort pour pouvoir l'accoster. Quand même on eût osé s'exposer à voir la chaloupe submergée en le tentant, la lame l'eût toujours repoussée au large. Les malheureux naufragés, dont l'espoir avait ranimé les forces, étendent les bras vers la chaloupe qui s'avance; mais, lorsqu'elle s'arrête, le courage les abandonne encore une fois, et leurs cris lamentables annoncent la douleur qu'ils éprouvent de se voir condamnés à une mort certaine, après s'être crus sauvés. Verdreau, dont le cœur est déchiré par leurs voix plaintives, se dévoue pour les arracher au trépas. Il se dépouille d'une partie de ses vêtements et se précipite à la mer; mais, sachant peu nager, il se fait jeter la *bouée de sauvetage*, pour se soutenir sur l'eau. Avec ce secours, il se dirige vers le navire; et, après des dangers et des peines infinies, il parvient à l'atteindre. A l'aide de la corde légère attachée à la *bouée*, une plus grosse est envoyée par la chaloupe, et tirée à bord; un *va-et-vient* est établi, et dix-sept hommes qui se trouvaient sur le navire sont, les uns après les autres, reçus dans l'embarcation. Le ministre de la marine, informé de cette belle action, écrivit la lettre la plus flatteuse à Verdreau, en lui annonçant que le Directoire lui accordait, comme récompense, le grade de lieutenant de vaisseau, et aux matelots qui l'avaient accompagné dans la chaloupe une gratification de trois mois de leur solde.

1795 — an III. Côtes d'Espagne. Océan ind.

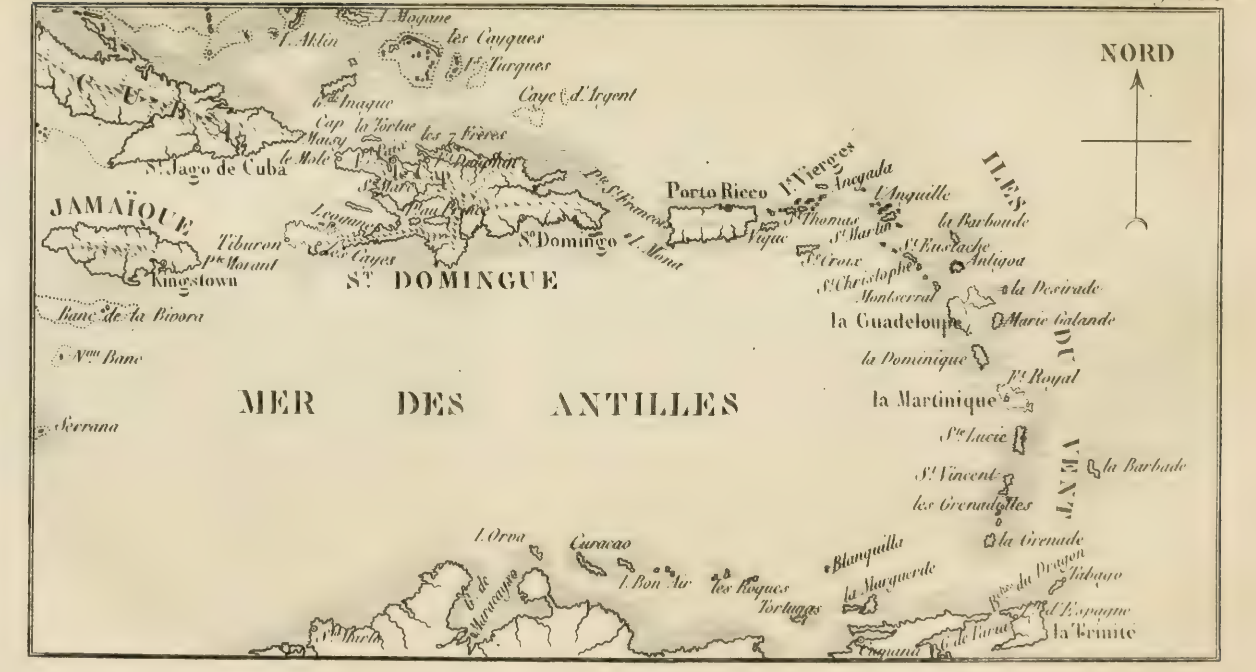
pour aller faire, sur les côtes de l'Amérique septentrionale, une expédition non moins brillante.

Lorsqu'une partie de la riche flotte du Levant devenait ainsi la proie d'une escadre française, celle de la Jamaïque éprouvait à peu près le même sort. Une division partie de la rade de l'île d'Aix à la fin d'août 1795, sous le commandement du capitaine Moulston, avait été envoyée en croisière pour l'intercepter aux atterrages. En approchant d'Europe, une tempête assaillit le convoi et dispersa les bâtiments. La division Moulston en prit dix-huit, et rentra à Rochefort avec ces riches captures. Une autre division avait appareillé en même temps que celle-ci; elle était commandée par le capitaine Robin, qui, fort jeune encore, se distingua par ses talents comme homme de mer, dans cette campagne, que les mauvais temps rendirent pénible. Elle dura quatre-vingt-neuf jours, et le capitaine Robin, après avoir fait dans cet espace de temps quarante-quatre prises aux ennemis, regagna le port d'où il était parti, avec tous les bâtiments de sa division. Celui qu'il montait revint cintré de toutes parts, faisant beaucoup d'eau, sans voiles et sans vivres; l'équipage, obligé de pomper nuit et jour, était très-fatigué, mais comptait peu de malades [1].

Beaucoup d'autres divisions furent encore envoyées en croisière au temps dont nous parlons. Ces différentes expéditions firent un mal incalculable au commerce anglais, et sans toutes les dilapidations qui frustrèrent l'État et les marins capteurs d'une grande partie de leurs parts de ces innombrables prises, le trésor de la république en aurait éprouvé les plus heureux effets. Sans doute quelques-unes des frégates employées à ce genre de guerre tombèrent au pouvoir de l'ennemi; mais, à un très-petit nombre d'exceptions près, elles ne furent prises qu'après s'être vaillamment défendues : plusieurs même rendirent célèbres

[1] Le capitaine Robin se trouva à trente ans chef de division réformé. Cet éloignement prématuré du service, après un avancement si prompt, semble bien extraordinaire. Plus tard, lors de l'armement de la flottille de Boulogne, il fut rappelé en activité, ainsi que presque tous les capitaines qui avaient été réformés en même temps que lui; mais, depuis cette époque, on ne le vit pas (faute d'occasions, sans doute) tenir tout ce qu'avait promis son début dans la carrière du commandement.

ARCHIPEL DES ANTILLES.



leurs noms et ceux des officiers qui les commandaient, par la résistance héroïque qu'elles opposèrent à des forces infiniment supérieures. Nous regrettons que le défaut d'espace et de renseignements suffisamment détaillés nous prive de rapporter aujourd'hui ces brillantes affaires [1]. Nous y reviendrons, et nous continuerons de faire voir qu'à cette époque, si mémorable dans les annales militaires et politiques du monde, quel que fût le résultat des luttes sanglantes et réitérées qu'ils soutenaient sur les mers, les défenseurs du pavillon français se couvrirent constamment de gloire. 1795—an III. Colon. fr.

Événements remarquables arrivés dans les colonies françaises, depuis la fin de 1794 *jusque vers le milieu de* 1796 *; reprise de la plus grande partie des îles du Vent, par Victor Hugues; envoi de Santhonax à Saint-Domingue pour y exercer de nouveau les fonctions de commissaire civil.* — Nous avons développé antérieurement les causes qui nous empêchent de tracer d'une manière suivie le tableau des événements qui se passèrent dans les colonies françaises, depuis l'époque de la déclaration de guerre jusqu'au traité d'Amiens; aussi nous bornerons-nous aujourd'hui à faire connaître succinctement les principaux changements survenus dans la situation de ses diverses possessions, depuis la fin de 1794 jusqu'à l'époque où se termine ce chapitre.

Nous n'aurons rien encore de bien intéressant à dire sur les îles de France et de la Réunion (Bourbon). Il nous suffira de faire remarquer qu'on y dut le maintien de l'ordre et de la tranquillité profonde dont elles jouirent pendant presque toute la révolution au refus que firent les colons de laisser mettre à exécution le fameux décret du 16 pluviôse an II, sur la liberté des noirs, décret qui avait achevé de mettre en feu les colonies d'Amérique. Les frégates *la Prudente* et *la Cybèle*, dont nous avons rapporté le beau combat, continuaient de faire quantité de

[1] La courageuse défense de la frégate *la Virginie* a eu trop de célébrité et fait trop d'honneur à la marine française pour être passée sous silence; mais, quoiqu'elle ait été prise vers le milieu d'avril 1796, nous n'en parlerons qu'à l'époque où nous dirons comment le capitaine Bergeret, qui la commandait, fut renvoyé d'Angleterre en France.

1795 — an III. Colon. fr.

prises, parmi lesquelles se trouvèrent plusieurs bâtiments chargés de piastres. Ces prises et celles des corsaires répandirent l'abondance et la richesse dans ces deux îles, auxquelles il ne manquait alors que de voir arriver de France des bâtiments pour enlever les denrées, produit de leur culture, dont plusieurs récoltes étaient accumulées, particulièrement le café, dans l'île de la Réunion. Par la suite, le récit des opérations de l'escadre envoyée en 1796 dans les mers de l'Inde, sous le commandement du contre-amiral Sercey, nous fournira l'occasion de reparler de ces deux îles, dont la conservation était si importante pour la France, et qui furent néanmoins abandonnées à elles-mêmes pendant une grande partie de la guerre.

Un mois environ après la prise totale de l'île de la Martinique, les Anglais se rendirent maîtres de la Guadeloupe, avec toutes ses dépendances (les Saintes, Marie-Galande et la Désirade), et s'emparèrent aussi de l'île de Sainte-Lucie. Le général Collot, qui avait le commandement de ces îles, capitula, dans le fort Saint-Charles, aux mêmes conditions qui avaient été accordées au général Rochambeau [1]. Dès que ces nouvelles arrivèrent en France, on s'y occupa des moyens de reprendre toutes les îles qu'on venait de perdre. On ne pouvait guère espérer d'y parvenir en battant les forces navales anglaises qui couvraient la mer autour des Antilles. Ces forces montaient à près de vingt vaisseaux avec des frégates et des corvettes en proportion; et la France, qui venait de perdre la fameuse bataille du premier juin, ne se trouvait pas en état de tenter un aussi grand effort. D'un autre côté, sans connaître précisément

[1] Nous aimons à appuyer nos récits du témoignage des officiers qui commandaient pour les puissances en guerre avec la France. Il est doux pour nous de rapporter les éloges donnés aux talents et à la bravoure des généraux français par leurs ennemis. En voici un exemple, tiré de la lettre officielle écrite par le général Charles Grey à sir Henri Dundas, au bureau de la guerre à Londres : « La courageuse défense faite par Rochambeau et sa faible garnison nous parut évidente en entrant dans le fort, où nous ne trouvâmes pas un pouce de terrain que nos bombes et nos boulets n'eussent labouré. Je leur dois la justice de déclarer que cette défense leur fait le plus grand honneur. » Il est fâcheux de dire que, dans plus d'une occasion semblable à celle-ci, le mérite et le courage des défenseurs de la France n'ont pas toujours été aussi bien appréciés par leurs compatriotes.

si les garnisons mises par les Anglais dans les îles françaises étaient nombreuses, on savait qu'ils avaient employé 14,000 hommes pour en faire la conquête, et que ces troupes, sans doute, n'étaient pas revenues en Europe. Ne pouvant envoyer aux Antilles qu'un petit nombre de bâtiments, et par conséquent un faible corps d'armée, il fallait renoncer à la force, et avoir recours à la ruse, et le succès de l'expédition allait dépendre uniquement du bonheur qu'on pourrait avoir de tromper la vigilance des croiseurs ennemis. On y réussit. Victor Hugues, nommé par la Convention commissaire aux îles du Vent, partit de France à la fin de l'été de 1794, avec des forces peu imposantes, échappa à toutes les croisieres anglaises, et vint débarquer à la Guadeloupe. Après un combat très-vif, dans lequel il tua plus de 500 hommes aux ennemis, il obtint encore quelques avantages brillants, et força enfin l'armée aux ordres du général Graham à capituler, aux conditions de retourner en Angleterre, pour y être échangée contre un pareil nombre de prisonniers français. 1795—an III. Colon. fr.

Cette première conquête ne suffisait pas à l'activité du nouveau commissaire; mais les forces qu'il avait amenées avec lui étaient trop faibles pour qu'il pût tenter d'enlever les autres îles aux Anglais, si leurs habitants ne secondaient pas ses efforts, en se révoltant pour secouer le joug britannique. Dans ce dessein, il envoya partout des agents secrets qui disposèrent les colons à la révolte contre leurs nouveaux maîtres. Au printemps de 1795, l'insurrection éclata simultanément dans toutes les colonies françaises occupées par les Anglais. A Sainte-Lucie, les progrès en furent si rapides, et les insurgés se trouvèrent tout d'un coup en si grand nombre, qu'ils battirent la garnison et la forcèrent à se réfugier dans le fort. Néanmoins, après être revenus de leur première stupeur, les Anglais firent une sortie : ils portèrent d'abord quelque désordre dans les rangs des Français; mais bientôt ceux-ci s'étant ralliés, ils repoussèrent les Anglais avec une perte considérable, demeurèrent maîtres du champ de bataille et forcèrent l'ennemi à rentrer dans le fort. Après un blocus de trois mois, il fut contraint d'évacuer l'île. Les tentatives faites à la Martinique n'aboutirent qu'au massacre de 300 Français insurgés qui, après avoir arboré le pavillon tri-

colore à la place où flottait le pavillon britannique, se battirent jusqu'à la dernière extrémité et aimèrent mieux recevoir la mort, en combattant, que de mettre bas les armes pour périr ensuite attachés à un gibet.

Peu après, Hugues fit rentrer les îles de Saint-Martin et Saint-Eustache sous la domination hollandaise. Encouragé par ces succès, il ne voulut pas se borner à défendre les îles françaises qu'il avait reconquises; il prétendit attaquer ou insurger celles qui appartenaient à l'Angleterre. A Saint-Vincent, il ranima les anciennes haines qui existaient entre les Caraïbes occupant l'intérieur de l'île et les Anglais, et parvint à entretenir les deux peuples dans un état d'hostilité permanent et funeste au dernier. Il envoya en même temps à la Grenade un petit corps d'élite, qui, secondé par les hommes de couleur et les noirs révoltés, attaqua les troupes britanniques et les défit en divers combats. Mais les Anglais, ayant été renforcés, chassèrent les insurgés de la plaine, et les obligèrent à se retirer dans les mornes, où, malgré ce qu'ils eurent à souffrir par le manque de vivres, ils refusèrent constamment de capituler et défendirent opiniâtrément les approches de ces forteresses, que la nature avait d'ailleurs rendues presque inabordables. Des troupes venues de la Guadeloupe attaquèrent aussi la Dominique, et furent jointes par beaucoup de nègres et d'habitants anciennement français. Cette révolte n'eut pas de succès; mais les colons de la Dominique montrèrent que l'amour de la patrie et le désir de l'indépendance ne sont jamais éteints chez un peuple, quelque éloignée que soit l'époque où le sort de la guerre l'a fait passer sous une domination étrangère.

Vers ce temps, les Français portaient la terreur de leurs armes à la Jamaïque même, où ils faisaient des débarquements et poursuivaient les troupes britanniques jusque sous les murs de Kingston. Une fois, entre autres, ils enlevèrent à l'ennemi un camp retranché très-fort, avec tout ce qu'il renfermait en artillerie, vivres, munitions et effets de toute espèce. Un petit corps de troupes républicaines avait débarqué, pendant la nuit, sur un point de la côte, à peu de distance de ce camp. L'attaque commença par la gauche, où les Français enlevèrent une batterie par surprise. Ils durent ce premier avantage à la rare in-

trépidité d'un officier dont le nom est resté ignoré[1]. Il s'approche seul, poignarde successivement deux sentinelles avancées, tue ensuite, d'un coup de pistolet, celle qui était postée sur l'épaulement, et saute au même instant dans la batterie, en passant par une embrasure. Les soldats français, qui le suivaient à peu de distance, y pénètrent après lui, et font main basse sur tout ce qui s'y trouve. Toutes les autres batteries furent enlevées successivement, et le camp emporté d'assaut. Les troupes anglaises s'enfuirent alors en déroute, et ne s'arrêtèrent que pour prendre position sur des mornes voisins de Kingston. Cette affaire coûta beaucoup de monde aux Anglais; ils eurent plus de 20 officiers mis hors de combat, parmi lesquels un brigadier général et un colonel. Les Français leur prirent, dans le camp, douze pièces de canon de campagne, outre toutes celles qui armaient les batteries. 1795 — an III. Colon. fr.

La colonie de Saint-Domingue ne fut pas aussi heureuse que les îles du Vent; on n'y fit, pour ainsi dire, point parvenir de secours à cette époque. Cependant des forces pareilles à celles que l'on avait envoyées de France pour reprendre la Guadeloupe, auraient peut-être suffi alors pour chasser, de ce malheureux pays, les Anglais, qui y occupaient plusieurs points importants, et pour l'arracher aux fureurs de l'anarchie qui le désolait.

Les événements que nous avons à retracer se trouvent compris entre le départ de Santhonax pour la France et son retour à Saint-Domingue, pour y remplir une seconde fois les fonctions de commissaire civil. Le rôle important que joua le général Laveaux dans ces événements nous force de dire, en quelques mots, comment il parvint au gouvernement de cette colonie, et quel usage il fit de son autorité. Ce sera même par le récit de sa conduite et de ses actions que nous pourrons mieux faire connaître l'histoire militaire de l'île à l'époque où il l'a gouvernée[2].

[1] Ces détails sont tirés des papiers anglais. Il est malheureux qu'aucun écrivain en France n'ait recueilli un trait aussi remarquable, pour nous transmettre le nom du brave qu'il honore.

[2] Le général Laveaux, de même que tous les hommes qui ont, quelque temps que ce soit, exercé une autorité à Saint-Domingue, a été en butte aux plus virulentes accusations. Nous n'entreprenons pas son apologie; ce n'est point à nous de prononcer entre lui et ses ennemis. L'examen de la conduite

1795 — an III. Colon. fr. Laveaux vint à Saint-Domingue en septembre 1792; il était alors lieutenant-colonel du 16e régiment de dragons, dont il amenait 200 hommes avec lui. Il ne tarda pas à se faire remarquer par des talents supérieurs, et il avait acquis peu à peu une telle influence au Cap, qu'il s'était attiré la haine de Desparbes et de Cambfort. Lorsque le général Rochambeau remplit passagèrement les fonctions de gouverneur de la colonie, il nomma Laveaux adjudant général, et lui donna le commandement de la partie du nord de l'île. Au moment de la révolte de Galbaud, qui fut suivie de l'incendie du Cap, il était malade et alité. Les commissaires civils le requirent de se faire transporter auprès d'eux, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la défense de la ville. Il obéit à cet ordre [1].

Plus tard, quand le général Lasalle s'enfuit du Port-de-Paix, les commissaires lui donnèrent le commandement de cette place, et l'investirent des fonctions de gouverneur militaire de l'île; il était alors général de brigade. C'est dans les dispositions prises par le général Laveaux pour organiser le service et se créer des moyens de défense au Port-de-Paix que ses talents militaires, son courage et sa constance héroïques éclatèrent. Il arriva dans cette place au mois d'octobre 1793; il n'y restait que pour huit jours de vivres, une très-petite quantité de poudre et pas un sou dans le trésor. Cependant il fallait se défendre contre les attaques de l'ennemi, nourrir, habiller et payer 1,600 soldats, et assurer la solde de 200 officiers. Pour y pourvoir, il s'efforça d'attirer les neutres au Port-de-Paix; et, afin de se procurer les moyens de leur payer les vivres et les munitions qu'ils apporteraient, il prit des mesures pour que l'impôt ordinaire du quart du produit de toutes les habitations fût perçu exactement, et il disposa en outre, pour les besoins du service,

des divers chefs, blancs, noirs, ou mulâtres, n'est de notre ressort que sous le point de vue militaire. Nous ne nous établirons pas les arbitres de leurs sanglantes querelles; nous ne porterons un jugement que sur leurs faits d'armes contre l'étranger, et nous ne donnerons d'éloges qu'aux efforts qui avaient ostensiblement pour but de conserver la colonie de la France.

[1] Il sortit du Cap dans son costume de malade, en robe de chambre et en pantoufles, seuls vêtements qui lui restèrent à la suite de cette catastrophe.

du tiers des revenus nets des propriétés des absents, soit émigrés, soit réfugiés en France. Il rappela les nègres aux travaux, fit pour les habitations des règlements très-sages, et bientôt sur la montagne du Port-de-Paix la culture commença à refleurir. 1795 — an III. Colon. fr.

Il avait fallu du temps pour préparer ces ressources ; et, pendant tout ce temps, on eut mille maux à souffrir. Les bâtiments neutres ne pouvaient arriver que difficilement ; les Anglais bloquaient la rade du Port-de-Paix, une disette affreuse s'y faisait sentir, et la garnison fut, pendant quelque temps, réduite à se nourrir de maïs en grain (les troupes du Cap n'avaient, à cette époque, pour toute nourriture, que des cannes de sucre). Ces intrépides soldats, ayant à lutter contre l'intempérie du climat et les horreurs de la famine, supportèrent tout avec une constance au-dessus de tout éloge. La nouvelle des succès des armées républicaines en Europe soutint et enflamma leur courage. Ils firent trembler les Anglais, les Espagnols et les insurgés coalisés entre eux pour leur arracher le reste de Saint-Domingue ; et cette coalition formidable ne put vaincre une poignée de braves en proie à la plus affreuse misère. On concevra toute l'horreur de cette position quand on saura que, exposé à être attaqué à tout moment, le général Laveaux se trouva n'avoir, pendant quelques jours, que cinquante livres de poudre au Port-de-Paix. C'est dans un moment où la garnison de cette place était réduite à de si fâcheuses extrémités qu'elle fut sommée par le colonel anglais Whiteloch, qui adressa au général Laveaux une lettre dont nous citerons le passage suivant :

« Je vous offre la protection de S. M. B., si vous voulez remettre le Port-de-Paix, ses forts et dépendances aux troupes anglaises, vous assurant que vous et vos soldats jouirez de la même faveur dont on a fait jouir la garnison du môle Saint-Nicolas, et laissant au roi à vous accorder dans son armée le rang qu'il vous jugera convenable. Je dois ajouter, *au nom du gouvernement que je sers*, qu'en récompense de la remise qu'on vous demande, la somme de cinquante mille écus tournois vous sera comptée sur-le-champ, ou placée à votre disposition dans la banque d'Angleterre..... »

Voici un extrait de la réponse du guerrier français :

1793 — an III. Colon. fr.

« Nous sommes tous égaux : je ne suis que le premier soldat de l'armée ; et, comme je ne cache rien à mes camarades, votre lettre a été ouverte et lue publiquement. Toute l'armée a frémi d'indignation ! Que diriez-vous si, abusant de la supériorité du nombre, je vous proposais de vous rendre sans combattre, de consommer votre déshonneur? Vous répondriez : *Je veux mourir à mon poste !* Cette réponse est la nôtre. Vous apprendrez bientôt ce que peuvent des républicains..... »

Le général Laveaux répond ensuite à l'offre de cent cinquante mille francs pour la remise du Port-de-Paix :

« Quoi ! vous avez pu me croire assez vil pour penser qu'on pouvait m'offrir impunément une somme de cinquante mille écus ? Votre intention a sans doute été de me déshonorer par là aux yeux de mes camarades. C'est un outrage dont je vous demande immédiatement satisfaction, au nom de l'honneur qui doit exister chez toutes les nations. En conséquence, avant toute affaire générale, je vous offre un combat singulier, et je vous laisse le choix des armes. Je me montrerai digne de commander à des républicains. Si je succombe, ils trouveront sans peine un autre chef aussi ferme que moi ; il n'en est pas un qui ne soit capable d'imiter mon exemple..... Je vous invite à lire publiquement une lettre que je vous écris en public [1]. »

Par sa conduite énergique et prudente, Laveaux sut se concilier l'affection et le dévouement des troupes sous ses ordres, et parvint à entretenir dans le cœur du soldat cette ardeur guerrière dont le sien était animé. Un jour, on reçut, au Port-de-Paix, de la poudre par la goëlette corsaire *la Narbonnaise ;* la famine se faisait sentir dans la place ; depuis longtemps on manquait de pain, mais les soldats ne demandent pas si le corsaire apporte de la farine : « Il y a de la poudre, s'écrient-ils, nous avons de quoi nous battre ; *vive la république !* »

Dans le temps où Laveaux faisait de si grands efforts pour conserver le Port-de-Paix à la France, elle ne possédait plus, dans la partie du nord de Saint-Domingue, que ce canton, celui du Cap et les Gonaïves. Laveaux, dans la résistance qu'il eut à opposer aux ennemis de l'extérieur et aux insurgés de l'île,

[1] Ces deux lettres se trouvent tout au long dans les journaux anglais. Nous les avons extraites du recueil intitulé : *Annual register,* 1794.

fut puissamment secondé par le commandant de ce dernier quartier ; c'était Toussaint Louverture, qui acquit depuis tant de célébrité. Ce chef de noirs avait d'abord pris parti avec les Espagnols, par la crainte qu'il avait que, dans la partie française, les nègres ne fussent remis en esclavage. Quand le décret du 16 pluviôse lui fut connu (ce fut le 6 mai 1794), il vint se ranger sous les drapeaux de la république, avec 4,000 noirs qu'il avait sous ses ordres. Les paroisses où il commandait pour le roi d'Espagne, mues par son exemple, se soumirent aux autorités françaises. 1795 — an III. Colon. fr.

Toussaint, à cette époque, montra un grand attachement à la république française, et déploya des talents militaires assez remarquables. Nous allons rapporter une petite affaire qui en fournit la preuve. Dans la vue d'inquiéter ce général et de l'empêcher de faire un mouvement pour seconder Rigaud dans une attaque qu'il avait projetée sur le Port-au-Prince, les Anglais sortirent, en fructidor an III, de Saint-Marc, au nombre de 700 hommes, avec quatre pièces de canon. Toussaint oppose de front à l'ennemi, et dans une position avantageuse, 350 hommes sous le commandement de Dessalines, pendant qu'il manœuvre pour lui couper la retraite et qu'il place deux pièces de canon de manière à l'écraser dans son mouvement rétrograde. Quand tout est disposé, il fond sur l'ennemi avec sa cavalerie ; en même temps deux colonnes d'infanterie paraissent sur les flancs de celui-ci, et l'obligent à songer à la retraite. L'Anglais est attaqué si vivement de toutes parts, qu'il abandonne ses canons, et commence à fuir dans le plus grand désordre. Lorsque la tête des fuyards est arrivée à portée de l'endroit où Toussaint a embusqué son artillerie, les soldats ennemis sont arrêtés par la mitraille, et la retraite leur devient impossible : ils se dispersent, jettent leurs armes, et se sauvent de tous côtés dans les halliers, où la plupart sont poursuivis et massacrés par les nègres. Ainsi le général noir, par une manœuvre qui ferait honneur à un général européen, remporta une victoire complète. Toussaint manifestait une haine profonde pour les Anglais. Le général Brisbane avait osé lui faire offrir une somme d'argent pour livrer les Gonaïves ; il repoussa cette offre avec indignation. A quelques jours de là, Toussaint livra un

1795—an III. Colon. fr.

combat aux Anglais, où le général Brisbane perdit la vie.

Après avoir rétabli l'ordre dans toutes les parties de l'administration au Port-de-Paix, et mis la place dans un état de défense très-respectable, Laveaux résolut d'en faire autant au Cap; mais là il éprouva les plus grands obstacles, et manqua plusieurs fois de devenir victime de son zèle. Cette malheureuse ville était en proie à différents partis qui cherchaient sans cesse, tantôt l'un, tantôt l'autre, à fomenter des troubles. Celui des hommes de couleur était le plus redoutable; à sa tête se trouvait Villatte, mulâtre ambitieux, et qu'en considération de sa grande bravoure Laveaux avait nommé commandant du Cap. Ces fonctions le rendirent encore plus dangereux, quand il se décida enfin à lever le masque. Déjà plusieurs émeutes avaient eu lieu; et, par sa fermeté, Laveaux avait fait rentrer les séditieux dans le devoir. Enfin, le 30 ventôse an IV (20 mars 1796), l'outrage fut porté à son comble. Une foule d'hommes de couleur pénètrent chez le gouverneur, et l'accablent de coups avant qu'il ait pu saisir ses armes; il est traîné en prison, ainsi que l'ordonnateur Perroud, qui administrait en chef la partie nord de l'île. Après cet acte de violence, les hommes de couleur se répandent de tous côtés dans la ville, et y commettent mille désordres. Au lieu de chercher à apaiser ces troubles, Villatte demeure tranquille en apparence; mais tous les ordres qu'il donne secrètement, et dont l'exécution le trahit, ne laissent aucun doute sur ses projets : celui surtout donné le soir de désarmer tous les blancs, et de les conduire à la grande caserne, était du plus sinistre augure. Les deux chefs de la colonie restent ainsi détenus pendant plusieurs jours, et à chaque instant leur tête est menacée. Enfin la fermeté de plusieurs chefs noirs, restés fidèles aux autorités, et qui, maîtres des hauteurs, menacent de foudroyer la ville; la crainte surtout de voir arriver Toussaint Louverture avec son armée, font rentrer une partie des rebelles en eux-mêmes; le calme commence à renaître, et le gouverneur est mis en liberté. Bientôt Villatte, contre lequel le général Laveaux n'avait marqué aucun ressentiment, quitte la ville et va s'établir, avec un grand nombre d'hommes de couleur, dans un camp retranché, et de là excite des troubles dans plusieurs quartiers.

CARTE POUR L'IN MBRE ET MEUSE,



CARTE POUR L'INTELLIGENCE DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE SAMBRE ET MEUSE,

SUR LE HAUT-MAYN, LA REDNITZ ET LA NAB.

Melrichstadt
Rombild
Eissfeld
Tenschnitz
Lobenstein
Konigshofen
Coburg
Lauringen
Sesslach
Hamelburg
Kissingen
Burg Kunstadt
Lichtenfels
Ascha
Schweinfurt
Culmbach
Hassfurt
Sesslach
Zeil
Arnstein
Eltmann
Wunsiedel
EGRA
Gerolshofen
Bamberg
Hollfeld
Bayreuth
Kemnath
WURTZBURG
Creussen
Ebermanstadt
Pegnitz
Kintzingen
Hochstadt
Forchheim
Marck Breit
Bayersdorff
Graffenberg
Erlang
Welden
Wilseck
Aub
Hertzogen-Aurach
Windsheim
Rottingen
Sulzbach
Pfreimbt
Langenzenn
Lauf
Mergentheim
NURENBERG
Hersbruck
Amberg
Nabburg
Altorf
Cl. Heilbronn
Schwabach
Anspach
Kirchberg
Neumarck
Burglengenfeld
NORD
Hall
Kalmunz
Beroling
RATISBONNE
Oettingen

20 40 60 Kilometres

Dix jours après, une nouvelle insurrection éclata au Cap. Ce furent cette fois les noirs qui se soulevèrent. Villatte leur avait transmis secrètement de faux avis, portant que Laveaux avait fait venir deux navires chargés de fers pour les enchaîner et les remettre dans l'esclavage. Soudain ils courent aux armes, et se portent à la maison du gouverneur. Pendant qu'une partie des séditieux veut forcer la garde rangée en bataille à la porte, les autres dirigent leurs fusils sur les fenêtres. En ce moment, Laveaux s'avance sur le balcon, découvre sa poitrine, et leur dit : « Tirez! vous tuerez un père qui a toujours défendu votre liberté. » Ces paroles les arrêtent; et Toussaint Louverture, qui paraît à la tête de quelques-uns de ses soldats, parvient à apaiser la sédition, en faisant entendre aux rebelles qu'on les a trompés, et que leur liberté ne court aucun danger. Depuis cette époque, Villatte s'occupa avec succès à recruter son parti : il s'empara de nouveaux postes, et se déclara à la fin en guerre ouverte avec Laveaux.

1795 — an III. Colon. fr.

Telle était la situation de la partie septentrionale de l'île de Saint-Domingue, lorsque les commissaires envoyés par le Directoire y débarquèrent.

Nous allons dire en peu de mots ce qui s'était passé dans la partie du sud. Cette partie, où les hommes de couleur se trouvaient en nombre plus considérable, était occupée par les mulâtres, formant une armée sous le commandement de Rigaud; ce général y tenait les ennemis en échec, et s'opposait à leurs progrès. Son premier exploit, après le départ de Santhonax, fut la reprise de Léogane, qui était tombé au pouvoir des Anglais : ceux-ci, dès que le Port-au-Prince leur eut été livré, s'étaient occupés à y organiser des troupes coloniales. En conséquence, ils avaient acheté, argent comptant, tous les esclaves de choix pour les enrégimenter, et ils avaient recruté plusieurs corps parmi les blancs et autres hommes libres partisans de l'ancien régime. C'est avec ces auxiliaires, joints à un petit nombre de soldats britanniques, qu'ils s'efforçaient d'étendre leurs conquêtes à Saint-Domingue, et qu'ils occupaient alors Léogane. Appelé par les hommes de couleur de cette ville, qui brûlaient de secouer le joug de l'étranger, Rigaud s'en approcha à marches forcées. Il était aux portes, lorsque,

1795 — an III. Colon. fr.

du milieu d'un champ de cannes, il vit sortir les principaux habitants qui l'avaient sollicité à venir. Leur complot avait été découvert, et ils avaient été contraints de prendre la fuite pour se dérober à la vengeance des Anglais : ils supplièrent Rigaud de se retirer pour épargner une défaite à sa petite armée, et de ne pas causer le massacre de tous les républicains qui étaient dans la ville, en tentant une attaque qui ne réussirait pas. Ce général, n'écoutant que sa bravoure, et sûr de celle de ses soldats, persista dans son entreprise : il attaqua Léogane pendant la nuit, et emporta d'assaut la ville, dont la reddition entraîna celle du fort qui commande la mer. Il y trouva soixante bouches à feu et des munitions de toute espèce. Après avoir mis cette place en état de résister aux efforts que pourraient faire les ennemis pour la reprendre, il se mit en marche pour aller attaquer Tiburon, ville bien fortifiée, d'où les Anglais faisaient tous les jours des incursions sur les terres voisines. Rigaud s'en rendit maître; il y détruisit une corvette ennemie, et s'empara de huit cents fusils, qui lui servirent à armer de nouveaux soldats.

A quelque temps de là, ayant été instruit qu'au Port-au-Prince le parti de la république devenait de jour en jour plus nombreux, et qu'il n'attendait, pour se montrer, que la présence de son armée, Rigaud, sans perdre un instant, rassembla ses troupes pour voler au secours des républicains, et vint mettre le siége devant la ville. Il commença ses opérations par l'attaque du fort Bizoton; mais, après avoir assiégé inutilement ce fort pendant quarante jours, et avoir consommé beaucoup de poudre, il se vit obligé de décamper. Sa retraite devint funeste au parti qui avait imploré son assistance; les Anglais firent fusiller soixante blancs ou hommes de couleur au Port-au-Prince, et cent sept hommes de couleur à l'Arcahaye.

La tentative infructueuse de Rigaud sur le Port-au-Prince rendit la confiance aux Anglais et les engagea à reprendre l'offensive : en conséquence, ils résolurent d'aller attaquer Léogane par terre et par mer. C'est par la conquête de cette ville qu'ils espéraient se rendre maîtres de toute la partie du sud de l'île. Pour se la faciliter, ils s'étaient ménagé des intelligences avec Diodonné et Pompée, chefs des troupes noires occupant les diffé-

rentes parties du territoire où commandait Rigaud ; mais leurs intrigues furent decouvertes : les noirs virent le piége qu'on leur avait tendu, et ils livrèrent eux-mêmes Diodonné et Pompée aux autorités constituées. Cette circonstance ne détermina cependant pas les Anglais à renoncer à leur projet ; ils embarquèrent les troupes coloniales et les leurs sur des bâtiments de transport, firent escorter le convoi par trois vaisseaux de ligne et deux frégates, et mirent à la voile. Après dix-huit heures de navigation, l'expédition parut dans la rade de Léogane ; les transports mouillèrent au large, et les vaisseaux et frégates vinrent s'embosser à petite portée du fort. Ils firent pendant plusieurs heures un feu terrible ; mais les mulâtres qui défendaient ce fort, et les équipages de plusieurs petits bâtiments de guerre ou corsaires français, qui les avaient quittés pour se porter aux batteries, leur ripostèrent si vigoureusement, que ces formidables citadelles flottantes furent obligées de s'éloigner, en coupant leurs câbles et abandonnant leurs ancres, pour se soustraire plus vite au danger d'être coulées ou incendiées par l'artillerie républicaine. Malgré ce premier revers, les ennemis persistèrent à tenter l'attaque par terre ; les troupes furent débarquées, et elles vinrent prendre position autour de la ville. Les pièces de siége arrivèrent le soir même, et une batterie fut construite le plus près possible de la place. Pendant la nuit, les assiégés n'eurent garde d'inquiéter les Anglais dans la construction de cette batterie. Au point du jour, ceux-ci s'aperçurent avec douleur que des canons de la ville croisaient leur feu en arrière du terrain où elle était placée, et y faisaient pleuvoir la mitraille. De cette manière, les troupes qui la défendaient ne pouvaient ni faire leur retraite, ni être secourues, sans qu'elles ou les renforts qu'on leur enverrait ne fussent écrasés par les canons de la place. Profitant de la position critique où se trouvaient les ennemis, les Français font une sortie et s'élancent des deux côtés sur la batterie anglaise. Les soldats épouvantés semblent redouter moins les biscaïens que les baïonnettes des mulâtres ; la plupart prennent la fuite, et sont presque tous foudroyés par la mitraille ; le reste est massacré dans la batterie même, et les canons demeurent au pouvoir des vainqueurs. Ce premier succès enflamma le courage des assiégés, et frappa de terreur les An-

1796 — an IV. Colon. fr.

glais. Après avoir jeté inutilement quelques bombes dans la place, ils calculèrent qu'il ne fallait que huit jours à Rigaud, qui était alors aux Cayes, pour rallier tous les noirs à son armée et se porter au secours de Léogane; ils prirent donc le parti de se rembarquer. Cette opération se fit dans le plus grand désordre; et quelques coups de fusil tirés dans le voisinage ayant fait croire aux ennemis qu'ils étaient poursuivis, une terreur panique s'empara des soldats; ils se jetèrent à la mer pour gagner les chaloupes déjà chargées qui s'éloignaient du rivage, et il y en eut beaucoup de noyés.

Cet événement, aussi désastreux pour les Anglais qu'il fut glorieux pour les défensenrs de Léogane, permit à Rigaud de reprendre l'offensive à son tour. Il fit encore plusieurs démonstrations d'attaque sur le Port-au-Prince; mais, n'ayant pas les moyens nécessaires pour en tenter sérieusement le siége, il se borna à chercher de temps à autre à inquiéter cette ancienne capitale de Saint-Domingue.

Nous dirons dans la suite de cet ouvrage quels changements apporta, dans la situation de cette intéressante et malheureuse colonie, l'arrivée des nouveaux commissaires civils.

CHAPITRE XV.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Ouverture de la campagne sur le Rhin. — Passage de ce fleuve par l'armée aux ordres du général Jourdan; combats d'Altenkirchen, de Wetzlar, d'Uckeradt, etc. — Première opération de l'armée de Rhin-et-Moselle; affaire du Rehbach, passage du Rhin à Kehl, etc. — Affaires intérieures de l'Italie; révolte et pacification des fiefs impériaux. Arrangements avec Naples, Rome et la Toscane. Occupation de Livourne. Capitulation de Milan. Insurrection de Lugo.

Ouverture de la campagne sur le Rhin. — Le moment était arrivé où la campagne commencée avec tant d'éclat en Italie pour l'armée française, allait s'ouvrir sur les bords du Rhin. Toutefois, avant de raconter les événements qui se passèrent sur ce point, il convient de jeter un coup d'œil sur la situation politique d'une partie des puissances de l'Europe à l'époque dont nous parlons.

1796 — an IV.
19 juin.
(1er messid.)
Allemagne.

La France, après quatre années de troubles et d'agitations, suite inévitable de la subversion de son antique gouvernement, paraissait enfin parvenue à cet état de calme et de repos intérieur qui peut faire présager la fin d'une révolution. Un ordre de choses plus régulier avait succédé aux mesures anarchiques et provisoires; mais le Directoire exécutif, établi sur les ruines de la puissance conventionnelle, n'avait pas le pouvoir nécessaire pour donner aux institutions républicaines la stabilité convenable. Les cinq directeurs, déjà divisés entre eux, étaient encore entravés dans leurs opérations par les chicanes presque continuelles qu'ils éprouvaient de la part des deux assemblées délibérantes, avec lesquelles ils partageaient la suprême autorité. Trop souvent agitées en sens contraire, les rênes du gouvernement flottaient entre les mains de ses pentarques, alors que, pour l'intérêt de la patrie, et pour réparer les maux des quatre années précédentes, il était indispensable de tenir ces mêmes

1796 — an IV. Allemagne.

rênes d'une main ferme et vigoureuse. Le Comite de salut public, ce gouvernement draconien, avait malheureusement appris à se tenir en garde contre les hommes appelés à gouverner la nouvelle république. Défenseurs naturels de la nation, les conseils des Anciens et des Cinq cents représentants apportaient une méfiance presque absolue dans leurs communications avec le Directoire. Sous le prétexte légitime de veiller au maintien de la liberté publique, quelques hommes, déguisant leurs véritables intentions, abusaient du crédit que pouvaient leur donner leur éloquence et un désintéressement apparent, et entravaient, par l'excès de leur prévoyance, les mesures que l'autorité directoriale aurait pu prendre pour consolider la nouvelle constitution, et maintenir au dehors l'illustration que la gloire des armes répandait sur la république.

La masse des ennemis de la France était, à la vérité, diminuée et affaiblie : mais que d'efforts et de sacrifices étaient encore indispensables pour obtenir la paix, constant et noble but des républicains de bonne foi ! Il fallait continuer de vaincre en Italie ; il fallait vaincre en Allemagne ; continuer d'opposer une barrière aux intrigues toujours croissantes de l'Angleterre ; anéantir les derniers restes de l'insurrection dans les départements de l'Ouest ; faire échouer les tentatives des royalistes ; paralyser les anarchistes marchant presque de concert avec les premiers dans des intérêts diamétralement opposés, et travaillant avec eux à empêcher l'affermissement des dernières institutions.

Cependant l'enthousiasme qui avait fait trouver à la république des ressources si extraordinaires dans le dévouement de ses enfants, l'élan magique qui avait suscité tout à coup un rempart d'airain contre les puissances armées pour la cause des rois, ces mobiles et ces garants de la liberté nationale n'existaient plus dans leur énergie primitive. Tant de promesses avaient été violées, tant d'illusions détruites, que le peuple français, devenu presque indifférent à ses destinées, semblait repousser les espérances dont l'avaient flatté les premiers fondateurs de la liberté. A l'enivrement général avait succédé cet état apathique qui démontre la lassitude ou une grande anxiété. Les armées avaient seules conservé l'esprit patriotique qui s'allie si bien avec l'héroïsme : les soldats de l'armée d'Italie venaient de prouver à

l'Europe cette vérité tout à la fois consolante et fatale. Mais, tandis que le général Bonaparte avait trouvé dans la victoire les moyens de tenir ses troupes dans l'abondance, les autres armées de la république étaient dans le plus grand dénûment. Épuisée par la chute progressive de son papier-monnaie, la France pouvait à peine subvenir aux premiers besoins de ses défenseurs. Par l'effet de cette même indifférence que nous signalions tout à l'heure, les jeunes citoyens ne montraient plus le même empressement à voler aux frontières pour y remplir les vides que les hasards de la guerre et les maladies occasionnaient dans les cadres de l'armée. L'autorité du Directoire avait peu de force pour faire exécuter les lois de la première réquisition et du recrutement; et quand la frontière du Rhin était pour ainsi dire menacée, on discutait à Paris sur les limites de chaque autorité constitutionnelle, au lieu de leur donner les moyens de se maintenir. 1796 — an IV. Allemagne.

Telle était, à cette époque, la situation de l'opinion, que, si la France se fût trouvée, comme en 1794, menacée par l'Europe presque entière, il eût été douteux qu'elle pût obtenir les mêmes résultats de la résistance qu'elle opposa alors aux efforts de la coalition. Mais, fort heureusement pour la république, au temps dont nous décrivons maintenant les événements militaires, plusieurs puissances s'étaient retirées de la lice, et les armées françaises, malgré leur affaiblissement physique, furent encore en état de remporter des victoires, et de joindre de nouveaux lauriers à ceux qu'elles avaient recueillis dans les années précédentes.

La Prusse réparait les pertes que lui avaient fait éprouver l'ambition et une folle avidité de conquêtes. Le roi, en se retirant de la coalition, avait gagné l'important avantage d'exercer en Allemagne une grande influence, dont l'effet rejaillissait toutefois sur le gouvernement français. La plupart des petits États de la Confédération germanique, fatigués d'une guerre où il n'y avait rien à gagner pour eux, s'étaient mis sous la protection de Frédéric-Guillaume, et avaient profité de la médiation de ce prince pour solliciter la paix auprès du Directoire.

Quoique enthousiaste des philosophes français, qui l'avaient, par reconnaissance, nommée la Sémiramis du Nord, l'impéra-

1796 — an IV. Allemagne. trice Catherine II s'était néanmoins montrée, dès le commencement de la révolution française, ennemie des principes dont ils étaient les auteurs, et qui pouvaient conduire à l'examen de la conduite politique et privée des souverains. Elle pensait qu'à ces derniers seuls appartient le droit d'opérer des mouvements semblables à ceux qui l'avaient placée prématurément, dit-on, sur le trône des czars. Les émigrés français, et plus tard la famille royale des Bourbons, reçurent dans ses États et à sa cour une éclatante hospitalité. Nous avons rapporté en son lieu la réception chevaleresque qu'elle fit au comte d'Artois. Toutefois l'adroite souveraine s'était dispensée de prendre une part active à la coalition. Elle croyait qu'il était de son intérêt de rester spectatrice tranquille d'une guerre dont les résultats pouvaient, et avaient en effet amené l'affaiblissement des monarques ses rivaux. Catherine, digne par son génie et ses grandes qualités d'occuper le trône de Pierre le Grand, semblait prévoir dès lors que la révolution française, dont les principes ne pouvaient encore atteindre ses sujets à demi barbares, deviendrait un jour la cause dernière de la prépondérance de l'empire russe dans les affaires de l'Europe. Occupée d'ailleurs de l'organisation des provinces nouvellement acquises en Pologne, elle trouvait, dans la nécessité de contenir fortement un peuple indocile et dont l'agitation pouvait avoir des suites dangereuses, un prétexte plausible de ne s'unir encore que de cœur et d'opinion aux puissances liguées contre la république.

L'Angleterre, trouvant dans la prolongation des troubles de l'Europe les moyens de consolider la grandeur qu'elle venait d'acquérir par les derniers événements, s'occupait alors plus spécialement de son empire maritime. C'était là le but constant des efforts du fils de Chatham, du ministre Pitt, et il faut convenir que la fortune avait secondé merveilleusement les desseins de sa politique. La prise de Toulon, fruit de la trahison et de l'intrigue, avait remis dans les mains de la Grande-Bretagne une partie de la flotte française de la Méditerranée, sans beaucoup de périls pour l'armée anglaise. Nous avons raconté les desastres de notre marine dans l'Océan : l'occupation de quelques-unes de nos colonies les plus importantes ; la subversion de toute autorité dans plusieurs de celles qui étaient restées au pouvoir de

la France; l'occupation de la Corse dans la Méditerranée : telles étaient les voies par lesquelles le cabinet de Saint-James était déjà parvenu à cette suprématie.

L'Espagne et la Hollande, entraînées dans le tourbillon politique de la coalition, avaient fermé les yeux sur les conséquences d'un pareil ordre de choses, et quand la réflexion les eut amenées à la paix avec la France, ces deux puissances purent voir que le mal était sans remède, et que l'Angleterre seule avait retiré tous les avantages d'une guerre désastreuse pour les autres États ligués qui l'avaient entreprise. La Hollande surtout voyait ses propres colonies menacées, et sur le point de devenir aussi la proie de l'avidité britannique. L'Angleterre, à cette époque, se bornait donc à entretenir le ferment de la guerre de l'Autriche avec la république, guerre qui ôtait à ce dernier gouvernement les moyens de s'opposer aux succès toujours croissants de la grande entreprise de son heureuse rivale.

Avec plus de motifs qu'aucune des autres puissances européennes pour continuer la guerre avec la France, l'Espagne avait renoncé la première à faire partie de la coalition. On attribuait, avec raison, cette détermination prise par le roi Charles IV, à l'influence qu'exerçait sur son esprit le duc d'Alcudia, son favori, parvenu rapidement du rang de simple garde du corps au poste de premier ministre. Les chances défavorables de la guerre sont presque toujours nuisibles à ces hommes que la faveur des souverains, plus que leur mérite personnel, conduit à la direction des affaires d'un État. Les peuples, que le malheur des circonstances vient éclairer sur les hommes et sur les choses, se prononcent alors fortement contre le ministre qu'ils regardent comme la cause première des désastres éprouvés. Les prestiges qui entouraient naguère l'idole du moment s'évanouissent, et le favori est toujours sacrifié à des intérêts plus pressants. Godoï (c'était le nom du duc d'Alcudia), en adroit ambitieux, calcula ce résultat probable d'une guerre faite sans succès de la part de l'Espagne. Le territoire de cette puissance avait été envahi, les principes révolutionnaires avaient forcé la barrière des Pyrénées, le peuple espagnol commençait à murmurer; Godoï fit la paix, et cet événement ajouta encore à son crédit et à son illustration. Le roi lui conféra le titre de

1796 — an IV. Allemagne. *prince de la Paix;* la nation confirma cette distinction par ses applaudissements.

Toutefois le gouvernement espagnol se trouvait dans une position critique. Placée dans l'alternative de se brouiller bientôt avec l'Angleterre, qui ne cessait de lui reprocher sa défection, ou de renoncer à ses relations avec la France, l'Espagne se voyait à la veille de recommencer la guerre, que son ministre venait de terminer dans ses propres intérêts. Ses efforts, à l'époque que nous décrivons, tendaient à gagner du temps et à retarder cette résolution fâcheuse.

L'Autriche, déjà fatiguée d'une lutte dans laquelle elle avait employé les plus grandes forces, mais encouragée par les succès équivoques que ses armées avaient remportés à la fin de 1795, se montrait décidée à pousser les hostilités avec une nouvelle vigueur. La Saxe, la Bavière, la Souabe, restées fidèles à la Confédération germanique, allaient seconder les efforts du chef de l'Empire.

On a vu, précédemment, comment le roi de Sardaigne avait été contraint de se détacher de la coalition, en demandant la paix, et en souscrivant aux conditions onéreuses que le Directoire s'était cru en droit de lui imposer. Cette circonstance avait contribué à rendre plus précaire la situation de l'armée autrichienne en Italie, et l'on connaît déjà les revers essuyés par Beaulieu. Le succès de la campagne dans cette contrée était presque décidé en faveur des Français : les talents développés par le général Bonaparte pouvaient être les garants de nouvelles victoires.

Mais tandis que le vainqueur des Autrichiens en Italie cherchait à assurer ses conquêtes par des traités non moins avantageux pour la république que ses victoires; tandis que Beaulieu, retiré dans la position de Roveredo, s'occupait à s'y retrancher, et ne cessait, dans ses rapports, d'exciter l'attention de la cour de Vienne sur la situation critique de son armée, par une bizarrerie bien difficile a expliquer encore aujourd'hui, les bords du Rhin n'avaient point encore retenti du cri de la guerre. Quatre armées, réparties sur les deux rives du fleuve, restaient dans l'inaction, et semblaient hésiter à tenter de nouveau la fortune des batailles.

La conduite de l'Autriche, en cette circonstance remarquable, a été vivement critiquée par les historiens contemporains. En effet, comment justifier les motifs qui déterminèrent cette puissance à retarder si longtemps la reprise des hostilités sur le Rhin, surtout depuis les échecs multipliés éprouvés en Italie depuis l'ouverture de la campagne? Pourquoi n'avoir pas profité des succès obtenus à la fin de la campagne précédente sur Pichegru et Jourdan, et avoir proposé à ce dernier un armistice pour les armées d'Allemagne? C'est en vain que des apologistes du système de lenteur adopté par le cabinet autrichien allégueraient que les forces infiniment supérieures de l'Autriche sur ce théâtre de la guerre lui donnaient l'espérance et presque la certitude de réussir à écraser plus tard l'armée française; en vain diront-ils qu'il n'avait pas moins fallu que l'audace extrême de Bonaparte et la valeur aveugle de ses troupes, pour surmonter les immenses obstacles qui semblaient s'opposer aux progrès de l'armée de la république en Italie : le cabinet autrichien pouvait-il prudemment admettre comme constante la supposition que Beaulieu réussirait dans son plan? Il serait facile d'opposer aux apologistes de la conduite de l'Autriche, pour combattre les motifs qu'ils allèguent, les mêmes raisonnements employés par eux à l'appui de ces motifs; et c'est précisément dans le calcul de toutes les chances de la guerre que nous pourrions trouver nos plus forts arguments. Quoi qu'il en soit, les événements vont prouver toute l'incohérence des combinaisons de la cour de Vienne, et démontrer les inconvénients de la perte du temps pour cette puissance. 1796 — an IV. Allemagne.

Les motifs qui justifient le Directoire, auquel on a reproché également sa lenteur à commencer les hostilités, nous paraissent plus péremptoires. Moins prompt que le gouvernement autrichien à se faire illusion, le gouvernement républicain n'avait pu prévoir que l'armée d'Italie, laissée, par impuissance de moyens de secours, dans un état de faiblesse étonnant, opérerait des prodiges, et détruirait deux armées, quand à peine on osait espérer qu'elle pût se tenir sur la défensive. Le général Bonaparte était parvenu à dissiper les forces réunies du roi de Sardaigne et de l'empereur, avec une armée qui ne comptait pas 40,000 combattants; mais ces victoires, qui ont répandu

1796—an IV. Allemagne.

tant d'éclat sur le nom français, en procurant aux guerriers de l'Italie cette abondance de toutes choses qui leur manquaient presque entièrement au commencement de la campagne, ne donnaient pas aux deux armées cantonnées sur le Rhin les objets indispensables pour marcher en avant. On doit se rappeler la détresse dans laquelle ces deux armées se trouvaient à la fin de 1795; l'indiscipline introduite par les coupables manœuvres de Pichegru, les efforts du général Jourdan et d'un grand nombre d'officiers généraux et supérieurs pour empêcher les soldats de se livrer au pillage et à tous les excès qui sont la suite nécessaire de la misère et de la faim. Les revers qui avaient terminé si déplorablement la dernière campagne avaient encore augmenté le désordre, et porté à son comble le dénùment des deux armées. Dans des conjonctures aussi défavorables, le Directoire devait s'applaudir du retard des hostilités de la part des Autrichiens, et différer lui-même de prendre une initiative hasardeuse.

Lors de l'armistice proposé par Clairfait et accepté par Jourdan, les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle étaient entrées en cantonnements. Nous avons déjà dit que la première était restée dans le Hundsrück, qu'elle venait de défendre si vaillamment, et que la seconde avait pris position derrière la Queich, aux environs de la place de Landau. Cet armistice n'offrait des avantages qu'aux Français. Découragés par les privations de tout genre, et surtout par les événements qui avaient suivi l'évacuation des lignes de Mayence, les troupes républicaines n'étaient guère en état d'opposer aux Autrichiens victorieux une résistance opiniâtre. Le général Jourdan connaissait trop bien les conséquences de cet état de choses pour ne pas saisir l'offre d'un armistice comme une planche de salut dans un naufrage prochain; et, par son refus d'accéder d'abord à cette utile suspension d'armes, Pichegru, cause première des désastres, avait, en quelque sorte, donné plus de poids aux justes motifs de suspicion qu'on devait avoir de sa conduite. Si le Directoire avait d'abord blâmé le général Jourdan d'avoir accepté l'armistice sans consultation préalable, il n'avait cédé qu'à un premier mouvement d'amour-propre irrité, sans réfléchir sur les motifs de la détermination prise par ce général pré-

voyant, qui étaient de conjurer le nouvel orage dont la France était menacée et dont l'issue était douteuse. 1796—an IV. Allemagne.

En effet, le gouvernement républicain ne tarda pas à reconnaître la sagesse de l'acceptation faite par Jourdan, en examinant les avantages de l'armistice, en considérant les améliorations qui pouvaient être apportées dans la situation des deux armées sur le Rhin. Tandis que les troupes se reposaient, dans leurs cantonnements, de toutes les fatigues éprouvées dans la dernière campagne, les ordres furent donnés et des mesures prises pour que les cadres des armées fussent remplis avec exactitude. L'attention du Directoire se porta même presque exclusivement sur le théâtre du Rhin. On a vu combien l'armée d'Italie avait été négligée, précisément parce que le gouvernement, étant loin de présumer que des coups décisifs se porteraient en Italie, ne donnait ses soins urgents qu'aux troupes destinées à reprendre une offensive vigoureuse.

Malgré toutes les difficultés qu'éprouvait la nouvelle mise à exécution des lois sur la premiere réquisition et sur les déserteurs à l'intérieur, le Directoire avait cependant réussi à compléter les cadres des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle et à mettre leur force numérique dans un état respectable. Malheureusement, il n'avait pas obtenu un pareil succès dans ses efforts pour vaincre les obstacles que lui présentait le désordre des finances de la France, contre son dessein de rétablir le matériel de ses armées. La situation des officiers et des soldats, l'état des subsistances, des munitions et des équipements militaires n'étaient pas moins déplorables en 1796 que dans l'année précédente.

Le général Jourdan s'était rendu à Paris, pour faire connaître au gouvernement, d'une manière encore plus positive, la détresse des deux armées. Il appela principalement l'attention du Directoire sur la nécessité du rétablissement de la discipline. On trouve, dans un rapport adressé par ce général au ministre de la guerre, le tableau douloureux de la situation des troupes employées sur le Rhin à cette époque.

« Ces braves, dit Jourdan, qui dans toutes les occasions donnent l'exemple du courage et du dévouement, sont dans la situation la plus déplorable. Chacun d'eux, quel que soit

1796 — an IV. Allemagne. son grade, ne touche que huit francs par mois, en numéraire; le reste de sa solde lui est payé en assignats, dont il ne peut faire aucun usage. Réduits à l'impossibilité de se procurer les objets de première nécessité, on voit les officiers de tout grade solliciter les généraux de leur faire délivrer, des magasins de la république, des souliers, des chemises, et même des habits destinés aux soldats; n'ayant pas les moyens de se procurer un domestique, les distributions étant très-irrégulières, et même manquant souvent, ils sont obligés de faire ordinaire avec les soldats, et de partager avec ces derniers les fruits de leur maraude: s'ils veulent faire ensuite, à leurs subordonnés, des remontrances sur le pillage, ceux-ci leur rappellent les obligations qu'ils leurs doivent. » Ces abus étaient criants, et les conséquences ne pouvaient en être que funestes : cependant le Directoire se vit dans la nécessité de les laisser subsister, parce que, les coffres de l'État ne renfermant que du papier-monnaie, il était impossible de donner autre chose aux défenseurs de la patrie.

Par la ressource du pillage, le soldat était devenu insolent et indiscipliné. Obligés de fermer les yeux sur les excès dont ils étaient les témoins, les généraux n'osaient rassembler leurs troupes pour former des camps, dans la crainte de voir le maraudage encore plus fortement organisé : en les laissant disséminés dans les villages et dans les fermes, on pouvait au moins espérer que les soldats, partageant la nourriture de leurs hôtes, seraient moins tentés de s'éloigner pour aller piller et ravager le pays d'alentour.

L'extrême rareté du numéraire empêchait également le Directoire de se procurer le nombre de chevaux nécessaire pour le service de l'artillerie. Près de 20,000 chevaux de trait manquaient aux deux armées. Ceux qui se trouvaient dans les cantonnements devaient être entretenus aux frais du fournisseur, chargé aussi de procurer les charretiers et de pourvoir à leur solde. Cette fatale mesure avait introduit dans cette partie du service un désordre inextricable. Les chevaux n'étaient ni ferrés ni équipés : les charretiers sans solde se livraient au brigandage naturel à des hommes presque tous sans aveu, et augmentèrent la confusion en désespérant les estimables officiers d'artillerie.

On avait vu souvent les traits des chevaux coupés devant l'ennemi, et les bouches à feu abandonnées par des misérables qui s'enfuyaient avec les moyens de transport. On ne connaissait point encore la salutaire organisation des bataillons du train, qui depuis fut d'une si grande utilité dans les positions difficiles où se trouvèrent les armées françaises.

Dans un état de choses aussi inquiétant, le rétablissement d'une discipline sévère, indispensable pour la conduite des troupes, n'était guère praticable. Cependant il devenait d'autant plus urgent d'organiser le service qu'à la détresse qui occasionait le désordre se joignit une autre cause qui menaçait les armées françaises d'une entière dissolution. Les trames secrètes auxquelles Pichegru s'était livré n'étaient pas encore connues, puisque le gouvernement n'inquiétait point ce général ; mais on avait trouvé des renseignements, parmi plusieurs papiers saisis dans la Vendée, sur l'existence d'un complot ourdi par des agents de l'Angleterre, à l'effet de corrompre la fidélité des troupes républicaines. Toutefois ces renseignements vagues ou chiffrés ne permettaient pas de reconnaître les individus compromis. On savait seulement que des négociations avaient eu lieu, et cette découverte fit ouvrir les yeux au Directoire sur une foule de particularités de la dernière campagne : elle lui inspira de vives inquiétudes sur les résultats de la prochaine. Ces inquiétudes étaient justifiées par des pamphlets écrits dans le style soldatesque, répandus journellement par des mains inconnues dans les cantonnements des armées sur le Rhin, et par lesquels on excitait les soldats à la désertion et à l'insurrection.

Impuissant pour fournir à ces armées ce dont elles avaient le plus urgent besoin ; peu rassuré sur leurs dispositions morales ; menacé de voir une portion des troupes se déclarer contre lui, le Directoire se trouvait donc dans la position la plus embarrassante. On ne doit pas s'étonner s'il hésita longtemps à donner le signal des combats sur un terrain où il voyait l'intrigue et la trahison s'agiter sourdement pour provoquer à la désobéissance des troupes ébranlées par des maux auxquels il n'était pas en mesure d'apporter remède. Pouvait-il ne pas profiter du repos que lui donnait un ennemi plus intéressé que lui à la

1796—an IV. Allemagne.

reprise des hostilités? En gagnant du temps, le gouvernement républicain s'assurait les moyens de faire cesser au moins une partie des désordres dont il avait tout à craindre en ouvrant prématurément la campagne sur le Rhin. Les fruits de son retard furent incalculables. Pendant qu'on temporisait ainsi, le général de l'armée d'Italie frappait l'Europe de stupeur par les victoires signalées qu'il remportait. Le bruit de ses triomphes retentissait sur les bords du Rhin. Les soldats des deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle se rappelèrent leurs propres exploits, et oublièrent leur pénible situation et les revers de 1795. Français, pouvaient-ils voir sans une noble envie l'illustration de leurs camarades d'Italie? Une généreuse émulation vint seule occuper leurs esprits. Aux mots magiques de gloire nationale, d'amour de la patrie, leurs cœurs se remplirent de nouveau d'ardeur et d'enthousiasme, et lorsque l'Autriche dénonça la rupture de l'armistice, tous brûlaient du désir d'égaler les guerriers de l'armée victorieuse.

Cependant un changement venait d'avoir lieu dans l'armée de Rhin-et-Moselle. Le général Pichegru, craignant d'augmenter les préventions défavorables que sa conduite avait fait naitre, honteux peut-être de rester au milieu d'une armée qu'il avait presque sacrifiée à ses desseins particuliers, Pichegru avait donné au Directoire la démission de son poste de général en chef. Ce gouvernement, qui n'avait déjà plus une grande confiance dans les dispositions du vainqueur de la Hollande, accepta la démission offerte. Désirant même éloigner de la république un homme dont il croyait avoir entrevu les desseins à travers le voile mystérieux qui les couvrait encore, le Directoire nomma Pichegru à l'ambassade de Suède; mais celui-ci se trouva humilié, malgré sa feinte modestie, d'un emploi qu'il regardait comme au-dessous de celui de chef des armées de la république. Déterminé d'ailleurs à observer les événements, afin de les faire servir à son ambition cachée, et n'ayant point renoncé à renouer les fils de ses premières intrigues, Pichegru refusa avec hauteur la place que lui assignait le Directoire, et se retira dans la petite ville d'Arbois, lieu de sa naissance. Il aurait pu vivre dans cette retraite, honoré de tous ceux auxquels ses dernières menées étaient inconnues; mais la condition des Fa-

bricius et des Cincinnatus, dont il était si loin de vouloir imiter le noble désintéressement, ne le séduisit point. Il pensa qu'un autre débouché pouvait s'ouvrir à ses projets, en briguant la nomination de député de son département au Conseil des Cinq-Cents. Il se mit donc sur les rangs, et réussit sans peine à obtenir les suffrages nécessaires. Nous aurons peut-être l'occasion de raconter, par la suite, comment Pichegru échoua encore dans sa nouvelle tentative contre la république. 1796 — an IV. Allemagne.

Le général Moreau fut nommé pour remplacer Pichegru dans le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, sur la désignation qu'en fit ce dernier lui-même au Directoire. On a pu déjà remarquer que le général en chef réunissait les qualités qui pouvaient justifier le choix du gouvernement républicain. Si les circonstances n'avaient pas permis à Moreau de donner de nouvelles preuves de ses talents militaires, dans le dernier poste qu'il venait d'occuper (celui de commandant en chef de l'armée du Nord), il s'était du moins rendu utile à son pays, en maintenant l'ordre et la tranquillité dans les contrées placées sous sa surveillance. La Hollande, rendue à ses anciennes institutions par le gouvernement français, était demeurée fidèle à ses engagements avec lui; et la Belgique, devenue partie intégrante de la France, paraissait se féliciter de son changement de domination. La conduite tenue par Moreau entrait pour quelque chose dans ces heureux résultats, et motivait la nouvelle preuve de confiance que le Directoire donnait à ce général. Beurnonville fut choisi pour remplacer Moreau à l'armée du Nord. Cette armée, forte d'environ 40,000 hommes, était destinée, comme nous l'avons déjà indiqué, à servir de réserve à celles qui devaient agir offensivement sur le Rhin.

La force de l'armée de Rhin-et-Moselle [1], à l'époque où Moreau vint en prendre le commandement, était de 79,592 combattants, dont 72,570 d'infanterie et 7,022 de cavalerie.

L'aile droite, aux ordres du général Férino, était composée des divisions des généraux Delaborde, Tuncq et Bourcier, formant un total de 26,581 hommes, infanterie et cavalerie.

[1] Maréchal Gouvion-Saint-Cyr: Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle, tome III, tableau n° 105.

1796 — an IV. Allemagne. Elle s'étendait sur le haut Rhin entre Hoerdt, Strasbourg et Huningue.

Le centre, fort de 30,742 combattants, y compris la garnison de Landau, était établi au pied des Vosges, et occupait le pays situé autour de Germersheim, Knittelheim, Burweiler et Impflingen ; le général Desaix, qui commandait ce corps d'armée, avait sous ses ordres les généraux Delmas, Beaupuis et Xaintraille.

L'aile gauche, commandée par le général Saint-Cyr, et composée des deux divisions des généraux Duhesme et Taponier, présentait un effectif de 22,269 hommes. Elle s'étendait depuis Albertsweiler jusqu'à Homburg.

L'armée du général Moreau se trouvait opposée à celle que commandait le général Wurmser. C'était l'armée du haut Rhin, qui présentait, dans son effectif total, 3,180 hommes de plus que la première, comme on peut s'en convaincre par l'état sommaire de situation qui suit :

Comme celle des Français, l'armée autrichienne aux ordres de Wurmser se divisait en trois corps [1].

L'aile droite, commandée par le général Messaros, comptait 19,815 combattants, dont 14,855 d'infanterie et 4,960 chevaux. Elle était postée entre Otterberg et Kaiserslautern.

Le centre, sous le général Sztarray, et que le feld-maréchal Wurmser commandait en personne, était fort de 31,431 hommes, dont 9,281 de cavalerie. Il devait garder les montagnes aux environs de Kaiserslautern, et était cantonné à Muschbach, sur le Rehbach, à Rheingenheim et Mannheim.

L'aile gauche, aux ordres du général Latour, et forte de 23,831 combattants, dont 7,699 de cavalerie, s'étendait de Huningue jusqu'à Sassbach, sous les ordres de Fröhlich, et depuis la Rench jusqu'à Philippsbourg. Le corps d'émigrés français, commandé par le prince de Condé, faisait partie de ce corps d'armée. Il était de 4,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie et s'étendait de Sassbach à la Rench, avec le contingent de Souabe.

[1] Voir l'ouvrage du prince Charles intitulé : Principes de la stratégie développés par la relation de la campagne de 1796 en Allemagne, tome II, page 24.

L'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres du général Jourdan [1], formait un total de 77,792 combattants, dont 63,097 d'infanterie, 11,400 de cavalerie et 3,295 d'artillerie. Elle occupait le Hundsrück, où elle s'était arrêtée et retranchée après avoir repassé le Rhin au moment où l'armistice lui avait été offert par le général Clairfait. Son front de bandière était établi sur la rive gauche de la Nahe, et cette rivière se trouvait la barrière de séparation entre les deux armées autrichienne et française. 1796— an IV. Allemagne.

L'aile droite était commandée par le général Marceau, et se composait de la division particulière de ce général, et des deux divisions Bernadotte et Poncet. Sa force totale était de 30,833 combattants, dont 4,021 de cavalerie et 904 d'artillerie; placé sur la Nahe, ce corps devait en défendre le passage, dans le cas où les Autrichiens tenteraient de l'effectuer. Les trois divisions des généraux Championnet, Grenier et Bonnard, et la réserve de cavalerie du général Bonnaud, formaient le centre dont Jourdan s'était réservé le commandement. La division Championnet, forte de 8,171 fantassins, 1,260 chevaux, et 358 hommes d'artillerie, était cantonnée sur le Rhin, entre Diebach et Coblentz. Celle de Grenier se trouvait également sur le Rhin, entre Coblentz et Cologne. Elle comptait 7,162 hommes d'infanterie, 1,205 de cavalerie et 327 artilleurs. Le général Bonnard était placé derrière Bonn avec 2,783 fantassins, 127 chevaux et 174 artilleurs. La réserve du général Bonnaud, s'élevant à 2,153 chevaux, et 70 hommes d'artillerie, se trouvait sur la Moselle.

Le général Kléber, commandant l'aile gauche, avait sous ses ordres deux divisions à peu près d'égale force; la première, qui avait à sa tête le général Lefebvre, comptait 9,805 hommes, 1,464 chevaux, et 283 hommes d'artillerie; et la seconde, commandée par le général Collaud, 9,268 fantassins, 1,170 chevaux, et 313 hommes d'artillerie. Ces deux divisions étaient à Dusseldorf et gardaient le passage du Rhin.

L'artillerie de l'armée était sous les ordres du général Bolle-

[1] Maréchal Jourdan : Mémoire pour servir à l'histoire de la campagne de 1796, page 17.

1796— an IV. Allemagne. mont; le génie sous ceux du général Lery, et le général Ernouf était chef de l'état-major général.

L'armée autrichienne opposée à l'armée de Sambre-et-Meuse était commandée par l'archiduc Charles, qui paraissait pour la première fois, comme général en chef, sur la scène militaire [1]. Cette armée était celle qui avait eu pour chef, l'année précédente, le général Clairfait. Ce dernier, pour quelques causes de mécontentement, avait donné sa démission. Le prince Charles, doué d'une âme forte renfermée dans un corps débile, s'était distingué depuis la bataille de Neerwinden, son début dans la carrière des armes, par des preuves de la plus grande aptitude pour l'art de la guerre. On l'a vu, dans le récit de la bataille de Fleurus, se signaler, à la tête d'une division, par une manœuvre habile. Ses talents, encore plus peut-être que sa haute naissance, l'avaient fait choisir par l'empereur, son frère, pour commander une des armées du Rhin.

Cette armée était forte de 93,778 combattants, dont 22,702 de cavalerie. Elle se partageait en deux grands corps qui avaient pris position sur la Nahe et sur la Lahn. Le premier de ces corps était sous les ordres particuliers du prince Charles. 8,339 hommes d'infanterie et 5,303 de cavalerie, commandés par le général Kray, formaient l'avant-garde et se trouvaient entre Biblisheim et Kirn. Le corps de bataille, fort de 30,182 hommes d'infanterie et 6,779 chevaux, occupait Baumholder, Mettweiler et Wukershof et les environs de Kirn. Le général Mercantin occupait Creutznach avec 15,668 hommes, dont 5,168 de cavalerie; un petit corps de 4,325 hommes couvrait la ville de Mayence, sous les ordres de Neu.

Le second corps de l'armée du prince Charles avait à sa tête le duc de Würtemberg. Beaucoup moins nombreux que le premier, ce corps défendait le cours de la Lahn, et se trouvait conséquemment distribué dans les postes établis entre cette rivière et la Sieg; son avant-garde se composait de 3,619 hommes d'infanterie et 2,200 de cavalerie, commandés par le général Kienmayer, et avait été poussée jusque sur la Sieg. 7,187 fantassins et 2,318 chevaux, formant le corps de bataille, occupaient

[1] Ouvrage de l'archiduc Charles, tome II, page 24.

Altenkirchen, Hachenburg et Dierdorf. Le général Finke était à Neuwied avec 5,279 hommes, dont 870 de cavalerie. Enfin 2,579 hommes défendaient la forteresse d'Ehrenbreitstein. 1796—an IV. Allemagne.

Ainsi, au moment de la rupture de l'armistice sur le Rhin, on voyait sur les deux rives de ce fleuve une masse de plus de 250,000 hommes disposés à en venir aux mains pour des intérêts dont le plus grand nombre d'entre eux ne sentait pas toute l'importance. Toutefois l'Autriche, en faisant les plus grands efforts pour donner aux armées réunies contre la France une dimension pour ainsi dire gigantesque, ne dissimulait plus l'étendue de ses espérances. Le projet d'une invasion sur le sol français s'était renouvelé à la suite des succès momentanés de la campagne dernière. Les généraux autrichiens annonçaient l'intention de s'avancer, dans les premiers jours de juin, sur la Moselle et sur la Sarre. La rupture de l'armistice fut dénoncée par eux le 21 mai. Les ordres furent donnés pour que les deux armées se missent à la fois en mouvement, le 31 du même mois. Mais lorsque la cour de Vienne se berçait encore d'espérances chimériques, la nouvelle des derniers désastres essuyés par l'armée de Beaulieu en Italie vint dissiper les premières illusions de l'empereur d'Allemagne, et lui fit craindre un plus fâcheux avenir. Un courrier fut expédié au général Wurmser, portant l'ordre de détacher de son armée un corps d'élite de 25,000 hommes, pour couvrir le Tyrol et sauver Mantoue. Wurmser était lui-même désigné pour remplacer Beaulieu; mais il devait conserver le commandement de son armée sur le Rhin, jusqu'à l'arrivée des troupes détachées à leur destination. L'Autriche, au moment ou elle expédiait ces ordres, ne savait point encore que Bonaparte était déjà parvenu à l'entrée des gorges du Tyrol, que Wurmser était appelé à défendre. Les événements se succédèrent avec tant de rapidité que ce même Wurmser fut bientôt obligé de suivre les 25,000 hommes envoyés en Italie, et dont on hâta le voyage par tous les moyens que permettait la grande distance qu'ils avaient à parcourir. Le général Latour fut chargé de remplacer Wurmser; mais, par une décision qui prouve l'opinion qu'on avait déjà des talents de l'archiduc Charles, le général Latour fut subordonné à ce prince.

Ces nouvelles dispositions, auxquels les Autrichiens étaient

1796 — an IV. Allemagne.

loin de songer avant les événements d'Italie, firent renoncer la cour de Vienne à son projet d'invasion. Ainsi, les succès de l'armée française en Italie n'étaient pas exclusivement utiles à la patrie, sur le théâtre où ils étaient obtenus; leur influence s'étendait jusque sur le Rhin; ils forçaient les Autrichiens à rester en quelque sorte sur la défensive, rendaient aux soldats des deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin leur première énergie, et préparaient de nouvelles victoires.

On a pu voir, par le détail que nous venons de donner des positions respectives des quatre armées sur le Rhin, que l'avantage des postes était en faveur des Autrichiens. L'armée du haut Rhin, commandée par le général Latour, se trouvait, à la vérité, diminuée par la soustraction de 25,000 hommes partis pour l'Italie; mais les forces totales de l'Autriche sur ce point, que devaient augmenter incessamment de nouvelles recrues, levées avec activité, demeuraient encore à peu près égales à celles de la France. Celle-ci n'avait sur le Rhin qu'une seule place par où ses troupes pussent déboucher : c'était Dusseldorf. Les Autrichiens en avaient trois : Mayence, Mannheim, et Philippsbourg; et leur position autour de ces places était bien plus centrale, et par conséquent plus favorable à l'état défensif auquel ils paraissaient vouloir se borner. Une circonstance d'une autre nature, mais bien importante encore, faisait pencher la balance du côté des ennemis de la France : c'était la réunion de toutes leurs forces dans cette partie, entre les mains d'un chef unique, le prince Charles. Le Directoire, en laissant aux généraux qui commandaient deux armées sur le Rhin un pouvoir égal, commettait une faute dont on ne tardera pas à reconnaître les fâcheux résultats. Tandis que l'archiduc, en raison de son commandement suprême, faisait concourir au même but les efforts des deux armées autrichiennes, on devait s'attendre qu'un accord parfait n'existerait pas entre les deux généraux républicains; et sans cet ensemble si nécessaire à la guerre, on ne pouvait pas espérer de succès continus. L'expérience des années précédentes, et surtout de la dernière, aurait dû démontrer cette vérité au Directoire. Il est vrai qu'en 1795 le général de l'armée de Sambre-et-Meuse s'était trouvé subordonné à celui de Rhin-et-Moselle; que celui-ci avait négligé

les intérêts du gouvernement qui lui accordait sa confiance; et que c'était précisément le général subordonné qui, par la franchise de ses manœuvres, avait sauvé la république. Mais c'était une raison de plus pour le Directoire d'adopter l'unité de commandement, et les désastres de 1795 devaient seulement l'avertir de ne confier ce commandement qu'à un général dont les intentions, le dévouement et les talents lui fussent bien connus. Si, à l'époque dont nous venons de parler, Jourdan, par exemple, eût commandé en chef les deux armées à la place de Pichegru, peut-être les lignes de Mayence n'auraient-elles point été forcées, les guerriers de Sambre-et-Meuse ne se seraient-ils point trouvés dans la nécessité d'abandonner leurs conquêtes, et de repasser, en grande partie, le fleuve qu'ils avaient franchi avec tant de courage. Cette conjecture ne paraîtra pas déraisonnable à ceux qui auront lu avec quelque attention tous les détails que nous avons donnés, à ce sujet, au commencement du présent volume.

1796 — an IV. Allemagne.

Nous avons dit que les armées autrichiennes sur le Rhin étaient à peu près égales en force à celles de la république qui leur étaient opposées. La cavalerie autrichienne conservait sa supériorité numérique; car Wurmser n'en avait distrait que quelques escadrons. Ce général devait trouver en Italie des troupes de cette arme, tirées de l'intérieur des États héréditaires. Un autre avantage que l'ennemi avait encore sur les troupes républicaines, c'est qu'il était parfaitement approvisionné de tous les objets nécessaires pour tenir la campagne, et que le dénûment des armées françaises subsistait toujours. Les Autrichiens étaient dans l'abondance, et des magasins immenses avaient été formés pour assurer le maintien de cet état de choses. Avec des gages de succès aussi assurés, on ne voit pas pourquoi, après avoir dénoncé la rupture de l'armistice, et malgre le contre-temps survenu dans l'exécution de leur premier plan, les Autrichiens se laissèrent prévenir par leurs adversaires, et préférèrent la défensive à l'attaque. Il était au moins impolitique de laisser croire que la terreur inspirée par les victoires de l'armée d'Italie pouvait empêcher le cabinet autrichien de profiter de la position de ses armées sur le Rhin, pour commencer franchement les hostilités.

1796 — an IV. Allemagne. 19 juin. (1er messid). *Passage du Rhin par l'armée aux ordres du général Jourdan; combats d'Altenkirchen, de Wetzlar, d'Uckeradt, etc.* — Le général Jourdan reçut l'ordre de mettre l'armée de Sambre-et-Meuse en mouvement, et de la conduire sur la rive droite du Rhin. Les instructions du directeur Carnot, alors président du gouvernement, portaient que : 25,000 hommes, sous le commandement du général Marceau, seraient placés en avant de Trèves, pour lier les deux armées françaises; qu'un cordon de troupes resterait dans le Hundsrück ; et que le général en chef, passant le Rhin à Dusseldorf avec le gros de l'armée, s'avancerait sur la Sieg et la Lahn, afin de rappeler sur la rive droite du Rhin les troupes ennemies qui occupaient la rive gauche. Pour mieux parvenir à ce dernier résultat, et engager davantage les Autrichiens à se porter en force sur l'armée de Sambre-et Meuse, on devait répandre le bruit que l'armée de Rhin-et-Moselle n'était pas destinée à agir offensivement, qu'elle servirait comme de réserve à l'armée de Jourdan, et ne s'occuperait que du soin de préserver l'Alsace d'une invasion. Toutefois, le général Moreau avait ordre de se tenir prêt à attaquer l'ennemi, si ce dernier tentait de se porter sur les troupes du général Marceau, et sur celles qui formaient un cordon dans le Hundsrück. Lorsque le général Jourdan aurait forcé les Autrichiens de repasser sur la rive droite, les 25,000 hommes de Marceau devaient filer par les derrières de l'armée de Rhin-et-Moselle, et aller tenter le passage du fleuve, entre Huningue et Strasbourg. Carnot finissait ses instructions par la défense absolue aux deux généraux de s'engager sérieusement avec l'ennemi sur la rive gauche du Rhin.

Ce plan de campagne, conçu par un homme qui s'était particulièrement livré à l'étude de la science militaire, et qui avait déjà fait d'heureuses applications de sa théorie dans le cours de cette guerre mémorable de la France contre une partie de l'Europe, et notamment dans la campagne de 1794 ; ce plan, disons-nous, présentait cependant de graves inconvénients. Dans une entrevue qui eut lieu à Trèves entre Moreau et Jourdan, les vices du plan de Carnot furent discutés et reconnus. Le directeur eut la franchise d'adopter les observations qui furent faites par les deux généraux. En effet, le général Jourdan, dont les

forces s'élevaient, comme on l'a vu plus haut, à 77,792 combattants, après avoir laissé 25,000 hommes en avant de Trèves, et un cordon de troupes dans le Hundsrück, ne pouvait plus disposer que de 35 à 40,000 hommes. L'apparition de ce dernier corps de troupes sur la rive droite du Rhin devait nécessairement attirer sur lui les principales forces de l'ennemi : il se trouvait dès lors dans l'impossibilité de résister à une attaque sérieuse, et ne pouvait pas même espérer d'être secouru, puisque le général Marceau devait marcher sur le haut Rhin pendant que Jourdan serait aux prises avec l'ennemi. Le général Moreau, séparé des Autrichiens par le fleuve, ne pouvait pas les empêcher d'écraser l'armée de Sambre-et-Meuse. Ces considérations avaient motivé les représentations que les généraux Jourdan et Moreau adressèrent au Directoire. Ils firent observer qu'il était plus naturel de faire effectuer le passage du haut Rhin par les troupes qui se trouvaient déjà en Alsace, et de confier cette expédition à un général qui connût bien le cours du fleuve, que de perdre au moins vingt jours à y faire arriver les troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandées par un général qui n'avait point encore manœuvré sur cette partie du théâtre de la guerre. Le général Jourdan demanda en même temps l'autorisation de réunir sur la Lahn les troupes dont la présence lui serait inutile sur la Nahe, lorsque les principales forces de l'ennemi se seraient repliées sur la rive droite du Rhin, afin que l'armée de Sambre-et-Meuse fût en état de combattre, ou au moins de tenir les Autrichiens en échec, tandis que le général Moreau ferait exécuter le passage du haut Rhin.

Le 30 mai, veille de la rupture de l'armistice, l'armée de Sambre-et-Meuse occupait les positions suivantes :

Le général Kléber, ayant sous ses ordres les divisions Lefebvre et Collaud, était à Dusseldorf : une réserve d'infanterie commandée par le général Bonnard occupait Bonn et Cologne; la division du général Grenier occupait Coblentz; les divisions Championnet, Bernadotte, Poncet, et la réserve de cavalerie aux ordres du général Bonnaud étaient réunies dans Hundsrück; le général Marceau campait à Birkenfeld; et le général en chef avait son quartier général à Kirchberg.

Le gros de l'armée de l'archiduc qui devait agir contre Jour-

1795—an IV. Allemagne. dan, était à Baumholder et sur la Nahe : son aile gauche, aux ordres du duc de Würtemberg, était sur la rive droite du Rhin, entre la Lahn et la Sieg.

Nous avons dit que les hostilités devaient commencer de la part des Français, en portant sur la rive droite du Rhin, par Dusseldorf, un fort corps de troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse; et que le but de ce mouvement était de forcer les Autrichiens à quitter la rive gauche, pour rendre conséquemment plus facile le passage du haut Rhin par l'armée de Rhin-et-Moselle, suivant le dernier plan arrêté. Cependant cette expédition même mettait le général Jourdan dans une position assez critique. L'ennemi pouvait se borner à diriger sur le corps qui aurait passé le Rhin des troupes suffisantes pour ralentir ses opérations, et rassemblant ses forces principales, attaquer le reste de l'armée de Sambre-et-Meuse dans le Hundsrück. L'armée de Rhin-et-Moselle n'était pas assez voisine pour qu'on pût espérer, en ce cas, de recevoir un prompt secours, et Jourdan pouvait être accablé avant d'être secouru. La seule ressource, dans la supposition d'un échec, était alors de se jeter dans les camps retranchés de Trèves, de Trarbach et de la Chartreuse; mais comme à la guerre il faut toujours accorder beaucoup au hasard, et attendre souvent ses succès de l'audace, Jourdan ne donna qu'une médiocre attention à ces inconvénients, et il chargea le général Kléber du soin de diriger toutes les troupes destinées à agir sur la rive droite du Rhin.

Dans la journée du 30 mai Kléber avait réuni ses troupes sur la rive droite, vers Obladen, et passé le Wipper. Le 31, jour de la rupture de l'armistice, il vint camper entre Protz et le château de Bensberg; le lendemain, après avoir passé l'Agger, il s'avança sur la Sieg, et y rencontra la première avant-garde ennemie.

La Sieg était défendue par la droite de l'armée de l'archiduc, aux ordres du duc de Würtemberg; mais les troupes du général autrichien, dans le plan de rester sur la défensive, étaient morcelées comme on l'est toujours dans des positions d'observation. Le gros de ce corps était à Crobach et à Altenkirchen. Le général Finke se trouvait détaché vers Neuwied avec cinq bataillons et dix escadrons. Les généraux Kienmayer et Gottesheim commandaient des avant-gardes sur la Sieg.

A la nouvelle du mouvement des troupes françaises, le duc de Würtemberg quitta Altenkirchen, et accourut avec six bataillons et quatorze escadrons pour renforcer le général Kienmayer; mais ce mouvement ne put s'exécuter assez à temps, et quand le duc arriva, Kienmayer était déjà culbuté. 1796 - an IV. Allemagne.

Le général Lefebvre, qui avait passé l'Agger à Lohmar, après avoir culbuté quelques troupes d'avant-garde, se rendit maître du pont de Siegberg, malgré la vigoureuse résistance des bataillons chargés de le défendre. En même temps, le général Collaud passait la Sieg vers Meindorf. Pressées vigoureusement sur leur front par le général Lefebvre, menacées sur leur flanc gauche par le général Collaud, les avant-gardes autrichiennes se replièrent sur Uckeradt, où elles rencontrèrent le détachement amené d'Altenkirchen par le duc de Würtemberg. La perte de l'ennemi, dans cette première rencontre, fut considérable, s'il faut en croire le rapport du général Kléber, qui la porte à 2,400 hommes, y compris 1,000 prisonniers. La cavalerie française avait poursuivi les Autrichiens jusqu'au défilé du Wart.

Il était naturel de penser que les Autrichiens s'arrèteraient dans la forte position d'Uckeradt, et chercheraient à la défendre. Aussi le général Kléber avait-il fait ses dispositions pour les y attaquer et les prendre à revers. Le 2 juin, les colonnes arrivèrent à point nommé, après une marche pénible, aux points indiqués; mais elles ne trouvèrent que des éclaireurs, qui se retirèrent à leur approche. Au lieu de s'arrèter à Uckeradt, les Autrichiens avaient continué leur retraite jusqu'à Crobach et Altenkirchen, où ils s'étaient ralliés à leur corps principal.

Le général Kléber passa la journée du 3 juin à Uckeradt. Des reconnaissances furent poussées par les deux partis pour reconnaître les positions respectives. Elles donnèrent lieu à quelques affaires insignifiantes d'avant-postes; mais Kléber avait pris la résolution d'attaquer sérieusement le duc de Würtemberg le lendemain.

La position qu'occupaient les troupes de ce dernier, quoique naturellement très-forte, avait été rendue plus formidable encore par les ouvrages dont on l'avait entourée; mais elle avait l'inconvénient d'être trop étendue en raison des forces destinées

1796— an IV. Allemagne. a la defendre, et que le duc de Würtemberg s'etait vu dans la nécessité de morceler. Deux bataillons et quatre escadrons occupaient les hauteurs d'Altenkirchen ; 2,000 hommes gardaient le débouché de cette ville occupée par des Croates et des chasseurs ; un bataillon défendait Almersbach ; cinq bataillons et douze escadrons formaient, à Crobach, une espèce de réserve, qui, par l'effet des manœuvres de Kléber, se trouva engagée en même temps que les autres troupes, et conséquemment en premiere ligne. Il faut observer encore que le duc avait fait un détachement (celui du général Finke, composé de cinq bataillons et dix escadrons) pour observer le debouché de Neuwied, ce qui affaiblissait d'autant ses moyens de résistance.

Le 4 juin, à quatre heures du matin, le corps du général Kléber se mit en mouvement, et partit de Junkerrath pour attaquer l'ennemi. La division du général Lefebvre marchait en tète; celle du général Collaud suivait à une demi-lieue de distance de la gauche de la première : elle avait l'ordre de se mettre en bataille en seconde ligne, dans la position qui se trouve en avant de Weierbusch, dès que le général Lefebvre aurait commencé son attaque, afin de soutenir ce dernier.

Le général Lefebvre, à qui la position de l'ennemi était connue, pour l'avoir occupée l'année précédente, avait formé sa division sur trois colonnes. Celle de droite, composée d'un bataillon de grenadiers et de deux bataillons de la vingt-cinquième demi-brigade d'infanterie légere, fut confiée au chef de cette même demi-brigade, le colonel Brunet [1]. Le général Soult [2] conduisait la colonne de gauche, composée de la quatre-vingt-seizième demi-brigade d'infanterie de ligne, d'un bataillon de la vingt-cinquieme demi-brigade légère, et d'une compagnie d'artillerie à cheval commandée par le brave capitaine Prost [3]. La colonne du centre, composée des quatre-vingt-troisième et cent cinquieme demi-brigades de ligne, était sous les ordres du général Leval [4].

Les premier, sixieme et neuvieme regiments de chasseurs à

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Maréchal, duc de Dalmatie, etc

[3] Depuis maréchal de camp.

[4] Depuis lieutenant général.

cheval étaient sous les ordres du général d'Hautpoul. La colonne de droite devait se porter sur Crobach: celle de gauche, sur Almersbach, tandis que l'adjudant général Ney [1], avec le corps de troupes légères de la division Collaud, devait tourner la gauche des Autrichiens pour essayer de couper leurs communications.

1796—an IV Allemagne.

La principale colonne, c'est-à-dire celle du centre, où s'était fixé le général Lefebvre, franchit sans obstacle les passages des hauteurs de Weierbusch, que les Autrichiens avaient négligé d'occuper. Parvenues au pied de la formidable position d'Altenkirchen, les troupes de Lefebvre se formèrent et furent soutenues par la division Collaud. Le général Kléber, qui se trouvait sur ce point, fit avancer l'artillerie pour répondre à celle de l'ennemi, et l'attaque fut ordonnée. Les soldats républicains s'y portèrent avec cette ardeur et cette intrépidité qui les avaient signalés dans les campagnes précédentes. Le colonel Bonnet, surmontant tous les obstacles qui s'opposaient à la marche de sa colonne, s'empara des villages de Shönberg et d'Almersbach; et, suivant les hauteurs, il menaçait l'aile gauche des Autrichiens formée par le régiment de Jordis, pendant que le centre des Français se portait sur Altenkirchen. Le régiment de Jordis fit une résistance digne d'éloges. Un combat assez vif, mais inégal, s'engagea; la cavalerie du général Lefebvre traversa le ravin devant Altenkirchen, et culbuta plusieurs escadrons autrichiens sur les bataillons de Jordis. Cette charge brillante, où le général d'Hautpoul fut blessé à l'épaule, produisit l'effet le plus avantageux; attaquée sur sa gauche, pressée de front, et menacée d'être chargée par la cavalerie, l'infanterie autrichienne fit un mouvement pour se retirer; mais le général d'Hautpoul la gagna de vitesse; il chargea avec vigueur ces fantassins déjà ébranlés, les contraignit de s'arrêter et leur fit mettre bas les armes. Le chef d'escadron Richepanse [2], du premier régiment de chasseurs, se distingua d'une manière bien remarquable dans cette dernière occasion. Blessé au bras d'un fort coup de sabre, et ayant eu deux chevaux tués sous lui, il s'était élancé

[1] Mort maréchal, duc d'Elchingen, prince de la Moskova, etc.
[2] Mort lieutenant général.

1796 – an IV. Allemagne.

sur celui d'un chasseur, et avait continué de se battre avec la plus rare intrépidité. La conduite de ce brave officier avait paru si digne d'éloges, aux yeux de tous ses compagnons d'armes, qu'à leur sollicitation pressante, le général Kléber prit sur lui de nommer Richepanse général de brigade sur le champ de bataille. Cette nomination glorieuse fut confirmée par le Directoire.

Pendant que la position d'Altenkirchen était enlevée avec tant de bonheur et de bravoure, le général Soult, avec la colonne de gauche, s'était avancé sur Crobach afin de tenir en échec la réserve du duc de Würtemberg. Trop faible pour s'engager sérieusement, Soult se borna à empêcher cette réserve de marcher au secours des troupes attaquées par les deux autres colonnes de la division Lefebvre, et contribua ainsi au succès de la journée. Les Autrichiens rassemblèrent leurs troupes vers Hersbach, et profitèrent de la nuit pour gagner Freylingen. Le général Lefebvre prit position à Hachenburg.

Les Autrichiens avaient perdu, dans ce début de la campagne, 3,000 hommes tués, blessés ou prisonniers; parmi ces derniers se trouvaient trois bataillons du régiment de Jordis, avec le colonel et tous les officiers. Les trophées des Français furent quatre drapeaux, douze pièces de canon, une grande quantité de caissons et la meilleure partie des équipages du corps du duc de Würtemberg. Le général Kléber affirma, dans son rapport, que la perte des Français ne s'était pas élevée au-dessus de 120 hommes, tout compris.

L'adjudant général Ney, à la tête de son détachement volant, avait tourné les Autrichiens par la gauche, passé le Wiedbach, et s'était jeté sur les communications ennemies. Entouré plusieurs fois par les troupes légères, il les avait repoussées et s'était même emparé de Dierdorf, où il trouva des magasins considérables. Le petit corps de Ney appartenait, comme nous l'avons dit, à la division Collaud, et formait comme l'avant-garde de cette division, qui suivit le mouvement de Ney, et entra le même jour (4 juin) dans Dierdorf. Les approvisionnements des Autrichiens, partagés entre les troupes de Collaud, furent pour elles un stimulant de plus pour voler à de nouveaux succès. Le général Finke avait reçu du duc de Würtemberg l'ordre d'é-

vacuer la position de Neuwied, pour prendre celle de Montabaur : poursuivi par l'adjudant général Ney, il ne put garder cette dernière position. Le duc de Würtemberg avait lui-même quitté Freylingen, et se dirigeait aussi sur Montabaur ; mais apprenant que les Français occupaient déjà ce point, et que le reste de la division Collaud débouchait vers Valmerode, il quitta brusquement Molzberg, où il venait d'arriver, et se retira en toute hâte vers Limburg, derrière la Lahn, sans attendre le général Finke, qui heureusement avait pris la même direction. Le général Collaud s'empara de Valmerode, après en avoir chassé quelques détachements ennemis, et y prit position. Ney avait trouvé à Montabaur d'immenses magasins d'approvisionnements.

Sur ces entrefaites, la division Lefebvre, quittant la position d'Hachenburg, s'était portée sur Ober-Hadamar, où l'arrière-garde du duc de Würtemberg faillit être surprise. Les Autrichiens prirent position sur la rive gauche de la Lahn, en occupant Nassau, Dietz, Limburg et Runkel. A cette époque, le duc de Würtemberg fut remplacé par le général Wartensleben, qui reçut un renfort de six bataillons et six escadrons.

Le même jour, 5 juin, le général Kléber continua son mouvement, et réunit, entre Ober-Hadamar et Limburg, les deux divisions Lefebvre et Collaud. Le général Soult, avec quelques bataillons et escadrons, fut chargé d'occuper Herborn, et d'observer les débouchés de Wetzlar.

La marche victorieuse que les Français venaient de faire dans un pays que la prévoyance de l'ennemi avait couvert de magasins, entretint le corps d'armée dans un grand état d'abondance ; mais il ne put tirer de ces nombreux approvisionnements tout le parti désirable. Le défaut de transports organisés et la difficulté d'en trouver dans une contrée dont les habitants avaient pris soin d'éloigner toutes les bêtes de somme et de trait mirent dans l'obligation de laisser ces approvisionnements où ils se trouvaient, et les troupes continuèrent par la suite à éprouver de grandes privations.

Le mouvement de l'armée française sur la rive droite du Rhin et les événements qui s'en étaient suivis avaient produit l'effet que le gouvernement et les généraux en chef des deux

1796 – an IV. Allemagne. armées espéraient. Au premier avis de l'échec éprouvé sur la Sieg, l'archiduc Charles avait, ainsi que nous l'avons indiqué, détaché six bataillons et six escadrons pour renforcer son aile gauche; mais quand il fut informé de l'issue du combat d'Altenkirchen, il fit d'abord partir pour Homburg le général Werneck avec onze bataillons et vingt-deux escadrons, attira à lui la division du général Hotze de l'armée du haut Rhin, laissa 20,000 hommes aux ordres du général Mercantin, pour couvrir Mayence, et se dirigea avec le reste de son armée, forte de trente-deux bataillons et quatre-vingts escadrons, sur la Lahn. Il passa le Rhin à Mayence le 10 juin, et le 14 il était à Wetzlar.

Le général Jourdan craignait d'abord de se voir attaqué sur la Nahe, et avait pris ses précautions en conséquence; mais en apprenant la marche de l'archiduc sur la rive droite du Rhin, délivré de sa première inquiétude, il se disposa à aller au secours de Kléber, menacé par des forces supérieures. Dès le 5 juin la division du général Grenier reçut l'ordre de passer le Rhin à Neuwied, ce qu'elle fit après la retraite du général Finke. Le général Bonnard avait aussitôt commencé l'investissement du fort d'Ehrenbreitstein. Bientôt les divisions Championnet et Bernadotte, et la réserve de cavalerie du général Bonnaud, qui suivit l'archiduc dans sa marche, en inquiétant ses derrières, passèrent successivement sur la rive droite du Rhin, par Neuwied. Le général Marceau, avec sa division et celle du général Poncet, fut chargé d'observer le corps de 20,000 hommes, laissé par l'archiduc devant Mayence, et devait au besoin prêter main-forte à l'armée de Rhin-et-Moselle.

Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse établit, le 12 juin, son quartier général à Ober-Hadamar, et se trouva par là sur la Lahn avant l'archiduc Charles, quoique celui-ci fût parti le 6 de Mayence, et que Jourdan, partant des rives de la Nahe et passant par Neuwied, eût deux marches de plus à faire que le prince. Le 13 juin, l'armée de Jourdan occupait les positions suivantes.

La division Bernadotte était à Holzapfel, ayant des postes jusqu'à Nassau sur la Lahn, et s'appuyait au Rhin du côté de Lahnstein; la division Championnet occupait les hauteurs vers

Dietz; la division Grenier était sur la rive droite, presque en face de la ville de Limburg; la division du général Collaud était placée à la gauche de cette division, sur les hauteurs vis-à-vis de Limburg; enfin celle de Lefebvre formait un crochet sur la gauche de la division Collaud, défendue par le ravin de Steinbach, qui s'étendait le long de son front; elle était liée par des postes de troupes légères avec le corps détaché du général Soult, qui occupait Herborn. La cavalerie etait en réserve derrière les deux dernières divisions. Le général Bonnard, avec six bataillons, tenait la garnison d'Ehrenbreitstein en échec, et observait la basse Lahn, au-dessous de Nassau.

Toute la masse de troupes que le prince Charles amenait avec lui sur la Lahn n'étant pas encore arrivée à sa destination, le général Jourdan aurait dû profiter de cette circonstance pour attaquer le général Wartensleben et l'accabler avant que l'archiduc se fût réuni à ce dernier. Il devait faire déboucher la division Championnet et une partie de celle de Bernadotte par Dietz, faire effectuer le passage de la Lahn à Runkel et a Diekirchen, par la division Collaud, porter ensuite ces deux divisions sur les flancs des Autrichiens, et attaquer vigoureusement ces derniers; tandis que le général Grenier aurait débouché par Limburg, et que le général Bernadotte, avec l'autre partie de sa division, aurait marché sur les postes ennemis au-dessous de Dietz. En manœuvrant de la sorte, l'armée française obtenait un succès certain : mais, nous devons l'avouer, le général Jourdan, en cette occasion importante, manqua de l'audace nécessaire. Trop de circonspection lui fit perdre les moyens de battre l'ennemi. Il crut malheureusement devoir employer la division Lefebvre à garantir le flanc gauche et les derrières de l'armée de l'incursion de la nombreuse cavalerie ennemie, et à observer l'arrivée des renforts que recevaient les Autrichiens. Au lieu donc d'attaquer, comme il en avait la possibilité, le général Wartensleben, dès le 14 juin, il remit le combat au 17, et le général Lefebvre reçut l'ordre de se rapprocher le plus près possible de Wetzlar. Mais il n'était plus temps, et Jourdan avait perdu l'avantage momentané de sa supériorité numérique.

Le prince Charles était arrivé le 14 à Wetzlar avec ses trente-deux bataillons et ses quatre-vingts escadrons, et ces troupes,

1796— an IV. Allemagne. réunies à celles de Wartensleben, présentaient une masse de soixante-quatre mille combattants. L'effectif de l'armée française n'allait pas au delà de 45,000 hommes. Ainsi l'ennemi avait, à son tour, l'avantage du nombre, et cet avantage était d'autant plus grand, que la force autrichienne consistait surtout en cavalerie. La situation de l'armée française était devenue critique.

L'archiduc, après avoir envoyé au général Wartensleben vingt et un escadrons de renfort, s'était avancé du côté de Wetzlar avec le reste de ses troupes, pour attaquer la gauche des Français, qu'il savait être faible à cause de la grande étendue du terrain qu'elle occupait. Les troupes destinées à cette attaque étaient celles du général Hotze, au nombre de 6,500 hommes, occupant les hauteurs de Weilmünster, et dont les avant-postes se trouvaient près de Weilburg, et celles du général Kray, formant un corps de 10,000 hommes qui occupait les hauteurs de Braunfels, ayant ses avant-postes sur la Lahn près du pont de Lein. La réserve et les grenadiers hongrois, commandés par le général Werneck, étaient placés derrière Wetzlar ; la division saxonne avait pris poste à Gross-Rechenbach ; enfin le général Gottesheim, avec 2,000 hommes de troupes légères, devait partir de Giessen pour se porter sur les flancs des Français, afin de les inquiéter.

Le 15 juin, la réserve autrichienne passa la Lahn à Wetzlar, repoussa les avant-postes du général Soult, jusqu'à Greifenstein, et vint camper sur les hauteurs au delà de la Dill. L'intention de l'archiduc était d'effectuer son attaque le lendemain ; mais le général Lefebvre, averti des mouvements et des projets de l'ennemi, accourut sur la route de Wetzlar pour s'y opposer. Ce brave général, reconnaissant toute l'étendue du danger qu'il courait en affrontant des troupes aussi nombreuses que celles qui étaient devant lui, ne se détermina pas moins à leur disputer avec vigueur le terrain, et commença lui-même l'attaque dont il était menacé. Il partagea ses forces en deux colonnes : la première, inférieure à l'autre, courut réoccuper le pont de Lein, avec l'ordre de manœuvrer de manière à protéger le flanc droit de la seconde colonne ; celle-ci, à la tête de laquelle se trouvait Lefebvre, marcha à la rencontre de l'ennemi,

qui s'avançait pour la recevoir sur la route de Wetzlar. Les deux partis en vinrent aux mains près du village de Werdorf. Les Français avaient reçu de leur digne général une impulsion telle, qu'il devint difficile, pour l'ennemi, de résister à l'impétuosité du premier choc. 1796— an IV. Allemagne.

Les troupes républicaines arrivèrent jusque sur le plateau qui se trouve au confluent de la Dill et de la Lahn. La brigade de droite emporta à la baïonnette l'abbaye d'Altenburg, après trois assauts que soutinrent vaillamment les grenadiers du général Werneck. La brigade de gauche parvint aussi à s'emparer des hauteurs de la chapelle de Dalheim. Les Autrichiens, battus sur ces points, se retirèrent en partie derrière la Dill, et l'autre partie dans Wetzlar. Trop faible pour les poursuivre, le général Lefebvre arrêta l'ardeur des soldats victorieux, et se borna a canonner les fuyards.

Il était quatre heures du soir, et si Lefebvre eût pu être soutenu dans son mouvement offensif, la journée ne se fût point écoulée sans qu'il eût remporté une victoire signalée ; mais, par l'effet du trop grand éloignement où se trouvait sa division du gros de l'armée, les lauriers cueillis dans la matinée allaient échapper des mains de ce général. L'archiduc était accouru a Wetzlar au bruit de la canonnade qu'il avait entendue, et il ordonna au général Werneck de prendre quatre bataillons et six escadrons pour aller attaquer les hauteurs et le bois d'Allenstetten, où le général Lefebvre avait fait prendre position à sa gauche, sous la protection d'une batterie. Cette hauteur était importante, et commandait les autres positions qu'occupait la division. L'archiduc fit garder les passages et les chemins le long de la Dill et de la Lahn jusqu'à Wetzlar. Une ligne de tirailleurs fut jetée en avant, pour inquiéter la droite de Lefebvre ; et les Saxons eurent ordre de quitter leur position en arrière de Wetzlar, pour se porter sur le champ de bataille.

Les grenadiers autrichiens attaquèrent les Français, et éprouvèrent la résistance qu'on pouvait attendre de troupes qui avaient vaincu le matin ; mais trois escadrons des cuirassiers du régiment de Karacksai, ayant filé le long de la Dill, prirent en flanc le général Lefebvre, en même temps que deux autres escadrons se joignaient aux troupes qui combattaient de

1796—an IV. Allemagne. front. Il était impossible de résister à une attaque ainsi combinée : aussi l'infanterie fut-elle obligée de céder et d'abandonner quelques canons. Le général Richepanse, à la tête de la cavalerie, protégea la retraite des troupes de Lefebvre, afin de leur donner le temps de se reformer aux bords du bois d'Allenstetten ; mais, malgré toute la vigueur de leurs charges, les escadrons français, écrasés par l'immense supériorité de leurs adversaires, furent repoussés.

Sur ces entrefaites, la division saxonne, sous les ordres du lieutenant général Lindt, avait réussi à passer la Lahn, et s'était formée en avant de Wetzlar. Le général Lefebvre était parvenu à rallier ses troupes, et, au moyen de sa cavalerie, résistait encore en arrière des hauteurs de Berghausen. Mais bientôt chargés par les chevau-légers et les hussards saxons du général Zeschwitz, les soldats de Lefebvre furent encore poussés et perdirent sept canons. Cette dernière action mit fin au combat sur la droite ; mais, à la gauche, les Français tenaient encore dans le village d'Altenburg. L'archiduc les y fit attaquer par le régiment saxon de Hayde, et le village fut enfin emporté après une vive résistance. Le général Lefebvre opéra sa retraite assez heureusement à la faveur de la nuit, et vint reprendre sa première position derrière le ravin de Tieffenbach. Il avait perdu, dans cette affaire, 500 hommes et plusieurs pièces de canon.

Ce dernier échec était fâcheux, sans doute ; mais le but d'attirer sur la rive droite du fleuve une grande partie des forces de l'armée autrichienne du bas Rhin se trouvait atteint. L'autre armée autrichienne s'était repliée sur Mannheim, et se trouvait même affaiblie par le départ de la division du général Hotze, pour renforcer les troupes de l'archiduc. L'armée de Rhin-et-Moselle se trouvait en mesure d'effectuer le passage du haut Rhin, opération regardée comme très-influente sur les résultats de la campagne.

Cependant la trop grande circonspection de Jourdan avait placé l'armée de Sambre-et-Meuse dans une position assez fâcheuse. Elle se trouvait formée perpendiculairement au Rhin, et l'artillerie était venue se mettre en masse sur l'extrémité opposée à la rivière. Dans cet état de choses, Jourdan courait les

risques de laisser accabler son aile gauche, ou de se voir culbuté dans le fleuve, si, par un changement de front, son armée se formait dans une position parallèle au cours du Rhin. Deux partis lui restaient à prendre pour sortir d'embarras : tenter les hasards d'une bataille, ou faire sa retraite. La supériorité des forces de l'ennemi, qui pouvait mettre en ligne 20,000 hommes de plus que les Français, rendait le premier parti d'autant plus hasardeux, qu'une défaite essuyée donnait à l'archiduc l'occasion de se servir de sa nombreuse cavalerie pour poursuivre les vaincus et achever leur déroute. Le général Jourdan préféra le parti de la retraite, d'autant mieux qu'il s'était enlevé la possibilité d'engager une bataille offensive, en dispersant ses troupes et en ayant sa droite trop éloignée.

Cependant trois obstacles pouvaient rendre encore cette retraite difficile, et nuire à l'ensemble et aux succès des opérations subséquentes. L'archiduc, en effet, au moyen de sa cavalerie, pouvait porter rapidement des troupes sur Dusseldorf, s'emparer de ce passage, et le fermer aux Français pour le reste de la campagne. Il pouvait également diriger sur Coblentz des forces suffisantes pour y passer le Rhin sous la protection du fort d'Ehrenbreitstein, et couper la retraite à l'armée française. Enfin le prince pouvait aussi rétrograder jusqu'à Mayence, soit pour repasser sur la rive gauche du Rhin, soit pour appuyer le général Wurmser et le mettre à même de s'opposer aux mouvements du général Moreau. Jourdan crut donc prudent de manœuvrer de manière à attirer l'ennemi sur le point le moins dangereux.

En conséquence, ce général se détermina à faire sa retraite sur le pont de Neuwied avec les divisions des généraux Bernadotte, Championnet et Grenier. Mais, afin de garder le débouché de Dusseldorf, le général Kléber reçut l'ordre de se diriger sur cette ville avec les deux divisions Lefebvre et Colland. Kléber devait suspendre sa marche rétrograde aussitôt qu'il s'apercevrait que l'ennemi ferait des mouvements du côté de Mayence. Jourdan fit parvenir en même temps au général Beurnonville l'invitation pressante de diriger une partie de ses forces du côté de Dusseldorf. Au moyen de ses dispositions, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se trouvait en mesure

1796 – an IV. Allemagne.

pour se porter sur tous les points de sa ligne qui seraient menacés, et de reprendre l'offensive sur la rive droite, si l'archiduc se décidait à se diriger sur le haut Rhin pour s'opposer aux projets du général Moreau.

La brigade du général Soult était toujours à Herborn, et cette position éloignée l'exposait à être enlevée. En se déterminant à la retraite, le général Jourdan fit envoyer un détachement de la division Collaud à Emmerichenhein pour y attendre le général Soult, en même temps que l'intrépide adjudant général Ney, à la tête d'une compagnie de hussards, traversant la cavalerie autrichienne en combattant sans cesse, allait porter au général Soult l'ordre et la direction de la retraite. Soult et Ney se replièrent de suite sur Emmerichenhein, et rejoignirent l'armée après avoir triomphé, avec une grande bravoure, des obstacles qu'ils rencontrèrent sur leur passage.

Le 17 juin, au soir, les trois divisions Grenier, Championnet et Bernadotte se mirent en marche et vinrent prendre position à Montabaur, où Jourdan établit son quartier général. L'archiduc avait fait ses dispositions pour attaquer les Français à Mengerskirchen ; mais, instruit en route de la marche rétrograde du général Jourdan, il changea de direction, fit un mouvement de flanc sur Rinderoth, et dirigea la division du général Werneck sur Emmerichenhein. Les troupes qui avaient passé la Lahn furent chargées de poursuivre les Français sur plusieurs colonnes. Une se dirigea par Ober-Lahnstein jusqu'à la Motter ; une autre, par Wilma et Ober-Hadamar, jusqu'à Molzberg ; une troisième, par Weilburg et Merenberg, sur Neukirchen. La division du général Warstensleben se dirigea de Limburg vers Freylingen. Mais il n'y eut, dans toutes ces directions, que des escarmouches entre les avant-postes.

Le général Jourdan continua son mouvement de retraite le 18, et se trouva promptement sur les bords du Rhin. Mais l'archiduc, qui avait deviné l'intention du général français, venait de faire rompre, par des radeaux disposés à cet effet, tous les ponts de Neuwied. Jourdan s'arrêta et fit prendre position sur le Saynbach. Pendant ce temps, le colonel Tirlet, qui, l'année précédente, avait déjà donné de grandes preuves de son zèle et de son dévouement, s'occupait, avec une ex-

trême activité, du soin de réparer les ponts. L'ennemi avait 1796 — an IV. Allemagne.
fait avancer douze pièces d'artillerie; mais les Français firent si bonne contenance, que les Autrichiens n'osèrent pas les attaquer. Lorsque les ponts furent réparés, l'armée se remit en marche dans un ordre imposant. Le général Bernadotte fut chargé de protéger le passage avec toute la cavalerie des trois divisions et la 30e demi-brigade, que commandait le colonel Darnaud. Cette arriere-garde, qui était suivie par un corps considérable de cavalerie ennemie, soutenue par une artillerie nombreuse, étonna l'armée et les Autrichiens eux-mêmes par sa contenance tranquille et la précision de ses manœuvres. Le colonel Darnaud et le chef d'escadron Grosjean se signalèrent par les charges brillantes qu'ils exécutèrent sur le front de l'ennemi. L'armée passa le Rhin sans éprouver de perte.

Un pareil succès n'était point réservé au corps d'armée du général Kléber, qui se retirait, comme nous l'avons dit, sur Dusseldorf. Ce général avait marché, dans la nuit du 17 juin, vers Freylingen, et il avait pris une position à cheval sur la route d'Altenkirchen, s'étendant jusqu'à la Sieg. Il avait ensuite dirigé sur Hachenburg les troupes de la division Colaud, détachées le 16 à Emmerichenhein, et la brigade du général Soult, et le soir il avait pris position à Uckeradt. D'après les instructions du général Jourdan, Kléber n'avait point de motifs pour s'arrêter à Uckeradt, puisqu'il ne s'était point aperçu que l'archiduc fît un mouvement rétrograde sur Mayence [1]. Cependant, au lieu de continuer sa retraite sur Dusseldorf, ce général eut l'imprudence de passer la nuit du 18 au 19 juin à Uckeradt. Le 19, au matin, le général Kray s'avança avec l'avant-garde autrichienne, forte de 11,000 hommes, sur les avant-postes de Kléber, et les repoussa jusqu'à la position principale. Le général Kléber, se voyant assailli, jugea sagement qu'il convenait de combattre avec assurance, autant pour inspirer de la confiance à ses troupes, qu'une retraite précipitée aurait

[1] Il y eut, sans doute, un malentendu dans cette affaire. Le général Kléber, s'il faut en croire le général Jomini, a affirmé avoir reçu de Jourdan l'ordre de ne pas se retirer avec son corps jusque sur Dusseldorf, parce que le général en chef ne passerait lui-même le Rhin qu'autant qu'il y serait forcé, vu qu'il espérait pouvoir se maintenir sur la rive droite.

1796—an IV. Allemagne. pu ébranler, que pour en imposer à l'ennemi. Il fit donc avancer son artillerie pour engager une forte cannonade, pendant qu'il formerait son corps d'armée : le général Leval reçut l'ordre de se porter de suite sur le flanc droit du général Kray; et les brigades des généraux Lorge et Bastoul durent attaquer la gauche; Kléber se réserva le commandement d'une colonne qui formait le centre de sa ligne. Le général Collaud, avec partie de sa division, restait en intermédiaire pour soutenir l'attaque de front, ou celle des deux autres colonnes au besoin. Le général Richepanse et l'adjudant général Ney étaient à la tête de la cavalerie.

La première attaque répondit aux espérances du général Kléber. L'artillerie française fit taire celle des Autrichiens. Richepanse et Ney culbutèrent les escadrons ennemis. Les colonnes d'infanterie balayèrent le terrain coupé que le général Kray avait gagné le matin, et forcèrent les Autrichiens à se retirer en désordre. Le général Kléber s'avança lui-même à la tête d'un bataillon de grenadiers et d'une demi-brigade, marchant sur les deux côtés de la route. Arrivés devant Kircheip, les Français trouvèrent ce village fortement occupé et de l'infanterie avantageusement postée, avec du canon, sur les hauteurs en arrière. Il s'engagea une canonnade assez vive. Vers midi, la cavalerie commandée par Richepanse et Ney essaya une charge dans laquelle les escadrons autrichiens furent repoussés; mais l'infanterie, par son feu nourri, éloigna les escadrons français. Dans ce moment, la colonne du général Bastoul attaquait la gauche de l'ennemi avec vigueur et la forçait à céder. Alors le général Kray abandonna le village de Kircheip, et réunit toute son infanterie sur les hauteurs, en arrière de ce village.

La troupe que dirigeait personnellement Kléber gravit les hauteurs sous le feu de l'artillerie, pendant que celles des généraux Leval et Bastoul essayaient de les aborder, chacune de son côté. Mais les Français trouvèrent sur ce champ de bataille une résistance digne d'eux. Le général Mylins, avec quatre bataillons de grenadiers, s'avança à la baïonnette sur le centre des troupes républicaines. Il s'engagea dans cette occasion une mêlée terrible et opiniâtre, dont on trouve peu

CARTE POUR L'INTELLIGENC



CARTE POUR L'INTELLIGENCE DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE RHIN ET MOSELLE ENTRE LE NECKER ET LE DANUBE. *Tom. 3 P. 303*



50 — 100 Kilomètres

d'exemples dans les annales militaires. Mais enfin les Français furent repoussés avec perte d'un drapeau, et poursuivis par la cavalerie autrichienne, qui tomba en flanc sur les escadrons de Richepanse, et les força à la retraite. 1796 — an IV. Allemagne.

Le général Kléber se retrancha dans les positions qu'il occupait avant le combat. L'infanterie s'y défendit vaillamment jusqu'à la nuit, pendant laquelle la retraite continua jusque derrière la Sieg.

Les Français s'attribuèrent dans le temps la gloire de cette journée, à laquelle on donna même le nom de Bataille d'Uckeradt, parce qu'on prétendit que Kléber avait eu à combattre une grande partie de l'armée autrichienne ; mais cette assertion est fausse, d'après les détails authenthiques et comparés sur toutes les relations que nous venons de donner.

Après le combat d'Uckeradt, le corps d'armée de Kléber effectua sa retraite sans encombre jusqu'aux bords du Rhin. La division aux ordres du général Bonnard passa le fleuve à Bonn et à Cologne. Les divisions Lefebvre et Collaud se retirèrent jusque derrière le Wipper, dans la forte position de Benrath et d'Opladen, cherchant à se maintenir sur ce point important de la rive droite du Rhin, afin de couvrir Dusseldorf, où l'on avait établi un grand camp retranché.

Ainsi se termina la première partie des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse, dans cette campagne. Quoique ayant été forcée de se retirer devant des forces trop supérieures, cette armée n'en avait pas moins fait son devoir et atteint le but que s'étaient proposé le Directoire et les deux généraux Moreau et Jourdan : celui de faire quitter la rive gauche du Rhin aux principales forces de l'armée de l'archiduc, et de faciliter à l'armée de Moreau le passage du haut Rhin, opération dont nous allons rendre compte.

Premières opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle ; affaires du Rehbach ; passage du Rhin à Kehl, etc. — Le paragraphe précédent a fait connaître la situation et la composition des deux armées française et autrichienne sur le haut Rhin ; et l'on sait, par conséquent, que les troupes aux ordres du général Moreau étaient numériquement plus faibles que celles qui se trouvaient sous le commandement du feld-maré- (8 messidor.) 26 juin.

1796 — an IV. Allemagne. chal Wurmser. Nous avons également expliqué les motifs qui firent rester le général français dans l'inaction pendant les mouvements opérés par l'armée de Sambre-et-Meuse. Soit qu'en effet l'ennemi eût ajouté foi au bruit qu'on fit répandre à dessein, que l'armée de Rhin-et-Moselle resterait sur la défensive pendant toute la campagne, ce qui était peu présumable, soit qu'affaiblie par le détachement envoyé en Italie, l'armée autrichienne ne fût pas jugée assez forte pour attaquer les Français, on ne voit pas qu'elle ait fait aucun mouvement contre le général Moreau. Celui-ci eut donc tout le loisir et les facilités nécessaires pour la mise à exécution du plan de campagne adopté par le Directoire. Voyons maintenant comment Moreau profita des circonstances et de sa position.

Les troupes détachées par Wurmser de son armée, pour marcher sur l'Italie, ne consistant d'abord qu'en cinq bataillons et un régiment de cavalerie, leur absence causa, dans l'armée autrichienne, un vide a peine sensible qui fut bientôt réparé par le feld-maréchal, qui les fit remplacer de proche en proche; en sorte que le Brisgau, d'où elles avaient été tirées, restait couvert comme auparavant. Toutefois, ce mouvement de troupes sur la ligne autrichienne, et la nouvelle que les Impériaux rassemblaient un équipage de pont sur les hauteurs de Rheinweiler, et que le corps du prince de Condé se rapprochait de Neuburg et de Steinstadt, firent présumer au général Moreau que l'intention de l'ennemi était de tenter l'exécution du projet de la campagne précédente, c'est-à-dire une invasion en Alsace et en Franche-Comté. Dans cette persuasion, le général français crut devoir serrer davantage ses troupes du haut Rhin; il les ressembla dans de petits camps entre Ottmarsheim et Hesingen. Les événements prouvèrent que les craintes conçues étaient mal fondées, et le gros des forces autrichiennes étant déjà sur la rive gauche du Rhin, il devenait peu probable que les Impériaux voulussent courir les risques d'un passage de vive force, qui, d'ailleurs, eût été sans utilité.

On a déjà vu que les nouvelles défaites de Beaulieu en Italie avaient engagé le gouvernement autrichien à faire détacher. de l'armée de Wurmser, un renfort plus considérable.

L'armée du bas Rhin devait remplacer la moitié des 25,000 hommes que ce mouvement ôtait à l'armée de Wurmser; mais la marche du général Jourdan sur la Lahn avait forcé l'archiduc à garder toutes les troupes qui étaient sous ses ordres immédiats, et même à attirer à lui, comme nous l'avons rapporté, la division du général Hotze faisant partie de l'armée du haut Rhin. Cette dernière resta donc sur la défensive, et même le maréchal Wurmser, ne se croyant point en mesure de garder plus longtemps la ligne qu'il occupait, prit le parti de quitter ses positions de Kaiserslautern, Neustadt, Trippstadt et Spire, et de se retirer sur la rive droite du Rhin, ne laissant sur la rive gauche que 15 à 20,000 hommes dans le camp retranché de la tête du pont de Mannheim. Le mouvement des Autrichiens se fit le 8 juin. Les Français en eurent connaissance le 9, à trois heures du matin, et Moreau fit marcher de suite les avant-gardes à la poursuite de l'ennemi; elles réussirent à faire quelques prisonniers et à prendre quelques chevaux. Moreau poussa le même jour ses troupes sur le Speyerbach : il plaça le centre, qu'il commandait en personne, entre Spire et Neustadt, et la gauche entre Neustadt et Gœllheim. 1796 — an IV. Allemagne.

Dès son arrivée à l'armée, Moreau avait fait reconnaître les bords du Rhin, aux environs de Strasbourg, afin de déterminer ses différents points d'attaque pour le passage du fleuve, et pour en préparer le projet. Cette commission délicate fut confiée au colonel d'artillerie Dédon [1], et au colonel du génie Boisgérard, auxquels le général en chef adjoignit ensuite les adjudants généraux Abatucci, Bellavesnes, Decaen et Montrichard [2]. Tous ces officiers remplirent habilement leur mission, ainsi que nous l'exposerons plus bas; mais dans la crainte de donner l'éveil sur ses projets, et pour faire croire qu'il avait l'intention de porter la guerre dans le Palatinat, Moreau avait transporté son quartier général à Landau.

Le corps laissé par Wurmser sur la rive gauche du Rhin occupait de fort bonnes positions. Il se partageait en deux divi-

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Bellavesnes, Decaen et Montrichard, depuis lors lieutenants généraux. Abatucci est mort général de division au siége d'Huningue. Il avait à peine vingt-six ans.

1796 — an IV. Allemagne. sions, sous les ordres des généraux Sztarray et Petrasch. Le premier, avec onze bataillons et vingt escadrons, occupait le camp de Maudach et les retranchements de Mundenheim. Le second, avec sept bataillons et douze escadrons, gardait Oggersheim et le canal de Frankenthal, également couvert par des retranchements. Ainsi la droite de ce corps d'armée appuyant à Frankenthal, il était presque impossible de la tourner. Sa gauche, couverte par le Rehbach, s'étendait jusqu'à la Rehutte, et les bords marécageux du vieux canal d'Oggersheim, retranchés avec soin, présentaient un front d'un accès bien difficile. Wurmser avait encore augmenté la force de cette position, en faisant refluer par des barrages les eaux du Rehbach et d'un autre ruisseau qui passe à Frankenthal, et en soutenant les inondations produites par cette opération au moyen de retranchements considérables qui ne permettaient d'arriver sur ces positions que par les trois routes qui mènent de Spire, de Neustadt et de Durckheim à Mannheim; et ces débouchés étaient eux-mêmes fortement défendus.

Cependant le général Moreau, dans l'intention de masquer son projet de passer le Rhin à Kehl, crut devoir faire une tentative sur les positions dont nous venons de parler, et dans lesquelles se confiait si fortement Wurmser. Les dispositions furent faites en conséquence, le 14 juin. La division Delmas, du corps aux ordres du général Desaix, se mit en marche sur trois colonnes. La première se dirigea par Walsheim sur Neuhoffen, qui fut emporté de vive force. La deuxième traversa le bois de Schifferstadt, où elle rencontra un corps de Croates commandé par le comte Giulay, qui fut culbuté et contraint de se retirer au delà de la ferme de Kolhof. Les Français passèrent le Rehbach, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et sous le feu le plus vif. La troisième colonne, où se trouvait le général Desaix lui-même, pénétra jusque dans la plaine de Mutterstadt, où elle repoussa la cavalerie ennemie; la cavalerie et l'artillerie légère de la division avaient été laissées devant la Rehutte; elles ne passèrent cette rivière que lorsque l'ennemi fut poussé en avant et qu'il fut permis de rétablir les ponts. Ce retard avait obligé l'infanterie, abandonnée à elle-même dans la plaine de Mutterstadt, d'attendre que les

escadrons eussent débouché pour prendre l'ennemi en flanc 1796 — an IV. Allemagne.
et soutenir les autres attaques.

La deuxième division du centre (corps de Desaix), commandée par le général Beaupuis, marcha par la grande route de Neustadt à Mannheim. Elle trouva en avant du village de Dannstadt cette route défendue par de fortes batteries et des inondations très-profondes; mais ces obstacles étaient bien peu capables d'arrêter l'ardeur et la bravoure des soldats républicains: ils furent surmontés. Cette dernière division se trouva réunie dans la plaine de Mutterstadt à celle de Delmas.

Lorsque la cavalerie et l'artillerie légère, si longtemps attendues dans cette plaine, furent arrivées et que les troupes se trouvèrent déployées, l'ennemi, chassé de tous les retranchements formés pour protéger les inondations, se retira par échelons sur le rivage de Rheingenheim, sous la protection du camp retranché.

La division Duhesme, du corps de Saint-Cyr (aile gauche), avait été chargée de faire deux fausses attaques: l'une par la grande route de Dürckeim à Mannheim, l'autre dirigée par Lambsheim sur Frankenthal et Epstein. Ces attaques se bornèrent à des escarmouches de cavalerie de peu d'importance.

Cette journée coûta aux Autrichiens 6 à 700 hommes, tués ou blessés, et 200 prisonniers. La perte des Français fut de quelques hommes.

Le lendemain, 15 juin, les avant-gardes françaises tentèrent inutilement de s'emparer de Rugheim; les Autrichiens se retirèrent dans les retranchements de Mundenheim, devant lesquels les troupes de Moreau prirent position. Une division occupa de Neuhofen à Kolhof, une seconde de Fuggenheim à Dannstadt. La réserve se plaça à Iggelheim, Bœhl et Haasloch. Les avant-postes s'étendaient jusqu'à Rheingenheim, Maudach, Rugheim et Oggersheim. Les choses demeurèrent dans cet état jusqu'au 19 juin. Trente bataillons et quarante-cinq escadrons se trouvaient presque réunis devant les Autrichiens, qui n'avaient que quinze bataillons et trente-sept escadrons dans leur camp de Mundenheim. Le reste de l'armée ennemie était disséminé en postes sur la rive droite du Rhin jusqu'auprès de Bâle.

On a blâmé le général Moreau de n'avoir pas poussé plus

1796 — an IV. Allemagne. loin l'avantage qu'il venait de remporter sur le Rehebach. Mais ceux qui lui font ce reproche n'ont pas réfléchi que ce général n'avait eu d'autre but que celui de donner le change à l'ennemi sur ses intentions. Il avait attaqué les Autrichiens assez vigoureusement pour qu'ils pussent croire que l'entreprise était sérieuse : ce but était atteint. En cherchant à forcer les retranchements devant Mannheim, Moreau ne pouvait plus s'occuper exclusivement de l'opération bien plus importante qu'il méditait.

Le maréchal Wurmser, ayant reçu l'ordre de hâter son départ pour l'Italie, où sa présence était jugée nécessaire pour réparer les désastres essuyés par Beaulieu, quitta Mannheim le 18 juin. Il remit le commandement de l'armée du haut Rhin au général Latour, déjà désigné pour le remplacer. Les événements prouveront bientôt qu'en subordonnant le général Latour à l'archiduc Charles, chargé en chef de la direction des deux armées du Rhin, l'Autriche avait pris une mesure qui devait amener d'heureux résultats.

Cependant il devenait nécessaire que le général Moreau exécutât son opération pour faciliter à l'armée de Sambre-et-Meuse, obligée de repasser le Rhin en grande partie, les moyens de reprendre l'offensive. Aussi le général de l'armée de Rhin-et-Moselle s'occupait-il avec activité des préparatifs de son expédition.

D'après les reconnaissances faites sur le Rhin par les officiers que nous avons nommés plus haut, il avait été arrêté que le principal passage s'effectuerait un peu au-dessus de Kehl. Ce point offrait beaucoup d'avantages par la facilité de rassembler secrètement, dans la ville de Strasbourg, tous les bateaux et agrès nécessaires, et de les conduire par eau le long du canal de navigation jusque dans le bras Mabile, et de là dans le grand canal du Rhin. C'est ce qui avait déterminé le choix de ce passage. Mais, d'un autre côté, il y avait beaucoup d'obstacles à surmonter pour conduire les troupes sur la terre ferme, attendu qu'elles ne pouvaient aborder qu'à des îles marécageuses et très-fourrées ; et qu'après le premier abord il leur restait encore à traverser différents petits bras non guéables, à déboucher dans une plaine coupée de digues et de fossés, que l'ennemi devait naturellement faire servir à sa défense.

Pour empêcher les Autrichiens de réunir contre l'attaque 1796 — an IV. Allemagne.
principale assez de forces pour culbuter les premières troupes, on chercha quatre endroits, au-dessus et au-dessous de Kehl, pour y faire des débarquements peu nombreux dont les mouvements et l'artillerie inquiétassent l'ennemi, et le missent dans l'incertitude du point où il devait diriger ses forces. On convint d'en chercher encore d'autres intermédiaires entre ceux-ci et Kehl, d'où l'on pût encore faire diversion par des attaques moins importantes. Il fallait que ces lieux de débarquement fussent tels, que les bateaux pussent arriver par eau, et que l'embarquement pût se faire à l'abri de quelques îles protectrices, sans être aperçu par l'ennemi. Tant de conditions essentielles à réunir rendaient très-rares les endroits propres à ces attaques : aussi ce ne fut qu'après un grand nombre de reconnaissances pénibles et minutieuses qu'on parvint à les déterminer.

Il fut décidé définitivement que la fausse attaque supérieure se ferait vis-à-vis du village de Meissenheim. Les bateaux provenant de la rivière d'Ill et les nacelles nécessaires pouvaient y être conduits d'Erstein par la riviere de Graffst, qui communique de l'Ill au Rhin par un bras de ce fleuve, qui sépare l'île de Schaffley de celle du Point-du-Jour. C'était dans ce bras même que devait se faire l'embarquement des troupes. On avait fait sonder la Graffst, qui n'est pas toujours navigable, et l'on s'était assuré qu'elle le serait lors de l'expédition, qui devait avoir lieu à l'époque des grandes eaux.

Les embarcations destinées à l'attaque principale de Kehl pouvaient être amenées de l'intérieur de la ville de Strasbourg par le canal de navigation et le bras Mabile jusqu'au point indiqué pour l'embarquement des troupes. Elles pouvaient ensuite facilement venir doubler la pointe de l'île des Épis; traverser de là le grand Rhin, et se jeter sur les îles de la rive droite qui ne se trouvent séparées du continent que par des bras étroits, mais non guéables dans cette saison.

On choisit, pour l'attaque inférieure, un endroit en avant de Gambsheim, que l'on crut favorable, parce que les bateaux pouvaient facilement y être conduits à couvert par l'embouchure de la rivière d'Ill dans le Rhin, et qu'on espérait pouvoir aborder sur la rive droite un peu au-dessous du village de

1796 — an IV.
Allemagne.

Diersheim[1]. Cette attaque, réelle aussi, mais secondaire, avait pour but de passer un corps de troupes de 10,000 hommes, afin de s'emparer de la route de Rastadt, et d'intercepter les secours qui auraient pu venir du bas Rhin à l'ennemi.

Ces deux attaques principales devaient être secondées par deux autres intermédiaires, mais bien moins considérables, et dont le seul but était de s'emparer de quelques îles occupées par de petits postes ennemis, et, ainsi que nous l'avons déjà annoncé, d'attirer, ou plutôt de diviser l'attention des Autrichiens par un grand feu d'artillerie, afin de retarder la réunion de leurs forces contre les points principaux. Il fut décidé que l'attaque entre Meissenheim et Kehl se ferait à la pointe du bois de Neuhoff, près de la batterie de Béclair, en face de Goldscheier, et celle entre Kehl et Gambsheim à la redoute d'Isaac, au-dessous de la Ruprechtsau, pour remplir le même objet; il fut aussi convenu que, le jour de l'expédition, on ferait des démonstrations, et qu'on tirerait du canon sur toute la ligne du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Hördt.

Les bateaux d'artillerie en usage à cette époque pour la construction des ponts étaient, il est vrai, très-propres pour cet objet, mais d'une forme qui les rendait peu commodes pour l'embarquement, et surtout pour le débarquement des troupes. Ils avaient trop peu de capacité, et, comme ce n'était que par une extrême profondeur qu'on leur avait procuré un port considérable, cette construction était un obstacle insurmontable à l'entrée des hommes à bord et à leur sortie; leur coupe, trop courte et trop cintrée, les rendait peu propres à naviguer. Si on eût voulu s'en servir pour le passage des avant-gardes, comme ils contenaient moins d'hommes et exigeaient plus de bateliers, on eût été forcé d'en employer un grand nombre, et les pontonniers auraient peut-être manqué. Il fallait donc nécessairement profiter des ressources que présentaient les bateaux de commerce de Strasbourg, et surtout ceux qui sont en usage sur la rivière d'Ill, qui réunissaient toutes les qualités qu'on peut désirer dans des bâtiments de transport; mais, pour ne pas

[1] C'est précisément le même endroit où, dix mois plus tard, nous verrons effectuer un autre passage du Rhin, plus difficile et plus audacieux encore que celui de Kehl.

trahir le secret si nécessaire au succès d'une opération de cette nature, on eut soin, pour mettre en réquisition et rassembler tous ces bateaux, de prendre les mesures capables de donner le change, et de persuader qu'ils allaient être employés pour le service des vivres et des fourrages de l'armée. 1796. — an IV. Allemagne.

Tel fut le résultat du travail des officiers que le général en chef avait chargés de cette mission importante. Le projet, ainsi arrêté par eux, lui fut apporté dans les premiers jours de juin; il l'approuva, et en fixa l'exécution à la nuit du 23 au 24 du même mois. Les adjudants généraux Abatucci, Decaen, Montrichard et Bellavesnes, qui devaient conduire les premiers débarquements, restèrent à Strasbourg pour être à portée d'étudier encore mieux les localités, et pour accélérer les préparatifs de l'expédition.

Le choix de ce point de Kehl pour un passage du Rhin était aussi heureux, sous le rapport des facilités qu'il offrait pour les opérations ultérieures, que sous celui de l'exécution du passage même.

La chaîne de montagnes qui forme la vallée du Rhin depuis les villes forestières jusqu'à l'embouchure du Necker, escarpée en beaucoup d'endroits, est impraticable vers l'Enz: dépourvue de routes transversales dans les autres vallées, elle n'a qu'un petit nombre de communications; encore ne peuvent-elles servir aux opérations militaires. La principale de ces communications passe par la vallée de la Kintzig, et débouche dans celle du Rhin, près d'Offenburg, vis-à-vis de Kehl, à la distance d'une marche des bords du fleuve. C'était, sous les rapports actuels, la plus propre aux opérations qui devaient mener dans le cœur de la Souabe, attendu que les montagnes de chaque côté de la Kintzig sont moins élevées, mieux cultivées, et par conséquent percées d'un plus grand nombre de chemins que le reste de la contrée. En passant heureusement le Rhin à Kehl, il était possible d'atteindre en peu de temps, non-seulement le meilleur débouché pour les opérations ultérieures, mais encore de couper tout à fait la ligne de défense de l'ennemi, en s'emparant de l'entrée des montagnes le long de la Kintzig. D'ailleurs la proximité de Strasbourg et le grand nombre d'îles boisées qui se trouvent sur le Rhin dans les environs de cette

1796 — an IV. Allemagne. ville donnaient toutes les facilités désirables pour exécuter en secret les préparatifs et l'embarquement des troupes.

Mais, indépendamment de tous les moyens dont s'étaient entourés les officiers envoyés en reconnaissance pour assurer le succès de l'expédition, la disposition de l'armée autrichienne favorisait encore singulièrement ce projet de passage. Par l'effet de sa première répartition vicieuse, à l'ouverture de la campagne, la majeure partie des troupes se trouvait dans les environs de Mannheim. Le contingent de Souabe, de 7.500 hommes disséminés en petits postes le long du Rhin, d'Ichenheim à Renchen, n'avait que six bataillons et deux escadrons réunis au camp de Willstet. Plus bas, à droite, sept bataillons et douze escadrons autrichiens formaient un cordon d'environ 8,800 combattants, de la Rench à la Murg; enfin le corps du prince de Condé, de 3,800 hommes, était dispersé entre Vieux-Brisach et Kappel. Il est facile de voir, par l'exposé de la situation de ces différents corps, qu'aucun d'eux ne pouvait arriver à temps au secours du point attaqué, et que leur dispersion rendait leur réunion impossible, surtout si, comme le fit très-habilement Moreau, on divisait leur attention par des démonstrations et de fausses attaques.

Le 20 juin, quatre jours avant celui qui était fixé pour le passage du Rhin, afin de tenir toujours l'ennemi occupé devant Mannheim, et pour lui faire croire que l'armée entière était encore devant lui, le général en chef Moreau ordonna une forte reconnaissance contre le camp retranché de la tête de pont. Il y employa un nombre considérable de troupes, et les fit soutenir par un feu d'artillerie formidable.

Toute la cavalerie du centre et de la réserve se déploya d'abord dans la plaine de Mutterstadt sur deux lignes. Le feu de l'artillerie légère, nourri vigoureusement, dissipa la cavalerie autrichienne, et la força de chercher un prompt asile dans le camp retranché. Alors l'infanterie française de la première division déboucha par la route de Spire et par le bois de Neuhoffen, attaqua vivement le village de Rheingenheim, battu en flanc par de nombreuses bouches à feu, et l'emporta sans éprouver une trop forte résistance.

Cette attaque avait aussi pour but de s'emparer de quelques

redoutes que l'ennemi avait à Rheingenheim, à la tête du bois de Mundenheim, et sur la rive gauche du Rehbach. Ces ouvrages furent emportés presque aussitôt qu'attaqués, et sur-le-champ les généraux français en ordonnèrent la démolition. Toutes les troupes ennemies qui campaient en dehors de leurs lignes, y furent rejetées en désordre, et les Français poussèrent des postes pour les empêcher d'en ressortir. Il fut alors reconnu que l'ennemi avait une trentaine de pièces de canon dans les ouvrages qui couvraient le front de son camp. Cette redoutable artillerie n'avait cessé de faire un feu roulant et meurtrier sur les assaillants pendant cette reconnaissance.

Le même jour, à minuit, on avait fait partir pour les environs de Strasbourg les troupes destinées aux premiers embarquements qui devaient opérer le passage du Rhin. Toujours afin de donner le change à l'ennemi et afin de garder dans son entier le mystère de l'entreprise, ces troupes avaient, en apparence, l'ordre de se rendre en Italie; et, pour rendre cette nouvelle plus vraisemblable, on avait eu soin de faire préparer leurs vivres sur la route de Besançon. Moreau était tellement convaincu que du secret le plus inviolable dépendait essentiellement tout le succès de son entreprise, que les chefs et les généraux eux-mêmes ignoraient le but véritable de tous ces mouvements. Mais la glorieuse armée d'Italie n'avait pas encore besoin de renforts. Seule elle avait triomphé de Colli et de Beaulieu, et seule encore elle devait vaincre le vieux maréchal Wurmser. Le départ et la marche de ces troupes, qui croyaient aller au secours de leurs frères d'Italie et prendre part à leur moisson de lauriers, étaient combinés et calculés de manière que ces différents corps devaient tous arriver près de Strasbourg le 23 juin au soir. Les troupes employées à la reconnaissance du camp retranché de Mannheim se mirent elles-mêmes en marche, aussitôt après l'action, pour suivre de près celles qui étaient parties la nuit précédente, et arriver peu de temps après à la même destination.

Le 23, après midi, les portes de Strasbourg furent tout à coup fermées, et l'on s'occupa en toute diligence des derniers préparatifs de l'entreprise, différés jusqu'alors pour en garder d'autant plus sûrement le secret. On commença par expédier les

1796 — an IV. Allemagne. embarcations destinées aux fausses attaques, et à les diriger sur les points où elles devaient se rendre, pour n'avoir plus ensuite à s'occuper que de ce qui était relatif à l'attaque principale vers Kehl.

Nous avons dit que, suivant le projet arrêté, le passage devait se tenter par cinq attaques, dont deux véritables et trois fausses ; mais que celle sur Kehl était l'attaque qui devait décider du succès du passage projeté. La réussite de l'attaque de Gambsheim, dont le but était de transporter sur la rive droite 10,000 hommes avec quelques chevaux et quelques canons, eût singulièrement favorisé les troupes débarquées à Kehl, en prenant à dos tout ce qui aurait voulu disputer le passage de la Kintzig, et en interceptant tous les secours que l'ennemi pouvait porter sur ce point, et qui ne pouvaient lui arriver que par la route de Rastadt, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer. Mais la hauteur extraordinaire des eaux et plusieurs obstacles naturels, qu'on n'avait pu prévoir, la firent échouer. Le général Beaupuis, qui dirigeait cette expédition, fut obligé d'y renoncer.

Les attaques intermédiaires de Meissenheim, de Béclair et de la redoute d'Isaac, qui, comme on l'a vu, avaient pour objet unique de détourner l'attention de l'ennemi, eurent, au contraire, un succès complet. Les 160 hommes qui composaient chacune de ces trois attaques, et qui étaient transportés dans quatre bateaux, arrivèrent sans encombre à leur destination, et contribuèrent, autant qu'il fut en eux, à la réussite de l'entreprise principale.

Le 23, à l'entrée de la nuit, les troupes destinées au passage se trouvèrent rassemblées sur deux points principaux. On comptait au polygone et sur les glacis de la citadelle de Strasbourg 16,000 hommes, aux ordres du général Férino, et 12,000, près de Gambsheim, sous le commandement du général Beaupuis. Toutes ces forces réunies devaient être dirigées par le général Desaix, nommé commandant en chef de l'expédition par le général Moreau.

On partagea en quatre colonnes ou divisions les troupes destinées à former le premier débarquement, pour l'attaque de Kehl, ainsi que les embarcations qui devaient les transporter, et chacune de ces divisions devait aborder à un endroit désigné.

La première, à gauche, formée de sept bateaux de l'Ill et de six grands bateaux, ayant en tête quatre nacelles, et conduite par l'adjudant général Abatucci, devait débarquer sur les îles boisées, formées par le vieux Rhin de Kehl, immédiatement au-dessous de l'embouchure du bras nommé Ehrlenrhein. Elle était d'environ 1,600 hommes, avec deux pièces de canon. 1796—an IV. Allemagne.

La seconde division, forte de 1,500 hommes et de deux pièces de 4, formée de deux nacelles, six bateaux de l'Ill et six grands bateaux, sous les ordres de l'adjudant général Montrichard, était chargée d'aborder l'île d'Ehrlenrhein, et les troupes, après y être débarquées, devaient se diviser en deux colonnes. La première devait marcher vers la partie supérieure de l'île, afin de découvrir les barrages qu'on espérait y trouver, et qui eussent servi de communication avec la terre ferme. Le reste devait se porter vers un pont dont la position était connue, afin de s'en emparer avant que l'ennemi pût le rompre, pour que ce pont pût servir à communiquer avec les troupes de la première et de la troisième division, suivant que ce petit pont se fût trouvé au-dessus ou au-dessous de l'entrée du vieux Rhin de Kehl.

La troisième division, qui ne consistait qu'en quatre nacelles et deux bateaux de l'Ill, le tout monté par 250 hommes, était commandée par l'adjudant général Decaen. Chargée de la tâche la plus difficile, malgré son extrême faiblesse, elle devait chercher l'embouchure du bras d'Ehrlenrhein, et remonter ce bras, l'espace d'environ cinquante toises, pour aborder sous les embrasures d'une batterie de canons, dont il était nécessaire de s'emparer d'abord, attendu que cette batterie eût foudroyé les troupes de la seconde division, débarquées dans l'île d'Ehrlenrhein, et qu'elle eût contrarié l'établissement du pont volant qui devait être la seule communication, jusqu'à ce que le pont de bateaux fût terminé.

Enfin la quatrième division, la plus faible de toutes, ne consistait qu'en deux nacelles. Aussi son seul objet n'était-il que de jeter, sur les îles qu'on a appelées depuis *des Escargots* et *de l'Estacade*, une cinquantaine d'hommes, nombre suffisant pour chasser de ces îles les petits postes ennemis qui auraient pu inquiéter l'expédition.

1796 — an IV. Allemagne.

A neuf heures du soir, toutes les embarcations avaient filé hors de la ville, par le canal de navigation, dans l'ordre indiqué ci-dessus, et à dix heures elles étaient toutes arrivées à l'écluse dite *du Péage*. Là on embarqua quatre pièces de 4 démontées, dans quatre bateaux différents, dont deux pour la première, et deux autres pour la deuxième division. On les conduisit ensuite dans le bras Mabile, jusqu'au point désigné pour l'embarquement des troupes qui étaient en bataille au lieu marqué. Il était plus de minuit lorsque l'on commença à entrer dans les nacelles. Le temps était serein et très-calme, et malheureusement la lune, brillant au milieu d'un ciel pur et sans aucun nuage, jetait, dans ce moment, une clarté bien défavorable à l'expédition ; ce qui exigeait qu'on redoublât de précautions et qu'on gardât le plus profond silence ; car les Autrichiens avaient, sur les bords du Rhin, des postes qui n'étaient pas à plus de deux cents toises des Français ; et pendant la nuit, a une si faible distance, le plus petit bruit pouvait trahir tout le mystère de l'entreprise. Le second bataillon de la 5ᵉ demi-brigade d'infanterie légère et le premier de la 16ᵉ furent embarqués les premiers. L'ordre admirable avec lequel se fit cet embarquement, la bonne volonté des soldats, et l'ardeur des chefs étaient du meilleur augure. Cependant, avant qu'on fût assez avancé pour qu'on fît partir les premières nacelles, le canon des fausses attaques inférieures et supérieures se fit entendre, et l'on put craindre que cette circonstance ne donnât l'éveil aux postes ennemis de la rive opposée et n'augmentât le danger des premiers abordages. Mais l'effroi qu'éprouvèrent les gardes autrichiennes, à l'aspect subit des Français, démontra bien vite qu'elles étaient loin de s'attendre à cette attaque.

Enfin, à une heure et demie après minuit, les bateaux légers des quatre divisions étaient complétement chargés, et le général Desaix donna le signal du départ. Les embarcations remontèrent le long de la rive gauche, jusque vers la batterie dite de Custine, pendant qu'on continuait à remplir les gros bateaux qui devaient les suivre et les soutenir, et qui eux-mêmes se mirent en marche à mesure qu'ils étaient chargés. Toutes ces barques traversèrent le Rhin et abordèrent à la rive droite, aux points respectifs qui leur avaient été désignés, avec autant

de bonheur que d'adresse; car il n'y eut pas un seul bateau qui se perdit, pas un seul qui n'abordât à peu près à l'endroit même où il devait opérer le débarquement. 1796 — an IV. Allemagne.

Cependant, durant toute cette traversée périlleuse, le canon des fausses attaques continuait à se faire entendre dans toutes les directions, et aurait dû donner l'éveil aux Autrichiens. Toutefois les troupes de Souabe, que ces détonations d'artillerie devaient engager a se tenir sur leurs gardes, se laissèrent toutes surprendre. Les Français débarquèrent avec leur audace ordinaire sans tirer un coup de fusil, et emportèrent, à la baïonnette, tous les postes ennemis, qui n'eurent que le temps de faire leur première décharge et de s'enfuir. L'étonnement et l'effroi dont ils furent saisis ne leur permirent même pas de songer à couper les petits ponts de communication qui se trouvaient sur les bras du Rhin et qui séparaient encore les Français de la terre ferme.

La troisième colonne, chargée de remonter le bras d'Ehrlenrhein, et d'aborder une batterie de trois pièces construite vis-à-vis d'Erlenkopf, essuya, en y arrivant, un coup de mitraille de chacune des trois pièces qui s'y trouvaient. Ce feu, qui ne l'ébranla nullement, ne lui causa qu'une perte peu sensible, et elle s'empara de la batterie ainsi que de celle de deux pieces qui se trouvait à côté. Les Autrichiens furent réduits à se défendre dans les deux redoutes, qui furent depuis appelées *redoutes du Cimetière* et *des Trous-de-Loup*, et dont nous allons parler tout à l'heure.

La partie de la deuxième division, aux ordres de l'adjudant général Montrichard, qui avait filé sur sa droite dans le haut des îles d'Erlenrhein, pour y chercher des barrages ou d'autres moyens de communication avec le continent, avait eu le bonheur de réussir dans cette entreprise difficile. L'autre partie était aussi parvenue heureusement à s'emparer du petit pont dont nous avons parlé plus haut, avant qu'on eût pu le rompre, et un pareil pont avait servi aux troupes de la première division à franchir le vieux Rhin de Kehl, en sorte que toutes les troupes des trois principales divisions se trouvèrent débarquées et réunies dans la plaine qui s'étend entre les deux digues, sur le terrain voisin de la batterie d'Erlenkopf.

1796 — an IV. Allemagne.

Le nombre d'hommes jetés sur la rive droite, par cette première opération, pouvait être de 2,500 environ. Ils avaient à enlever les deux redoutes du Cimetière et des Trous-de-Loup, et à soutenir le choc des troupes que l'ennemi ne manquerait pas de détacher du camp de Willstett, comme on devait le présumer, pour essayer de les culbuter. Ils avaient conséquemment besoin de recevoir promptement des renforts.

A la suite des bateaux de débarquement, on avait fait remonter, dans le bras Mabile, deux grands bateaux chargés des agrès nécessaires à la confection d'un pont volant; et, derrière eux venait un équipage de pont composé de soixante bateaux d'artillerie. Aussitôt que les premières décharges d'artillerie eurent été entendues, on avait commencé à travailler, dans le bras du Rhin appelé Mabile, à la construction de ce pont volant. Il était près d'être achevé à la pointe du jour; mais, comme il fallait encore environ deux heures pour lui faire doubler la pointe des Épis, le conduire à sa place et en jeter les ancres; que la grande hauteur des eaux et l'extrême rapidité du Rhin exigeaient que l'on mît beaucoup de circonspection dans ces opérations, le général Desaix, pour accélérer le passage des renforts à la rive droite, ordonna que les bateaux qui avaient servi au premier débarquement seraient ramenés à la rive gauche pour en opérer un second. Cette manœuvre s'exécuta pendant l'établissement du pont volant, et l'on se procura ainsi, en attendant qu'on pût en faire usage, le moyen de doubler les forces sur la rive occupée par l'ennemi, par les convois successifs de ces bateaux de transport.

Ce fut une opération judicieuse, et qui devrait être imitée dans toutes les circonstances semblables, que celle d'avoir enlevé aux premières troupes débarquées tout moyen de retraite, dans la double intention d'augmenter leur audace par l'impossibilité de la fuite et de leur procurer des secours plus prompts. C'est une de ces témérités nécessaires à la guerre, et que le succès manque rarement de justifier. Les Français durent se féliciter d'avoir pris ce parti; car, dès que le général Stain, qui commandait le camp de Willstett, fut informé du vrai point d'attaque, il se porta, avec deux bataillons et six escadrons, à la rencontre des Français. Mais l'infanterie déjà formée dans la

plaine, sous la protection de deux pièces de 4 et de deux autres pièces enlevées à l'ennemi, soutint vaillamment le choc de la cavalerie ennemie. 1796 — an IV. Allemagne.

Le pont volant fut entièrement établi à six heures du matin, de la rive gauche à l'île d'Ehrlenrhein, et on s'en servit pour passer quelques chevaux qui défilèrent un à un, et avec bien de la peine, sur un petit pont de communication; mais on ne put en profiter pour passer l'artillerie, attendu que les îles d'Ehrlenrhein étaient impraticables pour du canon. Le reste de la matinée fut employé à faire passer de l'infanterie au moyen du pont volant, et tout à la fois par les bateaux qui allaient et venaient continuellement, mais dont le service était néanmoins ralenti par la force de la dérive, occasionnée par la trop grande rapidité du fleuve.

L'intention du général Moreau, pour ne pas compromettre l'équipage de pont, si nécessaire au succès total de l'entreprise, était de n'en faire commencer la construction qu'au moment où les troupes déjà débarquées se seraient entièrement emparées de Kehl. Il fallait que l'infanterie presque seule, et dépourvue d'artillerie et de cavalerie, emportât à la baïonnette les redoutes du Cimetière et des Trous-de-Loup, la ville et le village de Kehl, et qu'elle résistât aux efforts de la réserve des Autrichiens campés à Willstett. La confiance que le général montrait dans cette circonstance à l'infanterie française lui faisait le plus grand honneur, et la conduite et la bravoure intrépide de celle-ci prouvèrent également qu'elle méritait la bonne opinion de son commandant en chef.

Dès que le général Desaix jugea qu'il avait des forces suffisantes sur la rive droite, il les dirigea sur Kehl. Ce fort n'était point alors en état de défense : il avait été rasé après avoir été cédé à l'Empire par le traité de Bade, et depuis il n'avait pas été rétabli : il n'en existait plus que les fondements, les reliefs en étaient effacés, et les fossés comblés. Pour en défendre les débouchés principaux, les Autrichiens avaient construit la redoute dite du Cimetière, en forme de bastion, ouverte par la gorge, laquelle, appuyée au Rhin, battait le cours du fleuve, et la plaine le long de sa digue, et la redoute des Trous-de-Loup, appelée, par les Autrichiens, Batterie de Souabe. Cette dernière

1796 — an IV. Allemagne. était d'un profil plus élevé que celle du Cimetière, non fermée à sa gorge, mais entourée des trous de loup qui lui ont valu son nom, et armée de cinq pièces de canon. Elle était située derrière un marais dans la plaine entre la Schutter et le Rhin, vis-à-vis du débouché d'Erlenkopf.

Le second bataillon de la 3e demi-brigade d'infanterie légère, le premier de la 16e et une partie des 31e 56e et 89e d'infanterie de ligne se divisèrent pour attaquer à la fois les redoutes; la première division suivit la digue et marcha à celle du Cimetière, et la deuxième vers celle des Trous-de-Loup.

La redoute du Cimetière et la batterie construite à côté avaient inquiété par une canonnade assez vive l'établissement du pont volant. Mais bientôt, battues elles-mêmes par la grande batterie de la culée du pont, elles furent obligées de cesser leur feu. Les canonniers français tiraient avec tant de justesse, que plusieurs de ceux qui servaient les pieces de la redoute eurent la tète emportée. Aussi les attaquants n'éprouvèrent-ils qu'une tres-faible résistance, et s'emparèrent de la redoute du Cimetière presque sans coup férir.

L'attaque de la redoute des Trous-de-Loup fut plus sérieuse. Défendue par le lieutenant-colonel Raglowich, elle donna la preuve de ce que peut l'influence d'un brave sur des troupes dans une action. 300 hommes d'infanterie et cinq bouches à feu faisaient toute la force de cette redoute. Raglowich débuta par une terrible fusillade, à laquelle les Français répondirent avec une vivacité égale; cependant ceux-ci réussirent à pénétrer dans la redoute; mais, repoussés par les valeureux compagnons de Raglowich, ils furent obligés de reculer pour se rallier. Cet échec, au lieu de les décourager, avait encore allumé leur ardeur. Quand leurs rangs furent reformés, ils revinrent à la charge avec une nouvelle impétuosité. Un mouvement ordonné par le commandant de l'attaque réussit complétement. Il consistait à tourner la redoute par la gorge. Alors les Autrichiens, se voyant assaillis de toutes parts, évacuèrent leurs retranchements et opérèrent leur retraite. Les Français firent dans cette circonstance plusieurs prisonniers, au nombre desquels se trouvait le fils du prince de Fürstenberg.

Après la prise de la redoute des Trous-de-Loup, les Autri-

chiens n'opposèrent plus qu'une résistance presque nulle. Cependant la cavalerie du prince de Condé chargea avec assez de bravoure une compagnie de grenadiers de la 31e demi-brigade ; mais elle fut repoussée avec perte, et obligee de se retirer. Les tirailleurs français se portèrent alors sur le fort et le village de Kehl, et en chassèrent les Autrichiens, qui ne songeaient plus à se défendre. Le vieux pont de Kehl, celui que les troupes de Souabe avaient négligé de détruire, et la petite redoute de l'Étoile sur la Kintzig tombèrent également en leur pouvoir. A dix heures du matin, les Français, maîtres de tous les postes, se mettaient déjà à la poursuite de l'ennemi sur la route d'Offenbourg. Le résultat de ces différentes attaques fut, pour les vainqueurs, la prise de 4 à 500 hommes, celle de deux mille fusils, de treize pièces de canon, d'un obusier et de plusieurs caissons : l'ennemi avait eu 600 hommes tués ou blessés, et les Français n'en avaient pas eu le quart. Ils n'eurent à regretter, en officiers de marque, que le capitaine du 2e régiment d'artillerie, Girard, qui avait été tué d'un coup de biscaïen, à l'attaque de la redoute des Trous-de-Loup. Le chef de bataillon de la 3e demi-brigade d'infanterie légère, Bec-de-Lièvre, y fut blessé.

A deux heures après midi (le 24 juin), on commença à s'occuper de la construction du pont de bâteaux. On était d'abord convenu de l'établir un peu au-dessous du pont volant aboutissant à l'île d'Ehrlenrhein ; mais comme les communications se trouvaient impraticables dans cette île, et qu'on était maître de Kehl, et dans une position à pouvoir sans danger l'établir bien plus avantageusement à la gorge du fort, on résolut de le placer environ à deux cents mètres (cent deux toises) au-dessous du vieux pont, dans un endroit où le Rhin se trouve partagé en deux bras par une île basse et sablonneuse. On fit en conséquence descendre de la pointe des Épis l'équipage de bateaux qui y était rassemblé, et dès qu'il fut arrivé au-dessous de l'emplacement désigné, on travailla à jeter le pont. Ce travail, commencé à six heures du soir, fut continué toute la nuit et entièrement terminé sur les deux bras, le 25 juin, entre dix et onze heures du matin. Il consistait en quarante-sept bateaux, dont trente-sept sur le grand courant, et dix sur le bras de Kehl.

1796— an IV. Allemagne.

Ce ne fut qu'à cet instant que la communication des deux rives fut solidement établie, et que la position des Français fut bien assurée sur la droite. On fit alors défiler, sur le pont de bateaux, les troupes à cheval, l'artillerie légère des deux divisions, et le reste de l'infanterie du général Beaupuis, qui avait échoué dans l'attaque projetée contre Gambsheim. Le corps aux ordres du général Saint-Cyr, qu'on avait laissé dans le Palatinat, pour masquer la marche de l'armée et faire son arrière-garde, ne passa le Rhin que quelques jours après.

Moreau, après avoir ainsi réussi à effectuer le passage du Rhin, ne profita pas de la terreur et de la dispersion des troupes ennemies pour les poursuivre avec la vigueur et la promptitude convenables, avant leur réunion, qu'il devait supposer devoir être prochaine. Ce général s'avança, au contraire, avec une circonspection bien difficile à expliquer, à moins qu'on ne veuille l'attribuer au défaut de véritables renseignements sur la situation des cantonnements ennemis, ce qui est une excuse peu admissible, après tous les soins qu'il avait pris pour s'en assurer; ou bien à la nécessité d'attendre l'arrivée du général Saint-Cyr, dont la présence n'était pas encore indispensable dans tous les cas. Si, le jour même du passage, Moreau se fût hâté d'attirer à lui les douze bataillons laissés, assez inutilement, entre Huningue et Strasbourg, il aurait pu réunir, le 25 juin, environ 15,000 hommes à Willstett. Cette masse considérable de forces disponibles le mettait, sans contredit, en mesure de protéger suffisamment l'établissement de ses ponts, et de tomber vigoureusement sur les deux généraux autrichiens Stain et Sztarray, alors trop éloignés l'un de l'autre pour opérer aussi promptement leur jonction et lui opposer une forte résistance. Cette manœuvre énergique, qui pouvait le délivrer de ces deux généraux, était d'autant plus facile qu'il pouvait disposer à cet effet de la division du général Laborde, qui resta derrière le fleuve plus de vingt jours après le passsage, sans qu'il soit possible d'en justifier le motif.

Au surplus, le caractère militaire distinctif du général Moreau était une prudence extrême [1]. Destiné à devenir le rival de gloire

[1] Ce caractère du général Moreau était également celui de son chef d'état-major, le général Reynier, officier de la plus grande distinction, et dont nous

du général Bonaparte, par des moyens opposés à ceux de ce dernier, Moreau commençait dès lors à montrer à l'Europe par quelles voies il se proposait d'acquérir des droits à la renommée. On pouvait entrevoir qu'il serait le Fabius de la France, comme Bonaparte s'en montrait déjà l'Annibal.

1795 — an IV. Allemagne,

Moreau se borna donc, le 25 juin, à faire faire des reconnaissances. Le général Beaupuis délogea les Autrichiens du village de Neumühl, défendu par le corps franc du comte de Giulay, et fit 99 prisonniers. Le général Férino se porta vers Marlenheim et Goldscheuer pour éclairer la marche du corps du prince de Condé, qui s'avançait en toute hâte du côté d'Offenburg. Les Français passèrent la nuit dans une position en potence : l'infanterie de Férino appuyait sa droite au Rhin, en arrière de la ferme de l'Hôpital, et sa gauche en arrière de Suntheim; celle du général Beaupuis fut placée la droite à Suntheim, et la gauche au Rhin, au-dessus de Kehl.

Le 26, l'armée française eut ordre de se porter sur le camp de Willsett pour y attaquer le général Stain. L'aile droite, formée du corps du général Férino, continua sa marche contre le prince de Condé; elle passa la Schutter, et se porta à Holzhurst et Langenhurst. Un corps détaché de cette aile fila le long de la rive gauche de la Kintzig avec de l'artillerie légère pour seconder l'attaque de Willstett, et battre à revers les troupes qui l'occupaient.

La divison du général Beaupuis marcha donc sur Willstett, par la route d'Offenburg; mais en débouchant par le village de Korck, elle fut vigoureusement chargée en flanc par deux escadrons de cuirassiers du régiment d'Anspach, qui s'étaient embusqués derrière un bois. Cette charge inattendue renversa tout ce qui avait dépassé le défilé, et qui n'avait pas encore eu le temps de se former. Les canonniers et les charretiers de l'artillerie légère, qui se trouvaient à la tête de la colonne, furent sabrés sans quitter leurs pièces et avant d'avoir pu les mettre en batterie. Le général Beaupuis, accouru sur les lieux pour s'opposer au désordre, fut lui-même atteint de plusieurs

aurons souvent l'occasion de parler dans la suite de ces Annales. Reynier avait pour maxime qu'à la guerre il faut donner le moins possible au hasard.

1796 — an IV. Allemagne. coups de sabre; Drouault, aide de camp du général Desaix, fut blessé si grièvement qu'il mourut quelques jours après; et le chef de brigade, du 6e régiment de dragons, Fauconnet, reçut aussi plusieurs blessures dans cette échauffourée.

Cependant le succès obtenu par les cuirassiers d'Anspach allait leur devenir fatal; deux bataillons de la 10e demi-brigade d'infanterie légère, qui s'étaient jetés derrière les haies du village, arrêtèrent cette charge par un feu de mousqueterie très-vif et bien dirigé, et, par la fermeté de leur contenance, donnèrent le temps de réparer le désordre et de voler à leur secours. La cavalerie française, reformée, chargea à son tour les cuirassiers, les poussa jusqu'à la tête du camp, et réussit à s'emparer de plus de 150 prisonniers et 60 chevaux. Mais, pendant la charge des cuirassiers d'Anspach, le général Stain avait évacué presque en entier le camp de Willstett. Les Français y prirent une pièce de canon et quelques caissons.

29 juin (11 messid.) Italie. *Affaires intérieures de l'Italie. Révolte et pacification des fiefs impériaux. Arrangement avec Naples, Rome et la Toscane. Occupation de Livourne. Capitulation de Milan. Insurrection de Lugo.* — On a vu, précédemment, que le général Bonaparte s'était borné à faire faire l'investissement de la place de Mantoue, faute de l'attirail nécessaire pour former un siége régulier, et dans le dessein de donner aux affaires de l'intérieur et du midi de l'Italie les soins que réclamaient à la fois la sûreté de son armée menacée d'être compromise et la conservation de ses conquêtes, sur le point d'être troublée. La réussite des tentatives faites par le général français eut une influence trop marquée sur les événemens ultérieurs, pour que nous n'entrions pas, à ce sujet, dans des détails circonstanciés.

Nous allons ajouter quelques traits au tableau que nous avons déjà esquissé de la situation morale et politique du pays où le génie de Bonaparte était appelé à développer toute son activité. On ne reconnaissait plus, depuis bien longtemps, l'esprit qui régnait en Italie aux quinzième et seizième siècles. Les descendants de toutes ces maisons qui avaient eu une si grande influence sur les destinées de cette contrée, dégénérés dans les loisirs d'une longue paix, avaient fait oublier jusqu'à leurs noms. Les Médicis, les Sforze, les Borgia, les Farnèse

et les Urbins étaient éteints. Les limites des États, tracées par des actes auxquels le temps avait donné sa sanction, étaient respectées. L'ambition des petits princes n'exerçait plus ses moyens criminels. L'agriculture avait mis à profit ce nouvel ordre de choses dans certaines parties de l'Italie, telles que la Lombardie et la Toscane; les vices de l'administration publique avaient retardé les progrès de la science économique dans les autres États, tels que ceux de Venise, du pape et de Naples. La splendeur du commerce, en partie éclipsée, ne réfléchissait plus que faiblement sur les beaux-arts, et l'Italie n'avait plus à offrir aux étrangers que ses imposantes antiquités, ses musées et son délicieux climat. On faisait alors le voyage de cette contrée, comme autrefois les Romains faisaient celui de la Grèce, pour y admirer des chefs-d'œuvre dont les imitateurs ne se rencontraient plus dans la patrie de ceux qui les avaient enfantés. Cependant, les sciences étaient cultivées avec assez de succès, mais d'une manière moins remarquable qu'en France et en Angleterre. D'un autre côté, si la politique enseignée par Machiavel, et mise en pratique longtemps avant lui, paraissait négligée, on voyait à sa place cette dissimulation qui naît de l'état de servitude, et à laquelle la nation italienne s'était façonnée sous une longue succession de maîtres et de conquérants étrangers.

1796 — an IV. Italie.

Dans cet état de choses, les peuples de l'Italie étaient-ils capables de cette énergie qui repousse l'invasion étrangère et surmonte tous les obstacles? Nous n'entreprendrons point de résoudre la question. Toutefois il restait, pour les mettre en mouvement, un dernier ressort, celui du fanatisme religieux, levier puissant et qui pouvait bien affranchir l'Italie du joug de la conquête, puisqu'il avait réussi autrefois à transporter des peuplades d'Asie et d'Afrique en Europe; et, réciproquement, une partie de la population européenne dans l'Orient. On a vu que l'emploi de ce moyen n'avait point été négligé par les hommes chargés de diriger ce peuple dégénéré, mais que les premiers résultats de la tentative ne répondirent point à l'espérance conçue. A la vérité, si la conduite des soldats français et surtout le respect que Bonaparte paraissait affecter pour tout ce qui tenait à l'opinion dominante avaient pu di-

1796 — an IV. Italie. minuer, dans l'esprit des Italiens, les premières impressions communiquées par les nobles et les prêtres, l'expérience venait de prouver que la moindre occasion suffirait peut-être pour rallumer l'incendie, et porter les peuples à faire de nouveaux et de plus puissants efforts pour repousser, au delà des Alpes, les auteurs et les partisans d'une révolution dépeinte sous les seules couleurs qui pouvaient la rendre odieuse.

Cependant, dans les pays occupés par l'armée française, la classe moyenne des citoyens commençait à se persuader que les Français pouvaient bien être venus, en effet, dans le dessein d'établir la liberté en brisant les entraves imposées par le despotisme et la superstition des successeurs du peuple-roi. L'imagination des descendants des fiers Lombards s'était exaltée par la communication avec les républicains, et ces derniers avaient acquis un grand nombre de partisans. Mais la classe populaire, plus attachée à ses préjugés, se refusait toujours à calculer les avantages qui pouvaient résulter pour elle du nouvel ordre de choses. Si la présence et les derniers succès des Français avaient été seuls capables de contenir ces nombreux auxiliaires des ennemis déclarés de la révolution dans cette partie de l'Italie, Bonaparte avait toujours à redouter les effets de la haine que portaient à ses soldats les habitants fanatisés des contrées où l'armée n'avait pas encore pénétré, et où les mêmes préjugés subsistaient dans toute leur force. Venise, Naples et Rome étaient les trois États qui renfermaient le plus d'ennemis de la France républicaine. C'était aussi ceux de toute l'Italie où la superstition, l'aristocratie et le despotisme exerçaient un empire plus absolu.

La victoire, fidèle aux Français, avait contraint le roi de Sardaigne, le duc de Parme et celui de Modène à faire leur paix avec la république. La maison d'Autriche ne possédait plus en Italie que la ville de Mantoue et la citadelle de Milan. Le grand-duc de Toscane, Ferdinand-Joseph, voué au bonheur et à la tranquillité de ses sujets, manifestait des dispositions peu alarmantes. Naples, Rome et Venise étaient donc les seules puissances dont Bonaparte eût à redouter les efforts; et ce général avait pensé sagement qu'au lieu d'assiéger Mantoue, ou de pousser une pointe sur le Tyrol, pour attaquer l'empereur

d'Autriche dans ses États d'Allemagne, il convenait d'en imposer au gouvernement romain, et à celui de Naples, par la marche rapide d'une forte division sur la Romagne. Par là, il prévenait tous les projets qu'on pouvait former contre lui, et ne donnait pas à ses adversaires le temps de se concerter entre eux. 1796 — an IV. Italie.

La république de Venise, robuste aristocratie qui s'était maintenue au milieu de tant de bouleversements divers, devait redouter, autant que les monarchies, la propagation des principes révolutionnaires. Le joug de son fier et ombrageux sénat était, pour le peuple vénitien, et pour ceux de l'Adriatique, connus sous le nom d'Esclavons, au moins aussi pesant que le joug monarchique devait l'être pour les autres peuples; les nobles, qui exerçaient cette sombre tyrannie, dont les moyens ont eu tant de rapports avec ceux de la *sainte* inquisition qu'elle a précédée, ne pouvaient pas oublier que la féodalité et l'aristocratie entraient encore plus peut-être que la monarchie, dans le plan de renversement adopté par les Français républicains. En effet, le gouvernement démocratique de France ne refusait pas de traiter avec les rois, mais ses agents avaient reçu des instructions pour faire la guerre à la noblesse et à ses priviléges dans tous les lieux ou les armées victorieuses de la république étendraient leur empire. Placés dans leurs lagunes, loin du foyer révolutionnaire, les nobles venitiens comptaient moins sur les avantages de cette position isolée que sur les précautions d'une police cauteleuse qui cachait ses rigueurs sous les dehors de la folie et de la licence des plaisirs. Mais par cela même l'influence aristocratique ne s'étendait guere au dela de la ville de Venise, dont le régime intérieur passa longtemps pour un chef-d'œuvre de politique administrative. Les provinces dites de terre-ferme étaient soumises a une autorité aussi dure qu'imprévoyante. Elles avaient bien pu supporter ce joug, alors que le commerce de Venise était dans toute sa vigueur, dans tout son éclat; lorsque, survivant aux croisades, la republique vénitienne en avait recueilli les fruits sans en partager tous les dangers; lorsque, arrêtant la marche dévastatrice des Osmanlis (des Turcs), ses armes disputaient au sabre du grand-seigneur une grande partie de la Grèce. Mais à l'époque que nous de-

1796 — an IV. Italie.

crivons, il ne restait plus aux maîtres de l'Adriatique que le souvenir de leur grandeur passée. Les peuples des provinces n'avaient plus devant les yeux que les prestiges de la fortune et de la gloire, la superstition seule les retenait dans les bornes de la soumission à la domination aristocratique. Quoi qu'il en soit, les sujets des nobles vénitiens, partageant encore les préjugés des autres peuples d'Italie, n'avaient vu dans les Français, propagateurs des principes révolutionnaires, que des hommes ennemis de leur croyance, et ne regardaient la liberté offerte par ces derniers que comme un fantôme décevant, plus à craindre que la servitude.

Toutefois nous avons fait remarquer que le gouvernement vénitien, hésitant entre la volonté de se prononcer contre la république française et la crainte de voir réaliser les menaces qui lui étaient faites, avait pris le parti moyen de déclarer sa neutralité, ce qui lui avait imposé l'obligation de ne faire aucune levée extraordinaire de troupes. Les Français étaient soufferts dans Venise, mais leurs partisans y étaient persécutés. Il régnait une lenteur ou une partialité choquante dans toutes les affaires qui concernaient la nation. Les Autrichiens, au contraire, étaient favorisés dans toutes les circonstances. Nous avons dit que la forteresse de Peschiera leur avait été livrée : tous les secours dont ils avaient besoin leur étaient fournis libéralement, toutes les fois que le sénat croyait pouvoir en dérober la connaissance aux Français. Une des plus grandes preuves données, par le gouvernement de Venise, de sa conduite tortueuse, avait été l'asile accordé d'abord au roi Louis XVIII, et retiré ensuite d'une manière si odieuse. Cependant la bassesse du procédé des nobles vénitiens n'avait rien changé aux sentiments du Directoire exécutif à leur égard.

Bonaparte n'avait paru garder quelques ménagements envers Venise, dont la neutralité lui était plus que suspecte, que par la possibilité où s'était trouvé Beaulieu, de se défendre encore quelque temps avec l'assistance ouverte de cette puissance. Mais quand le passage du Mincio et la victoire de Borghetto eurent paralysé les derniers efforts du général autrichien, le général français se montra moins scrupuleux envers un gouvernement qui le trompait. L'occupation de Peschiera, enlevé aux Autri-

chiens, et de la ville de Vérone, fut le premier acte de récrimination exercé par la république française, et répondit à Bonaparte des intentions ultérieures du sénat vénitien. 1796 — an IV. Italie.

Il restait encore deux ennemis redoutables à châtier. Quelques jours suffirent au général de l'armée d'Italie pour parvenir à ce but, et pour enlever Rome et Naples à la coalition.

Ferdinand IV occupait le trône des Deux-Siciles. Ce prince, plutôt par choix que par politique, s'occupait à plaire à cette nombreuse classe de ses sujets, oisive, ignorante, à demi sauvage, qui, sous la dénomination de *lazzaroni*, inonde la vaste capitale du royaume. Il paraissait y avoir concentré ses goûts et ses affections. Une princesse de la maison d'Autriche[1], sœur de l'infortunée reine Marie-Antoinette, avait pris les rênes du gouvernement napolitain, et remplaçait son insouciant et royal époux. Née avec des passions ardentes, la reine de Naples avait puisé, dans les malheurs de sa sœur, une haine effrénée contre les Français. Cette haine, qui devint par la suite si fatale à la princesse et à sa famille, était encore irritée (s'il était possible) par les conseils envenimés du ministre Acton, Anglais d'origine, vendu à sa nation, et que la voix publique désignait depuis longtemps comme le favori de Marie-Caroline. Une grande conformité de caractère avait amené le rapprochement du ministre et de la reine. Avec un mobile aussi puissant que celui qui leur était commun, leur administration était cependant plus remuante qu'active. Leurs projets n'étaient point proportionnés aux forces du royaume, et se trouvaient opposés aux principes de sa véritable prospérité. Au lieu de faire renaître, d'encourager les accroissements de l'agriculture dans un pays où la fable a placé le berceau de cet art si utile, et que l'histoire nous désigne comme un des plus abondants greniers de l'empire romain, ils attendaient des richesses exagérées d'un commerce qui n'existait point encore. Dans cet espoir, ils créaient avec un faste insignifiant une marine dont on ne soupçonnait pas l'usage. Une armée de terre magnifiquement équipée avait été mise sur pied pour venger les attentats commis en France sur la famille royale. La guerre avait été déclarée

[1] Marie-Caroline Louise, morte en 1814, grand'mère de la duchesse de Berri.

1796— an IV. Italie. dans ce dessein, et le royaume de Naples était entré à grands frais dans la coalition formée par les souverains de l'Europe pour la destruction de la nouvelle république établie sur les ruines de la monarchie. 6,000 Napolitains, l'élite de la brillante armée organisée par la reine et son ministre, avaient paru au siége de Toulon; mais ils s'y étaient peu distingués, et ils retournèrent dans leur patrie après la reprise de ce port par les Français. Depuis, des causes qui nous sont inconnues, ou peut-être un trop grand éloignement du théâtre de la guerre, avaient rendu sans effet l'animosité du gouvernement napolitain pendant les deux campagnes de 1794 et 1795, et ses troupes restèrent plutôt dans un état d'observation que dans celui de guerre ouverte. Tout se borna à quelques actes insignifiants d'hostilité entre la marine française et celle de Naples. Lorsque le cabinet de Vienne se fut décidé, au commencement de 1796, à renforcer, d'une manière redoutable, l'armée autrichienne en Italie; lorsque s'organisa la ligue des principaux Etats italiens, pour repousser l'invasion de Bonaparte, la reine de Naples, entraînée encore plus par le désir de se venger des Francais que par les sollicitations de la cour autrichienne et l'or de l'Angleterre, ce moyen si puissant de l'influence britannique; la reine de Naples, disons-nous, s'empressa de coopérer efficacement aux nouveaux efforts de la coalition. L'armée fut portée par ses ordres à une force que ne permettaient point la population et les finances épuisées du royaume. Nous avons dit que cette armée, en comptant les troupes réglées et les milices organisées et rendues disponibles, s'élevait de 60 à 80,000 hommes, masse énorme, et qui pouvait tout au plus démontrer qu'il est plus facile d'enrôler des soldats que de s'en servir. Au surplus, ces enrôlements, qui n'avaient été rien moins que volontaires, entraînèrent une désertion considérable dans l'armée napolitaine lorsqu'il fut question de dépasser les frontières du royaume. Les cadres de la cavalerie purent seuls être remplis. Une partie de ces troupes avait servi à fournir le contingent promis à l'empereur, et avait partagé les défaites éprouvées par l'armée de Beaulieu.

Cependant les forces qui restaient au gouvernement napolitain étaient encore assez imposantes pour donner quelque in-

1796 — an IV
Italie.

quiétude à Bonaparte, dans un moment où il se trouvait au milieu de l'Italie sans avoir de réserve pour assurer les derrières de son armée. Il prit donc la résolution subite de profiter de l'inertie à laquelle il venait de réduire Beaulieu, pour menacer le royaume de Naples d'une irruption, et forcer le gouvernement à signer une paix nécessaire à sa sûreté. Des ordres furent donnés en conséquence de ce projet, et l'on fit des préparatifs. Sur ces entrefaites, la terreur inspirée dans toute l'Italie par la rapidité et l'éclat des victoires de Bonaparte était parvenue jusqu'à Naples. Ce même homme qui avait affermi la reine Marie-Caroline dans ses dispositions haineuses, ce ministre, d'origine étrangère, qui avait si puissamment contribué à toutes les mesures hostiles prises contre la république, Acton, enfin, fut le premier à déclarer au roi et à la reine que les forces du royaume n'étaient point suffisantes pour s'opposer à une agression tentée par l'armée qui venait de vaincre les forces réunies sous le commandement du feld-maréchal Beaulieu : il ajouta que la paix était le seul moyen de prévenir tous les malheurs qui pouvaient résulter d'une invasion. Il fallait, sans doute, que l'armée d'Italie eût imprimé une idée bien terrible de son invincible valeur, et le général français une conviction bien réelle de son génie, puisque la reine elle-même crut qu'il convenait de céder à la nécessité. La sœur de Marie-Antoinette, l'altière et impérieuse Caroline, se vit réduite, comme le roi d'Espagne, à solliciter la paix auprès d'un gouvernement dont elle avait tant de raisons de rester la plus implacable ennemie.

Au moment donc où Bonaparte allait mettre à exécution ses projets, il vit arriver, à son quartier général de Brescia, le prince Pignatelli-Belmonte, gentilhomme de la chambre, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi des Deux-Siciles auprès du roi d'Espagne, qui venait, de la part de la cour de Naples, proposer une suspension d'armes, en attendant qu'on pût arrêter à Paris la paix entre cette puissance et la république. On jugera facilement si cette proposition, qui épargnait au général français une expédition aventureuse, dut être agréable à ce dernier. Bonaparte et l'envoyé napolitain furent bientôt d'accord, l'armistice demandé fut signé le jour même de l'arrivée de Pignatelli (le 5 juin). Cette suspension

1796 — an IV. Italie. d'armes, qui devint ensuite la base du traité de paix conclu entre les deux puissances, à Paris, par les soins du même Pignatelli et de Charles Lacroix, ministre des relations extérieures de la république, portait l'engagement de la part des parties contractantes de ne fournir aucun secours aux ennemis de l'une et de l'autre. Le roi des Deux-Siciles renonçait à toute coalition; s'engageait à garder une stricte neutralité; promettait de ne recevoir dans ses ports aucun des vaisseaux armés appartenant aux puissances ennemies de la France, et de donner en toute occasion aide et protection aux bâtiments marchands de la république : tous les prisonniers, soit de terre, soit de mer, devaient être rendus de part et d'autre. La cour de Naples s'obligeait en outre de payer à la république la somme de 8,000,000, et de lui livrer des munitions navales dont la valeur serait déduite de cette somme, etc., etc.

Ainsi, Bonaparte avait déjà fait, sans péril, un grand pas vers le but de ses conceptions. La fortune allait encore le favoriser dans l'expédition qu'il méditait contre la cour de Rome.

Triste et faible débris de l'antique trône des Césars, le saint-siége avait cependant remué l'Europe pendant dix siècles par la seule puissance de l'opinion, comme autrefois les Romains avaient assujetti l'univers par la force des armes. Mais, depuis le milieu du dix-huitième siècle, le gouvernement papal ne conservait plus que l'ombre de ce pouvoir spirituel ébranlé, affaibli et presque détruit par les progrès de la philosophie chez les peuples que la raison avait éclairés sur leurs intérêts humains. Pie VI portait alors la tiare romaine; vieillard de mœurs douces, d'une piété indulgente, ami et protecteur des beaux-arts, ce respectable pontife ne présentait dans son caractère ni les qualités brillantes ni les vices de ces papes qui dans les quinzième et seizième siècles réussirent à faire expulser les Français de l'Italie. L'église avait vu peu de règnes aussi prolongés que le sien. On reconnaissait en lui, malgré les traces des années, les avantages extérieurs qui contribuent si souvent à faire chérir un souverain et surtout un successeur de saint Pierre. Il avait donné aux cérémonies religieuses du Vatican un caractère *grandiose* bien propre à rendre le culte divin imposant et vénérable; mais son administration temporelle était sans vigueur et sans suite. Son

zèle bienveillant s'était perdu dans des règlements minutieux et contradictoires qui n'apportaient aucun soulagement à la condition du peuple des campagnes et à l'amélioration de l'agriculture. Toutefois, une entreprise digne d'un gouvernement humain, éclairé, paternel, entreprise capable d'illustrer seule le règne d'un souverain, le desséchement des marais Pontins [1], avait été formée par Pie VI. Malheureusement ces travaux n'ont point répondu entièrement aux généreuses espérances du pontife, et les marais Pontins continuent encore aujourd'hui de rendre pestilentiel l'air que l'on respire, pendant l'été, dans la campagne de Rome [2]. Par une suite naturelle de la bizarrerie de l'esprit humain, les dépenses occasionnées par ce projet d'une si grande utilité excitèrent les murmures des sujets romains. Ils reprochaient encore à leur souverain d'avoir donné, à l'exemple d'un grand nombre de ses prédécesseurs, dans le népotisme [3], et d'avoir fait trop de sacrifices à l'illustration et à l'opulence de sa famille.

Nonobstant la pratique des saints devoirs que lui imposait sa qualité de successeur de saint Pierre, et malgré l'élévation de son esprit, Pie VI avait aussi oublié, comme le plus grand nombre de ses prédécesseurs, la maxime évangélique, que le royaume de Jésus-Christ n'est point de ce monde. Il ne pouvait se convaincre qu'il est souvent imprudent de vouloir s'opposer avec trop de roideur et d'obstination à la force invincible des événements et du temps, qui entraîne tout dans son cours. Ce chef de l'Église n'avait pas vu, sans indignation, les entreprises de l'assemblée constituante de France, et il devint peut-être, sans le vouloir, par une conduite peu prudente, la cause première des persécutions qu'éprouva le clergé français pendant la révolution. Pie VI était entré comme souverain dans la ligue des rois contre la France. Il avait, en cette qualité, à venger la perte du comtat d'Avignon et du comtat Venaissin, si singuliè-

[1] Portion de la campagne de Rome qui s'étendait le long du littoral occidental des États du pape, depuis Astura jusqu'à Terracine.

[2] Il y a encore, au moment où nous écrivons, beaucoup à faire pour achever la louable entreprise du pape Pie VI.

[3] On appela ainsi l'autorité donnée par les papes à leurs neveux dans l'administration des affaires.

1796 — an IV. Italie

rement vendus au pape Clément VI, par la reine Jeanne de Naples. Les Français étaient abhorrés à Rome. Hugon de Basseville, envoyé extraordinaire du gouvernement français près le Saint-Siége, avait été massacré dans la capitale de la chrétienté, le 13 janvier 1793, par une populace fanatique, au mépris du caractère dont il était revêtu. Le gouvernement papal était au moins suspect d'une grande négligence dans cet événement. Depuis ce temps toute communication avait été interrompue entre la France et la cour de Rome. Mais presque réduite aux armes spirituelles, la participation du pape aux entreprises de la coalition s'était bornée à fulminer contre tout ce qui se faisait en France. Le saint-père, nouveau Bernard, avait, dans ses déclamations souvent répétées, prêché une croisade de tous les fidèles, pour combattre les ennemis du trône de l'église. On a vu quel en avait été le résultat. La guerre de la Vendée lui devait en partie son origine; et les Français républicains attribuaient, avec raison, à l'influence de ces prédications, la haine qu'on leur témoignait dans toute l'étendue de la superstitieuse Italie.

Le gouvernement français avait à venger la mort de Basseville, et surtout à punir un ennemi au moins aussi dangereux pour lui que ceux qui tenaient de nombreuses armées en campagne. Le moment était favorable, et les victoires de l'armée d'Italie permettaient d'espérer que le but serait atteint sans grande difficulté. Les fureurs irréligieuses n'étaient plus, à la vérité, ce qu'elles avaient été sous le régime conventionnel; mais l'enthousiasme républicain avait un motif plus grand dans l'entreprise méditée sur Rome. Déjà il était question de rebâtir le Capitole, de fonder une autre république romaine. Bonaparte avait lui-même insinué quelques idées semblables dans sa dernière proclamation, et le Directoire exécutif attachait de son côté un grand prix à une pareille révolution [1]. Mais en dirigeant sur Rome ses phalanges victorieuses, le général de l'armée française

[1] Le directeur La Réveillère-Lépaux était celui qui la désirait davantage. Sa passion était excitée par les intérêts du culte théophilanthropique, qu'il avait fondé sur des bases extravagantes, dont il s'était déclaré le grand-prêtre, et qu'il se flattait d'établir avec quelque solidité sur les ruines de l'église romaine.

se promit de ne pas obéir à l'impulsion qu'une passion insensée voulait lui donner. Au lieu de renverser le trône pontifical, Bonaparte, plus sage peut-être à vingt-sept ans qu'à quarante, traita avec le pape, et l'Italie entière lui sut gré de sa modération. 1796 – an IV. Italie.

Le motif de l'invasion des États romains par l'armée française avait, au surplus, toute la légitimité que comporte l'état de guerre. Le pape était entré, comme nous l'avons déjà dit, dans la ligue des princes d'Italie; et, pour prendre a la coalition une part plus active que par des bulles et par des manifestes, il avait promis un contingent de 25 à 30,000 hommes. Sur ce nombre, 15 à 18,000 seulement avaient été levés, armés et équipés. Quoique cette armée fût peu redoutable par sa force et l'esprit belliqueux qui animait ses soldats, il était cependant convenable de se débarrasser d'un rassemblement qui, dans sa position, pouvait inquiéter l'armée française. D'un autre côté, Bonaparte pensait qu'en forçant le pape à traiter avec lui, il mettrait un terme aux intrigues religieuses de la cour de Rome, ou du moins affaiblirait beaucoup leur influence. L'expédition contre l'État ecclésiastique facilitait d'ailleurs l'occupation du port de Livourne ordonnée par le Directoire, et que le général français se préparait également à exécuter.

En conséquence de la détermination prise d'agir militairement contre le pape, la division du général Augereau reçut l'ordre de se mettre en mouvement. Elle passa le Pô, le 16 juin, à Borgo-Forte, se dirigeant sur Bologne. Un autre corps, composé de divers détachements, et de la 75e demi-brigade, se rassembla à Plaisance sous les ordres du général Vaubois [1].

Le général Augereau entra dans Bologne le 18 juin; les troupes du pape, qui occupaient cette ville, mirent bas les armes à la première sommation, et se rendirent prisonnières ainsi que l'état-major, tous les officiers, et le cardinal légat de Bologne. Le même jour, Bonaparte, parti de Tortone, avait son quartier général à Modène. L'adjudant général Vignolles, de son état-major, fut envoyé avec un détachement pour sommer le commandant du château d'Urbino. Celui-ci, chevalier de Malte,

[1] Depuis lieutenant général, comte et pair de France.

1796 — an IV. Italie.

ne montra pas plus de bravoure que le commandant de Bologne. Le fort d'Urbino, garni d'une enceinte bastionnée, revêtue et entourée de fossés pleins d'eau, avec un chemin couvert nouvellement mis en état, ouvrit ses portes sans résistance. La garnison, forte de 2 à 300 hommes, se rendit prisonnière de guerre. L'adjudant général Vignolles fut d'autant plus surpris de la facilité de sa conquête, qu'il trouva dans la place cinquante pièces de canon bien approvisionnées, cinq cents fusils de calibre d'un très-beau modèle et des vivres pour nourrir la garnison pendant un an.

Bonaparte quitta Modène le 18, et arriva à Bologne huit heures après que le général Augereau s'en était emparé. Les avant-gardes furent bientôt sous les murs de Ferrare. Le château de cette ville avait été mis en état de défense, et renfermait cent quatorze pièces de canon. Le commandant était également un chevalier de Malte. Ces moines guerriers semblaient alors vouloir justifier le reproche qu'on leur adressait depuis longtemps de ne plus combattre les infidèles. Ferrare fut rendu, sans coup férir, à l'approche des troupes françaises. Le commandant et sa garnison restèrent prisonniers de guerre, ainsi que le cardinal légat de Ferrare. Les trois conquêtes de Bologne, Urbino et Ferrare étaient d'autant plus avantageuses pour Bonaparte, que l'artillerie prise dans ces trois villes le mettait en mesure de former un équipage de siége pour tenter la prise de Mantoue.

La colonne du général Vaubois, qui était entrée le 19 à Reggio après avoir passé par Fiorenzola, Castel-Gulfo et Parme, se porta à travers les Apennins sur Pistoia, et menaçait de marcher sur Rome par la Toscane. La nouvelle de ce mouvement répandit l'alarme à la cour du grand-duc. Le marquis de Manfredini, premier ministre de Ferdinand-Joseph, fut dépêché en toute hâte à Bologne pour représenter au général en chef français que, le passage par la Toscane ayant été récemment refusé aux troupes de Naples, il serait injuste aux Français de violer un territoire respecté par les coalisés. Bonaparte promit à l'envoyé toscan de diriger les troupes républicaines par Sienne, et cette concession, qui garantissait Florence, détermina Ferdinand à rester paisible spectateur des événe-

ments qui allaient se passer autour de lui. Le corps du général Vaubois marcha donc par Rubiera, San-Venanzo, le Mont-Cenere, Piaredi-Pelago, San-Marcello, et arriva à Pistoia le 26 juin. 1796 – an IV. Italie

La terreur qui devançait toujours l'armée française et grossissait la force et les exploits des soldats républicains était entrée dans Rome. Le saint-père, tremblant sur la chaire pontificale, voyait déjà se renouveler la désastreuse époque où le connétable de Bourbon, aux gages de l'empereur Charles-Quint[1], livrait la ville sainte à toutes les horreurs du pillage, où des soldats chrétiens assiégeaient et faisaient prisonnier le pape Clément VII, dans le château Saint-Ange. Si la capitale du monde chrétien, si le chef de la religion n'avaient point été respectés par des chrétiens, par des Espagnols, commandés par un prince de la maison du fils aîné de l'Église [2], que ne devait pas craindre, en effet, Pie VI, menacé d'être attaqué par des Français qui avaient déjà outragé sa puissance spirituelle, et qu'il avait lui-même irrités par ses bulles et ses allocutions? Il voyait accourir, sur l'aile de la victoire, les vengeurs de la mort d'un envoyé français massacré, contre le droit des gens, par ses sujets; des hommes pour lesquels son titre de chef de l'Église n'avait plus aucun caractère sacré, puisque le culte catholique avait été solennellement aboli dans toute leur république. Le roi de Naples, bien plus à même de résister à ces terribles ennemis, avait cru les désarmer en traitant avec eux. Pie VI osa espérer à son tour de fléchir leur fureur, et de trouver dans la soumission un dernier et salutaire moyen d'échapper au danger qui le menaçait si instamment. La résolution du sage pontife fut bientôt prise; il sentit enfin qu'il est des crises décisives, où la résignation devient nécessaire. Il députa en conséquence, au général français, le prélat Antonio Giudi; et, pour mieux assurer la mission de ce dernier, il la fit appuyer par le chevalier Azara, ministre d'Espagne près de Sa Sainteté. Cette dernière puissance était alors celle de l'Europe à laquelle la république française montrait le plus d'égards et de déférence; mais son appui était inutile pour faire réussir la dé-

[1] En 1527.

[2] Titre donné par les papes aux rois de France.

1796 – an IV. Italie.

marche du saint-père. Bonaparte, en général expérimenté et qui calcule toutes les chances, connaissait trop bien le danger d'enfoncer une partie de son armée dans ce long et étroit espace de l'Italie qui se trouve flanqué par deux mers pour s'y exposer. C'eût été au moins une grande imprudence, quelle que fût la célérité mise dans l'expédition. Il tardait d'ailleurs au général français de prouver aux Italiens ses intentions pacifiques; il jugeait impolitique une rigueur qu'il n'avait point encore exercée envers d'autres souverains, et qui pouvait exaspérer davantage les esprits. Le républicain Bonaparte ne se trouvait point encore au milieu des circonstances et dans les dispositions d'esprit qui lui firent traiter, par la suite, avec tant d'orgueil et si peu de ménagement, les successeurs de saint Pierre et les rois de l'Europe.

Ainsi, loin d'éprouver auprès du général français les difficultés auxquelles ils s'attendaient, le prélat Giudi et le chevalier Azara le trouvèrent très-disposé à terminer tous les différends de la république avec la cour de Rome. Un armistice fut conclu et signé à Bologne; mais Bonaparte n'y fit point l'abnégation du sentiment de sa force. Les conditions qu'il imposa furent sévères et proportionnées aux torts que le pape avait eus aux yeux de la république en souffrant l'assassinat de son envoyé Basseville, en allumant par les foudres sacerdotales la guerre désastreuse de la Vendée; en favorisant de tout son pouvoir la coalition des rois contre la France, enfin en faisant lui-même partie de cette coalition qu'il avait soutenue par ses armes. Pie VI fut donc contraint de céder à la république les légations de Bologne et de Ferrare, que l'armée française venait de conquérir; les côtes de l'Adriatique depuis les embouchures du Pô jusques et y compris la citadelle d'Ancône, qui devait être livrée avec toute son artillerie, ses munitions de guerre et de bouche. Sa Sainteté s'engageait à fermer tous ses ports aux bâtiments des puissances en guerre avec la république, à donner cent tableaux, statues, bustes et vases, cinq cents manuscrits de la bibliothèque du Vatican, au choix des commissaires que Bonaparte devait envoyer à Rome. Par un article spécial, le général républicain, attentif à complaire à son gouvernement, stipula qu'on lui remettrait expres-

sément les bustes de Junius et de Marcus Brutus, le premier en bronze et le deuxième en marbre, qui se trouvaient placés au Capitole. Enfin, le souverain pontife s'obligeait à payer à la France vingt-un millions de livres, monnaie de France, dont quinze millions cinq cent mille en espèces ou lingots d'or et d'argent, et les cinq millions cinq cent mille restant en denrées, marchandises, chevaux, bœufs, d'après la designation que devaient faire les agents de la république. Ainsi, nouveau Brennus, Bonaparte, à la tête des soldats de l'antique Gaule, imposait à Rome, qu'il n'avait pas prise d'assaut, une rançon bien plus forte que celle exigée par les Gaulois barbares assiégeant, dans Rome saccagée, le temple de Jupiter olympien, le fameux Capitole. Il ne se trouva point, parmi les Romains modernes, de Camille qui pût les sauver de cette humiliation. 1796—an IV. Italie.

Quelque dures que fussent les conditions dictées par le vainqueur de Beaulieu, Pie VI se trouva heureux d'échapper, à ce prix, aux maux qu'il redoutait. Il s'empressa d'envoyer à Paris des plénipotentiaires pour changer l'armistice obtenu en traité de paix définitif. Par un incident bizarre, et qui démontre toute la mauvaise volonté du Directoire exécutif envers le pape, le traité, objet des vœux de ce dernier, ne fut point conclu. Les zélés apôtres du culte théophilanthropique avaient exigé qu'on ne choisît aucun ecclésiastique pour négociateur. Ils se défiaient, disaient-ils, des intentions d'une espece d'hommes familiarisée avec l'astuce, la duplicité et la perfidie. Le saint-père qui, par le mode même de son gouvernement, ne croyait pas pouvoir employer d'autres hommes que des ministres du culte catholique, dans une négociation où il s'agissait des intérêts temporels de l'Église romaine, ne trouva point d'autre expédient que de masquer en laïques les deux abbés Petracchi et Vangelisti, et de les envoyer sous le titre de comtes. Mais cette ruse ultramontaine fut découverte, et les deux envoyés furent éconduits assez brusquement par le Directoire, irrité d'être pris pour dupe. Ce ne fut que longtemps après que le pape put enfin obtenir une paix entière avec la république.

Pendant que Bonaparte faisait ses dispositions pour com-

1796 — an IV. Italie. mencer l'expédition que nous venons de rapporter, il s'était élevé quelques troubles dans les fiefs impériaux voisins de la république de Gênes. Les agents que l'Autriche entretenait dans ces contrées avaient sourdement travaillé, depuis le commencement de l'occupation du Milanais, à exciter à la rébellion les esprits crédules des habitants. L'exemple récent de Pavie et du village de Binasco avait été sans effet sur ces hommes grossiers. Des bandes armées parcouraient le pays, assassinaient les courriers français, et inquiétaient les détachements chargés de la police intérieure des fiefs. Un de ces détachements était cerné dans le bourg d'Arquata, foyer de la sédition, à cinq lieues de la forteresse de Tortone.

Bonaparte, qui se trouvait encore à cette époque dans cette dernière place, détacha une colonne mobile, forte de 1,200 hommes, sous les ordres du brave Lannes, récemment nommé général de brigade. Lannes, dont l'activité n'avait pas besoin d'être stimulée pour étouffer promptement ces premières étincelles d'un incendie qui pouvait prendre de grands développements, entra dans les fiefs, prit de vive force le bourg d'Arquata, où déjà les insurgés s'étaient portés à tous les excès d'une cruauté aveugle contre les Français qu'ils avaient pu saisir. Poursuivis par des troupes régulières aux ordres d'un général qui ne comptait jamais le nombre de ses ennemis, les insurgés furent bientôt dispersés et écrasés. Lannes fit arrêter les chefs, en fit fusiller un grand nombre, et brûla leurs maisons; par cette rigueur [1], qu'il étendit jusqu'auprès de Tortone, il ramena l'ordre, et rétablit le calme troublé un moment par des fanatiques insensés.

Afin d'effrayer les fauteurs de la rébellion, et pour empêcher qu'elle ne se renouvelât, le général en chef fit publier un

[1] Le droit de la guerre autorise un traitement aussi sévère. C'est un mal qui doit empêcher de plus grands désastres. La résistance *populaire* s'en trouve affaiblie, et la sûreté du vainqueur n'est plus compromise dans les individus isolés. De pareils exemples produisent toujours un grand effet sur les habitants qui ne font pas partie de l'armée; mais ils ne peuvent plus rien lorsque la guerre est devenue *nationale*. Il convient alors de cesser des actes qui non-seulement sont une inutile barbarie, mais deviennent même une atteinte au droit de la guerre, dans lequel la nation tout entière s'est placée.

règlement militaire à peu près semblable à celui qui avait paru 1796 — an IV. Italie.
après la révolte de Pavie. Ce règlement portait que toutes les communes des fiefs impériaux enverraient à Tortone deux otages pour être garants de leur tranquillité; que tous les seigneurs possédant fiefs se rendraient en personne au quartier général, qui se trouvait encore à Tortone, pour prêter serment de fidélité; que tous ceux qui n'obéiraient point à cet ordre, dans les cinq jours qui suivraient sa publication, seraient regardés comme rebelles, et leurs biens confisqués; que tous ceux qui, quarante-huit heures après la même publication, seraient trouvés avec des armes ou des munitions, seraient fusillés; enfin, que toutes les cloches qui avaient servi à sonner le tocsin seraient descendues des tours ou clochers pour être brisées; les villages qui n'exécuteraient point cette mesure seraient réputés rebelles, et comme tels incendiés. Une proclamation précédait les articles de ce règlement, et était ainsi conçue :

« Les habitants des fiefs impériaux, à l'instigation de plusieurs de leurs seigneurs et des agents de l'empereur à Gènes, ont violé le serment d'obéissance qu'ils avaient prêté à la république française. Ils ont assassiné plusieurs détachements français, et ont assiégé dans Arquata ceux qui y étaient cantonnés. Il n'est point de crimes dont ils ne se soient rendus coupables, point d'horreurs qu'ils n'aient commises. Les insensés comptaient sur l'impunité; ils croyaient l'armée éloignée. Ils ne savaient pas que les phalanges de l'armée d'Italie vont partout où il y a des ennemis de la république à punir. Ils ne savent point encore, leurs instigateurs, qu'il n'est point de refuge qui puisse les soustraire au courroux du peuple français. Qu'ils apprennent, par le spectacle terrible d'Arquata, le sort qui les attend, s'ils ne changent de conduite, et s'ils ne profitent de la porte que la clémence nationale laisse encore ouverte au repentir. »

Après avoir terminé les différends de la république avec le chef de l'Église, Bonaparte ne renonça point au projet de s'emparer du port de Livourne, que les Anglais occupaient presque contre la volonté du grand-duc de Toscane. On a pu entrevoir que la division du général Vaubois, en faisant le simulacre de marcher sur Rome, était destinée à l'exécution du projet dont

1796— an IV. Italie. nous parlons, et que son mouvement avait pour but de mieux tromper les Anglais, pour les prendre au dépourvu. Ce dessein n'était cependant pas aussi facile à exécuter que le général français l'avait d'abord pensé.

Nous avons déja esquissé quelques traits du caractère de l'archiduc Ferdinand-Joseph : de tous les États d'Italie, le plus sagement gouverné à la fin du dix-huitième siecle était, sans contredit, celui dont le prince que nous venons de nommer était souverain. Le grand-duc Léopold, son prédécesseur, comparable aux meilleurs législateurs de l'antiquité, avait opéré en Toscane, avec une sage mesure et beaucoup de succès, la plupart des réformes et des améliorations que l'ardent Joseph II, empereur d'Allemagne, avait manquées, par trop de précipitation, dans ses États héréditaires. L'archiduc Ferdinand maintenait cette administration paternelle. On ne voyait plus, à la vérité, la cour de Florence briller de tout le faste imposant des Médicis; mais un grand ordre s'y faisait remarquer; on y rencontrait partout ce principe conservateur des États et de la félicité des peuples qu'un vain luxe épuise et amollit : une sage économie. Un esprit de règle qui pourrait paraître minutieux dans un grand empire, si toutefois on doit craindre d'entrer dans trop de détails quand on gouverne une grande nation, entretenait à la fois la paix, la subordination et l'activité parmi les heureux Toscans. Livré tout entier au bonheur de ses sujets, le grand-duc avait fait un traité de neutralité avec la France, aussitôt que la chute de l'odieux Robespierre lui permit de le faire avec décence; et certes, quoiqu'il fût entraîné à cette démarche par le plus noble des motifs, celui de l'intérêt du peuple[1] qu'il gouvernait, il y avait quelque courage et de la grandeur d'âme, de la part d'un prince de la maison d'Autriche, de se déclarer neutre dans une guerre où l'Autriche était engagée si avant. Ainsi, Ferdinand avait été le premier des princes régnants qui eût reconnu la république française; et aucun sacrifice ne lui semblait pénible pour l'entretien de la paix qui faisait la prospérité de son duché.

Le grand-duc avait nommé pour ministre plénipotentiaire à

[1] *Salus populi suprema lex esto.*

Paris un certain comte Carletti. Ce choix n'était pas heureux : cet envoyé n'avait ni la mesure ni la dignité convenables au caractère dont il était revêtu. Courtisan servile du Directoire, le comte hasarda une démarche qui aurait fait honneur, sans doute, à tout autre personnage qu'au diplomate chargé de ménager avec soin les intérêts de son souverain avec la puissance près de laquelle il était accrédité. Madame, fille de Louis XVI, prisonnière en France, avait été réclamée par la cour de Vienne, qui proposa l'échange de cette princesse contre les députés conventionnels livrés par Dumouriez aux Autrichiens, le général Beurnonville, les agents diplomatiques Sémonville [1] et Maret [2]. Lorsque l'infortunée orpheline obtint la liberté d'aller pleurer auprès de ses nobles parents les malheurs de sa famille, le comte Carletti eut l'indiscrétion de demander au Directoire la permission d'aller présenter ses hommages à la fille du roi de France, comme ministre d'un souverain attaché à cette princesse par les liens du sang. Cette demande déplacée de la part d'un envoyé qui, nous le répétons, devait, dans l'intérêt de sa cour, éviter de choquer le gouvernement auprès duquel il était en mission; cette demande, disons-nous, fut reçue comme on pouvait s'y attendre, par des hommes siégeant avec orgueil sur le fauteuil directorial, qui avait remplacé révolutionnairement le trône des Bourbons. Le ministre toscan fut renvoyé avec mépris, et sa démarche plaça le sage Ferdinand, malgré tout l'intérêt qu'il portait à son infortunée parente, dans l'humiliante nécessité de désavouer hautement la conduite de cet envoyé, qu'il se hâta de remplacer auprès du Directoire.

1796 — an IV. Ital.

Cependant les Anglais, irrités de la neutralité que le souverain de la Toscane s'obstinait à garder au prix de tant de sacrifices, se crurent en droit d'agir, à son égard, avec le peu de ménage-

[1] Depuis comte, grand référendaire de la Chambre des pairs. Nommé, en 1793, ambassadeur extraordinaire de la république près la Porte Ottomane, il fut arrêté, ainsi que M. Maret, nommé ambassadeur à Naples, dans le village de Novate, sur le territoire des Grisons. Ces deux envoyés furent enfermés dans la forteresse de Custrin, jusqu'en novembre 1794, époque à laquelle ils furent échangés l'un et l'autre contre S. A. R. Madame. Mort en 1839.

[2] Depuis duc de Bassano, secrétaire et ministre d'Etat, etc. Mort en 1839.

1796 — an IV. Italie

ments dont on use envers celui que l'on croit peu redoutable. Telle est, assez communément, la politique anglaise. Ces fiers insulaires s'emparèrent donc du port de Livourne; ils en avaient fait l'entrepôt de leur commerce dans la Méditerranée. Bonaparte avait reçu l'ordre de les chasser de ce point important; et nous avons déjà dit plus haut que, dans ce dessein, il avait dirigé la division Vaubois sur le territoire toscan.

On a vu que cette division, en marche sur Florence, s'était rabattue sur Sienne d'après les représentations faites par le ministre Manfredini au général en chef, et était arrivée à Pistoia le 26 juin. Vaubois se mit en marche dès le lendemain, à la tête de la 75e demi-brigade. Il se fit précéder par une avant-garde aux ordres du général Murat, et passa l'Arno à Fuecchio le 28. Ces troupes, au lieu de se diriger sur Sienne, où elles étaient attendues, changèrent brusquement de route, et marchèrent précipitamment sur Livourne. Bonaparte espérait qu'à la faveur du secret gardé sur le but de l'expédition, et par la rapidité du mouvement qui devait la mettre à fin, il réussirait à se rendre maître des nombreux vaisseaux anglais que renfermait le port de Livourne. Mais ces vigilants ennemis, avertis par les nombreux espions qu'ils entretenaient dans le pays, s'empressèrent de se dérober au coup qui les menaçait. Plus de quarante bâtiments quittaient le port lorsque les généraux Vaubois et Murat se présentèrent devant Livourne, qui ouvrit ses portes sans résistance. Une seule frégate anglaise était encore dans le port, et si les Français eussent mis plus de célérité dans leurs mouvements, ils auraient pu s'en emparer. Bonaparte arriva le soir même à Livourne, et fit mettre sur-le-champ en séquestre tous les magasins appartenant aux Anglais et à l'empereur. La valeur des effets confisqués fut estimée plusieurs millions. Le chevalier Spanocchi, gouverneur de la ville pour le grand-duc, et connu par sa haine contre les républicains, avait puissamment contribué à l'occupation du port de Livourne par les Anglais, et tout récemment il venait de laisser prendre, par la frégate qui avait échappé aux Français, deux bâtiments de cette nation, de la valeur de près d'un million. Bonaparte fit arrêter ce gouverneur, qui fut conduit à Florence par ses propres soldats. Le grand-duc promit au général

français, dans une lettre qu'il lui écrivit à ce sujet, de faire punir 1796 — an IV.
le chevalier Spanocchi comme il le méritait pour sa conduite, et Italie.
fit renfermer ce dernier dans une prison d'État.

L'envahissement de Livourne contre lequel on se récria vivement dans le temps, et qui, depuis, a servi de texte à de virulentes déclamations, n'était cependant qu'une juste représaille de tout ce que la coalition s'était permis dans les ports de la Méditerranée pendant les années précédentes. Il est vrai que le grand-duc n'avait point pris part à ces actes; mais pourquoi ses agents ou son ministère avaient-ils eu assez peu de fermeté pour laisser un champ libre aux Anglais dans leurs entreprises contre une nation avec laquelle la Toscane paraissait vouloir rester amie? Souffrir que le mal se fasse par un autre, n'est-ce pas s'en rendre complice, surtout si l'on participe au résultat? Au surplus, pour atténuer autant qu'il était possible l'odieux de cette violation du traité de neutralité, Bonaparte avait pris soin d'en informer Ferdinand-Joseph. Il écrivit à ce prince, du quartier général de Pistoia, le 26 juin : « Le pavillon de la république est constamment insulté dans le port de Livourne; les propriétés des négociants y sont violées; chaque jour y est marqué par un attentat contre la France, aussi contraire à la république qu'au droit des gens. Le Directoire exécutif a plusieurs fois porté ses plaintes au ministre de V. A. R. à Paris, qui a été obligé d'avouer l'impossibilité où se trouvait V. A. R. de réprimer les Anglais et de faire respecter sa neutralité dans le port de Livourne. Le Directoire a senti qu'il était de son devoir de repousser la force par la force.... J'ai l'honneur de prévenir V. A. R. que, le 28 de ce mois, une division de l'armée entrera à Livourne; elle se conduira d'après les principes de neutralité. Le pavillon, la garnison, les propriétés de V. A. R. et de ses peuples seront scrupuleusement respectés..... Je suis aussi chargé d'assurer V. A. R. du désir qu'a le gouvernement français de voir continuer l'amitié qui unit les deux États, et de la conviction où il est que V. A. R., témoin chaque jour des excès auxquels se portent les vaisseaux anglais sans pouvoir y porter remède, applaudira aux mesures justes, utiles et nécessaires qu'a prises le Directoire exécutif. »

Le général Vaubois resta dans Livourne avec la 75ᵉ demi-

1796 — an IV. Italie.

brigade; et Bonaparte, sur l'invitation du grand-duc, se rendit à Florence pour conférer avec ce prince. On vit alors un spectacle auquel la politique seule peut accoutumer les hommes civilisés : un frère de l'empereur, un prince de la maison d'Autriche, dont l'épouse était issue du sang des Bourbons [1], accueillant avec les plus grands égards, fêtant dans son palais un général républicain, vainqueur de l'Autriche, armée pour rétablir la famille des Bourbons sur le trône de France. Un incident rendit encore ce spectacle plus extraordinaire. Bonaparte était assis à la table de Ferdinand, à côté de la grande-duchesse, lorsqu'on vint annoncer à ce général que le château de Milan venait enfin de capituler. Le prince et son épouse durent dissimuler la fâcheuse impression que cette nouvelle faisait sur eux ; et la bienséance hospitalière leur dicta des félicitations sur un événement qui remplissait leur cœur d'amertume et de craintes pour l'avenir. Cette situation embarrassante du grand-duc devint encore plus critique deux jours après. Le commissaire du Directoire exécutif en Italie, l'ex-membre de la Convention, Salicetti, qui avait voté la mort de Louis XVI, passa à Florence. Le grand-duc crut ne pouvoir se dispenser de faire à l'agent du gouvernement français les mêmes invitations et le même accueil qu'au général de l'armée républicaine ; mais nous devons à Salicetti la justice de dire qu'il eut la pudeur de refuser l'invitation de Ferdinand, et la générosité d'épargner à ce prince une nouvelle humiliation. Nous sommes bien loin, au surplus, de blâmer les motifs qui engageaient le souverain de la Toscane à agir ainsi. Qu'ils sont rares et dignes de l'hommage des cœurs généreux les princes qui savent sacrifier leur orgueil et leurs affections particulières au bien-être et à la prospérité des peuples qu'ils gouvernent !

La capitulation du château de Milan était le dernier événement qui restât à désirer au général de l'armée d'Italie, pour être à même de s'occuper exclusivement du siége de Mantoue. Bonaparte avait surtout senti l'importance de l'occupation de ce château depuis la conspiration de Pavie, et il avait donné l'ordre au général Despinois d'en presser le siége avec vigueur. Un

[1] Louise-Thérese-Amélie, princesse de Naples.

petit équipage de siége, formé à Tortone, avait été réuni, vers le milieu du mois de juin, et la tranchée s'était ouverte dans la nuit du 17 au 18. Le chef de brigade Chasseloup commandait le génie, et le chef de bataillon Verrières, l'artillerie. Les travaux furent poussés avec tant d'activité que les batteries purent être démasquées le 27. Le feu de ces dernières obtint bientôt la supériorité sur celui de la place, et, au bout de quarante-huit heures, le commandant autrichien, Lami, se vit contraint de demander une suspension d'hostilités, afin de pouvoir instruire son gouvernement de la situation où il se trouvait. Le général Despinois renvoya, pour toute réponse, une capitulation avec injonction de l'accepter sur-le-champ, si la garnison voulait éviter d'être passée au fil de l'épée. Cette menace produisit l'effet attendu. Lami s'empressa d'acquiescer à la demande impérative du général français. D'après cette capitulation, la garnison, forte de 1,800 hommes, resta prisonnière de guerre et fut aussitôt dirigée sur Lodi. Par un article exprès, les déserteurs et les émigrés présents dans la place devaient être livrés aux Français. On trouva dans le château de Milan 150 bouches à feu et 200 milliers de poudre. Cette artillerie et ces munitions furent dirigées du côté de Mantoue, pour servir au siége de cette forteresse.

1796 — an IV. Italie.

Trois savants, envoyés par le Directoire exécutif sur les instances de Bonaparte, Monge, Berthollet et Thouin, parcouraient alors la partie de l'Italie conquise et commençaient à former, sous les yeux du général en chef, cette célèbre collection qui a fait pendant vingt ans l'orgueil et l'ornement de la capitale de la France. Le général en chef, qui déjà ambitionnait tous les genres de renommée, prenait dès lors plaisir à se dérober au fracas des camps et des affaires politiques, pour s'occuper des sciences et des arts, dont il se déclarait en toute occasion le zélé protecteur. Il ne sera peut-être point hors de propos de rapporter ici la conduite qu'il tint à Milan envers le célèbre astronome Oriani, que le Directoire, à l'instigation de notre Lalande[1], lui avait particulièrement recommandé. Bo-

[1] Joseph-Jérôme Lalande, directeur de l'Observatoire de Paris, membre de l'Institut et des principales sociétés savantes de l'Europe, mort à Paris, le 4 avril 1807.

1796 — an IV. Italie. naparte écrivit au savant Milanais, en l'engageant à venir a son quartier général :

« Les sciences qui honorent l'esprit humain, les arts qui embellissent la vie et transmettent les grandes actions à la postérité doivent être spécialement honorés par les gouvernements libres. Tous les hommes de génie, tous ceux qui ont obtenu un rang distingué dans la république des lettres sont Français, quel que soit le pays qui les ait vus naître. Les savants, dans Milan, ne jouissaient pas de la considération qu'ils doivent avoir. Retirés dans le fond de leurs laboratoires, ils s'estimaient heureux que les rois et les prêtres voulussent bien ne pas leur faire du mal. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui ; la pensée est devenue libre dans l'Italie..... Il n'y a plus ni inquisition, ni intolérance, ni despotisme. J'invite les savants à se réunir, et à me proposer leurs vues sur les moyens qu'il y aurait à prendre, ou les besoins qu'ils auraient pour donner aux sciences et aux beaux-arts une nouvelle vie, une nouvelle existence. Tous ceux qui voudront aller en France seront accueillis avec distinction par le gouvernement. Le peuple français ajoute plus de prix à l'acquisition d'un savant mathématicien, d'un peintre de réputation, d'un homme distingué, quel que soit l'état qu'il professe, qu'à la province la plus riche et la plus abondante. Soyez donc, citoyen, l'organe de ces sentiments auprès des savants distingués qui se trouvent dans le Milanais. »

Oriani se rendit a l'invitation qu'il avait reçue du général en chef ; mais, lorsqu'il parut en présence du conquérant de l'Italie, il se trouva interdit et put à peine répondre aux questions multipliées que lui adressait Bonaparte. Revenu enfin de son étonnement : « Pardonnez, dit-il au jeune guerrier ; c'est la première fois que j'entre dans ces superbes appartements ; mes yeux ne sont pas accoutumés à tout ce faste.... » — « Il ne se doutait pas, écrivait Bonaparte au Directoire, lui rendant compte de cette entrevue, il ne se doutait pas qu'il faisait, par ce peu de paroles, une critique amère du gouvernement de l'archiduc. Je me suis empressé de lui faire payer ses appointements, et lui ai donné tous les encouragements nécessaires... » Si l'homme qui s'exprimait ainsi eût toujours agi d'une manière aussi généreuse, s'il se fût constamment souvenu que les hom-

mes veulent être traités avec egards, selon leur mérite, il n'aurait point soulevé contre la France la population de l'Europe; la patrie, heureuse encore et fière de ses triomphes, n'aurait pas pleuré, avec des larmes de sang, le malheur d'avoir abandonné ses destinées au guerrier ambitieux et farouche qui ne s'est servi souvent de la modération que comme d'un masque pour asservir ceux auxquels il devait toute sa gloire. 1796 — an IV. Italie.

Cependant un incident fâcheux vint troubler l'espoir que donnait à Bonaparte la reddition du château de Milan pour ses entreprises ultérieures. Au moment où il allait se rendre au camp devant Mantoue, il reçut la nouvelle que, au mépris de l'armistice demandé et obtenu par le pape, les habitants de la Romagne s'étaient insurgés, et s'étaient portés envers les Français aux plus horribles excès. Les instigateurs de ces nouveaux troubles étaient encore des nobles et des prêtres, mus eux-mêmes par la crainte de perdre leurs priviléges et prérogatives, menacés incessamment par les progrès des principes révolutionnaires. Les insurgés avaient fait de Lugo leur place d'armes. Cette petite ville, enclavée dans le Ferrarais cédé à la république, continuait d'appartenir à la Romagne, ou, pour mieux dire, au pape. La prise d'armes avait été précédée par une proclamation, où l'on peut remarquer que les auteurs, en déclamant contre les Français, laissaient entrevoir le danger du voisinage de ces derniers. « Les circonstances critiques dans lesquelles se trouve le peuple lugois, disait cette proclamation, par l'invasion des Français dans l'État pontifical, l'enlèvement des subsistances, les insultes faites aux personnes l'ont porté à prendre les armes pour la défense de ses saints protecteurs, du souverain de l'État et de la patrie. Tous doivent concourir au salut commun, dans le commun péril. Il espère que tous, animés par le zèle pour la religion, l'attachement pour Sa Sainteté, leur légitime souverain, et l'amour de la patrie, travailleront de concert au succès d'un si beau dessein, en se rangeant sous les glorieuses bannières de l'Église. »

Promptement instruit de cette insurrection, le général Augereau donna trois heures aux Lugois pour poser les armes, les menaçant, en cas de refus, de marcher contre leur ville le fer et la flamme à la main. Ceux-ci méprisèrent la menace, et ayant

1796 — an IV. Italie.

appris que 60 dragons avec 8 officiers se dirigeaient sur Lugo, ils dressèrent une embuscade pour les massacrer. Ce premier acte d'hostilité réussit. Au signal convenu, les dragons essuyèrent un feu très-vif; cinq d'entre eux tombèrent morts à la première décharge, les autres prirent la fuite. Les têtes des dragons tués furent coupées et portées en triomphe dans Lugo par des forcenés qui ne savaient pas qu'ils promenaient l'arrêt de leur propre condamnation. Cet horrible trophée d'une victoire facile fut exposé sur la maison commune de la ville.

Un début aussi sanguinaire transporta de fureur les soldats français; tous voulaient marcher pour en punir les fanatiques auteurs : mais Augereau voulut encore essayer les voies de la modération. Le baron Capelletti, chargé d'affaires d'Espagne, se rendit au foyer de la sédition; il exhorta les habitants de Lugo à la soumission et à la confiance envers l'armée française, disposée à leur pardonner les excès commis. Mais il ne put rien obtenir de ces furieux, égarés par les conseils les plus perfides. Le général Augereau se décida alors à employer la force : il fit avancer sur Lugo un corps composé d'infanterie et de cavalerie, avec du canon et des caissons bien approvisionnés, sous le commandement du chef de brigade Pourailler. Les insurgés organisés en bandes, sous la dénomination d'*armée catholique et papale,* sortirent de la ville au nombre de plusieurs milliers. Pourailler avait divisé ses troupes en deux colonnes, qui se portèrent, la première par Imola, et la seconde par Argenta, sur Lugo. Les deux partis ne tardèrent pas à se rencontrer. Le colonel français voulut tenter un dernier effort pour épargner le sang des paysans aveuglés, et leur envoya un officier de grenadiers pour leur offrir la paix. L'officier s'avançait vers eux, lorsqu'il fut accueilli tout à coup par une grêle de balles. Ce fut le signal d'une horrible mêlée. Les Français, furieux de l'obstination des Lugois et de ce dernier acte de trahison, se précipitèrent sur cette masse de fanatiques. Animés par la rage du désespoir, par la présence de plusieurs ministres de la religion en habits sacerdotaux qui combattaient dans leurs rangs, les Lugois se défendirent avec une grande intrépidité. Ce ne fut qu'après trois heures d'un engagement qui fut plutôt une boucherie qu'un combat, que le désordre s'introduisit dans les

bandes insurgées. Une grande partie fut taillée en pieces. Plus de 2,000 morts couvrirent le champ de bataille. Les débris des vaincus s'enfuirent vers la ville ; mais le colonel Pourailler, quoiqu'il eût perdu un grand nombre de ses soldats, ne donna point aux fuyards le temps de se retrancher dans Lugo. Les Français, en les poursuivant, entrèrent pêle-mêle avec les insurgés dans cette ville. Là commença un nouveau carnage. La vue des têtes de leurs camarades, encore exposées sur la maison commune, redoubla l'animosité des soldats français : ils se livrèrent à tous les excès de la vengeance. Lugo fut livré au pillage pendant trois heures. Tous les individus rencontrés dans les rues, ou trouvés dans les maisons, furent impitoyablement massacrés. Le colonel Pourailler avait eu la précaution de ne faire entrer qu'une portion de ses troupes dans la ville. Celles qui se trouvaient en dehors fermaient toutes les issues. Nul habitant ne put échapper au sort funeste qui l'attendait, et que des misérables avaient attiré sur cette populace livrée au fanatisme.

1796 — an IV. Italie.

Augereau fit publier la proclamation suivante pour retenir dans les bornes de la soumission ceux des habitants du Ferrarais et du Bolonais qu'une vengeance aussi prompte n'aurait point épouvantés :

« Vous venez de voir un exemple terrible. Le sang fume encore à Lugo..... Lugo calme, tranquille aurait été respectée comme vous : elle aurait joui de la paix. Des mères n'auraient point à pleurer leurs fils, des veuves leurs maris, des orphelins les auteurs de leurs jours ! Que cette épouvantable leçon vous instruise et vous apprenne à apprécier l'amitié des Français ! C'est un volcan quand il s'irrite : il renverse, il dévore tout ce qui s'oppose à son irruption. Au contraire, il protége, il caresse quiconque cherche en lui un appui ; mais il faut acquérir sa confiance par quelque acte qui lui assure qu'elle ne sera point trahie. Depuis trop longtemps et trop souvent on a abusé de sa bonne foi. Voilà ce que sa sûreté exige maintenant de vous, et ce que j'ordonne en conséquence :

« Article premier. Toutes les communautés seront désarmées de toute espèce d'armes à feu, lesquelles seront déposées à Ferrare.

1796 — an IV. Italie.

« Art. II. Toute personne qui, vingt-quatre heures après la publication de la présente, n'aura pas déposé ses armes à feu sera fusillée.

« Art. III. Toute ville ou village où se trouvera un Français assassiné sera livré aux flammes.

« Art. IV. Si un habitant est convaincu d'avoir tiré un coup de fusil sur un Français, il sera fusillé et sa maison brûlée.

« Art. V. Si un village s'arme, il sera brûlé.

« Art. VI. Il est défendu de s'attrouper, avec ou sans armes; tout chef de révolte ou d'attroupement sera puni de mort. »

La vengeance tirée de la ville de Lugo et les mesures arrêtées par le général Augereau produisirent l'effet désiré. Le calme se rétablit dans les légations de Ferrare et de Bologne et dans la Romagne. Les troupes françaises, inutiles au maintien de la tranquillité publique, purent alors rejoindre celles qui étaient rassemblées autour de Mantoue, pour former le siége de cette ville.

AFFAIRES DE RASTADT ET D'ETTLINGEN.



Infanterie Française. Cavalerie Française. ..... Leurs Lignes de Marches.
Infanterie Ennemie. Cavalerie Ennemie. ----- Leurs Lignes de Marches.
Batteries de Campagne. Batteries de Siége (Canons). Batteries de Siége (Mortiers).

CHAPITRE XIV.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Bataille de Renchen et de Rastadt; suite des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle. — Précis des dernières opérations des chouans. Soumission successive de tous les chefs royalistes. Pacification générale. — L'armée de Sambre-et-Meuse reprend l'offensive. Passage du Rhin à Neuwied; combats de Wildenhorff. Passage de la Lahn; combats de Camberg, de Butzbach, de Friedberg. Occupation de Francfort, etc.

Batailles de Renchen et de Rastadt, suite des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle. — En apprenant la nouvelle du passage du Rhin par l'armée de Moreau, le général Latour ne vit dans ce mouvement qu'une fausse manœuvre, dont le but était de faire quitter au gros de l'armée autrichienne les fortes positions que cette dernière occupait dans les environs de Mannheim. Il se borna en conséquence à détacher le général Sztarray avec trois bataillons et quatre escadrons, dans le but de rassembler les troupes sur la Murg. Mais lorsque, le lendemain, on vint de toutes parts lui assurer que l'entreprise des Français avait été sérieuse, et que déjà ils étaient en grand nombre sur la rive droite du Rhin, il se mit lui-même en marche avec la petite réserve qui était aux environs de Schwetzingen, pour se porter sur le haut Rhin à la rencontre des troupes françaises, et donna l'ordre à cinq bataillons et quatre escadrons du camp retranché de Mannheim de le suivre sans délai. Mais ces troupes étaient loin d'être suffisantes pour obtenir le résultat qu'il se proposait. L'archiduc blâme, avec raison, dans ses Mémoires, le général Latour de n'avoir pas dirigé sur le point déjà occupé par les Français des forces plus considérables. C'était une faute de la plus fâcheuse conséquence, que de laisser la plus grande partie de ses troupes disséminée le long du fleuve, et le général Frölich, avec 10,000 hommes dans le

1796 — an IV.
9 juillet
(21 messid.)
Allemagne.

1796 – an IV. Allemagne.

Brisgau, tandis que les Français pouvaient, à tout instant, écraser le peu de monde qu'ils avaient devant eux. Par suite de cette négligence, le général Latour s'ôtait tout moyen, non-seulement de repousser les Français sur le Rhin, mais encore de les empêcher de gagner la vallée de la Kintzig. De cette manière les généraux des deux armées commirent la même faute, Moreau en retardant d'aller attaquer les Autrichiens, et Latour en mettant trop de lenteur à s'opposer à leurs progrès.

Ainsi, d'après ce système de dissémination toujours si funeste aux Autrichiens, le 26 juin, le prince de Fürstenberg, avec quatre bataillons et six escadrons autrichiens formant environ 4,000 hommes, était à Membrechtshofen sur la Rench; le général Sztarray, avec 3,000 hommes, occupait Urloffen, Zimmern et Appenweier; les troupes de Souabe réunies à des détachements autrichiens, faisant ensemble environ 8,000 hommes, appuyaient leur gauche de Bühl à la Kintzig, et leur droite vers Rammersweier aux montagnes; elles poussaient leurs avant-postes à Willstett, Sand et à la forêt d'Urloffen; le duc d'Enghien, avec 2,000 hommes du corps de son père le prince de Condé, avait pris position, avec son infanterie, entre Offenburg et Schutterwald, et sa cavalerie était à Langenhurst; c'était donc en tout 17 à 18,000 hommes éparpillés dans un grand demi-cercle coupé de rivières, de marais et de bois, que le général Latour opposait ainsi maladroitement aux forces bien supérieures dont Moreau pouvait disposer contre lui. Quel avantage pour les Français, si leur général avait su se hâter et écraser tous ces corps disposés ainsi isolément pour lui rendre, en quelque sorte, la victoire plus facile!

Cependant, Moreau, après avoir tâtonné pendant deux jours, se décida, le 27, à former une attaque générale contre les troupes de Souabe, commandées par le général Stain. La position occupée par ce corps de troupes autrichiennes était assez forte; elle avait la droite aux montagnes, vers Rammersweier, et la gauche, couverte par la Kintzig, s'appuyait à Bühl. L'armée française se mit en mouvement sur six colonnes : trois de chaque côté de la Kintzig. Les troupes du général Férino formaient le premier corps de cette armée. La première colonne de

ce corps devait marcher sur Goldscheuer et Altenheim, pour contenir l'avant-garde des émigrés; la seconde, qui était la principale, remonta le long de la Kintzig, en suivant le chemin d'Eckhardsweier à Offenburg, pour gagner la route de cette ville à Fribourg, afin de menacer l'ennemi de lui couper la retraite sur cette route et le repousser dans la vallée de la Kintzig. La troisième, commandée par le chef de brigade Abatucci, suivit cette rivière, et vint par Weilr et Waltersweier, tourner le flanc gauche de l'ennemi et l'accabler, de l'autre bord de la rivière, du feu de son artillerie.

1796 — an IV. Allemagne.

Les troupes aux ordres du général Desaix formaient le second corps, qui marcha également sur trois colonnes. La première, commandée par le général de brigade Lecourbe[1], était chargée d'attaquer de front la gauche de l'ennemi, et devait suivre la chaussée de Kehl, pour venir se déployer derrière le village de Griesheim, à la portée du canon du camp de Buhl. L'adjudant général Decaen, commandant la deuxième colonne, avait ordre de gagner le pied des montagnes, pour tourner la droite de l'ennemi; mais il devait en même temps s'éclairer sur sa gauche pour empêcher que Wurmser, qui arrivait en hâte pour faire sa jonction avec les corps rassemblés à Bühl, ne pût inquiéter l'attaque des Français. La troisième, aux ordres du général Sainte-Suzanne, devait se porter su Urloffen et Zimmern, sur le Holchenbach, pour faire face aux troupes qu'on savait venir du haut Rhin. La réserve de cavalerie fut placée entre Griesheim et Obersand.

Cette attaque, si elle eût été faite avec toutes ces forces réunies et conduite avec vigueur, aurait amené une bataille décive, les ennemis pouvant être culbutés de leur position trop étendue, et forcés à quitter le bassin du Rhin. Mais l'adjudant général Decaen, ayant été retardé dans sa marche, n'arriva pas à sa destination et fut obligé de se retirer par Appenweier. En arrivant à ce dernier lieu, avec la tête de sa colonne, il rencontra un corps de cavalerie que l'ennemi y avait placé pour assurer ses communications avec Rastadt; il l'attaqua vigoureusement, emporta le village, et repoussa ce corps avec une

[1] Mort lieutenant général en 1815.

1796 — an IV. Allemagne

perte de 100 chevaux, 150 prisonniers, et d'un nombre considérable de tués et de blessés. Le reste du détachement poursuivit sa route. Mais, sa cavalerie ayant été arrêtée à Appenweier, il ne put pousser vigoureusement l'attaque dont il était chargé. On lui envoya, pour la seconder, de nouvelle cavalerie de la réserve ; mais forcée à de grands détours, cette cavalerie ne put arriver qu'à la nuit. Ce contre-temps, joint à la pluie qui tombait avec une violence extraordinaire, empêcha les Français de pousser plus loin ce premier succès ; l'attaque du camp de Bühl fut différée, et les troupes bivouaquèrent dans leurs positions, par un temps épouvantable et ayant de la boue jusqu'à mi-jambe.

Les autres colonnes avaient eu à peine le temps d'attaquer. Repoussées sur presque tous les points par la cavalerie autrichienne, et ne pouvant manœuvrer sur un terrain glaiseux, que la pluie avait détrempé, elles furent obligés de s'arrêter avant même d'être arrivées à leur destination. La colonne commandée par le général de brigade Sainte-Suzanne avait seule obtenu quelque succès. Elle avait repoussé une colonne ennemie qui voulait l'empêcher d'entrer dans Urloffen, lui avait fait une centaine de prisonniers, et s'était emparée du village, ainsi que de celui de Windschlag.

Cependant les troupes de Souabe qui occupaient le camp de Bühl, accablées des fatigues essuyées depuis le passage du Rhin à Kehl, et n'espérant plus obtenir de secours, ne se crurent pas assez fortes pour attendre les Français dans leur position. Le général Stain fit évacuer le camp de Bühl, pendant la nuit, et se replia en bon ordre dans la vallée de la Kintzig. Le corps de Croates commandé par le général Giulay couvrit cette retraite jugée nécessaire, et s'étendit, pour cet effet, avec un détachement de l'armée du prince de Condé, où se trouvait le duc d'Enghien en personne. Les Français ne s'aperçurent de ce mouvement rétrograde que le 28 juin au matin, et quoique la pluie tombât toujours par torrents, le général Férino se mit aussitôt à la poursuite de l'ennemi. Il réussit à atteindre l'arrière-garde du duc d'Enghien, la culbuta malgré les efforts du prince, qui s'était porté lui-même au lieu de l'engagement, la força à chercher son salut dans la fuite, et s'empara d'Offenburg, où il s'arrêta après avoir fait aux émigrés environ une centaine de prisonniers,

et leur avoir enlevé un canon et plusieurs caissons. Les Autrichiens se retirèrent dans la vallée de Hamersbach, et prirent position à Zell et Gegenbach. 1796 — an IV Allemagne.

Le même jour (28 juin) l'adjudant général Bellavesne, à la tête du 8e régiment de chasseurs et de la 10e demi-brigade d'infanterie légère, fut chargé de remonter la vallée de la Kintzig, pour s'assurer de ce débouché. L'avant-garde du général Férino, après être sortie de Zell et de Gegenbach, prit position à Hofweier, et le corps de bataille se plaça, la droite à Laufhof, et la gauche à Offenburg, en opposition aux corps ennemis du haut Rhin. Le général Desaix, avec le surplus des troupes, se porta rapidement vers Appenweier et Urloffen, à la rencontre des forces qui s'avançaient du bas Rhin au secours du général Latour.

Cependant le général Sztarray, qui avait encore sept bataillons et vingt escadrons formant environ 9,000 hommes, avait pris position derrière la Rench; quatre bataillons et huit escadrons furent répandus du pont de Waghurst à Membrechtshofen; trois bataillons et deux escadrons postés sur le penchant des hauteurs, entre Renchen et Oberkireh, et dix escadrons dans la plaine de Renchen. En même temps le général Frölich, auquel le général en chef Latour avait confié le commandement de toutes les troupes du haut Rhin, s'était mis en mouvement, mais seulement avec la plus petite partie de ses troupes, tant le général Latour craignait d'affaiblir le corps d'observation du haut Rhin, depuis Huningue jusqu'à Brisach.

Le prince de Condé eut ordre de se retirer à Sahr; le général Latour se mit lui-même en marche avec six bataillons et vingt-deux escadrons, au lieu d'attendre les renforts de Mannheim, et le corps que le maréchal Wurmser avait auparavant détaché au secours de l'armée du bas Rhin, et que l'archiduc venait de lui renvoyer. Le véritable plan du général Latour était de faire en sorte de se réunir aux troupes qui se trouvaient sur la Rench et de soutenir leur retraite, ou mieux encore de les attirer à lui, puisqu'elles étaient trop faibles pour pouvoir résister. Cependant il ne sut adopter ni l'un ni l'autre de ces deux partis. Rendu à Muckensturm, le 26 juin, et par conséquent à même de se porter sur la Rench, où les troupes auraient pu le re-

1796 — an IV. Allemagne. joindre le 28, il parut persuadé qu'il n'était pas en force pour rester sur la Murg, avant l'arrivée de ses renforts; il commettait cette faute au moment même où, par une contradiction manifeste, il se berçait de l'espoir de défendre la rivière jusqu'à leur arrivée, et abandonnait à elles-mêmes les troupes placées en échelons devant lui.

Le général Sztarray ayant, en conséquence de ces faux principes, reçu l'ordre de garder la ligne de la Rench, et d'y attendre les Français, avait disposé ses troupes de la manière que nous avons indiquée plus haut. Il fallait avoir perdu toute idée de la tactique, ou être d'une bien grande présomption, pour oser se flatter, avec des troupes si peu nombreuses, de tenir tête aux forces dont le général français pouvait disposer par une attaque sur ce point, et de les repousser. En effet, cette étrange résolution, dont l'absurdité doit être rejetée sur le compte du général Latour, puisque c'est lui qui donnait les ordres, aurait pu entraîner la ruine entière du corps de Sztarray, si le général Moreau avait manœuvré de manière à lui couper les communications, au lieu de l'attaquer de front. Entouré alors par des forces supérieures, et acculé au Rhin, il eût été obligé d'accepter le combat dans une position qui lui eût ôté tout espoir de succès.

Le 28 juin, Moreau fit avancer ses troupes pour attaquer de front le général Sztarray. La brigade du général Sainte-Suzanne, qui avait bivouaqué la nuit précédente à Urloffen, était déjà aux prises avec l'ennemi lorsque le corps du général Desaix arriva. Les troupes réunies marchèrent alors sur trois colonnes. Celle de gauche, formée par la brigade du général Sainte-Suzanne, devait contenir l'ennemi; celle du centre, où se trouvait le général Desaix, devait déboucher par la grande route dite *Bergstrass;* enfin, la troisième devait attaquer Bleerkirch, qui était le point décisif. L'engagement commença par une canonnade très-vive, et devint bientôt général. La cavalerie et l'artillerie légère se déployèrent dans les champs en avant de Zimmern, la droite à Nussbach, et la gauche en avant d'Urloffen. Les Autrichiens étaient rangés en bataille dans une petite plaine basse et dominée par le terrain qu'occupaient les Français. Mais des bouquets de bois, que l'ennemi avait garnis d'infanterie et d'artillerie, mas-

quaient ses manœuvres et lui donnaient la facilité de pouvoir faire, sans être aperçu, les mouvements favorables pour surprendre l'un ou l'autre des flancs de l'armée française. Cette circonstance, qui était due à la faute commise par le général Moreau en attaquant de front, fut saisie par le général autrichien. Il jeta d'abord les cuirassiers de Kavanagh sur le flanc droit des Français; après une charge vigoureuse, ces cuirassiers essayèrent de déborder la ligne du général Desaix. Mais, heureusement, deux bataillons de la 97e demi-brigade, soutenus par l'artillerie légère, se dévouèrent pour ainsi dire, soutinrent vigoureusement la charge des cuirassiers, et résistèrent à tous leurs efforts. Cette digne et valeureuse infanterie manœuvra avec tant de sang-froid, quoique enveloppée de toutes parts, et sut si bien diriger son feu qu'elle réussit à culbuter la cavalerie ennemie et la força d'abandonner le champ de bataille, jonché des cadavres de ses hommes et de ses chevaux.

1796 — an IV.
Allemagne.

L'ennemi, que les Français avaient abordé dans l'intention de l'attaquer, était ainsi devenu lui-même attaquant; et, sans être rebuté par ce dernier échec qu'il venait d'essuyer, le général Sztarray voulut essayer un nouvel effort contre la gauche commandée par le général de brigade Sainte-Suzanne. A cet effet, il rassembla de nouveau sa cavalerie, et, au moment où l'infanterie française allait s'emparer du bois d'Urloffen, il tenta de la déborder et de la faire charger de front par cette masse imposante. Mais le chef de brigade Fauconnet[1], à la tête du 6e de dragons, s'étant aperçu du mouvement opéré par la cavalerie ennemie, au moment où elle débouchait, se joignit au 15e de cavalerie pour charger de front, pendant que l'adjudant général Levasseur, envoyé par le général Sainte-Suzanne, s'avançait de son côté avec le 4e régiment de chasseurs, pour prendre en flanc et déborder les Autrichiens.

Étonnée par l'impétuosité de cette attaque parfaitement bien combinée, la cavalerie du général Sztarray se rejeta en désordre dans le défilé qu'elle avait déjà passé. Il en fut de même de l'artillerie autrichienne, qui fut culbutée dans un chemin étroit par où elle s'était engagée pour se porter contre la gauche

[1] Depuis lieutenant général.

1796 – an IV. Allemagne. des Français. La déroute de l'ennemi devint alors complète; infanterie, cavalerie, artillerie, tout se sauva pêle-mêle et dans la plus affreuse confusion. De ce moment les Français se trouvèrent maîtres du cours de la rivière et de la ville de Renchen. L'aide de camp du général Sainte-Suzanne, Rapatel[1], se porta à la poursuite des Autrichiens, qui ne se rallièrent qu'à Œnsbach.

Pendant qu'on se battait sur la gauche, le général Desaix avait accablé, sur la droite, les trois bataillons autrichiens qui devaient défendre Oberkirch et les hauteurs entre ce village et la Rench; après les avoir mis en déroute et s'être emparé d'Oberkirch, il avait ensuite jeté plusieurs détachements de cavalerie sur le flanc gauche de Sztarray, et avait ainsi contribué puissamment à la défaite du général autrichien, qui perdit, dans cette affaire, dix pièces de canon, un grand nombre de caissons, environ 1,200 hommes tués, blessés ou prisonniers, et 600 chevaux.

Cependant, malgré les avantages que cette journée procurait aux Français, elle n'eut pas pour eux les résultats dont elle eût été infailliblement suivie, si, au lieu d'attaquer de front, le général Moreau eût exécuté les manœuvres que nous avons indiquées plus haut. Les Autrichiens, qui, par ce moyen, pouvaient tous être forcés de mettre bas les armes, ou de chercher dans leur désespoir une dernière voie de salut, échappaient, au contraire, au danger qui les menaçait, et ils effectuèrent leur retraite sans avoir éprouvé une perte aussi considérable qu'on pouvait l'espérer[2].

Le général Moreau aurait dû au moins chercher à tirer parti de son succès, en portant ses troupes en avant et poursuivant vigoureusement le général Sztarray; mais, au lieu de se jeter de suite sur les corps isolés qui étaient devant lui, avant qu'ils eussent reçu le secours que devait leur envoyer l'archiduc Charles, il s'arrêta six jours dans la position qu'il fit prendre à ses troupes après le combat sur la Rench. Son motif, s'il en

[1] Tué sous les murs de Paris, en 1814. Il était alors au service de Russie.

[2] Le général Jomini nous paraît avoir raison en refusant le nom de bataille à cet engagement sur la Rench. Mais nous avons cru devoir suivre la tradition historique et lui conserver ce titre, de même que nous l'avons fait précédemment pour plusieurs affaires livrées par l'armée d'Italie.

faut croire la relation du colonel Dédon, était de réorganiser l'armée, et d'arrêter définitivement un plan pour le reste de la campagne. En effet, les généraux Taponnier et Delmas passèrent le Rhin à Kehl, le 29 juin, avec les troupes de la gauche, qui avaient été laissées devant Mannheim. Il fallait leur assigner un rang dans l'armée ; mais cette opération pouvait se faire sans nuire à l'urgence des manœuvres à exécuter. Quoi qu'il en soit, par suite de la nouvelle organisation, le général Férino eut le commandement de l'aile droite, le général Saint-Cyr celui du centre, et la gauche fut confiée au général Desaix. 1796—an IV. Allemagne.

Sur ces entrefaites, les Autrichiens avaient pris les positions suivantes : les généraux Latour et Sztarray étaient sur la Murg; le contingent de Souabe, avec le général Giulay, gardait la vallée de la Kintzig, Freudenstadt et le Kniebis ; le prince de Condé était à Lahr, et le général Frölich sur l'Elt. Toutes ces positions, quoique encore trop disséminées, étaient cependant beaucoup meilleures que celles qui avaient été occupées jusqu'alors par l'armée autrichienne du haut Rhin. D'ailleurs, l'archiduc Charles, enfin instruit du passage du Rhin à Kehl par les Français, se disposait à conduire lui-même les secours dont le général Latour pouvait avoir besoin, et à essayer si la fortune des armes lui serait aussi favorable contre le général Moreau que contre le général Jourdan. Il était donc instant que le général Moreau reprît le cours de ses opérations, s'il ne voulait pas donner à son ennemi le temps de réparer toutes ses pertes, et de se mettre dans le cas de recommencer lui-même la lutte à son avantage. Moreau sentit toute l'urgence de ces considérations, et il se décida à ébranler son armée.

Réfléchissant qu'il ne réussirait pas à descendre la vallée profonde qui s'étend entre le Rhin et les Montagnes-Noires, avant de s'être assuré des gorges de cette chaîne, qui auraient donné des débouchés sur ses derrières, Moreau détacha, le 3 juillet, le général de brigade Laroche, avec la 21e demi-brigade d'infanterie légère et une partie du 2e régiment de chasseurs à cheval, pour remonter la vallée de la Rench et s'en rendre maître. Ce dernier général trouva les gorges défendues par des tirailleurs et des paysans armés, qu'il dispersa. La montagne du Kniebis, une des plus hautes des Montagnes-Noires, était occupée par le con-

1796—an IV. Allemagne. tingent du Würtemberg, que le prince de ce nom commandait en personne. On avait construit, sur la sommité la plus élevée, une redoute très-forte avec un réduit casematé. Quoique le général Laroche n'eût pas pu amener avec lui d'artillerie, cependant il n'hésita point à commencer l'attaque, et réussit à pousser l'ennemi, après une vive résistance. La nuit était déjà profonde, quand il parvint au sommet de la montagne; mais, excité par l'ardeur de la troupe qu'il commandait, il fit attaquer la redoute à la baïonnette par ses intrépides chasseurs. Les Wurtembergeois firent vainement pleuvoir sur les assaillants une grêle de grenades : rien ne put arrêter les soldats français, qui, conservant leur ordre au milieu de l'obscurité, pénétrèrent dans la redoute, en chassèrent l'ennemi, qui se retira par la gorge, non sans avoir éprouvé une perte considérable en tués et en blessés. 400 prisonniers, dont 10 officiers, deux pièces de canon et deux drapeaux furent le résultat de cette action brillante.

Il était également essentiel d'occuper les revers des Montagnes-Noires; et, dans ce dessein, le général en chef donna l'ordre au général Saint-Cyr, commandant le centre de l'armée, de s'emparer de l'importante position de Freudenstadt. Le général Laroche s'était si bien acquitté de la commission de balayer la vallée de la Rench, que le général Saint-Cyr crut devoir encore lui confier le soin de cette seconde expédition. Freudenstadt était également défendu par des Würtembergeois, auxquels s'étaient joints les débris de ceux qui avaient été vaincus à la redoute du Kniebis, et une division du corps franc de Le Loup. Laroche partit le 4 juillet au matin; et, malgré la résistance opiniâtre de l'ennemi, il réussit à s'emparer de Freudenstadt, après un combat fort long, où il reçut lui-même une blessure assez grave à la main. Le général Hügel, qui commandait les troupes ennemies, mit tant de précipitation dans sa retraite, qu'il abandonna aux Français une batterie entière de vingt et une pièces de canon. Au moment où le général s'acquittait ainsi de cette attaque, la pluie tombait par torrents. Les armes des soldats, trop mouillées, ne pouvaient plus faire feu; mais, en pareille circonstance, la baïonnette était la ressource ordinaire des Français, et c'est avec cette arme si meurtrière entre leurs

mains, qu'ils étaient parvenus à enfoncer l'ennemi. La division du général Duhesme, qui avait eu ordre de se porter en avant pour soutenir au besoin le général Laroche, s'établit dans la position de Freudenstadt [1]. 1796 — an IV Allemagne.

Le même jour, 4 juillet, l'aile gauche s'était portée en avant pour reconnaître et attaquer les Autrichiens, dont les forces se rassemblaient sur la Murg, entre Gernsbach et Rastadt. La première division de cette aile gauche attaqua les avant-postes autrichiens à Sentzheim, et les poussa jusque devant Oos. Cette position étant excellente, ils s'y arrêtèrent, et ils y firent une vigoureuse résistance. La gauche de l'ennemi tenait à Baaden, et son front était couvert par la rivière, dont un repli couvrait la droite. Les Autrichiens occupaient donc les avenues de Gernsbach et les hauteurs entre Ebersteinburg et Oberndorf, et celle de Kuppenheim. Le général Desaix chargea le général Sainte-Suzanne d'attaquer ces redoutables positions. Celui-ci, trouvant la hauteur de Kuppenheim presque inabordable de front, en fit tourner la gauche par la montagne d'Ebersteinburg, pendant que lui-même, avec l'élite de ses troupes, attaquait le village d'Oos. Cette manœuvre réussit et força l'ennemi à la retraite. Les Français prirent dans le village d'Oos un capitaine et 80 hommes. La division se posta ensuite en avant d'Oos et en arrière d'Ebersteinburg, la gauche en avant de Sandweier.

La seconde division de l'aile gauche, commandée par le général Delmas, avait aussi replié tout ce que l'ennemi avait entre le Rhin et la petite rivière d'Olbach, et avait pris position, la droite à Ipfesheim, et la gauche à Ottersdorf, l'avant-garde sur la grande route, à l'entrée du bois de Rastadt.

De son côté, le général Latour avait réuni seize bataillons et cinquante escadrons en avant de la Murg. Il attendait encore le général Riesah, qui venait du cordon établi sur le Rhin,

[1] La perte de Freudenstadt eut un résultat d'autant plus avantageux pour la France, qu'elle décida le duc de Würtemberg à faire des ouvertures de paix à la république, et à rappeler le contingent de troupes qu'il avait fourni à la coalition. Dès le 8 juillet, le landgrave de Fürstenberg, qui en avait pris le commandement depuis l'absence du général Stain, tombé malade, quitta la ligne de l'armée autrichienne, et se mit en marche pour revenir dans le Würtemberg.

1796 — an IV. Allemagne.

depuis Huningue jusqu'à Brisach, avec huit bataillons; enfin le corps de secours envoyé par l'archiduc se trouvait à Wiesenthal, et les Saxons occupaient Graben. On voit que, de cette manière, la masse des deux armées autrichienne et française se trouvait à peu près en présence. Tout annonçait donc un prochain engagement qui pouvait devenir décisif pour l'un ou l'autre parti, et le général Moreau, qui paraissait jusqu'ici avoir manœuvré pour éviter une bataille, se voyait enfin presque forcé d'en livrer une[1].

Nous venons de dire que les renforts envoyés du bas Rhin par le prince Charles étaient déjà à Wiesenthal. En effet, l'archiduc, ayant appris le passage du Rhin à Kehl, vit bien que cette entreprise était d'une importance majeure. Les Autrichiens, affaiblis par le départ du maréchal Wurmser pour l'Italie, étaient bien assez forts pour résister à une des armées françaises, mais hors d'état de tenir tête à toutes deux. Il devait donc supposer que leur plan tendrait à diviser ses forces, et que le passage de Moreau sur la rive droite du Rhin serait bientôt suivi de celui du général Jourdan sur le cours inférieur de ce fleuve. Le but de cette opération pouvait être de réunir les deux armées entre le Necker et le Mayn, pour en former un corps d'observation qui eût favorisé le blocus et le siége des places du Rhin, ou bien prendre l'offensive contre

[1] La conduite du général Moreau, après le passage du Rhin, prouve que ce capitaine, qui avait donné jusques alors des preuves signalées de sa grande intelligence, ne se confiait pas encore assez, à cette époque, dans ses lumières et dans son expérience, pour risquer les grands mouvements qui venaient déjà d'établir la haute réputation de son rival de gloire, à l'armée d'Italie. L'archiduc Charles, dans ses Mémoires, explique parfaitement les graves inconvénients de la lenteur apportée par Moreau dans ses opérations, et ne dissimule point la position critique où se trouvait le général Latour, position dont le général français ne sut pas profiter.

Le général Jomini présente, à ce même sujet, des réflexions qu'il termine par cette phrase :

« Si le général Moreau, dit ce judicieux critique, entendait fort bien la disposition d'un combat, la guerre de mouvements et les avantages que l'on peut tirer de la stratégie lui étaient encore inconnus; l'habileté qu'il déploya dans la campagne de 1800 a prouvé qu'il s'était beaucoup perfectionné, et qu'il sut mettre à profit les exemples que son émule de gloire lui donnait en Italie. »

les frontières de l'Autriche déjà menacées, à cette époque, du côté de l'Italie. La dernière supposition paraissait mieux fondée, en ce qu'elle était plus avantageuse à la France; mais sur quel point cette jonction et cette attaque étaient-elles plus favorables aux armées républicaines? Tout portait le prince à croire que ce serait sur le Necker et sur le Danube; car c'est de là que part la route la plus commode et la plus courte pour parvenir au cœur des États héréditaires de l'Autriche, et c'était surtout sur ces points que la jonction avec l'armée d'Italie devenait possible.

Le plan de l'archiduc devait donc être de prévenir et d'empêcher cette jonction préjudiciable à tous les intérêts de l'Autriche. Il le pouvait, en se portant rapidement avec son armée au secours du général Latour, par la route dite Bergstrass. Il n'eût laissé, sur la rive gauche de la Lahn, qu'un petit corps d'observation, et, autour de Mayence, que les troupes nécessaires pour mettre cette ville à l'abri d'un coup de main. En agissant de cette manière, le prince se serait trouvé bien vite en mesure de défendre le haut Necker et le Danube, et de brusquer la décision des affaires sur le haut Rhin. Il pouvait même, en s'avançant par une communication transversale dans les Montagnes-Noires entre la Rench et Ettlingen, se trouver tout à coup en présence des Français, se mettre en ligne avec les débris de l'armée du haut Rhin, et, prenant l'initiative de l'attaque, remporter presque à coup sûr une victoire que la grande supériorité de ses forces devait nécessairement lui faire espérer. Heureusement pour les Français, le prince avait conçu des espérances encore plus flatteuses, mais bien plus illusoires, et dont il a lui-même démontré le peu de fondement, dans ses Mémoires, avec une franchise bien honorable pour son noble caractère. Il chercha à se réunir au général Latour par une autre route; et, comptant sur la supériorité de sa nombreuse cavalerie, il la manœuvra pour se trouver à même de la déployer dans les plaines de la Murg. En conséquence de cette résolution, et pour marcher plus vite, il n'avait pris avec lui qu'une faible partie de son armée, qu'il dirigea sur le Necker; et s'étant rendu, le 2 juillet, à Schwetzingen, il arriva le lendemain à Wiesenthal, avec

1796 — an IV. Allemagne.

huit bataillons et six escadrons tirés de Mayence, la division du général Hotze, détachée précédemment du haut Rhin, et quelques autres renforts. Cette demi-mesure était encore une concession que le génie du prince faisait au système fautif adopté depuis si longtemps et si malheureusement par les généraux autrichiens. Des forces aussi faibles n'étaient point suffisantes pour obtenir de grands résultats, et c'eût été avec son armée tout entière qu'il eût pu se flatter de repousser le général Moreau et de sauver l'Allemagne de l'invasion dont elle était menacée. Quoi qu'il en soit, le prince Charles partit le 4 de Wiesenthal pour se rendre au camp de Mülhburg, et le 5 il s'avançait vers les bords de la Murg. Mais le général Latour, présumant trop de l'irrésolution de son adversaire, eut l'imprudence d'engager seul une affaire générale contre des forces supérieures, sans attendre les troupes qu'amenait l'archiduc, dont la tête de colonne avait déjà paru a Durmersheim.

Toutes les troupes qui se trouvaient vers Mannheim, lors du passage du Rhin, étaient en ligne sur la Murg. Postée derrière cette rivière, l'armée autrichienne avait sa droite à Rastadt, la gauche à Rothensohl; elle avait un corps de flanqueurs à Gernsbach, et une forte avant-garde en avant de la Murg, qui occupait le bois de Rastadt, Nieder-Bühl, Kuppenheim et les montagnes entre Eberstenburg et Oberndorf. Cette avant-garde tenait particulièrement les hauteurs, afin de déboucher plus facilement, lorsque les renforts amenés par le prince Charles seraient en mesure d'attaquer. Elle était aussi disposée de manière à pouvoir défendre le passage de l'Olbach, dont les bords marécageux couvraient son front, vers les villages de Nieder-Bühl, qu'elle occupait.

Suivant le général Jomini, cette position des Autrichiens était bonne, et, si nous adoptons l'opinion du prince Charles, elle était très-défectueuse. Ce dernier prétend que le général Latour n'avait point assez renforcé sa gauche, et le blâme de n'avoir employé qu'un seul bataillon à la garde de Gernsbach, situé à l'embranchement des routes de la vallée de la Murg, de Baden et de Herrenalb; tandis qu'un seul bataillon encore gardait l'étendue entre Bischweier et Gernsbach. « Moreau, dit-il, ne

pouvant faire un pas dans la plaine sans se rendre maître des hauteurs qui assuraient son flanc, le général Latour aurait dû établir le gros de son infanterie aux environs de Gernsbach et de Rotensohl, et se contenter, au contraire, de garder la plaine avec quelques fantassins, de la cavalerie et de l'artillerie. »

Résolu enfin d'attaquer, après tous ses tâtonnements, le général Moreau trouva avec raison que son aile gauche ne serait point suffisante, et se décida à faire agir le centre de son armée. Des deux divisions qui la composaient, celle du général Duhesme resta à Freudenstadt, tandis que la seconde, commandée par le général Taponnier, eut ordre de descendre par la vallée de la Murg. Préjugeant, en même temps, que la position des Autrichiens présenterait trop de difficultés si on l'attaquait de front, Moreau chercha à déborder leur gauche, afin de les forcer à se retirer sur ce point. Pour réussir dans ce mouvement, il était indispensable que la prise de Gernsbach précédât l'attaque générale, afin que les Autrichiens, occupant la chaîne des montagnes boisées qui s'étend de ce point jusque vers Kuppenheim, n'inquiétassent point la droite de son aile gauche postée à Ebersteinburg.

La seconde division du centre, aux ordres du général Taponnier, fut donc chargée de s'emparer de Gernsbach et de la vallée de la Murg. A cinq heures du matin, les troupes de cette division, après s'être avancées sur la route de Baden, attaquèrent ce poste avec une extrême valeur, et l'emportèrent malgré la vive résistance des trois bataillons qui le défendaient [1]. Le général Lecourbe se mit à la poursuite des vaincus, leur fit 100 prisonniers, et s'empara d'une pièce de canon. Les Autrichiens abandonnèrent ainsi Gernsbach et se retirèrent du côté de Loffenau.

[1] Nous suivons ici la version du général Jomini et celle de Dédon, qui tous deux assurent que Gernsbach était défendu par trois bataillons. Le prince Charles prétend qu'il n'y en avait qu'un, et nous venons de voir qu'il blâmait le général Latour d'avoir mis si peu de monde à la garde de ce poste important. Mais l'opinion de Dédon, témoin et acteur dans cette affaire, nous semble plus conforme au fait même de la résistance opiniâtre éprouvée par les Français, et nous avons cru devoir l'adopter, à l'exemple du général Jomini.

1796 — an IV. Allemagne.

L'occupation de Gernsbach ôtait au général Desaix la crainte de voir sa brigade de droite prise en flanc par les Autrichiens. Alors il se décida à la mettre en mouvement, et l'adjudant général Decaen, qui la commandait, eut ordre de commencer l'attaque. Elle avait pour but de chasser l'ennemi de Kuppenheim, et de le rejeter au delà de la Murg : la 10e demi-brigade d'infanterie légère, renforcée d'un bataillon de la 10e de ligne, fut employée par lui à déposter les Autrichiens des montagnes boisées dont nous avons parlé plus haut, et Decaen lui-même se porta vigoureusement à l'attaque du bourg de Kuppenheim, dont la défense avait été confiée, par le général Latour, à quatre bataillons et huit escadrons, commandés par le général Deway. Ces dispositions de Decaen devaient être secondées par le général Lecourbe, auquel on avait donné l'ordre de descendre la vallée de la Murg, afin de prendre l'ennemi en flanc pendant qu'il serait attaqué de front a Kuppenheim. Decaen et Lecourbe s'acquittèrent avec un égal bonheur de cette commission. Après trois heures d'un combat opiniâtre, et où le général ennemi Deway se distingua par sa conduite ferme et courageuse, les grenadiers autrichiens et hongrois, commis à la garde de ces postes, furent forcés d'abandonner Kuppenheim. Plusieurs fois ces braves grenadiers, ralliés encore à la voix de leur digne chef, revinrent à la charge pour reprendre ce bourg. Mais, toujours repoussés, ils furent contraints de se replier et de repasser la Murg, après avoir laissé, entre les mains des Français, environ 300 prisonniers.

A quatre heures et demie, la seconde brigade de la première division de l'aile gauche, commandée par le général Sainte-Suzanne, déboucha du bois de Sandweier avec la première ligne de cavalerie. La seconde division de cette même aile gauche, dirigée par le général Delmas, devait paraître en même temps à la tête du bois d'Ottersdorf. Mais, retardée dans sa marche par des accidents de terrain qu'il avait fallu franchir, elle ne déboucha pas aussitôt que celle du général Sainte-Suzanne. Par l'effet de ce retard, la droite de l'ennemi que le général Delmas devait attaquer, et qui occupait une forte position aux environs de Nieder-Bühl, ne voyant personne devant elle, di-

rigea toute son artillerie sur l'issue du bois par lequel s'avançait la colonne du général Sainte-Suzanne, et se trouvant ainsi à même de diriger sur un seul point le tir de toutes ses batteries distribuées sur une grande étendue, elle acquit une immense supériorité de feu sur l'artillerie française destinée à protéger le développement des troupes. Aussi, se trouvant à la fois battues de front, en écharpe et en flanc, ces troupes eurent beaucoup de peine à se former et furent très-maltraitées. L'adjudant général Bellavesnes, que ses talents militaires et ses qualites sociales rendaient cher à toute l'armée, devint victime du zèle qu'il montra dans cette circonstance. Au moment où il faisait les plus grands efforts pour rétablir l'ordre parmi ses troupes découragées, il fut atteint d'un boulet qui le renversa de son cheval, et lui emporta la jambe. L'artillerie légère se mit en batterie sous le feu de l'ennemi, et donna les preuves de la plus rare valeur. Ce dévouement lui causa la perte d'un grand nombre de canonniers et de chevaux. Enfin le général Delmas, qui s'était fourvoyé et avait marché entre la Olbach et le Rhin, arriva heureusement pour faire une diversion au moyen de son artillerie, et, forçant ainsi les Autrichiens à diviser le feu de leurs batteries meurtrières, il dégagea la brigade du général Sainte-Suzanne, et rétablit l'égalité du combat. 1796 — an IV. Allemagne.

Pendant ce temps la 62e demi-brigade, aux ordres du général Joba, avait, à la suite d'une canonnade très-vive, forcé le passage de l'Olbach et emporté le village de Nieder-Bühl, après deux heures d'une défense vigoureuse. Les Français s'étaient également rendus maîtres du bois de Rastadt, qui avait été longtemps et vigoureusement disputé.

L'aile gauche commençant à acquérir de la supériorité sur la droite de l'ennemi, qui se trouvait déjà entièrement battu sur sa gauche, le général Latour ordonna la retraite, et son armée se retira, par le pont de Rastadt et les gués de la Murg, en arrière de cette rivière. Comme ce mouvement rétrograde était protégé par une nombreuse artillerie que l'ennemi avait disposée d'avance vers l'autre rive, et qu'il était soutenu par toute sa cavalerie, non encore entamée, on ne jugea point à propos de se mettre à sa poursuite, et il acheva sa retraite en bon ordre.

1796 — an IV. Allemagne.

Seulement le 2e régiment de chasseurs, s'étant aperçu que les Autrichiens, en se retirant, voulaient couper le pont de Rastadt, les chargea et les poursuivit avec chaleur dans les rues de la ville, où ils furent contraints d'abandonner deux pièces de canon, quoique la cavalerie revînt plusieurs fois à la charge; mais elle fut constamment repoussée par le feu de l'infanterie légère, qui avait suivi à la course les chasseurs à cheval.

Le général Latour se tirait ainsi, à bon marché, de ce combat, qu'il n'eût point dû engager avant sa jonction définitive avec l'archiduc. Les Autrichiens ne perdirent que quelques centaines de prisonniers, et autant de morts ou de blessés. Cependant leur armée, ayant ses flancs découverts par la prise de Gernsbach et de Loffenau par les Français, d'un côté, et de l'autre par celle de Rastadt, se retira pendant la nuit sur Ettlingen.

« Ainsi finit cette journée, dit le prince Charles dans ses Mémoires, que nous citerons souvent à cause de la noble impartialité avec laquelle il juge également et ses actions et celles de ses ennemis. Si, au lieu d'employer une division contre le front de la position de Nieder-Bühl, Moreau eût rassemblé toutes ses forces au pied de la montagne, sa victoire eût été moins coûteuse et plus complète. D'abord, les Autrichiens eussent abandonné plus tôt Kuppenheim et la Murg; ce qui aurait permis aux Français de passer cette rivière le même jour, et de tirer un parti d'autant plus avantageux de leur supériorité numérique et de leurs succès dans les montagnes, que les renforts de l'ennemi n'étaient pas encore arrivés en ligne. Entre le Rhin et l'Olbach, la nature du terrain, qui est boisé, marécageux et par conséquent très-difficile, rendait inutile le mouvement de la division Delmas contre Rastadt, dont le succès dépendait, au reste, de l'attaque de Kuppenheim. Une simple démonstration avec de l'infanterie légère eût certainement suffi pour attirer sur ce point l'attention de l'ennemi. »

Le 6 juillet, à la pointe du jour, les avant-postes autrichiens formèrent une chaîne depuis la montagne jusqu'en avant de Durmersheim, où se trouvait déjà l'archiduc; l'armée prit position derrière l'Alb, entre Ettlingen et Mühlburg; le corps saxon, commandé par le général Lindt, et fort de neuf bataillons et

dix-neuf escadrons, reçut l'ordre de se mettre de suite en marche pour Pforzheim, où se rendit aussi le général Keim avec quatre bataillons et six escadrons de l'armée principale; deux bataillons et autant d'escadrons furent détachés à Frauenalb, et trois bataillons et deux escadrons à Langensteinbach; 200 hussards furent jetés dans les montagnes, le long de la Nagold, avec ordre d'observer les mouvements des Français et d'en rendre compte. 1796, aux Allemagne.

L'armée de Rhin-et-Moselle occupa elle-même les positions suivantes : la première division du centre avait sa droite à Petersthal, et sa gauche appuyée aux montagnes du Kniebis; un bataillon était à Oppenau, et l'avant-garde en avant de Freudenstadt.

La seconde division occupa les hauteurs sur le chemin de Gernsbach à Baden; l'avant-garde entre Eberstein et Loffenau, et ses avant-postes en avant de la Murg.

La première division de l'aile gauche fut placée entre Nieder-Bühl et Sandweier; l'avant-garde s'étendit depuis Oberndorf jusqu'à Kuppenheim.

La seconde division eut sa droite en arrière de Rastadt, et sa gauche à Ottersdorf; son avant-garde était dans les jardins du château de Rastadt.

Enfin la réserve avait son infanterie en avant d'Eberstein, et en arrière et à gauche de Sandweier; la cavalerie à Sentzheim, Oos et Eberstein.

Moreau aurait pu tirer encore parti de sa supériorité numérique, immédiatement après l'affaire de Rastadt, en ne donnant point de relâche au général battu. Mais il resta trois jours dans les positions qu'il venait de prendre, et pendant cette inaction l'archiduc opérait sa jonction complète avec Latour. Arrivé à Durmersheim avec quelques bataillons et plusieurs escadrons, ce prince n'avait point tardé à se voir suivi de tous les renforts qu'il amenait de son armée du bas Rhin, et c'est avec eux et les troupes du général Latour qu'il avait occupé la belle position entre Mühlburg et Ettlingen. Dès ce moment les Autrichiens, qui pouvaient opposer aux Français une infanterie égale à la leur, acquirent une grande supériorité en cavalerie. L'archiduc, qui avait pris le commandement en chef de toutes

1796 — an IV. Allemagne.

ces forces réunies, avait à sa disposition au moins 10,000 chevaux de plus que le général Moreau. Habile à saisir tout ce qui pouvait assurer le succès de ses opérations, le prince n'avait pas manqué de profiter des lenteurs de son rival pour renforcer encore sa position. Dans la journée du 7 juillet, il fit réunir et marcher sur Rothensohl les quatre bataillons et six escadrons, détachés à Pforzheim, et les trois bataillons et deux escadrons de Langensteinbach, ainsi que les troupes qui avaient été rejetées l'avant-veille dans les montagnes. Il voulait par là s'assurer de la vallée de l'Alb, ainsi que des postes de Dobel et de Spielberg. Le même jour, les Saxons arrivèrent à Pforzheim.

Le dessein de l'archiduc, en accourant au secours de l'armée du haut Rhin, avait toujours été de prendre l'offensive en attaquant les Français avec vigueur. Afin d'exécuter maintenant cette résolution, il voulait faire remonter le corps du général Lindt par la vallée de l'Enz, et lui faire gagner la Murg vers Forbach, pour déborder la droite des Français, et prendre leur ligne à revers; le général Keim, aussitôt après l'arrivée des Saxons à Wildbad, devait marcher avec sa division sur Gernsbach: le général Sztarray, avec une colonne de treize bataillons et vingt-neuf escadrons, où se trouvait le prince Charles en personne, devait s'avancer par Malsch et forcer le passage de Kuppenheim, tandis que le général Latour, avec dix bataillons et vingt-huit escadrons, ferait un effort contre Rastadt; une petite colonne de trois bataillons et quatre escadrons était destinée à marcher entre ces deux dernières. Le prince Charles comptait achever ses dispositions pendant les deux journées du 8 et du 9 juillet, et commencer l'attaque le lendemain 10. Mais le général Moreau, qui lui-même se préparait à prendre de nouveau l'offensive, le prévint; et la bataille dite d'Ettlingen par les Français, et de Malsch par les Autrichiens, fut livrée le 9 juillet.

Le général venait enfin de se convaincre qu'il était nécessaire de renoncer aux attaques trop timidement combinées qu'il venait de faire jusqu'alors, et de frapper un coup décisif. En conséquence il résolut de refuser son aile gauche et de faire l'effort principal par sa droite, renforcée, contre la gauche de l'ennemi établi dans les montagnes derrière l'Alb,

près de Frauenalb et de Herrenalb, de l'obliger à la retraite, et de gagner par là la route de Pforzheim. Il chargea le général Delmas, avec deux demi-brigades, de garder les passages du Pfederbach, en arrière du village d'Atigheim, avec ordre de ne pas passer cette rivière et de ne pas engager d'affaire sérieuse.

Le général Saint-Cyr reçut pour instruction de ne laisser, à Freudenstadt et dans la montagne du Kniebis, que ce qui était strictement nécessaire à la garde de ces deux postes, et de marcher avec tout le reste par la vallée de la Murg, pour se joindre à la division de gauche qui s'y était portée précédemment. Il devait alors manœuvrer pour déborder la gauche de l'ennemi, et répondre enfin, par ses efforts, aux espérances que le général en chef avait conçues de ce côté.

Le général Desaix, à la tête de l'aile gauche, dut marcher au pied des hauteurs, et s'avancer dans la vallée du Rhin, en se dirigeant sur le village de Malsch, afin de contenir et d'amuser tout ce qui se trouverait entre le Rhin et les montagnes. Enfin, la réserve de cavalerie fut établie entre les villages de Muckensturm et d'Ettlingen, pour observer et contenir celle de l'ennemi : ce qui avait pour but de protéger l'attaque de Malsch. L'infanterie de la réserve fut jointe au corps du général Saint-Cyr, chargé, ainsi que nous venons de le dire, du principal effort dans les montagnes.

Le général Saint-Cyr commença son opération par détacher le général Taponnier, avec la 21e demi-brigade d'infanterie légère, la 31e de ligne et 150 hussards, mais sans artillerie, dans la vallée de l'Enz, pour franchir les montagnes, passer l'Enz, et marcher ensuite sur Wildbad, afin de déborder la droite des Autrichiens. L'avant-garde du général Taponnier rencontra, en arrivant, celle du corps des Saxons, qui s'avançait elle-même pour prendre position sur l'Enz; elle attaqua l'ennemi avec bravoure, le renversa, lui prit un officier, sept chevaux, et fit plusieurs prisonniers. L'issue de ce combat fut de contraindre cette avant-garde à se replier sur Pforzheim, où se trouvait le gros de l'armée saxonne.

L'adjudant général Houël fut chargé d'attaquer les positions de Herrenalb et de Frauenalb, avec la 84e demi-brigade, et 100

1796 — an IV. Allemagne.

chasseurs au 2e régiment, et il dut en même temps menacer la gauche de la position principale des Autrichiens, que le général Saint-Cyr s'était réservé d'attaquer de front avec la 106e demi-brigade, ayant sous ses ordres les généraux Lecourbe et Lambert. Il forma a cet effet un corps de reserve de la 93e et de la 109e demi-brigade.

La position occupée par les Autrichiens était très-forte par sa nature; un avant-poste était à Loffenau; le corps principal appuyait sa gauche près de Dobel, à une vallée escarpée et profonde, formée par un ruisseau qui descend du mont de Dobel; le centre était placé sur la crête du Rothensohl, plateau escarpé, le plus élevé des Montagnes-Noires, et que recouvrent en abondance des bois épais qui en rendent l'accès très-difficile; enfin la droite était protégée par le ravin de Frauenalb, contre Moosbrünn. Cette redoutable position, qui n'était accessible que par la route de Herrenalb, était défendue par six bataillons, quatre escadrons et une formidable artillerie. De forts retranchements élevés avec des peines incroyables, et qui attestaient la prévoyance autrichienne, environnaient le tout.

Nous venons de dire que le général Saint-Cyr fit d'abord attaquer les positions intermédiaires de Herrenalb et de Frauenalb par l'adjudant général Houël : les troupes conduites par cet officier eurent besoin de toute leur bravoure pour les enlever. Les Autrichiens avaient ordre de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Leurs généraux espéraient par là fatiguer les Français, et se trouver, par conséquent, plus à même de leur résister quand ils viendraient aborder la position principale. Cependant, après les efforts les plus héroïques, Houël réussit à débusquer l'ennemi et à se rendre maître de Herrenalb et de Frauenalb.

Alors le général Saint-Cyr s'avança pour attaquer les redoutables retranchements du Rothensohl; mais, au lieu de l'aborder avec toutes ses troupes, qui, fatiguées par une marche longue et difficile à travers des chemins impraticables, eussent été facilement découragées, et peut-être battues par des troupes fraîches, il prit le sage parti de lasser les Autrichiens par des attaques réitérées, aux points où leur supériorité numérique et la nature du terrain les favorisaient. Il voulait, pendant ces pre-

mieres tentatives, donner le temps de se reposer au gros de sa colonne, afin de l'avoir toute fraîche lorsque l'instant favorable pour emporter la position serait arrivé, et lorsque l'ennemi serait devenu moins défiant par le non-succès des premiers efforts faits contre lui.

Cette manœuvre réussit ainsi que le général Saint-Cyr l'avait espéré. Mais les bataillons de la 93e demi-brigade, qui étaient employés à cette première attaque, furent repoussés vigoureusement à quatre charges successives, et éprouvèrent une perte considérable, en raison de leur petit nombre et de la rapidité avec laquelle les Autrichiens vainqueurs les ramenaient, la baïonnette au dos, jusqu'au bas de la montagne. Enfin, au moment où ces braves gens se préparaient à recommencer une cinquième attaque, le général Saint-Cyr, jugeant que l'ennemi, enivré de son triomphe, mettrait moins de vigueur dans sa résistance, se décida à les faire soutenir par les 106e et 109e demi-brigades, réservées à cet effet. Ces troupes courageuses se formèrent en colonne serrée, et se mirent en marche avec autant d'ordre que le permettait la nature du terrain. Ce que le général Saint-Cyr avait prévu arriva. Les Autrichiens, attaqués avec la dernière vigueur, furent tout étonnés de se trouver en face de troupes fraîches, qu'ils n'avaient pas encore combattues. Les Français redoublent d'efforts; ils parviennent sur le plateau, en poussant des cris de victoire. Les Autrichiens veulent se rallier; ils sont enfoncés, culbutés, mis en déroute. La victoire est enfin aux Français, qui se précipitent sur les vaincus la baïonnette en avant, et les poursuivent avec un acharnement d'autant plus opiniâtre, qu'ils ont eu plus de difficulté à triompher. La montagne de Rothensohl était jonchée des corps morts des deux partis; mais la perte en hommes tués et blessés, du côté des Autrichiens, était double de celle des Français. Ceux-ci avaient fait en outre plus de 1,200 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient treize officiers, dont un supérieur; deux pièces de canon étaient aussi tombées en leur pouvoir. Les Autrichiens précipitèrent leur retraite jusqu'à la tuilerie de Niebelsbach, sur la route de Pforzheim. Les trois bataillons de la droite se retirèrent sur Spielberg, d'où ils couvrirent les débouchés de la vallée de l'Alb, à Ettlingen.

1796 — an IV. Allemagne.

Un détachement de hussards, qui précédait la colonne du contingent saxon, en marche pour sa destination à Wildbad, après le premier engagement avec l'avant-garde du général Taponnier, ayant rencontré un parti des troupes du général Saint-Cyr, courut apprendre au général Lindt l'issue malheureuse de l'affaire de Rothensohl; mais ce général saxon, qui avait peut-être reçu de l'électeur, son maître, des instructions secrètes pour ne seconder que faiblement les efforts des Autrichiens, au lieu de voler au secours de ses alliés et de tenter d'arrêter les Français, recommença la manœuvre qu'il avait exécutée quelques heures auparavant, et s'en retourna dans sa première position, à Pforzheim [1].

Cependant, à midi précis, le général Desaix s'était mis en mouvement dans la vallée du Rhin. Il engagea le combat au centre, en attaquant le village de Malsch, occupé par les troupes légères des Autrichiens. L'adjudant général Decaen fut employé à cette expédition, avec la 10e demi-brigade d'infanterie légère, la 10e de ligne et le 8e régiment de chasseurs à cheval. Au moment où la fusillade se fit entendre sur la chaîne des avant-postes, l'archiduc avait fait avancer la seconde et la troisième colonne, commandées par les généraux Sztarray et Latour, et dans l'ordre de bataille prescrit pour le lendemain [2]. Decaen s'était emparé du village de Malsch; il fut forcé d'évacuer ce poste et de se retirer sur une montagne boisée qui se trouvait à droite. Les deux 10e demi-brigades firent une nouvelle tentative, et, malgré l'opiniâtreté des troupes qui

[1] « On peut, dit à ce sujet le général Jomini, on peut juger par ce résultat de celui qu'on aurait obtenu si les neuf bataillons détachés sous le général Taponnier à Wildbad, et sous Houël vers Herrenalb, eussent été employés à l'attaque de Rothensohl. Quelques militaires instruits ont même pensé que toute cette aile eût été beaucoup plus utilement employée, si elle s'était bornée à faire observer le corps de Keim (général qui commandait au Rothensohl), en laissant quelques bataillons à Michelbach, et si le reste des troupes de Saint-Cyr eût débouché par Wolkersbach, entre Malsch et Salzbach pour accabler le corps de Sztarray, de concert avec Desaix, et pour s'établir ainsi sur le centre un peu isolé de l'archiduc. »

[2] Nous avons dit plus haut que l'archiduc avait fait ses dispositions pour attaquer les Français, le 10 juillet, lorsqu'il fut prévenu la veille par le général Moreau.

s'y défendaient, elles parvinrent à y pénétrer. Cependant l'infanterie du général Sztarray arrivait et s'engageait successivement. Les renforts continuels envoyés par l'archiduc donnèrent bientôt à l'ennemi une telle supériorité numérique, que les Français, menacés d'être entourés, se virent contraints une seconde fois d'abandonner Malsch. Ce village, attaqué et défendu avec une égale valeur, fut successivement pris et repris trois fois. Le combat se prolongea jusqu'à dix heures du soir, et la position resta à l'ennemi. L'infanterie française se retira dans les avenues et les bois d'Ober-Weier et de Nieder-Weier, protégée par la cavalerie, et celle-ci par l'artillerie. Les deux partis avaient perdu beaucoup de monde dans ces différentes attaques du village de Malsch. La perte des Autrichiens paraît cependant avoir été plus considérable : ils eurent 500 hommes faits prisonniers, parmi lesquels huit officiers.

Pendant que les deux partis se disputaient ainsi avec un égal acharnement la possession d'un village, la colonne du général Latour, qui s'était aussi avancée du côté de Saltzbach et dans le bois de Durmersheim, et les nombreux escadrons autrichiens, s'étaient déployés dans la plaine, soutenus par une formidable artillerie. Cette cavalerie avait sa droite à Bietigheim, et sa gauche en avant de la ferme de Schafhof. Sa trop grande supériorité étant pour les Français une loi d'éviter tout engagement avec elle, et le général Desaix ayant eu besoin de faire avancer la cavalerie de la réserve avec de l'artillerie pour soutenir la gauche de l'attaque de Malsch, il l'avait placée à l'abri d'un rideau, et lui avait fait prendre une position très-resserrée, afin qu'à tout événement elle pût être efficacement protégée par l'infanterie. Défense expresse avait été faite à la cavalerie légère de s'avancer et de s'engager trop sérieusement avec les escadrons ennemis ; malgré ces ordres, quelques escadrons de hussards et de chasseurs firent un faux mouvement, du côté de Muckensturm, et prêtèrent le flanc. Aussitôt le prince Charles fit avancer sa cavalerie pour les charger ; mais la réserve se déploya avec tant de célérité et de précision dans une position où les Autrichiens ne s'attendaient point à la trouver, et elle fut si bien secondée par la promptitude des manœuvres et la vivacité du feu de l'artillerie, que l'ennemi, étonné, s'arrêta, et

1796 — an IV. Allemagne.

fut obligé de renoncer à son attaque. Quoique sa grande supériorité dût lui promettre un succès presque certain, le reste du jour se passa sans qu'il osât rien entreprendre avec cette masse énorme de cavalerie. La colonne du général Latour avait seulement réussi à chasser les Français de Bietigheim, et les replia jusqu'à Rastadt.

Aucun succès décisif n'avait eu lieu, de part et d'autre, sur la gauche entre le Rhin et les montagnes. Nous avons dit que l'intention du général Moreau avait été, dès le commencement de la journée, de refuser cette gauche, et l'archiduc avait lui-même jugé à propos de ne point chercher à engager trop sérieusement sa droite. De cette manière, chacun conservait son champ de bataille à l'entrée de la nuit. Cependant le prince Charles, apprenant le succès des Français à l'attaque de Rothensohl, le mouvement rétrograde du général Keim, et la retraite volontaire du général Lindt, commandant le contingent saxon, se retira lui-même, le 10 juillet au matin, par une marche forcée, d'abord sur Durlach et Carlsruhe, et ensuite sur Pforzheim. Cette étrange résolution d'abandonner aussi subitement un champ de bataille où la victoire était partagée paraîtra d'autant plus surprenante, qu'en y réfléchissant on conviendra que, si le prince Charles eût attiré à lui la colonne du général Sztarray, après la dernière occupation de Malsch, et se fût servi de sa grande supériorité en cavalerie pour accabler le général Desaix, la position du général Saint-Cyr dans les Montagnes-Noires eût été fort équivoque, et qu'au cas même où cette tentative, dont le succès était à peine douteux, n'eût pas réussi, l'archiduc restait toujours maître de se retirer sur le Necker, ou bien de retourner s'appuyer sur le général Wartensleben, auquel il avait laissé en partant le commandement de son armée du bas Rhin. L'archiduc s'excusa en disant que, les Francais étant maîtres de la position principale et de toutes les montagnes, il n'avait plus aucun espoir dans la vallée du Rhin. Au reste, si dans cette circonstance il commit une faute, nous verrons bientôt qu'il sut la réparer d'une manière brillante, et que si, pour obtenir les avantages qu'il remporta depuis, il crut sa retraite nécessaire après la bataille d'Ettlingen, il fit bien de l'opérer.

Les dernières actions de l'armée de Sambre-et-Meuse qui, après avoir repassé le Rhin et s'être portée rapidement en avant, était parvenue jusqu'aux bords du Mayn, paraissent aussi avoir contribué puissamment à faire prendre à l'archiduc la résolution d'effectuer sa retraite devant le général Moreau. La crainte de ne pouvoir se soutenir sur le Rhin, pressé entre les deux armées françaises; la crainte, plus réelle encore, de voir son lieutenant, le général Wartensleben, accablé sur le bas Rhin par toutes les forces du général Jourdan, pouvaient en effet justifier la détermination de se replier sur le Necker et bientôt sur le Danube, pour s'y rallier et mettre à exécution ce grand plan d'opérations concentriques qui sauva l'Autriche, et que sans doute il méditait déjà dans sa pensée.

1796 — an IV. Allemagne.

En conséquence, le prince fit prendre à son armée une position sur les hauteurs de Pforzheim, où le corps du général Keim et le contingent des Saxons étaient déja arrivés, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut. Il étendit la chaîne de ses avant-postes de Nauenburg, sur l'Enz, jusqu'à Durlach et Carlsruhe. Des garnisons furent jetées dans Philipsbourg et Mannheim, et quelques escadrons furent postés à Bruchsall pour communiquer avec ces places aussi longtemps qu'il serait possible. Enfin, l'archiduc détacha encore seize escadrons pour observer la contrée entre la Nagold et la Wurm, et battre la campagne jusqu'à Horb et Rottenburg.

Du côté des Français, le général Saint-Cyr, qui s'était distingué dans la journée du 9 par les succès obtenus à l'attaque de Rothensohl, descendit également, le lendemain 10, le long de l'Enz jusqu'à Nauenburg; et l'avant-garde du général Desaix, composée presque en entier de la première division de son corps, prit position, la droite aux bois d'Ober-Weier, la gauche à Malsch, et le centre à Ettlingen; la seconde division resta, comme elle était, sur le Pfederbach.

17 juillet. (27 messid.) Vendée.

Précis des dernières opérations des chouans; soumission successive de tous les chefs royalistes; pacification générale. — Les grandes opérations des armées de la république en Italie et sur le Rhin nous ont fait abandonner avec plaisir le récit affligeant des troubles de l'intérieur. L'ordre des dates nous contraint à ramener encore l'attention des lecteurs sur ces

1796 — an IV. Vendée.

pénibles détails. Pourquoi ne pouvons-nous dire que c'est pour la dernière fois; mais du moins l'époque où nous serons dans la nécessité d'en parler de nouveau sera plus éloignée des autres événements de la guerre nationale que dans les volumes précédents.

Nous allons donner, dans cet article, la relation des événements de la guerre civile, depuis la mort de Charette jusqu'à la pacification générale opérée par le général Hoche. Nous ne nous occuperons plus ensuite de la Vendée et des chouans que pour retrouver sur ce théâtre le héros pacificateur se préparant à sa célèbre et malheureuse expédition d'Irlande.

Après Charette on ne remarque plus, dans la Vendée, aucun caractère digne de l'histoire. Il semblerait qu'en mourant ce chef audacieux eût entraîné dans la tombe tous ceux qui jusqu'alors avaient, de concert avec lui, soutenu la cause de l'autel et du trône. Ceux des anciens chefs de rassemblements qui refusèrent de mettre bas les armes périrent presque tous sous le fer républicain. Un petit nombre réussit seulement à s'expatrier, et courut chercher un asile sur une terre étrangère. Suzanet et d'Argens ne revinrent dans la Vendée que longtemps après la mort de Charette. Savin, qui avait dans tant de combats donné des preuves de sa bravoure, parut d'abord avoir envie de saisir le commandement resté vacant par le supplice de son ancien général; mais bientôt surpris déguisé en paysan et armé de pistolets, il fut tellement frappé de terreur, qu'il n'eut pas même le courage de se défendre. Il fut conduit à Montaigu et fusillé presque immédiatement. Deux émigrés, le chevalier Vasselot et le jeune comte de Grignon, voulurent résister. Le premier s'empara même du commandement de l'armée du Centre, abandonné par Sapinaud, rassembla 5 ou 600 hommes, se porta, avec Grignon, vers le midi de la Vendée, et fut même assez heureux pour obtenir quelques avantages sur les républicains. Mais défait ensuite à Châtenay, et plus tard à Saint-Vincent, Vasselot s'enfuit dans les bois, où il ne tarda pas à être découvert et arrêté. Mieux favorisé de la fortune, le comte de Grignon réussit à s'échapper et à se sauver en Angleterre. Nous le verrons reparaître dans l'insurrection de 1799.

Le procès de Vasselot eut cela de remarquable, que ce chef

vendéen donna, dans son interrogatoire, des sujets de craindre pour l'existence de Hoche. Soit qu'en effet Vasselot eût connaissance de quelque complot formé contre les jours du général républicain, soit que, par une feinte dénonciation, il espérât se rendre ses juges plus favorables, il déclara, avant de mourir, que Hoche était menacé du poison. « Les royalistes, répondit le vainqueur de Charette, cherchent vainement à m'intimider : vainement aussi ils menaceraient ma vie, je n'en demeurerai pas moins ferme à mon poste. » Hoche, moissonné à la fleur de son âge, mourut cependant soupçonné en effet d'avoir été empoisonné, ainsi que nous le dirons en son lieu. 1796 — an IV. Vendée.

Tous les esprits étaient comprimés dans la Vendée. Personne n'osait plus remuer; toutes les colonnes républicaines disséminées sur ce sol naguère ensanglanté mettaient de la vigilance à surveiller tous les hommes suspects et à épier leurs moindres mouvements. Hoche, d'ailleurs, fidèle à sa promesse de maintenir la paix et d'être le protecteur de tous ceux qui s'étaient soumis aux lois de la république, tenait ses troupes sous le joug austère de la plus étroite discipline. Les Vendéens, surpris de retrouver enfin leur ancienne tranquillité et l'abondance dans leurs champs ravagés depuis si longtemps, paraissaient dégoûtés de tout projet tendant à ramener les troubles et la discorde. Il n'était donc plus possible de songer à rallumer la guerre civile dans ces contrées, et si celui qui les faisait jouir du calme de la paix eût pu affermir son ouvrage, en continuant de faire respecter le gouvernement républicain par l'exercice d'un pouvoir modéré; si, enfin, le général Hoche, rappelé tout à coup par son gouvernement sur le premier théâtre de ses exploits, pour rendre aux troupes françaises découragées la confiance de la victoire, n'eût pas trouvé, sur les bords du Rhin, une mort également précoce pour sa gloire et pour la patrie, peut-être n'eût-on jamais vu les torches de la guerre civile se rallumer dans les départements de l'Ouest, et le sang rougir une troisième fois le sol de la Vendée, pacifiée et satisfaite de ce dernier état de choses.

Mais, dans ce moment, le génie de Hoche planait sur toute la Vendée, et devant lui les artisans de troubles étaient réduits au silence. Les passions s'étaient comme assoupies, et

1795 – an IV. Vendée.

reconnaissant l'énergique influence d'un héros qui voulait enfin rendre à la patrie des enfants, et aux Français des frères, l'esprit de parti était contraint de subir le joug et restait dans l'inaction. Un seul homme avait ainsi changé la face des affaires et délivré la république des plus terribles ennemis qu'elle ait eus à combattre. Un pareil triomphe égalait bien sans doute ceux qu'on remportait sur les ennemis extérieurs. Quel service est comparable à celui de mettre un terme à la guerre civile? Sans doute il était digne de la reconnaissance de la France entière l'homme qui, comprimant les fureurs des factions par la force seule de sa volonté et de sa modération, avait arraché ces armes odieuses dont se servaient des Français pour égorger des Français : cette gloire appartenait au général Hoche. Sa mémoire doit être chère à tous les vrais amis de la patrie, et la postérité lui assignera un rang distingué parmi les héros pacificateurs qui ont mérité la couronne civique, la première et la plus glorieuse des récompenses.

La pacification dont le général Hoche avait ainsi assuré les bienfaits à la Vendée entière était devenue si chère à l'universalité des habitants de ce pays, que les agents des princes français avaient eux-mêmes reconnu l'impossibilité d'y ranimer la guerre civile. Nous avons vu que leurs efforts pour organiser un parti royaliste s'étaient tournés vers d'autres provinces. En parlant de l'insurrection du Berri, nous avons dit quel avait été le misérable résultat de ces dernières tentatives. Désarmés et détruits à la première rencontre, les insurgés royalistes du Berri avaient été trop heureux de trouver, dans la clémence du Directoire, l'oubli total de leur échauffourée. L'inhabileté des chefs employés pour diriger cette insurrection, et les fausses mesures qu'ils mirent en usage, avaient en grande partie été cause du peu de succès obtenu par les royalistes dans cette circonstance. Cependant cet échec n'eût été rien, si le comte de Rochecotte avait réussi dans les autres parties de la France, que comprenait son grand plan d'insurrection. Mais le temps de la première ferveur était passé. On l'avait vue diminuer à mesure que le gouvernement républicain, éclairé enfin par le général Hoche, et convaincu que les guerres civiles aussi bien que

les guerres de religion puisent une nouvelle force dans la persécution, avait fait succéder la justice et la modération aux mesures arbitraires et tyranniques employées pendant les trop fatales années de 1793 et 1794. Le Directoire, en pardonnant aux insurgés du Berri, assurait donc leur soumission : au lieu que, s'il eût appliqué aux vaincus cette loi fatale qui condamnait à mort tous les rebelles pris les armes à la main, on eût vu peut-être le parti royaliste s'accroître par l'espoir de la vengeance, et la contrée de France la plus habituellement pacifique devenir tout à coup une seconde Vendée. 1796 — an IV. Vendée.

Ce fut donc, de la part du Directoire, une mesure très-politique que celle d'avoir, pour ainsi dire, fermé les yeux sur cette insurrection du Berri. Déjà nous avons dit quelles avaient été ailleurs les suites de sa prudente modération. Le comte de Rochecotte, en voyant le Berri rentrer sous les lois de la république, presque aussitôt après avoir tenté d'en secouer le joug, avait désespéré d'obtenir plus de succès dans l'Orléanais, la Touraine, le Maine et les autres provinces qu'il s'était flatté de faire déclarer en faveur de la cause des Bourbons ; il avait quitté la France, et si l'obstination naturelle de son caractère remuant et fougueux l'y ramena dans la suite, ce fut encore pour échouer dans ses tentatives et payer de sa tête le malheur d'avoir essayé deux fois de rallumer la guerre civile dans sa patrie.

La rapidité avec laquelle le général Hoche avait détaché de son armée les colonnes qui avaient dissipé, sous la conduite des généraux Canuel et Devaux, les rassemblements de Sancerre et de Palluau, avait été la cause principale de la prompte pacification du Berri. Aussi la réputation de Hoche s'était-elle singulièrement accrue depuis ce dernier service rendu à la patrie. Le Directoire, les corps constitués, les administrations départementales lui adressaient, à l'envi, des témoignages publics de la reconnaissance nationale. Ces louanges auraient pu flatter l'amour-propre du général républicain ; mais l'Anjou et la Bretagne n'étaient pas encore entièrement soumis, et toujours infatigable, Hoche ne croyait avoir rien fait puisqu'il n'avait pas obtenu le désarmement général de ces provinces.

Dans l'Anjou, le chevalier d'Autichamp s'était vainement déclaré le successeur de Stofflet. Secondé par le curé de Saint-

1796 – an IV. Vendée. Laud, qu'à l'exemple de Stofflet il avait pris pour conseiller, il adressa au comte d'Artois et au roi des lettres dans lesquelles il sollicitait la ratification de son élévation au suprême commandement. Sans armée encore, il prétendait néanmoins « marcher pour venger la mort de Stofflet, » et demandait de nouveaux secours de la part de l'Angleterre ; mais cette puissance envoyait bien de l'or et des officiers émigrés, mais point de soldats : cinq mille livres sterling, destinées, dans le principe à Stofflet, furent remises au chevalier d'Autichamp par le chevalier de La Garde, qui avait servi dans les hulans britanniques. Quelques bandes furent organisées à la faveur de ces subsides. Mais les efforts de d'Autichamp et de Bernier ne purent réussir à donner à ces bandes une consistance redoutable. L'aspect seul des détachements républicains suffisait pour les dissiper. Cependant le curé de Saint-Laud, qui osait encore concevoir des espérances, refusait de passer en Angleterre, où voulaient l'envoyer les chefs royalistes de la Bretagne et de l'Anjou, en qualité de leur agent général. Croyant sa présence plus utile sur le théâtre de la guerre, ce prêtre écrivit au comte d'Artois, pour le prier de le dispenser de se rendre à Londres. « Tout s'anime ici, ajoutait-il, tout prend un nouvel essor et cette fière attitude qui fit si longtemps, de la Vendée, la terreur de la république. » Cette lettre ne parvint point à son adresse. Le chevalier de La Garde, qui se rendait auprès du prince, en qualité de secrétaire général de l'agence royaliste, et qui était porteur de la dépêche, fut rencontré par une patrouille de l'armée républicaine dans le Morbihan. Serré de près, et blessé dangereusement à l'épaule, La Garde, pour éviter d'être pris, se jeta dans les bois, abandonnant ses papiers et sa correspondance. « Elle est remarquable, écrivait Hoche au Directoire, par l'impudence de ses auteurs, et par les mensonges qu'ils imaginent pour se procurer l'or des Anglais. »

En effet, les royalistes et le gouvernement britannique se trompaient mutuellement. Les premiers exagéraient les forces de leur parti, afin de rendre les Anglais plus favorables à leur cause. Ils étaient loin de croire eux-mêmes à ces prétendues forces ; car, au moment même où d'Autichamp se disait officiellement à la tête d'une armée, il écrivait en secret à Londres, au

marquis d'Autichamp son oncle, que le parti royaliste était entièrement désorganisé, et que les républicains avaient envahi tout le territoire de l'Anjou et du haut Poitou. « Ils ont réussi, ajoutait-il, à se faire des partisans même dans le clergé ; ma position est d'autant plus difficile, que Stofflet, qui n'aimait pas la noblesse, m'a mis dans l'impossibilité de placer les gentilshommes qui m'ont rejoint. » 1796 – an IV. Vendée.

De son côté, le gouvernement anglais, toujours guidé par la haine qu'il portait à la France, bien plus que par l'intérêt qu'aurait dû lui inspirer le sort des princes de la maison de Bourbon, ne voulait autre chose que la continuation des troubles civils dans les départements de l'Ouest, et employait ses moyens ordinaires pour empêcher la pacification générale. L'or était prodigué par des agents de l'Angleterre, des promesses exagérées appuyaient cette séduction; mais, sommés de tenir ces promesses et de fournir les secours d'hommes qu'ils devaient envoyer, les Anglais avaient toujours quelques prétextes tout prêts, au moyen desquels ils s'excusaient, et berçaient de nouvelles espérances aussi illusoires que les premières les malheureux défenseurs de la cause royale. Les seuls secours pécuniaires ne manquaient pas; toutefois, dans ce moment, les trésors de l'Angleterre n'auraient pu parvenir à donner au parti royaliste une consistance désormais impossible.

Soixante mille soldats républicains, commandés par Hoche, subjuguaient la Vendée tout entière. Que pouvaient désormais, contre la force et l'ascendant de ce guerrier citoyen, quelques chefs obscurs, abandonnés, cachés sous des habits de paysans, traînant dans les bois leur misérable et précaire existence? Tous les postes étaient occupés, les communes désarmées par la persuasion encore plus que par la force, les communications interceptées et les rassemblements devenus impossibles : il fallait donc se soumettre ou périr; on se soumit aux conditions que dicta le parti vainqueur. Les émigrés retournèrent en Angleterre; d'Autichamp et ses officiers, après le désarmement complet des campagnes, se placèrent sous la surveillance des autorités républicaines. Le curé de Saint-Laud demanda et obtint un passe-port pour se retirer en Suisse. Nous le verrons reparaître dans la Vendée et participer,

1796 — an IV. Vendée.

d'une manière peu conforme à ses premières actions, à la dernière pacification de 1800.

C'était surtout aux colonnes de cavalerie, nouvellement établies par Hoche, que l'on dut la soumission qu'on avait regardée comme impossible. Les mêmes mesures amenerent de semblables résultats dans le bas Poitou. Toutefois Hoche, convaincu du bon effet que produirait dans ces contrées la cessation du régime militaire, insinua cette détermination au Directoire : « Le pays vendéen, écrivait-il, réclame à grands cris une organisation civile, le régime militaire ne lui convient plus; mais il n'est point assez robuste pour supporter le gouvernement constitutionnel : il lui en faut un mixte, dont les agents soient pris parmi les réfugiés et parmi les habitants du pays. »

La plupart des villes des départements occidentaux furent donc replacées sous le joug de l'autorité civile. Hoche, en étendant cette mesure paternelle à la ville de Nantes, fit, dans la lettre qu'il lui adressa à ce sujet, allusion à la généreuse défense de ses citoyens en 1793. « Quelle cité, dit le général, plus digne en effet d'être libre que celle dont les enfants ont si souvent versé leur sang pour la liberté? Magistrats du peuple, vos fils ont imité ceux de Sparte!... Ne vous souvenez que de leur gloire; oubliez de la guerre jusqu'aux tyrans qui vous divisèrent pour ensanglanter vos murs. Périsse leur mémoire, et vive à jamais dans nos cœurs reconnaissants celle des héros nantais! »

De tous les pays insurgés, il ne restait plus à soumettre que la Bretagne, où Puisaye continuait ses intrigues et les troubles qui seuls pouvaient fournir un aliment nécessaire à son esprit insidieux et brouillon. Hoche, libre de tourner ses regards de ce côté, fit passer la Loire à 15,000 hommes, et se prépara lui-même à les suivre bientôt. Mais avant d'entrer dans le détail de ses opérations guerrières et civiles pour forcer les chouans à recevoir à leur tour le bienfait de la paix, nous devons retracer les événements qui précédèrent cette pacification générale.

Nous avons dit que le comte de Puisaye, échappé au désastre de Quiberon par une honteuse fuite, était revenu quel-

que temps après, dans la Bretagne, y recommencer ses trames et rallier les débris du parti royaliste. Par une contradiction que les vues secrètes du gouvernement anglais peuvent seules expliquer, l'homme du monde le moins propre à donner à la guerre civile une consistance redoutable était précisément celui qui possédait le plus la confiance du cabinet britannique. D'Elbée, Bonchamp, Lescure, Laroche-Jacquelein, Charette lui-même, s'étaient vainement adressés à cette puissance pour en obtenir des secours efficaces : Puisaye seul avait eu le secret de la déterminer à tenter deux fois des expéditions considérables contre la république. C'est que le cabinet britannique connaissait l'agent qu'il employait. Il savait qu'il était très-propre à ourdir les complots, mais incapable de les conduire à une fin glorieuse. Puisaye était, entre les mains des Anglais, un instrument excellent pour fomenter les troubles et entretenir la guerre civile. Ils auraient cessé de s'en servir s'ils l'avaient jugé capable de rétablir la monarchie et la paix en France.

L'intrigant Puisaye était particulièrement odieux à Hoche. Le général républicain craignait encore plus ses ruses et sa duplicité que la bravoure et les talents guerriers de Stofflet et de Charette. C'était aussi avec un soin extrême qu'il le faisait surveiller, et plus d'une fois Puisaye avait failli tomber entre ses mains. Mais il semblait échapper à tous les dangers pour prolonger les manœuvres qui le rendaient méprisable aux deux partis. Dès le 14 janvier, ce chef avait manqué d'etre arrêté dans le château de Bretigny, près de Rennes. Le parti royaliste devait y tenir un grand conseil, et Puisaye s'y était transporté, à la faveur de la nuit, accompagné de plusieurs officiers. Le général commandant à Rennes, instruit de tous ces détails par un transfuge, avait déjà pris ses mesures. A peine les royalistes étaient-ils assemblés qu'un détachement, parti de Rennes, cerna le château et en ferma toutes les issues. Il fallait vaincre ou périr. Les chouans se précipitèrent l'épée à la main, et se firent jour à travers les baïonnettes républicaines. Puisaye se jeta dans les fossés du château, d'où, sortant par une issue secrète, il gagna les bois, et rejoignit, à la pointe du jour, un detachement connu sous le nom des *che-*

1796 — an IV. Vendée. *valiers catholiques*. Trois de ses officiers, Applaiguot, Mouillemeuse et Laurent-Lacrochais, tombèrent au pouvoir des républicains et furent fusillés à Rennes : le premier était un jeune homme d'une taille colossale, son caractère féroce l'avait rendu la terreur des républicains de son canton.

Peu de jours après, le 21 janvier, jour anniversaire de la mort de l'infortuné Louis XVI, la ville de Laval faillit être livrée aux chouans. Toutes les précautions étaient prises pour assurer cette conquète, que devaient surtout favoriser les habitants royalistes de cette ville, lorsque les autorités de Laval, instruites du projet des chouans, appelèrent aux armes les habitants républicains, et empêchèrent les premiers d'agir. Les chouans projetèrent aussi de s'emparer de Mayenne, qu'ils savaient renfermer un grand nombre de royalistes. Le 18 février, à minuit, ils s'avancèrent sur deux colonnes, dans le dessein d'emporter à la fois les postes du château et du collége. Camus, commandant de Mayenne, averti d'avance du complot des royalistes par une femme qui, la veille, avait fait deux lieues pour l'en instruire, n'avait cependant pris aucune mesure. Cinq hommes seulement défendaient le poste du collége au moment où les royalistes s'y présentèrent pour l'attaquer ; toutefois ils suffirent pour arrèter seuls les efforts de 200 royalistes, et soutinrent leur feu avec tant de bravoure, qu'ils donnèrent le temps à Camus d'envoyer des secours. Les républicains ne furent pas aussi heureux au poste du château. Les chouans, après s'y être glissés en suivant un convoi, égorgèrent les sentinelles avancées et une partie de la garde. Le château et le parc d'artillerie qu'il renfermait tombèrent en leur pouvoir. Les vainqueurs s'avancèrent alors sur la place des halles pour mettre le poste entre deux feux et s'en emparer. Mais déjà la générale battait dans les rues de Mayenne, et les républicains avaient couru aux armes. De leur côté, les habitants royalistes s'étaient joints aux chouans, et un combat horrible ne tarda pas à s'engager dans les rues de Mayenne. Les deux partis y montrèrent longtemps une égale valeur. Cependant, sur les neuf heures du matin, les républicains, ayant obtenu quelques avantages, redoublèrent d'efforts, chassèrent les royalistes à la baïonnette, reprirent les deux postes

évacués, et chassèrent les assaillants de la ville. Les chouans mirent tant d'ordre dans leur retraite, et opposèrent aux républicains une résistance si bien ménagée, qu'ils purent emporter leurs morts et leurs blessés. 1796 — an IV. Vendée.

Cette affaire, quoique malheureuse, avait enflé l'orgueil des royalistes de la Bretagne, et Puisaye s'en était étayé pour décider Stofflet à reprendre les armes, afin de faire une diversion en sa faveur et seconder ses efforts pour la cause commune. C'était alors également que Puisaye et Stofflet avaient présenté aux puissances alliées contre la France une adresse pour obtenir d'elles la reconnaissance de Louis XVIII comme roi légitime. « Deux cent mille Français, disaient-ils, généreusement dévoués à sa cause sacrée, sauront le rétablir sur le trône de saint Louis. Qu'on donne, ajoutaient-ils, une existence politique aux princes, aux prêtres et à la noblesse émigrée; que les garnisons républicaines prisonnières ne puissent plus refluer dans l'intérieur de la France pour combattre les royalistes; qu'il s'établisse enfin entre ceux-ci et les puissances belligérantes une union si parfaite, une correspondance si suivie, qu'aucun accord et capitulation de la part des uns ne puissent jamais préjudicier aux intérêts des autres. » Très-beau dans la théorie, ce plan d'union était impossible dans la pratique.

Dans le même temps encore, le vicomte de Scépeaux, sollicité par Puisaye, se décidait également à reprendre les armes. Le jeune de Bourmont[1], son major-général, fut envoyé en Angleterre, chargé de dépêches pour le comte d'Artois et de solliciter des secours de la part du cabinet britannique, ordinaire ressource des chefs royalistes. Bourmont partit accompagné du marquis de la Ferronière et des chevaliers de Payan et de Verdun. Il fut reçu avec le plus gracieux accueil par le lieutenant général du royaume, fut décoré de la croix de Saint-Louis par le prince lui-même, et revint sur la rive droite de la Loire, apportant avec lui la promesse de prompts secours, et l'espérance non moins flatteuse du brevet de lieutenant général

[1] Depuis lieutenant général et commandant une division de la garde royale, ministre de la guerre, maréchal de France, et conquérant de l'Algérie en 1830. Accepté par Napoléon en 1815, à la recommandation du maréchal Ney, il avait déserté à l'ennemi avant la bataille de Waterloo.

1796— an IV. Vendée.

pour le vicomte de Scépeaux. L'arrivée de Bourmont ranima la ferveur des royalistes de ces contrées, et bientôt ils se rassemblèrent au nombre de 2,000, sous la conduite de Scépeaux, de Dandigné et de Châtillon.

Le 8 mars, ces chefs se portèrent contre l'adjudant général Henri, en marche sur Segré, à la tête d'un détachement d'infanterie et de 20 hussards. Les deux partis se rencontrèrent sur la route, à la hauteur du moulin de Saint-Denis, entre Segré et le village de Dandigné. Attaqués par des forces bien supérieures en nombre, les républicains se mettent en désordre. Henri veut tenir ferme avec une poignée de grenadiers et cinq chasseurs de Cassel, que commandait le capitaine Roger. Assailli de tous côtés, il se replie sur le village de Dandigné, et est atteint d'une balle en y entrant. Bientôt affaibli par la perte de son sang, il refuse de monter à cheval pour se sauver, et veut partager le sort des braves qui ne l'ont point abandonné : tous succombent, et le malheureux Henri, blessé à mort, a la douleur de voir égorger sous ses yeux 60 de ses soldats, que l'excès même de la bravoure ne pouvait plus garantir de la rage des chouans; lui-même expire sous de nouveaux coups. Ce succès et l'enlèvement d'un convoi républicain firent augmenter le nombre des chouans, effet ordinaire du moindre avantage sur les républicains.

Peu de jours après, deux débarquements d'environ 130 émigrés s'effectuèrent au Clos-Poulet, sous la direction de Prégent, directeur en chef de la correspondance. Le premier réussit à joindre les chouans à Fougères; le second fut moins heureux. Suzannet, le comte de Botherel, le chevalier de La Trimouille, le comte de Sérant, agent général des princes, et d'autres royalistes de marque qui le composaient, donnèrent dans une embuscade républicaine. Une action s'engagea : quelques républicains furent tués : le cri *Aux armes!* et le bruit de la fusillade donnèrent l'éveil aux postes répartis pour la garde de la côte, qui se mirent aussitôt en marche. Les émigrés, engagés dans une fausse route, se jettent alors dans les marais de Dol, où ils sont vivement poursuivis. Dans leur fuite ils prennent des chemins étroits, coupés de fossés en tous sens : leur désordre est à son comble à la vue d'une troisième colonne qui leur barre le chemin. Assaillis par une grêle de balles,

serrés de près et presque enveloppés, Tuffin de la Rouarie et Pinto tombent les premiers. Chacun prend la fuite, et pour l'effectuer, on traverse à la nage la petite rivière de Biois-Jong. Le marquis de La Ferronnière et le comte de Sérant furent seuls dans l'impossibilité de les suivre. Le dernier, après avoir remis son portefeuille à l'un de ses compagnons (le comte de Botherel), se cacha dans un fossé avec La Ferronnière; mais, bientôt découverts, ils furent tués l'un et l'autre. 1796 — an IV. Vendée.

Ceux des émigrés qui avaient échappé aux républicains parvinrent successivement à rejoindre le parti chouan commandé par Piquet-Duboisguy, aux environs de Fougères; c'était un corps de l'armée commandée en chef par Puisaye. Celui-ci avait réussi à introduire parmi ses soldats de l'ordre et une sorte de discipline : l'armée marchait en colonne et au son des tambours. Parmi les chefs qui la commandaient en second, on remarquait Saint-Victor, dit *Persévérant;* le chevalier de Chalus; Saint-Georges, et le nommé *Brunswick*. Chalus l'aîné commandait le corps d'élite, désigné sous le nom de *colonne brutale* et composé de 12 à 1,500 chouans aguerris.

Le comte de Botherel remit à Puisaye 45,000 livres sterling en billets de banque, et lui apporta la promesse tant de fois renouvelée par l'Angleterre de tenter encore de nouveaux efforts; mais Charette et Stofflet avaient perdu la vie, et avec eux s'était évanoui l'espoir de rallumer la guerre de la grande Vendée. Toutes les troupes républicaines disponibles se préparaient à attaquer les chouans et à les écraser. Cependant Puisaye n'en continua pas moins de vanter ses moyens et ses forces au comte d'Artois. En même temps il écrivit au ministre anglais Windham qu'il était à même de livrer bientôt Saint-Malo, Château-Neuf et Château-Richer aux troupes britanniques; il affirmait qu'il avait 6,000 soldats enrégimentés, et qu'avec de l'or il en aurait facilement 50,000. Il insistait surtout pour un débarquement prochain, et se disait en état d'assurer celui des régiments de Cabrier et de Mortemart, des hussards et des canonniers promis par l'Angleterre. « Malgré les malheurs partiels, ajoutait Puisaye, l'insurrection s'accroît aux extrémités de l'empire; Paris est agité, et la France, entièrement royalisée, verra changer la scène de la révolution. »

1796 — an IV. Vendée.

Instruit que Hoche faisait ses préparatifs pour l'attaquer, Puisaye résolut de le prévenir. Il donna l'ordre à toutes les divisions chouannes de se porter contre les républicains. Le 19 avril, Duval, à la tête de 200 royalistes, marcha à la rencontre d'un détachement sorti de Saint-Hilaire des Landes, tua de sa main un officier et un soldat, et fit des prisonniers. Mais les républicains, ayant reçu des renforts, attaquèrent à leur tour Duval. Puisaye accourut à son secours avec 1,800 chouans. Les républicains, qui avaient mis Duval en fuite, s'étaient rangés en bataille entre Saint-Sauveur et Saint-Hilaire. Duboisguy, après les avoir fait reconnaître, les fit attaquer par ses tirailleurs, et bientôt l'action devint générale. Vainement les republicains opposèrent la plus ferme résistance. Trop faibles pour faire face sur tous les points, ils furent défaits et mis en fuite ; les royalistes restèrent maîtres du champ de bataille, où les vaincus avaient abandonné trente morts et soixante blessés. Le comte de Botherel s'était distingué dans ce combat, à la tête des émigrés qu'il commandait. L'un d'eux, le chevalier de Saint-Gilles, eut le bras fracassé d'une balle.

Mais tandis que les royalistes se réjouissaient de leur victoire, l'armée de Hoche avait passé la Loire, et déjà la rive droite du fleuve, depuis Angers jusqu'à Nantes, était couverte de soldats républicains. Avant d'agir hostilement contre les chouans, Hoche leur adressa cette proclamation : « Écoutez, habitants des campagnes ! je viens à vous ; demeurerez-vous encore spectateurs stupides et neutres des maux qui vous désolent ? Ne devrez-vous qu'à l'éclat de la foudre votre réveil tardif ? C'est en vain qu'une minorité criminelle voudrait lutter plus longtemps contre la république ; c'est en vain que vous refusez de déposer ces mêmes armes dont vous devez reconnaître l'impuissance : il faut se soumettre ou périr !

« Il était aguerri, ce peuple redoutable qui vous donna le signal et l'exemple de la révolte ; ses exploits, ses chefs, l'Europe entière les admirait. Trempées mille fois dans le sang par la rage et le fanatisme, les armes des fiers Vendéens devaient relever le trône ! Quel a été le résultat de leurs projets insensés ? la mort, le désarmement et la soumission. Le gouvernement de la république l'a voulu, et quatre mois d'hiver ont suffi

pour terminer la guerre : et vous qui êtes à peine armés, vous qui ne devez vos munitions qu'à la trahison et à la perfidie, sachez que ce fil de toutes vos trames est rompu. Prenez-y garde! les invincibles légions approchent! Hâtez l'instant du repentir; venez à nous, et vivons ensemble sous les mêmes lois. » 1796 — an IV. Vendée.

Les effets les plus prompts ne tardèrent pas à suivre ces menaces. Tandis que plusieurs colonnes républicaines traversaient la Vilaine pour soumettre aussi le Morbihan, de nombreux bataillons envahissaient le territoire du vicomte de Scépeaux. Celui-ci, battu dans toutes les rencontres, sentit bientôt le besoin de faire la paix avec un ennemi aussi terrible qu'infatigable. Il fit des ouvertures au général Hoche, qui les accueillit d'abord. Scépeaux crut devoir prévenir le comte de Puisaye des négociations entamées. « C'est un piége, lui répondit ce chef peu effrayé des dangers de ses lieutenants toutes les fois qu'ils ne l'atteignaient pas... Il faut gagner du temps; le parti royaliste est *un*, comme le roi pour lequel il combat; une portion ne peut traiter sans l'autre. » Il était facile à Puisaye, qui courait sans cesse d'une division à l'autre, de se dissimuler l'état déplorable où se trouvait le parti royaliste; mais Scépeaux, sur le point d'être écrasé avec tous les siens, était dans l'impossibilité de suivre les conseils de Puisaye et d'avoir recours à des délais que l'impétuosité républicaine ne permettait plus. Il s'adressa de nouveau à Hoche, et lui demanda une suspension d'armes promettant de s'entremettre pour une entière pacification de la Bretagne. « Peut-être, répondit Hoche avec hauteur, êtes-vous un de ces mêmes pacificateurs qui ont déjà trompé la république, et peut-être espérez-vous d'obtenir les mêmes avantages qui furent offerts et accordés autrefois par la faiblesse : détrompez-vous. Je me charge d'opérer seul le désarmement de quelques hordes qui sont sur le point d'abandonner leurs chefs, qu'elles abhorrent : soumettez-vous, ou je saurai vous atteindre. »

Il fallait donc se soumettre à la nécessité, et subir le joug imposé par le vainqueur. Scépeaux et ses principaux officiers déposèrent leurs armes; mais, avant de licencier leurs divisions, ils adressèrent à leurs adhérents cette proclamation :

1796 — an IV Vendée. « Braves compagnons d'armes! tant que nous avons cru pouvoir rétablir, par la force, l'exercice libre du culte de nos pères et l'héritier légitime de la monarchie française, nous n'avons cessé de combattre à votre tête, et d'exciter le courage et la persévérance que vous avez déployés aux yeux de l'Europe entière; mais aujourd'hui que de plus longs efforts n'attireraient que de nouveaux malheurs sur notre pays déjà dévasté, nous vous invitons à rendre vos armes, pour mettre fin à une guerre qui deviendrait le fléau de la patrie que nous voulions défendre : à cette condition, vos personnes et vos biens seront sous la sauvegarde des lois, et le passé restera dans l'oubli. Ce n'est que d'après une telle assurance que nous avons pu consentir à une démarche contraire au vœu de notre cœur, mais dictée par des circonstances impérieuses. »

L'armée chouanne de la rive droite de la Loire déposa ses armes dans les places d'Angers, Ségré, de Saint-Georges et d'Ingrande : les réfugiés patriotes rentrèrent dans leurs foyers, et le général Hoche donna des passe-ports à Bourmont et à plusieurs autres émigrés pour se rendre en Angleterre. Quant à Scépeaux, il resta dans le pays sous la surveillance des autorités républicaines, et ce chef, après avoir engagé sa parole dans deux traités, resta du moins fidèle au second et ne reprit point les armes dans l'insurrection de 1799.

Pendant que Hoche voyait ainsi réussir une partie de ses projets, celles de ses colonnes qui avaient passé la Vilaine pour entrer dans le Morbihan agissaient vigoureusement contre les chouans commandés par Georges Cadoudal et Le Mercier, dit *la Vendée*. Menacé sur tous les points par des forces imposantes, Georges dépêcha l'abbé Guillot à Puisaye, de la part du conseil du Morbihan, pour lui faire connaître la triste situation où se trouvait l'armée de l'arrondissement de Vannes, à laquelle il ne restait plus d'autres ressources qu'une feinte soumission. « Gagnez du temps, disait encore Puisaye; on veut nous faire tomber dans le piége honteux qui pensa, l'an dernier, détruire nos dernières espérances. Je m'occupe sans cesse d'étendre l'insurrection : déjà de fortes divisions organisées dans le Maine marchent en colonnes mobiles, toujours rassemblées, formant des diversions importantes. La Normandie a suivi

cet exemple, et nous avons gagné plus de pays et d'hommes au roi que la Vendée ne nous en a fait perdre. Dieu, qui nous a si souvent protégés, bénira nos nouveaux efforts. » 1796 — an IV. Vendée.

Ces promesses, en flattant l'espérance des Morbihannais, ranimèrent leur ardeur. Heureusement placés pour communiquer avec l'Angleterre, ils étaient les seuls qui reçussent encore de cette puissance des armes et des munitions. Les Anglais, en dernier lieu, venaient de débarquer sur la côte cinq pièces de canon, et Georges Cadoudal s'était aussitôt occupé de faire construire des affûts dans un bourg près de Locminé. Mais l'adjudant général Évrard averti, par un transfuge royaliste, de l'opération de Georges, se porta aussitôt sur Locminé à la tête de 200 grenadiers. Le bourg fut en un moment investi, les gardes royalistes égorgées, et les vainqueurs s'emparèrent de trois pièces de canon; quatorze artilleurs chouans et leurs chefs, saisis par les républicains, furent sur-le-champ fusillés.

Mais, de tous les pays qui composaient la chouannerie, celui du Morbihan était le plus difficile à soumettre. Georges avait, à lui seul, plus de talents et de vertus guerrières que tous les autres chefs. Les bandes organisées sous ses ordres avaient plus de régularité, et leur bravoure était célèbre dans toute la Bretagne. Hoche, voyant que la résistance prenait dans cette contrée un caractère alarmant, fit passer des renforts aux corps républicains qui y étaient déjà, et prit le parti de se rendre lui-même dans le Morbihan, au commencement du mois de mai.

Il eut bientôt l'expérience de ce qu'osaient entreprendre les hommes aux ordres de Cadoudal. Il était parvenu aux environs de Locminé, et traversait les landes qui entourent ce bourg, lorsque tout à coup son escorte fut attaquée par un gros de paysans armés, ayant à leur tête Lantivy-du-Reste. Le général Auguste Mermet, qui accompagnait Hoche, s'élance aussitôt contre eux avec quelques hussards déterminés à s'exposer à tous les périls pour sauver leur général en chef. Un combat à mort fut la suite de cette rencontre. Déjà les chouans avaient tué plusieurs républicains, lorsqu'un hussard, nommé Cholleau, réussit à frapper leur chef Lantivy, qui, tombant de son cheval, est massacré à l'instant. La mort de ce chef fut le signal d'une

1796 — an IV. Vendée.

déroute complète. Ils s'enfuirent poursuivis par les républicains. Mais, connaissant mieux qu'eux les détours de ce pays fourré, ils réussirent à s'échapper. Le général Hoche avait lui-même payé de sa personne dans cette rencontre, et les dangers qu'il avait courus augmentèrent encore chez lui le désir de rendre à la paix et à la tranquillité une contrée où la guerre se faisait d'une manière aussi dangereuse.

En parcourant le Morbihan, Hoche put se convaincre combien l'influence de l'exemple est terrible et funeste. En voyant les chouans se livrer à tous les excès de la vengeance et de la fureur, les républicains avaient oublié qu'il fallait pacifier et non détruire. Et c'est par des vexations, par des assassinats, par des persécutions de tout genre qu'ils répondaient aux excès de leurs ennemis. Une conduite aussi contraire à ses principes devait exciter la colère de Hoche. Il adressa au Directoire des plaintes sévères sur la manière insensée dont les agents républicains agissaient dans le Morbihan. Il blâmait surtout les persécutions qu'ils faisaient éprouver aux habitants de ce pays. Il savait trop bien que la rigueur, en matière de croyance, fait naître le fanatisme, et que le fanatisme est une arme atroce dans la guerre. « A Vannes, mandait-il au Directoire, on conduit chaque jour des prêtres à l'échafaud, et tous les jours aussi de vieilles femmes et de jeunes paysans viennent tremper leurs mouchoirs dans le sang de ces malheureux, qui sont bientôt transformés en martyrs de la religion. Faites punir les rebelles aux lois ; mais, je vous en conjure, ne vous mêlez pas de ce qui a rapport au culte, si vous ne voulez point rendre la guerre interminable. »

Hoche n'attendit point la réponse du Directoire pour briser le joug absurde qu'on voulait imposer au peuple morbihannais. Sa seule présence suffit pour faire cesser les abus et les cruautés. Là, comme dans la grande Vendée, le général républicain ne montrait de haine que pour les chefs, et témoignait de l'indulgence à ceux qui n'étaient qu'égarés. Le général Quentin, qui commandait sous lui dans le Morbihan, eut ordre d'employer plus encore la persuasion que la force, pour ramener le calme dans ce département. Il reçut de Hoche une instruction qui démontre combien celui-ci avait à cœur de mettre fin à la

guerre civile. « Les chouans qui ne sont point émigrés, disait dans cette instruction le général républicain, peuvent rentrer dans le sein de la république en déposant les armes, en se soumettant aux lois et en rendant les déserteurs. Je permets aux réquisitionnaires de rester dans leurs foyers pour se livrer aux travaux de l'agriculture ; mais tout ce qui oserait résister ensuite devra s'attendre à périr sans rémission. » 1796 — an IV. Vendée.

Le général Quentin s'empressa de communiquer ces conditions à Georges. Le moment était venu où celui-ci, cerné de toutes parts, se voyait dans l'impossibilité de résister. Cadoudal se détermina à écrire directement à Hoche, pour lui demander d'abord une suspension d'armes. Mais le général républicain n'était plus disposé à transiger avec ceux qu'il regardait comme des rebelles. « Vous voulez la paix, répondit-il fièrement à Georges, et moi aussi je la veux, et je l'obtiendrai. Les articles que je vous ai fait remettre sont clairs et n'ont pas besoin d'explication ; la trève que vous demandez ne peut être accordée : faites rendre les armes, faites votre soumission aux lois de la république, et je suspendrai la marche de mes troupes. »

L'opiniâtre Cadoudal employa la dernière ressource qui lui restât : c'était de faire une demi-soumission, et de donner des ordres pour que ces vainqueurs qu'il abhorrait n'obtinssent qu'un désarmement partiel. Le reste des armes, encaissé avec soin, fut enfoui par les chouans dans le sein de la terre, ou dérobé dans des *caches* pratiquées dans l'épaisseur des murs. Quand enfin les déserteurs eurent été rendus, Hoche délivra des passe-ports pour Jersey aux frères La Bourdonnaie, à Montluc, et à cinq autres émigrés du Morbihan. Alors tout rentra dans l'ordre, et les habitants de la campagne purent enfin se livrer sans trouble et sans inquiétude à leurs travaux champêtres. Georges et ses principaux officiers évitèrent de se soumettre personnellement ; et aux soins qu'ils prirent de se soustraire à la surveillance des autorités républicaines, en se tenant cachés dans le pays, on dut prévoir qu'ils n'abandonnaient la partie que momentanément, et qu'ils n'attendaient qu'un instant plus favorable pour reprendre leurs armes cachées. En effet, nous les retrouverons en parlant de l'insurrection de 1799,

1796 — an IV. Vendée.

et Georges y jouera un rôle convenable a ses talents et a la hainç profonde qu'il portait à la république.

Soumis dans la Vendée, dans le Poitou, dans l'Anjou, dans le Morbihan, le parti royaliste allait également être obligé de subir le joug du vainqueur dans la Normandie et dans cette portion de la Bretagne que Puisaye avait organisée, et où il commandait encore.

Le comte Louis de Frotté était à la tête des royalistes de la Normandie. Dès l'ouverture de la campagne, il avait rassemblé sous l'étendard royal plusieurs divisions chouannes tout organisées. Déjà l'insurrection s'étendait et venait se lier avec celle de Bretagne, par les districts de Dreux, de Château-Neuf, de Nogent-le-Rotrou et de Mortagne, lorsque le général Hoche, ardent à poursuivre les ennemis de la république sur tous les points où ils se montraient, fit aussi avancer de ce côté de forts détachements de son armée. De nombreux échecs éprouvés par les royalistes de la Normandie n'avaient pas manqué de signaler l'arrivée des troupes républicaines dans cette contrée. Frotté, se voyant pressé vivement du côté de Vire et de Domfront, avait ordonné à ses lieutenants de faire agir leurs colonnes, soit par compagnies, soit par pelotons. « Sous aucun prétexte, ajoutait Frotté dans l'instruction qu'il leur adressa, ne laissez vos compagnies divisées et les chasseurs épars. Je vous recommande surtout de prendre des otages et de rançonner les partisans de la révolution. »

Ces ordres servirent plutôt à augmenter le nombre des ennemis de la cause royale qu'à les diminuer. Le chef royaliste s'efforça vainement d'introduire une discipline sévère parmi ses troupes; vainement il fit arrêter et fusiller un de ses officiers nommé *Métairie*, pour avoir désobéi à ses ordres et s'être livré à quelques excès en s'écartant dans la campagne. Cet exemple tardif d'une justice à laquelle les royalistes se voyaient forcés, ne fit point oublier les vexations commises par eux. Les lieutenants de Hoche avaient appelé à leur aide les habitants de bonne volonté, et bientôt leurs forces furent si considérables, qu'en peu de temps Frotté fut réduit à l'impossibilité de tenir la campagne. Dépourvu de munitions et de tous autres moyens de défense, le chef des royalistes fut contraint de licencier les

1,500 chouans d'élite qu'il avait réunis sous ses ordres im- 1796 — an IV. Vendée.
médiats. Le vicomte de Briqueville, qui avait fait partie du débarquement des émigrés, et que Frotté avait nommé pour commander une division, fut également obligé de mettre bas les armes. Le père de Frotté, menacé de tomber entre les mains des républicains, se réfugia à Paris, où le comte d'Artois lui envoya des pouvoirs pour se concerter avec les agents de Louis XVIII et seconder les opérations de Louis de Frotté, son fils.

Enfin, accablé par les troupes républicaines, qui couvraient à la fois la Normandie et presque tous les points de la Bretagne, découragé par la reddition successive de toutes les divisions chouannes, Frotté, à l'exemple de Georges Cadoudal, donna des ordres secrets pour une soumission apparente. Il esperait pouvoir, ainsi que ce chef, rester caché dans le pays et renouer toutes ses intrigues quand le moment lui paraîtrait opportun. Mais le général Hoche pressait tellement l'expulsion des émigrés et le désarmement des campagnes, que Frotté lui-même se vit dans la nécessité de passer en Angleterre pour éviter de tomber entre les mains des républicains.

Les mêmes résultats furent obtenus par le général Hoche dans le département de la Mayenne. Un nombre considérable de fusils furent déposés par les royalistes, obligés de mettre bas les armes ; mais le comte de Rochecotte, le même dont nous avons déjà parlé, s'était ménagé dans le Maine des ressources et des intelligences telles, qu'il lui était facile, au premier signal, de rassembler de nouveau tous les royalistes de son arrondissement. Ce chef, auquel sa qualité d'émigré pouvait donner la crainte de plus de dangers, les brava tous pendant longtemps, et sut se dérober à la surveillance et aux perquisitions des autorités républicaines.

Puisaye fut le dernier des chefs royalistes dont les divisions subirent la loi générale du désarmement. Depuis les succès remportés par les républicains, il s'était retire dans le département d'Ille-et-Vilaine, où son parti pouvait encore opposer quelque résistance à ses ennemis. Protégé par la division du chevalier de La Vieuville, qui comprenait le territoire de Dinan et du Clos-Poulet, il pouvait encore communiquer avec l'Angleterre, et se

1796 — an IV. Vendée.

flattait toujours d'en obtenir des secours qu'il sollicitait avec plus d'ardeur que jamais.

La sécurité dont il jouissait dans cette contrée ne fut pas de longue durée. Le général Rey, envoyé par Hoche dans l'Ille-et-Vilaine, eut bientôt dissipé les chouans rassemblés sous le commandement de La Vieuville. Défait près de Becherel, La Vieuville perdit 300 hommes. Poursuivi et forcé dans le château de Tourdelain, au milieu des bois près d'Évran, il y laissa également un grand nombre de morts; réfugié ensuite dans le château de la Houssaye, il s'y défendit inutilement et l'abandonna. Les républicains y trouvèrent des munitions, des armes, et même un règlement militaire qui leur fit connaître la tactique et l'organisation des chouans.

Échappé à tous ces dangers, La Vieuville se mit en marche pour retourner vers la côte de Saint-Malo. Contre l'avis de Puisaye, il prit une route dangereuse par la forêt de Ville-Quartier, où il rencontra un détachement républicain qui le poursuivit. A peine était-il en défense, qu'il reçut une balle dans la poitrine et tomba sans proférer un seul mot. Le jeune Sérant, fils de celui qui avait été tué dans les marais de Dol, et un autre émigré, périrent également à ses côtés. Les soldats républicains trouvèrent sur La Vieuville un poignard à manche d'or, des billets de banque de Londres et une excellente carte de la Bretagne.

La Vieuville, selon M. Beauchamp, qui nous fournit la plupart de ces détails, était un fort bel homme, brave, mais présomptueux. Rentré, au commencement de 1795, en Bretagne, où sa famille possédait des propriétés considérables, il eut à Rennes, lors de la premiere pacification, une entrevue avec Hoche, qui avait été sergent dans les gardes françaises. La Vieuville voulut prendre avec lui le ton d'un officier envers un ancien soldat; mais Hoche lui fit sentir avec dignité que, si jadis le hasard de la naissance l'avait placé au-dessous de lui, depuis il n'avait dû qu'à son mérite le grade de général en chef. Ils s'étaient quittés mécontents l'un de l'autre, et La Vieuville avait juré qu'il ne se soumettrait jamais.

La mort de ce chef opiniâtre et valeureux fut d'autant plus sensible à Puisaye, qu'il perdait en lui un de ses plus fermes soutiens dans un moment où il luttait sans succès contre la reddi-

tion successive des divisions chouannes. Poursuivi lui-même 1796 – an IV. Vendée.
par les républicains, il éprouva, coup sur coup, deux échecs qui achevèrent de porter la désorganisation dans son parti. Le premier eut lieu à Sain-Ouent de la Rouairie, où les chouans d'Ille-et-Vilaine furent complétement battus malgré leur vive résistance. La seconde action s'engagea, le 5 mai, dans la forêt de Fougères, entre un nombre égal de chouans et de républicains. Les premiers combattirent avec toute la rage du désespoir; mais il leur fut impossible de rompre les rangs pressés de leurs ennemis. Bientôt, attaqués par ceux-ci à la baïonnette, ils plièrent et cherchèrent leur salut dans la fuite, non sans avoir perdu un grand nombre de leurs soldats. Duboisguy, chef de la division de Fougères, se signala dans cette rencontre par une bravoure et un bonheur extraordinaires. Au fort de la mêlée, il s'était jeté presque seul au milieu d'une compagnie de républicains. D'abord il avait renversé tout ce qui s'était présenté devant lui; mais, entouré bientôt de soldats qui se disputaient la gloire de l'immoler, il ne put parvenir à s'échapper de la haie qu'ils formaient devant lui au moment où les chouans se trouvaient déjà en pleine retraite. Atteint et démonté par Millesont, tambour-major des chasseurs de la Montagne, Duboisguy le manqua d'un coup de pistolet; Millesont plongea son sabre au travers du corps de l'aide de camp du chef royaliste et l'étendit mort à ses pieds. Il crut avoir tué Duboisguy lui-même, se vanta partout de cette action d'éclat, et en reçut le prix à Fougères. Mais on eut bientôt la certitude que Duboisguy reparaissait à la tête des chouans de sa division, et Millesont, pour s'être trompé, passa pour un faux brave et fut bafoué par ceux de son propre parti.

Mais vainement les chouans de l'Ille-et-Vilaine osaient encore opposer quelque résistance aux efforts des républicains. Trois mois s'étaient à peine écoulés depuis que Hoche avait fait traverser la Loire à ses colonnes victorieuses, et déjà le parti royaliste, dans la Bretagne, n'existait plus que dans l'opinion de quelques chefs obscurs, encore plus attachés à l'or de l'Angleterre qu'à leur propre parti [1].

[1] « Le comte de Puisaye, dit Beauchamp, le divisionnaire Duboisguy

1796 — an IV.
Vendée.

Cependant, quel que fut l'affaiblissement général du parti royaliste, Puisaye, qui se désespérait par avance de l'inaction à laquelle il allait être forcé, renouvela ses efforts pour entretenir la lutte contre les républicains. Il fit paraître une circulaire menaçante contre les partisans de la paix ; il traita les redditionnaires de lâches déserteurs, et chercha à en diminuer le nombre en répandant sur eux l'infamie ; mais les esprits étaient tous portés à adopter les mesures proposées par le général Hoche, et toutes les intrigues de Puisaye n'aboutirent qu'à lui faire avoir une nouvelle autorisation, de la part des princes et de l'Angleterre, pour réorganiser le parti chouan avec de nouveaux chefs.

Mais les chefs et les soldats manquèrent également pour rendre à ce parti la force qu'il avait perdue. 60,000 républicains répartis sur toute la surface des pays royalistes y assuraient le maintien de la soumission ; aucun chouan n'osait reprendre les armes, les routes étaient libres, et les campagnes commençaient à jouir des bienfaits d'une paix si longtemps attendue, et qui maintenant faisait le bonheur des deux partis.

Hoche avait enfin recueilli le fruit de ses soins, des généreux efforts qu'il avait faits pour mettre un terme au fléau de la guerre civile, depuis qu'il était chargé du commandement en chef des troupes républicaines dans les départements de l'Ouest. Dès le 15 juillet, le Directoire exécutif annonça, par un message au Corps législatif, que la guerre contre les royalistes était enfin

et quelques officiers résistaient encore, mais sourdement, et ayant sans cesse à redouter les perquisitions que Hoche dirigeait personnellement contre eux. Son agence d'espionnage tenait à sa solde des mendiants, des femmes et même des enfants, qui suivaient à la trace les chefs insoumis pour les trahir et les livrer. Des compagnies de *contre-chouans* pénétraient dans les bourgs, dans les villages, avec des cocardes blanches, et les foulaient aux pieds en criant *Vive la république!* Ces feintes défections en amenaient souvent de réelles. Hoche, qui voulait tarir aussi toutes les sources de la rébellion, faisait publier que l'argent et les billets de banque qui venaient d'Angleterre étaient faux ; et, pour affaiblir davantage le parti royaliste, il affectait de donner de l'importance à la faction d'Orléans. Telles furent, à cet égard, les inquiétudes et la défiance des agents du comte d'Artois, qu'ils protestèrent de l'inutilité de leurs efforts pour soutenir les droits de la branche légitime contre la majorité qui préférait un autre maître : « Tout, ajoutaient-ils, annonce le vœu général pour le retour d'une monarchie en France ; mais rien n'indique que Louis XVIII soit le monarque préféré. »

terminée, grace au courage et à la bonne conduite de l'armée 1796 — an IV. Vendée.
des côtes de l'Océan et de son général en chef. Hoche reçut sa récompense dans un décret qui déclarait que le général et son armée avaient également bien mérité de la patrie. Le héros républicain se hâta d'ajouter à sa gloire en déposant le pouvoir dictatorial dont l'avait revêtu le gouvernement. La Bretagne et la Normandie furent rendues, par lui, participantes au bienfait dont il avait déjà fait jouir la Vendée proprement dite. Hoche leva partout l'état de siége, et fit succéder au régime militaire le régime constitutionnel.

Puisaye, dévoré de regrets et roulant dans son cœur de nouveaux projets de vengeance, avait, ainsi que Georges Cadoudal et Frotté, pris le parti de se soustraire à la soumission et à la surveillance des autorites républicaines en se tenant caché dans les bois ou dans les fermes écartées. De là il continua d'intriguer dans la Bretagne, et la partie de ce pays qui lui servait de refuge ne fut jamais entièrement pacifiée. Mieux que tous les chefs royalistes, Puisaye se trouvait en mesure de reprendre les armes, quand enfin, par l'effet des vigilants efforts de Hoche, il se vit forcé de quitter la Bretagne pour se réfugier dans le Canada, ainsi que nous le dirons en parlant de l'expédition d'Irlande, tentée par le général républicain.

Les résultats de cette pacification générale des pays royalistes pouvaient être immenses pour la république. Le désarmement et la soumission de la Vendée, de l'Anjou, du Poitou, du Maine, de la Normandie et de la Bretagne permettaient au Directoire de disposer d'environ 80,000 hommes qui, répartis assez à temps entre les armées d'Italie et d'Allemagne, auraient pu avancer le succès de la première, et empêcher peut-être les désastres des deux autres.

L'armée de Sambre-et-Meuse reprend l'offensive; passage 16 juillet. (28 messid.) Allemagne.
du Rhin à Neuwied; combat de Wildendorf; passage de la Lahn; combats de Camberg, de Butzbach, de Friedberg; occupation de Francfort, etc., etc. — Le passage du Rhin, effectué par les troupes de l'armée de Rhin-et-Moselle, et les succès qui en avaient été la suite, avaient prouvé combien était sage la mesure d'avoir commencé la campagne par attirer sur la rive droite les forces formidables que l'archiduc commandait sur la

1796 an IV. Allemagne. rive gauche. En effet, l'intention du Directoire étant de porter les deux armées françaises de l'autre côté du Rhin, afin de les faire manœuvrer de front, il était essentiel d'y attirer les troupes autrichiennes. L'armée de Rhin-et-Moselle, n'ayant sur le fleuve aucune place qui pût protéger son passage, aurait éprouvé des difficultés insurmontables, si les Autrichiens avaient pu s'opposer à ses manœuvres. Une fois partis pour combattre le général Jourdan, l'obstacle de leur présence disparaissait, et nous avons vu comment le général Moreau en avait profité pour exécuter les instructions que le Directoire lui avait transmises. C'est donc avec raison que nous avons dit que l'armée de Sambre-et-Meuse avait bien mérité de la patrie, en attirant sur elle la plus grande partie des troupes autrichiennes, et en s'exposant à être battue pour faire triompher une autre armée française.

L'archiduc fut bientôt convaincu des dangers auxquels l'exposait cette manœuvre. A la vérité, ses troupes avaient vaincu celles du général Kléber, au combat d'Uckeradt, et l'armée de Sambre-et-Meuse avait été forcée d'abandonner la Lahn et de repasser le Rhin; mais il venait de s'apercevoir que le mouvement offensif du général Jourdan n'était qu'un piége, et il dut faire ses dispositions pour éviter d'y tomber. La nouvelle du projet du général Moreau lui fit sentir combien sa présence devenait nécessaire sur le haut Rhin, et au lieu de continuer à agir contre l'armée de Sambre-et-Meuse, il résolut de la laisser tranquille sur la rive gauche, et de se porter, en toute hâte, aux lieux où le péril lui semblait le plus imminent.

En conséquence il avait rassemblé les Saxons près d'Ober-Hadamar, et les avait dirigés sur le Necker. D'autres troupes des environs de la Lahn et du camp de Hechtsheim eurent la même destination, et le prince se prépara à les conduire lui-même. Le général d'artillerie Wartensleben, qui, précédemment, se trouvait, à la tête de l'aile gauche des Autrichiens, reçut de lui le commandement de trente-sept bataillons et soixante-seize escadrons, formant 25,351 hommes d'infanterie et 16,933 chevaux, qui se trouvaient entre la Sieg et la Lahn. Afin de garder les postes sur le Rhin, il laissa le camp retranché d'Hechtsheim et la garnison de Mayence, formant trente-quatre bataillons et trente-six escadrons, c'est-à-dire 21,000 hommes

d'infanterie et 6,000 chevaux. On voit que, de cette manière, l'armée autrichienne du bas Rhin se trouvait considérablement diminuée. Cependant, si, aux forces déjà énoncées, on joint les 3,000 hommes de la garnison de la forteresse d'Ehrenbreitstein, on verra qu'elle formait encore une masse de 46,351 hommes d'infanterie et de 16,933 de cavalerie, faisant ensemble un total de 63,284 combattants. Le nombre de chevaux qu'elle gardait à sa disposition, et qui dépassait de beaucoup ceux de l'armée de Sambre-et-Meuse, pouvait à peu près compenser la supériorité numérique qu'offrait maintenant cette dernière armée. 1796 — an IV. Allemagne.

C'était quelque temps avant ces dernières dispositions de l'archiduc, que le feld-maréchal Wurmser, commandant en chef l'armée du bas Rhin, s'était enfin décidé à se rendre en Italie, pour y prendre le commandement des troupes que l'Autriche envoyait dans cette contrée, et y remplacer le général Beaulieu, dont il allait partager bientôt la mauvaise fortune. Nous avons déjà dit qu'en prenant de ses mains le commandement de l'armée du bas Rhin, le général d'artillerie comte Latour avait été subordonné, par son gouvernement, aux volontés de l'archiduc; aussi le prince s'était hâté de lui envoyer pour instruction l'ordre de ne pas négliger Kehl, point le plus important de la partie supérieure du cours du Rhin; de concentrer une réserve à Offenburg, et de n'employer près de Mannheim que le nombre de troupes nécessaire à la garde des retranchements et à la garde de la place. Malheureusement pour les Autrichiens, ces judicieuses instructions arrivèrent trop tard, et l'archiduc ne put pas quitter assez tôt le bas Rhin pour réparer les malheurs que les mauvaises dispositions du maréchal Wurmser avaient préparés.

Mais tandis que les deux armées autrichiennes allaient jouir de l'avantage inappréciable d'être dirigées par le même homme, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse, complimenté par son gouvernement pour la manière dont il avait agi sur la rive droite du Rhin, recevait de lui des instructions précises dont il lui était expressément défendu de s'écarter. De son côté, le général Moreau recevait du même Directoire des plans qui devaient entièrement régler sa conduite. Bientôt on allait

1796 — an IV. Allemagne.

reconnaître combien l'Autriche avait pris une mesure grande et utile, en confiant à un seul général la direction de toutes les opérations militaires. Le prince Charles, muni d'un pouvoir presque discrétionnaire, pouvait diriger la totalité des forces de son pays suivant l'urgence et l'utilité du moment; au lieu que les généraux en chef des deux armées françaises, séparés l'un de l'autre par une grande distance, se trouvèrent dans l'impossibilité de concerter leurs opérations et furent d'autant plus embarrassés, qu'agissant presque uniquement en vertu des ordres qu'on leur envoyait de Paris, ils étaient obligés de s'y conformer littéralement, par la crainte que, dans le cas d'un événement malheureux, celui qui s'en serait écarté ne fût accusé d'avoir compromis le succès des opérations de son collègue par un odieux sentiment de jalousie.

L'affaiblissement de l'armée du bas Rhin, et la marche du prince Charles contre l'armée de Rhin-et-Moselle, étaient une trop belle occasion pour qu'elle ne fût pas saisie par l'armée de Sambre-et-Meuse, afin de reprendre l'offensive. Les instructions que le Directoire s'était hâté d'envoyer au général Jourdan étaient telles : il devait s'éloigner le plus possible des bords du Rhin, s'élever sur la haute Lahn, s'avancer ensuite sur la Kintz, puis sur le haut Mayn, et enfin sur la Rednitz. Il avait ordre de s'efforcer toujours de déborder la droite de l'ennemi, de chercher à lui livrer bataille, de la rejeter en Bohême, ou sur Ratisbonne, de la suivre partout où elle se retirerait, et de ne point la perdre de vue, afin de la mettre continuellement dans l'impossibilité de se réunir au prince Charles [1].

[1] Tels étaient les ordres précis du Directoire; et cependant, dans ses Mémoires, l'archiduc prétend que le général Jourdan aurait dû longer le Rhin et gagner la gauche du général Wartensleben, et il dit à ce sujet : « *Mais Jourdan n'avait pas la vigueur d'esprit nécessaire pour méditer de Coblentz un plan vaste et profond* » Nous n'entreprendrons point de démontrer qu'en manœuvrant de cette manière le général français se serait exposé à de graves inconvénients; mais, pour atténuer l'observation du prince Charles, il nous a paru suffisant de faire remarquer qu'en agissant ainsi que nous allons le dire Jourdan ne faisait qu'exécuter les ordres d'un gouvernement qui souffrait rarement la désobéissance. Nous croyons cependant devoir ajouter qu'avant de s'exprimer en termes méprisants sur les

Conformément à ces instructions que lui envoyait son gouvernement, le général Jourdan ordonna au général Marceau de diriger sur Coblentz six bataillons et quatre escadrons de la division du général Poncet. Le surplus de cette division, composé de la 15e demi-brigade d'infanterie légère, devait rester sous les ordres du général Marceau, qui se trouvait dès lors conserver le commandement de 12,800 hommes d'infanterie et 1,800 de cavalerie, avec lesquels il devait, autant que les circonstances le lui permettraient, s'étudier à resserrer la garnison de Mayence sur la rive gauche du Rhin. Dans le même temps, le général en chef de l'armée du Nord, Beurnonville, auquel le Directoire avait envoyé l'ordre de faire passer des renforts à l'armée de Sambre-et-Meuse, envoya en effet, de la Hollande et de la Belgique, sur Dusseldorf, dix bataillons et huit escadrons. Mais ce détachement, composé de troupes bataves dont la fidélité et le dévouement étaient encore douteux, ne fut point jugé propre, par le général Jourdan, à être mis en ligne avec les troupes de la république. Un autre inconvénient rendait encore cet amalgame dangereux : les soldats hollandais, entretenus aux frais de leur gouvernement, recevaient leur prêt en valeur métallique, et pouvaient, par conséquent, se pourvoir facilement de tout ce qui leur était nécessaire; au lieu que les troupes françaises, soldées en assignats, dont la valeur représentative diminuait chaque jour, manquaient de tout et commençaient à murmurer de l'affreuse pénurie dans laquelle on les laissait. Jourdan craignait, avec raison, que la vue du bien-être des soldats hollandais ne produisît un effet pernicieux parmi ses troupes, en leur faisant supporter avec moins de patience encore qu'auparavant leur propre misère. La partie du détachement envoyé de Hollande par le général Beurnonville fut en conséquence laissée sur le Rhin, pour former les garnisons de Dusseldorf, de Bonn et de Cologne; et le général Jourdan ne réunit à son armée que les troupes belges, qui étaient à la solde de la France et compo- 1796 — an IV. Allemagne.

opérations d'un général qui combattit avec quelque gloire les armées autrichiennes, et qui a contribué à l'illustration militaire de la France républicaine, le prince Charles aurait dû se faire mieux informer des motifs de sa conduite.

1796 — an IV. Allemagne. saient la 48e demi-brigade d'infanterie de ligne. Ces troupes et la 8e demi-brigade d'infanterie légère française, qui venait également de la Belgique, passèrent sous les ordres du général Bonnard, commandant la réserve d'infanterie de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Séparé de son ennemi par le fleuve, le général Jourdan n'avait que des renseignements très-incertains sur les forces et la position des Autrichiens. Il savait que l'archiduc s'était mis en marche sur le haut Rhin; mais il ignorait le nombre des forces qu'il avait emmenées avec lui, et par conséquent celui des troupes qui étaient restées sur le bas Rhin, sous le commandement du général Wartensleben. La grande dissémination des Autrichiens le long du fleuve et sur la Lahn contribuait encore puissamment à laisser le général français dans son ignorance. En effet, le corps de bataille du général Wartensleben, fort d'environ 14,000 hommes, était à Neukirchen, derrière la Nister, sur le plateau où se réunissent les routes de Siegburg, Siegen, Limburg et Wetzlar; l'avant-garde, aux ordres du même général Kray qui s'était distingué au sanglant combat d'Uckeradt, occupait par une brigade la montagne de Kalteneich; le reste de cette division d'avant-garde, fort de quatre bataillons et vingt escadrons, tenait, par une longue chaîne de postes, les villages de Erpel, Hassel, Hausen et Deken, jusques au Rhin. Un autre cordon d'un bataillon et treize escadrons, sous les ordres du général Staader, descendait le long du Rhin, de Nieder-Lahnstein jusqu'à Erlich, et communiquait avec le premier par des patrouilles. Six bataillons commandés par le général Finke gardaient les batteries dans la vallée de Neuwied : leur droite s'appuyait à Hettersdorf, et leur gauche à Bendorf. Enfin, la réserve de grenadiers et de grosse cavalerie était campée à Idstein, et obéissait au général Werneck. Cette position si extraordinaire, où le corps de bataille du général Wartensleben se trouvait si éloigné des avant-gardes, que celles-ci étaient dans l'impossibilité d'en recevoir du secours; cette position, disons-nous, devenait extrêmement difficile à reconnaître, et Jourdan se voyait fort embarrassé de choisir un point d'attaque. Cependant, sachant positivement que les troupes autrichiennes à Neuwied ne montaient pas à plus de

5,000 hommes, et vaguement que le corps de bataille du général Wartensleben était sur la Lahn, où sans doute il voulait défendre cette rivière, le général Jourdan, qui désirait forcer son ennemi à lui livrer bataille, résolut de tenter le passage du Rhin à Neuwied, en même temps que le général Kléber franchirait la Sieg, afin d'avancer de quelques jours le moment de la réunion de ses troupes.

Le 28 juin, le général Kléber, avec les divisions des généraux Lefebvre et Collaud, se mit en marche de Dusseldorf et s'avança sur le Wipper, où il prit position, le général Lefebvre près d'Opladen, et le général Collaud en avant de Renstadt; le lendemain, celui-ci s'avança sur Portz, tandis que le général Lefebvre passait le Wipper, et prenait position à Meerhausen, après avoir poussé son avant-garde sur la rive droite de l'Agger. Dans le même temps, la division du général Grenier, et la réserve de cavalerie aux ordres du général Bonnaud, avaient passé le Rhin à Cologne, sur le pont volant de cette ville, et vinrent se réunir à la division du général Collaud dans son camp de Portz. Le général Grenier, ayant eu de graves motifs de mécontentement contre la 3e demi-brigade d'infanterie légère, la laissa à Coblentz, pour être employée sur les derrières de l'armée. De cette manière, l'infanterie de cette division se trouvait réduite à deux demi-brigades.

Le 30 juin, le général Lefebvre se dirigea avec sa division du côté de Siegen, tandis que le général Kléber se portait sur la Sieg avec les divisions des généraux Collaud, Grenier, et la réserve du général Bonnaud. L'adjudant général Ney, à la tête de 400 chevaux, passa l'Agger et la Sieg à gué; il fut bientôt suivi par le 3e régiment de dragons, qui prit en croupe une partie de la 20e demi-brigade d'infanterie légère, et la porta sur la rive gauche de la Sieg. Ces mouvements s'opérèrent sans beaucoup de difficulté; car, à la première nouvelle de la marche suivie par le général Kléber, le général Wartensleben avait ordonné au général Kray de se replier en arrière. Celui-ci n'avait laissé sur la Sieg que quelques escadrons de hulans et de hussards, plutôt pour observer les Français que pour lui disputer le passage. Aussi furent-ils repoussés avec perte par la cavalerie française. Le général Kléber fit jeter des ponts sur les

1796 — an IV. Allemagne. deux rivieres, et les divisions prirent position a Bendorf et à Nieder-Plee. Il séjourna dans cette position le premier juillet, afin de donner le temps au général Lefebvre d'arriver à Siegen, et pour attendre des vivres. La réserve d'infanterie, commandée par le général Bonnaud, profita également de ce délai pour le rejoindre. Elle avait été relevée à Bonn et à Cologne par les troupes de l'armée du Nord. Le 2 juillet, le général Kléber continua sa marche, et vint prendre position dans ce même village d'Uckeradt où douze jours auparavant il avait soutenu un combat si terrible contre les Autrichiens. Son avant-garde se porta jusqu'à Kircheip, et pendant ce temps le général Lefebvre, qui avait la veille gagné la chaussée de Siegen à Olpe, se dirigea sur Krombach, d'où son avant-garde vint prendre position à Geissweidt.

L'armée de Sambre-et-Meuse tout entière allait bientôt être sur la rive droite. En effet, le général Jourdan avait donné ses ordres définitifs pour effectuer le passage du fleuve à Neuwied. Dans la nuit du 1er au 2 juillet, le général Championnet réunit sa division en arrière de Weisenthurn, et celle du général Bernadotte se rassembla en arrière de Saint-Sébastien. Les six bataillons et les quatre escadrons du général Poncet furent placés en réserve derrière le château de l'électeur. Cette position rapprochée donnait aux troupes françaises la facilité d'opérer leur embarquement presque dans le même moment. Le corps du général Finke, dont la force ne passait pas 5,000 hommes, était, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, le seul dont on eût à craindre l'opposition dans le premier moment. Le général Staader, seulement, était en mesure de le soutenir avec quelques bataillons. Cependant comme on devait s'attendre à la plus grande résistance de la part de l'ennemi, il était nécessaire d'apporter beaucoup d'audace dans l'opération, pour qu'on pût se flatter de la voir couronnée du succès. Jourdan ne pouvait pas douter de la bonne disposition des troupes qu'il employait, et, nous osons dire, d'une réussite complète, puisque c'étaient les mêmes soldats qui avaient déjà franchi le fleuve avec autant d'intrépidité que de bonheur, l'année précédente, à Dusseldorf.

Le 2 juillet, à deux heures du matin, neuf compagnies de grenadiers de la division du général Championnet s'avancèrent

sous le commandement du général Damas, s'embarquèrent derrière l'île de Weisenthurn, et abordèrent à la rive droite du Rhin. L'artillerie ennemie fut impuissante pour s'opposer à la traversée; 24 pièces de canon placées sur la rive gauche, dans une position favorable, réussirent facilement à faire taire le feu des Autrichiens. Le chef de bataillon Chauchard, qui le premier avait mis pied à terre, s'élance à la tête de trois compagnies de grenadiers, et se précipite au pas de charge dans Neuwied. L'ennemi essaye en vain de résister à cette fougueuse attaque; les grenadiers français ont bientôt culbuté, dispersé les bataillons autrichiens, et Neuwied reste le prix de leur valeur. Dans ce moment le chef de bataillon Maréchal venait également de débarquer avec trois autres compagnies de grenadiers. Il réunit sa troupe à celle de Chauchard, et ces deux braves s'avancèrent aussitôt sur une redoute qui appuyait la droite des Autrichiens, en avant de Hettersdorf. Affronter les décharges de l'artillerie, s'élancer dans la redoute et s'en rendre maîtres, fut pour ces guerriers intrépides l'affaire d'un moment. Pendant ce temps, les trois autres compagnies de grenadiers de la division du général Championnet, conduites par le chef de bataillon Winten, avaient attaqué, avec non moins de valeur, le village de Hettersdorf, et s'en étaient emparées. Alors un second débarquement ayant amené un renfort de quelques compagnies d'infanterie, d'un escadron du 12[e] régiment de chasseurs et de deux pièces d'artillerie légère, le général de brigade Damas, sans donner à l'ennemi le temps de se reconnaître, déboucha de Hettersdorf, à la tête de sa faible colonne, renversa les troupes autrichiennes qui étaient en avant de l'abbaye de Romersdorf, les força de se replier sur Dierdorf, et s'avança sur le Saymbach pour protéger l'attaque du général Bernadotte.

1796—an IV.
Allemagne.

La journée ne pouvait commencer sous des auspices plus favorables. Elle faillit cependant ne pas être aussi heureuse qu'on l'espérait. Le général en chef Jourdan avait donné des ordres afin qu'on mît à la disposition du général Bernadotte assez de bateaux pour transporter, d'un seul jet, au moins 800 hommes de sa division. Mais, soit erreur, soit négligence de la part des hommes chargés de rassembler ces bateaux, on trouva que, au moment de l'embarcation, ils ne pouvaient

1796 — an IV. Allemagne. pas en contenir plus de 400. Ce contre-temps eût été dans le cas de faire échouer toute l'entreprise, si la bravoure et l'intrépidité des grenadiers du général Bernadotte n'eussent pas suppléé au défaut de leur force numérique. 400 grenadiers seulement furent donc embarqués à Saint-Sébastien, sous la conduite de l'adjudant général Mireur [1], et abordèrent sur la rive droite, malgré le feu de deux pièces de gros calibre, qui étaient placées dans une redoute en avant du village de Bendorf. L'adjudant général Mireur, sans être effrayé du petit nombre d'hommes auquel il commandait, divisa cette faible troupe en trois colonnes. Celle de droite, commandée par l'adjoint aux adjudants généraux Maison [2], fut dirigée sur Bendorf, et devait être soutenue par la colonne du centre, aux ordres de l'adjoint Maurin [3]; celle de gauche, à la tête de laquelle se mit l'adjudant général Mireur, ayant avec lui l'aide de camp du général Bernadotte, Conroux [4], se porta rapidement sur la redoute. Ces deux attaques furent exécutées avec tant d'impétuosité et de valeur qu'en moins de dix minutes le village et la redoute furent enlevés, et le bataillon ennemi qui défendait Bendorf fut mis en fuite.

Cependant l'ennemi, qui s'était aperçu du petit nombre des Français, et auquel cette découverte inspirait quelque confiance, s'était rallié à une faible distance du village, et, renforcé de deux bataillons et quatre escadrons, il s'avança sur Bendorf dans l'espérance d'accabler les Français, et de les culbuter dans le Rhin. Attaqués avec fureur, les 400 grenadiers de l'adjudant général Mireur se défendirent pendant six heures, avec une bravoure et un acharnement qui durent faire l'admiration de leurs adversaires. Toutefois, ils auraient probablement été dépostés, sans les deux pièces d'artillerie dont ils s'étaient emparés en se rendant maîtres de la redoute. L'adjudant général Mireur les fit braquer sur les Autrichiens, et leur feu fut si bien dirigé par l'aide de camp Conroux, que, tenant l'ennemi en écharpe, il le força de se retirer après avoir

[1] Mort en Égypte, général de brigade.

[2] Depuis lieutenant général, pair de France et ministre de la guerre.

[3] Depuis lieutenant général.

[4] Mort, en 1813, lieutenant général.

éprouve une perte qui attestait la belle conduite des 400 grena- 1796 — an IV. Allemagne.
diers français. Au moment même où les Autrichiens commençaient à effectuer leur retraite, quatre nouvelles compagnies de grenadiers, qui venaient de traverser le fleuve, débarquèrent, sous la conduite du général de brigade Simon, et arrivèrent fort heureusement pour se porter sur Wallendar, afin de s'opposer au secours que le commandant de la forteresse d'Ehrenbreitstein faisait marcher sur Bendorf. L'ennemi, voyant que les Français étaient désormais en mesure de recevoir des secours successifs, se décida à continuer son mouvement rétrograde. 400 prisonniers, deux pièces de canon et une grande quantité de bagages restèrent au pouvoir des vainqueurs, qui n'eurent que 50 à 60 hommes hors de combat.

Si l'on avait pu rassembler assez de bateaux pour jeter à la fois sur la rive droite un plus grand nombre de troupes, et surtout quelques escadrons de cavalerie, il est très-probable qu'attaqué en même temps à droite et à gauche, et ne pouvant que difficilement être secouru, le corps entier du général Finke aurait été obligé de mettre bas les armes. Mais, malgré toute l'activité ordinaire du commandant Tirlet, la partie du pont entre l'île de Neuwied et la rive droite ne put être achevée qu'à dix heures du matin. Alors seulement les troupes de toutes armes traversèrent le fleuve. Mais déjà l'ennemi s'était replié; il n'était plus possible de l'atteindre. Les troupes françaises prirent les positions suivantes: la division du général Championnet coucha à Dierdorf; celle de Bernadotte occupa les hauteurs de Hilscheid sur la route de Montabaur; le général Poncet resta en réserve sur le Saymbach; Jourdan établit son quartier général à Neuwied. Le général Kléber avait vainement attendu le général Lefebvre dans sa position d'Uckeradt. Séparé de lui par un pays à travers lequel on ne trouvait aucun moyen de communication, il n'avait point reçu de ses nouvelles depuis son départ. Ce retard provenait de la mauvaise direction donnée à la division de Lefebvre. En effet, le mouvement de ce dernier général sur Siegen était trop étendu et contraire aux véritables intérêts des Français, qui eussent dû laisser le général Kray à Kelteneich, et s'avancer rapidement sur la Dill pour couper ses communications. Le 3 juillet, le général Kléber quitta

1796 — an IV. Allemagne.

les environs d'Uckeradt, et vint prendre position à Hachenburg, avec la division du général Collaud et la réserve d'infanterie du général Bonnard. La division du général Grenier et la réserve de cavalerie du général Bonnaud furent alors dirigées sur Freilingen et cessèrent d'être sous les ordres du général Kléber. Le même jour, la division du général Championnet opéra sa jonction avec celle du général Grenier ; celle du général Bernadotte alla camper à Montabaur ; enfin, le général Poncet vint prendre position à la hauteur du Coq-Rouge (Rothenhahn, auberge qui se trouve sur la route de Coblentz à Montabaur). Il avait l'ordre de soutenir, au besoin, la division du général Bernadotte, et de resserrer la garnison de la forteresse d'Ehrenbreitstein.

Le 4 juillet, les divisions des généraux Grenier et Championnet reçurent, du général en chef Jourdan, l'ordre de se porter sur Molsberg. Le général Werneck, qui avait pris position, la veille, dans ce village, et s'y était réuni aux troupes autrichiennes chassées de Neuwied, ne se croyant pas assez fort pour résister aux deux divisions françaises, prit le parti de se retirer à leur approche. Tandis que les généraux Grenier et Championnet s'établissaient ainsi aux environs de Molsberg, le général Bernadotte eut ordre de rester à Montabaur, et la réserve de cavalerie aux environs de Freilingen. En même temps le général Kléber se mit en marche avec la division du général Collaud et la réserve d'infanterie, afin de s'approcher de Dillenburg. Le but de tous ces mouvements était de rassembler l'armée française dans une position plus centrale, et de la mettre à même d'attaquer le gros des Autrichiens, si des reconnaissances qu'on se promettait de faire instruisaient enfin le général en chef du lieu où il devait songer à les attaquer. L'avant-garde du général Collaud, qui déjà s'était avancée entre Hof et Salzberg, rencontra, à la hauteur de ce dernier village, un corps ennemi d'environ 12 à 1,500 chevaux. L'adjudant général Ney, qui commandait cette avant-garde, attaqua brusquement la cavalerie ennemie, et, après plusieurs charges où l'avantage resta chaque fois du côté des Français, il la contraignit enfin à céder et à se replier sur le corps d'armée autrichien. A peu près au même moment l'avant-garde du général Championnet, commandée par le général Klein, joignait l'arrière-

garde du général Werneck, qui se retirait de Molsberg sur Limburg. La nombreuse cavalerie autrichienne fit une vigoureuse résistance et rendit inutiles les efforts des Français pour entamer cette arrière-garde. 1796—an IV. Allemagne.

Cependant les troupes autrichiennes qui venaient de se battre avec les Français faisaient partie du corps d'armée que le général Wartensleben s'était obstiné à garder rassemblé à Neukirchen. Le général Jourdan connut alors la véritable position de son ennemi. Décidé à profiter de l'ardeur martiale dont ses troupes étaient animées pour attaquer le général Wartensleben, Jourdan passa la nuit du 4 au 5 juillet à donner ses ordres, et à prendre les positions qui pouvaient lui assurer un plein succès [1].

La division du général Grenier reçut donc l'ordre de se mettre en marche sur-le-champ pour aller s'établir entre Reideroth et Emerichshein ; la réserve de cavalerie partit de Freilingen pour aller joindre le général Kléber à Salzberg ; le général Championnet dut se rendre à Molsberg, afin d'y relever le général Bernadotte, auquel le général Jourdan avait donné l'instruction de se diriger sur Dernbach. La division du général Poncet, placée momentanément sous les ordres du général Bernadotte, se porta vis-à-vis de Limburg, afin d'y tenir en échec les troupes du général Werneck. Par ces différentes dispositions le général en chef espérait se trouver à même d'attaquer l'ennemi, le 6 juillet, à Neukirchen, de le forcer dans cette position, et de lui couper la retraite. Mais, au moment où lui-même se préparait à marcher pour se mettre à la tête de ses divisions, il apprit que le général Wartensleben avait levé son camp de Neukirchen, et opérait sa retraite sur Wetzlar, en suivant la rive gauche de la Dill [2].

[1] Écho du prince Charles, le général Jomini blâme le général Jourdan d'avoir employé en mouvements (qu'il regarde comme sans caractère) la journée du 4 juillet. Ce qu'on vient de lire doit cependant prouver qu'il était indispensable de connaître la véritable position du corps de troupes de Wartensleben avant d'engager une affaire sérieuse.

[2] On ne peut blâmer ici que l'excès des précautions prises par le général Jourdan. Il y a lieu de croire qu'il agit ainsi par le défaut de renseignements bien précis et bien positifs sur la situation des forces ennemies. Au surplus,

1796 — an IV. Allemagne.

Le général autrichien avait sous son commandement des troupes considérables qui avaient été encore augmentées par quelques bataillons de renfort détachés du corps d'armée de Mayence. Outre celles qui occupaient Neukirchen, il avait encore à sa disposition dix-huit bataillons et trente-cinq escadrons, commandés par le général Werneck et distribués derrière la Lahn, depuis Lahnstein jusqu'à Weilburg, le gros se trouvant à Limburg, ainsi que nous l'avons dit. Mais la gauche de l'armée autrichienne manquait d'appui. Les mouvements commencés par les Français démontraient que leur intention était de la déborder. Un revers rendait donc sa retraite extrêmement difficile, et pouvait causer la ruine de l'armée. Le général Wartensleben avait donc jugé avec raison qu'il y aurait de l'imprudence à rester plus longtemps dans sa position entre Neukirchen et Dillenburg, et, dès le 5 juillet, il commença à opérer sa retraite. Elle s'effectua sur deux colonnes : la première se rendit, par Herborn, dans la position du Galgenberg, derrière Wetzlar ; la deuxième, par Greifenstein et le pont de Leunen, à Solms et Braunfels.

Toutefois cette retraite avait encore été nécessitée par un échec éprouvé la veille, 4 juillet, par l'avant-garde de l'armée autrichienne aux ordres du général Kray. Nous avons dit que le général Lefebvre, après le passage du Rhin à Neuwied, s'était porté sur Siegen et s'était avancé contre l'ennemi jusque dans les montagnes de Kalteneich, circonstance qui l'avait empêché de donner de ses nouvelles au général Kléber. Lefebvre n'avait pas tardé à être informé que le général Kray occupait, dans ces mêmes montagnes, une forte position retranchée en arrière de Wildendorf, et se détermina sur-le-champ à l'attaquer. Le 4 juillet, il donna l'ordre à sa division de se porter en avant, et la divisa en trois colonnes. La première, qui devait marcher par la droite, forte de deux bataillons, de deux escadrons et de deux pièces de 4, fut mise sous les ordres du colonel Gardanne, à qui Lefebvre donna la commission de menacer le

il fallait avoir le caractère prononcé du général Bonaparte pour se mettre, comme lui, au-dessus des considérations qui doivent arrêter un général, quand celui-ci craint d'encourir la disgrâce de son gouvernement en tentant des efforts hasardeux.

flanc gauche de l'ennemi. Trois bataillons, dont un de grenadiers, deux escadrons et deux pièces de 8, commandés par l'adjudant général Mortier [1], formaient la colonne du centre, et devaient tenir l'ennemi en échec sur son front, et se mettre à sa poursuite aussitôt qu'il commencerait sa retraite. La colonne de gauche était composée de huit bataillons, de cinq escadrons et d'une compagnie d'artillerie légère. Le général Lefebvre, qui s'en était réservé le commandement, devait attaquer vivement la droite de l'ennemi, et prendre ses retranchements à revers. L'aspérité des lieux et la grande difficulté des chemins à travers des montagnes arides et coupées de précipices ne permirent point aux Français d'arriver avant trois heures après midi. Cependant, quoique harassés de fatigues, les braves, commandés par le général Lefebvre, commencèrent l'attaque avec enthousiasme. En peu d'instants les hauteurs furent gravies, les abatis surmontés, les retranchements tournés, et l'infanterie autrichienne mise en déroute à la baïonnette. Le général Kray, que ce premier revers ne déconcerta point, fit aussitôt avancer sa cavalerie et son artillerie. Les Français, chargés vigoureusement et foudroyés par le canon, s'arrêtèrent. Un moment on put douter si l'avantage resterait de leur côté, et Lefebvre commençait à avoir des craintes, lorsque la compagnie d'artillerie légère, retardée par les mauvais chemins, arriva sur le champ de bataille, et par, son feu bien dirigé, fit taire celui de l'artillerie des Autrichiens, et parvint à ébranler leur cavalerie. Le 1er et le 9e régiment de chasseurs s'élancèrent en même temps contre les escadrons ennemis, les repoussèrent et portèrent le désordre dans les rangs de l'infanterie autrichienne qui, après s'être ralliée, était revenue prendre part au combat. Si la nuit ne fût pas survenue, le général Kray, menacé sur ses ailes et poursuivi sur son front, aurait été dans la presque impossibilité d'opérer sa retraite. Les vainqueurs, obligés de s'arrêter, avaient fait néanmoins 6 à 700 prisonniers, parmi lesquels on comptait huit officiers.

1796 — an IV. Allemagne.

Quelque glorieux que fût pour les armes françaises le combat

[1] Depuis maréchal et pair de France, duc de Trévise, etc., tué à l'attentat Fieschi.

1796 — an IV. Allemagne

de Wildendorf, il eût été à désirer qu'il n'eût pas été livré. Le désastre éprouvé par Kray n'aurait pas fait craindre au général Wartensleben (ou au général Colloredo, qui paraît avoir commandé un instant, par intérim, l'armée autrichienne) d'en essuyer un semblable, et peut-être se serait-il décidé à attendre les Français à Neukirchen ; ce qui eût immanquablement donné au général Jourdan l'occasion de remporter une victoire complete. Ainsi le hasard, qui trop souvent influe, à la guerre, sur les evenements, avait été une cause de salut pour le principal corps de l'armée autrichienne, posté à Neukirchen.

Le général Lefebvre, après le combat de Wildendorf, avait pris position sur la rive gauche de la Dill, la droite à Herborn et la gauche à Eyserath. Ce mouvement le mettait alors à portée de communiquer avec les autres divisions de l'armée française. En effet, le général Jourdan, instruit du parti qu'avait pris le général en chef ennemi, d'abandonner sa position de Neukirchen, donna ordre au général Kléber de faire établir la division du général Collaud et la réserve du général Bonnard, la gauche à Herborn et la droite à Minkhausen. L'aile gauche de l'armée française se trouvait ainsi réunie sous les ordres du général Kléber, qui séjourna dans ses positions pendant toute la journée du 6 juillet.

Le même jour, le général en chef ordonna aux généraux Championnet et Bernadotte de prendre poste vis-à-vis de Limburg; le général Poncet fut chargé d'observer la basse Lahn, depuis Dietz jusqu'à son embouchure, et de former l'investissement de la forteresse d'Ehrenbreitstein; et la division du général Grenier fut établie à Mehrenberg, point intermédiaire entre l'aile gauche et les divisions des généraux Bernadotte et Championnet, de manière qu'elle se trouvait en mesure de se porter également sur Wetzlar, ou sur Limburg, suivant les instructions que le général Jourdan jugerait à propos de lui donner. Pour exécuter le mouvement qui lui était ordonné, le général Bernadotte devait filer sur les deux rives de l'Elz. En arrivant sur les hauteurs d'Ofheim, son avant-garde se trouva en présence d'un gros corps de la réserve du général Werneck, qui avait quitté sa position en arrière de Limburg, et traversé cette ville dans le dessein d'attaquer

la queue de la division du général Championnet, qui s'avançait en même temps que celle du général Bernadotte. A peine en présence, les Français chargèrent avec tant d'impétuosité les troupes du général Werneck, qu'elles s'enfuirent en désordre, abandonnant toute cette partie de la ville de Limburg qui est située sur la rive droite de la Lahn. Bientôt ralliés par les soins de leur général accouru lui-même sur les lieux, les Autrichiens voulurent retourner à la charge. Le régiment de Royal-Allemand, qui s'avançait contre les grenadiers de la division du général Bernadotte, attaqua avec vigueur, et fut reçu de même. Repoussés plusieurs fois, les Autrichiens prirent enfin le parti d'opérer sérieusement leur retraite à l'aspect des troupes de la division du général Championnet, marchant à grands pas pour prendre part à l'engagement. Les deux partis passèrent la nuit dans leurs positions respectives.

1796 — an IV. Allemagne.

Le 7 juillet, l'aile gauche de l'armée française se rapprocha de Wetzlar, et le général Jourdan fit lui-même la reconnaissance de la position de l'ennemi, dans l'intention de l'attaquer le lendemain; afin même de préparer l'exécution de son projet, il ordonna au général Championnet de faire attaquer le poste de Runkel. Le général de brigade Damas, chargé du commandement de cette expédition, emporta de vive force le pont et la ville qui se trouvent au delà de la Lahn, et fit environ 100 prisonniers. La perte de Runkel, enlevé par un coup de main, fit sur l'esprit du général Werneck un effet extraordinaire. Ce général se persuada que de ce moment les Français, maîtres d'un pont sur la Lahn, allaient s'en servir pour déborder son corps d'armée, posté derrière Limburg, et le rejeter du côté du Rhin. Cette appréhension lui fit prendre aussitôt le parti de décamper pour se porter avec toutes ses forces sur Nauheim, où il prit position sur les hauteurs de la barrière, plaçant ses avant-postes entre Wilmar et Katzenelnbogen. Les autres détachements, placés à droite à Weilburg, à Lein, à Wetzlar, à Giessen, suivirent également ce mouvement rétrograde. Le général en chef Wartensleben se retira sur Friedberg. Le général Kray se retira concentriquement sur Pohl Goenet, où il se réunit aux troupes postées à Lein, et forma l'arrière-garde du tout avec 800 hommes d'infanterie

1796 — an IV. Allemagne. et 4,800 chevaux. Ainsi, par un nouvel effet du hasard, le général Jourdan se voyait encore dans l'impossibilité d'attaquer en ligne les Autrichiens. Il l'eût pu, s'il n'eût point songé à les tâter en faisant enlever le poste de Runkel.

Cependant l'armée française, depuis le passage du Rhin, n'avait pas eu un instant de repos. Elle était harassée des fatigues causées par des marches longues et pénibles. Le général Jourdan crut devoir la laisser séjourner, le 8 juillet, et il se borna à faire suivre l'ennemi par des troupes légères, afin de connaître la direction que prendraient ses colonnes. Six bataillons, formant environ 4,300 hommes, commandés par le général Poncet, furent destinés à resserrer la garnison d'Ehrenbreitstein, à former celle de Coblentz, à veiller à la sûreté des ponts de Neuwied, à la conservation des dépôts de munitions établis à Montabaur et à Limburg, et à faire escorter les convois de l'armée, de la Lahn au Mayn. Le reste de la division du même général Poncet, composé de la 15[e] demi-brigade légère, d'un bataillon de la 102[e] de ligne, d'un autre de la 99[e] et de trois escadrons de chasseurs du 19[e] régiment, le tout aux ordres du général Dauriez, se trouvait placé à l'extrémité de la droite de l'armée. Le général Bernadotte réunit ces troupes sous son commandement.

Le 9 juillet, l'armée se mit en mouvement. Le général Jourdan avait l'intention de faire attaquer le corps ennemi commandé par le général Werneck, qu'il croyait être resté vers Nauheim. Mais celui-ci s'était retiré pendant la nuit sur Esch, où il fut joint par la brigade du général Kienmayer. Les Français n'en continuèrent pas moins leur marche. Le général Dauriez se porta à Nassau, passa la Lahn dans cette ville, et manœuvra dans le dessein de pousser devant lui les troupes de la garnison de Mayence, qui s'étaient répandues le long du Rhin, et le soir il prit position à Luttighofen. Le passage de la Lahn fut également effectué par la division du général Bernadotte, à Limburg. Cette dernière vint camper en avant de Kirberg sur la route de Wisbaden : quelques troupes légères ennemies voulurent vainement s'opposer à ces marches ; dissipées presque aussitôt que rencontrées, elles furent obligées de se replier en toute hâte sur le gros des forces autrichiennes. Dans le même temps la division du général Championnet,

suivie de la réserve de cavalerie, avait également traversé la Lahn à Limburg, et s'était dirigée sur Kamberg. Elle joignit à la hauteur de ce village l'arrière-garde du général Werneck, et l'attaqua. Les Autrichiens déployèrent alors leurs escadrons dans la plaine en avant du village. La cavalerie du général Championnet, commandée par le général Klein, soutenue par celle du général Bonnaud, s'élança contre les Autrichiens, les chargea avec la plus grande intrépidité, les culbuta, et arriva jusque sur la colonne d'infanterie du général Werneck, que celui-ci avait fait ranger en ligne, derrière les bois qui se trouvent à droite et à gauche de la chaussée, près du village d'Esch; le feu roulant des fantassins ennemis, joint à celui plus meurtrier de l'artillerie, arrêta la cavalerie française. Mais le général Championnet ayant fait avancer son infanterie et son artillerie, les Autrichiens, ne jugeant pas à propos de se défendre davantage, continuèrent leur retraite, et le général Werneck vint prendre position en arrière du fort de Kœnigstein. Le général Championnet campa en avant de Kamberg, et poussa son avant-garde jusqu'à Esch. La perte de l'ennemi, dans ces derniers mouvements, fut assez considérable. Le 12e régiment de dragons et le 13e de chasseurs, qui faisaient partie de la cavalerie aux ordres du général Klein, s'étaient couverts de gloire, par la manière vigoureuse avec laquelle ils avaient chargé et repoussé les cuirassiers autrichiens.

1796 — an IV. Allemagne.

Le général Grenier, qui avait la veille, 8 juillet, passé la Lahn à Weilburg, alla camper à Gräfenwiesbach, et poussa son avant-garde jusqu'à Usingen. Quelques bataillons ennemis voulurent lui disputer la possession de ce dernier village; mais, entraînés dans le mouvement général de retraite du général Werneck, ils n'opposèrent qu'une faible résistance, qui n'obtint aucun résultat.

Le même jour, 9 juillet, l'aile gauche de l'armée française, aux ordres du général Kléber, passa la Lahn sur trois colonnes: celle de droite, sous le commandement du général Bonnard, à Lein; celle du centre, conduite par le général Collaud, à Wetzlar; enfin celle de gauche, commandée par le général Lefebvre, à Giessen. L'adjudant général Ney, qui commandait l'avant-garde du général Collaud, rencontra, dans la plaine

1796 — an IV. Allemagne

de Butzbach, la division du général Kray, qui se trouvait entre Obermörle, Nauheim et la Wetter, et dont toute la cavalerie était devant Niedermörle. Les deux partis engagèrent aussitôt un combat où l'adjudant général Ney déploya autant de valeur que d'intelligence dans une manœuvre habile qui lui mérita les éloges du général en chef Jourdan, et eut tout le succès qu'il s'en était promis. Voyant que ses faibles escadrons étaient insuffisants pour repousser la nombreuse cavalerie ennemie dans sa position, Ney se mit à la tête des braves de la 20e demi-brigade d'infanterie légère, gagna avec eux les hauteurs qui dominaient Niedermörle, et tombant tout à coup sur les derrières des Autrichiens, il les força de se retirer avec perte d'un grand nombre de morts et de plusieurs prisonniers. Satisfait de cet avantage, et informé que ses colonnes etaient arrivées à leur destination, le général Kleber envoya ordre à l'adjudant général Ney de s'arrêter à Niedermörle et de garder ce village. La division du général Collaud était restée en arrière de Butzbach; la réserve du général Bonnard était en seconde ligne en avant de Kleeberg, et le général Lefebvre avait pris position sur la Wetter en avant d'Eberstadt; mais le général Kray, voyant que l'avant-garde de l'adjudant géneral Ney n'était point soutenue, résolut de l'attaquer. Aux mouvements qu'il vit faire à l'ennemi, le général Kléber devina son intention, et, afin de parer au danger qui le menaçait, il ordonna au général Collaud de s'avancer de Butzbach sur Ober-Weisel, afin de protéger son avant-garde.

Les Autrichiens ne tardèrent pas en effet à former leur attaque. Leurs troupes légères se jetèrent avec tant d'impétuosité sur le village de Niedermörle, que les Français furent obligés de l'abandonner. Assaillis par une cavalerie plus que quadruple, le 11e de dragons et le 6e de chasseurs se déployèrent en désordre, et ne parvinrent à se rallier que lorsque, appuyés par la 20e demi-brigade, ils se virent en force pour résister. Cette infanterie fit essuyer à la cavalerie ennemie une décharge de mousqueterie si meurtrière, qu'elle s'arrêta. L'adjudant général Ney s'élança alors à la tête de ses cavaliers, chargea vigoureusement les Autrichiens, et le combat se rétablit. Dans ce moment, le général Collaud, suivant l'ordre qu'il en

avait reçu du général Kléber, arrivait de Butzbach. Ce renfort, en ranimant l'ardeur des Français, rendit bientôt l'engagement plus chaud et plus général. Les Autrichiens furent forcés de reculer, et le village de Niedermörle fut pris une seconde fois à la baïonnette. Irrité, mais non découragé par ce contre-temps, le général Kray ordonna à ses troupes de recommencer le combat. Les Autrichiens s'avancèrent avec une nouvelle fureur et enveloppèrent avec leur cavalerie l'infanterie française, qui venait d'occuper le village; mais le dernier succès avait doublé les forces des Français, en leur inspirant la confiance de la victoire. L'adjudant général Ney se précipita avec sa cavalerie sur celle des Autrichiens, la chargea avec tant d'impétuosité, qu'il la força de se disperser, et délivra l'infanterie cernée. La nuit vint mettre fin à ce combat meurtrier et insignifiant, puisqu'il s'agissait de la possession d'un village. Toutefois ce dernier resta au pouvoir des Français, qui perdirent en cette occasion environ 300 hommes tués ou blessés. La perte des Autrichiens fut encore plus considérable. Le résultat de ce combat opiniâtre fut aussi de déterminer l'ennemi à continuer son mouvement de retraite. Le général Wartensleben se retira sur Wilstadt et Rosbach ; le général Kray, avec sa forte arrière-garde, alla prendre position sur les hauteurs de Niedermörle, en avant de Friedberg.

1796 — an IV. Allemagne.

Cependant l'armée française poursuivait sa marche parallèle. Le 18 juillet, le corps du général Dauriez s'avança sur Langen-Schwalbach, balayant la rive droite du Rhin ; la division du général Bernadotte vint prendre position à Neuhof, et son avant-garde chassa l'ennemi des bois et des hauteurs situés entre ce village et Wisbaden. La division du général Championnet, ayant trouvé l'arrière-garde ennemie où elle l'avait laissée la veille, près d'Esch, l'attaqua de nouveau et la repoussa jusque derrière le fort de Kœnigstein, en face duquel elle se plaça, ainsi que la réserve de cavalerie du général Bonnaud. L'avant-garde du général Grenier, commandée par le général Olivier, rencontra deux escadrons autrichiens à Homburg, fondit sur eux et les mit en déroute. Profitant de ce premier succès pour en obtenir un second, le général Olivier se porta rapidement sur Grunselheim, enveloppa et sabra l'in-

1796 — an IV. Allemagne.

fanterie qui défendait ce village, et y prit position. Le général Grenier s'établit à Homburg.

Jusqu'à ce moment les deux armées avaient manœuvré sans donner lieu à des événements importants. Le général Wartensleben, en opérant sa retraite, semblait avoir disséminé ses forces, de manière à enlever aux Français toute occasion de livrer un engagement sérieux. De son côté, Jourdan, en s'étudiant à suivre parallèlement la marche de son ennemi, se privait, par cela même, de frapper un coup vigoureux et décisif. Cependant, par suite du mouvement de retraite opéré par le général Wartensleben, les trois divisions du centre de l'armée française ne rencontraient plus devant elles que l'arrière-garde du corps du général Werneck, tandis que l'aile gauche avait devant elle le gros des forces autrichiennes. Le général Jourdan devait donc réunir à cette aile gauche la division du général Grenier, en position à Homburg, afin de donner au général Kléber les moyens de poursuivre avec succès les principales forces autrichiennes; mais le général en chef n'avait appris que le 10, au matin, les résultats du combat de Butzbach, et quand déjà il songeait, en effet, à renforcer son aile gauche, il reçut la nouvelle que le général Kléber était aux prises avec l'ennemi, en avant de Friedberg. Il était trop tard pour espérer que la division du général Grenier pût arriver à temps. Elle dut rester dans sa position de Homburg. Le combat de Friedberg, gagné par la seule aile gauche, aurait eu probablement les plus grands résultats, si cette division et la réserve de cavalerie eussent pu y prendre part.

Le général Kléber, ayant vu l'ennemi continuer sa retraite après le combat de Butzbach, crut qu'il était de son devoir de le poursuivre et de le forcer dans sa position de Friedberg, suivant les instructions qu'il avait reçues à son départ de Wetzlar, sans attendre de nouveaux ordres. Le 10 juillet, il fit donc ses dispositions pour une attaque générale. L'adjudant général Ney fut chargé d'engager le combat de front avec son avant-garde. La division du général Collaud, et la réserve du général Bonnard, devaient le soutenir en se portant sur Nieder-Weisel et Butzbach. Le général Lefebvre, dont la division marchait sur la rive gauche de la Wetter, fut destiné à se porter sur Baurheim et Ossenheim, à passer la Wetter sur ces points, et à

menacer l'ennemi sur son flanc droit et sur ses derrières. Mais 1796 — an IV. prévenu dans ses desseins, le général Kléber allait être lui-même Allemagne. attaqué et obligé de se défendre contre les Autrichiens.

La première intention du général Wartensleben, après le passage de la Lahn par les Français, avait été de se retirer derrière la Nidda, parce que, le général Grenier ayant forcé la garnison de Homburg à se replier sur Usingen, il se voyait sérieusement menacé dans sa ligne de retraite. Mais la réception d'une dépêche où l'archiduc lui prescrivait de n'abandonner Friedberg qu'après avoir tenté le sort des armes, l'empêcha de poursuivre ses projets. Il pensa que le meilleur moyen de conserver Friedberg était d'attaquer les Français avant qu'eux-mêmes eussent songé à le faire. Le jour même où il avait reçu des dépêches du prince Charles, c'est-à-dire le 10 juillet, il se mit en marche vers midi, au moment où, de leur côté, les Français, ignorant encore sa détermination, commençaient à s'ébranler pour l'attaquer. Il partit alors de Wilstadt sur Rosbach, porta sa droite sur la Wetter, et dirigea sa gauche soutenue par sa cavalerie, sur Nieder-Weisel, contre la position des Français. Le mouvement offensif de ces derniers faisait déjà des progrès. Les troupes légères autrichiennes ne sachant pas non plus le changement de disposition de leur général, et supposant toujours que la retraite s'effectuait comme elle avait été d'abord ordonnée, avaient déjà cédé à l'avant-garde de l'adjudant général Ney les postes qu'elles occupaient sur les hauteurs d'Obermörle et de Niedermörle, Hochstadt, Johannisberg, et même la ville de Friedberg, que le général Wartensleben avait ordre de conserver à quelque prix que ce fût. Heureusement pour les Autrichiens que l'adjudant général Ney avait pour instruction de ne point poursuivre ces troupes légères avec acharnement, tant que le feu sur la droite de l'ennemi n'indiquerait pas que le général Lefebvre était lui-même engagé. Le mouvement de l'avant-garde de la division Collaud devait être considéré plutôt comme une escarmouche que comme une affaire sérieuse.

Dès que le général Wartensleben eut rencontré son avant-garde battant ainsi en retraite devant celle des Français, il donna ordre au général Kray de la faire retourner sur ses pas, afin de réoccuper Hochstadt, dont ses adversaires venaient

1796 — an IV. Allemagne. de s'emparer. Lui-même forma ses troupes en bataille sur la Wartha, en arrière de Friedberg. Les Français venaient d'occuper cette position ; il les en chassa, et s'y établit pour marcher ensuite sur les hauteurs à gauche de cette ville. Les troupes légères du général Kray rentrèrent également dans Obermorle et Niedermörle, et venaient même d'occuper Ossenheim et Baurnheim, lorsque le général Lefebvre parut enfin sur la droite des Autrichiens. Le feu de son artillerie ayant averti les autres colonnes françaises de son arrivée, le combat prit un autre caractère, et l'engagement devint sérieux. L'avant-garde du général Lefebvre reprit les deux villages d'Ossenheim et de Baurnheim. La division tout entière se hâta de suivre ce mouvement. Le général Lefebvre, parvenu à Baurnheim, rappela ses troupes légères, et les faisant marcher en ligne avec sa division, il tenta d'enlever en arrière du village de Fauerbach les hauteurs sur lesquelles les Autrichiens s'étaient formés. Mais, malgré toute l'opiniâtreté de son attaque et la bravoure de ses troupes, il fut repoussé dans ses premiers efforts.

Cet échec ne rebuta point le général Lefebvre, et après avoir laissé ses soldats prendre un instant de repos, il fit donner l'ordre de se porter une seconde fois contre les hauteurs. L'artillerie, placée à droite à portée de mitraille, fut appuyée par une colonne d'infanterie, et renouvela une attaque qui eut enfin un plein succès. Les Autrichiens firent de vains efforts pour empêcher les Français de s'emparer de leur position. Écrasés par l'artillerie, assaillis à la baïonnette par les soldats du général Lefebvre, ils furent bientôt forcés de céder, et se replièrent derrière leur cavalerie après avoir perdu une pièce de canon. Cette cavalerie, supérieure de beaucoup à celle des Français, tenta de repousser ces derniers. De vives décharges d'artillerie et de mousqueterie rendirent nuls ses efforts. Chassés successivement de Brochenbrücken et d'Ossenheim, poursuivis avec ardeur par les troupes légères et la cavalerie du général Lefebvre, les escadrons ennemis continuèrent de rétrograder jusqu'à ce que leur centre et l'aile gauche des Autrichiens eussent dépassé Friedberg, et s'établirent sur les hauteurs en arrière de ce village et de celui de Fauerbach, où ils se trouvèrent couverts par le petit ruisseau d'Urbach.

L'attaque du général Lefebvre devait, comme nous l'avons dit, être le signal de l'engagement général. Aussi, les troupes du général Collaud, qui, jusqu'alors, n'avaient fait qu'escarmoucher, s'étaient-elles à leur tour, portées vigoureusement en avant. Trois bataillons de la brigade du général Jacopin, et quatre escadrons du 11e régiment de dragons, attaquerent Obermörle et Niedermörle, tandis que le reste de la division et la réserve du général Bonnard s'avancèrent en colonnes serrées sur la route de Friedberg. Le combat qui s'engagea sur ce point fut des plus vifs, et peut-être les Autrichiens auraient-ils réussi à se soutenir dans leurs positions, si l'échec éprouvé à leur droite contre les troupes du général Lefebvre ne les eût forcés à une retraite précipitée. Après une défense opiniâtre, ils se virent enfoncés sur plusieurs points et se replièrent en deux colonnes, l'une sur le Johannisberg, et l'autre par Friedberg. Celle-ci défila à temps de la ville, vers Fauerbach, pour appuyer les troupes qui défendaient ce village contre l'attaque du général Lefebvre. Cette circonstance permit au général Wartensleben de se former sur les hauteurs en arrière de Friedberg. Mais les troupes françaises avaient elles-mêmes opéré leur jonction. Attaquant de front, et animées par leurs mutuels succès, elles eurent bientôt contraint les Autrichiens de continuer leur retraite. Le général Richepanse et l'adjudant général Ney les poursuivirent chaudement jusqu'à la nuit. La droite des Français s'avança jusqu'a Ober-Rosbach et Bannerts ; le centre prit deux pieces de canon et entra dans Friedberg de vive force. Le général Wartensleben profita de l'obscurité de la nuit pour faire défiler son armée, et vint prendre position à Bergen, aux environs de Francfort, ayant ses avant-postes sur la Nidda. Ainsi les Autrichiens s'étaient battus inutilement puisqu'ils perdaient Friedberg, et se retrouvaient sur les bords mêmes de la rivière que le général Wartensleben cherchait à gagner lorsque l'archiduc lui avait ordonné de tenter le sort des armes. Les Français eurent environ 4 à 500 hommes tués ou blessés dans ce combat. La perte de l'ennemi fut beaucoup plus considérable : elle consistait en 1,200 hommes tués ou blessés, 500 prisonniers, dont huit officiers, trois pieces de canon et un drapeau.

L'armée francaise séjourna le 11 dans ses positions. Peut-

1796 — an IV. Allemagne. être eût-il été plus à propos de se porter à la poursuite de l'ennemi. Mais les approvisionnements de vivres et de munitions étaient presque tous consommés. Il était donc imprudent de s'avancer avant que de nouveaux dépôts fussent établis, sans quoi, si l'on avait un engagement sur le Mayn, l'armée courait les risques de se trouver entièrement au dépourvu. La division du général Championnet fut seulement employée en partie à former l'investissement du fort de Kœnigstein. Kœnigstein est un château situé sur un mont assez escarpé, au pied duquel passe la route qui de Limburg conduit, par les montagnes, dans la plaine de la Nidda par delà Francfort. Sa grande élévation et son exiguïté qui ne permet pas d'y renfermer plus de 600 hommes ne le rendent redoutable, ni par son feu ni par ses sorties, à un corps d'armée qui passe au pied de la colline. Le général Championnet commença, dès le même jour, à canonner le fort.

Les Autrichiens avaient tiré parti de cette inaction forcée de leurs adversaires, pour continuer leur mouvement rétrograde, et s'étaient retirés derrière le Mayn, qu'ils passèrent sur les ponts de Francfort, Costheim, Rüsselsheim et Offenbach, après avoir détruit tous ceux de la Nidda. Le général Werneck avait été détaché de l'armée principale avec 3,800 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux, afin de couvrir la route de Würtzbourg. Le général Wartensleben compléta l'approvisionnement de Mayence avec tout ce qu'on put retirer du pays, et jeta 2,400 hommes dans la ville de Francfort; ce qui donnait à l'ennemi une tête de pont avantageuse sur la rive droite du Mayn. Cent cinquante-neuf pieces de canon et douze mortiers furent tirés de l'arsenal de la ville pour être distribués sur les remparts et les armer. La place, bastionnée, avec une contrescarpe dégradée, parut d'ailleurs aux Autrichiens être suffisamment à l'abri d'un coup de main, par des fossés pleins d'eau; et c'est tout ce que désirait l'ennemi, parce que le pont de Francfort-sur-le-Mayn ne lui devenait utile qu'autant qu'il pourrait servir à amener des secours de la rive gauche de cette rivière.

Le gros du général Wartensleben consistait en 22,000 hommes d'infanterie et 11,000 chevaux; il prit position aux environs d'Offenbach, jusqu'en face de Höchst. Un cordon de troupes lé-

geres le liait avec le corps d'armée chargé de défendre Mayence et d'observer celui qui était commandé par le général Marceau; un autre corps, aussi de troupes légères, entretenait sa communication avec le Necker. 1796 — an IV. Allemagne.

Les instructions envoyées par le Directoire au général Jourdan portaient l'ordre de faire marcher l'armée sur la Kintzig[1], laissant toutefois un corps d'observation autour de Mayence et pour occuper Francfort, lorsque l'ennemi aurait été forcé de s'éloigner; mais ces instructions du gouvernement républicain arrivèrent trop tard. Le général Jourdan avait déjà fait toutes ses dispositions pour s'emparer sur-le-champ de la ville de Francfort. Il s'était déterminé à prendre cette résolution par des motifs que lui dictaient sa prudence et l'incertitude où il était sur les progrès de l'armée de Rhin-et-Moselle contre l'armée commandée par l'archiduc en personne. Obligé de laisser sur la rive gauche du Rhin un corps de troupes, pour contenir la garnison de Mayence, et un autre sur la rive droite, pour observer cette même garnison; obligé en outre d'employer une partie de ses soldats à l'investissement des deux forteresses d'Ehrenbreitstein et de Kœnigstein, le général en chef Jourdan n'aurait guère pu disposer de plus de 45,000 hommes pour les conduire sur la Kintzig, au lieu que le général Wartensleben, en appelant momentanément à lui 10,000 hommes de la garnison de Mayence, aurait pu déboucher de Francfort avec plus de 50,000 hommes, culbuter le corps d'observation, et se porter sur les communications de l'armée française. Ainsi que nous venons de le dire, le général Jourdan ignorait la position du général Moreau. Il était dans l'ordre des choses possibles que ce dernier général essuyât un échec, et qu'un détachement de l'armée de l'archiduc se réunît à celle du général Wartensleben. Le général Jourdan, en se portant sur la Kintzig, avant de s'être assuré de la possession de Francfort, devait donc craindre de se voir assailli par des forces supérieures, et forcé, pour la troisième fois, de se replier sur le Rhin[2].

[1] Cette rivière, qui se jette dans le Mayn à Hanau, porte le même nom que celle qui se jette dans le Rhin à Kehl.

[2] Nous avons cru devoir rapporter les motifs qui paraissent avoir dirigé le général Jourdan. Peut-être est-il vrai de dire qu'ils l'ont égaré dans cette

1796 — an IV. Allemagne.

Le 12 juillet, au matin, le général Kléber marche à l'aile gauche pour s'approcher de Francfort. A son arrivée sur les bords de la Nidda, il trouva tous les ponts rompus et les derniers postes ennemis en retraite sur le Mayn. Comme la Nidda n'a point de gué, il fallut nécessairement rétablir les ponts; les paysans de Wilbel, que le général français voulait mettre en réquisition, s'enfuirent à son approche, et il fut obligé d'employer à cet ouvrage ses propres soldats. La division du général Lefebvre et la réserve du général Bonnard, après avoir passé la Nidda sur Wilbel, poursuivirent leur marche jusqu'à Francfort, et le général Lefebvre jeta les premiers détachements d'infanterie légère dans les jardins et les maisons de plaisance qui entourent cette ville. Le général Collaud s'était porté sur Bonamœs. Aussitôt que l'artillerie fut arrivée, le général Kléber fit mettre en batterie plusieurs obusiers, et la canonnade s'engagea de part et d'autre. Les Autrichiens avaient espéré qu'au moyen des canons distribués sur les remparts ils riposteraient avec avantage au feu des Français. Mais les batteries de ceux-ci, servies plus habilement et avec plus d'activité, ne tardèrent pas à prendre le dessus sur celles de la place. Au bout de deux heures de canonnade, le général Kléber envoya aux magistrats de Francfort la sommation suivante : « Le sort de votre ville, messieurs, est entre vos mains; si, au coucher du soleil, les troupes que je commande n'en trouvent pas les portes ouvertes, toutes mes dispositions sont prises pour la réduire en cendres. »

En attendant la réponse à cette sommation, le général Klé-

circonstance. En suivant les instructions du Directoire (et il était encore à temps de prendre ce parti), le général en chef menaçait lui-même les communications de l'ennemi, et faisait tomber Francfort sans coup férir; le général Wartensleben eût été contraint de se retirer sur Aschaffenburg sans avoir pu tirer, ainsi que le craignait le général Jourdan, dix mille hommes de la garnison de Mayence, puisque cette place aurait été bloquée sur la rive droite par un corps de troupes françaises. La suite de ce récit va confirmer notre opinion. Au surplus, les manœuvres de Jourdan tiennent au genre de tactique alors en usage. Les principes de la stratégie moderne n'étaient point encore fixés; et, parmi les généraux français, il n'y avait, à cette époque, que Bonaparte qui osât tenter d'heureux essais de cette première branche de la science militaire, définie aujourd'hui par ces mots : « *l'art de diriger ses masses sur les points décisifs.* »

ber fit rapprocher ses divisions. Celles des généraux Lefebvre et Collaud se formèrent sur les hauteurs, entre Bornheim et la tour de Bockenheim; la réserve du général Bonnard se plaça en seconde ligne; une chaîne de postes borda le Mayn, depuis l'embouchure de la Nidda, en remontant jusqu'en face d'Offenbach. 1796 - an IV. Allemagne.

Le général Monfrans, commandant la garnison autrichienne de Francfort, répondit enfin à la sommation des Français qu'il ne pouvait la remettre aux magistrats de Francfort qu'après en avoir reçu l'autorisation du général en chef Wartensleben, dont le quartier général était à une lieue de la ville; qu'il allait envoyer auprès de lui sur-le-champ, et que dans deux heures il transmettrait la réponse. Les deux heures s'étant écoulées sans recevoir aucune nouvelle, le général Kléber augmenta les batteries élevées autour de la ville; huit obusiers furent en outre placés sur des lieux élevés qui dominaient Francfort. A minuit le bombardement recommença, et dura sans interruption jusqu'à cinq heures du matin, sans pourtant qu'aucun incendie se fît encore apercevoir. A cette heure, un député du sénat de Francfort, accompagné d'un officier autrichien, se présenta aux avant-postes français, et fut introduit auprès du général Kléber. Le général Wartensleben avait permis qu'on entrât en négociations; mais il défendait qu'on conclût rien de positif, avant d'avoir l'assentiment du prince Charles. Le député francfortois demandait en conséquence que le général français accordât une suspension d'armes de trois jours. Le général Kléber ne crut pas devoir prendre sur lui de faire aucune réponse à cette demande; il autorisa seulement le député du sénat et l'officier autrichien à se rendre à Homburg, quartier général de Jourdan, afin de savoir du général en chef lui-même s'il pouvait accorder la suspension d'armes. La garnison profita de ce répit pour redoubler les précautions contre l'incendie, et mettre en état les contrescarpes. Le général Kléber, de son côté, éleva de nouvelles batteries, fit venir des munitions, et rassembla des échelles dans tous les villages voisins, afin de livrer un assaut, si ce dernier moyen devenait nécessaire.

Le général Jourdan ne voulut point écouter les prières des envoyés de Francfort; il n'accorda aux magistrats qu'une sus-

1796 — an IV. Allemagne. pension d'armes de trois heures, menaçant la ville d'assaut et d'incendie. Ce délai écoulé, le 13 juillet au soir, le général Kléber fit un feu violent de toute son artillerie. Des mouvements de troupes, l'aspect des échelles apportées à dessein d'épouvanter les assiégés leur firent croire qu'on allait tenter l'escalade. Le feu s'étant déclaré au même moment dans plusieurs endroits de la ville à la fois, le général Wartensleben, gagné enfin par les sollicitations des habitants, envoya le colonel Murais demander une suspension de trente-six heures au général Kléber. Celui-ci refusa d'acquiescer à cette demande; il consentit seulement à renvoyer avec le colonel Murais l'adjudant général Mortier, afin d'entrer en pourparlers avec le général autrichien.

Cependant le général Kléber, qui avait fait un feu très-vif sur la ville de Francfort, commençait à manquer de munitions. Il n'avait pu réunir assez de fascines pour pouvoir espérer de combler les fossés avant deux jours, si la nécessité de livrer un assaut devenait indispensable. Il venait en outre d'apprendre que le général autrichien Werneck avait fait un mouvement pour s'établir derrière la Kintzig Il devenait donc presque impossible de presser plus vivement la place de Francfort, et il était urgent de s'opposer au mouvement du général Werneck. Ces différents motifs déterminèrent le général Kléber à accorder une suspension d'armes de quarante-huit heures, demandée, le 14 au matin, par le général Wartensleben; au moyen de quoi celui-ci promettait de livrer la ville de Francfort aux Français, le 16 au matin. Cette suspension d'armes conclue à Bornheim entre le baron de Brady, colonel au service de l'empereur, au nom du comte de Wartensleben, et le général Kléber, devait s'étendre sur les deux rives de la Kintzig pour servir de lignes de démarcation aux deux armées française et autrichienne, et depuis l'embouchure de la même Kintzig dans le Mayn, jusqu'à celle du Mayn, dans le Rhin. Par un article exprès de cette suspension d'armes ou capitulation de Francfort, les Autrichiens avaient demandé qu'il ne fût infligé aucune punition et adressé aucun reproche aux habitants de la ville pour leur conduite dans des temps antérieurs. Mais le général Kléber exigea qu'ils se confiassent sur ce point à la générosité française. Cet article de la capitulation prouvait que les habitants de Francfort n'a-

vaient point oublié leur conduite plus qu'équivoque, au mois 1796 — an IV. Allemagne.
de décembre 1792, lorsque le général Custine se vit obligé d'évacuer leur ville devant l'armée du roi de Prusse [1].

Il nous semble que la suspension d'armes accordée ainsi par le général Kléber au général Wartensleben était tout entière dans les intérêts des Autrichiens. Accorder du temps à un adversaire qui est sur la défensive, en retraite et sur le point d'être tourné, c'est lui fournir gratuitement l'occasion de ressaisir l'avantage qu'il n'aurait recouvré qu'avec peine, et peut être jamais. Les circonstances où se trouvaient alors les armées française et autrichienne en Allemagne contribuaient encore à rendre cet arrangement plus avantageux à l'Autriche. En effet, l'archiduc, à la suite des succès remportés sur lui par le général Moreau, ayant pris la détermination de se retirer sur le Danube, la position de Francfort perdait pour lui toute son importance, et, par conséquent, cessait d'être bien intéressante pour les Français; au lieu qu'à la faveur de l'armistice, le général Wartensleben, ayant assez d'avance pour s'opposer incessamment aux Français, était sûr de pouvoir concentrer bientôt sur le haut Mayn son armée, alors trop étendue. Quoi qu'il en soit, les Français prirent possession de Francfort, le 16 juillet au matin, et y entrèrent pendant que les troupes autrichiennes en sortaient par la porte de Sachsenhausen.

[1] *Voyez* tome I, page 89.

CHAPITRE XIV.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Premières opérations du siége de Mantoue; levée de ce siége. — L'armée de Moreau s'avance jusqu'au Necker. Prise de Stuttgard. Combats d'Esslingen et de Canstadt; opérations de l'aile droite de l'armée de Rhin-et-Moselle, aux ordres du général Férino. — Combats de Salo, de Lonato, et bataille de Castiglione. — Suite de la bataille de Castiglione. Combats de Peschiera, dans la vallée de l'Adige; mouvements dans l'intérieur de l'Italie après la levée du siége de Mantoue, etc. — Suite des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle. Bataille de Neresheim. Combat de Kamlach, entre les Français républicains et émigrés. — Suite des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse. Occupation de Würtzbourg, de Bamberg. Combats de Sulzbach, de Wölfering, etc., etc.

1796 — an IV. 29 juillet. (3 therm.) Italie.

Premières opérations du siége de Mantoue; levée de ce siége. — Les divisions de l'armée d'Italie laissées sur l'Adige, le Mincio et autour de la place de Mantoue, après les derniers engagements avec l'armée de Beaulieu, étaient demeurées dans une espèce d'inaction pendant les opérations du général en chef dans l'intérieur, à l'effet de consolider ses conquêtes. La présence de Bonaparte au milieu de ces troupes était indispensable pour les faire agir avec cette énergie qui leur avait valu les succès extraordinaires obtenus jusqu'alors.

De son côté, Beaulieu, trop affaibli pour former quelque entreprise sérieuse contre l'armée qui l'avait vaincu, s'était occupé à mettre en sûreté les débris qu'il avait encore sous ses ordres. Après le combat de Borghetto, le général autrichien s'était retiré dans les hautes montagnes qui défendent l'entrée du Tyrol, et s'était fortifié avec soin dans la redoutable position de Roveredo. Le besoin de faire reposer et de réorganiser ses troupes, joint à la difficulté de trouver des vivres en quantité suffisante dans les vallées étroites où elles étaient placées, engagea Beaulieu à les faire établir derrière des lignes retranchées, qu'il tira depuis la tête du lac de Garda jusqu'à l'Adige. La cavalerie fut

portée jusqu'à Trente; le corps de bataille fut placé à Caliano. 1796- an IV Italie.
Une division d'infanterie, sous les ordres du général Henricy, était spécialement chargée de défendre Roveredo; la division du général Colli était à Ala, ayant son avant-garde retranchée en avant du village sur la rive droite de l'Adige; enfin les chasseurs tyroliens couvraient la crête des montagnes, et défendaient les petites vallées qui aboutissent au cours de l'Adige.

On a déjà vu que la division du général Masséna, renforcée de plusieurs détachements, avait été chargée par Bonaparte d'observer l'armée autrichienne, pendant que le général Serrurier formerait le blocus de la place de Mantoue. Masséna occupait en conséquence la position de la Corona et de Rivoli, qui empêchait l'ennemi de déboucher des montagnes du Tyrol. Cette position était excellente : toutefois, l'avant-garde autrichienne s'en trouvant trop rapprochée, le général Joubert reçut de Masséna l'ordre d'attaquer l'ennemi, par la Bocchetta di Campion, le 7 juillet. Le chef de bataillon Marchand tourna les Autrichiens par la droite, et le chef de bataillon Recco, par la gauche. Le reste de la brigade attaqua de front. Les soldats français gravirent les rochers escarpés, l'arme au bras sans tirer; ils culbutèrent ensuite les Autrichiens, en tuèrent une centaine, firent 200 prisonniers, et s'emparèrent de 400 tentes et des bagages. Le che de bataillon Recco s'empara du poste important de Belluno, après avoir tué du monde à l'ennemi et fait des prisonniers. Ainsi les premiers retranchements des Autrichiens, qui leur avaient coûté de longs et pénibles travaux, furent perdus après un faible engagement dans lequel la perte des Français fut peu considérable, et où ces derniers se signalèrent. Nous allons citer le nom de quelques-uns des braves de cette brigade du général Joubert.

Claude Roche, carabinier de la 2e compagnie de la 11e demi-brigade légère, sauta le premier dans les retranchements ennemis, tua un officier; et, sans s'arrêter à le dépouiller, ne lui prit que son sabre avec lequel il pourfendit un soldat, et fit trois prisonniers.

Jean Gérin, de la même compagnie, combattit seul douze Autrichiens. Il les avait d'abord couchés en joue; mais son fusil n'ayant point fait feu, il se précipita sur ses adversaires le sabre

28.

1796 — an IV. Italie.

à la main, coupa le bras à l'un d'entre eux, en blessa plusieurs autres : le reste tomba à ses genoux et se rendit prisonnier.

Le sous-lieutenant Ardionne, de la même demi-brigade, s'était déjà distingué d'une manière remarquable au combat de Borghetto, où il s'empara, à la tête de 20 carabiniers, d'une pièce de 13. Dans l'action que nous venons de retracer, cet officier aborda un des premiers les retranchements ennemis, y fit des prodiges de valeur, et fut du plus puissant exemple pour les soldats qu'il guidait et qui rivalisèrent avec lui d'intrépidité.

Cependant Bonaparte avait dirigé sur Mantoue la plus grande partie de l'artillerie qu'il venait de conquérir en Italie, et déjà les préparatifs du siége de cette place se poussaient avec toute l'activité qu'on pouvait attendre de généraux et de soldats vainqueurs.

Mantoue, ville ancienne, bâtie sur une île, au sud d'un lac formé par le Mincio, déjà forte par sa position, est devenue une des places les plus importantes de l'Europe, par les ouvrages dont on a successivement couvert ses accès. La citadelle fut bâtie par les anciens ducs de Mantoue, et le corps de la place avait été réparé par les Français, pendant la guerre de la Succession. Depuis, les Autrichiens avaient perfectionné ses principales défenses, d'après les plans du général-ingénieur Walhenau. Les ouvrages avancés venaient d'être réparés et augmentés. Deux ponts principaux étaient établis sur le Mincio : le premier, qu'on appelle pont de Saint-Georges, du nom du faubourg et des retranchements qui en couvrent la tête, se trouve du côté du nord ; le second, au sud, est celui des Moulins, ainsi nommé à cause de la quantité de moulins qui se trouvent à l'endroit où il est établi, et où le Mincio a un cours plus rapide que dans les autres parties du lac. Trois autres ponts moins considérables conduisent aussi à la ville ; deux de ces ponts sont entre l'île, la digue dite du Thé et la terre ferme. La ville est divisée en deux parties inégales, par un bras du Mincio ; il y a cinq portes et deux ports, dont le plus grand est appelé port de la Chaîne, et le plus petit, port de la Merceta. Sa population est de quinze à seize mille âmes sans y comprendre la garnison. Ses principaux ouvrages extérieurs sont, au nord, la citadelle, située sur la rive gauche du Mincio ; à l'entrée du lac, le fort

Saint-Georges, ou l'enveloppe fortifiée du faubourg de ce nom ; au sud-ouest, l'ouvrage à cornes de la porte Pradella ; puis la tour de Cerese, et les ouvrages avancés qui couvrent l'écluse et les communications avec l'île du Thé. L'île sur laquelle est bâti le palais du Thé, forme de ce côté une grande couronne et sert comme d'une double enceinte à la ville. Cette double défense est couverte par le faubourg du Thé, bâti sur une île plus grande, détachée de la première, et aussi fortifiée. Ainsi placée, Mantoue passe pour être la clef de l'Italie supérieure ; elle a vu les efforts des plus grands capitaines échouer sous ses murs dans le dernier siècle. Le prince Eugène en forma le blocus pendant huit mois, en 1702 : elle fut secourue par les Français. En 1707, après la bataille de Turin, les troupes françaises et espagnoles rendirent cette place par suite d'une capitulation générale, signée le 13 mars, pour l'évacuation de la Lombardie, et la remirent aux Impériaux. Le duc de Mortemar fit, en 1734, le siege de Mantoue, et la pressa vivement ; mais les troupes combinées de France, d'Espagne et de Sardaigne le firent lever, en vertu de la suspension d'armes qui se fit cette même année entre toutes les puissances belligérantes. Mantoue allait être assiégée une quatrième fois, et ce siége devait être le plus célèbre de tous.

1796 — an IV. Italie.

Mantoue est cependant dans une mauvaise situation pour soutenir un siége. Assise au milieu d'un lac trop peu profond pour que les eaux ne s'en tarissent point pendant l'été, elle est exposée alors à des exhalaisons putrides et pestilentielles, qui obligent d'y entretenir une garnison du double plus forte qu'il ne faudrait pour la défendre. Au moment où Mantoue commença à être assiégée, elle se trouvait dans un état de défense peu respectable. La rapidité avec laquelle l'armée autrichienne, commandée par Beaulieu, avait été poussée sous ses murs, n'avait pas permis de prévoir qu'elle serait investie aussi promptement ; et les palissades, les revêtements étaient loin d'avoir reçu les réparations qui leur étaient nécessaires. Le front des fortifications du côté du lac était délabré, et l'on voyait que les Autrichiens, pour le défendre, avaient plus compté sur les ressources de la nature que sur celles de l'art. De l'autre côté, les approches étaient encombrées de jardins, de haies, d'arbres.

1796 — an IV. Italie. et même de petits pavillons que les assiégés n'avaient pas encore eu le temps de détruire, et qui pouvaient devenir fort utiles aux opérations des assiégeants.

Quand Beaulieu, fuyant la poursuite des Français après le passage du Mincio, avait passé sous Mantoue, il avait jeté dans la place une garnison de 13,000 hommes, dont 11,800 hommes d'infanterie, 450 de cavalerie, 700 d'artillerie, 116 mineurs, et 64 mariniers pour les chaloupes du lac. Ces 13,000 hommes étaient l'élite de l'armée autrichienne, et le commandant de place, Canto d'Irlès, était un ancien officier général, d'origine espagnole, et jouissant de la meilleure réputation en fait de bravoure et d'habileté militaire.

Le nombre des canons en batterie était de cent quatre-vingts grosses pièces de rempart, soixante-seize mortiers ou obusiers, et soixante pièces d'artillerie légère; ce qui faisait un total de trois cent seize bouches à feu.

Le général Roselmini fut chargé de défendre la citadelle avec sa brigade, forte de 3,500 hommes.

Le général Wukassowich, avec 2,500 hommes, occupait la porte et l'ouvrage à cornes de Pradella.

Le colonel Salis eut à défendre l'ouvrage à couronne du Thé.

Cinq bataillons, commandés par le général Roccavina, gardaient les retranchements et le front de Migliaretto.

Enfin le colonel Sturioni, avec 2,400 hommes, devait surveiller le front du lac et garder Saint-Georges.

Nous avons dit précédemment que ce dernier poste et les retranchements qui le défendaient avaient été emportés par les généraux Serrurier, Lannes et Dallemagne, au moment où les Français avaient commencé l'investissement de la ville. Les soldats du colonel Sturioni, obligés de céder à la valeur républicaine, n'avaient échappé à leur fureur qu'en se jetant dans la ville. La division du général Serrurier avait depuis continué de bloquer Mantoue. Les troupes sous ses ordres avaient été occupées à élever des ouvrages propres à fermer toutes les issues par lesquelles la garnison aurait pu déboucher.

Mais les Français ne faisaient point ces ouvrages sans être souvent troublés par la garnison. Plusieurs sorties eurent lieu, et les assiégeants eurent besoin de tout leur courage pour les

repousser. Le 6 juillet, le général Wukassowich en exécuta une avec assez de succès. Les Français perdirent beaucoup de monde et ne purent empêcher les attaquants de détruire plusieurs de leurs ouvrages. Le 16, le même général renouvela ses tentatives. Il sortit, à deux heures du matin, avec 1,500 hommes par la porte de Cerese, en même temps que 3,000 autres sortaient par la porte de Pradella. Les avant-postes français se retirèrent à leur première apparition. L'ennemi était à une portée de pistolet des batteries, qu'il espérait déjà enlever. Les généraux Fiorella et Dallemagne firent alors avancer le cinquième bataillon de grenadiers, commandé par le chef Dupas, le même qui, le premier, avait passé sur le pont de Lodi, et saisissant le moment favorable, ils tombèrent eux-mêmes avec les troupes sous leurs ordres sur les Autrichiens, les mirent en déroute et les forcèrent, après deux heures de combat, de rentrer dans la ville. Cette action avait été très-chaude et très-meurtrière pour les deux partis. Les assiégés perdirent environ 3 à 400 hommes.

1796 — an IV. Italie.

A cette époque Bonaparte était arrivé devant Mantoue, et la présence d'un général qui avait essentiellement le don de se faire aimer du soldat avait imprimé une nouvelle énergie aux troupes de siége. Les travaux construits autour de la place furent poussés avec plus de vigueur. On vit élever de magnifiques ouvrages sur les hauteurs de Zipata et de Pompanazo, à celle de Belfiore ainsi qu'à Montala, en face de la citadelle.

Le 17 juillet, le général en chef, dont le génie bouillant souffrait avec impatience les lenteurs d'un siége en règle, voulut essayer un coup d'audace, dont le succès pouvait décider la prise de la place, et dont la non-réussite ne pouvait en rien compromettre la sûreté de l'armée. 800 grenadiers eurent ordre de s'embarquer sur le lac, afin de s'emparer de la porte de Catena, et, si le coup réussissait, de faciliter aux colonnes qui devaient se tenir prêtes à cet effet les moyens de pénétrer dans la place, et de l'enlever de vive force. Mais la chaleur qui régnait alors, se trouvait si excessive, que les eaux du lac avaient diminué de trois pieds en vingt-quatre heures. Il fut impossible aux grenadiers de manœuvrer sur le limon bourbeux que cette sécheresse extraordinaire avait formé. Les chaloupes furent obligées de rester stationnaires.

1796 — an IV. Italie.

Le lendemain, 18 juillet, à onze heures du soir, le général Serrurier donna les ordres nécessaires pour chasser les Autrichiens d'un petit camp retranché qu'ils avaient jusqu'alors conservé à Migliaretto, sous la protection des ouvrages avancés de la place. Le général Murat et l'adjudant général Vignolles conduisirent contre la droite de ce camp 2,000 hommes, tandis que le général Dallemagne, à la tête d'une autre colonne d'égale force, l'attaquait par la gauche. Le chef de bataillon d'artillerie Andreossi[1], avec cinq chaloupes canonnières qu'il avait armées, manœuvra de manière à donner une fausse alerte à l'ennemi, et dans le temps qu'il attirait sur lui tout le feu de la place, les généraux Dallemagne et Murat, et l'adjudant général Vignolles, remplissaient leur mission et portaient dans les rangs ennemis l'épouvante et la mort. Cette attaque eut ainsi un succès complet. Le général Roccavina, qui commandait les troupes employées à la garde des retranchements de Migliaretto, fut obligé de se sauver dans la place. Il opéra sa retraite avec tant de précipitation, que les Français le suivirent jusque sur le chemin couvert, et quelques braves, encore plus ardents que les autres, s'élancèrent même pour enlever les palissades; mais déjà les Autrichiens avaient reçu des renforts, et ces tentatives de la valeur française devinrent infructueuses. Le chef de bataillon Samson et le chef de bataillon d'artillerie Mauron se distinguèrent, dans cette attaque, par une bravoure et une intrépidité qui égalaient les plus beaux faits d'armes de cette campagne, et leur méritèrent les éloges publics du général en chef.

Pendant que le général Serrurier rejetait ainsi dans la place les troupes effrayées du général Roccavina, le chef de brigade du génie Chasseloup[2] traçait, à 80 toises des remparts, l'ouverture de la tranchée sous le feu et la mitraille de l'ennemi. Au même moment les batteries de Saint-Georges, de Pradella et de la Favorite commencèrent à jouer contre la place. Les deux premières étaient composées de six pièces de gros calibre et à boulets rouges, et de six gros mortiers; la der-

[1] Depuis lieutenant général, ex-ambassadeur à Londres, à Vienne et à Constantinople, etc.

[2] Depuis lieutenant général, pair de France, etc.

nière était de huit pièces, et devait servir à rompre la communication de la ville avec la citadelle. Le feu de ces deux batteries fut dirigé avec tant d'habileté que, dix minutes après leur première explosion, l'incendie se manifesta dans tous les quartiers de la ville. La douane, le palais Colloredo, plusieurs couvents et un grand nombre de maisons particulières devinrent la proie des flammes. Cependant à la pointe du jour, la tranchée n'étant que faiblement tracée, les Autrichiens réunirent une partie de leurs forces, et cherchèrent à déboucher sous le feu bien nourri de leurs remparts, afin de repousser les travailleurs et faire cesser une attaque qui portait, dans la ville, le ravage et la consternation. Mais les intrépides Français, cachés dans des ravins, derrière des digues, et postés dans toutes les sinuosités qui pouvaient les abriter contre la mitraille, les attendaient de pied ferme et prêts à tirer. Cette contenance ferme en imposa tellement aux Autrichiens, qu'ils n'osèrent effectuer leur attaque et se retirèrent dans leurs murs.

Cette première décharge des batteries françaises avait causé tant de ravages dans Mantoue, que Bonaparte se crut en droit de faire sommer la place. La sommation, adressée par le général de division, chef d'état-major Berthier, au gouverneur Canto d'Irlès, était ainsi conçue : « Le général en chef de l'armée d'Italie me charge, monsieur, de vous écrire qu'attaqué de tous côtés vous n'êtes pas en état de défendre plus longtemps la ville de Mantoue; qu'une opiniâtreté déplacée ruinerait entièrement cette cité infortunée; que les lois de la guerre vous prescrivent impérieusement de rendre cette ville; et que si, contre son attente, vous vous obstiniez à une plus longue résistance, vous seriez responsable du sang inutile que vous feriez verser, de la destruction et des malheurs de cette grande ville; ce qui le forcerait à vous traiter avec toutes les rigueurs de la guerre. » Le gouverneur Canto d'Irlès, connu par une bravoure éprouvée dans plusieurs circonstances, et qui tenait du sang espagnol dont il était issu une ténacité difficile à vaincre, répondit à cette longue sommation par cette courte phrase : « Les lois de l'honneur et du devoir m'imposent de défendre jusques à la dernière extrémité la place qui m'est confiée! »

Voyant que décidément il fallait employer la force pour

1796 – an IV. Italie. s'emparer de Mantoue, Bonaparte donna ses ordres pour que les travaux fussent perfectionnés et poussés avec plus de vigueur encore qu'auparavant. Une batterie fut élevée, entre Saint-Georges et la citadelle, afin de détruire les écluses pratiquées dans la digue, opération qui pouvait mettre à sec le terrain situé entre le Pagolo et la ville, depuis la porte Pradella jusqu'à celle de Cerese. Malgré l'intensité du feu de cette batterie, la solidité de la maçonnerie et l'éloignement de l'ouvrage à détruire étaient tels, qu'il fut impossible de réussir dans cette entreprise.

D'autres batteries furent en même temps élevées sur la rive gauche du Mincio, afin de battre en écharpe le Migliaretto. Le 21 juillet, un bout de parallèle fut même poussé jusqu'à deux cent cinquante toises du chemin couvert des ouvrages avancés.

La place était vigoureusement pressée; encore quelques jours d'attente et d'efforts, et les Français pouvaient se flatter enfin d'emporter ce boulevard de la haute Italie, lorsque Bonaparte apprit qu'une nouvelle armée autrichienne accourait des montagnes du Tyrol vers Mantoue, et venait dans l'espérance de lui ravir ses trophées, et de venger les défaites éprouvées par le général Beaulieu.

Calculant aussitôt qu'avec des soldats qu'il vient d'habituer à vaincre une attaque vigoureuse est préférable à des mesures timides de défense, le général français prend la résolution subite de lever le siége de Mantoue pour réunir toute son armée, et la conduire à la rencontre d'un ennemi qui va lui fournir une nouvelle occasion de gloire et de renommée. Mais, avant de continuer le récit des opérations en Italie, nous devons ramener nos lecteurs en Allemagne, pour y suivre la marche des armées françaises.

21 juillet. (3 therm.) Allemagne. *L'armée de Moreau s'avance sur le Necker; opérations de l'aile droite de l'armée de Rhin-et-Moselle, aux ordres du général Férino; prise de Stuttgardt; combat d'Esslingen et de Canstdat.* — Nous avons dit qu'après la bataille d'Ettlingen, l'archiduc, qui avait disputé vaillamment la victoire restée longtemps indécise, l'avait pour ainsi dire abandonnée lui-même au général Moreau, en précipitant une retraite qu'aucun événement ne semblait rendre nécessaire. Il s'était retiré du combat, alors

qu'avec plus de résolution il eût pu se flatter de tenir tête encore à l'armée de Rhin-et-Moselle, en concentrant ses troupes, écraser l'aile gauche de cette armée, et faire repentir le général Moreau d'avoir voulu livrer un engagement général. Mais dans cette campagne sur le Rhin, les généraux qui commandaient manquèrent tous de cette audace calculée qui produit si souvent de si grands avantages. Nous avons déjà eu et nous aurons encore l'occasion de remarquer qu'en temporisant de cette manière, lorsqu'il fallait au contraire s'appliquer à frapper de grands coups, ils perdirent tour à tour le fruit de leurs manœuvres, et finirent, après un an de combats, de marches et de contre-marches, par se retrouver à peu près au même point où leurs armées respectives campaient au commencement de la campagne, c'est-à-dire sur les bords du Rhin. 1796 — an IV. Allemagne.

Nous venons de reprocher au prince Charles la trop grande précipitation de sa retraite après la bataille d'Ettlingen, et maintenant nous sommes obligés de blâmer son rival, le général Moreau, de n'avoir pas cherché à profiter de la victoire qu'il lui abandonnait, en se jetant avec vigueur à sa poursuite, et l'empêchant de rallier et de réunir ses nombreux bataillons vers un centre commun. Mais au lieu d'imiter cette infatigable activité dont, alors, le général Bonaparte donnait seul l'exemple en Europe, Moreau s'arrêta plusieurs jours sur ce champ de bataille, dont il ne devait la libre possession qu'à la retraite de son rival. Au lieu de le faire suivre en masse par toutes les divisions de son armée, et de le forcer à accepter une seconde bataille, dont le succès n'eût pas été douteux contre des colonnes dispersées, harassées et découragées par les marches rétrogrades qu'elles ne cessaient de faire depuis le passage du Rhin, Moreau, dont le grand but eût dû être de se rapprocher de l'armée de Sambre-et-Meuse, et de lui tendre la main, afin de concerter avec le général Jourdan les opérations subséquentes; Moreau commit la faute d'envoyer seulement en avant la division du général Saint-Cyr, et ce mouvement insuffisant n'avait eu d'autre résultat que de presser la marche de l'archiduc sur Pforzheim. Ce prince, qui croyait être poursuivi par l'armée entière, se préparait à continuer sa retraite, lorsque, instruit enfin à quelle force il avait affaire, il résolut de l'attendre à Pforzheim. Mais le général Saint-Cyr, le

1796 — an IV. Allemagne. voyant dans cette disposition, se garda bien d'avancer. Il s'arrêta dans la vallée d'Enz, aux environs de Neuenburg.

Il était impossible aux Autrichiens de désirer rien de plus avantageux. L'archiduc profita de la tranquillité dont on le laissait jouir à Pforzheim, pour rappeler à lui tous les détachements épars dont le déplacement pouvait ne pas compromettre ses dispositions : il en profita pour faire venir son grand parc d'artillerie, qu'il avait laissé précédemment à Heilbronn. C'est aussi à Pforzheim que le prince Charles arrêta définitivement son plan d'opérations ultérieures, plan si bien combiné, et qui devait devenir si fatal aux deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. Il consistait *à disputer le terrain pied à pied, sans accepter de bataille ; à profiter de la première occasion pour réunir ses troupes divisées, et se jeter avec supériorité, ou au moins à forces égales, sur une des deux armées ennemies.*

Conformément à ce plan, l'archiduc, qui, d'apres la position respective des deux armées françaises, devait supposer qu'elles se dirigeaient vers le Danube, par un mouvement concentrique, se décida à gagner lui-même ce fleuve qu'il voulait rendre le pivot naturel de toutes ses opérations, et à tâcher d'y précéder l'arrivée du général Moreau. Il voulait en outre manœuvrer de manière à rapprocher les deux armées autrichiennes peu à peu dans leur retraite, afin de se trouver à même de les réunir en quelques marches forcées, sans que les Français, sans doute attentifs à empêcher cette jonction, pussent s'y opposer. Une pareille manœuvre ne pouvait s'exécuter qu'à la proximité du Danube, attendu qu'avant de livrer une bataille décisive l'archiduc pouvait rester maître du fleuve en cas d'échec, ou tout au moins de sa rive droite, en se retirant dans les États héréditaires. Ce dernier point d'appui devait être pour lui d'autant plus intéressant, qu'il lui conservait la communication avec l'Italie, qu'une retraite sur la rive opposée lui eût nécessairement fait perdre.

Les généraux français avaient encore un moyen de s'opposer à l'exécution de ce plan de campagne, dont les résultats devaient nécessairement leur devenir funestes. Car si l'archiduc parvenait une fois à opérer sa jonction avec l'armée du bas Rhin, laissée sous le commandement du général Wartensleben, il n'était plus

permis aux généraux Moreau et Jourdan d'espérer réunir la leur, pour agir concentriquement. Il fallait que le premier se mît en marche vers le haut Danube, immédiatement après la bataille d'Ettlingen, et forçât par cette manœuvre l'archiduc à s'y retirer en toute diligence ; tandis que, de son côté, le général Jourdan eût amusé le général Wartensleben près de Francfort. En effet, on ne saurait nier que, si les opérations de ce général avaient eu pour objet de gagner le flanc gauche de son adversaire, de se rapprocher du Danube, et par conséquent de l'armée de son collègue, le prince ne se fût trouvé dans l'impossibilité d'effectuer ses projets. Alors, sans doute, la campagne eût eu les résultats les plus brillants pour les armées françaises. Mais, nous ne craignons pas de le répéter, l'Autriche avait l'avantage inappréciable de n'avoir qu'un seul général pour commander ses deux armées, et les deux généraux français étaient indépendants l'un de l'autre. On devait s'attendre que leurs opérations manqueraient toujours de cet ensemble et de ce concert qui font la force et la prospérité des armées.

1796 — an IV. Allemagne.

Dès le 13 juillet, aussitôt que son grand parc d'artillerie fut réuni, l'archiduc commença sa retraite, et dans la nuit il évacua totalement Pforzheim, pour se porter sur Waihingen, où il resta deux jours ; les Autrichiens s'avancèrent ensuite le 17 à Schweiberlingen, le 18 à Ludwisburg, et le 19 l'archiduc fit, sous ses yeux, passer le Necker à toute son armée, aux deux points qu'il avait indiqués, Mühlhausen et Aidlingen. Il eut soin seulement de laisser un assez fort détachement sur la rive droite du fleuve, afin de défendre Stuttgardt, et d'arrêter quelque temps les Français devant cette ville. Un autre corps fut en même temps dirigé sur Heilbronn, afin de protéger la retraite des dépôts autrichiens. Ainsi, déjà le prince Charles, protégé par la barrière du Necker, se trouvait hors de l'atteinte des Français, et pouvait se flatter d'exécuter, sans de trop grands obstacles, le plan de salut qu'il venait de concevoir.

Au lieu de se mettre à la poursuite de son ennemi, Moreau resta six jours dans sa position sur l'Enz. Il employa ce temps précieux à faire passer le Rhin à la moitié de la garnison de Landau. Ces troupes, qui effectuèrent leur passage à Benheim,

1796 — an IV. Allemagne

furent disposées en corps d'observation pour contenir les garnisons de Mannheim et de Philippsburg. Ce corps était composé de la 68e demi-brigade, et de deux escadrons du 19e régiment de dragons; il était commandé par le général de brigade Scherb, qui se porta à Bruchsall.

Mais avant de dire quelles furent les suites de cette singulière inaction du général Moreau, et de le suivre dans sa marche tardive, après la bataille d'Ettlingen, il convient de retourner sur les bords du Rhin, où nos lecteurs se souviendront peut-être que nous avons laissé l'aile droite de l'armée de Rhin-et-Moselle, après le passage du fleuve. Cette aile droite, forte de trois divisions, et qui faisait plus du tiers de l'armée, était restée sous le commandement du général Férino, qui avait reçu pour instruction, du général en chef, l'ordre de remonter le Rhin, pendant que lui-même le descendrait avec les deux autres corps de son armée. Il devait en outre manœuvrer de manière à gagner la rive droite du Danube, et traverser les Montagnes-Noires, par les vallées de la Kintzig et de Saint-Pierre. Ensuite de cette opération, Férino devait aussi forcer le passage des villes forestières, afin d'appuyer son flanc droit au lac de Constance, pendant que le gros de l'armée arriverait sur le Danube par la rive gauche de ce fleuve, en suivant la route de *Bergstrasse*. Enfin la ville d'Ulm était indiquée comme le point central où, après avoir suivi des directions opposées, les deux corps opéreraient leur jonction pour entrer de concert en Bavière.

Ces dispositions étaient excellentes dans la théorie; mais pour qu'elles devinssent véritablement utiles il aurait fallu en presser davantage l'exécution. Après être resté dix-sept jours dans une inaction absolue, devant les postes morcelés de l'ennemi, le général Férino en laissa écouler six autres sans tirer de ses troupes d'autre parti que de leur faire faire quelques escarmouches et quelques reconnaissances, dont heureusement sa grande supériorité numérique lui assura l'avantage. Après la bataille d'Ettlingen, Férino fut en mesure d'agir avec plus d'énergie. Il s'avança donc avec une partie de ses forces, tandis que le général Duhesme marchait lui-même sur Wolfach et Schramberg pour le seconder. Ces deux colonnes furent renforcées par la brigade

du général Jordy, qui était restée jusque-là de l'autre côté du Rhin, et qui passa le fleuve à cet effet, le 10 juillet, à Nonnenweier. 1796 — an IV. Allemagne.

La vallée de la Kintzig était défendue par les troupes autrichiennes du général Frölich, qui campaient aux environs d'Ettenheim; l'extrême gauche de ce corps ennemi, commandée par le général Wolf, s'étendait depuis Lorrach jusque vis-à-vis d'Huningue. Le prince de Condé, avec les émigrés, occupait les hauteurs d'Ellenmünster et de Huchsteten. Le général Giulay avait ses troupes distribuées dans la vallée de la Kintzig proprement dite, jusqu'à Hasslach. Enfin le corps ou contingent de la Souabe, après la prise du camp de Freudenstadt par les Français, s'était retiré vers Hornberg. L'attaque eut lieu le 14 juillet.

A la pointe du jour, les troupes françaises se mirent en marche dans toutes les directions qui leur avaient été indiquées. La brigade de droite, du général Férino, qui formait l'avant-garde, se porta sur Ettenheim, Rheindenheim et Herbolzheim, chassa l'ennemi de ces trois postes, et lui fit repasser la Bleichen.

Le général Jordy, chargé de la principale attaque qui devait avoir lieu dans la vallée de la Kintzig, et qui devait être effectuée par la brigade de gauche de la deuxième division de l'aile droite, emporta Hasslach, malgré la vive résistance de l'ennemi. Le combat dura trois heures, et les Autrichiens ne cédèrent qu'à la terrible baïonnette, toujours employée avec tant de succès par les troupes républicaines. Ils perdirent 400 hommes tués ou blessés, eurent 500 prisonniers, et se retirèrent sur Hornberg. Les Français prirent position à Guttach. Par un bien singulier et heureux hasard, ce succès ne leur avait coûté que 7 hommes tués et 13 blessés, dont trois officiers.

La brigade du centre, commandée par le général Abatucci, s'était dirigée sur Waldburg et Münchweiler, afin de seconder l'attaque du général Jordy et de couvrir son flanc droit. Elle s'enfonça en conséquence dans les gorges entre Ellenmünster et Schweighausen. Nous avons dit que ces gorges étaient défendues par le corps de Condé. Aussi le général Abatucci éprou-

1796 — an IV. Allemagne. va-t-il de leur part une résistance non moins opiniâtre, et plus meurtrière que celle qui avait arrêté le général Jordy. Les deux partis combattirent avec une fureur égale. Enfin, après deux heures de carnage, l'infanterie émigrée, fatiguée d'une lutte aussi sanglante, lâcha pied la première, et fut suivie par la cavalerie. Le général Abatucci précipita ses soldats à leur poursuite, les conduisit longtemps l'épée aux reins dans les montagnes, et resta maître des deux postes d'Ellenmünster et de Schweighausen.

La division Duhesme avait également marché sur trois colonnes. Celle de droite, commandée par l'adjudant général Gudin, s'était ainsi que nous l'avons déjà indiqué, dirigée, sur Wolfach, que défendaient les avant-gardes des troupes de Souabe. Après une marche très-difficile dans les gorges, elle rencontra l'ennemi à deux lieues et demie de ce bourg, et le repoussa avec une perte de 200 prisonniers et de six petites pièces de canon.

La seconde colonne, aux ordres du général Vandamme, se porta sur Alpirsbach, que l'ennemi occupait avec 300 hommes. Les Français en prirent la moitié; le reste se sauva dans les bois.

La troisième colonne, dirigée sur la gauche par le chef de brigade Laval, chassa les Autrichiens de tous leurs postes entre la haute Kintzig et le Necker, en passant dans la contrée dite des Vingt-quatre fermes, les villages de Peterzell, Winzlar, Aichwald et la petite ville de Schramberg. Les vaincus se retirèrent à Rothweil.

Ainsi le général Frölich, rejeté enfin derrière la Bleichen, fut obligé d'évacuer la vallée de la Kintzig et tous les postes qui la gardaient. Il opéra sa retraite par Schönwald et Fribourg; le prince de Condé prit la même direction, et le général Giulay marcha sur Hornberg. Mais ce succès, remporté par les Français, aurait pu l'être dix-neuf jours auparavant.

Le 16 juillet on fit passer le Rhin à la division du général Laborde, qui était assez inutilement restée jusqu'alors sur la rive gauche. Ce corps opéra son passage sur deux points différents. Une partie traversa le Rhin à Brisach; et l'autre, qui était la plus forte et où se trouvait le général Laborde en per-

sonne, passa le fleuve à Huningue. Ces deux débarquements s'opérèrent sans difficulté ; car le général autrichien Wolf, qui avait été chargé de garder les bords du Rhin vers Lorrach, se voyant menacé d'être coupé depuis l'occupation de la vallée de la Kintzig par les Français, avait pris le parti d'évacuer Lorrach, et d'imiter la marche rétrograde du général Frölich. La division du général Laborde s'avança des bords du Rhin, et s'empara des villes forestières, où l'ennemi avait abandonné plusieurs pièces de canon et des magasins de grains très-considérables. Par cette dernière opération, beaucoup trop tardive encore, le Brisgau et le margraviat se trouvèrent entièrement au pouvoir des Français.

1796— an IV. Allemagne.

Pendant que les troupes de l'aile droite se réunissaient ainsi, le centre de l'aile gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle s'était un peu avancé. Moreau, voyant l'archiduc arrêté à Pforzheim, s'était décidé à s'ébranler pour l'attaquer. Il avait quitté en conséquence les bords de l'Enz, le 14 juillet. Mais déjà le prince Charles, renonçant à tout projet d'affaire générale, avait évacué Pforzheim, comme nous l'avons dit, et s'était porté sur Waihingen. Moreau, qui avait perdu un temps précieux, se porta vainement sur ses derrières. On a vu que l'archiduc avait passé le Necker le 19, et n'avait laissé, sur la rive gauche du fleuve, qu'un corps de troupes destiné à garder Stuttgardt et à arrêter les Français.

L'armée de Rhin-et-Moselle prit alors, sur une étendue de terrain qui n'avait pas moins de cinquante lieues, les positions suivantes :

Aile droite, toujours aux ordres du général Férino : la première division, qui était commandée par le général Laborde, avait sa droite aux environs de Rheinfelden, et sa gauche à Schopsheim ; la deuxième division avait sa droite à Mundingen, sa gauche à Simonswald, et ses avant-postes dans les vallées d'Enfer et de Saint-Pierre ; la réserve de cette aile à Aichsett.

Centre aux ordres du général Saint-Cyr : la première division, commandée par le général Duhesme, était restée détachée près de l'aile droite, et avait sa droite à Iflingen, et sa gauche près de Horb, sur le Necker ; la deuxième division,

1796 - an IV. Allemagne. aux ordres du général Taponnier, avait sa droite sur les hauteurs de Schaffhausen, et sa gauche à Weilstadt; l'avant-garde et la réserve étaient sur le même point à Leonberg.

Aile gauche, commandée par le général Desaix : la première division aux ordres du général Beaupuis : son avant-garde avait sa droite à Eisingen, la gauche à Stein; le corps de bataille ou le centre avait sa droite sur les hauteurs en avant de Pforzheim, et la gauche à Kesselbrun ; la deuxieme division aux ordres du général Delmas; l'avant-garde se trouvait occuper Weingarten, Blankenloch et Neureuth ; la réserve était distribuée à Birkenfeld, Brozingen, Ispringen et Diettingen.

Le 18 juillet, le centre de l'armée se porta sur Stuttgardt, tandis que l'aile gauche s'avançait jusqu'à Waihingen, pour venir de là jusqu'à Sachsenheim, vers l'embouchure de l'Enz, et contenir le corps autrichien que l'archiduc avait dirigé sur Heilbronn. Le général Saint-Cyr éprouva, en avant de Stuttgardt, une forte et vigoureuse résistance.

Mais cependant les Autrichiens, qui n'avaient point ordre de défendre trop vigoureusement cette ville, crurent, après une heure de combat, devoir céder le terrain pour se retirer dans de forts retranchements qu'ils avaient derrière Stuttgardt.

Le général Saint-Cyr les poursuivit jusque dans la ville, qui resta ainsi au pouvoir des Français. Mais cette première affaire n'était que le prélude du combat qui allait avoir lieu sur la rive gauche du Necker.

Nous avons déjà fait observer que l'archiduc, en laissant sur le Necker un gros détachement de son armée, avait eu pour but de contenir les Français, et de gagner du temps pour prendre ses dispositions de l'autre côté du fleuve. Les Autrichiens s'étaient en conséquence postés dans une position formidable sur les hauteurs de Fellbach et de Cannstadt, leur droite appuyant à la Rems, et leur gauche à la Fils. Un corps volant d'un bataillon et sept escadrons était entre Ottmarsheim et Mundelsheim ; le gros de l'armée et les Saxons, forts de vingt-six bataillons et quinze escadrons, occupaient la position principale. Une avant-garde, de douze bataillons et vingt-six escadrons, défendait les approches d'Esslingen ; un corps volant,

de trois bataillons et douze escadrons, couvrait l'aile gauche à Blochingen. Le contingent de Souabe s'était retiré à Gamerdingen. 1796 — an IV. Allemagne.

La position des Autrichiens à Cannstadt et à Esslingen parut trop menaçante pour que Moreau continuât ses operations avant de les avoir delogés et éloignés du Necker. Mais, comme il était presque impossible d'espérer aucun succes en attaquant de front, le général français résolut de faire un mouvement par sa droite, afin de déborder l'aile gauche des Autrichiens, de passer la rivière à Esslingen, et marcher vers le Danube [1]. Dans ce dessein, il fit attaquer, par le général Saint-Cyr, les avant-gardes qui défendaient Esslingen et Cannstadt, sur la rive gauche du Necker.

L'archiduc devina sans peine l'intention de son adversaire; aussi mettant la plus grande importance à la possession de la route d'Esslingen à Ulm, qui est la plus rapprochee du Danube, il détacha, le 20 au soir, six bataillons et six escadrons à Blochingen; cinq autres bataillons et quatorze escadrons furent envoyés par lui à Kœngen, afin de couvrir la route de Stuttgardt à Kirchheim et Uhingen, dans la vallée de la Fils, et de pousser des détachements à Urach pour observer l'ennemi. Ces renforts étaient arrivés à temps; car, le 21 juillet, à la pointe du jour, le général Laroche parut vers Esslingen, et le général Taponnier vis-à-vis de Cannstadt. Le premier avait debouche de Ruith par Nellingen pour se porter contre Esslingen et la ferme de Weilerhof; les avant-postes des Autrichiens furent repoussés dans les jardins d'Esslingen, et sur la hauteur de la

[1] « Ce plan, fort peu convenable dans les conjonctures presentes, l'aurait été lorsque l'archiduc se trouvait encore sur l'Enz ou à Pforzheim. Moreau ne pouvait se flatter de donner le change au prince sur ce mouvement. En effet, celui-ci était à Cannstadt, à portée d'occuper à temps la route d'Esslingen et de Blochingen, dans la vallee de la Fils, avec assez de monde pour arriver avant lui sur le Danube. La consequence naturelle de cette manœuvre forçait les Autrichiens à continuer leur retraite sur ce fleuve, résultat que Férino eût egalement obtenu en débouchant de la Forêt Noire, et s'avançant par la rive droite. Moreau aurait donc fait un meilleur usage de sa supériorité en débordant la droite des Impériaux, les acculant au Danube, et les coupant de leurs communications avec Wartensleben; car c'est ainsi qu'il eût assuré sa jonction avec Jourdan. »

(*Memoires* du prince CHARLES.)

1796 — an IV. Allemagne. maison du Peage. Mais le général Hotze, qui commandait dans Esslingen, s'étant présenté avec deux bataillons et trois compagnies de chasseurs, chassa l'ennemi de Weilerhof et de la tête du bois voisin. Les Français, renforcés à leur tour, revinrent inutilement à la charge. Cette ferme et les hauteurs d'Esslingen restèrent au pouvoir des Autrichiens; les Français retournèrent à Ruith, et mirent des piquets à la lisière de la forêt.

Le général Taponnier, ayant sous ses ordres les généraux La Roche et Lecourbe, et l'adjudant général Houël, avait été chargé d'enlever le faubourg de Cannstadt et le village de Berg. Les Autrichiens furent attaqués avec tant de vivacité, que, rompus et culbutés au premier choc, ils se débandèrent et prirent la fuite. Ils mirent tant de précipitation dans leur retraite, qu'ils n'eurent pas même le temps de couper le pont qui mène du faubourg à la ville. Si le reste de l'armée eût été à portée de soutenir cette division, les Français auraient aisément forcé le passage, et contraint la droite de l'archiduc à se replier devant elle. Mais le général Moreau, occupé à manœuvrer contre la gauche des Autrichiens, n'avait pas compris ce point dans ses combinaisons, et le général Taponnier, abandonné aux seules forces qu'il avait au commencement de l'action, ne put pousser plus loin son avantage. Les Autrichiens occupaient la ville de Cannstadt et la rive droite avec des forces encore trop nombreuses pour que le général français espérât d'opérer son passage. Le reste du combat se réduisit donc à une fusillade assez vive, engagée sur les deux rives, et qui ne finit qu'à la nuit. Les Français firent, dans cette journée, environ 300 prisonniers. La perte des Autrichiens était à peu près de 800 hommes tués ou blessés. Celle des Français paraît avoir été égale.

Le même jour, l'aile gauche de l'armée française vint prendre position à Ludwigsburg, et le général Desaix acheva de balayer entièrement la rive gauche du Necker dans cette partie. Les deux armées restèrent le lendemain dans leurs positions respectives, sans que l'une ou l'autre parût vouloir faire aucun mouvement. C'était, dans les circonstances actuelles, une faute grave de la part de l'archiduc, et lui-même en fait l'aveu dans ses Mémoires. Déjà il avait dérogé à son plan d'opération arrêté

à Pforzheim, en attendant les Français à Cannstadt. Car, si le général Moreau l'eût voulu, il pouvait, en changeant ses manœuvres et faisant appuyer le général Taponnier, forcer l'archiduc à recevoir la bataille. Mais c'était un tort plus grand de passer la journée dans cette même position, d'autant plus qu'il n'ignorait ni les projets de son adversaire, ni sa supériorité numérique, ni enfin l'occupation de Ludwigsburg par l'aile gauche de l'armée française : le temps qu'il gagnait, par ce délai, était loin de compenser celui qu'il perdait.

1796. — An IV. Allemagne.

Mais si l'archiduc commettait une faute en restant ainsi inutilement sur les bords du Necker, son adversaire ne devait point différer, comme il le fit, l'exécution du plan qu'il paraissait avoir conçu. En effet, quand, le 23 juillet, il voulut exécuter son mouvement général à droite pour venir passer le Necker au-dessus d'Esslingen, où il voulait appuyer son aile gauche, afin de gagner la route de Göppingen et les passages des montagnes dites Rauhe-Alb, l'archiduc, auquel il avait laissé le temps de réfléchir enfin sur sa position et de deviner ses projets, l'avait prévenu pendant la nuit, et s'était jeté lui-même dans ces montagnes. Pour effectuer cette retraite qui barrait ainsi aux Français le chemin qu'ils voulaient suivre, le prince Charles s'était d'abord rendu à Schorndorf. Là, il divisa son armée en deux grosses colonnes, dont l'une devait s'avancer par la chaussée de Waiblingen, et l'autre par Romelshausen. L'arrière-garde, également partagée en deux colonnes, s'établit à une heure après minuit à Kloss-Heppach et Beutelpach, d'où elle forma une chaîne de postes, par Blochingen et Kirchheim jusqu'à Owen. Le corps volant qui était placé à Ottmarsheim et Mündelsheim se retira entre Winenden et Hanweiler.

Contrarié ainsi dans l'exécution de sa manœuvre, le général Moreau ne vit point d'autre parti à prendre que celui de poursuivre l'archiduc, et de le suivre dans un ordre à peu près analogue à celui que le prince avait pris dans sa retraite ; le corps central de l'armée s'avança dans la vallée de la Fils. La division du général Duhesme, qui avait quitté l'aile droite pour se rattacher au centre de l'armée, marchait à droite par Urach et Wiesensteig, en côtoyant le pied des montagnes d'Alb. La seconde division de l'aile gauche, aux ordres du

1796 — an IV. Allemagne. général Delmas, flanquait la gauche, en marchant par la vallée de la Rems.

Le général Férino, avec l'aile droite, se trouvait toujours séparé de l'aile gauche et du centre. Au moment où le général Moreau s'avançait ainsi à travers les montagnes d'Alb, cette aile droite était vers Stockach, Tuttlingen, Waldshutt et Stuhlingen.

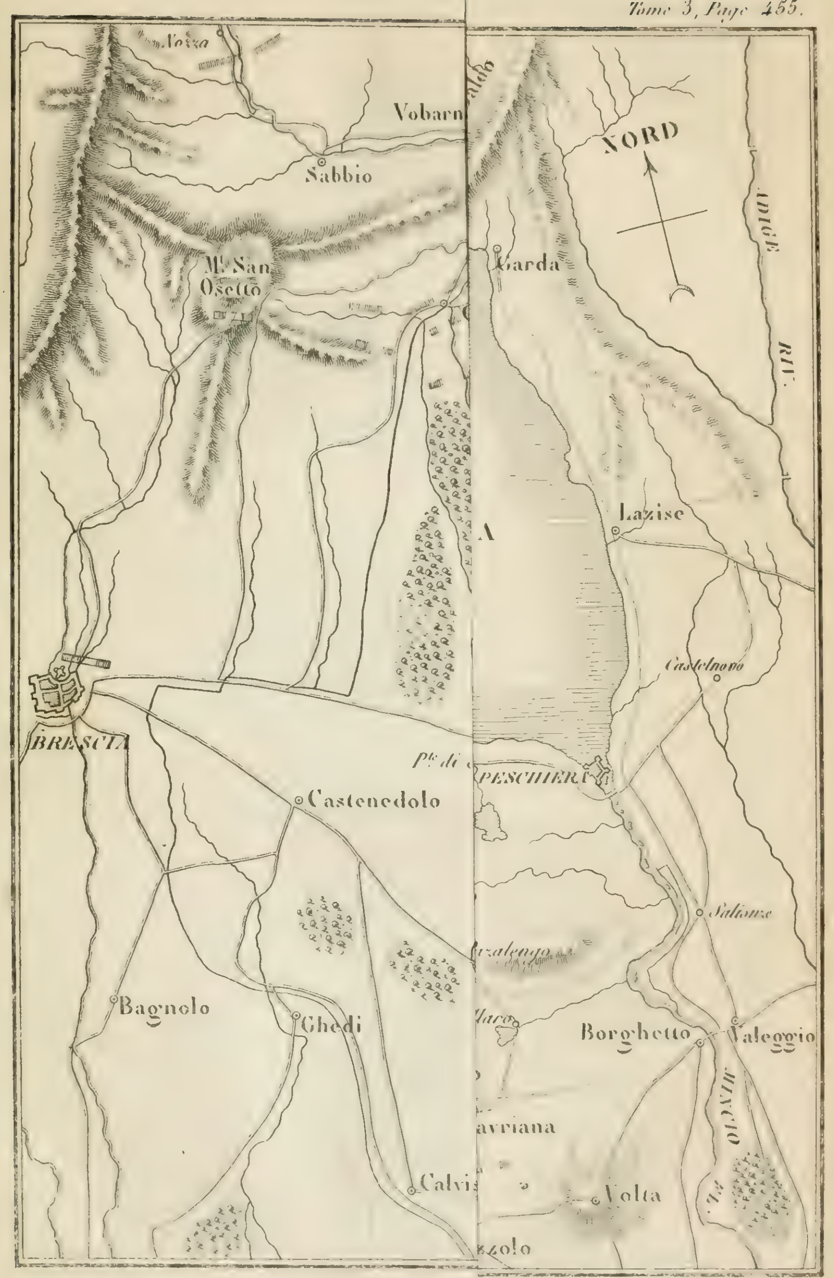
L'archiduc avait quitté avec d'autant plus de raison les bords du Necker, qu'il venait d'être abandonné par plusieurs des contingents des cercles de l'Empire. Nous avons déja dit qu'après la prise du camp de Freudenstadt le duc de Würtemberg avait fait retirer ses troupes pour traiter avec la république. Un armistice fut arrêté entre ce prince et le Directoire, le 17 juillet; le margrave de Baden traita également à peu près vers le même temps. Le reste du contingent de Souabe, se prévalant de la déclaration du landgrave de Furstenberg, portant que les princes souverains du cercle de Souabe négociaient avec la France, et que leurs troupes ne prendraient plus de part aux opérations, se retira, le 21 juillet, de Gamerdingen à Biberach.

Au moment même où l'archiduc se préparait à quitter les bords du Necker, le général Lindt, commandant les troupes saxonnes, lui déclara qu'il lui était impossible de s'éloigner des frontières de l'électorat et de continuer la campagne. Ce prince essaya vainement de retenir le général saxon; celui-ci marcha vers Nuremberg et se réunit à Furth, derrière la Rednitz, d'où il retourna en Saxe, au mépris de toute considération.

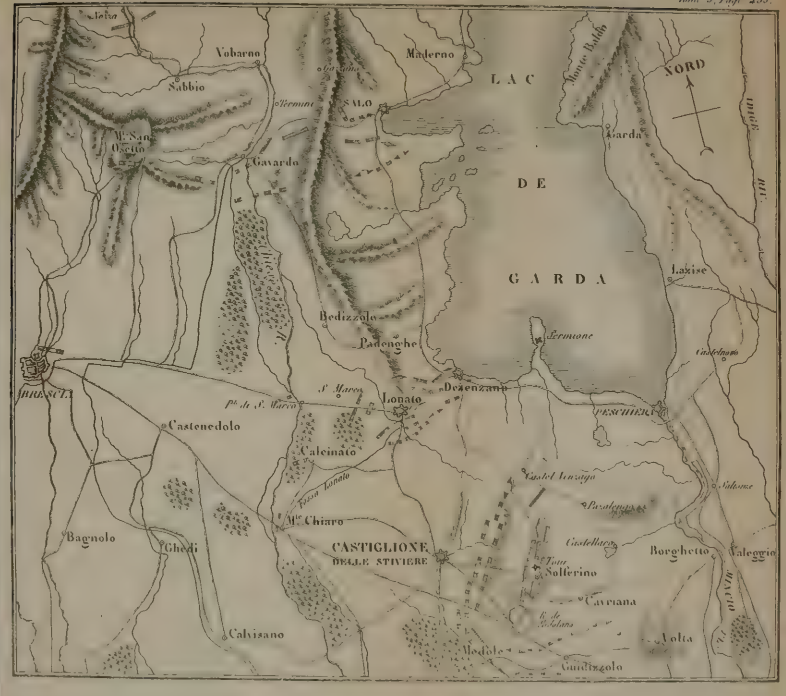
Chacun de ces États s'engagea, par les traités d'armistice conclus, à la neutralité et à faire sa paix séparée avec la France. Ils s'obligèrent, tous également, à payer des sommes en argent, à livrer un nombre considérable de chevaux pour la cavalerie et l'artillerie [1].

Ainsi, sans remporter des victoires aussi éclatantes que

[1] Pour donner une idée de l'influence exercée par les succès des armées françaises, il est bon d'ajouter ici qu'il était stipulé dans des articles spéciaux, « Que le prince contractant continuerait à administrer ses états; que la religion serait protégée; que les postes et diligences pourraient circuler! »


Vobarn
Sabbio
NORD
ADIGE
Garda
Mt San Osetto
RIV.
A
Lazise
Castelnovo
BRESCIA
Pte di
PESCHIERA
Castenedolo
Salionze
Bagnolo
Ghedi
Borghetto
Valeggio
MINCIO
avriana
Calvis
Volta
zzolo

BATAILLE DE CASTIGLIONE.



1796 — an IV. Allemagne.

celles de l'armée d'Italie, les armées françaises, en Allemagne, n'inspiraient pas moins de terreur aux petits princes, et forçaient ces derniers à implorer la paix, comme un bienfait, en reconnaissant les institutions républicaines. Nous avons dit, dans le deuxième volume, que l'exemple de la Prusse avait singulièrement influé sur ces dernières déterminations des princes d'Allemagne.

Le départ des contingents de Souabe et de Saxe affaiblissait l'armée autrichienne, dans le moment le plus critique, de 10,000 hommes au moins. Suivant l'archiduc, l'effectif de cette armée ne montait pas, au 22 juillet, jour de son départ des bords du Necker, à plus de 24,000 fantassins et 11,000 chevaux, y compris ceux qui se trouvaient sous les ordres du général Hotze.

5 août. (18 therm.) Italie.

Combats de Salo, de Lonato, et bataille de Castiglione. — On a vu plus haut que l'Autriche avait pris la détermination d'envoyer une seconde armée en Italie, au secours de celle qui avait été vaincue sous le commandement du général Beaulieu. La pensée du cabinet de Vienne était moins, sans doute, de reconquérir les États perdus, que d'empêcher la prise de Mantoue, et de s'opposer aux efforts que feraient les Français pour déboucher, par les gorges du Tyrol, dans les États héréditaires, et venir ensuite, sous les murs de la capitale, opérer leur jonction avec les deux armées qu'ils avaient en Allemagne.

L'effet moral des rapides victoires de Bonaparte avait été d'autant plus grand, que Beaulieu, depuis ses dernières défaites, n'avait rien fait pour le diminuer. Frappé de stupeur par les revers multipliés qu'il avait essuyés, ce général, pour recevoir plus promptement des renforts trop lents à arriver jusqu'à lui, exagéra encore les dangers de sa situation. Protégé par la place de Mantoue, qui nécessitait l'emploi d'une partie des forces de l'armée française; retranché dans la position formidable de Roveredo, Beaulieu avait perdu toute son énergie : humilié d'avoir été battu par un jeune général auquel il n'avait pas supposé d'abord un génie aussi transcendant, le vieux guerrier sollicitait tous les jours son rappel. La lettre qu'il écrivit au conseil aulique, quelques jours après

1796 — an IV. Italie. l'arrivée de son redoutable adversaire devant Mantoue, et que nous allons transcrire en partie, doit servir, entre autres choses, à prouver combien peut être désastreuse l'influence de l'intrigue dans les cours où la naissance et d'autres considérations non moins futiles l'emportent trop souvent sur le mérite réel : « Je vous avais demandé un général, disait Beaulieu, et vous m'avez envoyé Argenteau [1]. Je sais qu'il est grand seigneur, et qu'en récompense des arrêts que je lui ai ordonnés on va le faire feld-maréchal de l'empire. Mais je vous préviens que je n'ai plus que 20,000 hommes, et que les Français en ont 60,000 ; que je fuirai demain, après-demain, tous les jours, *jusques en Sibérie, s'il prend envie à ces diables de m'y poursuivre.* Mon âge me donne le droit de tout vous dire : en un mot, dépêchez-vous de faire la paix, à quelque condition que ce soit. »

L'Autriche ne crut pas devoir céder aux avis d'un vieillard dont les chagrins affaiblissaient de plus en plus le moral. Quoique abattue par des revers si extraordinaires et si continus, elle se sentait encore la force de résister, et se flattait de pouvoir écarter l'orage qui la menaçait avec tant d'insistance. Nous avons dit qu'elle avait tiré 30,000 hommes de ses troupes sur le Rhin, pour les porter en Italie, et que le feld-maréchal Wurmser était destiné à remplacer Beaulieu. Ce puissant renfort arrivait à marches forcées, et Wurmser n'avait point tardé à le suivre.

Cependant des préparatifs immenses se faisaient dans les États héréditaires ; des levées extraordinaires avaient été ordonnées, et des manufactures d'armes organisées dans tous les lieux susceptibles de recevoir des ateliers. La capitale elle-même offrait à la fois l'aspect d'un camp et celui d'un arsenal. Une troisième armée se formait à Vienne, par les effets de l'inspiration des sentiments que peuvent faire naître l'honneur et l'enthousiasme dans une monarchie. Les jeunes gens les plus distingués dans la ville s'armaient pour la defense de leur pays, à la voix de l'impératrice et des dames de la cour, occupées à broder pour cette milice des écharpes et des drapeaux

[1] Le même qui avait été vaincu à Montenotte.

magnifiques. Mais ces efforts exagérés et cet enthousiasme factice, nés de l'amour et de la galanterie, plutôt que du véritable patriotisme, ne devaient servir qu'à augmenter le triomphe du général que les destins appelaient à l'humiliation de la maison d'Autriche. 1796 — an IV. Italie.

Wurmser arriva à Trente, avec les troupes parties des bords du Rhin, vers le milieu de juillet. Il s'arrêta dans cette ville pour y attendre les renforts qui devaient s'y rendre de l'intérieur des États héréditaires, et lorsqu'ils eurent rejoint, il s'occupa, sans retard, d'organiser la nouvelle armée. Celle-ci, portée promptement à 60,000 hommes, parut, aux yeux de son général, en état de délivrer l'Italie du joug des Français; et d'anéantir Bonaparte et ses formidables légions. Le plan que Wurmser se proposait de suivre pour parvenir à ce grand résultat avait été rédigé par le chef de l'état-major général de son armée, le général Weyrother. Il consistait dans des manœuvres propres à envelopper l'armée française. Mais ce projet engagea le général autrichien dans des mouvements trop étendus, et que l'habileté de Bonaparte sut déjouer.

Voici la position de l'armée française au 20 juillet :

La division Serrurier, composée des 1re, 19e, 45e et 69e demi-brigades de ligne, et 12e légère ; des cinquième, sixième et septième bataillons de grenadiers; du 8e régiment de dragons, 7e de hussards; de 390 artilleurs et sapeurs, répartis en 3 brigades, sous les ordres des généraux Pelletier, Serviez et Dallemagne, occupait, autour de Mantoue, les postes de Saint-Antoine, de Saint-Georges, de Cerese et de la Favorite. Toutes ces troupes formaient un total de 10,101 hommes.

Le général Augereau, après son expédition dans les États romains, était venu prendre position sur le bas Adige, et occupait Legnago et Ronco. Sa division, forte de 5,368 hommes[1], se composait des 4e et 51e demi-brigades de ligne, du 10e régiment de chasseurs à cheval, et de 135 artilleurs; les généraux Beyrand, Robert et Gardanne commandaient ces troupes, sous Augereau.

[1] Il faut remarquer que le général Augereau avait laissé des troupes dans les légations de Bologne et de Ferrare.

1796 — an IV. Italie

La division du général Masséna, forte de 15,072 hommes, était répartie depuis Vérone jusqu'au-dessus de Rivoli. Elle se composait 1° de la brigade du général Joubert, formée par les 4e et 11e demi-brigades d'infanterie légère : la première campait à la Corona, la seconde à Preabocco ; 2° de la brigade du général Valette, formée par les 18e et 22e demi-brigades d'infanterie légère, postées à Pazzone, la Corona et Bussolengo ; 3° de la brigade du général Rampon, qui avait la 27e demi-brigade légère à Vérone, et la 11e de ligne à Bussolengo ; 4° de la brigade du général Victor, la 18e de ligne à Sego, et la 32e à Vérone. Les généraux Pigeon et Guillaume étaient également à Vérone, avec le cinquième bataillon des Alpes, le 15e régiment de dragons et le 25e de chasseurs.

Le général Sauret occupait avec sa division, qui n'était que de 4,500 hommes à peu près, les villages de Gavardo, Gazzano, Termini et Salo. Les généraux Guyeux et Rusca commandaient, sous les ordres de Sauret, la 11e demi-brigade de ligne, les 27e et 29e légères, le troisième bataillon des Allobroges, et 108 artilleurs.

Les généraux Kilmaine et Despinois commandaient les troupes de réserve, et avaient sous leurs ordres les généraux de brigade Cervoni et Bertin. Cervoni était en route, pour rejoindre l'armée, avec le 85e régiment de ligne ; Bertin, qui commandait les 5e et 39e régiments de ligne, était campé à Peschiera et Zevio. Le total de ces forces réunies pouvait monter à 7,500 hommes.

La réserve de cavalerie, sous les ordres du général Kilmaine seul, était composée des 5e, 8e et 20e régiments de dragons, et des 22e et 24e régiments de chasseurs, et 1er de hussards. Elle était cantonnée à Valeggio, et formait une force de 1,535 hommes de cavalerie.

Ces troupes réunies, qui faisaient toute la force disponible de l'armée d'Italie, pouvaient monter à 44,000 combattants. Le surplus, composé des divisions des généraux Sahuget, Ménard, Nacquart et Vaubois, était dispersé dans les pays conquis, et servait à former les garnisons de Ceva, Coni, Alexandrie, Tortone, Livourne, Milan, Pavie, etc.

Il n'est donc pas étonnant que le maréchal Wurmser, réunissant sous ses ordres l'élite des armées autrichiennes et des

hommes qui s'étaient enrôlés par enthousiasme et par amour de la patrie, eût osé concevoir l'espérance d'écraser cette faible armée, dont une bonne partie était encore occupée au siége de Mantoue. Afin de réussir dans cette grande entreprise qui devait rendre l'Italie à l'empereur, ou tout au moins débloquer Mantoue, le général autrichien résolut de commencer par faire des démonstrations, par la gauche de son armée, sur Legnago et Vérone, de porter le gros de ses troupes par la route qui conduit du Tyrol sur le Monte-Baldo, et sa droite par celle qui conduit à Gavardo et à Brescia. Profitant ainsi de la grande supériorité de ses forces, il se flattait de pouvoir envelopper l'armée française et la contraindre à se rendre sans presque avoir combattu. Beaulieu, au commencement de la campagne, avait aussi conçu un semblable espoir; et Wurmser allait éprouver, à son tour, que ce n'est pas toujours le plus grand nombre de troupes qui donne la victoire.

Cependant les premières tentatives du général autrichien parurent répondre à ses espérances. Le 29 juillet, l'armée impériale se mit en mouvement. L'aile gauche, commandée par le général Davidowich, descendit la rive gauche de l'Adige, par Ala et Peri, sur Dolce, tandis qu'une colonne, aux ordres du général Messaros, se dirigeait sur Vérone. Le centre, conduit par le maréchal Wurmser en personne, se porta entre l'Adige et le lac de Garda, sur les positions du Monte-Baldo. Le général Melas, avec l'aile droite, se porta sur Lumini, par le revers du même Monte-Baldo. Enfin, un corps d'armée, séparé de dix ou douze lieues de celui du maréchal, et composé de vingt-huit bataillons et de dix-huit escadrons avec vingt-quatre pièces de gros calibre, outre l'artillerie des régiments, descendit, sous les ordres du général Quasdanowich, la rive droite du lac de Garda, par Riva et Salo, afin de traverser ensuite les montagnes de Gavardo et se diriger sur Brescia. Si l'on a bien fait attention aux positions occupées par la division du général Masséna, on verra qu'en manœuvrant ainsi que nous venons de l'indiquer, le maréchal Wurmser montrait surtout l'intention de l'accabler. Masséna, réduit à des forces de beaucoup inférieures en nombre, avait en vain couvert sa ligne de quelques retranchements faits à la hâte. Il se trouvait dans l'impossibilité de résister.

1796 — an IV. Italie.

En effet, à trois heures du matin, ce général se trouva tout à coup attaqué par la masse énorme de la gauche et du centre de l'armée autrichienne. Son avant-garde, commandée par le général Joubert, qui occupait les positions retranchées de Brentino et de la Corona, entre la montagne de ce dernier nom et l'Adige, essaya longtemps de soutenir, par des prodiges de valeur, l'attaque disproportionnée à laquelle elle était exposée. Pressée de front, et menacée de se voir déborder sur les flancs par les troupes du général Sebottendorf, cette brave avant-garde céda à regret ses positions, et se vit obligée de se retirer sur Rivoli. Cependant le général Joubert ne quitta le champ de bataille que lorsque, affaibli par des pertes nombreuses, il ne pouvait plus combattre sans témérité, sans s'exposer à voir ses troupes enveloppées. La 11e demi-brigade légère éprouva une perte énorme.

Pendant que le général Sebottendorf forçait ainsi les retranchements de Brentino et de la Corona, le général Davidowich jetait un pont sur l'Adige, à Dolce, et se portait sur la rive droite avec la meilleure partie de ses troupes, afin de seconder l'attaque du général Sebottendorf. Dans le même moment, les généraux Mitrowsky et Messaros poussaient leurs troupes, le premier sur la Chiusa, et le second sur Vérone. Instruit de l'échec essuyé par son avant-garde, menacé par des divisions entières qui manœuvraient toutes pour le déborder, le général Masséna reconnut qu'il serait imprudent de vouloir résister plus longtemps, et qu'il compromettrait le salut de sa division, et, par suite, celui de l'armée entière, s'il attendait l'ennemi. Il se reploya sur Piavesano, entre Rivoli et Castel-Nuovo. Très-heureusement pour lui, il ne fut point troublé dans ce mouvement rétrograde par les Autrichiens; car, si le maréchal Wurmser eût imité dans ses manœuvres la rapidité de son rival, il pouvait devancer Masséna dans sa retraite, s'emparer du défilé d'Osteria, seule route qui restât au général français pour gagner Rivoli; la majeure partie de cette division, enveloppée par de nombreux bataillons, eût été obligée de mettre bas les armes, ou de se faire exterminer pour s'ouvrir un passage.

Le 29 juillet, également, et pendant que le général Masséna évitait ainsi, par une retraite heureusement exécutée, les dan-

gers dont il était menacé, le général Quasdanowich avait opéré son mouvement sur Salo. La division du général Sauret défendait ce poste important, qui couvrait la gauche de l'armée française. Nous avons fait connaître la faiblesse numérique de cette division. Cependant, quoiqu'il eût affaire à des forces plus que quadruples, qu'une nombreuse cavalerie rendait encore plus redoutables, le général Sauret osa résister à cette masse accablante. Les Autrichiens eurent besoin de faire les plus grands efforts pour vaincre l'opiniâtreté de ces braves Français résolus à défendre leur poste jusqu'à la dernière extrémité. Mais, après un combat qui dura plus de deux heures, et où le général de brigade Rusca fut dangereusement blessé, le général de division Sauret, voyant que l'ennemi faisait incessamment des progrès, ordonna la retraite, et les Autrichiens occupèrent Salo. Le général Guyeux, coupé avec un bataillon de la 15e légère, se jeta dans un grand bâtiment, s'y renferma, et s'y défendit avec une rare bravoure contre les forces ennemies. Sauret, poursuivi vivement par Quasdanowich, se trouva dans l'impossibilité de porter du secours à la ville de Brescia. Une partie du corps d'armée de Quasdanowich, s'étant déjà dirigée de ce côté, s'en empara, et fit prisonniers quatre compagnies d'infanterie, un escadron du 15e de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs [1], qui étaient malades dans cette

1796—an IV. Italie.

[1] L'un des guerriers qui devaient depuis faire le plus d'honneur à la France, Lasalle, mort glorieusement à la célèbre journée de Wagram, où il commandait une division, était au nombre des officiers pris à Brescia. Il servait à l'armée d'Italie en qualité d'adjoint à l'adjudant général Kellermann, fils du vainqueur de Valmi. Lasalle, conduit au quartier général de Wurmser, fut interrogé par le vieux maréchal autrichien sur l'âge que pouvait avoir ce Bonaparte dont la réputation était devenue tout à coup si éclatante : *L'âge qu'avait Scipion lorsqu'il vainquit Annibal!* répondit Lasalle avec une noble fierté qui ne déplut point au vieux Wurmser. Flatté de se voir lui-même comparé indirectement au héros carthaginois, il fit à Lasalle l'accueil le plus aimable et ne tarda pas à le renvoyer sur parole.

« Lasalle, dit le lieutenant général Thiébault qui a bien voulu nous communiquer ses mémoires manuscrits sur la campagne que nous décrivons, était sans contredit le plus brillant officier de l'armée d'Italie Aux avantages de la jeunesse, de la force et de la beauté physiques il joignait une instruction variée, toutes les qualités de l'esprit et du cœur, et une gaieté imperturbable. Mais il avait de plus une activité infatigable, une vaillance héroïque,

1796 — an IV. Italie.

ville. Le général Sauret continua sa retraite jusqu'à Dezenzano, où il s'arrêta. Des courriers envoyés par les généraux Masséna et Sauret au général en chef lui apprirent en même temps et le mouvement opéré par le maréchal Wurmser, et le résultat de sa première attaque contre l'armée française.

Il n'y avait pas un moment à perdre, et Bonaparte sentit que ce mouvement rapide des Autrichiens, avec des forces aussi nombreuses et qui débordaient son armée, exigeait un plan hardi et qui embrassât tout l'ensemble des opérations ennemies. C'était surtout dans une circonstance aussi difficile que son génie entreprenant avait besoin de devancer l'expérience et de s'aider de toutes les conceptions que peut inspirer une brillante théorie. En méditant sur la marche des colonnes ennemies, il vit le point sur lequel il lui importait de rassembler les forces françaises. Il reconnut que, s'il n'était pas en mesure de s'opposer en même temps à la marche des corps qui le menaçaient si instamment, il y avait néanmoins possibilité de les attaquer et de les battre séparément. En effet, en rétrogradant avec célérité sur le Mincio, position centrale dont il était le maître, il lui était loisible d'envelopper le corps du général Quasdanowich, descendu, comme nous venons de le rapporter, par la rive droite du lac de Garda sur Salo, et de là sur Brescia; après avoir battu, pris ou dispersé ces troupes, il revenait ensuite sur le Mincio attaquer le centre et la gauche de l'armée de Wurmser, et rejettait ce dernier dans le Tyrol. Mais, pour l'exécution de ce grand mouvement stratégique, il fallait à l'instant lever le siége de Mantoue, repasser de suite le Mincio; car, nous le répétons, les Autrichiens s'avançaient avec tant de rapidité, que le moindre retard eût eu le plus funeste résultat.

Bonaparte prit donc la résolution d'abandonner le siége de Mantoue. L'impossibilité du transport de toute l'artillerie qu'il y avait rassemblée, et qui provenait des arsenaux ennemis, le décida à laisser devant la place cet attirail dont la perte au surplus ne pouvait pas entrer en parallèle avec le danger auquel l'armée se trouvait exposée.

l'enthousiasme de ses devoirs et de son état, une capacité rare, un attachement invariable pour ses amis, et la tendresse la plus touchante pour sa mère.

Nous allons entrer maintenant dans des détails authentiques, mais fort peu connus, sur les opérations qui précédèrent et suivirent l'exécution du plan du général en chef de l'armée d'Italie, et nous pensons qu'on nous saura gré d'avoir donné ce développement à un morceau historique d'un si grand intérêt.

Immédiatement après avoir reçu la nouvelle des attaques faites, par les généraux Davidowich et Quasdanowich, sur les divisions Masséna et Sauret, Bonaparte avait envoyé au général Augereau, qui se portait à la rencontre de la colonne du général Messaros sur Vérone, l'ordre de faire sa retraite sur Roverbella, de rompre les ponts de Porto-Legnago, de brûler ses affûts de position, d'enlever de ses magasins tout ce qu'il pourrait emporter, et d'attendre dans ce même village de Roverbella une destination ultérieure.

Augereau exécuta ponctuellement cet ordre et trouva, à son arrivée à Roverbella, la plus grande confusion. Le village était encombré par les équipages des administrations de l'armée, que la marche de l'ennemi avait frappées d'une terreur panique. Le général parvint à rétablir l'ordre et à faire déblayer les rues pour le passage des troupes, qui s'établirent en avant du village.

C'était le 30 juillet. Bonaparte arriva à trois heures de l'après-midi à Roverbella, descendit chez Augereau, et lui fit part de la situation des deux armées. Augereau fut d'avis de réunir sans délai toutes les forces disponibles, et il ajouta que, puisque l'ennemi venait de s'emparer de San-Marco et de Brescia (Bonaparte venait d'en recevoir la nouvelle), il fallait sans balancer marcher pour l'en chasser et rétablir les communications avec Milan; il s'offrit pour cette expédition. Bonaparte, qui avait conçu les mêmes idées, dit à Augereau qu'il allait faire lever sur-le-champ le siége de Mantoue. Le bouillant général de division voulut combattre cette dernière résolution; mais il ne parvint pas à convaincre le général en chef, dont le plan était déjà formé.

Cependant l'armée se rassemblait sur le Mincio. Masséna vint à Castel-Nuovo, la réserve et la cavalerie à Villa-Franca. Les troupes du général Serrurier quittèrent leurs positions devant Mantoue; et pour couvrir les communications directes

1796 — an IV. Italie. avec Crémone, Pizzighettone et Plaisance, ces mêmes troupes vinrent occuper Pozzolo, à l'exception de la brigade postée sur la rive gauche du Mincio pendant le siége, et qui vint renforcer la division Augereau à Roverbella.

La division Quasdanowich s'était avancée de Brescia sur la rivière de Chiese à Ponte-San-Marco. La brigade du général Ocskay se dirigea sur Lonato, et les deux autres sur Monte-Chiaro. De son côté, l'armée française continua son mouvement, pendant la nuit du 30, en deçà du Mincio sur la rive droite.

Le général Sauret reçut, le 31 juillet, l'ordre de marcher sur Salo pour délivrer le général Guyeux renfermé, comme on l'a vu, avec un seul bataillon dans un bâtiment qu'il défendait avec la plus étonnante bravoure. Pendant ce temps, le général Dallemagne devait attaquer le général Ocskay dans Lonato, et le chasser de cette ville à quelque prix que ce fût. Le général Sauret réussit dans son entreprise, repoussa les troupes ennemies de Salo, leur prit deux drapeaux, deux pièces de canon, fit 200 prisonniers. Le général Guyeux et son bataillon venaient de se couvrir de gloire. Ils avaient combattu quarante-huit heures sans vivres et sans un moment de relâche.

Le général Ocskay prévint l'attaque du général Dallemagne. Il sortit de Lonato et engagea un combat des plus opiniâtres et des plus meurtriers. L'avantage, longtemps indécis, resta enfin aux Français. Les Autrichiens furent défaits, laissèrent un grand nombre de morts et de blessés sur le champ de bataille, et 600 prisonniers entre les mains des vainqueurs. Ce fut dans ce combat de Lonato que la 32e demi-brigade, si renommée parmi les braves, mérita ce que le général en chef dit d'elle dans le rapport qu'il adressa au Directoire : « J'étais tranquille, la 32e était là ! »

La retraite des Autrichiens de Lonato permit à la division Masséna de prendre position en ce dernier endroit, et à Ponte-San-Marco.

Le premier août, Augereau se porta à marches forcées sur Brescia, toujours en combattant depuis le passage de la Chiese, et ce général chargea lui-même, à la tête de 400 chevaux, la queue de la colonne ennemie au moment où celle-ci évacuait la

ville. La retraite se fit avec tant de précipitation de la part des Autrichiens, que les Français purent retrouver leurs magasins et les malades qui étaient restés dans la ville lors de son occupation par les troupes du général Quasdanowich. 1796 — an IV. Italie.

Ce dernier, après le mouvement du général Sauret sur Salo et l'issue du combat de Lonato, n'avait point jugé prudent de s'exposer à perdre sa communication par Riva, et s'était replié de Monte-Chiaro, où il se trouvait avec deux brigades de sa division, sur Gavardo. En faisant réoccuper Salo, Augereau fit occuper Monte-Chiaro.

Cependant le maréchal Wurmser, après la réussite de son attaque sur la division Masséna à la Corona, s'était avancé avec lenteur et précaution sur Mantoue. Il entra dans cette place, le 31 juillet, aux vives acclamations de la garnison et des habitants, qui saluaient en lui un libérateur. Le 1er août, le maréchal fit prendre des positions sur le Mincio, et envoya les généraux Bayalistch et Weindorfen former le blocus de Peschiera. Il porta le général Messaros sur le Mincio inférieur, et fit suivre par la garnison de Mantoue la retraite de la division Serrurier sur Borgoforte et Marcaria. Mais, au lieu de presser vigoureusement l'armée française dans la position hasardeuse où elle se trouvait, Wurmser, glorieux d'avoir réussi à dégager Mantoue, et regardant cette opération comme un grand triomphe, s'amusa à faire entrer dans la place, avec un grand appareil, tout l'équipage de siége et les approvisionnements que les Français avaient abandonnés dans leurs ouvrages et dans leurs positions. Il pensait que le mouvement du général Quasdanowich suffirait seul pour forcer les Français à une retraite précipitée. Mais son erreur fut de courte durée : car dans la nuit même du 1er août, il apprit que toutes les forces françaises s'étaient portées sur la Chiese, à la rencontre du corps autrichien, et que ce dernier venait d'être battu à Salo, à Lonato et à Brescia. Wurmser reconnut alors la nécessité de se rapprocher du général Quasdanowich, et marcha, le 2, sur Goito, en poussant ses avant-gardes sur Castiglione.

Le général Valette gardait ce dernier poste avec 1,800 hommes. Il avait reçu de Bonaparte l'ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, afin de retarder le plus longtemps possible la

1796 — an IV. Italie. marche du maréchal Wurmser. Le général en chef français avait bien prévu que son adversaire ne tarderait pas à le suivre dans sa propre marche sur Quasdanowich. A la vue des avant-gardes autrichiennes, les troupes du général Valette le forcèrent d'évacuer, contre sa propre volonté, Castiglione ; ce qu'il fit avec une partie de son monde, et vint à Monte-Chiaro. Cette retraite inattendue jeta l'alarme et l'épouvante parmi les troupes du général Augereau, qui venaient d'occuper ce poste. Le général Augereau arrivait alors dans Monte-Chiaro. Il était resté à Brescia, après le départ de sa division, pour ordonner quelques dispositions relatives aux subsistances et aux munitions. Après avoir accablé le général Valette de reproches sur son étrange conduite, Augereau donna l'ordre au général Robert de rallier les troupes fugitives et de les ramener à Monte-Chiaro. Cependant les détachements abandonnés dans Castiglione avaient fait face à l'ennemi. Ils réussirent à opérer leur retraite en bon ordre sur Ponte-San-Marco, où ils se réunirent à la division Masséna.

Vers quatre heures de l'après-midi, le général Bonaparte arriva à Monte-Chiaro. Il venait d'apprendre que Valette avait abandonné Castiglione, et cette dernière circonstance le faisait hésiter dans la continuation de son plan d'attaque. Il communiqua à Augereau le dessein d'effectuer sa retraite sur le Pô. Mais ce dernier général combattit fortement ce projet, en s'appuyant surtout de la bonne disposition des troupes sous ses ordres; disposition qui, sans doute, était commune aux autres divisions de l'armée. Bonaparte voulut s'assurer de ce que lui disait Augereau, et annonça l'intention de passer en revue la division de ce général. Les officiers généraux et supérieurs de cette même division vinrent, à ce moment, présenter leurs hommages au général en chef. : « Venez dans nos camps, dirent ces braves à Bonaparte; vous jugerez de l'esprit qui anime les soldats que nous commandons. — Savez-vous, mes amis, reprit le général en chef, que vous avez devant vous 25,000 hommes des vieilles bandes autrichiennes, commandés par Wurmser? — Qu'importe ! s'écrierent à l'instant, et d'une voix unanime, les vainqueurs de Lodi. Général, nous n'avons jamais compté nos ennemis; reposez-vous sur nous. Aux Pyrénées nous avons

vaincu les ennemis de la France, nous saurons encore les vaincre en Italie ! » Bonaparte se rendit au camp devant Monte-Chiaro. Les troupes d'Augereau étaient rangées en bataille sur le front de bandière, les armes en faisceaux. A la vue du général en chef, elles l'accueillirent aux cris de *Vive la république! vivent nos braves généraux! A l'ennemi : point de retraite!* Quelques soldats s'élancent hors des rangs et, montrant à Bonaparte les hauteurs de Castiglione, lui dirent : « C'est là que nous jurons de remporter la victoire ou de périr tous ! » Ces expressions du plus noble enthousiasme fixèrent l'irrésolution du général en chef, qui, se tournant vers Augereau, lui dit avec une émotion visible : « Oui, je dois croire qu'avec des braves comme ceux-là on ne peut pas être vaincu [1] ! »

1796 — an IV. Italie.

Cependant Bonaparte avait suspendu sur-le-champ le général Valette de ses fonctions en l'envoyant sur les derrières de l'armée. Cet officier général avait déjà montré fort peu de courage à l'attaque de la Corona, et tandis qu'il abandonnait Castiglione, le général Sauret avait été de nouveau attaqué dans Salo par les troupes du général Quasdanowich, qui s'était replié ainsi qu'on l'a vu, de Monte-Chiaro sur Gavardo, dans la crainte de voir sa communication coupée sur Riva, situé à l'extrémité du lac de Garda. Le général fut forcé d'abandonner Salo à des troupes bien plus nombreuses que les siennes ; mais le général Guyeux reçut l'ordre d'aller reprendre ce poste important avec des renforts qu'on lui donna.

Bonaparte, après avoir passé en revue les troupes de la division Augereau, fit ses dispositions pour attaquer le maréchal Wurmser. En envoyant l'intrépide général Guyeux sur Salo, le général en chef avait eu pour but de contenir le général Quas-

[1] La relation manuscrite dont nous avons extrait les détails qu'on vient de lire y ajoute des réflexions que nous croyons devoir également transcrire ici. « J'en appelle à ceux qui méditent sur les événements : la fermeté du général Augereau ne décida-t-elle pas du sort de la bataille de Castiglione? Ce maréchal est descendu dans la tombe avant que la France ait connu les droits qu'il acquit à la reconnaissance nationale dans cette célèbre journée. Bonaparte, en conférant à Augereau le titre de duc de Castiglione, n'a point rapporté dans sa patente la nature des services que le maréchal lui avait rendus dans cette circonstance. Il semblait vouloir en effacer le souvenir : c'est à l'historien à réparer cette injustice. »

1796 — an IV. Italie.

danowich, pendant l'action que lui-même allait engager. Le 3 août, à la pointe du jour, l'armée française se mit en mouvement. Le général Masséna se trouvait au centre, à Calcinato et San-Marco; il marcha sur Lonato. La division Augereau formait la droite à Monte-Chiaro ; elle se porta sur Castiglione. La gauche était formée par les troupes du général Guyeux, qui marchait sur Salo.

En apprenant ce dernier mouvement qui s'était effectué dans la soirée du 2, le général Quasdanowich craignait encore pour ses communications, et détacha, dans la nuit, le prince de Reuss, avec sa brigade, pour chercher le général Guyeux et le combattre. Lui-même se mit en mouvement, le 3 au matin, pour essayer de donner la main au maréchal Wurmser, par Lonato, et la brigade Ocskay s'avança sur cette dernière ville. Le général Ott devait marcher sur Dezenzano; et le prince de Reuss, n'ayant point rencontré le général Guyeux, se rabattit plus tard sur la route de Lonato.

Le général Ocskay, en se portant sur Lonato, rencontra l'avant-garde du général Masséna qui prenait la même direction. Le général Pigeon, commandant ces troupes, les engagea un peu trop fortement. Il fut fait prisonnier avec un certain nombre de soldats. La 18e légère éprouva une perte considérable, et trois pièces d'artillerie légère restèrent entre les mains des Autrichiens [1]. Fort heureusement cette troupe d'avant-garde, dans sa retraite, vint se placer derrière un canal et quelques éminences qui empêchèrent l'ennemi de suivre son avantage. Bonaparte, qui s'était porté en tête de la division

[1] Le colonel Graham, dans sa très-inexacte et très-partiale *Histoire des campagnes d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, etc., de 1796 à 1799*, donne, à cette occasion, une nouvelle preuve de sa mauvaise foi. Ce prétendu témoin oculaire avance que le général Ocskay, avec ses quatre mille hommes, eut affaire à dix mille hommes de la division Masséna; tandis qu'effectivement le général Pigeon n'avait avec lui que la dix-huitième légère et une demi-batterie d'artillerie légère.

M. Graham, devenu depuis général, doit avoir appris devant Berg-op-Zoom, en 1814, qu'on ne bat pas si aisément des Français en forces supérieures, puisqu'une poignée de conscrits a suffi pour mettre en déroute près de quatre mille hommes de l'armée que lui, général Graham, commandait alors.

Masséna, arriva bientôt sur ce point. Il fit former les 18e et 32e demi-brigades de ligne en colonnes serrées par bataillons, en les faisant soutenir par le 15e régiment de dragons. Les deux colonnes s'avancèrent au pas de charge sur les Autrichiens, qui, fiers de leur premier succès, s'étendaient dans la plaine pour envelopper les deux braves demi-brigades. Ce dernier mouvement ne pouvait effrayer Bonaparte, dont le coup d'œil exercé embrassait les forces auxquelles il avait affaire; il jugea que les Autrichiens s'affaiblissaient beaucoup en se prolongeant ainsi, et qu'il leur serait difficile de résister au choc des deux masses qui s'avançaient contre eux. En même temps, faisant déployer les 4e et 18e d'infanterie légère à droite et à gauche de ces deux colonnes d'attaque, il les fit tirailler pour contenir les deux ailes ennemies. Les 18e et 32e de ligne continuèrent rapidement leur marche sur le centre; et Bonaparte, par surcroît de précaution, fit marcher en réserve la 11e demi-brigade de ligne et le 25e régiment de chasseurs. Ainsi que l'avait prévu le général français, les troupes autrichiennes ne purent résister à cette attaque si fortement combinée : Lonato fut enlevé; le 15e régiment de dragons chargea les hulans du général Ocskay, et reprit les trois pièces d'artillerie légère perdues au commencement de l'action. Toute la colonne fut dispersée; une grande partie, déjà prévenue par la gauche, fut rejetée sur le lac de Garda et sur Desenzano. Cependant comme les fuyards, en longeant les bords du lac de Garda du côté de Peschiera, auraient pu gagner le Mincio, ou bien, remontant du côté de Salo, inquiéter les derrieres du général Guyeux, ou enfin chercher à se réunir aux troupes de Quasdanowich, Bonaparte reconnut qu'il était essentiel de les prévenir à Desenzano, et dirigea sur ce point son premier aide de camp Junot, avec la compagnie des guides à cheval de l'armée, en la faisant soutenir, à quelque distance, par le 15e régiment de dragons et la 4e demi-brigade légère. Arrivé près de Desenzano, l'aide de camp Junot atteignit le régiment de hulans que commandait le colonel Bender, et faisant un détour sur la droite, il vint charger de front ce régiment, dont il blessa le colonel. Entouré bientôt par un gros de hulans, Junot, sans se déconcerter, en tua six de sa main; mais il fut culbuté dans un

1796—an IV. Italie.

1796 — an IV. Italie.

fossé, après avoir reçu cinq coups de sabre assez profonds. Il courait risque d'être fait prisonnier, lorsque, fort heureusement, les guides, qui s'étaient ralliés, et le 15e de dragons, accourus en toute hâte, vinrent le dégager. Les Autrichiens, à leur tour serrés de près, ayant en tête la colonne de Junot et en queue les 18e et 22e qui marchaient également sur Desenzano, auraient été forcés de mettre bas les armes, sans l'arrivée de la brigade du prince de Reuss, qui, n'ayant point rencontré le général Guyeux, se rabattait sur la brigade Ocskay, comme nous l'avons indiqué plus haut. Le prince de Reuss dégagea cette partie de la brigade Ocskay, et ces troupes prirent le parti de se retirer vers Salo. Les Français continuèrent de les poursuivre : Salo venant d'être occupé par la colonne du général Guyeux, l'ennemi se trouva une seconde fois entre deux feux, et éprouva une perte considérable [1]. Dans sa marche sur Salo, le général Guyeux avait poussé devant lui la colonne du général Ott, et celle-ci était venue reprendre son camp de Gavardo. Ainsi les troupes de Quasdanowich se trouvaient paralysées. Une partie errait dispersée dans les montagnes, jusqu'à ce que les événements du lendemain vinssent décider de son sort.

Après avoir retracé les mouvements de la gauche et du centre, retournons à la droite de l'armée française.

Tandis que le général en chef rétablissait le combat à l'avant-garde du général Masséna, Augereau marchait avec ses braves sur Castiglione; il replia les avant-postes de l'ennemi, mais il trouva la division du général Liptay postée assez avantageusement à droite et à gauche de la ville.

Augereau donna au général Beyrand l'ordre d'attaquer les hauteurs à la droite de Castiglione, avec la 4e demi-brigade de ligne et la 17e légère. Le général Verdier, à la tête des grenadiers réunis, attaqua le château de Castiglione. Deux bataillons de la 69e, sous le commandement du général Pelletier, menacèrent la droite de l'ennemi. Augereau avait fait partir, dans la nuit, le général Robert, avec la 51e de ligne, pour tourner le flanc gauche des Autrichiens; et ce général s'était em-

[1] Il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur la carte pour bien entendre ces mouvements compliqués. Le plan de la bataille de Castiglione réunit tous les détails indispensables à l'intelligence de ces attaques.

busqué sur les derrières pour soutenir ce mouvement général; un bataillon de la 69[e], la 45[e] demi-brigade et le 22[e] régiment de chasseurs s'avancèrent dans la plaine. Pendant ce temps la réserve, aux ordres du général Kilmaine, était en marche pour se réunir à la division Augereau. 1796 — an IV. Italie

Le combat s'engagea très-vivement de part et d'autre; les Autrichiens firent une glorieuse résistance, mais les troupes d'Augereau avaient juré de vaincre, et l'ennemi fut enfin obligé de céder aux plus généreux efforts. Le général Liptay s'apercevant, dans sa marche rétrograde, de l'infériorité des troupes qui le poursuivaient, reforma sur-le-champ les siennes, qui revinrent à la charge pour être repoussées une seconde fois; elles vinrent tomber sous le feu de la 51[e] demi-brigade embusquée, comme nous venons de le dire, sur les derrieres. Cette rencontre inattendue augmenta le désordre parmi les Autrichiens et les pertes qu'ils venaient d'éprouver.

Augereau, maître du village, attaqua ensuite le pont de Castiglione avec une partie de sa réserve renforcée d'un bataillon de la 4[e] lègère, que Bonaparte avait détaché de Lonato. Cependant la tète de colonne des autres troupes du maréchal Wurmser arrivait par Guidizzolo, et le général Liptay, ayant reçu quelques renforts, cherchait à se maintenir dans une position où il allait être rejoint par des troupes nombreuses. Il fit une manœuvre pour gagner les Français par leur droite; Augereau, qui s'aperçut de ce mouvement, fit déployer dans la plaine les 4[e] et 51[e] de ligne et la 17[e] légère; à cet instant la réserve du général Kilmaine débouchait; Augereau la plaça pour soutenir sa ligne. Il fit garder les hauteurs par le général Pelletier qui, indépendamment de la 69[e] demi-brigade, eut sous ses ordres l'autre partie de la réserve qu'Augereau n'avait pas employée à l'attaque du pont de Castiglione : c'étaient la 45[e] demi-brigade de ligne et un escadron du 22[e] de chasseurs.

Le combat, déjà engagé au pont de Castiglione, devint général sur la ligne. Les Autrichiens, encouragés par l'espérance d'être promptement appuyés par les troupes qu'amenait le maréchal Wurmser, soutinrent, avec la plus grande vigueur, le choc des soldats d'Augereau animés par les succès qu'ils venaient de remporter, et qui, croyant avoir affaire au gros de

1796 — an IV. Italie. l'armée autrichienne, n'en combattaient pas avec moins d'intrépidité. Mais le pont de Castiglione fut forcé, et la division Liptay, qui formait l'avant-garde de Wurmser, fut obligée de se replier sur le corps d'armée.

Un combat aussi opiniâtre coûta aux Français la perte du général Beyrand et celle des chefs de brigade Pourailler, de la 4e; Bourgon, du 1er de hussards, et Marnet, du 22e de chasseurs; ces officiers supérieurs furent tués sur le champ de bataille.

Ainsi, Bonaparte avançait heureusement dans l'exécution de son vaste plan, et les combats de Lonato et de Castiglione étaient les premiers gages des succès qu'il pouvait en espérer. Les Autrichens venaient de perdre, dans ces deux affaires, 3 à 4,000 hommes tués, blessés et faits prisonniers, et 20 pièces de canon.

Toutefois le sort de l'Italie n'était pas encore décidé, et les Autrichiens avaient des forces trop considérables pour que Bonaparte n'eût point calculé toutes les chances. Il était facile de prévoir que, tirant de Mantoue tout ce qui se trouvait disponible en troupes, et ne se regardant point comme vaincu, le maréchal Wurmser, à la tète de près de 25,000 hommes de bonnes troupes, allait faire les plus grands efforts pour se porter en avant, et essayer de donner la main à Quasdanowich. Cette observation ne pouvait échapper à un général comme Bonaparte : aussi prit-il la résolution de se débarrasser complétement du corps de Quasdanowich, afin de rassembler toute l'armée française, pour se porter ensuite sur Wurmser, et forcer ce dernier à repasser le Mincio.

Le général en chef avait ordonné au général Despinois de réunir à Brescia toutes les troupes qu'il avait pu tirer de la Lombardie, d'en former une petite division, de se porter, avec ce faible corps, par les montagnes sur la Chiese, à l'effet de tourner la droite des troupes de Quasdanowich, campées à Gavardo, et, par cette manœuvre qui menaçait l'ennemi d'être coupé du Tyrol, de la forcer à se retirer dans ce pays. L'adjudant général Herbin conduisit, en conséquence, une petite colonne sur le mont San-Osetto, qui domine Gavardo, y trouva deux bataillons autrichiens, qu'il culbuta, et s'empara de ce poste avanta-

geux. Le général Dallemagne, à la tête d'un bataillon de la 11e demi-brigade, pénétra jusqu'au village de Gavardo, en poussant tout ce qui se trouvait sur son passage ; mais, n'ayant point été soutenu par le reste de la division, il fut entouré par des forces supérieures, et ne parvint qu'avec beaucoup d'efforts à se faire jour. Bonaparte, instruit de ce contre-temps, envoya à Salo le général Saint-Hilaire, pour appuyer, de concert avec le général Guyeux, le mouvement des troupes de Despinois et dégager le général Dallemagne. Le général Saint-Hilaire réussit complétement dans sa mission. Le général autrichien, qui ne s'attendait, sans doute, à être vigoureusement attaqué que du côté de Lonato, faillit à être enlevé dans son camp de Gavardo. Après un engagement assez vif, les Français occupèrent ce dernier village. Quasdanowich, se voyant alors sérieusement menacé par le San-Osetto et par Salo, ne crut pas devoir résister plus longtemps sur un point compromis. Ses troupes étant d'ailleurs exténuées par les fatigues et les marches multipliées dans un pays difficile et où les ressources étaient épuisées, il crut devoir profiter de l'issue qui se présentait par les vallées qui conduisent au lac d'Idro, pour se retirer sur Riva, en laissant le prince de Reuss en arrière-garde, vers Rocca d'Anfo, sur les bords de ce même lac d'Idro.

Sur ces entrefaites, Wurmser avait recueilli son avant-garde, hâtait l'arrivée de sa réserve, et pressait l'envoi des renforts qui devaient venir de Mantoue. De son côté, Bonaparte s'était rendu à Lonato, pour s'occuper des dispositions de la bataille générale qu'il se proposait de livrer le lendemain. Tout à coup on lui annonce un parlementaire, qui se présente pour le sommer de se rendre : on l'instruit, en même temps, qu'en effet des avant-gardes ennemies s'approchaient de la ville, et que la route de Brescia était déjà interceptée à Ponte-San-Marco. Le parlementaire, introduit auprès de Bonaparte, lui dit que, Lonato étant cerné de tous côtés, il ne restait d'autre parti à prendre, pour les Français qui se trouvaient dans la ville, que de mettre bas les armes et de se rendre à discrétion. Le général en chef n'avait avec lui dans Lonato que 1,000 à 1,200 hommes : la situation était éminemment critique : bientôt revenu d'un premier moment de surprise, sa présence d'esprit le tira habi-

1796—an IV. Italie.

lement de ce pas dangereux. Il calcula, avec la promptitude de l'éclair, que la troupe qui se présentait ainsi par la route de Brescia, ne pouvait être autre qu'un débris de celle qui avait été battue la veille, poussé sur Desenzano et sur le lac de Garda. Il jugea qu'après avoir erré pour chercher à rejoindre le général Quasdanowich, cette colonne, trouvant les passages fermés par les troupes des généraux Guyeux et Despinois, essayait de gagner l'armée du maréchal Wurmser en passant par Lonato. Ces lumineuses réflexions conduisirent Bonaparte à demander au parlementaire, avec un mélange de colère et de dignité, par quel motif il osait venir ainsi sommer un général en chef vainqueur, au milieu de son quartier général, et entouré de son armée. « Allez, ajouta-t-il, allez dire au général qui vous a envoyé, que s'il a prétendu faire une insulte à l'armée française, je suis ici pour la venger : qu'il est lui-même mon prisonnier, ainsi que ses soldats : je sais que sa troupe n'est qu'une des colonnes coupées par des divisions de mon armée qui occupent Salo et la route de Brescia à Trente. Dites-lui que si, dans huit minutes, il n'a pas mis bas les armes, et si une seule amorce est brûlée, je le fais fusiller, lui et ses gens. » Puis, s'adressant aux officiers qui avaient amené le parlementaire, « Qu'on enlève le bandeau qui couvre les yeux de monsieur ! » et continuant de parler à ce dernier : « Voyez le général Bonaparte, au milieu de son état-major et de l'armée républicaine. Rapportez à votre général qu'il lui est loisible de faire une bonne capture. » L'officier retourna vers le chef qui l'avait envoyé, et Bonaparte ordonna sur-le-champ au général Berthier de faire avancer les grenadiers qui gardaient le quartier général, ce qu'il y avait de guides et d'autres troupes dans Lonato, et quelques pièces d'artillerie. Le chef de la colonne ennemie, fort surpris d'apprendre que Bonaparte et son état-major se trouvaient dans Lonato, demanda à son tour à capituler. « Non, répondit Bonaparte avec une fierté qu'augmentait encore la démarche de l'ennemi, je ne puis capituler avec des hommes qui sont mes prisonniers. » L'Autrichien insistait : alors Bonaparte ordonne une démonstration d'attaque. Le commandant ennemi n'en attendit point les effets, et se rendit sans conditions. Trois bataillons autrichiens, forts d'à peu près 3,000 hommes, vingt

hulans, mirent bas les armes, en livrant trois drapeaux et quatre pièces de canon. 1796 — an IV. Italie.

Ce trait d'audace de la part de Bonaparte dévoile son caractère. Étrange effet de la destinée! si la colonne ennemie eût eu la conscience de sa propre force; si son chef, moins effrayé du ton impérieux et altier du général français, eût osé tenter un combat dont les chances semblaient devoir lui être favorables, Bonaparte, fait prisonnier, eût orné peut-être le triomphe du maréchal Wurmser. Quels changements alors dans les événements! L'armée d'Italie, privée de son chef par une circonstance aussi bizarre, aurait-elle réussi, malgré les talents et l'expérience de ses généraux et l'intrépidité des soldats, à garder ses conquêtes? Bonaparte lui-même, accusé au moins d'imprudence, serait-il parvenu à ressaisir la confiance du gouvernement républicain, en supposant toutefois que l'ennemi eût consenti à son échange? Quels résultats impossibles à prévoir n'eût point amenés l'absence de ce général sur la scène active de l'Europe? Nous abandonnons aux lecteurs la solution de ces questions; mais nous devons dire qu'à dater de cette époque extraordinaire, l'imagination exaltée du jeune guerrier put le porter à se considérer comme l'*homme du destin* [1].

L'événement épisodique qu'on vient de lire n'était point de nature à ralentir les dispositions du général en chef pour la journée du lendemain. Il arriva enfin, ce jour trop tardif aux désirs impatients de Bonaparte et de ses braves, et qui allait décider du sort des deux armées française et autrichienne. Le bruit de ce qui venait de se passer à Lonato s'était répandu, dans la soirée et dans la nuit du 4 au 5 août, dans les différents camps français. La fortune du général en chef, échappant à un danger imminent par la force de son génie, promettait aux officiers et aux soldats une victoire assurée; elle avait servi de texte aux entretiens de ces guerriers jusqu'au moment où

[1] On a révoqué en doute, chez l'étranger, l'incident de Lonato; et le *très-judicieux* colonel Graham prétend que personne n'en a entendu parler dans l'armée autrichienne. Nous pouvons affirmer à ce loyal historien qu'il existe encore aujourd'hui de nombreux témoins de ce fait extraordinaire, consigné, au surplus, dans un grand nombre d'écrits allemands.

1796 — an IV. Italie.

ils prirent leurs armes pour combattre : leur ardeur et leur enthousiasme étaient alors portés au comble.

On sait que la division du général Serrurier, après la levée du siége de Mantoue, était venue prendre position à Marcaria et à Pozzolo, pour couvrir la communication avec Crémone et Plaisance. Bonaparte, après avoir acquis la certitude que Quasdanowich se trouvait neutralisé dans les montagnes qui avoisinent Salo, par suite de la première affaire de Lonato, et pensant ensuite que le maréchal Wurmser n'oserait point entreprendre de marcher sur le Pô, sans avoir une connaissance précise de la position de son lieutenant (Quasdanowich); Bonaparte, disons-nous, avait envoyé au général Fiorella, qui se trouvait commander la division en l'absence de Serrurier, l'ordre de venir prendre part à l'action générale qui allait s'engager, en s'avançant par Guidizzolo, sur la route qui mène de Mantoue à Brescia. Ce mouvement tournait l'ennemi par sa gauche, pendant que le gros de l'armée, c'est-à-dire les divisions Masséna et Augereau et la réserve, devait attaquer de front. En exécution de cet ordre, Fiorella avait mis ses troupes en marche pendant la nuit, et à six heures du matin, il était en vue de Guidizzolo.

La division Augereau prit les armes, à la pointe du jour, et vint se former sur deux lignes en avant de Castiglione, ayant à sa droite la réserve du général Kilmaine, placée en échelon, et à sa gauche la division Masséna, dont une partie était déployée et l'autre en colonne.

L'armée ennemie se forma en bataille sur deux lignes. La gauche au mamelon de Medolano, et la droite au delà du petit village de Solferino. Ses troupes pouvaient former de 24 à 25,000 hommes[1].

Le général en chef avait senti l'importance d'occuper de suite l'attention du maréchal Wurmser sur son front, pour donner le temps au général Fiorella d'arriver à son poste de bataille, sans être inquiété ou arrêté dans sa marche. Mais, d'un autre côté, il voulait éviter de s'engager sérieusement avant que

[1] Le *véridique* Graham ne donne au maréchal Wurmser que dix-huit mille hommes, et porte l'armée française à vingt-huit mille; il est facile d'apprécier la justesse des calculs du colonel anglais.

cette division Serrurier fût à portée d'entrer en ligne. Il ordonna en conséquence au général Augereau de faire avancer quelques troupes, comme d'avant-garde, pour faire une démonstration d'attaque partielle. Le général Masséna indiquait le même but par quelques mouvements préparatoires, et en jetant des tirailleurs en avant. Les Autrichiens paraissaient plus disposés à recevoir l'attaque qu'à la commencer. Toutefois, quand l'avant-garde d'Augereau se présenta devant eux, ils s'ébranlèrent et repoussèrent sans peine une agression plus simulée que réelle. En effet, les Français cédant bientôt le terrain, l'ennemi avança à son tour, et tout en poursuivant les troupes d'Augereau, il manœuvra de manière à faire croire qu'en s'étendant sur la droite il allait déborder la gauche de la division Masséna sur Castel-Venzago, entre Castiglione et Lonato. Ce mouvement avait pour but spécial, de la part du maréchal Wurmser, de chercher à établir une communication avec Quasdanowich, qu'il supposait vers Lonato, ignorant la défaite du 3. Le général autrichien entrait par là précisément dans les vues de Bonaparte. Résolu à faire son principal effort sur la gauche de Wurmser, le général en chef envoya l'adjudant général Verdier, avec trois bataillons de grenadiers soutenus par un régiment de cavalerie légère, attaquer la redoute de Medolano. Mais, pour faciliter cette attaque et la rendre moins meurtrière, en raison du feu des pièces ennemies, le chef de bataillon Marmont, aide de camp de Bonaparte, officier d'artillerie déjà distingué, avait été chargé de diriger, sur l'extrémité gauche des Autrichiens, douze pièces de canon destinées à prendre les troupes ennemies en écharpe. Marmont mit ses pièces en batterie dans la plaine de Médole, en même temps que la cavalerie du général Beaumont se formait pour les soutenir. Cette disposition eut tout le résultat désiré; elle fit beaucoup de mal à l'ennemi, en même temps que les boulets atteignaient la redoute qui couvrait son flanc. L'adjudant général Verdier s'avança sous la protection de ce feu redoutable, avec les trois bataillons de grenadiers, et emporta la redoute après un combat dans lequel les Autrichiens combattirent avec un courage presque égal à celui des assaillants. Pendant ce temps, le général Beaumont et l'aide de camp Marmont s'avançaient, avec la cava-

1796 - an IV. Italie. lerie, dans la direction du village de San-Canziano, sur les derrières de la ligne ennemie. Cette manœuvre habile, aussi bien exécutée qu'elle était bien combinée, assura la jonction avec la division Serrurier. Celle-ci, conduite, comme nous l'avons dit, par le général Fiorella, déboucha presque à point nommé de Guidizzolo, et se trouva placée de manière à prendre à revers la ligne ennemie.

La marche rapide du général Fiorella, si bien secondée par les dispositions qu'on vient de lire, avait mis tout à fait en défaut la prévoyance du maréchal Wurmser, et ce dernier avait tellement pris le change, que l'avant-garde des troupes de Fiorella, composée de cavalerie légère, s'avança sans obstacle jusqu'au quartier général du maréchal, et y pénétra sans trouver de résistance. Wurmser, entouré tout à coup, aurait été pris par les hussards du 7e régiment, si, fort heureusement pour lui, les dragons autrichiens du quartier général ne se fussent trouvés à portée de le secourir. Une charge exécutée fort à propos par ceux-ci donna au maréchal le temps de monter à cheval. Cette dernière circonstance peut donner lieu à un rapprochement singulier dans la fortune des deux généraux en chef des armées française et autrichienne. L'un et l'autre, dans le cercle de vingt-quatre heures, faillirent être pris pour avoir négligé des précautions qu'ils ne supposaient pas nécessaires. Tant il est vrai de dire que le hasard a souvent une grande part dans les choses humaines!

L'infanterie de Fiorella, qui suivait de près l'avant-garde, parut bientôt; et cette subite apparition de forces que le maréchal ne soupçonnait pas aussi près renversa tout le plan de ce dernier, et le força à changer toutes les dispositions qu'il avait déjà faites. Il envoya sur-le-champ sa cavalerie charger celle du général Beaumont, arrêta le mouvement de la première ligne sur les avant-gardes d'Augereau et de Masséna, et fit marcher la seconde ligne sur le général Fiorella.

De son côté, le général Bonaparte, voyant que le moment était arrivé de faire avancer les divisions Augereau et Masséna, ordonna de suite ce mouvement. Ces troupes s'ébranlèrent avec vivacité. Augereau attaqua le centre ennemi; Masséna chercha à pénétrer entre ce point et l'aile droite, tandis

que le général Fiorella, continuant sa marche accélérée, poussait les troupes qui lui étaient opposées sur Cavriana. 1796 — an IV. Italie.

La 4e demi-brigade de ligne attaqua les hauteurs et la tour de Solferino. Les Autrichiens, qui se trouvaient sur ce point, s'y défendaient avec résolution, lorsque l'adjudant général Leclerc[1], à la tête de la 5e demi-brigade de ligne qu'il amenait à l'instant de Brescia, fut envoyé, par Bonaparte, pour seconder les efforts de la 4e. La tour et les hauteurs furent emportées. Ce dernier succès précipita le mouvement de retraite que Wurmser crut devoir ordonner, quand il se vit menacé d'être culbuté dans l'angle formé par le Mincio et le lac de Garda, vers Peschiera[2]. Le maréchal vit dès lors que la bataille était perdue pour lui, et pressa la marche de ses troupes sur le Mincio, dont il fit couper les ponts, pour mettre cette barrière entre les vainqueurs et lui. Mais, poursuivi et vivement harcelé par la cavalerie du général Beaumont et par les troupes du général Fiorella, sa retraite ne se fit point sans perte. Quelques troupes françaises avancèrent jusque sur le Mincio; mais, harassées des fatigues de la journée et de leur longue marche, accablées par la chaleur, elles furent contraintes à cesser de poursuivre ce dernier, pour prendre quelque repos. Wurmser gagna Valeggio, où il s'arrêta.

Bonaparte fit prendre à l'armée les positions suivantes : la division Augereau se plaça près de Pazalengo, le général Kilmaine à la gauche d'Augereau, Masséna devant Castellano ; la division Serrurier, dans la plaine, en arrière de Borghetto.

La perte des Autrichiens, dans cette journée, où les Français furent vainqueurs par des manœuvres plutôt que par des combats, fut moins considérable que celle qu'ils avaient éprouvée dans les actions précédentes. Elle fut de 3,000 hommes à peu près en tués, blessés et prisonniers; vingt pièces de canon et vingt caissons de munitions restèrent au pouvoir de l'armée française. Celle-ci ne perdit que fort peu de monde, et l'adjudant

[1] Depuis beau-frère de Bonaparte, mort à Saint-Domingue, en 1802, général en chef de l'armée envoyée dans cette colonie.

[2] Le colonel Graham s'attribue le mérite d'avoir donné ce conseil au maréchal Wurmser.

1796 — an IV. Italie. général Frontin, tué glorieusement dans une charge, fut le seul officier de marque qu'on eut à regretter.

Toutefois cette bataille, où Bonaparte venait de faire une si heureuse application de son talent, eut la plus grande influence sur les suites de la campagne. Elle assura le sort de l'Italie, et amena tous les revers que l'armée autrichienne allait essuyer, et les malheurs dont fut accablé peu de temps après le vieux maréchal Wurmser.

Bonaparte terminait ainsi le rapport qu'il adressa au Directoire républicain sur ces derniers événements militaires : « Voilà donc, en cinq jours, une autre campagne finie. Wurmser a perdu dans ces cinq jours 70 pièces de canon, tous ses caissons d'infanterie ; 12 à 15,000 prisonniers, 6,000 hommes tués ou blessés, et presque toutes les troupes venues du Rhin [1] ; indépendamment de cela, une grande partie est encore éparpillée, et nous les ramassons en poursuivant l'ennemi. Tous les soldats, officiers, généraux ont déployé, dans cette circonstance difficile, un grand caractère de bravoure. Je vous demande le grade de général de brigade pour les adjudants généraux Verdier et Vignolle. Le premier a contribué aux succès d'une manière distinguée : il a eu un cheval tué sous lui à la bataille de Castiglione. Le second, qui est le plus ancien adjudant général de l'armée, joint à un courage sûr des talents et une activité rares. Je vous demande le grade de chef de bataillon pour l'adjoint Ballet, celui de général de division pour le général de brigade Dallemagne, et celui de chef de brigade pour le chef de bataillon d'artillerie Songis. »

Ces avancements furent de suite accordés par le Directoire.

11 août. (24 therm.) *Suites de la bataille de Castiglione; combat de Peschiera, dans la vallée de l'Adige; mouvement dans l'intérieur de l'Italie, après la levée du siége de Mantoue, etc.* — La défaite des Autrichiens à Castiglione n'ôtait point au maréchal Wurmser la liberté de continuer sa retraite. Il occupait la ligne du Mincio, qu'il avait repassé ; et sa position était à peu près la même que

[1] Il n'y a point d'exagération dans ce rapport; car les Autrichiens portèrent eux-mêmes leur perte en hommes à dix-sept mille, dont trois cent quatre-vingt-onze officiers.

celle qu'occupait le général Beaulieu, avant le combat de Borghetto. La gauche de l'armée autrichienne communiquait avec Mantoue, par Roverbella; le centre était vers Valleggio : la droite, dans son mouvement de retraite, s'était portée vers Peschiera, et les troupes du général Liptay renforcèrent le général Bayalitsch, dans le camp établi entre Peschiera et Cavalcasello. Quant au général Quasdanowich, il se trouvait toujours dans les positions que nous avons indiquées, c'est-à-dire vers l'extrémité supérieure du lac de Garda. 1796 — an IV. Italie.

Bonaparte ne pouvait pas commettre la faute de laisser à Wurmser le temps de réunir ses troupes, et de fortifier sa nouvelle ligne de défense : aussi, dès le 6 août, le lendemain même de la bataille de Castiglione, Augereau reçut-il l'ordre de s'avancer sur Borghetto pour canonner Valeggio, et de faire la démonstration d'un passage de vive force sur le Mincio. Pendant ce temps, Masséna, marchant sur Peschiera, devait traverser cette ville, et attaquer l'ennemi dans le camp qu'il commençait à retrancher devant la place : un prompt succès fut le résultat de ces mesures. Les troupes des généraux Bayalitsch et Liptay furent culbutées, et les travaux furent détruits. Le général Victor se distingua particulièrement dans cette attaque du camp ennemi, ainsi que la 18e demi-brigade qu'il conduisait. Les Autrichiens perdirent 6 à 700 hommes et 12 pièces de canon.

Cet échec, éprouvé à la droite de son armée, fit craindre au vieux maréchal de perdre ses communications avec la vallée de l'Adige, et de ne pouvoir, en conséquence, opérer facilement sa retraite sur le Tyrol. Il se détermina donc à quitter la ligne du Mincio, qu'il ne pouvait plus garder, après le mouvement du général Masséna, sans se voir contraint à un engagement sérieux, dont les chances pouvaient lui devenir fatales. Il tira de la place de Mantoue les deux brigades des généraux Wukassowich et Roccavina, et les fit remplacer par une partie des troupes qui venaient de combattre. La garnison de Mantoue se trouva portée à 15,000 hommes, et approvisionnée, en vivres, pour plusieurs mois.

Cependant Masséna, immédiatement après le combat de Peschiera, se mit en marche sur Rivoli et Castel-Nuovo, pour y reprendre les positions qu'il occupait avant le premier mouvement

1796 — an IV. Italie. offensif des Autrichiens. De son côté, Augereau, apres son utile démonstration [1] sur Valeggio, se rabattit sur Peschiera, pour y passer le Mincio et se porter ensuite sur Vérone. La division Serrurier eut ordre de passer la rivière à Valeggio, et de marcher également sur Vérone.

Les Autrichiens ne pouvaient pas effectuer leur retraite sans être vivement inquiétés par leurs vainqueurs : aussi partout leurs arrière-gardes furent entamées. Le général Bayalitsch, qui du camp de Peschiera s'était replié sur Rivoli, cherchait à se maintenir dans cette position avantageuse, à l'aide de quelques pièces d'artillerie qu'il avait fait mettre en batterie; mais il perdit 400 hommes et ses canons au nombre de sept. Une arrière-garde voulut tenir, dans Vérone, assez de temps pour donner au gros de l'armée le loisir d'effectuer plus tranquillement sa retraite : en conséquence, les ponts de la ville furent levés et les portes fermées. Bonaparte, qui marchait en tète de la division Serrurier, arriva le 7 devant Vérone à dix heures du soir, et fit sommer la place d'ouvrir ses portes. Le provéditeur vénitien [2] demanda deux heures de délai. Le général en chef, pour toute réponse, ordonna au général Dammartin d'enfoncer les portes de la ville à coups de canon. Cet ordre fut promptement exécuté. Les grenadiers français se précipiterent, la baionnette en avant, dans les rues de Vérone. Cette brusque irruption, au milieu des ténèbres de la nuit, jeta les habitants de Vérone dans l'effroi et la consternation; mais ils n'eurent point à se plaindre autant qu'ils le redoutaient de la conduite des généreux assaillants. Ceux-ci se contentèrent de faire main-basse sur les Autrichiens, et de s'emparer de leurs bagages. 2 à 300 de ces derniers furent faits prisonniers.

La division Serrurier continua son mouvement sur Marmirolo, pour reprendre l'investissement de Mantoue. Mais, le défaut d'artillerie nécessaire ne permettant pas de faire de nouveau un siége régulier, les Français se bornèrent à un blocus assez éloigné du corps de la place, puisque la garnison autri-

[1] Cette démonstration est désapprouvee par le général Jomini; mais nous ne partageons pas son opinion.

[2] Magistrat suprême de la republique dans les diverses possessions de terre ferme.

chienne resta en possession du Seraglio, et put pousser ses patrouilles et reconnaissances jusque sur le Tartaro et l'Oglio. Le général Sahuguet fut chargé, par Bonaparte, du commandement des troupes devant Mantoue. 1796 — an IV. Italie.

La retraite de Wurmser, par la vallée de l'Adige, permit au maréchal de rétablir ses communications avec Quasdanowich, et de lier de nouveau ses propres troupes avec celles de ce dernier. L'armée de Wurmser avait pris position vers Ala, et la ligne du Monte-Baldo et de la Corona était gardée de nouveau par l'avant-garde. Le général autrichien n'avait point voulu renoncer, en abandonnant ces points importants, à la facilité qu'ils lui offraient de se porter une seconde fois sur le Mincio, et cette dernière considération engageait également le général français à continuer de pousser son ennemi dans le Tyrol. Bonaparte fit passer, en conséquence, des renforts au général Masséna, en lui donnant l'ordre d'attaquer les Autrichiens, le 11 août. Le général Augereau devait seconder cette attaque, en s'avançant dans la vallée de l'Adige.

Ces mouvements eurent le succès désiré. Les avant-postes autrichiens, trop éloignés du gros de l'armée, ne purent résister à une attaque aussi bien combinée. La division Masséna emporta les postes de Monte-Baldo, de la Corona et de Preaboco, et vengea ainsi les revers qu'elle avait éprouvés sur ce même terrain, quatorze jours auparavant, quand elle avait été obligée de se replier devant l'armée de Wurmser, descendant avec rapidité du Tyrol. Sept pièces de canon et 350 prisonniers tombèrent en son pouvoir. Pendant ce temps, le général Augereau avait passé l'Adige, repoussé tous les postes intermédiaires de l'ennemi jusqu'à Ala, et fait également quelques centaines de prisonniers.

D'un autre côté, pour rendre son mouvement général, Bonaparte avait ordonné à la division Sauret, qui se trouvait comme l'on sait, sur la rive occidentale du lac de Garda, de se porter sur les postes que le général Quasdanowich avait conservés sur ce point, et qui étaient occupés par la brigade du prince de Reuss. Ces postes, déjà trop disséminés, étaient gardés par de faibles détachements (le plus fort n'allait pas au delà de 7 à 800 hommes). Il ne fut pas difficile, aux colonnes des

1796 — an IV. Italie. généraux Sauret et Hilaire de les enlever tous. Celui de la Roca-d'Anfo opposa un peu plus de résistance que les autres; mais les Français abordèrent à la baïonnette les retranchements qui le défendaient, et il fut emporté. Tous les détachements ennemis, ainsi forcés, se retirèrent vers Lodrone, où le prince essaya de rallier sa brigade; mais, poursuivies vivement, ces troupes furent culbutées et dispersées. Les Français s'emparèrent, dans ces différents engagements, de six pièces de canon, de 1,000 à 1,100 prisonniers et de la plus grande partie des bagages de la brigade.

Toutes ces dernières affaires complétaient les victoires de Lonato et de Castiglione; elles servirent de prélude à des événements encore plus sérieux.

Dans la position où se trouvait Bonaparte, après des succes si prompts et si multipliés, le Tyrol était cependant une barrière assez imposante, pour que ce général dût sagement différer la continuation de ses entreprises sur l'armée autrichienne. Lorsque Wurmser était venu pour délivrer Mantoue, l'armée française comptait à peine quarante et quelques mille hommes, et cette force avait été diminuée dans les derniers combats. Il convenait donc au général en chef, avant de suivre ses opérations, d'attendre les renforts qui commençaient à arriver de l'armée des Alpes et de l'intérieur, de donner ses soins au maintien de ses conquêtes actuelles. D'un autre côté, les maladies ayant fait quelques progrès dans les troupes françaises, et occasionné quelques vides dans les cadres, il fallait remédier à ces inconvénients. Il est donc injuste de blâmer, comme l'ont fait quelques historiens, le général Bonaparte d'avoir cédé momentanément à des considérations qui n'ont pas toujours eu autant d'importance à ses yeux dans le cours de sa carrière militaire. Nous ne parlerons point du siége de Mantoue, dont la reprise était encore un objet urgent, essentiel, et qui appelait l'attention spéciale du général français.

Cependant les renforts envoyés par le Directoire arrivaient journellement au quartier général de Bonaparte. L'armée de l'Ouest, aux ordres du général Hoche, fournit la plupart de ces détachements, peu nombreux, mais animés de cet esprit patriotique dont les soldats républicains donnaient encore tant de

preuves. Ils accouraient sous les drapeaux du conquérant de l'Italie, aux cris répétés de *Vive la patrie!* Le mélange de ces guerriers qui venaient d'étouffer le monstre de la guerre civile sur les rives de la Loire, avec ceux qui venaient de battre les ennemis de la France en Italie, excita parmi les autres un nouvel enthousiasme, heureux gage de succès plus grands encore.

Un échange proposé au maréchal Wurmser, par le général en chef, fit rentrer dans les rangs de l'armée les soldats français que les chances de la guerre avaient fait tomber au pouvoir de l'ennemi depuis le commencement de la campagne. En consentant à cet échange, Wurmser parut oublier que les Français, presque toujours inférieurs en nombre, s'étaient montrés supérieurs en courage et en intrépidité. Lorsqu'il rendait à Bonaparte les prisonniers français, il recevait, il est vrai, le même nombre d'Autrichiens; mais ces hommes, humiliés et découragés par tant de défaites successives, pouvaient-ils valoir des soldats qui venaient de puiser une nouvelle énergie dans le spectacle même de la honte de leurs ennemis, et qui se sentaient d'autant plus audacieux et disposés à vaincre, qu'ils avaient été les témoins de la terreur inspirée par les armes françaises. Accueillis par leurs camarades avec des acclamations et des cris de joie, ces prisonniers firent le récit des maux qu'ils avaient soufferts pendant leur captivité, et augmentèrent dans l'armée le désir de la vengeance et l'espoir du triomphe.

Bonaparte profita encore de l'espèce d'inaction dans laquelle il crut devoir rester quelque temps, pour donner à son armée le repos qui lui était si nécessaire après tant de fatigues éprouvées. Après avoir réorganisé ses divisions, distribué dans les cadres les renforts qu'il venait de recevoir, ainsi que les prisonniers rentrés, il s'occupa du soin de faire venir de l'intérieur de l'Italie les vivres et les munitions nécessaires pour continuer la campagne et pousser avec quelque vigueur le siége de Mantoue. Il dut également rétablir, par ses lieutenants, la tranquillité un moment troublée, dans les provinces conquises, par l'effet de la marche de Wurmser sur le Mincio et par les proclamations répandues par ce maréchal, qui s'était annoncé comme le libérateur de l'Italie.

En effet, à la nouvelle des premiers succès remportés par les

1796 -- an IV. Italie.

Autrichiens, à leur sortie du Tyrol, les partisans de l'empereur, n'osant plus douter que la victoire ne dût abandonner les drapeaux républicains, s'empressèrent de seconder de tous leurs moyens des événements qui allaient amener une contre-révolution complète. Les émissaires des nobles et des prêtres recommencèrent leurs excursions dans les villes et dans les campagnes, colportant de fausses nouvelles et les écrits les plus propres à fanatiser de nouveau le peuple, et à le rendre le provocateur et l'instrument des vengeances les plus atroces [1].

Ces menées produisirent une certaine agitation, et réussirent à faire former quelques rassemblements, particulièrement à Crémone, à Casal-Maggiore, et dans deux villages des environs de cette dernière ville. A Crémone, on proposa de conserver l'arbre de la liberté pour y pendre ceux qui l'avaient planté et solennisé. Des listes de proscription, qui désignaient les victimes à immoler lors de la prochaine entrée des Autrichiens, circulèrent dans le public. On accabla de vexations et de mauvais traitements ceux qui refusèrent de quitter la cocarde tricolore. Quelques partisans des Français cherchèrent, par la fuite, à éviter les persécutions; ils furent poursuivis jusqu'au Pô, et quelques-uns massacrés par les furieux qui les avaient atteints.

La faible garnison laissée dans Casal-Maggiore fut assaillie par la populace ameutée, et, malgré sa résistance, elle fut égorgée. Le commandant, échappé, comme par miracle, au carnage, croyait se soustraire à la mort en s'embarquant; mais les assassins firent feu sur le bateau qui le portait: il s'élance dans les flots, pour éviter les balles meurtrières, ainsi que sa femme et sa fille qui l'accompagnaient: il est tué. Les femmes atteignirent l'autre rive à l'aide de quelques hommes généreux qui réussirent à les sauver.

Toutefois, les agitateurs n'avaient pu réunir qu'un petit nombre de ces gens sans aveu qui, dans tous les pays civilisés, accourent aux cris du désordre, pour se rendre les instruments mercenaires de la vengeance et de l'esprit de parti. La saine partie du peuple montra peu de dispositions à seconder les fu-

[1] Parmi ces écrits, on distingua dans le temps les *Lettres adressées par un dominicain à une religieuse*, dans lesquelles se trouve exposée la doctrine sanguinaire de l'Inquisition.

reurs des partisans de l'Autriche. Lorsque le bruit de la défaite de Wurmser commença à se répandre, les bandes soldées pour fomenter une guerre intestine se dissipèrent comme par enchantement, et la tranquillité succéda rapidement aux troubles de la sédition.

1796 — an IV
Italie.

Celui des princes d'Italie envers lequel Bonaparte avait affecté le plus de modération, le souverain pontife, n'eut pas plus tôt appris les revers des Français et la levée du siége de Mantoue, qu'au mépris de l'armistice conclu avec la république et des représentations que lui faisait, à cette occasion, le ministre d'Espagne Azzara, il s'empressa d'envoyer un vice-légat pour reprendre possession du Ferrarais. La garnison française de la citadelle de Ferrare en était sortie, le 31 juillet, pour rejoindre, en toute hâte, l'armée menacée par Wurmser, et elle avait eu la précaution, avant son départ, d'enclouer les canons et de jeter à l'eau les munitions qu'elle ne pouvait pas emporter. Le pape, dans l'imprudente persuasion que les Français allaient être chassés de l'Italie, espéra qu'il lui serait facile de rentrer en maître dans les légations, où il serait, sans doute, secondé par les vœux et les efforts de ses anciens sujets : il fut cruellement déçu dans son attente. Le vice-légat fit, en effet, son entrée dans Ferrare; mais aucun mouvement ne se manifesta qui pût faire croire que la majeure partie des habitants vissent avec satisfaction le retour du régime ancien. On laissa le légat s'installer tranquillement dans son palais; mais quand cet envoyé fit enlever les armes de la république pour replacer celles du saint-siége, cet acte, assez naturel, excita une grande fermentation parmi le peuple, et révéla le grand nombre de partisans que les Français conservaient dans la ville. La garde nationale et la municipalité accoururent au palais du légat : les armes papales furent de nouveau renversées et remplacées par celles de la république. Dans le même temps, le bruit des premiers succès obtenus sur Wurmser vint à se répandre dans le Ferrarais. Le légat prit la fuite avec plus de célérité qu'il n'en avait mis pour se rendre à son poste. Bonaparte, ne voulant pas s'attirer de nouveaux embarras dans l'Italie, ne s'occupa que faiblement de cet événement, parut oublier la nouvelle incartade du successeur de

1796 — an IV. Italie.

saint Pierre, et remit à un temps plus opportun le soin de s'en venger.

Mais, si les habitants de Ferrare ne parurent pas seconder, comme le pape l'avait espéré, les mesures prises par lui pour secouer le joug français, il n'en fut pas de même dans toutes les autres parties de l'État ecclésiastique, et notamment dans la capitale du domaine de saint Pierre. Le 7 août, les commissaires envoyés par Bonaparte à Rome afin de choisir les objets d'art que le pape, d'après le traité d'armistice, devait livrer à la France, faillirent, ainsi qu'un peintre adjoint à la commission, devenir les victimes de la haine que les Romains portaient aux républicains, et qu'ils avaient manifestée antérieurement avec autant d'impolitique que de barbarie. Les commissaires français, en parcourant les rues de Rome, furent assaillis par la populace, et ce ne fut qu'avec les plus grandes peines, et par les soins d'un lieutenant de sbires, qu'ils parvinrent à se réfugier en partie dans l'hôtel du gouverneur de la cité.

Le ministre du gouvernement français Cacault fit, au sujet de ce dernier événement, les plus vives représentations à Sa Sainteté, et le pape promit de faire rechercher les auteurs de l'émeute, pour les faire punir sévèrement. Quelques individus furent effectivement arrêtés; mais, par une connivence à laquelle on devait naturellement s'attendre, ils s'évadèrent deux jours après leur arrestation.

La fermentation générale, produite par les mêmes causes que nous avons exposées plus haut, n'eut d'ailleurs aucun autre résultat remarquable dans les autres pays soumis à la domination française. La Lombardie proprement dite fut, de tous ces pays, le seul où les esprits parurent le plus favorablement disposés, soit que les habitants fussent retenus par le souvenir du châtiment terrible infligé aux conspirateurs de Pavie, soit qu'une certaine affection pour les principes de la révolution française les empêchât de seconder les ennemis de cette nation libératrice : les émissaires de l'Autriche, et les agitateurs des deux classes privilégiées, ne réussirent point dans leurs intrigues. Les Milanais surtout s'étaient prononcés, dans cette circonstance difficile, d'une manière assez énergique en faveur des Français. Lorsque les agents de l'insurrection cherchèrent à

semer l'épouvante sur la prochaine arrivée des Autrichiens, en 1796 – an IV.
exagérant les revers de l'armée française au commencement des Italie.
opérations de Wurmser, la municipalité et un grand nombre des habitants de Milan se présentèrent chez le commissaire du Directoire français, Salicetti, pour lui demander des armes et l'honneur de combattre avec les républicains. Quoiqu'on fût resté quatre jours sans recevoir aucune nouvelle de l'armée, la tranquillité publique, dans Milan, ne fut ni troublée ni menacée. La garde civique ne cessa point de faire des patrouilles et de montrer un zèle semblable à celui qu'on aurait pu attendre d'une garnison française. Cette conduite et ce dévouement des habitants de Milan leur valurent, de la part du général en chef, le témoignage de satisfaction que nous croyons devoir consigner ici : « Lorsque l'armée battait en retraite, que les fauteurs de l'Autriche et les ennemis de la liberté la croyaient perdue sans ressource, lorsqu'il était impossible à vous-mêmes de soupçonner que cette retraite n'était qu'une ruse, vous avez montré de l'attachement pour la France, de l'amour pour la liberté; vous avez déployé un zèle et un caractère qui vous ont mérité l'estime de l'armée, et vous mériteront la protection de la république française. — Chaque jour votre peuple se rend plus digne de la liberté; il acquiert chaque jour de l'énergie : il paraîtra, sans doute, un jour avec gloire sur la scène du monde. Recevez le témoignage de ma satisfaction, et du vœu sincère que fait le peuple français pour vous voir libres et heureux [1]. »

[1] Cette fermentation, produite par les premiers succès de l'armée de Wurmser en Italie, s'était étendue jusqu'en France. La renommée avait, suivant l'usage, singulièrement enflé les revers essuyés par l'armée française à Salo et à la Corona. Tous ceux qui, dans l'intérieur de la France, avaient quelque intérêt à se réjouir de l'humiliation de la république et des désastres de ses armées, avaient déjà saisi cette occasion de jeter l'alarme et de semer la terreur parmi les citoyens, en décrivant avec une fausse pitié tous les événements fort exagérés de l'ouverture de la campagne. Il est à remarquer qu'à cette époque de notre histoire révolutionnaire, la presse jouissait d'une liberté presque absolue. Tous les journaux dévoués ou vendus aux ennemis du gouvernement directorial rapportèrent les événements d'Italie avec la plus perfide partialité, et c'était surtout contre le général Bonaparte qu'ils dirigeaient leurs amères récriminations. Ils représentaient l'armée comme presque anéantie par la folle présomption, l'impéritie ou les mauvaises in-

1796— an IV. 13 août. (26 therm.) Allemagne.

Suite des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle. Bataille de Neresheim. Combat de Kamlach entre les Français républicains et émigrés. — La marche des événements militaires nous rappelle en Allemagne. Nous avons déjà signalé l'inconvénient d'avoir partagé le commandement suprême des forces françaises sur ce théâtre ; notre récit va démontrer de plus en plus la vérité de nos assertions à cet égard.

On peut se rappeler les positions occupées par l'armée de l'archiduc Charles, après les dernières affaires que nous avons rapportées. Le 24 juillet, à deux heures du matin, le prince leva son camp de Schorndorf, pour aller bivouaquer à Gmünd, et marcha sur une seule colonne, parce que le terrain coupé n'avait pour issue que la vallée de la Rems ; une arrière-garde resta cependant à Schorndorf. Le général Hotze se retira, également sur une colonne, avec 11 bataillons et 14 escadrons, d'Esslingen et Blochingen, par la vallée de la Fils à Göppingen. Le général Deway dut se porter sur Blaubeuren, à l'effet de couvrir la ville d'Ulm, de concert avec les troupes du général Frölich et du prince de Condé. Le corps du prince de Lichtenstein couvrit la marche de la droite des Autrichiens, en se retirant par la vallée de la Lein.

tentions du vainqueur de Beaulieu et de Colli, et semblaient demander, au nom de l'intérêt public, que le gouvernement le rappelât pour le faire juger par une cour martiale créée à cet effet. Le Directoire méprisa ces vaines clameurs, et crut devoir prendre le soin de détruire, dans l'esprit de Bonaparte, les fâcheuses impressions que ces menées pouvaient y faire naître. Le gouvernement écrivit, en conséquence, une lettre à ce dernier, dans laquelle il le rassura sur ses propres intentions, en lui payant un juste tribut d'admiration et de reconnaissance pour les exploits de l'armée d'Italie ; exploits dus presque tous au développement des grands talents de son général. Après avoir passé en revue et réfuté les opinions des libellistes et des folliculaires qui cherchaient à obscurcir la gloire de Bonaparte, le Directoire terminait sa lettre par ce paragraphe :

« Vous avez, citoyen général, la confiance du Directoire ; les services que vous lui rendez chaque jour vous y donnent des droits. Les sommes considérables que la république doit à vos victoires prouvent que vous vous occupez tout à la fois de la gloire et des intérêts de votre patrie. Tous les bons citoyens sont d'accord sur cet objet. Vous n'aurez pas de peine à abandonner les jactances des uns, et les calomnies des autres, au mépris qu'elles méritent par elles-mêmes et plus encore par l'esprit qui les dirige. »

Moreau suivit l'armée autrichienne dans un ordre à peu près parallèle. La circonspection de sa marche doit être attribuée, cette fois, au défaut de renseignements bien exacts sur la nature du terrain qu'il traversait, les montagnes de l'Alb, qui auraient nécessité des reconnaissances préliminaires bien difficiles à effectuer, et qu'il devait supposer parfaitement connues de l'archiduc.

La troisième division (celle de Duhesme), qui avait quitté l'aile droite pour se rattacher au centre de l'armée, ainsi que nous l'avons dit plus haut, marcha à droite, par Urach et Wiesensteig sur Geisslingen, en longeant le pied des montagnes de l'Alb. Les divisions Taponnier et Bourcier (4e et 5e) remontèrent, ainsi que la réserve de cavalerie, la vallée de la Fils, et la division Delmas se porta à gauche par la vallée de la Rems. Il résultait de ces dispositions que cette dernière division se trouvait seule, dans la vallée de la Rems, compromise avec la forte colonne de l'archiduc, qui se retirait, comme on l'a vu, par cette même vallée; tandis que le gros de l'armée française, en prenant le chemin beaucoup plus long de la vallée de la Fils, ne suivait effectivement que la seule division Hotze. Il est facile de remarquer le vice des combinaisons du général Moreau, induit en erreur, comme nous l'avons fait observer, par le défaut de renseignements. Il perdait l'occasion de presser convenablement son ennemi dans les défilés qu'il était obligé de traverser; et cette marche morcelée et mal combinée, dans les vallées séparées par des montagnes dont la communication était regardée comme impraticable, exposait en outre l'armée française à de grands dangers.

Le 25 juillet, les troupes légères du général Delmas attaquèrent les postes ennemis, en avant de Schorndorf, et les replièrent, après une légère résistance, jusque dans la ville. Mais Delmas ne jugea point convenable d'entamer une affaire sérieuse avec les forces de l'archiduc, qu'il savait être devant lui. Le 26, le prince se porta de Gmünd sur les hauteurs de Böhmenkirch. Il parut alors avoir l'intention de profiter des dispositions prises par le général Moreau, en réunissant au centre des communications des vallées les troupes du général Hotze à celles qu'il conduisait lui-même. Mais ces démonstrations, qui pouvaient avoir

1796—an IV. Allemagne. un résultat fâcheux pour l'armée française, n'avaient réellement d'autre objet que de retenir cette dernière jusqu'à ce que les magasins qui se trouvaient entre Guntzburg et Ulm fussent évacués.

La vallée de la Fils, par laquelle le gros de l'armée française se dirigeait plus particulièrement, commence entre Geisslingen et Urspring, dans la chaîne du Rauhe-Alb. Cette chaîne n'est pas très-élevée, mais elle diffère des autres en ce que ses vallées sont formées par des rochers à pic, et qu'on trouve sur sa sommité une plaine assez étendue et découverte, traversée à Urspring, dans un endroit très-resserré, par la route qui conduit à Ulm. On y voit les sources de plusieurs ruisseaux qui vont se jeter dans le Danube et le Necker. Le général Hotze occupa ce passage, aussi difficile à attaquer qu'aisé à défendre.

Une seconde route mène du Rauhe-Alb au Danube; celle-ci quitte la vallée de la Fils, auprès de Gross-Siessen, et passe ensuite dans une autre vallée étroite jusqu'à Weissenstein; de là elle se prolonge sur les flancs très-rudes d'une montagne, qu'elle descend ensuite par une rampe très-rapide pour conduire à Heidenheim, dans la vallée de la Brenz. Böhmenkirch se trouve placé sur cette route, et c'est là que l'archiduc avait pris position.

L'avant-garde du prince était à Bargau, couvrant la vallée de la Rems et le chemin d'Aalen, par où s'avançait la division du général Delmas. La position de l'archiduc, sur ce point, pouvait être considérée comme inexpugnable. La vallée de la Fils est un défilé si étroit et si resserré par les rochers qui la bordent, que l'ennemi qui s'y engage n'a aucune possibilité de manœuvrer, et fort peu d'espoir de salut, s'il vient a être repoussé dans son attaque. Il faut absolument qu'il s'empare des sentiers de Geisslingen et de Weissenstein, pour obtenir quelque succès, ou bien qu'il retourne sur ses pas pour essayer de s'en approcher en gagnant la vallée de la Rems, dans la supposition toutefois que son adversaire le laissera exécuter ce dernier mouvement.

Nous avons dit que le prince Charles n'avait pris cette position formidable que pour donner le temps d'évacuer les maga-

sins autrichiens placés entre Guntzburg et Ulm. Cependant il avait encore un autre motif : il attendait des nouvelles de l'armée du bas Rhin, pour se décider à marcher directement sur Ulm, et pour se trouver en mesure de soutenir au besoin le général Wartensleben. 1796 - an IV. Allemagne.

Lorsque le général Moreau vit l'archiduc s'arrêter ainsi dans la position de Böhmenkirch, il conjectura que l'intention du prince était d'attendre l'attaque de l'armée française, ou bien de déboucher tout à coup, pour être lui-même l'attaquant lorsque l'armée de Rhin-et-Moselle sortirait des vallées de la Fils et de la Rems. Après avoir fait reconnaître les hauteurs du plateau d'Urspring et de Böhmenkirch, le général français acquit la conviction du danger qu'il courait, soit en attaquant, soit en recevant l'attaque de son ennemi. En prenant le premier parti, Moreau ne pouvait, ainsi qu'on a dû le remarquer plus haut, parvenir à Böhmenkirch qu'en retournant sur ses pas, pour s'approcher de ce point par la vallée de la Rems ou par le chemin de Blaubeuren ; mais, pour gagner cette dernière route, il fallait que les troupes rétrogradassent jusqu'auprès de Kirchheim ; et pour arriver par la vallée de la Rems, il n'y avait que le chemin de Siegen à Gmünd. Mais une manœuvre qui doit commencer par une marche rétrograde de deux jours, en présence d'un ennemi vigilant, est sujette à de graves inconvénients. En effet, si Moreau se fût décidé à gagner la vallée de la Rems, l'archiduc, marchant alors sur Ulm et sur la vallée de la Brenz par Heidenheim, contraignait l'armée française à manœuvrer autour de son flanc et à se porter sur Aalen, avant d'être forcé lui-même à Böhmenkirch. D'un autre côté, si le général français continuait à s'avancer, en évitant d'attaquer l'archiduc, il courait le risque de voir le prince détacher une partie de son armée, pour se jeter sur les têtes de colonne des Français, et écraser ces derniers dans les défilés où il devenait difficile de se défendre. Ces considérations déterminèrent Moreau à laisser son ennemi tranquille, pendant quelques jours, dans une position qu'il eût été plus qu'imprudent de chercher à forcer.

Cependant l'archiduc, ne recevant point de l'armée du bas Rhin les nouvelles favorables qu'il espérait, et perdant l'es-

1796 — an IV. Allemagne.

poir de se réunir à son lieutenant Wartensleben, sur le Danube, au moins de quelque temps, puisque cette jonction ne pouvait plus guère avoir lieu qu'à Ratisbonne, l'archiduc renonça au projet de se retirer sur Ulm, et se décida à quitter Böhmenkirch, pour suivre les montagnes et s'établir sur la rive gauche du Danube, où l'appelait l'exécution du plan d'opérations qu'il avait d'abord arrêté à Pforzheim.

Le 1er août, à deux heures du matin, le prince quitta la position de Böhmenkirch, et se porta sur Heidenheim. Le prince de Lichtenstein occupa Aalen avec son corps de flanqueurs. Le général Hotze s'établit entre Falkenstein et Bissingen, en avant de Giengen; les avant-postes s'étendaient de Schwabsberg par Ramenstrut, Bœbingen, Weissenstein et Rawenstein; le long de l'Esbach vers Geisslingen, d'où ils se dirigèrent sur la route d'Ulm à Deukenthal, et par Albeck en avant du couvent d'Elchingen. Le général Frölich, après avoir laissé les émigrés à Memmingen et le général Wolf sur l'Argen, reçut l'ordre de descendre le long de l'Iler, pour s'avancer ensuite sur le Danube. Le corps volant du général Deway passa le Danube à Ulm, à l'effet de couvrir la marche de Frölich. Tous les ponts du Danube furent détruits, à l'exception de celui d'Elchingen. Le soir même du 1er août, les avant-postes que le général Moreau avait mis en marche aussitôt qu'il se fut aperçu que les Autrichiens abandonnaient leur position de Böhmenkirch, occupèrent Babingen, d'où ils chassèrent l'arrière-garde ennemie.

Le 2 août, le prince Charles quitta son bivouac de Heidenheim, pour se rendre à Neresheim. Le général Hotze se porta à Gundelfingen, et le prince de Lichtenstein à Elfingen, en avant de Neresheim. Les avant-postes s'étendirent de Lauchheim jusqu'au Danube. Le général Frölich s'établit à Pfühl, sur la rive droite, après avoir dirigé un détachement sur Kempten, afin d'occuper, à tout événement, les défilés d'Immenstadt et de Reitti.

La marche de l'armée autrichienne, partie par les montagnes et partie par Ulm, sur la rive droite du Danube, avait obligé le général Moreau de changer quelques-unes de ses dispositions précédentes. Il vit qu'il était inutile de suivre son ennemi

sur le Rauhe-Alb, et se contenta de poster le centre de son armée, par la route directe des montagnes, à Heidenheim. Le 3 août, le général Saint-Cyr attaqua ce dernier endroit, s'en empara et prit position sur la Brenz. 1796—an IV. Allemagne.

Le corps de Desaix se mit en marche, le même jour, par la vallée de la Rems; et l'arrière-garde autrichienne ne s'étant retirée de Gmünd que lorsqu'elle vit les Français en mouvement, Desaix l'atteignit près d'Aalen. Elle voulut faire quelque résistance, n'ayant d'abord affaire qu'à quelques troupes légères; mais, Desaix s'étant avancé lui-même, les Autrichiens furent obligés de céder le terrain après un combat assez vif, dans lequel ils perdirent un certain nombre de soldats, restés morts sur le champ de bataille, et environ 300 prisonniers. La forêt de Waldshausen fut abandonnée par suite de cette affaire, et l'ennemi se replia de Lauchheim à Waldshausen et Königsbronn.

Les mouvements de l'aile gauche des Français firent penser au prince Charles que l'intention de Moreau était de tourner sa droite et de le forcer, par une attaque vigoureuse, à repasser le Danube. Trouvant donc que sa position actuelle à Elchingen, Neresheim et Gundelfingen avait trop d'extension pour se défendre avec avantage, l'archiduc crut devoir changer ses positions. Dès le 3 août, il se porta en personne à Nordlingen, avec neuf bataillons et quinze escadrons, en laissant seulement, sur la hauteur d'Umenheim, près de Neresheim, trois bataillons et quatre escadrons. Les troupes du prince de Lichtenstein, qui formaient alors l'avant-garde de l'aile droite autrichienne, furent placées à Trochelfingen, occupant Bopfingen et Michelfeld, par des avant-postes.

La journée du 4 août se passa sans aucun engagement entre les deux armées. Les Français s'affermirent dans leurs positions, et l'archiduc fit avancer le général Hotze, avec huit bataillons et douze escadrons, de Gundelfingen à Umenheim, après lui avoir fait laisser deux bataillons et quatre escadrons à Dischingen. Il fit aussi rester le général Riese à Gundelfingen avec six bataillons et douze escadrons, en s'entourant de troupes légères depuis Bopfingen par Nattheim, Stauffen, Giengen, jusqu'au Danube. Il est à remarquer que, par les nouvelles dispositions prises par l'archiduc dans l'intention de se trouver

1796 — an IV. Allemagne.

mieux en mesure de résister à l'attaque, ce prince prenait une position plus étendue et plus exposée que la première.

Moreau envoya, le 5 août, le général Heudelet faire une reconnaissance sur le front de la ligne ennemie. Ce général se porta sur Bopfingen et en chassa les Autrichiens. Enhardi par ce succès, le détachement français s'engagea un peu trop avant et donna le temps au prince de Lichtenstein d'accourir avec des forces supérieures; le général Heudelet fut repoussé avec perte de 2 à 300 hommes hors de combat ou prisonniers. Cependant il parvint à faire sa retraite en assez bon ordre, grâce à la fermeté que montrèrent, dans cette circonstance, trois compagnies de la 97e demi-brigade de ligne et une compagnie de carabiniers de la 15e demi-brigade légère qui soutinrent, à quatre reprises différentes, le choc de la cavalerie ennemie sans se laisser entamer.

Le même jour, le général Saint-Cyr, après s'être avancé des bords de la Brenz, attaqua les Autrichiens à Giengen, s'empara de ce poste ainsi que de ceux de Hermaringen, Staufen et Altenberg. Il poussa même ses avant-postes jusqu'auprès d'Elchingen; mais ces derniers furent forcés de se replier. Le résultat de ce mouvement fut de contraindre le général Riese de se retirer de Gundelfingen par Lauingen et Dillingen, et d'établir ses avant-postes sur l'Egge.

Le projet du général Moreau était toujours d'attaquer l'archiduc avec toutes ses forces. Il employa quatre jours à préparer ses manœuvres en conséquence; mais, pour dérouter l'ennemi, il le fit inquiéter sur sa ligne par des escarmouches et des reconnaissances continuelles, pendant lesquelles il faisait prendre aux troupes françaises une position concentrique, entre Aalen et Heidenheim. Le 8 août, la division Duhesme, qui s'était réunie la veille sur les hauteurs de Ballendorf, fut dirigée sur Gundelfingen, pour flanquer une forte colonne qui se portait sur les hauteurs d'Ober-Medlingen. Le général Duhesme replia l'avant-garde du général Deway; mais celui-ci, ayant été soutenu par de la cavalerie et de l'artillerie que le général Riese envoya à son secours, revint à la charge, et repoussa à son tour les Français au delà de Gundelfingen. Toutefois, après un combat qui dura jusqu'à la nuit, les troupes de Duhesme rega-

gnèrent du terrain, et les Autrichiens se retirèrent sur Lauingen et Dillingen. 1796 – an IV. Allemagne.

Le général Lecourbe, commandant une brigade de la division Taponnier (quatrième), réussit à chasser les Autrichiens de Neresheim, en leur faisant 250 prisonniers, et le corps de Desaix (aile gauche), qui s'était avancé à la même hauteur, vint se placer, la droite entre Neresheim et Umenheim, la gauche sur les hauteurs en arrière de Weiler-Merkingen. Moreau crut devoir séjourner dans ces positions pour faire reconnaître un pays difficile, opération essentielle dans un moment où il allait frapper enfin un coup décisif.

L'archiduc, de son côté, attentif à suivre les mouvements de son adversaire, fit porter, dès le 9 août, le gros de son aile droite à Medlingen, en ne laissant que des troupes légères devant Nordlingen. Le général Hotze se plaça derrière Forchheim avec huit bataillons et douze escadrons, avec ordre de se rendre à Donauwerth par la vallée de la Kessel, dans le cas où il serait forcé dans cette première position. Quatre bataillons et dix escadrons furent placés en réserve à Aufhausen, et les avant-postes postés à Umenheim.

Le 10 août, les deux armées étaient très-rapprochées, et les avant-postes français touchaient presque ceux des Autrichiens.

Voici quelle était la position de l'armée autrichienne : l'aile gauche, forte de 12,470 fantassins et de 4,940 chevaux, occupait Krumbach et Güntzburg par les troupes du général Frölich et Giulay. Le corps du prince de Condé était en marche pour se réunir à ce dernier. Le général Riese campait à Höchstadt avec seize bataillons et six escadrons. Cette aile gauche de l'armée autrichienne, destinée à contenir la droite des Français (corps de Férino), ne prit pas tout entière une part active à la bataille de Neresheim. Il n'y eut en ligne que les troupes des généraux Riese et Giulay.

Le centre, commandé par le général Hotze, avait sa gauche à Amerdingen, sa droite derrière Forchheim, sa réserve à Aufhausen. Les avant-postes se trouvaient à Forchheim, Weilerhofen, Eglingen, et près de la maison de chasse du même nom. Les troupes qui composaient ce corps peuvent s'évaluer à 9,500 hommes d'infanterie et 3,480 de cavalerie.

1796. — An IV.
Allemagne.

L'aile droite, commandée par l'archiduc lui-même, offrait un effectif de 7,770 fantassins et 4,840 chevaux; elle occupait Medlingen par neuf bataillons et treize escadrons. Le prince de Lichtenstein, avec deux bataillons et vingt-deux escadrons, se trouvait en avant-garde à Nordlingen.

L'archiduc venait d'apprendre que le général Wartensleben, trop faible pour résister à Jourdan, se voyait obligé de se replier sur la Bohême. Ce prince craignit, en temporisant devant le général Moreau, de ne pouvoir plus être à même de donner la main à son lieutenant. Il résolut donc de prendre l'initiative de l'attaque, afin de repousser l'armée française dans la position où elle se trouvait. Il espérait, dans ce dernier cas, pouvoir se retirer ensuite sans être inquiété, et se porter au secours de l'armée du bas Rhin. En conséquence, il expédia, à tous ses généraux, l'ordre de s'arrêter dans les positions que nous venons d'indiquer plus haut.

Cette détermination du prince Charles était aventureuse; il s'exposait, en cas d'échec, à être culbuté dans le Danube, ou au moins à se voir singulièrement contrarié dans l'exécution ultérieure du plan qu'il avait médité d'abord. Quelques relations ont donné pour motif de la résolution de l'archiduc la nécessité où il se trouvait de faire évacuer promptement ses équipages, ses chariots de vivres et son artillerie; mais ces précautions auraient dû être prises au moment même où le prince s'était décidé à quitter la position de Böhmenkirch. Quoi qu'il en soit, rien ne prouve l'opportunité de son attaque, et la combinaison de cette dernière n'était rien moins que convenable pour en assurer le succès.

Le général Moreau se trouvait dans une position qui pouvait le rassurer sur les intentions de son adversaire. Placée au milieu de la partie ouverte des montagnes, l'armée française commandait la route principale qui conduit à Nordlingen et au Danube. Elle avait, en cas d'échec, sa retraite assurée, au lieu que le gros de l'armée autrichienne avait à dos des vallées qui, descendant par Medlingen vers la route de Nordlingen et la Wernitz, ne présentaient que de mauvais chemins presque impraticables pour une retraite.

Cependant le général français crut devoir profiter de la mau-

BATAILLE DE NERESHEIM

NORD

Authausen
Osterholz
Nordlingen
Pflaumloch
Trochtelfingen
Wemmingen
Herfeldhausen
Ummemingen
Klein Nordlingen
Herkheim
Riffingen
Dehlingen
Edesheim
Merkingen
Weiler
Weiler Anhausen
Karthausen
Ohmenheim
Schweindorf
Stetten
NERESHEIM
Closter
Forheim
Aufhausen
Gros Kuchen
Fricking
Hofen
Aurnheim
Ederheim
Nattheim
Dunstelkingen
Amerdingen
Fleinheim
Dischingen
Zoschingen
Reistingen
Demingen
Oggenhausen
Staufen
Eglingen
Bernau
Burghagel
Fininngen
Mødingen
Hoen Memmingen
Ruchhagel
Giengen
Sachsenhausen
Wittislingen
Hermaringen
Haunsheim
Schabringen
Oberberg
Brenz R.
Frauen-Riedhausen
Hausen
Dillingen
Medlingen
Lauingen
Brenz
Echenbrun
Gundelfingen
Sontheim
Bæchingen
Danube Fl.
Stotzingen

12 Kilomètres.



vaise position d'un corps d'avant-garde autrichien en arrière du village d'Eglingen, pour le faire attaquer par les troupes légères du centre, que soutint la division Taponnier (quatrième). 1796 — an IV. Allemagne.

Après un combat assez vif, les Autrichiens furent repoussés sur Amerdingen, avec une perte de 450 hommes environ; en même temps le général Beaupuis pénétrait dans la forêt entre Schweindorf et Forchheim, et la division Delmas faisait une fausse attaque sur Bopfingen. Ce commencement d'un mouvement sérieux, qui prévenait celui de l'ennemi, fut interrompu par un orage violent qui dura jusqu'à la nuit.

Moreau établit son armée en avant de Neresheim, la droite appuyée à Dischingen sur les hauteurs avantageuses de Veggebach; son centre à Dunstelkingen; et la gauche appuyant à la route de Neresheim à Nordlingen, dans une forêt épaisse, derrière le village de Schweindorf. Quoique les bois de cette contrée soient coupés de vallées et de ravins profonds, pour mieux protéger sa gauche, le général en chef posta sa réserve de cavalerie sur la route de Nordlingen, en arrière des bois, où le terrain s'ouvre vers Umenheim et Neresheim. Six bataillons de la division Duhesme étaient à Medlingen, près de la Brenz, pour flanquer l'armée à droite, tandis que la division Delmas la flanquait sur sa gauche à Bopfingen [1].

Dans son dessein d'attaquer les Français, le prince Charles ne s'était point encore affranchi alors des entraves de la routine autrichienne : il commit la faute de disposer ses troupes par corps morcelés sur une ligne de dix lieues d'étendue, et de les faire arriver sur son ennemi en cinq colonnes qui devaient encore se subdiviser.

La première colonne de gauche de l'armée autrichienne fut tirée du corps de Frölich, qui, après s'être replié à Guntzburg, avait reçu l'ordre de passer le Danube à Ulm pour se lier à la deuxième colonne, commandée par le général Riese. Celle-ci, forte de 10,000 hommes, se divisa en deux parties :

[1] Ces deux corps de flanqueurs étaient trop éloignés du gros de l'armée. Le général Jomini fait, à ce sujet, des réflexions fort judicieuses sur le mauvais emploi de troupes ainsi détachées. De pareilles dispositions tenaient, au surplus, au genre de tactique alors usité. L'expérience a conduit, par la suite, à des principes plus sains sur la manière d'éclairer les flancs d'une armée.

1796.—an IV. Allemagne.

la premiere, sous les ordres du général Mercantin, et composée de 3,000 hommes, dut se diriger sur le flanc droit de l'ennemi à Dischingen; la seconde, de 7,000 hommes, conduite par le général Riese, dut partir de Dillingen pour accabler les six bataillons du général Duhesme à Medlingen, tourner ensuite le corps de bataille, et gagner, avant les Français, le passage difficile des montagnes de l'Alb.

Le centre de l'armée autrichienne, renforcé la veille par une partie de la réserve venue de Medlingen, formait à peu près 19,000 hommes. L'archiduc partagea ces troupes en trois divisions. La première, conduite par le général Latour, lieutenant général du prince, et forte de 5,500 combattants, dut se porter d'Amerdingen sur Eglingen, Osterhofen et Zeigheim, pour s'avancer ensuite sur Dischingen, pendant que le général Mercantin seconderait ce mouvement en se portant, comme nous venons de le dire plus haut, sur la droite de ce même village, pour prendre les Français en flanc. L'archiduc dirigeait lui-même la deuxième division, forte de 5,000 fantassins et 1,500 chevaux. Cette division fut encore partagée en deux colonnes. L'une, confiée au général Baillet, marchant entre Eglingen et Hofen, devait se réunir ensuite à la seconde, que conduisait le prince de Furstenberg, qui se portait directement sur Hofen, et la division ainsi réunie devait marcher sur Dunstelkingen. Enfin la troisième colonne, ou division du centre, forte de 7,500 hommes, dont 1,800 de cavalerie, aux ordres du général Hotze, devait, sur deux colonnes, attaquer Kossingen et Schweindorf.

La droite des Autrichiens, formée par le corps d'avant-garde aux ordres du prince de Lichtenstein, qui était dans les environs de Nordlingen, soutenue par une partie de la réserve toujours placée entre Medlingen et Grosselfingen, sous le commandement du général Sztarray; cette droite, disons-nous, forte de 4,500 fantassins et 4,200 chevaux, dut former deux attaques : l'une avait pour objet de forcer la grande route qui mène de Nordlingen à Neresheim; et l'autre, dirigée sur Bopfingen, était destinée à menacer le flanc gauche de l'armée française.

On voit, d'après l'exposé de toutes ces attaques, que la prin-

cipale devait avoir lieu contre le centre des Français à Dunstelkingen. L'archiduc espérait pouvoir forcer les Français sur ce point, tandis que la colonne conduite par le général Riese sur les six bataillons du général Duhesme à Medlingen, après avoir culbuté et écrasé ce dernier, se porterait avec célérité sur les derrières de l'armée française pour lui couper sa retraite sur Heidenheim : le projet du prince était enfin de déborder la droite des Français en refusant la sienne, et en contenant la gauche, tandis que les plus grands efforts des Autrichiens se feraient contre le centre.

Les avant-postes des deux armées passèrent la nuit du 10 au 11 août dans les positions où l'orage les avait surpris après le combat d'Eglingen. Le prince Charles avait donné, à ses différentes colonnes, l'ordre de se mettre en mouvement à minuit, afin d'arriver, au point du jour, en présence de l'armée française; mais les torrents de pluie qui étaient tombés pendant et après l'orage, avaient rendu les chemins si peu praticables à travers les bois dont le pays est couvert, et l'obscurité était tellement profonde, que les colonnes parties de Medlingen et destinées à attaquer le centre des Français furent neuf heures en marche pour arriver à leur destination, bien qu'elles n'eussent qu'à peu près trois lieues à parcourir. L'artillerie de ces colonnes fut encore plus retardée, et ne les rejoignit que quelques heures après. On concevra sans peine que les Français profitèrent de ce contre-temps, qui leur devenait singulièrement favorable.

La première colonne autrichienne (celle du général Frölich) n'arriva point au lieu qui lui était indiqué. Son avant-garde put à peine atteindre Albeck; mais l'absence de cette colonne n'empêcha point le général Riese de marcher sur les bataillons du général Duhesme; et la grande supériorité des Autrichiens, en cavalerie surtout, obligea ce dernier à abandonner Medlingen. Les bataillons des 17e et 100e demi-brigades, qui formaient le corps de flanqueurs de Duhesme, eurent besoin de toute leur intrépidité pour ne pas se laisser entamer. Le général français manœuvrait pour se retirer sur la Brenz, et défendre l'étroite vallée de cette rivière; mais le général Riese ne sut pas tirer un parti convenable de sa nombreuse cavalerie,

1796 — an IV. Allemagne

et, quoiqu'il occupât Giengen avant son adversaire, celui-ci parvint à s'ouvrir un passage, traversa la Brenz, et gagna Bohmenkirch, cette position formidable que l'archiduc avait occupée quelques jours auparavant. Le général Riese chercha vainement à faire harceler la colonne française, en queue et en flanc, par sa cavalerie légère. Le général Duhesme n'en continua pas moins sa retraite, sans grande perte, sur Heubach et Weissenstein. Les 3,000 hommes du général Mercantin, qui faisaient partie des 10,000 aux ordres du général Riese, occupèrent sans résistance le village de Balhausen, les hauteurs d'Altenberg et de Stauffen, et y restèrent ensuite dans l'inaction. La retraite du général Duhesme aurait pu seule donner la victoire aux Autrichiens, si le corps entier du général Riese se fût rabattu, de concert avec les attaques des généraux Latour, Baillet et Hotze, sur Koschingen et Fleinheim, derrière la droite de l'armée française. Mais, par une maladresse difficile à concevoir, le général Riese, après avoir cessé de poursuivre Duhesme, vint camper à Oggenhausen, et poussa même une avant-garde sur Heidenheim, où il n'y avait pas d'ennemis à combattre. A la vérité ce mouvement obligea le quartier général français, les administrations, les équipages et le parc de réserve à s'éloigner; mais l'évacuation se fit sans malencontre sur Königsbronn et Aalen. Ce très-mince succès pouvait-il balancer l'inconvénient du défaut de participation du général Riese aux opérations générales de l'armée autrichienne sur le gros de l'armée française?

La colonne du général Latour fut arrêtée dans sa marche sur Dischingen, à l'effet de déborder la droite du corps de bataille français. La lenteur du mouvement de ses troupes, pendant la nuit, avait permis au général Saint-Cyr d'en être informé, de porter aussitôt en avant la brigade du général Laroche dans les villages de Trugenhofen et de Reislingen. Cette brigade y fut attaquée à sept heures du matin. Elle y fit une glorieuse résistance; mais, obligée de céder au nombre, elle se retira, toujours en combattant, jusqu'au château de Dischingen, en avant de ce village. Le général Saint-Cyr détacha alors la brigade du général Lecourbe pour aider le général Laroche à conserver cette position importante. Sur ces entrefaites, les colonnes des

généraux Baillet et prince de Furstenberg, parties d'Aufhausen, avaient rencontré la 16ᵉ légère et la 93ᵉ de ligne, isolées dans les bois, en avant de la ligne (sans doute par suite du mouvement de la veille sur Eglingen), et les avaient culbutées, avec perte de 400 prisonniers. Ces deux demi-brigades, poursuivies la baïonnette aux reins, se retirèrent sur Dunstelkingen; mais la réserve française, en se portant rapidement sur ce point, vint rétablir le combat, et repoussa à son tour les deux colonnes ennemies. 1796 — an IV. Allemagne.

La division du général Hotze (troisième du centre autrichien) commença l'attaque de Kössingen. Pendant longtemps les Français disputèrent à l'ennemi la possession de ce village; mais ils l'abandonnèrent enfin, et se retirèrent sur les hauteurs qui sont entre Kössingen et Neresheim. Le général Hotze essaya de passer le ravin qui le séparait de ses adversaires; mais le général Desaix, au premier bruit de l'attaque, s'était hâté de diriger des forces sur ce point, et les Autrichiens furent constamment repoussés. La colonne de cette division, chargée de l'attaque de Schweindorf, n'obtint pas un plus grand succès. Le chef de brigade Gazan, qui formait la gauche de l'armée française avec la 10ᵉ demi-brigade légère qu'il commandait, se crut assez en mesure de résister, dans ce poste, aux efforts des Autrichiens, sans demander du secours au général Desaix. Il repoussa deux attaques consécutives et se maintint glorieusement dans le village.

Le prince de Lichtenstein s'avança, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, vers Bopfingen, et sur la route qui conduit de Nordlingen à Neresheim, en détachant des partis sur Schweindorf et Umenheim. Mais le corps autrichien, ainsi éparpillé, fut suffisamment contenu par le général Delmas, qui couvrait le flanc gauche de l'armée française, comme nous l'avons déjà dit; et ses troupes légères n'intimidèrent point le brave chef de brigade Gazan, dans sa position de Schweindorf.

Il n'y eut aucun engagement sérieux de ce côté. Le général Sztarray ne prit point part au combat, et le prince de Lichtenstein ne marcha effectivement sur Bopfingen que lorsque le général Delmas évacua ce village pour se rapprocher de l'armée française, ainsi que nous allons le dire plus bas.

1796 an IV. Allemagne. Les colonnes principales du centre de l'archiduc ne purent se déployer qu'à dix heures du matin, entre Hofen et le Barenberg. L'attaque commença aussitôt, mais avec quelque hésitation. Des tirailleurs furent envoyés contre la position du général Saint-Cyr. L'adjudant général Decaen, à la tête des troupes légères, repoussa ces tirailleurs et fit quelques prisonniers. Des escarmouches insignifiantes eurent lieu jusqu'à deux heures. On ne peut excuser le peu de franchise de cette attaque qu'en supposant que l'archiduc attendait l'arrivée de son artillerie, retardée, comme on l'a vu, par la difficulté des chemins. Pendant que, sur cette partie des deux lignes opposées, on s'amusait à échanger des coups de fusil, le général Desaix cherchait, mais sans succès, à prendre l'offensive sur la gauche.

Le général en chef français, au premier avis des efforts de l'ennemi sur Kössingen et Dischingen, sentit que la division Delmas lui devenait inutile à Bopfingen, à une distance de trois lieues du corps de bataille, et cette considération allait le déterminer à rappeler le général Delmas, pour donner au général Desaix plus de facilité dans son attaque sur les troupes du général Hotze, et attirer en même temps sur ce dernier point une partie des forces qui menaçaient le centre de l'armée française. Mais, en apprenant que le général Riese s'était emparé de Heidenheim, ce qui privait le corps de bataille français des munitions qui se trouvaient dans cet endroit et qui étaient attendues avec impatience, Moreau fut obligé de renoncer à son projet offensif sur sa gauche pour soutenir le combat au centre. Il fit même venir du corps de Desaix toutes les munitions dont celui-ci pouvait, à la rigueur, se passer, et envoya de suite l'adjudant général Houël, avec un bataillon, deux escadrons et deux pièces d'artillerie, pour chasser l'ennemi de Heidenheim, si cela était possible.

Vers les deux heures de l'après-midi, l'archiduc se décida enfin à agir avec plus de vigueur. Il fit renouveler les attaques sur Dischingen, le Barenberg et Dunstelkingen. Son artillerie, alors arrivée, lui permit de faire établir plusieurs batteries croisées sur le dernier village que nous venons de nommer, et auquel les obus mirent d'abord le feu. Le prince, voulant profiter des désordres qu'il supposait devoir être produits par cet in-

cendie, fit aussitôt marcher une colonne sur le village pour s'en emparer. L'infanterie autrichienne traversa la vallée qui séparait son champ de bataille du Barenberg, et commença à gravir cette hauteur; mais cette dernière était défendue par la division Taponnier, composée de la 21e légère, et des 31e, 84e et 106e demi-brigades de ligne; ces troupes, commandées par les généraux Lecourbe et Laroche, combattaient avec une bravoure et un dévouement qui furent admirés de l'archiduc lui-même.

1796 — an IV. Allemagne.

Le prince Charles, convaincu que toute tentative de front était inutile, essaya de recommencer son attaque par le flanc gauche de la montagne de Barenberg. Déjà ses premiers bataillons défilaient par les bois qui avoisinent cette dernière, sous la protection des batteries dirigées contre le village, et maltraitaient les troupes placées derrière, lorsque Moreau fit avancer sa réserve et la déploya entre Dunstelkingen et Hofen. Cette manœuvre opportune réussit; l'artillerie légère démonta en partie les batteries autrichiennes. L'archiduc, inquiet à son tour sur sa droite, qui se trouvait ainsi menacée, fit cesser le feu du canon, et il n'y eut plus, jusqu'à la nuit, que des escarmouches entre les tirailleurs des deux partis.

Cependant Moreau avait été informé, vers cinq heures du soir, que Heidenheim n'était occupé que par un parti ennemi; que les bataillons du général Duhesme étaient repoussés fort loin, et que, les réserves de munitions ayant suivi le mouvement rétrograde du quartier général de l'armée sur Königsbronn, on ne pouvait espérer de les voir au corps d'armée dans la journée. Dans la position critique où le plaçait cet état de choses, le général en chef hésita entre l'intention de se retirer, et celle de bivouaquer en présence des Autrichiens. Le premier parti était d'une exécution difficile, puisqu'il s'agissait de traverser de nouveau les montagnes du Rauhe-Alb, suivi par l'archiduc, et exposé à perdre une partie de l'armée dans des chemins inconnus; d'un autre côté, en recevant l'attaque des Autrichiens, il était à craindre que l'extrême fatigue des troupes et le manque de munitions ne lui permissent pas de soutenir cette agression avec la vigueur nécessaire. Toutefois, après de mûres réflexions, Moreau pensa que les Autrichiens, moins nombreux que les Français, et pour le moins aussi fatigués, s'éton-

1796—an IV. Allemagne. neraient, peut-être, de lui voir prendre l'initiative, et ne lui opposeraient pas une résistance aussi forte qu'on pouvait le présumer d'abord. Cette première idée, et celle que les soldats français, souvent démoralisés dans les retraites, redoublaient d'énergie et d'audace dans une attaque presque désespérée, déterminèrent le général en chef à attaquer l'archiduc le lendemain. On distribua, pendant la nuit, les munitions tirées de l'aile gauche aux troupes du centre qui en manquaient.

Moreau dut s'applaudir de sa résolution, puisque le 12 août, à six heures du matin, au moment où les colonnes d'attaque allaient s'ébranler, on s'aperçut que l'archiduc, profitant de la nuit, avait commencé son mouvement de retraite. Ce prince s'était trouvé dans un embarras à peu près pareil à celui de son adversaire. Il avait craint, en restant devant les Français, de se voir vaincu dans l'attaque comme dans la défense. Il venait d'échouer dans sa tentative de repousser l'armée ennemie ; il ne se crut pas en mesure de renouveler ses attaques sur Dischingen, en réunissant toutes ses forces à cet effet, et il prit le parti de continuer une retraite qu'il jugea ne devoir pas être inquiétée trop sérieusement, après une bataille qui demeurait à peu près indécise.

En effet, l'armée française, par suite des fatigues du combat et privée de ses munitions de réserve, n'était guère en état de s'opposer à la marche de l'archiduc sur Donauwerth, et d'empêcher les Autrichiens de passer le Danube. Le prince fit reprendre à son armée, dans la journée du 12, ses positions dans la vallée de Kessel, c'est-à-dire, à Dillingen et à Medlingen. Le lendemain, la gauche, aux ordres du général Hotze, et composée de seize bataillons et dix-neuf escadrons, passa le Danube à Dillingen, et rompit tous les ponts jusqu'à Donauwerth. Le prince, avec quinze bataillons et dix-sept escadrons, vint passer sur ce dernier point, et campa à Nordheim, où le général Hotze vint le rejoindre. Le prince de Lichtenstein et le général Sztarray couvrirent cette retraite avec onze bataillons et quinze escadrons. La chaîne des avant-postes s'étendit d'Erlingshofen, par la montagne, sur Dekingen, Balgheim et Heroldingen. Des détachements de cavalerie légère furent envoyés jusqu'à OEttingen et Nordlingen, pour observer les mouve-

ments de l'armée francaise. Le 14, l'arrière-garde passa le Danube, et ne laissa qu'un poste à Donauwerth. Le général Riese avait aussi traversé le Danube avec ses troupes, le 14, à Dillingen, et s'était porté à Burgau. 1796—an IV. Allemagne.

Le général Moreau suivit d'abord l'armée autrichienne sur la Wernitz, puis se rabattit sur Dillingen et Lauingen, pour y passer le Danube le 19, et prendre position sur la Zusam, sa droite vers Zusmershausen, sa gauche vers Donauwerth. Si le prince Charles avait effectué tranquillement son passage du Danube, il faut, comme nous l'avons déjà insinué, en chercher les causes dans l'extrême fatigue des troupes françaises, dans le défaut de munitions, et surtout dans l'absence de l'artillerie de réserve, dont la marche rétrograde, dans la matinée du 11, ne permit pas au général en chef de se porter aussi promptement qu'il l'aurait désiré à la poursuite des Autrichiens.

La bataille de Neresheim, dont les Français ne peuvent, pas plus que les Autrichiens, s'attribuer le succès, coûta à peu près 3,000 hommes aux deux partis. Il convient de dire néanmoins que les troupes françaises y déployèrent une bravoure et une intrépidité dignes des plus grands éloges. La belle défense de Schweindorf par le chef de brigade Gazan, les bonnes dispositions du général Saint-Cyr à Dischingen, la glorieuse résistance de la division Taponnier à l'attaque des Autrichiens sur le Barenberg, la retraite du corps de flanqueurs aux ordres du général Duhesme fourniraient des exemples d'un grand sang-froid réuni à une valeur brillante. Si l'on doit blâmer le général en chef d'avoir placé ses deux corps de flanqueurs dans des positions trop éloignées du centre, il faut le louer de n'avoir point désespéré du salut de l'armée, après la dispersion des bataillons de Duhesme et le mouvement du général Riese sur Heidenheim. La perte de cette ville, où se trouvait le quartier général de l'armée, la manœuvre de l'ennemi pour tourner son aile droite, la forte démonstration du prince de Lichtenstein sur Bopfingen auraient peut-être fait prendre le change à un général ordinaire : Moreau resta inébranlable sur le point où son centre se trouvait réuni, déjoua par sa fermeté tous les efforts de l'archiduc, et sauva véritablement l'armée.

1796 – an IV. Allemagne. Nous allons maintenant parler des opérations du corps de troupes aux ordres du général Férino, formant l'aile droite de l'armée de Moreau, et que nous avons laissé, après avoir parcouru la vallée de la Kintzig, suivant les mouvements des corps du général Frölich et du prince de Condé.

Le général Férino s'était avancé en marchant sur deux colonnes. La première avait suivi le chemin des villes forestières, et était venue prendre position sur l'Argen, petite rivière qui se jette dans le lac de Constance. Les 10 et 11 août, cette colonne, commandée par le général Tharreau, s'empara des villes de Lindau et de Bregentz. On trouva dans cette dernière vingt-deux pièces de canon, trois mortiers, quatre couleuvrines, un obusier, et quarante bateaux chargés de grains et de farine. La seconde colonne était déjà, le 11, près de l'Iller, vers Memmingen. L'avant-garde, commandée par le général Abatucci, atteignit, le 12, l'arrière-garde du prince de Condé, en deçà de Westerheim. L'engagement commença par une canonnade assez vive de la part des Français, qui ébranla d'abord les émigrés. Le 4e régiment de dragons chargea ensuite, mit en désordre cette arrière-garde, et la poursuivit en la sabrant jusqu'au camp d'Erckheim. Le prince de Condé fit alors avancer d'autres troupes, sous le commandement du duc d'Enghien, et la canonnade recommença avec une nouvelle vigueur. Le combat se soutint pendant quelque temps avec un succès balancé; mais la troisième demi-brigade d'infanterie légère, après un long détour, ayant paru tout à coup sur le flanc des émigrés, et manœuvrant pour les couper, le duc d'Enghien devina l'intention de son ennemi et ordonna la retraite. Le général Abatucci fit marcher une seconde fois le 4e de dragons à la poursuite des émigrés, qui ne s'arrêtèrent qu'au delà de Kamlach.

La division républicaine prit position sur les hauteurs d'Erckheim, la droite à Suntheim, la gauche entre Lauben et Eck, derrière la Gunz, et le général Férino fit occuper Kamlach par l'avant-garde. Les émigrés camperent sur les hauteurs de Mindelheim.

Le prince de Condé s'aperçut bientôt que cette dernière position du corps émigré était mauvaise, et qu'il ne pouvait s'y maintenir. La prudence lui conseillait de continuer sa retraite;

mais, soit qu'il eût reçu du général Frölich un ordre ou une invitation contraire, soit qu'il eût l'intention de prouver aux Autrichiens que son corps ne méritait pas les reproches qu'on lui adressait depuis quelque temps, de ne plus combattre avec sa vigueur accoutumée, le prince ne voulut point se retirer sans engagement.

L'attaque fut résolue pour la nuit même; et, dans le dessein d'unir la ruse à la force, quelques émigrés eurent ordre de chercher à s'introduire, à la faveur de l'obscurité, dans les rangs des républicains. Le but de cette mission, dont l'exécution n'était pas difficile vis-à-vis de soldats de la même nation, était de jeter le trouble et le désordre parmi les républicains, au moment où ces derniers seraient attaqués.

Le 13 août, deux colonnes d'infanterie noble, conduites par les aides-majors-généraux de Solency et d'Hoffelize, descendirent en silence, et marchèrent l'arme au bras sur le village de Kamlach. La cavalerie suivit immédiatement le mouvement de cette infanterie, également sur deux colonnes, et sous le commandement du comte d'Ecquevilly [1]. Le prince de Condé marchait avec la colonne de droite, et le duc d'Enghien avec celle de gauche.

A deux heures du matin, les avant-postes de la 3e demi-brigade légère sont abordés par la colonne du duc d'Enghien, aux cris de *Vive le roi! Condé!* Les républicains répondent à l'instant par une fusillade assez bien nourrie pour prouver aux émigrés que ces cris ne sont point ceux auxquels se rallient leurs adversaires. Cependant, attaquée avec vigueur par des hommes d'élite exaspérés, la 3e demi-brigade est obligée de se replier jusqu'au près du bois de Kamlach, où elle trouve la 89e de ligne placée en intermédiaire, et qui s'ébranle à l'instant pour la secourir. Le combat s'engage de nouveau au milieu d'une obscurité profonde, et devient bientôt une affreuse mêlée, où les Français des deux partis se pressent corps à corps. C'est alors que plusieurs gentilshommes de l'armée du prince, qui étaient parvenus à se glisser derrière les rangs des républicains, essayent d'y porter le désordre et le découragement en criant :

[1] Depuis lieutenant général et inspecteur général du corps royal des ingénieurs géographes.

1796 — an IV. Allemagne.

Nous sommes trahis, coupés, sauvons-nous ; sauve qui peut! Cette manœuvre, indigne peut-être du caractère loyal et franc des militaires français, et qu'aurait sans doute réprouvée le bon chevalier Bayard, obtint momentanément quelque succès. Les soldats républicains, étonnés, hésitent, vacillent, mais bientôt, détrompés par leurs officiers, qui ont reconnu la voix des perfides qui veulent les entraîner dans le piége, ils deviennent furieux, se jettent avec rage sur les émigrés qui ont osé s'introduire dans leurs rangs, les assomment à coups de crosse de fusil, se précipitent à la baïonnette sur l'infanterie noble, et la mettent en déroute.

Le prince de Condé accourait dans ce moment au secours de son petit-fils, qui s'était ainsi engagé le premier, et cherchait à tourner la gauche de la 3e demi-brigade ; mais il fut repoussé par la 89e qui s'avançait pour le recevoir. Après avoir vu tomber l'élite de sa noblesse dans trois attaques successives, le prince ordonna la retraite, qui s'effectua vers dix heures du matin. Le général Abattucci, à la tête de l'infatigable 4e régiment de dragons et de la compagnie d'artillerie légère du capitaine Foy[1], se mit à la poursuite des émigrés et les conduisit jusqu'à Mindelheim, en les sabrant et leur faisant des prisonniers.

Ce combat malheureux de Français contre Français coûta près de 600 gentilshommes au corps de Condé. On trouva parmi les morts dix-huit officiers supérieurs et plus de cinquante chevaliers de Saint-Louis, auxquels le général Abattucci fit donner honorablement la sépulture sur le champ même où ils avaient combattu. Le nombre des émigrés blessés ou faits prisonniers montait à 1000 ou 1100 ; ce qui prouve l'acharnement avec lequel les républicains, surpris au milieu des ombres de la nuit, s'étaient défendus contre leurs adversaires. Car, le corps du prince de Condé n'était guère, d'après les situations autrichiennes, que de 4,000 à 4,500 hommes. Ainsi, en admettant que toutes les troupes aient pris part au combat, le corps d'émigrés se trouvait diminué d'un peu plus du tiers. La perte des républicains ne fut pas estimée au delà de 50 hommes tués et 160 blessés[2].

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Ce combat rappelle l'engagement qui eut lieu à la bataille d'Almanza,

L'engagement de Kamlach fut le dernier qui eut lieu entre l'aile droite de l'armée française et l'aile gauche de l'armée autrichienne. Dès ce moment, le général Frölich se trouva réuni à l'archiduc, ainsi que le prince de Condé, qui, après l'échauffourée de Kamlach, s'était retiré sur Landsberg. De son côté, Férino opéra sa jonction avec le centre et la gauche de l'armée, dont il formait la droite. 1796 — an IV. Allemagne.

Le mouvement excentrique du corps de Férino après le passage du Rhin avait été commandé par la nécessité de tenir en échec le corps du général Frölich, qui, manœuvrant sur le flanc droit et sur les derrières de l'armée française, pendant que celle-ci se serait avancée en Allemagne, aurait pu compromettre sa sûreté en s'emparant des ponts[1].

Suite des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse; occupation de Würtzburg, de Bamberg; combats de Salzbach, de Wolfering, etc., etc. — Les frontières de France cessaient encore une fois d'être le théâtre de la guerre, et celle-ci venait d'être reportée chez les peuples armés par leurs souverains pour renverser la république. Le maréchal Wurmser, accouru des 20 août. (3 fructid.)

en Espagne, le 25 avril 1707, entre deux régiments français, dont l'un combattait dans les rangs de l'armée de l'archiduc, compétiteur de Philippe V, et l'autre dans l'armée de ce dernier. Le régiment français au service de l'Autriche était, comme on sait, composé de réfugiés protestants, chassés de France par la révocation de l'édit de Nantes. Il fut opposé, pendant la bataille, à un autre régiment français de l'armée du maréchal duc de Berwick. Les soldats, dès qu'ils se reconnurent, fondirent les uns sur les autres, à la baïonnette, sans tirer un seul coup de fusil, et se battirent avec un tel acharnement, qu'il ne resta pas trois cents hommes des deux régiments après l'action.

[1] Nous pensons, avec le général Jomini, que le général Moreau aurait cependant pu éviter la distraction d'un corps de troupes aussi considérable et aussi nécessaire à ses propres opérations, en faisant passer, plus promptement qu'il ne l'ordonna, la division Laborde sur la rive droite du Rhin, pour la faire participer aux opérations sur la Kintzig. Au reste, l'archiduc ne sut pas tirer de cette circonstance le parti avantageux qu'elle indiquait, en attirant plus tôt à lui les corps de Frolich et de Condé par la vallée de Nagold. Il paraitra toujours étonnant qu'une armée de soixante-dix mille hommes, marchant pour envahir un pays défendu par des forces égales, se morcelle sur une ligne aussi étendue que celle qui, partant des frontières de la Suisse, se prolonge jusque vers Heidenheim, Nordlingen et Donauwerth.

1796 – an IV. Allemagne.

bords du Rhin pour s'opposer aux progrès toujours croissants des Français en Italie, avait reconnu à Castiglione combien il était difficile de lutter contre un rival aussi redoutable que Bonaparte. En Allemagne, l'archiduc Charles n'avait retiré de ses efforts et de ses combinaisons stratégiques d'autre avantage qu'une retraite honorable. Le général Moreau, malgré sa circonspection, peut-être trop prudente, venait de prouver à la France qu'elle possédait un grand capitaine de plus. Jourdan, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, poussant devant lui l'armée du général Wartensleben, avait forcé les Autrichiens à passer la Nidda, pour chercher un abri derrière le Mayn. La France pouvait-elle rester indifférente aux succès de ses armées? Des fêtes brillantes furent ordonnées par le Directoire pour célébrer les exploits des guerriers de la patrie et les exciter à de nouveaux triomphes. Toutes les dépêches du gouvernement aux généraux en chef contenaient des félicitations et les témoignages non équivoques de la satisfaction nationale. Elles annonçaient les récompenses décernées, au nom de la patrie, aux braves qui avaient combattu si glorieusement pour son indépendance. Par tous ces moyens moraux, le Directoire cherchait à entretenir l'ardeur des soldats et à leur faire oublier l'état de dénûment dans lequel il était forcé de les laisser, par la situation déplorable des finances de la république.

En rapportant plus haut l'occupation de Francfort par l'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse, nous avons dit que le général Kléber avait accordé au général Wartensleben une suspension d'armes, dont ce dernier voulait sans doute profiter pour évacuer de la place tout ce qu'il n'aurait pas pu emporter dans un autre état de choses, et pour préparer ses moyens de retraite sur Würtzburg.

En consentant à cet armistice, l'intention de Kléber était d'envoyer le général Lefebvre à la poursuite du général Werneck, qui se retirait sur la Kintzig. Jourdan avait approuvé la mesure de son lieutenant et en avait informé le Directoire; mais le président Carnot, qui dirigeait presque exclusivement les affaires de la guerre, témoigna son mécontentement au général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse. Le gouverne-

ment, mal informé par ses agents secrets, supposait qu'à cette époque les deux armées autrichiennes ne formaient pas entre elles un total de plus de 100,000 hommes [1]; et partant de cette base, il pensait que le général Jourdan, avec des forces bien supérieures au général Wartensleben, aurait dû laisser un corps d'observation devant Francfort, et se porter rapidement, avec le gros de l'armée, sur Aschaffenburg et Schweinfurt, à l'effet de couper aux Autrichiens la communication de Würtzburg.

1796 — an IV. Allemagne.

Le général Jourdan, comme on peut ou plutôt comme on doit le supposer, avait, sur les forces de l'ennemi, des données plus justes et plus positives que celles du Directoire; et, malgré les instructions de ce dernier, il avait jugé qu'il serait dangereux pour lui de les suivre avant de s'être assuré de la possession de Francfort. Il était informé que le général Wartensleben avait à sa disposition 43,000 hommes au moins, ce qui, joint à 10,000 hommes de la garnison de Mayence, qu'il lui était facile d'attirer promptement à lui, donnait un effectif de 53,000 combattants : tandis que lui Jourdan, obligé de laisser des corps d'observation devant Mayence, Francfort, Königstein et Ehrenbreitstein, se voyait réduit à 45,000 hommes. Le général Wartensleben, en débouchant tout à coup de Francfort et écrasant le corps d'observation laissé devant cette place, prenait à dos l'armée de Sambre-et-Meuse à Aschaffenburg, et pouvait, à son tour, lui couper ses communications avec le Rhin. D'un autre côté, le général Jourdan attendait des nouvelles de Mo-

[1] Dans une lettre adressée, le 20 juillet, au général Jourdan par le Directoire, on trouve ce passage :

« Nous attendons avec impatience, citoyen général, l'annonce des mouvements que vous auriez faits pour atteindre et défaire les ennemis; car, d'après nos calculs, l'ennemi ne peut guère opposer, soit à vous, soit au général Moreau, plus de *cinquante mille hommes.* » Et plus bas, comme pour prouver cet étrange calcul, le Directoire ajoute : « *Nous supposons* que l'ennemi avait, au commencement de la campagne, cent mille hommes. Or, il a laissé à Philippsbourg ou à Mannheim neuf mille hommes; à Mayence, Kœnigstein et Ehrenbreitstein, quinze mille; prisonniers, morts ou blessés, quinze mille; il perd dix mille hommes du contingent saxon : donc, il ne doit plus rester que *cinquante-un mille combattants.* » Nous le répétons, un calcul aussi faux, aussi absurde, est bien extraordinaire de la part du Directoire, et il est encore plus étonnant que ce soit Carnot qui le consigne dans une lettre officielle.

1796 - an IV. Allemagne. reau. Ce général ne pouvait-il pas avoir été battu? et, dans ce dernier cas, l'archiduc, en s'avançant rapidement avec sa nombreuse cavalerie, ne pouvait-il pas placer tout à coup l'armée de Sambre-et-Meuse dans une position très-critique? L'essentiel était donc de s'emparer de Francfort, et d'en éloigner à tout prix le général Wartensleben. Tels furent les motifs qui dirigèrent Jourdan. Nous n'osons point prononcer dans une question aussi difficile; mais il nous semble que, sous aucun rapport, on ne saurait blâmer la conduite circonspecte de ce général dans une occasion où le Directoire, guide suprême des armées de la république, était si mal informé de la situation de l'ennemi.

Toutefois, la suite des événements prouva que l'occupation de la ville par les Français fut une circonstance malheureuse pour les résultats de la campagne. Elle altéra les sentiments d'attachement que portaient les subordonnés à leur chef, et rompit l'harmonie qui, depuis trois ans, faisait de l'armée de Sambre-et-Meuse une grande famille militaire. Les besoins toujours urgents des guerriers qui la composaient, devinrent la cause du changement subit et dangereux qui s'opéra dans les esprits. Le bruit s'était répandu dans l'armée de Jourdan que les troupes de l'armée d'Italie nageaient dans l'abondance, et cette nouvelle, exagérée encore en raison des distances, avait fait naître, chez les soldats du Rhin, des mouvements de dépit et de jalousie. Jourdan s'aperçut bientôt qu'il lui serait difficile de retenir dans les bornes d'une sévère discipline une armée qui supportait déjà, avec quelque impatience, les privations qu'elle s'était imposées dans l'espoir d'un meilleur avenir. Les soldats se demandaient pourquoi la misère et la faim étaient seules leur partage, tandis que leurs camarades d'Italie jouissaient d'un sort plus heureux. Un grand nombre, portant leurs regards sur Francfort, conçurent l'espoir de faire servir les ressources que renfermait cette grande ville à l'allégement des maux auxquels ils étaient en proie; mais la fermeté et les sages dispositions de Jourdan et d'un grand nombre de ses généraux paralysèrent les effets de cette idée coupable. Les amis du pillage cherchèrent alors à se venger, en soufflant dans l'armée le feu de la discorde et de la haine. Le général

Jourdan eut, dès ce moment, la douleur de voir se relâcher, 1796 — an IV. Allemagne.
et presque se dissoudre, les liens de l'amitié et de la confiance qui unissaient le chef à ses subordonnés. Celui-ci sut, à la vérité, contenir les malveillants et conserver intacte l'autorité du gouvernement; mais il cessa de trouver, dans ceux qui lui obéissaient, la même ardeur et le même dévouement. Une autre espèce de papier-monnaie, les mandats territoriaux, avait succédé aux assignats, et se trouvait alors la seule ressource pécuniaire de la république. Plusieurs généraux pensèrent que les mandats devaient avoir un cours forcé dans les pays conquis; et dans la conséquence de cette idée, ils se proposaient de profiter de la terreur qu'inspire une armée envahissante, pour obtenir à vil prix des objets de grande valeur. Mais Jourdan fit mettre à l'ordre du jour que le papier-monnaie ne serait admis que de gré à gré dans les transactions entre les Français et les habitants de Francfort. Il maintint l'exécution de son ordre par des mesures rigoureuses; et pour que la ville ne fût pas inondée de militaires et d'employés, il ne voulut point y établir son quartier général. Il donna l'ordre au commandant de la place de ne laisser qu'une seule porte de la ville ouverte, et de veiller à ce qu'aucun individu appartenant à l'armée ne pût, sous aucun prétexte, s'y introduire sans une permission signée du général en chef.

Jourdan réussit ainsi à faire respecter les personnes et les propriétés dans la ville de Francfort, et nous aimons à croire que la reconnaissance des habitants fut pour lui la récompense du soin qu'il prenait de maintenir la discipline. Toutefois, s'il avait pu mettre un frein à l'ardeur du pillage qui tourmentait une partie de son armée, il n'était pas en son pouvoir d'empêcher l'effet de la volonté du Directoire : la ville de Francfort était odieuse au gouvernement républicain, par l'éloignement qu'elle avait constamment manifesté pour les principes révolutionnaires, et surtout par les secours de toute espèce qu'elle s'était empressée de fournir aux puissances coalisées. Le moment était favorable pour exiger une réparation des prétendus torts du sénat de cette ville. Le Directoire ordonna au général Jourdan de lever sur les habitants une contribution de dix millions de francs en numéraire, indépendamment de réquisi-

1796 — an IV. Allemagne

tions en draps, cuirs, munitions, subsistances et autres objets nécessaires à l'entretien de l'armée. Cependant on laissait au général en chef la faculté d'augmenter ou de diminuer cet impôt de guerre, suivant qu'il le jugerait convenable. Jourdan crut devoir, en conséquence, restreindre à six millions la somme demandée. Le Directoire, ayant trouvé cette diminution trop bienveillante, insista pour huit millions, et fit verser, dans les magasins de l'armée, des effets d'habillement et d'équipement pour les deux millions restants.

On a vu que le général Bonaparte avait envoyé à Paris des tableaux, des statues et d'autres objets d'arts et de sciences, exigés des pays conquis, ou des souverains traitant avec la république : le Directoire, qui regardait ces dépouilles comme les plus nobles trophées des armées républicaines, enjoignit à tous les autres généraux en chef de suivre l'exemple du vainqueur de Beaulieu. Francfort renfermait un grand nombre d'objets rares et précieux, tant dans les arts qu'en histoire naturelle et en antiquités. Jourdan, avec l'ordre de frapper les impositions dont nous venons de parler, reçut celui d'adresser au ministre de l'intérieur les tableaux les plus renommés, et tous les autres objets qui pourraient figurer avec avantage dans le Muséum des arts et dans celui d'histoire naturelle. Le Directoire n'indiquait spécialement que le tableau des Douze apôtres de Piazetta ; mais il ordonnait de faire enlever tout ce qui pouvait être resté à Francfort des bijoux servant au couronnement des empereurs d'Allemagne, l'original de la célèbre Bulle d'or, et le registre où sont inscrits les noms des bourgeois de Francfort.

Ces soins retinrent quelques jours le général Jourdan à Francfort, et il en profita pour laisser reposer l'armée, et faire les dispositions qui lui étaient prescrites par son gouvernement. Il devait, avant de s'avancer en Allemagne, laisser des troupes assez nombreuses pour assurer ses communications. Ce corps d'observation, qui fut confié au général Marceau, dut former un total d'à peu près 29,000 hommes, partagés en quatre divisions, sous les ordres des généraux Poncet, Bonnard, Hardy et Dauriez. Ces troupes étaient destinées à s'opposer aux entreprises que la nombreuse garnison de Mayence pourrait

tenter, tant sur la rive gauche que sur la rive droite du Rhin ; 1796 - an IV. Allemagne.
a observer la garnison de Mannheim, et à tenir bloquées les forteresses d'Ehrenbreitstein et de Königstein. Marceau fut également chargé du soin de faire rentrer les contributions, d'escorter les convois, et de placer des garnisons dans tous les lieux de dépôts et de magasins de munitions. Le général Poncet, avec 4,500 hommes, fut chargé du blocus d'Ehrenbreitstein, de la garde des ponts de Neuwied, et de l'escorte des convois jusque sur le Mayn. Le général Hardy, avec à peu près 9,000 hommes, s'établit sur la gauche du Rhin, depuis Lorsweiler jusque vers Zeiderheim. Le général Dauriez, avec 9,300 et quelques hommes, prit sur la rive droite une ligne de positions depuis Biebrich jusqu'à Hochheim. Le général Bonnard, avec 6,000 hommes, mit trois bataillons dans Francfort, et le surplus fut campé entre Mayn-Bischofsheim et Grinsheim.

L'étendue du terrain occupé par le général Marceau fit penser qu'il serait convenable de rendre la situation des troupes moins dangereuse, en fortifiant, par des travaux de campagne, les endroits les plus faibles. Un pont de bateaux fut jeté sur le Mayn, près de Russelsheim, et un autre sur le Rhin, près de Winkel.

Les ingénieurs français découvrirent les conduits qui menaient l'eau dans le fort de Königstein, et les coupèrent. Cette circonstance, fâcheuse pour les assiégés, força la garnison à capituler. Les troupes du général Marceau entrèrent dans cette place le 26 juillet. On y trouva vingt bouches à feu en bon état et leurs approvisionnements.

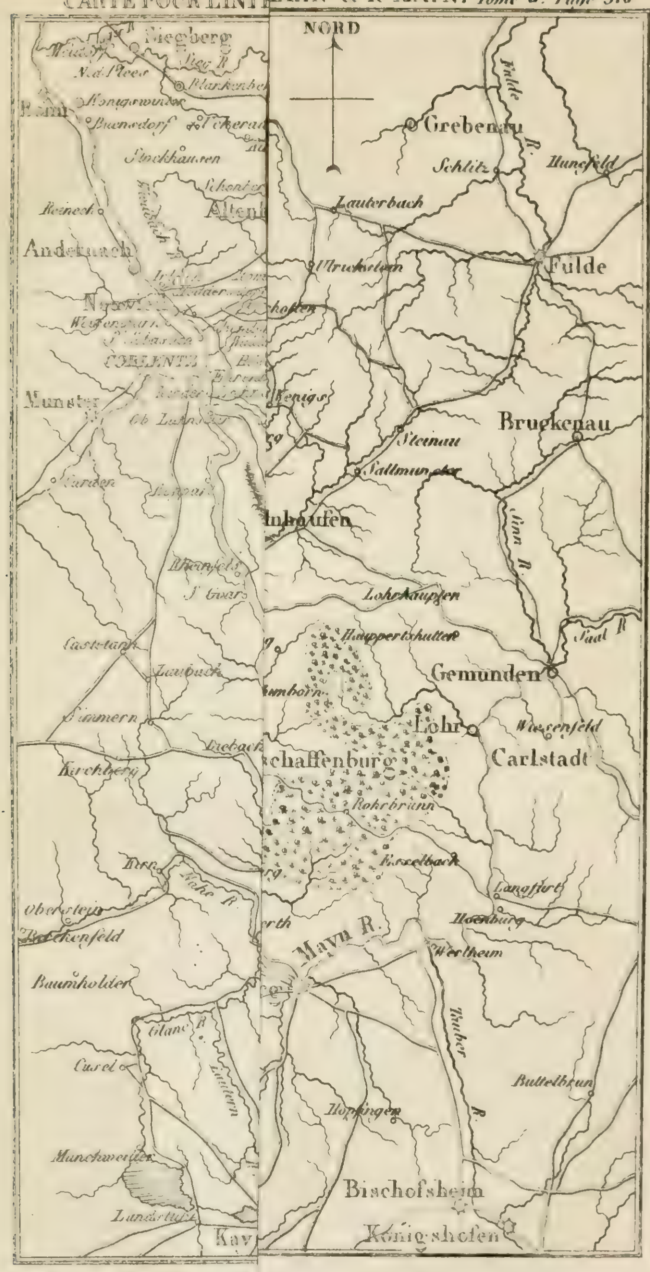
Le 27 juillet, le général Hardy passa la Seltz ; et après avoir repoussé les troupes légères qui se trouvaient devant lui, il prit la position que nous avons indiquée plus haut. L'ennemi disputa vivement la chaussée de Nieder-Ohlm à Mayence ; mais il fut contraint de se retirer et de laisser les Français s'établir dans leurs positions. Le 29 juillet, à deux heures du matin, 7 à 8,000 hommes sortirent de Mayence à la faveur d'un brouillard épais, et replièrent la ligne des avant-postes français. La 2e demi-brigade de ligne se porta de suite au lieu de la principale attaque. Les Autrichiens furent repoussés à leur tour, malgré le feu de leur artillerie. Une colonne de

1796 — an IV. Allemagne. 3,000 hommes s'était portée sur les bois qui sont au-dessus de Winterheim, et en avait chassé les troupes qui les gardaient; mais l'adjudant général Bonnamy, à la tête des gendarmes à pied, rétablit le combat, et chassa l'ennemi du terrain qu'il avait envahi. Le général Hardy fit faire un mouvement sur la chaussée qui, passant à Marienborn, conduit à Mayence, à l'effet de couper la retraite aux Autrichiens, s'ils s'obstinaient dans leur attaque des bois de Winterheim. Cette manœuvre, aussi bien exécutée qu'elle avait été bien conçue, produisit l'effet désiré. L'ennemi opéra sa retraite vers Bretzenheim, sous la protection de deux batteries de douze pièces de canon, placées sur la chausée de Haus et à Hechtsheim. Le général Hardy ne crut pas devoir le poursuivre plus loin, et fit seulement placer quelques pièces sur la chaussée, qui ripostèrent au feu des Autrichiens. L'adjudant général Bonnamy, entièrement dégagé, put tomber sur l'arrière-garde ennemie; il lui tua quelques soldats, et fit des prisonniers. Tels furent les événements les plus remarquables de ce blocus de Mayence.

Le général Marceau fit sommer à plusieurs reprises, mais sans succès, la forteresse d'Ehrenbreitstein. Le commandant répondit, à chaque sommation, qu'il était déterminé à s'ensevelir sous les ruines de la place confiée à sa garde. On fit quelques dispositions d'attaque régulière; mais le siége était encore fort peu avancé, lorsque le général Jourdan fut forcé de se retirer sur le Rhin. A cette époque, le Directoire arrêta qu'une partie de l'armée du Nord, aux ordres du général Beurnonville, serait employée à continuer le siége et à remplacer quelques-unes des troupes qui étaient devant Mayence.

Il nous a paru convenable de rapporter de suite ce qui concerne particulièrement le corps d'armée sous les ordres du général Marceau, afin de ne point interrompre, par des détails peu importants, le récit que nous allons faire des opérations des troupes restées sous le commandement immédiat du général Jourdan, et destinées à agir dans l'intérieur de l'Allemagne.

Le général Wartensleben profita de l'armistice qui lui était accordé par la capitulation de Francfort, pour faire sa retraite sur Wurtzburg, sans être inquiété. Le 15 juillet, veille de l'oc-



✗ Ce signe indique les lieux où des combats se sont donnés … metres


CARTE POUR L'INTELLIGENCE des OPÉRATIONS de L'ARMÉE de SAMBRE et MEUSE, ENTRE la LAHN et le MAYN.
Tome 3e Page 518
NORD
Siegberg
Siegen
Marburg
Homburg
Grebenau
Dillenburg
Herborn
Neukirchen
Stauffenberg
Altenkirchen
Hachenburg
Andernach
Giessen
Wetzlar
Fulde
Neuwied
Weilburg
Hungen
COBLENTZ
Munster
Butzbach
Limburg
Usingen
Friedberg
Alsenheim
Bruckenau
Gelnhausen
Homburg
FRANCFORT
Offenbach
Saxenhausen
Gemunden
Wisbaden
Lohr
Carlstadt
Aschaffenburg
MAYENCE
Bingen
Darmstadt
Oppenheim
Gernsheim
Miltenberg
Mayn R.
Ober Flersheim
Westhofen
Bensheim
Kirchheim
Pfedersheim
Worms
Weinheim
Ladenburg
MANHEIM
Heidelberg
Necker R.
Bischofsheim
Konigshofen
Kayserslautern
20
40
60 Kilometres

cupation de la ville, l'armée autrichienne s'était mise en marche sur deux colonnes. Toutes les troupes placées sur le Mayn jusqu'à Offenbach se rendirent à Aschaffenburg. Celles qui étaient à Arheiligen se retirèrent dans un camp, derrière Babenhausen. Un corps volant d'un bataillon et de huit escadrons, sous les ordres du général Elnitz, se dirigea vers Darmstadt. Quelques postes de cavalerie légère restèrent devant les avant-gardes françaises. 1796 — an IV. Allemagne.

Le 17 juillet, les divisions qui avaient marché directement sur Aschaffenburg passèrent le Mayn sur un pont volant à Langfurt; l'arrière-garde coucha à Esselbach et Rohrbrünn, tenant Aschaffenburg par un détachement. La colonne de Babenhausen suivit le défilé de Miltenberg, en avant duquel son arrière-garde prit position. Le général Elnitz marcha par Ramstadt et Erbach. Le général Werneck arriva le même jour à Würtzburg.

Le 19, le gros de l'armée autrichienne atteignit Würtzburg, et s'établit sur le Galgenberg, en avant de la citadelle. Le 20, cette partie de l'armée passa le Mayn sur les ponts de Würtzburg, et se réunit à Körnach à la seconde colonne qui y arriva par Wertheim et Bischofsheim. Le général Elnitz parvint, le 19, à Hopfingen, et le 20, à Bitterbrünn. Les troupes légères prirent poste sur les bords de la Tauber, et se lièrent par des partis aux avant-postes de l'armée principale.

Le général Wartensleben avait ainsi réuni 40,000 hommes autour de Würtzburg, et il se trouvait toujours supérieur en cavalerie à l'armée française. Jourdan, après avoir renforcé, comme on l'a vu, le corps d'armée de Marceau, avait sous ses ordres 46,000 hommes.

Son avant-garde, commandée par le général Lefebvre, formait un total de 12,300 et quelques combattants, infanterie, cavalerie et artillerie. Lefebvre avait pour généraux de brigade d'Hautpoul, Leval, Soult et Richepanse; et pour adjudants généraux Cayla et Mortier.

La division Collaud était forte de 9,323 hommes de toute arme. Les généraux de brigade étaient Jacopin, Lorge, Bastoul et Ney, qui fut nommé dans le cours de la campagne; Mallerot et Ormancey, adjudants généraux.

1796 — an IV. Allemagne.

Le général Grenier réunissait à peu près 5,900 combattants dans sa division, dont les généraux de brigade étaient Dalesme et Olivier ; Saligny et Cacatte, adjudants généraux.

9,200 hommes composaient la division du général Championnet, qui avait sous ses ordres les généraux de brigade Legrand, Damas et Klein ; Daclou, Barbier et d'Halmont étaient ses adjudants généraux.

Le général Bernadotte commandait la sixième division de l'armée, forte d'à peu près 8,300 combattants. Ses généraux de brigade étaient Barbou et Simon ; Sarrazin [1] et Mireur, adjudants généraux.

Le général Bonnaud n'avait, dans sa division de réserve de cavalerie, que 900 chevaux environ, y compris une demi-compagnie d'artillerie légère. Les généraux de brigade Oswald et Palmarol commandaient sous ses ordres, et son chef d'état-major était l'adjudant général Radet [2].

Enfin, pour compléter cette situation sommaire de l'armée de Sambre-et-Meuse, nous allons nommer les généraux qui composaient son état-major général.

On sait que le général Kléber réunissait sous ses ordres deux divisions qui formaient l'aile gauche de l'armée.

Le général de division Ernouf était chef d'état-major général.

Le général de division Bollemont commandait en chef l'artillerie de l'armée. Il avait pour commandant en second le général de brigade Debelle [3].

Le général Lery commandait le génie.

Les adjudants généraux attachés au général en chef étaient Espagne [4], d'Aultanne [5] et Ducheyron. Ceux attachés à l'état-major général étaient Rochefort et Coulanges. Les adjudants généraux Bucquet [6] et Mutele étaient particulièrement attachés au général Kléber.

[1] Envoyé en 1809 au camp de Boulogne, il y resta quinze mois, déserta son poste le 10 juin 1810, et passa en Angleterre. Il est auteur de plusieurs écrits militaires peu estimés.

[2] Mort lieutenant général, en 1815.

[3] Mort général de division à Saint-Domingue.

[4] Mort général de division.

[5] Depuis lieutenant général.

[6] Depuis maréchal de camp.

D'après les instructions du Directoire, Jourdan devait manœuvrer de manière à s'élever toujours sur l'aile droite de l'armée autrichienne. Deux routes s'offraient pour l'exécution de ce plan : l'une passant par Gemünden sur Schweinfurt, et l'autre par Aschaffenburg sur Wurtzburg. La première étant plus directe, Jourdan crut devoir la préférer. L'autre présentait d'ailleurs l'inconvénient du passage du Mayn en deux endroits successifs ; et l'armée n'avait point d'équipages de pont pour effectuer ces passages sans courir les risques d'être arrêtée par l'ennemi. En prenant d'ailleurs cette détermination, Jourdan ne faisait qu'exécuter encore plus ponctuellement les ordres du Directoire. Carnot écrivait à ce général : « N'épargnez rien pour vous emparer, le plus tôt possible, de la ligne de communication d'Aschaffenburg jusques et y compris Nuremberg. Si Wartensleben persiste à rester entre le Necker et le Mayn, cela seul vous suffira pour vous donner un ascendant marqué sur lui. S'il se retire dans cette direction, poursuivez-le avec acharnement avec le centre et la droite de l'armée ; tandis que la gauche, quittant les bords de la Kintzig, se dirigera sur la Saale, s'emparera de Schweinfurt, et prendra position sur le haut Mayn aux environs de Lichtenfels. » Par cette manœuvre, le président du Directoire et le général Jourdan lui-même espéraient tourner l'armée autrichienne, la pousser sur la Rednitz, l'empêcher de s'élever sur les flancs et sur les derrières de l'armée française, enfin la rejeter plus facilement en Bohême. Nous sommes entrés dans ces détails pour mieux faire sentir l'incohérence d'un plan de campagne froidement médité à Paris, sur des données peu certaines, et exécuté un peu trop à la lettre par un général qui ne croyait pas devoir prendre sur lui d'exécuter des manœuvres plus hardies et plus décisives. 1796 — an IV. Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse commença son mouvement le 17 juillet. Nous avons dit que le général Lefebvre s'était déjà porté sur la Kintzig à la poursuite du général Werneck. La division du général Collaud suivit cette même direction ; celle du général Bernadotte, qui était restée aux environs de Mayence pendant le mouvement des troupes du général Marceau, vint prendre position à Höchst. Les généraux Grenier et Championnet vinrent, le même jour, se mettre en ligne avec les divi-

1796—an IV. Allemagne.

sions Collaud et Lefebvre. L'armée séjourna dans ses positions, le 18, pour attendre l'organisation de ses subsistances.

Le 22 juillet, Bernadotte se porta à Aschaffenburg, et le général Grenier sur les hauteurs de Wiessen. L'adjudant général Mortier, à la tête de l'avant-garde du général Lefebvre, attaqua à Gemünden un corps de cavalerie ennemie de 6 à 700 hommes qui voulut défendre cette ville, le culbuta et s'empara de 16 bateaux. Le général Collaud occupa les bois de Lohrhaupten. Le général Ney chargea, avec son impétuosité ordinaire, un détachement qui voulut faire quelque résistance dans la ville de Lohr, et le força à fuir précipitamment.

Le 23, les divisions Lefebvre et Collaud continuèrent d'avancer. L'adjudant général Mortier entra dans Schweinfurt avec l'avant-garde qu'il commandait et s'empara d'un dépôt de 2,000 fusils. La difficulté des chemins retarda la marche de l'artillerie, et il fallut élargir et combler plusieurs sentiers impraticables. Les troupes éprouvèrent beaucoup de fatigues par la chaleur et par une marche presque aussi pénible qu'en hiver, en raison de l'humidité du terrain coupé par des haies épaisses.

Le 24, l'armée se concentra un peu plus sur la Wern. La droite s'appuya à Carlstadt, et la gauche à Schweinfurt. Les découvertes des troupes légères firent le rapport que les Autrichiens venaient de quitter le camp retranché qu'ils avaient établi en arrière de Würtzburg.

Ce mouvement rétrograde du général Wartensleben était en opposition avec les instructions et les ordres que lui avait donnés l'archiduc. Ce prince voulait que l'armée se maintînt dans la position de Körnach, aussi longtemps qu'il serait possible, afin d'empêcher le général Jourdan de gagner trop de terrain sur l'aile droite, et de pouvoir par là contrarier les mouvements de l'armée qui se retirait sur le Danube. Wartensleben avait cru devoir d'abord remplir les vues du prince Charles, et prévenir même le général Jourdan en marchant contre lui. L'attaque était résolue pour le 23, sur trois colonnes. Mais en apprenant, le 22 au soir, l'arrivée de la division Bernadotte aux environs de Miltenberg, le général autrichien craignit de voir sa gauche compromise. Il assembla, dans la nuit, un conseil de généraux, et la résolution fut prise d'opérer la retraite. Mais

cette détermination n'affranchissait point Wartensleben de craintes non moins vives et non moins pressantes, sur la droite et sur la conservation de la route d'Egra; et, dès le 22, il détacha le général Mercantin avec vingt-sept escadrons à Burgwindheim, en lui prescrivant de faire éclairer la campagne par les hussards, jusqu'à Eltmann et Schweinfurt. L'armée suivit le mouvement du général Mercantin, dans la nuit du 22 au 23. On a vu que les avant-postes autrichiens avaient été repoussés, dans la journée du 23, par Ney et Mortier. Mais depuis lors, l'armée ennemie ayant pris l'avance par les retards qu'éprouva l'armée française, comme nous l'avons indiqué, Wartensleben ne fut presque point inquiété dans sa marche. Une partie de sa cavalerie passa le Mayn au gué de Dettelbach; le reste traversa également cette rivière à Schwarzach sur deux ponts, qui furent détruits aussitôt après.

Le 24, les généraux Klein et Ney, avec des détachements des divisions Championnet et Collaud, s'approchèrent de Wurtzburg, et sommèrent le gouverneur d'ouvrir les portes. La citadelle de cette ville, qui n'était ni approvisionnée ni en état de défense, avait été remise par Wartensleben à la garde des troupes du prince-évêque. Le commandant fit peu de difficultés pour capituler; il obtint que ses troupes ne seraient point prisonnières, et pourraient se retirer dans leurs foyers[1]. Les Français entrèrent dans Würtzburg le 25, et s'emparèrent de près de deux cents pièces de canon, y compris celles que les Autrichiens avaient abandonnées en se retirant. Quoique les fortifications de Würtzburg fussent à peu près ruinées et n'offrissent aucun moyen de défense, cette ville devenait pour les Français une place de dépôt fort importante. Afin d'y protéger l'établissement des hôpitaux et des magasins, Jourdan plaça une garnison dans la citadelle, qui, dominant la ville et les environs, mettait en effet ces établissements à l'abri d'un coup de main.

Par un mouvement de conversion à gauche, l'armée de Sambre-et-Meuse s'établit sur la rive droite du Mayn. War-

[1] Dans deux articles de cette capitulation, le gouverneur stipulait que la noblesse et le clergé ne seraient point inquiétés, et que les ecclésiastiques détenus pour faits de discipline ne seraient point mis en liberté.

1796 — an IV. Allemagne. tensleben s'était retiré avec tant de rapidité, que les troupes légères françaises ne purent le suivre, et que Jourdan fut quelques jours dans l'ignorance du point sur lequel les Autrichiens s'étaient dirigés. Cette circonstance détermina le général en chef à faire séjourner l'armée dans ses positions, sur la rive droite, pour y attendre les rapports de ses coureurs et des nouvelles du général Moreau, dont il ne connaissait pas les derniers mouvements. Jourdan profita de cette inaction momentanée pour assurer les subsistances et rétablir l'ordre et la discipline dans ses divisions. Pendant ce temps, des partis parcoururent les rives du Mayn, et firent, sur cette rivière, des prises plus ou moins considérables. Ils s'emparèrent de plusieurs bateaux chargés de vivres et de munitions, de trente bouches à feu et dix-sept caissons. Sur quelques-uns de ces bateaux se trouvèrent 350 soldats autrichiens et 50 blessés français faits prisonniers dans les dernières actions.

Jourdan reçut enfin, du général Moreau, des dépêches qui lui apprirent que l'armée de Rhin-et-Moselle, après plusieurs avantages, marchait à la poursuite de l'archiduc. Il cessa alors de craindre que le prince détachât un corps de troupes sur les derrières de l'armée de Sambre-et-Meuse, et coupât la retraite de cette dernière, en forçant le général Moreau de retirer toutes ses troupes sur la rive gauche du Rhin, ce qui l'aurait placé, lui Jourdan, dans une situation critique. Il connut en même temps, par les rapports de ses troupes légères, la position de l'armée de Wartensleben, et il put se porter alors plus activement à la poursuite de ce dernier.

Les Autrichiens s'étaient arrêtés à Zeil et aux environs. Cette position était excellente et convenait parfaitement au système défensif adopté par Wartensleben. Jourdan, pour l'attaquer, voulut la reconnaître lui-même, et se porta plusieurs fois sur le terrain, afin de l'étudier et de prendre les mesures les plus convenables pour un succès marqué. Mais, dans une de ces reconnaissances, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse faillit à être victime de son zèle. Il fut tout à coup entouré par un parti de cavalerie ennemie, et ne dut son salut qu'à la bonne contenance et à la bravoure de son escorte, composée de 30 hussards des 2e et 4e régiments. Ces braves firent un rempart de

leurs corps au général Jourdan, et leur résistance fut assez longue pour donner au 8e régiment de cavalerie le temps d'accourir en toute hâte du poste où il était placé. Ce renfort permit au général de charger, à son tour, les Autrichiens, de les disperser, et de leur faire prendre la fuite. Ces différentes reconnaissances démontrerent à Jourdan la difficulte de forcer les Autrichiens dans leur position de Zeil. Le mauvais état des chemins empèchait de faire avancer l'artillerie. 1796 — an IV. Allemagne.

Le plan que le général en chef adopta fut de diriger la division du général Lefebvre sur le flanc droit de l'ennemi, de le tenir en échec sur son front, par la division Collaud, tandis que les divisions Grenier, Championnet et Bernadotte passeraient le Mayn à Schweinfurt et a Wipfeld. Mais, le 3 août, Jourdan tomba malade et remit le commandement de l'armée au général Kléber, que ses talents, son expérience et sa grande activité rendaient digne de cette marque de confiance.

La conduite du général Wartensleben avait excité le mécontement du prince Charles. L'abandon de Würtzburg et la retraite sur Zeil, au lieu d'avoir été dirigée par Kitzingen à Nuremberg, étaient tout à fait en opposition avec les instructions données par le prince. Celui-ci envoya à son lieutenant l'ordre de quitter sur-le-champ sa position entre Zeil et Hassfurt et de se replier sur le Danube. Wartensleben ne pouvait point désobéir à une injonction aussi précise. Il leva, en conséquence, son camp de Zeil, le 1er août, dans l'après-midi, et se retira sur Bamberg, dans la résolution de remonter la Rednitz par Forchheim et Nuremberg; il fit évacuer tous ses bagages inutiles par la route de Coburg, sur Egra, et les fit accompagner par un corps de troupes de 12 à 14,000 hommes, à l'effet de couvrir les frontières de la Bohême.

Ce mouvement, dont les résultats allaient devenir si funestes aux deux armées françaises, s'opéra sur quatre colonnes. Trois d'entre elles marchèrent sur la droite du Mayn jusqu'à Dörflen, où elles passèrent cette rivière sur des ponts de bateaux. La quatrième marcha sur la rive gauche, pour se rendre derrière Bamberg. Le gros de l'armée, fort de dix-neuf bataillons et de vingt-six escadrons, campa, la droite à Hallstadt, et la gauche vis-à-vis de Burch. La route de Forchheim était sur le front de ce camp.

1796 — an IV. Allemagne. A cette époque, c'est-à-dire au 1er aout, la gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle se trouvait vers Gmund. Ainsi, en appuyant, par un mouvement rapide, l'armée de Sambre-et-Meuse sur Mergentheim et Hall, il devenait facile de réunir une masse centrale de 40,000 hommes, qui serait parvenue à isoler les deux armées autrichiennes, et aurait empêché l'archiduc d'opérer lui-même cette manœuvre importante un peu plus tard. Mais le Directoire dirigeait les opérations de ses armées avec une jalouse exclusion : il existait deux généraux en chef indépendants l'un de l'autre et trop timides pour oser, même dans l'intérêt de la république, enfreindre les instructions évidemment mal combinées de leur gouvernement.

Le général Kléber dut encore être plus circonspect que Jourdan, puisque son commandement n'était que provisoire. Il commença son mouvement le 3 août. Ce jour-là, l'avant-garde du général Lefebvre fit capituler la petite place de Königshofen, où l'on trouva 69 pièces de canon et quelques munitions. La division prit poste vers Lauringen. Le général Collaud s'avança, par la rive droite du Mayn, jusqu'à Zeil, où les Autrichiens avaient laissé un parti de 800 chevaux. Le général Ney, qui commandait l'avant-garde de cette division, n'avait avec lui que 400 chevaux; toutefois, il n'hésita pas un moment à charger l'ennemi, qui fut mis en fuite et poursuivi jusqu'à Ebelsbach, dont les Français s'emparèrent. La division Grenier, qui marchait par la rive gauche du Mayn, rencontra une arrière-garde autrichienne près d'Eltmann. L'adjudant général Cacatte, à la tête de quelques troupes légères, culbuta les Autrichiens et occupa le village. Le général Championnet, marchant à peu près à la même hauteur que Grenier, vint prendre poste aux environs de Denkelfeld. Bernadotte trouva Burg-Ebrach occupé par une arrière-garde disposée à se défendre. Ce général, secondé par la réserve de cavalerie du général Bonnaud, fit faire un mouvement pour tourner l'ennemi, qui se retira.

Le 4, le général Kléber marcha sur Bamberg, dans l'intention d'attaquer vivement l'armée autrichienne. Les divisions Championnet, Bernadotte et Grenier, et la réserve du général Bonnaud, furent chargées de ce soin, pendant que quelques bataillons couvriraient le flanc de ses troupes sur Ebrach. Le gé-

néral Collaud eut ordre de se porter à l'embouchure de la Rednitz, et le général Lefebvre dut passer la petite rivière d'Ils, s'avancer jusqu'au Mayn, et pousser des reconnaissances sur la route de Coburg et d'Egra. Ce plan était bien conçu, et son exécution pouvait rendre très-difficile la retraite des Autrichiens sur le Danube, en leur enlevant la route de Forchheim. 1796 an IV. Allemagne.

Mais Wartensleben avait prévu cette attaque, et, dans la nuit du 3 au 4, il avait abandonné sa position, pour se retirer derrière Forchheim, en laissant une arrière-garde dans Bamberg. Les avant-gardes de Grenier et Championnet, emportées par trop d'ardeur, et se disputant l'honneur d'entrer les premières dans la ville, s'avancèrent sans précaution. En entrant ainsi brusquement dans Bamberg, elles furent enveloppées par les Autrichiens, et soutinrent longtemps dans les rues un combat inégal. Mais les divisions françaises arrivèrent, et l'ennemi, accablé à son tour par le nombre, évacua la ville avec précipitation. Il fut poursuivi jusques à Altendorf, où se trouvaient les grand'gardes autrichiennes. Les divisions Grenier et Championnet s'arrêtèrent à Bamberg. Les troupes légères de Bernadotte occupèrent Nieder-Pomersfelden et le général Collaud poussa son avant-garde jusqu'à Doerfles et Baunach. Le général Lefebvre, s'apercevant que la colonne ennemie, détachée sur la route de Coburg, continuait sa marche sur Egra, ne crut pas prudent de s'aventurer dans cette direction, et se rabattit sur le gros de l'armée.

Par un changement de front en arrière, Wartensleben vint appuyer sa droite à la Rednitz, son front couvert par la Wisent, et sa gauche flanquée par Forchheim, petite forteresse sur la route de Bamberg à Nuremberg, défendue par une enceinte bastionnée, en partie revêtue, et armée de quelques pièces d'artillerie, et par conséquent très à l'abri d'un coup de main. Indépendamment du pont sur la Rednitz, qui se trouvait sous le canon de Forchheim, le général autrichien en fit jeter un autre, près de Hausen. Ses avant-postes couraient d'Ebermanstadt à Altendorf, et depuis Sassenfurt sur le Rauh-Eberach jusques à Bechhofen.

Le 3 août, Wartensleben fit quelques changements à sa ligne. Il plaça derrière la petite rivière d'Aisch, entre Wippersdorf et Willersdorf, une avant-garde de cinq bataillons et de vingt-

1796 — an IV. Allemagne.

deux escadrons, en continuant d'occuper Sassenfurt, Bechhofen, Hochstadt et Neustadt. Le corps volant du général Elnitz, détaché après l'évacuation de Francfort, et que nous avons laissé se dirigeant sur Darmstadt, vint rejoindre l'armée à Hochstadt. Wartensleben envoya un parti à Eichstadt, afin de communiquer avec l'armée de l'archiduc, qui se rapprochait alors de Nordlingen, comme on a pu le remarquer plus haut. Le général autrichien, par ces dispositions, n'avait plus que dix-neuf bataillons et trente-deux escadrons réunis dans sa position principale de Forchheim. Cependant il s'y croyait tellement en sûreté, qu'il y séjourna du 5 au 7 août, malgré les ordres réitérés de l'archiduc, qui le pressait de hâter sa jonction avec l'armée du haut Rhin, et quoiqu'il eût encore cinq fortes marches à faire pour atteindre Nordlingen, où l'appelait l'archiduc. Il ne voyait pas que ce retard, l'exposant à se voir attaqué avec succès par l'armée française, lui faisait courir les risques de ne plus joindre à temps le prince Charles.

Le général Kléber, suivant le mouvement de son adversaire, avait ordonné une conversion à droite. Mais l'opération des Autrichiens avait, pour les Français, l'inconvénient d'éloigner beaucoup trop l'aile gauche de leur armée. En attendant que le général Lefebvre, qui commandait cette aile gauche, se fût remis en ligne, les trois divisions Bernadotte, Grenier et Championnet se portèrent sur Ebrach, à la gauche de la Rednitz.

Le 6 août, les avant-gardes passèrent l'Eberach, entre Burg-Winnum et la Rednitz, attaquèrent les troupes légères de l'ennemi, et les forcèrent à se replier jusque derrière l'Aisch. Les divisions françaises se placèrent depuis Schlusselfeld jusques au confluent du Rauch-Eberach avec la Rednitz. Pendant ce temps, les deux divisions Collaud et Lefebvre s'avançaient par la rive droite de la Rednitz, afin de se rapprocher du centre de l'armée française, et de rejeter toutes les troupes de l'ennemi qui se trouvaient en avant de la Wisent, sur la rive gauche de cette rivière. Ce dernier mouvement donna lieu à un combat très-vif entre la cavalerie autrichienne et celle de deux divisions françaises. Le général Lefebvre, commandant cette aile gauche de l'armée, n'avait avec lui que le régiment de cuirassiers (8e de cavalerie) et six escadrons de chasseurs. Ces derniers

culbutèrent les avant-postes ennemis à Strulendorf, les poursuivirent jusques au delà de Kirscheid, et s'avancèrent dans la plaine qui se trouve en avant d'Altendorf. Ils y rencontrèrent un gros de cavalerie ennemie qui leur tint tête. Après plusieurs charges, qu'ils soutinrent avec intrépidité, ces braves chasseurs furent repoussés avec perte. Ils couraient risque d'être coupés dans leur retraite et taillés en pièces par un ennemi nombreux et acharné, lorsque le régiment de cuirassiers commandé par le colonel Doré, débouchant tout à coup du village de Kirscheid, donna le temps aux chasseurs de se reconnaître et de se rallier, en chargeant à son tour les escadrons autrichiens avec la plus grande vigueur. Le combat changea bientôt de face ; les trois régiments français réunis enfoncèrent les Autrichiens, et les forcèrent à la retraite. Ce succès coûta aux Français la perte du brave et digne colonel Doré, qui fut tué sur le champ de bataille. Le général Richepanse commandait cette cavalerie ; et, toujours impétueux, il s'était lui-même porté à la tête des chasseurs, lors du premier choc avec l'ennemi, et fut blessé assez dangereusement dans le second engagement. Le général Lefebvre put alors s'établir sur le flanc droit de la position des Autrichiens. Il porta sa division sur Ebermannstadt et celle du général Collaud à la tête du bois de Bamberg, en arrière de Strulendorf. L'avant-garde occupa le soir Ebermannstadt, en tournant les hauteurs les plus voisines qui commandent la vallée de la Rednitz.

Cependant Wartensleben, dans la persuasion qu'il était essentiel pour lui d'occuper la rive gauche de la Rednitz, parce qu'il supposait que l'attaque des Français se dirigerait particulièrement de ce côté où commandait le général Kray, venait de renforcer les troupes de ce dernier, par deux brigades qu'il détacha, à cet effet, de Schlamerdorf. Cette circonstance aurait dû engager Kléber à renforcer aussi sa droite ; mais, soit qu'il ignorât le mouvement de l'ennemi, soit (et ceci paraît plus vraisemblable) qu'il ne voulût point s'écarter du plan vicieux tracé par le Directoire, de faire agir l'armée sur une ligne trop étendue, le général Kléber dirigea son armée parallèlement sur tout le front des Autrichiens. Il est facile de remarquer que, en portant la masse principale sur l'une ou l'autre des ailes de

1796 — an IV. Allemagne. l'armée ennemie coupée en deux par la Rednitz, le général français pouvait raisonnablement espérer de défaire cette dernière avec plus de facilité qu'en l'attaquant parallèlement, ce qui ne pouvait amener qu'un résultat insignifiant, comme on va le voir.

L'armée française s'ébranla le 7 août au matin. Les généraux Bernadotte, Championnet et Grenier devaient attaquer le général Kray, sur la rive gauche de la Rednitz, tandis que le général Lefebvre, sur la rive droite, marchait sur le gros de l'armée autrichienne, vers Forchheim. La division Grenier, remontant la Rednitz vers Hallerndorf, eut un engagement assez vif avec les troupes ennemies, après lequel elle prit position derrière l'Aisch, vers Willersdorf, où la division Championnet arriva presque au même moment. Cette dernière, qui s'était dirigée par Lauf, avait trouvé, sur son passage, les villages des deux rives de l'Aisch occupés par l'infanterie autrichienne, les hauteurs hérissées d'artillerie, et l'ennemi préparé à la plus vigoureuse résistance. Ces obstacles ne pouvaient pas arrêter les braves que commandait Championnet. Quelques-uns des postes furent emportés; mais le général Kray ayant porté toute son attention de ce côté, les Français furent repoussés. Sur ces entrefaites, la division Bernadotte s'était avancée vers Hochstadt sans s'engager, afin de laisser au général Bonnaud le temps de manœuvrer, ainsi qu'il était convenu, pour déborder avec la réserve de cavalerie le flanc gauche du général Kray. Ce mouvement réussit parfaitement. L'ennemi, se voyant tourné par la cavalerie française, et vivement pressé par l'infanterie des généraux Bernadotte et Championnet, se détermina à faire sa retraite sur la rive droite de la Rednitz par le pont de Hausen, sans être trop inquiété, en raison du terrain qui était très-coupé. Si l'attaque eût été exécutée par Willersdorf, en force supérieure, c'en était fait de cette partie de l'armée autrichienne.

Pendant que ceci se passait sur la droite de l'armée française, une partie de la gauche, aux ordres de Lefebvre, se dirigeait sur la Wiesent vers Ebermannstadt et Pretzfeld, poussant devant elle les avant-gardes autrichiennes, et menaçant le flanc droit de la ligne ennemie.

La division Collaud, marchant sur Forchheim, trouva le

centre de l'armée de Wartensleben, commandé par ce général en personne, et disposé dans la plaine et sur les hauteurs qui avoisinent la ville. Le général Ney, toujours à la tête de l'avant-garde, attaqua l'ennemi sans s'embarrasser du nombre; mais, donnant sur des forces supérieures, il essuya un feu très-meurtrier de quatorze pièces de canon, auquel il ne put riposter que par deux pièces d'artillerie légère. L'avant-garde française soutint néanmoins cette lutte inégale avec un grand courage, jusqu'à ce que le général Collaud, en faisant avancer des renforts, lui permît de se maintenir. Mais déjà le mouvement rétrograde du général Kray se faisait apercevoir, et Wartensleben pensa lui-même à quitter sa position. La chute du jour ayant mis fin au combat de ses troupes avec la division Collaud, le général autrichien profita de la nuit pour effectuer sa retraite, et se replia à Neunkirchen sur le Brand.

1796 — an IV. Allemagne.

Dès que Ney s'aperçut du mouvement de retraite des Autrichiens, il se porta à leur poursuite. Arrivé jusqu'à portée de Forchheim, il envoya un officier sommer cette place. La garnison était formée par des troupes du prince-évêque de Bamberg. Le baron de Marchal, qui les commandait, ne trouvant pas en elles une volonté bien déterminée de se défendre, engagea le baron de Munster, grand bailli de la ville, à en ouvrir les portes. Il y eut cependant une capitulation qui portait que la garnison serait prisonnière sur parole; que l'arsenal, les magasins, bouches à feu, etc., seraient remis aux Français, et que les personnes et les propriétés seraient respectées. On trouva dans Forchheim soixante-deux pièces de canon, dont cinquante-deux en bronze, sept cents bombes, quatre cents obus, seize mille boulets, six cents fusils, trois cents quintaux de poudre, et une grande quantité de vivres et d'objets d'équipement et d'habillement. Ney, dont la bravoure, la présence d'esprit et la rare intelligence avaient si puissamment contribué dans cette journée et dans les précédentes aux succès de l'armée française fut nommé, à cette occasion, général de brigade sur le champ de bataille. Il est certain que bien peu d'officiers auraient pu contenir, comme il l'avait fait, le centre autrichien, avec des forces si disproportionnees, dans la plaine de Forchheim.

Le soir même de cette dernière affaire, Jourdan reprit le commandement de l'armée, et le général Kléber, qui se trouvait indisposé, se retira sur les derrières de l'armée pour se rétablir.

En se retirant par Neunkirchen sur Amberg, le général Wartensleben avait quitté la route de Forchheim à Nuremberg. Il se contenta de faire observer cette route par le général Neuendorf avec six escadrons qui devaient également entretenir la communication avec le prince Charles. Mais cette direction de l'armée autrichienne sur Amberg laissait à découvert les communications de Nuremberg à Ratisbonne, à Ingolstadt et à Donauwerth. Il convenait donc que l'armée française, se jetant sur la route de Nuremberg dans une de ces trois dernières directions, manœuvrât de manière à donner la main à l'armée de Rhin-et-Moselle, dont elle n'était séparée que par quelques jours de marche, et se bornât à faire suivre Wartensleben, par quelques troupes légères, dans les défilés de la Reduitz. Mais les funestes instructions du Directoire étaient constamment présentes à la pensée de Jourdan. Elles portaient qu'il ne devait jamais perdre de vue l'ennemi, et ne point négliger l'occasion de l'accabler, toujours dans la persuasion où étaient les directeurs que chacune des armées républicaines était supérieure à celle qui lui était opposée sur ce théâtre de la guerre. Il faut en convenir : Carnot, qui avait, en plus d'une occasion, donné des preuves de son jugement et de sa sagacité dans la direction des affaires de la guerre, démontrait en ces circonstances, comme à l'ouverture de la campagne, où cependant ses idées avaient été rectifiées par les observations de Moreau et de Jourdan, qu'il est difficile, et souvent même dangereux, de conduire des opérations militaires du fond d'un cabinet, avec des cartes et sur des renseignements erronés. Le républicain Carnot, mettant l'amour-propre de côté, aurait dû se rappeler qu'un système pareil avait souvent été cause, *sous l'ancien régime,* des revers et des désastres éprouvés par les armées de la monarchie, alors que le cabinet de Versailles se réservait la direction des opérations, même secondaires. A l'époque que nous retraçons maintenant, on peut croire que l'expérience des généraux en chef, se fortifiant de plus en plus

sur le terrain, et s'entourant de renseignements faciles à vérifier, aurait balancé avec quelque avantage les théories d'un ancien officier du génie[1], souvent distrait de son but principal par des excursions dans le domaine de la politique et de l'administration intérieure, en sa qualité de membre du Directoire.

Jourdan devait donc marcher sur les traces du général Wartensleben, conformément aux instructions reçues, et n'abandonner l'armée autrichienne que lorsqu'il l'aurait réduite à ne pouvoir plus rien entreprendre. C'est au gouvernement directorial qu'il faut adresser tous les reproches que mérite l'exécution d'un plan aussi fatal au succès des armes de la république; et malheureusement cette occurrence ne sera pas la seule.

Le 9 août, l'armée française s'avança par les deux rives de la Rednitz, et se porta la droite sur Hertzogen-Aurach, le centre et la gauche à Erlangen et Bettensielden; le général Lefebvre poussa des partis sur Heroldsberg et Neuhof; il y eut sur le Steinbach quelques escarmouches avec les arrière-gardes autrichiennes. Les troupes légères de la division Collaud pénétrèrent jusqu'aux environs de Nuremberg. Le même jour, Wartensleben avait sa gauche à Reichenschwand sur la Pegnitz, et sa droite au pied du fort de Rothenberg, dans lequel il jeta un bataillon.

Le 10, Jourdan se prépara à attaquer son adversaire, dans la croyance que Wartensleben l'attendrait dans sa dernière position. L'armée était pleine d'ardeur et ne demandait qu'à combattre, pour terminer la campagne par une victoire décisive. Les divisions Championnet et Grenier, qui étaient sur la rive gauche de la Rednitz, passèrent cette rivière; Collaud et Lefebvre se réunirent aux deux divisions. L'armée campa sur deux lignes derrière la route de Neunkirchen à Pegnitz, sa droite appuyée à la Schwabach. Bernadotte marcha sur Nuremberg, dont il prit possession, et se plaça en avant de cette ville. Dans la soirée, il y eut, entre les troupes légères des deux partis, des escarmouches assez vives, mais sans résultat.

[1] Carnot était capitaine du génie avant la révolution.

1796 — an IV. Allemagne. L'adjudant général Mortier, avec quelques troupes d'avant-garde de la division Lefebvre, avait réussi à s'emparer des villages de Neuhof et de Bullach; mais il fut obligé de les évacuer devant des forces supérieures. Le général Lefebvre s'avança alors, à la tête d'une partie de sa division, et rejeta les Autrichiens jusque sur leur armée. Les deux villages furent occupés de nouveau.

Le 11, la division Bernadotte reçut l'ordre de se porter sur Lauf, remontant la Pegnitz sur ses deux rives. Le général Championnet prit la même direction en s'avançant par Heroldsberg; le général Grenier, en seconde ligne, s'arrêta dans le dernier endroit. Les deux divisions de la gauche devaient attendre à Neuhof des instructions ultérieures. Jourdan s'avança, avec les troupes légères du général Ney, pour reconnaître le terrain et prendre ses dernières dispositions d'attaque; mais il n'était plus temps: Wartensleben avait quitté sa position pour se porter sur Sulzbach, et de là à Amberg. Le général Kray, formant l'arrière-garde avec ses troupes, s'arrêta à Sulzbach, tenant les défilés de Hartmannsdorf et de Welden. Une colonne de flanqueurs vint s'établir à Ochsen, afin d'éclairer la route de Neumarck et le chemin de Lauf par Augsburg et Amberg. Le général en chef autrichien prit la précaution d'envoyer deux bataillons à Ratisbonne pour s'assurer du pont.

Trompé dans son attente, Jourdan fit occuper Lauf, d'où l'arrière-garde ennemie se retira à l'approche des Français. Les divisions Championnet et Grenier prirent poste en avant de Lauf: Bernadotte se plaça entre Odensos et Letten, sur la rive gauche de la Pegnitz, Lefebvre s'établit à Loch, et la division Collaud entre le fort de Rothenberg et Schneitach. Le général Ney, avec un faible détachement, se présenta devant Rothenberg, et somma le commandant de se rendre de suite, ce que celui-ci fit sans difficulté. Cette place était garnie de 40 pièces de canon, quatre obusiers et cinq mortiers. On y trouva en outre quarante quintaux de poudre.

Le pays dans lequel l'armée française allait s'engager pour suivre Wartensleben est un des plus difficiles qu'on puisse rencontrer pour les opérations militaires. Couverte de mon-

tagnes ou plutôt de collines, coupée par des ravins fort escarpés, creusée par des eaux intarissables, et hérissée d'épaisses forêts, cette contrée ne présente qu'une seule route praticable pour l'artillerie, celle de Lauf à Sulzbach. Les autres ne sont que des chemins vicinaux fort étroits, parsemés de fondrières, presque toujours couverts d'eau, et qui sont à peine praticables dans les grandes chaleurs. A ces inconvénients se joignait, pour Jourdan, le manque de renseignements précis sur les localités. Il n'existait point, au quartier général, une seule carte passable sur laquelle on pût se guider. Obligés de s'adresser sans cesse à des paysans bruts ou malveillants, les Français couraient risque de s'égarer ou de donner dans quelques embuscades. Mais, nous le répétons encore, Jourdan crut devoir obéir au Directoire, au risque d'attirer sur lui le blâme des gens du métier. 1796 an IV. Allemagne.

Toutefois, avant de s'aventurer dans un pays semblable, Jourdan crut devoir employer les journees du 12 et du 13 août à pousser des reconnaissances dans toutes les directions. Le 14, l'armée poursuivit sa marche, et prit les positions suivantes : la division Bernadotte s'établit à Altdorf pour observer la route de Neumarck : celle du général Championnet s'arrêta près de Walles, petit village situé à l'entrée d'un ravin que forme un ruisseau qui va se jeter dans la Pegnitz, au-dessus de Happurg. Les trois divisions Grenier, Collaud et Lefebvre prirent position à droite et à gauche de Hersbruck, la première sur la rive gauche de la Pegnitz, les deux autres sur la rive droite. Jourdan fit encore marcher des partis en avant de la ligne pour l'instruire de la position de l'ennemi. Les rapports l'informèrent que le gros de l'armée autrichienne était campé à Amberg, et que l'arrière-garde, commandée par le général Kray, occupait Sulzbach. Jourdan résolut d'attaquer cette arrière-garde; mais il différa de deux jours l'exécution de ce dessein, afin de rapprocher ses divisions de Sulzbach avec précaution. L'armée se mit en mouvement le 17 au matin. Le général Bernadotte s'avança sur Neumarck pour couvrir le flanc droit de l'armée, sans cesse inquiété par des partis de cavalerie légère de l'archiduc et de Wartensleben, et pour essayer de se lier avec l'armée de Rhin-et-Moselle, dans le cas où cette dernière serait à la hau-

1796 — an IV. Allemagne. teur de l'armée de Sambre-et-Meuse. La division Championnet et la cavalerie de Bonnaud se dirigèrent sur Hopperg et Heinfeld. Les trois divisions Grenier, Collaud et Lefebvre durent s'approcher le plus près possible de Sulzbach. Lefebvre se dirigea sur le village de Holenstein, son avant-garde sur Neunkirchen, et quelques flanqueurs sur Wilseck. Le général Collaud prit le chemin de Hersbruck à Sulzbach, et réunit ses troupes en arrière du village de Hohenstadt, dans l'anse que forme la Pegnitz. L'avant-garde de cette division, aux ordres de Ney, s'avança d'Hartmannsdorf sur la grande route de Sulzbach, pour faire replier les avant-postes ennemis. La division Grenier se porta sur les hauteurs en avant de Pachelts-feld, par la route qui conduit directement de Hersbruck à Amberg, en laissant Sulzbach sur la gauche. Son avant-garde reçut l'ordre de se porter le plus près possible de l'ennemi.

L'intention du général en chef était de consacrer le reste de la journée à faire reconnaître exactement la position du général Kray et des autres troupes ennemies, afin d'attaquer le lendemain avec quelque espoir de succès. Le général Ney, qui faisait une de ces reconnaissances avec l'avant-garde sous ses ordres, sur la route de Sulzbach, avait d'abord réussi à pousser les troupes légères autrichiennes; mais, parvenu à quelque distance de Sulzbach, il se trouva en présence des forces de Kray, bien supérieures aux siennes. Le général français, peu accoutumé à reculer, se laissa emporter à un excès d'ardeur qui faillit lui devenir funeste, ainsi qu'à ses troupes. Le général Kray avait sa droite à Neunkirchen et sa gauche sur les collines boisées qui longent la route. D'après ses instructions, Ney aurait dû s'arrêter et prendre une position avantageuse. Mais, comme nous venons de le dire, ce guerrier impétueux ne prit conseil que de sa bravoure, et, faisant partager à sa petite troupe les sentiments dont il était animé, il marcha droit à l'ennemi et l'attaqua. Le général Kray fit avancer quelques bataillons et plusieurs escadrons, qui, gagnant bientôt du terrain, allaient entourer les Français; Ney fut obligé de reculer. Il s'efforça longtemps de tenir tête aux Autrichiens dans sa retraite; mais, poursuivi avec vigueur, il fut repoussé avec quelque perte. Jourdan, attiré par le bruit du canon et de la fusil-

lade, arrivait à ce moment aux avant-postes. Instruit de l'échec que venait d'éprouver Ney, et quoique cet événement dérangeât ses projets pour le lendemain, le général en chef fit avancer sur-le-champ ses divisions pour soutenir son avant-garde. Le combat allait ainsi s'engager presque subitement, et avant que toutes les troupes françaises fussent en mesure d'y prendre une part coordonnée. La division Collaud, dont faisaient partie les troupes de Ney, s'était portée en toute hâte sur le champ de bataille, pour arrêter les Autrichiens et dégager le général Ney, qui rallia son monde derrière elle. Mais il fallut que cette division fît des efforts incroyables pour se soutenir en attendant l'arrivée des autres corps : le général Grenier arriva le premier, força les gorges de Sée, et pénétra jusqu'aux fermes du même nom. Le 2e régiment de dragons, avec un bataillon de la 67e demi-brigade, se dirigea à travers les bois pour tourner les fermes. Quatre compagnies d'infanterie chargèrent, dans le bois, à la baïonnette, débouchèrent sur la lisière, et par un feu bien nourri forcèrent l'ennemi à quitter sa position. La brigade du général Duhesme vint s'établir en avant des fermes, et ses postes, qui furent poussés près de Sulzbach, se lièrent, par leur gauche, à ceux du général Lefebvre, qui s'avançait et commençait à agir contre l'ennemi.

1796 — an IV. Allemagne.

Ces efforts vigoureux et bien dirigés firent connaître au général Kray que l'engagement allait devenir sérieux : menacé sur ses deux flancs, il crut devoir se replier sur Sulzbach, en étendant sa droite sur une colline rocailleuse qui dominait le seul débouché du bois que traverse la grande route, et en appuyant sa gauche à la forêt qui se trouve entre Sulzbach et Haar. Les Français suivirent son mouvement : le général Collaud continua l'attaque de front, tandis que la brigade du général Olivier, de la division Grenier, s'établissait dans la forêt qui servait d'appui à la gauche de Kray. De son côté, Lefebvre attaqua fortement la droite des Autrichiens. Six compagnies de carabiniers d'infanterie légère, et deux bataillons commandés par l'adjudant général Mortier, soutenus par un bataillon de la 83e demi-brigade commandé par le capitaine Becker[1], assailli-

[1] Depuis lieutenant général.

1796 — an IV. Allemagne.

rent l'ennemi avec une telle impétuosité, que les troupes autrichiennes de cette droite abandonnèrent le terrain dans le plus grand désordre, pour gagner le centre, où elles répandirent beaucoup de confusion. Cependant, le général Wartensleben ayant envoyé quelques renforts à son avant-garde, le général Kray fut en mesure de soutenir sa gauche, qui se replia sur Rosenburg. La nuit mit fin à ces divers engagements; les deux partis bivouaquerent sur le champ de bataille, en se canonnant encore assez inutilement, pendant quelques heures; car l'obscurité et la fatigue des troupes, sur pied dès avant le jour, ne permettaient pas qu'on pût espérer d'autre résultat que la destruction de quelques hommes.

Pendant ce combat inattendu, au centre de la ligne, le général Championnet s'était engagé très-sérieusement avec les troupes chargées de la défense des villages de Hopperg et de Heinfeld. Elles étaient postées sur les hauteurs qui se trouvent entre ces deux villages. La 61e demi-brigade et deux bataillons de la 78e attaquèrent cette position, et forcèrent les Autrichiens à l'abandonner. Ceux-ci se retirèrent sur Augsburg, où ils s'établirent assez avantageusement, leur droite appuyée à un bois très-fourré, et leur gauche à un ravin escarpé et profond. Tandis que le gros de sa division marchait pour attaquer l'ennemi dans ce nouveau poste, Championnet donna l'ordre au général Legrand (le même qui s'était si particulièrement distingué l'année précédente au passage du Rhin) de se glisser, avec deux bataillons de la 92e et un escadron de dragons, dans les gorges de Niessa pour essayer de tourner la gauche des Autrichiens par Wolfsfeld. Legrand partit de suite; mais, au débouché des gorges, il trouva, à Laihofen, l'ennemi en force supérieure et protégé par une artillerie formidable. Ces troupes étaient envoyées par le général Wartensleben, pour occuper les gorges que Legrand venait de franchir et dans le dessein de tourner elles-mêmes la droite du général Championnet. Le général Legrand s'aperçut du danger qu'il courait en marchant plus avant, et s'arrêta à l'entrée de la gorge, dans un petit bois où l'ennemi essaya de le cerner, et l'attaqua avec chaleur à plusieurs reprises. Mais Legrand se défendit, jusqu'à la nuit, avec la plus rare intrépidité, ne laissa point les Autrichiens pénétrer

dans le bois, et s'y maintint. Ce qui contribua beaucoup au succès de cette résistance opiniâtre, ce fut le mouvement de la réserve de cavalerie du général Bonnaud, qui, appuyant, comme nous l'avons indiqué, la division Championnet, s'était dirigé sur Castel, en avait débusqué l'ennemi, et se trouvait sur le flanc de la colonne aux prises avec le général Legrand. Pendant ce temps, la brigade du général Damas, soutenue par la cavalerie du général Klein, réussit à chasser l'ennemi du bois qu'il occupait, à l'exception de celui qui se trouve à la droite d'Augsburg. Ce point était essentiel, et par cette raison l'ennemi paraissait déterminé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le général Championnet fit avancer tout ce qu'il avait de troupes sous sa main contre ce poste important. Un combat des plus vifs et des plus meurtriers s'engagea bientôt. Trois fois l'infanterie française, qui n'était soutenue que par le 12e de cavalerie, fut chargée par quatre régiments de cavalerie ennemie, et trois fois elle repoussa ces charges la baïonnette en avant. Enfin, à sept heures du soir, le général Championnet réussit à s'emparer du bois, que les Autrichiens quittèrent, ainsi que le village d'Augsberg, pour se replier sur-le-champ du côté d'Amberg. De ce côté, comme à Sulzbach, la nuit empêcha les Français de profiter de leurs avantages.

1796 — an IV. Allemagne

L'ennemi perdit dans ces actions, sans résultats profitables pour l'armée de Jourdan, plus de monde que cette dernière. Il eut environ 1,200 morts sur le champ de bataille, et 500 prisonniers, faits presque tous par la division Championnet. Les Français eurent 500 hommes tués, et à peu près le même nombre de blessés. L'archiduc venait d'envoyer au général Wartensleben l'ordre de se retirer derrière la Nab, et de se maintenir le plus longtemps possible dans les positions avantageuses que lui offraient les deux rives escarpées de cette rivière, en évitant toutefois d'engager une affaire générale, jusqu'à ce que le prince fût arrivé à la même hauteur et à portée de lui prêter secours. Le général autrichien leva, en conséquence, son camp d'Amberg le 18, à trois heures du matin, pour se mettre en marche dans la direction indiquée, et le général Kray vint, avec l'arrière-garde, le remplacer momentanément à Amberg.

Jourdan s'aperçut bien du mouvement de son adversaire;

1796 — an IV. Allemagne.

mais, malgré la proximité des deux armées, il ne put connaître la direction que prenait le général autrichien. Ce défaut de renseignements serait difficile à concevoir, si on ne savait pas que les paysans, exaspérés contre l'armée de Jourdan, se refusant obstinément à communiquer les notions nécessaires, prenaient la fuite à l'approche des Français; il était extrêmement difficile au général en chef de se procurer des guides sûrs dans un pays tellement sauvage et rempli d'accidents de terrain, qu'il fallait toujours perdre un temps précieux en vaines reconnaissances. Le défaut de subsistances, en raison de la lenteur des convois venant des derrières de l'armée, obligeait chaque jour le général en chef à désunir et éparpiller ses troupes pour chercher des vivres sur un territoire ruiné par ses propres habitants, qui, dans leur fuite, emportaient tout avec eux. Malgré le mouvement actif de ses avant-gardes, quand le moment d'agir arrivait, Jourdan était constamment arrêté par la difficulté de réunir ses masses sur un point d'attaque assez rapproché pour qu'elles pussent agir de concert avec quelque succès. On conçoit que tous ces désavantages n'existaient pas pour les Autrichiens, combattant, pour ainsi dire, sur leur propre sol, et secondés par tout le zèle et la bonne volonté des habitants, qui ne laissaient ignorer au général aucun des mouvements de son adversaire. Voilà pourquoi ce dernier était toujours à même d'éviter le combat quand il le voulait. Mais quand il fut dans l'intérêt des généraux ennemis de changer de tactique et de poursuivre à leur tour les Français, ils le firent avec succès, toujours en raison de l'état de choses que nous venons d'exposer.

Quelques indices ayant fait penser à Jourdan que l'ennemi avait pu prendre la route directe d'Amberg à Ratisbonne, il ordonna à ses divisions de manœuvrer dans cette direction. Mais, comme on vient de le voir, Wartensleben, dans son projet de retraite sur la Nab, prenant la route à droite, s'était dirigé par Hildersdorf et Wölfering sur Schwarzenfeld. Kray devait tenir Amberg aussi longtemps qu'il serait possible, et se retirer ensuite dans une position avantageuse près de Wölfering.

D'après les faux renseignements communiqués à Jourdan, ce général fit avancer les divisions Lefebvre et Collaud sur la Vils, en avant de Sulzbach, en leur ordonnant de pousser leurs

avant-gardes au delà de cette rivière, jusqu'à Hirschau. Grenier, Championnet et Bonnaud se dirigèrent sur Amberg. Grenier, qui marchait le premier, attaqua les hauteurs qui sont en avant de cette ville. Repoussé de ces hauteurs, Kray voulut tenir quelque temps dans le camp placé sous les murs d'Amberg conformément à ses instructions ; mais apprenant que la division Championnet et la réserve de cavalerie suivaient le mouvement des assaillants et se disposaient à seconder ces derniers, il commença sa retraite sur Wölfering. Jourdan, qui s'était porté vers Amberg du moment qu'il avait entendu les premiers coups de canon, vit, du haut des collines, défiler la nombreuse cavalerie destinée à protéger la retraite de l'arrière-garde ennemie. Championnet et Bonnaud étaient encore en arrière, et Jourdan se crut d'autant moins en mesure de troubler le mouvement du général Kray, qu'il pensait avoir affaire à l'armée entière. Néanmoins, lorsque les troupes dont nous venons de parler arrivèrent, le général en chef envoya Bonnaud, avec toute la cavalerie et deux compagnies d'artillerie légère, à la poursuite des escadrons autrichiens, qui furent menés, la pointe aux reins, jusqu'au delà de Hildersdorf. Le centre de l'armée prit alors position aux environs d'Amberg. Les divisions Collaud et Lefebvre n'avaient rencontré aucun obstacle dans le mouvement ordonné. Collaud prit position à Hirschau, et Lefebvre s'établit sur la Vils, entre Sulzbach et Frauenberg. Ainsi, le général Wartensteben eut tout le temps nécessaire pour se retirer tranquillement sur la Nab, où il prit position à Schwarzenfeld et Schwandorf. Le général Kray s'était arrêté à Wölfering, faisant occuper les bois de Freiholz par les Croates, qui fermèrent les débouchés, déjà difficiles, par des abatis et des coupures.

1796 — an IV. Allemagne.

L'armée séjourna le 19 août dans ses positions ; et, par les mêmes motifs que nous avons énoncés plus haut, dans l'ignorance que le général Kray se fût arrêté à Wölfering pour s'y maintenir, Jourdan prit le parti de diriger la division Lefebvre sur la Nab, en face de Wernberg, et celle de Collaud par la route de Schwarzenfeld, vers Freiholz. Le général Ney trouva les troupes de Kray sur son chemin, et engagea l'avant-garde qu'il commandait. Dans ce moment l'adjudant général Mortier,

1796 — an IV. Allemagne.

commandant l'avant-garde de Lefebvre, arrivait sur le même point, le village de Pfreint. Ces deux troupes réunies réussirent à chasser l'ennemi du village, où Mortier resta pour attendre le gros de la division. Ney se porta sur Nabburg, que les Autrichiens évacuèrent également après un léger engagement. Le général Collaud, ayant suivi la grande route qui conduit à Schwarzenfeld, trouva les bois de Freiholz occupés, ainsi que nous l'avons indiqué, par les Croates, et apprit en même temps que le général Kray était en force à Wölfering. La position du général Collaud était d'autant plus critique, que la division Grenier, qui d'abord marchait à sa suite, venait de s'en séparer au point d'embranchement du chemin de Schwandorf avec la route de Schwarzenfeld, et que la division Championnet, ainsi que la cavalerie de Bonnaud, longeant la Vils, s'avançaient sur Ensdorf, par le même chemin de Schwandorf. Collaud attaqua cependant les Croates dans les bois de Freiholz, et, malgré la forte résistance de ces derniers, il parvint à les en déloger et à les contraindre à se replier sur le gros des troupes à Wölfering. Ce succès si vivement disputé anima encore plus les soldats de Collaud, et, continuant à pousser leurs adversaires, ils passèrent le ruisseau de Wölfering, et attaquèrent le village avec une résolution digne d'un meilleur résultat. Malgré la supériorité de l'ennemi, ils étaient parvenus a pénétrer dans le village; mais l'ennemi les en chassa. Une seconde charge leur rendit le premier avantage; ils furent repoussés de nouveau; enfin Wölfering, repris et brûlé, resta au général Kray.

Cependant Jourdan, informé que le général Collaud avait en tête toute l'arrière-garde autrichienne, se hâta de donner au général Grenier l'ordre de marcher par sa gauche au secours de Collaud, tandis que Lefebvre recevait celui de s'avancer par sa droite et de se porter sur Schwarzenfeld. Le général en chef avait pensé que le général Ney, instruit par le bruit du canon que la division à laquelle il appartenait était aux prises avec l'ennemi, s'avancerait de Nabburg pour prendre à revers la position de Wölfering, ce qui aurait singulièrement favorisé le succès de l'attaque de ce village; Ney, occupé lui-même à contenir quelques troupes légères qui lui disputaient la posses-

sion de Nabburg, ne put faire ce mouvement. Grenier et Lefebvre arrivèrent quand leur présence n'était plus nécessaire. 1796 - an IV. Allemagne.

Dans cet intervalle, le général Collaud s'était soutenu, avec beaucoup de peine, contre les efforts que l'ennemi faisait à son tour sur lui. Déjà même sa gauche allait être débordée, lorsque la nuit mit fin à un combat aussi opiniâtre qu'inutile.

La division Championnet eut plus de succès dans son entreprise. Pendant que le gros des troupes prenait position à Ensdorf, le général Klein, marchant avec l'avant-garde sur Schwandorf, rencontra plusieurs escadrons ennemis, les culbuta jusque sur la Nab, qu'il les contraignit de traverser. Quelques troupes d'infanterie s'étant présentées alors sur l'autre rive, les Français s'arrêtèrent vis-à-vis de Schwandorf.

Le général Kray, ne pouvant plus rester en avant de la Nab, ainsi débordé à droite et à gauche par les troupes des généraux Lefebvre et Championnet et la brigade aux ordres du général Ney, se détermina à se retirer pendant la nuit sur Schwarzenfeld.

Le 20 août, l'armée de Jourdan occupait les positions suivantes : Lefebvre campa à Nabburg; Collaud et Grenier vis-à-vis de Schwarzenfeld, le premier à Wolfest, et le second à Grauffenried. Championnet resta vis-à-vis de Schwandorf, ayant derrière lui la réserve de cavalerie du général Bonnaud; Bernadotte était, depuis le 17, détaché à Neumarck, observant la route de Ratisbonne, et couvrant le flanc droit de l'armée.

La rivière de Nab mit un terme à la retraite de l'armée autrichienne, et arrêta la marche victorieuse des troupes françaises. On doit de grands éloges aux généraux commandant les avant-gardes, pour leur fermeté et leur présence d'esprit dans des engagements avec un ennemi souvent supérieur en nombre. Presque toujours trop éloignées de leurs divisions, ces avant-gardes, courant sur un grand front, auraient éprouvé de grandes pertes si elles eussent été conduites par des chefs moins braves et moins habiles.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

—

Première Coalition.

—

CHAPITRE XIII.

FIN DE L'ANNÉE 1795.

CHAPITRE XIV.

ANNÉE 1796.

CHAPITRE XV.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1796.

Allemagne.

Moniteur. — *Dict. des siéges et batailles.* — *Jomini.* — *Histoire de Pichegru.* — *Hist. de Moreau.* — *Mém. du maréchal Gouvion Saint-Cyr.* — *Principes de la stratégie développés par la relation de la campagne de* 1796 *en Allemagne*, par l'archiduc Charles. — *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1796, par le maréchal Jourdan. — *Coup d'œil impartial sur les opérations des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle.* — *Campagnes du corps de Condé*, par le comte d'Ecquevilly. — *Correspondance du général Grenier avec le général Jourdan*, etc. — *Histoire des guerres en Europe.*

Dedon, *Précis historique des campagnes de l'an IV et de l'an V.* Ouvrage très utile à consulter pour l'histoire de la campagne de 1796.

Mémoire militaire sur Kehl. Détails circonstanciés sur le passage du Rhin à Kehl par l'armée française.

Vendée, Berri.

Moniteur. — *Beauchamp.* — *Bouvier-Desmortiers.* — *Vie de Charette.* — *Vie de Hoche.* — *Histoire de la guerre civile.* — *Relation de l'insurrection du San-...ois.* — *Relation manuscrite des troubles civils arrivés dans le Berri en l'an IV* (1796). — *Mémoires et notes manuscrites.*

Italie.

Moniteur. — *Jomini.* — *Jubé et Servan.* — *Dict. des siéges et batailles.* — Desjardins, *Guerres en Italie.* — *Hist. des guerres en Europe.* — Lacretelle, *Hist.* — *Annales de l'Europe.* — *Vie du maréchal Lannes.* — *Siége de Mantoue.* — *Mémoires du maréchal Masséna*, par le général Koch. — *Mémoires manuscrits du maréchal Kellermann.* — *Gazette de Vienne.* — *Mém. manuscrits et particuliers.* — *Pièces officielles.*

Histoire des campagnes d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, etc., *de* 1796 *à* 1799, par le colonel Graham (depuis général et lord Lynedoch) (en anglais). Ouvrage rempli de faussetés et écrit avec la partialité la plus exagérée.

Correspondance inédite, officielle et confidentielle de Napoléon Bonaparte. Recueil fort important sous le point de vue historique.

Campagnes du général Bonaparte en Italie pendant les années IV et V de la République française, recueillies et mises en ordre par le général Pommereuil. C'est un recueil des rapports de Bonaparte insérés au *Moniteur.*

Journal militaire autrichien, années 1827-1830. Documents précieux sur la campagne de 1796, en Italie.

Principaux événements maritimes et Colonies.

Moniteur. — *Relation sur les colonies.* — *Mémoires et comptes rendus*, par Laveaux, etc. — *Précis de la guerre maritime*, par Kerguelen. — *Relations anglaises.* — *Coup d'œil sur les colonies.* — *Mémoires et notes manuscrites.*




DC Guerres de la
220 révolution
G93 française et du
v.3 premier empire
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 189 141 5
DC
220
G93
v.3
LOS ANGELES
LIBRARY

